

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 34-35-36

JANVIER-FEVRIER-MARS 1988

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais, kurde, italien, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger) 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) : (France) 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE - 106, rue La Fayette - 75010 PARIS - FRANCE
tél : (1) 48 24 64 64

SOMMAIRE

- LA REPRESSION S'AGGRAVE AU KURDISTAN IRAKIEN
 - LA QUESTION KURDE AU PARLEMENT TURC
 - LE DEPARTEMENT D'ETAT AMERICAIN EVOQUE LE SORT DES KURDES EN TURQUIE
 - URSS : LES KURDES SOLIDAIRES DES ARMENIENS
 - ANKARA FORCE LES PAYSANS KURDES A LA DELATION ... ET AUTORISE L'USAGE DU KURDE DANS LES PRISONS
 - LE PARLEMENT EUROPEEN DEMANDE LA LIBERATION IMMEDIATE DE MEHDI ZANA
 - AINSI QUE :
 - L' INSTITUT EST DEvenu PROPRIETAIRE DE SES LOCAUX
 - PUBLICATIONS EN VENTE
 - EN BREF, LA REVUE DE LA PRESSE
-

LA REPRESSION S'AGGRAVE AU KURDISTAN IRAKIEN

Le sort des quatre millions de Kurdes d'Irak s'aggrave de semaine en semaine. Le pays kurde, à cheval sur l'Iran et l'Irak, dévasté par les opérations de la guerre du Golfe, fait l'objet d'une politique de "terre brûlée" de la part des autorités irakiennes. Mettant à profit cette guerre meurtrière, celles-ci détruisent systématiquement les villages kurdes, abattent sur place le bétail et déportent leurs habitants vers les camps d'internement situés dans les déserts du Sud-irakien.

Cette répression affecte également les villes où les gens soupçonnés d'avoir de la sympathie pour le mouvement de résistance kurde sont arrêtés massivement et exécutés sans procès. L'accès du territoire irakien étant depuis de longues années interdit aux journalistes et aux observateurs étrangers ces massacres se poursuivent en silence. Sur la base des informations parcellaires qu'elles reçoivent les organisations humanitaires comme Amnesty International tentent d'alerter l'opinion (Voir Revue de presse janvier-17, février-2, mars-6).

Ainsi, Amnesty a pu identifier 116 des 360 Kurdes âgés de 14 à 73 ans exécutés dans la période allant du 11 novembre au 31 décembre 1987. Plusieurs centaines d'autres Kurdes originaires des provinces de Sulaimaniya, Arbil, Kirkuk, Duhok et Zakho ont été assassinés en janvier et février 1988, en particulier dans la prison Abu Ghraib de Bagdad. Parmi eux de nombreux élèves d'écoles secondaires, âgés de 14 à 17 ans. Les corps des suppliciés sont restitués à leur famille après versement de 300 dinars (environ 5000 FF) représentant les "frais d'exécution" !

Parallèlement à ces meurtres sommaires, le régime irakien, faisant feu de tout bois, a également recours aux méthodes médiévales d'empoisonnement pour liquider ses opposants. En octobre et novembre, 40 militants kurdes ont été empoisonnés par du thallium. Utilisé généralement comme "mort aux rats" ce poison avait été injecté dans du yaourt à boire par des agents secrets irakiens infiltrés dans les bases de la guérilla kurde. Trois des survivants ont pu être amenés en Grande-Bretagne où ils ont été hospitalisés pendant plusieurs semaines. Il s'agit de Moustafa Qader Mahmoud, 40 ans, membre du bureau militaire de l'Union patriotique du Kurdistan, de Sami Shorash, 37 ans, poète et dirigeant de l'Union des écrivains kurdes et d'Adnan Mufti, 38 ans, membre du Comité central du Parti socialiste du Kurdistan irakien. D'après les médecins britanniques ils "souffrent sérieusement d'un empoisonnement aiguë au thallium survenu le 24 novembre 1987" .

Le 18 mars, le régime irakien a franchi une nouvelle et terrible étape dans sa guerre contre les Kurdes en bombardant la ville de Halabja aux armes chimiques. Environ 5000 civils kurdes ont péri en quelques heures dans cette "Guernica kurde". Située sur la frontière irako-iranienne, cette ville martyre a pu être visitée par des journalistes de la presse internationale qui ont pu constater sur place l'ampleur et l'horreur de cette extermination chimique. (Voir le numéro spécial de notre bulletin sur Halabja).

LA QUESTION KURDE AU PARLEMENT TURC

La question kurde cesserait-elle d'être tabou en Turquie ? Après une amorce de débat dans la presse elle vient d'être ouvertement évoquée à la tribune de la Grande Assemblée nationale turque par Mehmet Ali EREN, député kurde d'Istanbul.

Intervenant le 20 janvier dans le cadre des questions d'actualité, ce député du Parti populiste social-démocrate (SHP, principale formation de l'opposition parlementaire) a rappelé que "la Turquie est confrontée à des problèmes graves, au premier rang desquels le problème kurde. Il s'agit d'une question nationale. Les questions nationales ne devraient pas être des tabous. Elles doivent être discutées dans tous les secteurs de l'opinion. Le Parlement doit également participer à ce débat. Le Parlement doit briser ce tabou. Il doit débattre de cette question en détail, dans toutes ses directions, élaborer des propositions pour une solution réaliste. Sinon, la démocratie ne pourra pas être libérée de sa mise sous tutelle. L'existence des Kurdes a été continuellement niée. Ces citoyens ont toujours été regardés avec suspicion, soumis à des pratiques politiques et économiques discriminatoires. Nos lois sont appliquées différemment dans l'Est et dans l'Ouest. A l'Est toute la population d'une région est tenue responsable pour le moindre incident et les paysans sont soumis à toutes sortes de mauvais traitements. Bien que les richesses du sol et du sous-sol de cette région de l'Est fournissent la majeure partie des besoins de la Turquie, elle est maintenue dans le sous-développement, devenue une zone privée de tout. Les Kurdes constituent une minorité nationale. Ils ne peuvent pas parler ni écrire librement leur langue. Ils ne peuvent pas donner à leurs enfants les noms de leur choix. Leurs frères ont été contraints à quitter le pays et ils ont été déchus de la citoyenneté turque. Ceux qui sont restés ici ne peuvent pas obtenir de passeport. Pourquoi le Premier ministre, qui s'égosille à propos des Turcs de Bulgarie et de Grèce, n'aborde-t-il pas la question kurde ?". Au milieu des applaudissements de certains députés de son parti et de vives protestations des membres de l'ANAP (formation gouvernementale), M. Eren a invité ses détracteurs à avoir le courage et la civilité de l'écouter. Voici, à titre d'indication sur l'état d'esprit de la classe politique turque, quelques extraits du procès verbal de cette séance houleuse de l'Assemblée turque :

M. ALI EREN (Istanbul-SHP) : "...Aujourd'hui l'une des plaies sociales qui préoccupent en permanence l'opinion publique est la question kurde...La question kurde doit être abordée dans toutes ses dimensions, on doit lui trouver des solutions réalistes et la question doit être débattue." (Bruits sur les rangs de l'ANAP).

HALIM ARAS (Koaceli-ANAP) : "Vous mentez... quel mensonge..."

M. ALI EREN (poursuit) : "L'Est a été maintenu comme une région de (toutes les) privations, il est interdit à ses habitants de parler leur langue..." (Protestations et bruits sur les bancs de l'ANAP). L'assimilation est imposée par tous les moyens, les noms (des personnes et des lieux) sont changés de force, les citoyens ne peuvent pas donner les noms de leur choix à leurs enfants..." (Bruits sur les rangs de l'ANAP).

ILHAN AŞKIN (Bursa- ANAP) : "Tu ne sais pas ce que tu dis."

ŞEREF BÖZKURT (Ankara-ANAP) : "Dans le cadre du nationalisme d'Atatürk, nul ne peut faire des distinctions au sein de la nation turque. En Turquie, il n'y a que la nation turque."

TALAT SARGIN (Tokat-ANAP) : "N'oublie pas la Constitution, la Constitution ..."

M. ALI EREN (poursuit) : "Au cours des opérations menées dans l'Est des consignes spéciales sont appliquées et les présumés coupables sont exécutés sur place. (Bruits sur les rangs de l'ANAP). Écoute, écoute, apprenez d'abord à écouter. Écoute ce que je dis."

LE PRESIDENT HUDAI ORAL : "Une minute, honorable orateur, une minute je vous prie."

M. ALI EREN (poursuit) : "Si vous en avez le courage, si ce que je dis est faux, venez en débattre ici". (Applaudissements sur les rangs du SHP, bruits sur les rangs de l'ANAP).

ŞEREF BOZKURK (Ankara-ANAP) : "Tu profères des mots attentatoires à notre unité nationale."

M. ALI EREN (poursuit) : "Parce que le mot turc a été retiré de l'appellation de certaines associations des Turcs de Grèce, on a parlé de l'oppression des Turcs en Grèce et stigmatisé l'attitude du gouvernement grec ; de même pour les Turcs de Bulgarie..."

CAHIT ARAL (Elazığ-ANAP) : "Ils sont de pur sang turc, eux."

ŞEREF BOZKURT (Ankara-ANAP) : "En Grèce et en Bulgarie il y a un élément ethnique turc dont l'existence est reconnue par des traités internationaux." (Sur les bans du SHP : "assieds-toi !" et bruits).

M. ALI EREN (poursuit) : "Nous sommes des démocrates, que ce soit en Grèce ou en Bulgarie ou ailleurs, nous dénoncerons l'oppression frappant les hommes, quelle que soit leur nationalité. Si dans notre pays on opprime des minorités nationales, si on change par la force leurs noms (bruits sur les rangs de l'ANAP), venez donc les dénoncer d'ici (de cette tribune)..."

ILHAN AŞKIN (Bursa-ANAP) : "S'il vous plaît, monsieur le Président, l'orateur a parlé de minorité nationale...Quelle est cette minorité nationale existant en Turquie, qu'il l'explique. (Bruits sur les rangs de l'ANAP). Que l'orateur réponde à cette question...Tu es obligé d'y répondre..."

OLTAN SUNGURLU (Ministre de la justice) : "Monsieur le Président, des paroles contraires à la Constitution sont prononcées ici...Qui est donc minoritaire en Turquie, qu'il le dise, ne le laissez pas parler ainsi."

M. ALI EREN : "La démocratie en Turquie doit être une véritable démocratie, en vigueur dans l'ensemble du pays. "

Prenant à son tour la parole, M. Mustafa Kalemli, ministre de l'Intérieur, a d'abord reproché au président de séance d'avoir laissé parler M. Eren et déclaré : "Ce discours prononcé sous le toit de la Grande Assemblée nationale turque, fondée par Atatürk, nous a tous blessés et profondément attristés. Le député a parlé d'un groupe qui ne peut parler (librement) sa langue. Or l'article 3 de la Constitution est clair : la langue officielle de l'Etat est le turc. De plus, nous avons prêté serment à cette même tribune. Que l'on n'oublie pas non plus ce que nous avons dit dans ce serment : nous resterons attachés aux principes et réformes d'Atatürk."

Abondant dans le même sens, M. Onural Şeref Bozkurt, député ANAP d'Ankara a affirmé que "depuis la fondation de la Grande Assemblée nationale turque jamais un discours aussi malheureux n'avait été prononcé de cette haute tribune. Le président est complice de ce député coupable de crime contre la Constitution. La nation turque est une et indivisible. Il n'y a pas de minorité en Turquie. Il n'y a pas d'élément kurde, il n'y a que la nation turque." Traité de "voyou" et de "flagorneur" par le député SHP Cüney Anver, M. Bozkurt a suscité une véritable altercation entre les députés du SHP et d'ANAP. Interrogé par les journalistes après cette séance houleuse M. Erdal İnönü, président du SHP, a fait le commentaire suivant : "M. Eren a mal exprimé ses opinions. Il n'y a rien dans ce qu'il dit qui soit contraire aux principes de notre parti. Le mot "minorité" qu'il a utilisé dans son discours a été mal compris et a donné lieu à ces incidents. J'ai convoqué M. Eren dans mon bureau pour avoir des explications". A la question de savoir si Eren allait être expulsé du parti, comme Turgut Atalay, responsable de la fédération de Diyarbakır, exclu en 1986 du parti pour avoir demandé la traduction en kurde du programme du parti, M. İnönü a répondu : "Il s'agit de deux choses différentes. Eren a exprimé de façon erronée ses opinions. Il n'y a rien dans ce qu'il a dit qui soit contraire aux principes du parti. Il s'agit d'un discours malheureux et mal compris. J'ai moi-même constaté que son expression est erronée."

Les autres formations politiques turques ne se sont pas contentées de cette mise au point succincte de M. İnönü. Arguant du fait que les statuts et programmes des partis politiques ne sauraient être contraires à la Constitution (laquelle nie l'existence des Kurdes et interdit leur langue et culture), Alpaslan Pehlivanlı, secrétaire général adjoint du parti gouvernemental ANAP, a demandé au procureur de la République d'agir et de déférer éventuellement le SHP au Tribunal constitutionnel. De son côté, Köksal Toptan, vice-président du Parti de la juste voie (DYP) de l'ancien premier ministre Demirel, a donné au siège de l'Assemblée une conférence de presse consacrée à "cette question grave". Tout en affirmant que depuis des années ils défendaient le principe que "tout doit pouvoir être dit à la tribune de l'Assemblée", il a précisé que cela devait

néanmoins "rester dans le cadre du serment de fidélité à la Constitution prêté par les députés " et ajouté : "Le droit de parler librement ne signifie pas le droit de démolir l'Etat et le régime. La défense du régime incombe à tout un chacun. Nous déplorons également l'oppression des gens. Cependant, le fait qu'un honorable député puisse à la tribune de la Grande Assemblée parler de l'existence en Turquie d'une nation minoritaire dépasse l'entendement. Cet honorable député déclare attendre de la sensibilité sur ce sujet. Mais qui attend de qui d'être sensible ? Nombre d'Etats comprennent des groupes ethniques. La Turquie peut aussi avoir des groupes ethniques. Cependant on ne peut pas parler de nation minoritaire. Les super-puissances veulent diviser, dépecer le plus puissant Etat du Moyen-Orient qu'est la Turquie. Les députés ne doivent pas devenir les instruments de ceux qui veulent détruire la Turquie". Pour sa part, M. Demirel a qualifié l'intervention de M. Ali Eren de "coup de poignard dans l'unité indivisible de la nation turque".

Face à ces réactions hostiles, 22 députés d'origine kurde ont tenu à apporter leur soutien à Eren. La presse turque qualifie cet événement de "constitution d'un inter-groupe kurde informel". Affaire à suivre donc.

LE DEPARTEMENT D'ETAT AMERICAIN EVOQUE LE SORT DES KURDES EN TURQUIE

Le rapport annuel du Département d'Etat sur les droits de l'homme dans le monde, dans son édition de 1987, rendu public début février, évoque pour la première fois l'existence en Turquie d'une "minorité nationale kurde". Dans la section de 12 pages consacrée à la Turquie, une rubrique spéciale traite du sort des Kurdes, de leur langue et de leur culture. Le rapporteur se contente de résumer des informations largement connues et diffusées par ailleurs, en particulier par des organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International, la F.I.D.H. et Helsinki Watch. Il rappelle que les Kurdes constituent la majorité de la population des provinces orientales de la Turquie et forment également des communautés importantes dans d'autres régions turques. Depuis la fondation de la République turque les autorités ne reconnaissent pas l'existence des Kurdes, ne les considèrent pas comme une minorité ayant une langue et une culture spécifiques et malgré des progrès accomplis dans d'autres domaines, à l'heure actuelle il est toujours interdit de publier en kurde des livres et journaux, de même que les publications ayant trait à l'histoire, à la culture et à l'existence ethnique des Kurdes sont interdites, quelle qu'en soit la langue. Traitant également des actions de la guérilla kurde qui lutte pour la création d'un Etat kurde indépendant, le rapport trouve "préoccupant certaines pratiques du gouvernement turc" et cite l'exemple de "la répression frappant collectivement des villages entiers soupçonnés d'aider la guérilla. Leurs habitants sont arrêtés et torturés sur de simples soupçons ou dénonciations. Les tribunaux refusent les dépositions en langue kurde et le recours aux interprètes pose des problèmes sur le plan juridique. Les autorités turques évitent de venir en aide aux personnes et organisations étrangères se rendant en Turquie pour étudier la question kurde."

Intervenant à un moment où les remous de ce qui a été appelé l'"Affaire Eren" n'étaient pas encore apaisés, la parution à la Une des quotidiens turcs des extraits de ce rapport a fait sensation en Turquie. Les principaux dirigeants politiques et les éditorialistes influents ont tous crié au scandale, les uns parlant de la "déloyauté des Américains", d'autres leur reprochant "d'inventer une minorité et une culture qui n'existent pas", "d'affaiblir un secteur mal protégé de l'OTAN" ou y voyant "la main de la CIA". Le gouvernement turc a dépêché à Washington de nombreux émissaires, y compris des membres de sa Cour constitutionnelle, pour persuader les responsables américains qu'il n'y a pas une question kurde en Turquie, que l'opinion turque était très sensible sur cette question et risquait de devenir hostile aux Américains, etc... Répondant aux critiques des autorités, M. Richard Schifter, sous-secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a déclaré le 12 février que "pour son gouvernement il y a une minorité nationale kurde en Turquie et que les Etats-Unis soutiennent les aspirations légitimes de la minorité kurde à jouir de leurs droits dans le cadre des frontières des Etats existants". Interrogé par les journalistes turcs, son adjoint, M. Robert Farrand a réitéré la position de son gouvernement : "Nous croyons que les Kurdes, par rapport au reste de la population de Turquie, constituent d'une manière claire et évidente une minorité nationale ayant une langue et une

culture distinctes. Bien qu'ils ne soient pas du ressort du Traité de Lausanne, nous n'avons aucun doute qu'ils constituent une minorité nationale."

URSS : LES KURDES SOLIDAIRES DES ARMÉNIENS

Les principaux intellectuels et artistes kurdes d'URSS ont adressé une lettre ouverte à Mikhaïl Gorbatchev, à Andreï Gromyko, à N.I. Rjgov, premier ministre d'URSS, à K.S. Demirdjian, premier secrétaire du PC d'Arménie, et à K.M. Bagirov, premier secrétaire du PC d'Azarbaïdjan, pour témoigner du "génocide blanc" dont sont victimes les Kurdes d'Azarbaïdjan depuis plusieurs décennies et affirmer leur solidarité avec les revendications des Arméniens. Dans cette missive parue dans le numéro de février du mensuel arménien HAY TA, les signataires indiquent d'abord que les Kurdes "vivent en Arménie, Azarbaïdjan, Georgie, Kazakhstan, Turkménie et dans d'autres républiques de l'Union soviétique. En comparant leur situation au plan socio-politique et culturel dans chacune de ces républiques, on constate comment la question nationale a pu être réglée dans chacune d'entre elles. Pour la comparaison, prenons l'Arménie et l'Azarbaïdjan qui abritent la majeure partie de la population kurde soviétique et examinons les arguments et faits qui sont largement probants". Le texte fait ensuite l'historique de la vie des Kurdes sous le régime soviétique: "En 1923, a été créée une région autonome kurde (Kurdistan) à l'intérieur des frontières de la république socialiste soviétique d'Azarbaïdjan, qui avait pour capitale administrative Latchine. Cette région englobait les districts de Kelbacar, Gubatli, Kurt-Aci, Murad-Khalil et Karaichlagh. Grâce aux indications attentionnées et précises de Lénine, des écoles kurdes ont été créées, des manuels scolaires, d'autres livres et un journal appelé le **Kurdistan soviétique** furent publiés. Un institut pédagogique et d'autres organismes culturels ont été fondés pour les Kurdes dans la ville de Chouchi. Dans les premières années du pouvoir soviétique le peuple kurde a ainsi connu une promotion sociale et culturelle. Mais cela n'a pas duré longtemps. A partir de la fin des années 1929, l'attitude à l'égard du peuple kurde a changé. La région autonome kurde a été supprimée. Une part importante de la population kurde a été déportée de force vers le Kazakhstan et la Turkménie. Les Kurdes travaillant dans le domaine des arts et de la culture, leurs éléments progressistes, dirigeants et intellectuels, ont été déclarés ennemis du peuple et exterminés, fusillés. Après Staline, en 1957, le décret sur les déportations fut aboli et les Kurdes furent autorisés à retourner à leurs anciens lieux de résidence. Mais il était désormais impossible de reconstruire à nouveau la Région kurde. Et tous les droits ont été bafoués comme par le passé. Le pan-turkisme qui s'était éveillé à l'époque de Staline a continué de sévir sous le masque de marxisme-léninisme. Encore de nos jours, en Azarbaïdjan, l'existence de la population kurde est toujours officiellement niée, les données statistiques sont truquées, l'importance des Kurdes est systématiquement minorée. Dans tout l'Azarbaïdjan il n'existe pas un écrivain, un artiste, un peintre kurdes ou un Kurde occupant le moindre poste dans les mécanismes du parti. Si un Kurde veut accéder à la moindre fonction de responsabilité il doit d'abord faire inscrire sur sa carte d'identité qu'il est de nationalité azérie".

Les auteurs de la lettre passent ensuite à la comparaison de la situation des Kurdes en Azarbaïdjan avec celle de leurs frères d'Arménie: "Aujourd'hui la ville d'Erévan est le centre le plus connu et le plus important de la culture kurde en Union soviétique. Chaque congrès (du Parti), chaque plénum, chaque Conférence et débat réserve une place particulière aux autres peuples vivant en Arménie, aux Kurdes, aux Grecs, aux Assyriens et aux Azéris. Depuis 1930 paraît en Arménie le journal kurde **Riya Teze** (La Voie nouvelle). Depuis la même année, des oeuvres politiques, scientifiques, artistiques et des livres d'enfants sont publiés en langue kurde. Dans les villages kurdes fonctionnent des écoles enseignant en kurde. La radio a des émissions quotidiennes en kurde. L'Union des écrivains d'Arménie comprend une Union des écrivains kurdes. L'institut d'orientalisme d'Arménie comporte un Département de kurdologie qui étudie l'histoire, la langue, la littérature et l'art du peuple kurde. En Arménie, le peuple kurde sent que dans tous les domaines on lui témoigne de la bienveillance et de l'attention. Or depuis 1929 il est privé de tout cela en Azarbaïdjan. Depuis le 20ème Congrès du Parti, les Kurdes ont à plusieurs reprises entrepris des démarches pour recouvrer leurs droits légitimes. Ils se sont adressés au comité central du PSUS et y ont envoyé une délégation. Mais ils n'ont rien pu obtenir d'autre que des promesses et un soutien verbal aux propositions avancées. Chaque fois que la question est venue devant le comité central du

PC d'Azarbaïdjan elle a été étouffée et enterrée. De surcroît la situation déjà difficile des Kurdes a empiré. Sur les cartes d'identité de plus de 200 000 Kurdes la mention "azérie" a été inscrite à l'endroit indiquant la nationalité. C'est en fait l'application directe en République socialiste soviétique d'Azarbaïdjan de la politique de "déracinement des Kurdes" pratiquée par les dirigeants de la République de Turquie. Ces Kurdes vivent dans les régions d'Azarbaïdjan proches de la frontière arménienne ; ils sont donc en contact permanent avec les Arméniens et cela renforce l'internationalisme socialiste. Les Kurdes vivant en Arménie ne sauraient rester indifférents au sort de leurs congénères d'Azarbaïdjan. En Azarbaïdjan, les Kurdes sont privés de leurs droits légaux, privés des conditions les plus élémentaires pour leur développement culturel et se trouvent de ce fait confrontés au danger de déracinement. Au fond, ce que nous souhaitons, c'est que l'on rattache à l'Arménie la région située entre celle-ci et le Karabagh, qui est peuplée de Kurdes et qui formait auparavant la Région autonome kurde. Du point de vue à la fois économique et social, une telle solution serait pour le peuple kurde, pour le peuple arménien et aussi pour tout l'Etat soviétique plus avantageuse, logique et convenable. En cas d'adoption d'une telle solution, il ne serait pas nécessaire d'envisager un nouveau système scolaire, de nouveaux manuels et programmes scolaires, d'éditer un nouveau journal kurde, de mettre au point de nouvelles émissions de radio ou de fonder un nouveau centre d'impression. Car, comme nous l'avons indiqué plus haut, toutes ces institutions existent depuis longtemps en Arménie. Il ne sera pas nécessaire de mettre à nouveau en place toutes ces institutions sociales et culturelles qui existent et fonctionnent en Arménie. Au cours des dernières années, on déploie beaucoup d'efforts en Géorgie pour la culture kurde et le développement social du peuple kurde. Mais à la suite des actions néfastes des autorités administratives azéries, le manque de confiance est devenu tellement profond entre les nationalités d'Azarbaïdjan qu'il ne sera en aucune manière possible de dissiper cette méfiance. Nous vous supplions encore une fois : répondez favorablement à la requête du peuple kurde vivant sous l'administration d'Azarbaïdjan. Rattachez à la République d'Arménie les districts kurdes de Kelbacar, Latchine, Gubatli et Zangelan. Vous sauverez ainsi cette fraction du peuple kurde d'un génocide à blanc. Ce génocide à blanc a été entrepris par les cercles dirigeants azéris en 1929 et il se poursuit encore aujourd'hui. Pour le peuple kurde, perestroïka et démocratie signifient le changement radical du sort et de l'avenir de nos frères vivant sous l'administration de la R.S.S. d'Azarbaïdjan".

ANKARA FORCE LES PAYSANS KURDES A LA DELATION... ET AUTORISE L'USAGE DU KURDE DANS LES PRISONS

Après avoir dépensé beaucoup de moyens pour mettre en place des milices kurdes pro-gouvernementales, les autorités turques tentent maintenant de faire de chaque paysan kurde un délateur, un collaborateur des forces de répression. C'est ce que vient de déclarer à la tribune de l'Assemblée turque le député SHP de Diyarbakır Fuat Atalay, au retour d'un voyage d'études dans les provinces kurdes. D'après lui, les paysans sont arrêtés sous des prétextes divers, puis torturés pendant plusieurs jours. On leur propose alors le marché suivant : ou bien tu acceptes de devenir indicateur, ou bien on disperse et on déporte ta famille. A l'appui de ses dires, le député a cité de nombreux exemples, dont celui du président de la section de Kiziltepe du SHP, dans la province de Mardin. Arrêté le 4 décembre 1987, il a été torturé pendant 20 jours dans les locaux de la police politique. Puis le chef local de la police lui a annoncé la couleur : 'Si tu collabores avec nous, tu seras libéré, protégé, et on subviendra à tes besoins ; si tu refuses, tu seras condamné à 15 ans de prison'. Ayant refusé l'offre, il a été effectivement condamné. A la suite de ces pressions, nombre de villages se vident de leur population. Les paysans qui ne veulent être ni miliciens ni délateurs n'ont d'autre choix que la révolte ou l'exode.

Parallèlement à cette politique répressive, les autorités turques ont été amenées à accepter, le 29 février, les principales revendications des prisonniers politiques kurdes, en grève de la faim à la prison militaire de Diyarbakır. Après avoir consulté le général Evren et reçu un groupe de députés des provinces kurdes, le Premier ministre turc a annoncé que les prisonniers seraient désormais autorisés à parler kurde avec les membres de leur famille, lors des visites, et qu'ils ne seraient plus tenus de porter l'uniforme carcéral. La durée des visites a été portée à une heure,

les prisonniers pourraient également recevoir de leur famille des instruments de musique, des machines à écrire et de quoi dessiner.

De toutes ces améliorations apportées aux conditions de détention, c'est évidemment l'autorisation de parler kurde qui est la plus importante. Dans un pays qui ne reconnaît toujours pas l'existence des Kurdes et de leur langue, elle constitue une première. Certains Turcs disent maintenant aux Kurdes : "Si vous voulez parler votre langue, allez donc en prison !" Lors de cette grève de la faim qui a duré 13 jours, un gréviste, Mehmet Emin Yavuz, est décédé, 6 autres sont entrés dans le coma. A titre de solidarité, deux députés kurdes du SHP ont également jeûné durant 3 jours au siège régional de leur parti à Diyarbakır.

LE PARLEMENT EUROPEEN DEMANDE LA LIBERATION IMMEDIATE DE MEHDI ZANA

Janvier 1988 - Alors que le Parlement européen décidait de signer les protocoles techniques liés à l'accord d'association CEE-Turquie, il adoptait durant la même session une résolution demandant aux autorités turques, en considération de son état de santé, de libérer sans délai l'ancien maire de Diyarbakır, Mehdi Zana, "condamné à 32 ans de réclusion pour 'activités séparatistes', bien qu'il n'ait ni commis ni incité à des actes de violence, qu'aucun chef d'accusation dans ce sens n'ait été retenu contre lui, et qu'il ait été adopté par Amnesty International en tant que 'prisonnier de conscience'."

Le Parlement européen a également demandé au gouvernement turc de commuer toutes les condamnations à la peine capitale, "en attendant l'abolition de ce châtiment abominable", et de réviser le procès du jeune guide français Michel Caraminot.

AINSI QUE :

La place des militaires turcs dans le Protocole

L'hebdomadaire turc *2000'e Doğru* se livre, dans son numéro du 27 janvier, à une étude sur la place des militaires dans le protocole des divers pays du monde. Il ressort de cette étude que le chef d'état-major des armées occupe en Turquie la troisième place (juste derrière le président de la république et le premier ministre), alors qu'il n'y figure pas du tout au Royaume Uni, au Japon et en URSS. En France, il occupe la 15ème place, en Grèce la 19ème, et en Belgique la 22ème. "Enfin un domaine où nous sommes champions du monde !", titre ironiquement la revue qui nous apprend que seuls le Chili et l'Egypte accordent à leurs militaires une place comparable. En fait, les militaires turcs se considèrent comme les propriétaires de l'Etat. Depuis 1923, la Turquie n'a eu qu'un seul président civil, Celal Bayar, déposé en 1960 par un coup d'Etat, tous les autres étaient des militaires, généralement d'anciens chefs d'état-major, justement.

L'INSTITUT EST DEvenu PROPRIETAIRE DE SES LOCAUX

A la suite de la campagne de souscription lancée début 1987, à laquelle ont généreusement contribué beaucoup d'amis et de sympathisants, kurdes et étrangers, de l'Institut, celui-ci a pu acquérir l'immeuble où est situé son siège social. Le 15.10.1987, l'acte de propriété a été établi chez le notaire. C'est la première fois dans l'histoire du peuple kurde qu'un projet culturel rencontre une adhésion aussi large et suscite pareil mouvement de soutien.

Pour fêter cette acquisition et le cinquième anniversaire de la création de l'Institut, une soirée a été organisée, le 26 février, au salon Bergère, à Paris, avec la participation de tous ceux qui ont contribué à l'achat de l'immeuble. Les chanteurs Sivan et Masharê Xalekî, ainsi qu'un groupe de musique kurde venu d'Italie, ont animé cette fête, au cours de laquelle le président de l'Institut a remercié tous les généreux donateurs, venus nombreux de l'étranger.

LA REVUE DE PRESSE EN BREF

JANVIER 1988

UN DIPLOMATE ALLEMAND ABATTU A PARIS, un tract signé d'un mouvement séparatiste kurde retrouvé dans sa poche - TERRORISME OU CRIME DE DROIT COMMUN ? - Le Front National pour la Libération du Kurdistan accuse les services secrets turcs et américains : façon de discréditer la cause kurde en RFA - SOUS LE VOILE KURDE (Libération, Le Monde, La Montagne, Herald Tribune 5/1, AFP Bonn 11/1)

LES MOBILES DU CRIME NE SONT TOUJOURS PAS ETABLIS - L'enquête s'oriente vers une affaire privée - Le diplomate appartenait aux services secrets allemands - LE SENTIER DES KURDES, le diplomate s'intéressait aux 40.000 Kurdes vivant en France (Le Monde, La Haute Marne Libérée 6/1, Est Clair 9/1, Valeurs Actuelles 11/1)

TETES DE TURC : comment un demandeur d'asile est refoulé chez lui 13 mois plus tard (Le Canard Enchaîné 6/1)

ACCUSATIONS D'AMNESTY CONTRE L'IRAK : des opposants kurdes auraient été empoisonnés en Irak, au moins 3 morts - Le yaourt contenait de la mort aux rats - Le yaourt de Bagdad qui empoisonne les Kurdes - Mystérieux empoisonnements à répétition (Nouvelle République des Pyrénées, Midi Libre, Telegramme de Brest, Le Courrier picard, Quotidien de Paris, L'Aurore, La Montagne 13/1, Le Monde, United Press Int., Herald Tribune, Le Courrier de l'Ouest, Quotidien du Médecin 14/1, Libération 20/1, Quotidien de Paris 22/1)

LA GUERRE DES KURDES : une ville et une base irakiennes prises par des Kurdes, selon l'agence iranienne IRNA - Les Kurdes irakiens dans la bataille - Extension des combats dans le nord-est du front (Petit Bleu du Lot et Garonne, Le Méridional 14/1, AFP Paris 17/1, Le Monde 19/1, L'Événement du Jeudi 21/1)

LA FRANCE MET EN GARDE LES DISSIDENTS IRANIENS - Les expulsés iraniens rentrent en France (Herald Tribune, Libération 15/1)

VOTE POUR LES BOURREAUX ou le protocole d'accord CEE-Turquie adopté à Strasbourg avec les voix socialistes (L'Humanité 21/1)

LE GRAND BAZAR OCCIDENTAL, reportage sur les Turcs face à la modernité (L'Express 22/1) - LES KURDES DE TURQUIE et la guerre du golfe (Mid East Markets 25/1) - LES COMBATTANTS DE NULLE PART : émission TV tournée chez quelques-uns des 6 millions de Kurdes iraniens (La 5, 30/1)

OFFENSIVE IRANIENNE CONTRE BASSORA en Kurdistan irakien (El Pais 18/1) - Le Palais d'été du Président Saddam Hussein incendié par les guerilleros kurdes en Irak (Sunday Times 31/1)

GRAVES ATTEINTES AUX DROITS DE L'HOMME chez les Kurdes d'Irak (Der Tagesspiegel 3/2)

LES KURDES SE PREPARENT A LA REVOLTE (The Australian 6/1)

"NOUS CONTINUERONS L'ACTION !" malgré l'arrestation de 16 personnes - D'après le rapport du MIT et de la police turque, "LE PKK SE RETIRE VERS L'OCCIDENT" - Les criminels du PKK : 8 morts dans un affrontement à Sirnak (Milliyet 1, 3/1)

SANS IDENTITE : 117.000 personnes ne sont pas considérées comme citoyens turcs - Le salaire d'un garde-champêtre est de 120.000 L.T. (Milliyet, Tercüman 3/1)

LE PKK A PERDU 289 MILITANTS en 1987, véritable année de crise - Procès en février - LE

PKK CRITIQUE par Kutlu - Dans la poche du diplomate allemand assassiné, on a trouvé une lettre du ERNK - Depuis l'année dernière, désaccord entre le ERNK et l'Allemagne - Le ERNK revendique : "nous avons posé une bombe dans l'avion allemand" - Assassinat mystérieux (Milliyet, Hürriyet, Tercüman 5 ,6/1)

ON DECOUVRE LE PLANNING D'APO pour les cinq prochaines années - Le procès de YOL - BEVUE de Radio-Sofia - **ACCORDS ENTRE LE PKK ET ACILCI** - **CORDON DE SECURITE** aux frontières - Les tortures au SHP de Diyarbakir (Milliyet 6, 11, 12/1, Tercüman 8/1)

Le CHANTAGE DE BARZANI - **TIKKO TIRE SUR L'ARMEE** - Une famille massacrée par le PKK près de Mardin - Amnesty International réclame un procès pour les tortures - Nouvelle tactique de Apo : il lance un appel aux traîtres - Assassinats de 2 professeurs par le PKK - Mort de 4 paysans (Tercüman, Milliyet 12, 14, 15/1)

Nouveaux affrontements à Sirnak - Le PKK se prépare un gouvernement d'exil - **LA PEUR DU LOUP SUR LE CHEMIN DE L'ECOLE** - Attitude positive de la France qui ne veut tolérer ni les agissements du PKK ni ceux de l'ASALA - Accord entre le PKK et les Chypriotes (Tercüman 18, 19/1, Milliyet 19/1)

GAFFE dans le rapport de l'Assemblée - Bagarres de Kurdes - L'affrontement de Kandira est revendiqué par TIKKO - Polémique à l'Assemblée - Où va le SHP ? (Tercüman 21, 22/1)

UN PLAN REGIONAL POUR L'EST - EREN a encore parlé : une journée de polémique - Au parlement européen, trois propositions ont été présentées par les groupes socialistes et communistes : - suppression de la peine de mort - amnistie pour le guide français - libération de Mehdi Zana - Pour Özal, Eren a été utilisé comme un pion (Tercüman, Milliyet, Hürriyet 22/1)

LES DISCOURS D'EREN sont un "délit constitutionnel" ; discussions sur la méthode à l'Assemblée - **LE BUT DES PARTISANS** à Kirkouk - Au Parlement européen on reconnaît qu'il n'y a pas d'application des droits de l'Homme en Turquie - Demirel : "Les Kurdes ont planté un poignard au milieu de l'Assemblée" - (Tercüman, Milliyet 23/1)

"**NOUS CONTINUERONS LA LUTTE** à l'Assemblée", déclare Ahmet Türk - Le débat de la semaine : "Qui a repris les armes hier, aujourd'hui les redistribuera - "Ceux qui applaudissent Eren sont un petit groupe particulier" (Hürriyet 25/1, Tercüman 26/1)

DESACCORD au sein du Parlement sur la cause kurde, ainsi qu'au sein du S.H.P. - **LES CAS DIFFICILES DES CONDAMNES** - Le député du SHP condamné pour avoir parlé au Parlement - Les déséquilibres à l'Est commencent dès la naissance - L'Ouest s'est développé, l'Est s'est appauvri (Milliyet 23/1, Tercüman, Milliyet 26, 27/1)

FEVRIER 1988

LA NATION KURDE EN TURQUIE (Politiceska Prosveta Fév. 88).

DES CENTAINES DE PERSONNES, entre 14 et 73 ans, ont été exécutées en Irak entre le 11 novembre et le 31 décembre 1987. Le rapport affirme que dans les deux derniers jours de décembre seulement, plus de 150 prisonniers ont été exécutés par balle à la prison d'Abu Gharib, dans la banlieue de Bagdad. Parmi les victimes, des Arabes, des Kurdes, des Turkmènes. (Amnesty International 14.1.88).

TURQUIE : LE CHAUD ET LE FROID, ou les échos de la session du Parlement européen - **DEBAT** sur l'immigration turque, dans le cadre d'une quinzaine culturelle (Parlement européen 20/1, Le Dauphiné Libéré 23/1)

Reportage TV sur la Cinq : "Les Combattants de nulle part" - APPEL de l'association culturelle et sociale franco-kurde - TEMO DEFEND LA CAUSE KURDE (Nouvelle République du Centre Ouest 28/1, L'Espoir 29/1, Différences, Actuel Fév. 88)

GREVE DE LA FAIM de prisonniers kurdes à Diyarbakir. Le combat des Kurdes dans le Kurdistan de Turquie (Tages Anzeig 6/2).

Le tribunal administratif S'OPPOSE à L'EXCLUSION DE DEUX KURDES - VINGT CONDAMNATIONS à mort en Turquie - GREVE DE LA FAIM POUR 2.000 PRISONNIERS KURDES de la prison militaire de Dyarbakir - OCCUPATION de locaux d'Amnesty International à Paris, Berne et à La Haye - TELEGRAMME DE PROTESTATION contre l'accentuation de la répression au Kurdistan de Turquie (Le Quotidien 6/2, L'Humanité 8, 11, 12/2, Nord Littoral 11/2, La Montagne 17/2, Le Monde 17, 18/2, Le Figaro 19/2, Libération 20/2)

YILMAZ GUNEY : dans son oeuvre, il a décrit l'amertume du présent, l'incertitude du futur (Abrar 10/2).

MANIFESTATION de Kurdes à Athènes. Une amnistie symbolique. (Eleftherotiria 17 et 18/2).

TEHERAN cherche à se rapprocher de la TURQUIE POUR LUTTER CONTRE LES KURDES (Financial Times 17/2, Arab News 18/2)

Pourquoi manifestent-ils ? ILS ESPERENT AUSSI EN LEUR TERRE PROMISE. - Les Kurdes au Consulat de RFA - LA FETE A ST-HERBLAIN (Ouest France 19, 22/2, Lyon Matin 19/2)

DES CENTAINES D'OPPOSANTS EXECUTES en Irak (Amnesty International 25/2, Le Monde 27/2) - SOUTIEN AUX PRISONNIERS KURDES en Turquie : multiples protestations à Paris, Bruxelles, Athènes, Londres, Berne (AFP 10, 16, 24/2)

Environ 60.000 SOLDATS IRAKIENS mobilisés contre la guerilla kurde au nord-est de l'Irak ; ils utilisent des gaz mortels (Herald Tribune, fév.88)

ALLEMAGNE : PARADIS DES SEPARATISTES - L'Allemagne se rend aux terroristes (Tercüman 2, 5/2)

CAMPAGNE lancée par le PKK pour acheter des armes - Le nombre des GARDIENS DE VILLAGES a dépassé les 10.000 (Tercüman, Milliyet 4/2)

FATMA, TRADUCTRICE DE KURDE, langue et voix de ceux qui ne savent pas le turc - 20 PEINES DE MORT au procès du PKK - 5 terroristes tués - 1 militant du PKK arrêté en Allemagne - Nouvelle tactique d'APO (Hürriyet, Milliyet Tercüman 6, 7, 10, 11/2)

LE PROBLEME KURDE soulevé dans le rapport des Droits de l'Homme et critique de la Turquie - 3 actions du PKK, dont une dans un village de Mardin - La R.F.A. soutient les séparatistes - Les séparatistes à la recherche d'une identité (Milliyet, Tercüman 12, 16/2)

Dans un rapport du parti S.H.P. sur les régions de l'Ouest : la dureté n'est pas une solution - 2 députés du S.H.P. en grève de la faim - Le prix de la résistance - L'ombre de Komkar dans les rangs du S.H.P. - Le doigt de la C.I.A. (Milliyet 17, 20, 21/2, Tercüman 19, 20/2)

L'usage du kurde est autorisé, mais pas le port de la barbe ! - Demirel : "Améliorons la situation" dans les prisons (Hürriyet 20/2, Tercüman 21/2)

"PAS D'OPPRESSION pour la langue kurde", déclare le secrétaire général du D.Y.P. - APO EXCLU - LA SYRIE donne une base militaire au PKK - "L'Amérique n'a qu'à chercher le droit des minorités en Bulgarie - Les prisons seront administrées par les civils (Tercüman 21, 22/2, Milliyet, Hürriyet 21, 24, 26/2)

"Nous l'avons battu à mort et ensuite nous l'avons fusillé", déclarent les auteurs du massacre de l'instituteur (Milliyet 27/2)

MARS 1988

FOUILLES A NEMRIK, Irak : certains outils seraient faits d'une pierre volcanique commune dans la région du lac de Van (Herald Tribune ?)

360 PERSONNES EXECUTEES en Irak en novembre et décembre 1987 (Amnesty International Mars 88)

UN REFUGIE KURDE RENVOYE à ses bourreaux ! - GREVE DE LA FAIM à Strasbourg - GENOCIDE DES KURDES - LIBERATION DE 3 ITALIENS détenus par des rebelles kurdes (CFDT Magazine Mars 88, Liberté de l'Est 3/3, The Daily Telegraph 4/3)

UN JOURNALISTE TURC CONDAMNE à 7 ans et demi de prison pour avoir publié une interview de Kendal Nezan, président de l'Institut Kurde de Paris (Tribune de l'Expansion, La Croix, Le Journal de Toulouse 10, 11/3)

BAGDAD ACCUSE DE TORTURE D'ENFANTS et d' EXECUTIONS (Times 13/3, Amnesty International 16/3)

LA TURQUIE RENFORCE SES TROUPES aux frontières - GUERRE DU GOLFE : l'inconnue kurde ; les guérilleros kurdes irakiens jouent un rôle de plus en plus remarqué - BAGDAD RECONNAIT UN IMPORTANT REVERS AU KURDISTAN - LES CIVILS SOUS LES MISSILES - SANGLANTE REPRESAILLES IRAKIENNES (Arab News 21/3, Le Figaro, Le Monde, La Croix 19/3, LA MONTAGNE 21/3, LE MONDE 22, 23/3)

DES KURDES MANIFESTENT au Consulat d'Allemagne de Lorient ; 13 des leurs seraient emprisonnés en RFA - LES KURDES DE DREUX occupent l'agence de la République du Centre (Télégramme de Brest, République du Centre 23/3)

DES BOMBES EN TURQUIE, dans la province de Mardin - L'IRAN ACCUSE L'IRAK DES ATTAQUES AU GAZ - Les Kurdes irakiens avec Khomeiny contre Hussein ; les nationalistes kurdes d'Irak, alliés à l'Iran, sont prêts à tout pour se défendre contre Bagdad - PLUIES DE MISSILES SUR BAGDAD ET TEHERAN, le nombre des victimes ne cesse de croître - L'Irak fait revivre LES HORREURS DE LA GUERRE DE 1914-1918 - L'IRAK VEUT "RASER" L'IRAN ! (Alsace, Libération 25/3, Le Monde 26/3, Times 27/3, Herald Tribune, Presse Océan 28/3, AFP 29, 30, 31/3).

3 TERRORISTES EXECUTES - LA POLICE ALLEMANDE ARRETE DES SEPARATISTES - Une Commission de la Haute Cour en pourparlers avec les Américains sur le PROBLEME KURDE - LES USA INSISTENT SUR L'EXISTENCE des Kurdes en Turquie (Tercüman 2, 3/3, Hürriyet 4, 6/3)

L'appel du dirigeant kurde d'Irak, Talabani : "ACCEPTEZ L'EXISTENCE DU PEUPLE KURDE", et sa menace à la Turquie : "ON FERA DU SUD UN NOUVEAU VIETNAM" (Hürriyet, Milliyet 10/3)

REVOLTE CONTRE APO - LES ORGANISATIONS VONT PASSER AUX ACTES - "Les traîtres ont pendu un enseignant" (Tercüman, Milliyet 11/3, Hürriyet 14/3)

OPERATION COUP DE POING de la Police allemande contre le PKK : 22 arrestations - Le PKK veut mettre la main sur 35 villes de Turquie, d'Irak et de Syrie : LE REVE SANGLANTE ! - La nouvelle tactique du PKK - Le bourreau du PKK a tué 45 personnes (Tercüman 13, 17/3, Hürriyet, Milliyet 20/3)

Le député de l'ANAP favorable à la distribution d'une cassette en kurde (Tercüman 22/3)

La mise en garde de T. Ozal à l'Iran et à l'Irak : "NOUS OUVRIRONS LE FEU" - BILAN DE 8 MOIS DE TERREUR dans le sud-est : 189 tués - ON S'ENFONCE DANS L'HORREUR AVEC LES GAZ CHIMIQUES - LA NOUVELLE TACTIQUE DU PKK - TOLERRE-T-ON LE GENOCIDE ? - Le "Rapport kurde" des Etats-Unis défavorable à Apo (Hürriyet, Milliyet, tercuman 23, 24, 25/3)

ACCROCHAGES : 1 terroriste tué à Adiyaman ; panique à Habur où 7 bombes ont explosé - EVASION de 29 terroristes - Newroz sanglant : 9 paysans étranglés par le PKK (Milliyet 26, 28, 29/3, Günaydin 27/3, Tercüman 29, 30/3, Milliyet 31/3)

PUBLICATIONS EN VENTE

L'Institut Kurde diffuse des livres, disques, cartes géographiques, cassettes et cartes postales. Vous en trouverez la liste ci-dessous. Pour vous les procurer, envoyez le bon de commande avec votre règlement par chèque, CCP ou mandat. Aucun envoi ne peut être fait contre remboursement.

LIVRES

* EN FRANÇAIS	LES KURDES ET LE KURDISTAN, ouvrage collectif	40 F
	DOSSIER KURDISTAN (Têkoşer)	40 F
	BILAN KURDISTAN; périodique (Têkoşer)	20 F
	MEMOIRE DU KURDISTAN, J. Blau	60 F
	CONTES KURDES	35 F
	LES KURDES, B. Nikitine	150 F
	LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE, C.Kutchera	200 F
	LA GRAMMAIRE KURDE, Lescot/Bedirkhan	250 F
	LES KURDES, Terre des Hommes	15 F
	TURQUIE:Dénis de Justice, Amnesty International	25 F
* EN ALLEMAND	KURDISCHE VOLKDICHTUNG, Thomas Bois	20 F
	DIE FÜR DIE FREIHEIT STERBEN, F.Hennerbichler	150 F
	GEISELBEFREIUNG IN KURDISTAN, F.Hennerbichler	150 F
	JYAN (revue culturel bilingue, allemand-kurde)	20 F
* EN ANGLAIS	DESTROYING ETHNIC IDENTITY Kurds of Turkey, Helsinki Watch	60 F
* EN FLAMAND	LIED DER AARDE, Medenî Ferho	20 F
	CIGERXWÎN, POEZIE UIT KOERDISTAN	20 F
	JYANA KURDAN, en flamand et kurde	30 F
* EN GREC	LES KURDES	35 F
* EN ARABE	BITULAT AL-KURD, Casim Celîl	40 F
	NAHZAT AL-EKRAD AL-SQAFIYAH, Celîlê Celîl	40 F
	FI SABIL KURDISTAN (Muzakarât), Zinar Silopî	40 F
	KURDISTAN TURKIYA BEYN AL-HARBAYN, A.Hasratiyan	40 F
* EN TURC	ŞIVAN'IN SEVDASI, Mahmut Baksî	30 F
	ZAZACA-TÜRKÇE SÖZLÜK, Malmîsanîj	85 F
	BIR KURTLE KONUSMA, Adonis Buduris	30 F
	BUYUK ANAYURT SAVASINDA KURTLER, H.M. Cetoev	35 F
	KURT MILLIYETÇILIGI VE DR. ABDULLAH CEVDET, Malmîsanîj	35 F
CARTES POSTALES	NOIR et BLANC (4 sujets)	2 F
	COULEUR (4 sujets)	3 F
VIDEO-CASS.	LE ROI LAID (Film documentaire sur la vie du cinéaste, Y.Güney)	250 F
CASSETTE DE MUSIQUE	SIWAN PERWER, ji bo zarokên Kurdistan n°1 et 2	35 F
	NIZAMETTIN ARIC (Feqiyê Teyra) n°2 à 7	35 F
	BARAN n°2	35 F
	TEMO, Chants du Kurdistan	40 F
	MAZHAR, Awazî Kurdî	35 F
AFFICHES	HOMMAGE A YILMAZ GÜNEY	10 F
	INAUGURATION DE L'INSTITUT	20 F
PUBLICATIONS INSTITUT	HEVI, revue littéraire en kurde, N° 1 à 6	50 F
	STUDIA KURDICA, revue d'études,	
	- n° 1 (arabe et persan)	40 F
	- n° 2 (arabe)	30 F
	- n° 3 (turc)	30 F
	BULLETIN DE LIAISON ET D'INFORMATION, le numéro :	25 F
	CARTE GEOGRAPHIQUE DU KURDISTAN (125x80 cm.)	100 F
	CARTE GEOGRAPHIQUE DU MONDE (en kurde, 125x80 cm.)	100 F

PUBLICATIONS EN KURDE

EN KURMANCÎ	Fêrbûna zimanê kurdî - Grammaire kurde, A. Cantekin	30 F	
	Em hîn dibin - Grammaire kurde, A. Cantekin	25 F	
	Tu - Roman, M. Uzun	40 F	
	Mirina kalekî rînd - Roman , M. Uzun	40 F	
	Hêsir û Baran , Bavê Nazê	30 F	
	Dengê Roja Dîl - poésie, Derwêş Ferho	30 F	
	Girtî -Roman, Firat Cewerî	55 F	
	Komara Dêmkokratîk a Kurdistan "Mahabad", K. Hûsamî	30 F	
	Em û pîrsa me, Ş. B. Soreklî	30 F	
	Zend-Avista - Poésie, Cigerxwîn	35 F	
	Ronak - Poésie, Cigerxwîn	35 F	
	Hêvî - Poésie, Cigerxwîn	35 F	
	Şêx Sen'an - Poésie, Feqê Teyran	60 F	
	Wenda bûn, Ş. B. Soreklî	40 F	
	Jiyana rûşenbîrî û siyasî ya Kurdan..., Dr Celîlê Celîl	40 F	
	Dengê Xêzikan - Caricatures	30 F	
	Dîwana Rûhî, Sêx Abdurahmanê Aktepî	40 F	
	Roja Nû, revue culturelle, Edts. Roja Nû	15 F	
	Têkoser, revue culturelle kurde de Belgique	15 F	
	Carçira, revue culturelle	20 F	
	Mîrkut - Revue humoristique, M. Lewendî, n°1, 2 et 3	15 F	
	Isot, Revue humoristique, n°2 à 5	15 F	
	Zengil, Revue humoristique	15 F	
	Ronahî de 1942 à 1945, les frères Bedirkhan, réédition	100 F	
	Roja Nû de 1943 à 1946, Kamuran Bedirkhan, réédition	100 F	
	EN DUMILI	Na xumxum a..., Koyo Berz	35 F
		Herakleîtos, Malmîsanij	20 F
EN SORANI	Halwest, Zencîra Hawar, n°1 et 5	30 F	
	Cîrokî kurt Kazêwe, Rizgar Abdullah	25 F	
	Du taqlayî bê sut, S. Galib Abdullah	30 F	
	Peyv, revue périodique du Centre Culturel kurde de Londres, n°8	40 F	
	Komara Kurdiyeykey Mahabad, A. Roosewelt	30 F	
	Gerran le Behcet Hîkmet, poésie, Kenan Medhat	40 F	
	Yekgirtin, revue périodique du Centre Culturel kurde de Danemark	40 F	
	Zerdik, poésie, Ahmedê Mela	40 F	
Mamostay Kurd, revue des enseignants kurdes de Suède n°1 à 3	30 F		
LIVRES D'ENFANTS	Keça Şerrût Lotta, Astrid Lindgern	40 F	
	Spî û res	40 F	
	Bavo were derve!	40 F	
	Emîl mîha nîvçe	40 F	
	Nebezê li çiyayê mazi	40 F	
	Şev baş Alfons	40 F	
	Kundirê helez	40 F	
	Tuân	40 F	
	Masiyê reşê piçûk, Samed Behrengî	30 F	
	Pênc saherên me, Ahmet Cantekin	15 F	
	Hirç û Daristan, " "	15 F	
	Qesmer, " "	15 F	
	Panda, " "	15 F	
	Hêlîn	10 F	

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

O Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde.

Je vous envoie un chèque de FF.

O Je souhaite recevoir régulièrement le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut. Je vous envoie un chèque de 240 FF, représentant l'abonnement annuel de 12 numéros (en France) ou 265 FF, pour un abonnement à l'étranger.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE STUDIA KURDICA

Je souhaite recevoir :

..... exemplaires de **Studia Kurdica n° 1**, en persan et arabe, au prix de 40 FF.

..... exemplaires de **Studia Kurdica n° 2**, en arabe, au prix de 30 FF

..... exemplaires de **Studia Kurdica n° 3**, en turc, au prix de 30 FF

..... exemplaires de **Studia Kurdica n° 4**, en arabe, au prix de 30 FF

Je vous adresse le règlement correspondant de FF, par chèque bancaire, chèque postal, mandat-lettre ou mandat international, à l'ordre de l'INSTITUT KURDE DE PARIS, 106, rue la Fayette, 75010 PARIS.

NOM

ADRESSE

BON DE COMMANDE HEVI (revue culturelle en langue kurde)

Je souhaite recevoir, au prix unitaire de 50 FF

..... exemplaires de HEVI n° 2

..... exemplaires de HEVI n° 3

..... exemplaires de HEVI n° 4

..... exemplaires de HEVI n° 5

..... exemplaires de HEVI n° 6

et je vous adresse mon règlement de FF, par chèque bancaire, chèque postal, mandat-lettre ou mandat international, à l'ordre de l'Institut kurde de Paris, 106, rue la Fayette, 75010 PARIS.

NOM :

ADRESSE :

REVUE DE PRESSE

Berhevoka Çapê

Dentro de la Prensa

Basin Derlemesi

Rivista Stampa

Press Revue

Janvier 1988

UN DIPLOMATE ALLEMAND ABATTU A PARIS

Siegfried Wielsputz, attaché d'ambassade de la R.F.A., a été abattu hier matin à Paris par des inconnus. Un tract signé d'un mouvement séparatiste kurde, a été retrouvé dans sa veste. La Brigade criminelle n'exclut ni la piste politique ni une affaire d'ordre privée.

Siegfried Wielsputz, âgé de 32 ans, travaillait à la section juridique du consulat de RFA à Paris. Lundi matin, peu avant trois heures, deux passants ont croisé le fonctionnaire ouest-allemand sur la passerelle Debilly enjambant la Seine à hauteur de la tour Eiffel. Blessé d'une balle de calibre 9mm à la poitrine, Siegfried Wielsputz s'est approché d'eux en titubant puis, s'est écroulé à leurs pieds. « On m'a tiré dessus » leur aurait-il alors murmuré avant de perdre connaissance. Immédiatement prévenus par les deux témoins, les policiers en faction devant l'ambassade d'Iran située à proximité, ont lancé un appel radio. Transporté à l'hôpital militaire du Val de Grâce, Siegfried Wielsputz est mort quelques instants plus tard de sa blessure.

Depuis, les enquêteurs de la Brigade criminelle chargée de l'enquête semblent n'avoir que très peu d'éléments à se mettre sous la dent. La première hypothèse, avancée dès les premières heures de la matinée d'hier, semblait vouloir faire porter la responsabilité de

ouest-allemand des Affaires étrangères, Juergen Chroborg, déclarait que son gouvernement ne disposait d'aucune information mettant en cause des séparatistes kurdes dans la mort de Siegfried Wielsputz, et appelait « à la prudence contre les supputations prématurées sur un attentat d'origine politique ».

Il a de surcroît tenu à préciser que

cet « attentat » à une organisation indépendantiste kurde. On aurait en effet découvert dans une des poches du diplomate une enveloppe vierge cachetée contenant un tract signé du Front national de libération du Kurdistan (ERNK). Ce document qui n'exprimait aucune revendication précise, rappelait seulement le contentieux kurde avec le gouvernement ouest-allemand. Un contentieux portant sur 700000 DM saisis par la police ouest-allemande lors de perquisitions effectuées le 27 juillet dernier dans les milieux nationalistes kurdes de Cologne.

Quelques heures plus tard, alors que les téléscripteurs des agences de presse annonçaient la découverte du tract et de sa signature kurde sur le cadavre de Siegfried Wielsputz, l'agence de presse turque *Anatolie*, faisait part d'une revendication téléphonique reçue à leurs bureaux de Londres. « *Parlant le turc avec un fort accent* », l'interlocuteur anonyme, affirmant téléphoner d'une ville européenne, aurait non seulement revendiqué, au nom de l'ERNK, l'attentat contre Siegfried Wielsputz à Pa-

d'une part le tract découvert sur le cadavre du diplomate était « *connu de longue date par l'ambassade de RFA à Paris* », écartant ainsi l'hypothèse d'une lettre déposée sur le diplomate après son assassinat, et que d'autre part la somme de 700000 DM réclamée par l'ERNK dans le tract avait été restituée le 11 novembre dernier à son propriétaire, le comité Kurdistan de Paris. Une

ris, mais également « *le sabotage* » de l'avion ouest-allemand qui s'est écrasé samedi en Turquie faisant seize morts.

Le ministre turc des Transports avait en effet annoncé dimanche que cette catastrophe aérienne « *pouvait être un sabotage* ». A Paris, les représentants d'associations culturelles kurdes restaient très sceptiques sur l'authenticité d'une revendication kurde à une agence de presse turque, tout en soulignant que si certains adeptes de l'action violente voulaient s'en prendre à un diplomate en poste à l'étranger, la cible serait plutôt turque qu'allemande.

Le seul attentat à Paris, qui avait coûté la vie à deux diplomates turcs, avait eu lieu le 4 mars 1981 et avait été revendiqué par l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie).

« *Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois* » précisait-t-on hier à l'Institut kurde de Paris « *que les services secrets turcs tentent de discréditer notre communauté réfugiée en Europe en accusant ses membres de prendre part à des*

actions terroristes. C'est ce qu'ils ont fait en Suède en laissant entendre aux autorités suédoises que des kurdes étaient à l'origine de l'attentat contre Olof Palme. » Pour sa part, Hassan Akif, représentant du Comité Kurdistan à Paris qui compte de nombreux sympathisants de l'ERNK, déclarait que « *l'ERNK n'est en rien concerné* » par le meurtre de Siegfried Wielsputz et que la revendication de cet assassinat était à la fois une « *provocation contre les Kurdes* » et « *l'oeuvre du service secret MIT* ».

Hier, comme pour venir confirmer le scepticisme des milieux kurdes quant à cette revendication, un porte-parole de la compagnie de charters ouest-allemande Condor, filiale de la Lufthansa et propriétaire de l'avion sinistré samedi, déclarait à l'appui des premiers rapports des experts ne pas croire à une « *explosion en vol* » à la suite d'un sabotage, en précisant que le boeing avait vraisemblablement explosé en heurtant un flanc de la montagne. De plus, à Bonn, le porte-parole du ministère

information que nous confirmait hier soir des représentants des associations kurdes en France.

Au même moment, deux fonctionnaires du BKA, la police criminelle ouest-allemande, sont arrivés à Paris et devaient rencontrer leurs collègues de l'anti-terrorisme français. Outre la piste kurde étudiée par les enquêteurs de la Brigade criminelle, ceux-ci n'excluent

pas la possibilité d'une « *affaire d'ordre privée* ». Les policiers s'expliquent en effet mal ce que Siegfried Wielsputz, domicilié à la Celle-Saint-Cloud dans les Hauts-de-Seine, pouvait faire à une heure aussi tardive sur cette passerelle déserte et accessible seulement par un souterrain piétonnier

Alain FRIET

LE MONDE 5.01.88

Terrorisme ou crime de droit commun ?

Un employé de l'ambassade d'Allemagne fédérale est assassiné à Paris

Un employé de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Paris a été assassiné, lundi 4 janvier, peu avant 3 heures. Siegfried Wielsputz, âgé de trente-deux ans, cadre administratif bénéficiant du statut diplomatique, était responsable des services juridiques et consulaires de l'ambassade, où il s'occupait notamment de la

délivrance des visas. Il était à Paris depuis le mois de juin 1986. Une lettre signée du Front de libération nationale du Kurdistan a été trouvée dans l'une de ses poches. Chargés de l'enquête, les policiers de la brigade criminelle restaient très prudents, lundi matin, se refusant à toute spéculation.

C'est vers 2 h 45 qu'un appel téléphonique à l'état-major de la police judiciaire parisienne a signalé la découverte d'un homme mourant sur la passerelle enjambant la Seine, entre le quai Branly (7^e arrondissement) et l'avenue de New-York (seizième arrondissement). Deux témoins ont vu Siegfried Wielsputz se diriger en titubant vers eux, qui se trouvaient côté avenue de New-York. Avant de s'effondrer, il leur aurait dit : « *On m'a tiré dessus.* » Cependant, personne ne semble

avoir entendu de coups de feu. Transporté à l'hôpital du Val-de-Grâce, l'employé ouest-allemand devait décéder peu après son admission. La seule blessure visible est sur la poitrine, côté gauche. L'autopsie, pratiquée dans la journée du lundi 4 janvier, devrait permettre de connaître les causes exactes du décès, et la nature des blessures.

incertaine

Selon les premières constatations des enquêteurs, Siegfried Wielsputz, qui est marié et père de deux enfants, avait quitté vers minuit un restaurant des Champs-Élysées, où il avait dîné en compagnie d'un compatriote. Les deux hommes s'étaient séparés pour, théoriquement, rentrer chez eux. Les policiers ne s'expliquent donc pas la raison de la présence de la victime sur la passerelle

après deux heures du matin. Sa voiture était toujours recherchée lundi matin.

Le seul indice apparent est une lettre trouvée dans une des poches de Siegfried Wielsputz. Placée dans une enveloppe vierge et cachetée, il s'agit d'un texte manuscrit qui ne revendique pas directement l'assassinat mais condamne le défaut d'assistance du gouvernement ouest-allemand au peuple kurde. Il est signé « *Front de libération nationale du Kurdistan* ». A Bonn, nous indiquons notre correspondant Luc Rosenzweig, cette piste kurde laisse a priori « *sceptiques* » les autorités policières, qui, en l'attente des résultats de l'enquête française, se refusaient à « *toute spéculation* ».

A Paris, les services spécialisés ont transmis à la brigade criminelle les renseignements d'archives en leur possession. Le Front de libération nationale du Kurdistan, dont le sigle est ERNK, a été fondé en mars 1985 à l'initiative du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fondé en 1978 par Abdullah Odjlan. L'objectif proclamé de ce parti

Une piste

est la création, par la lutte armée, d'un Etat du Kurdistan marxiste-léniniste indépendant. Le Front, qui n'a été rejoint par aucune autre organisation nationaliste kurde, est surtout actif auprès de l'opinion européenne. Pendant quelque temps, la police suédoise avait attribué au PKK l'assassinat d'Olaf Palme, le 28 février 1986. Cette piste kurde devait pourtant être officiellement abandonnée au début de 1987.

Au ministère de l'intérieur à Paris, où l'on reconnaît être pour l'instant « dans le brouillard », on précise que la RFA a été cependant l'objet de menaces diverses provenant de milieux kurdes en 1987. Mais elles se sont toujours traduites par des manifestations publiques.

Ainsi, des manifestants kurdes avaient-ils occupé des locaux ouest-allemands dans plusieurs pays européens le 5 août 1987 pour protester contre une opération menée par la police fédérale allemande la veille, sur l'ensemble du territoire de la RFA. Selon le procureur général fédéral, Kurt Rebmann, cette opération avait pour objet de trouver des preuves de l'existence d'une organisation terroriste kurde ayant organisé des règlements de comptes politiques entre factions rivales. Le parquet soupçonnait cette organisation d'avoir ainsi participé à cinq meurtres et à deux tentatives de meurtre en RFA depuis trois ans.

Une trentaine de manifestants avaient notamment occupé à Paris le siège de la Lufthansa. Auparavant,

le 11 juillet 1987, la police française avait procédé à cent soixante-dix interpellations avant une réunion de l'Association des travailleurs patriotes du Kurdistan interdite par la préfecture de police. Des manifestants kurdes avaient encore occupé, en 1987, les bureaux parisiens de la DPA, agence de presse ouest-allemande, en y déployant une banderole affirmant que Bonn leur devait 700 000 dollars. Enfin, trois Kurdes font partie du groupe d'exilés antikhoméinistes expulsés de France vers le Gabon, en décembre dernier.

A l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Paris, on n'exclut aucune hypothèse, y compris celle d'un suicide ou d'un crime crapuleux, et l'on se montre très

réserve sur l'éventualité d'une action des milieux kurdes.

EDWY PLENEL.

BONN, 11 Jan (AFP) - Le Front National pour la Libération du Kurdistan (ERNK) a accusé lundi à Bonn les services secrets turcs et américains d'avoir organisé l'assassinat du diplomate ouest-allemand Siegfried Wielsputz, le 4 janvier, à Paris, pour discréditer la cause kurde en RFA.

Dans une conférence de presse à Bonn, le porte-parole de l'ERNK en RFA, Mahmoud Ates, a affirmé que cet assassinat avait été organisé pour répandre la thèse d'un "terrorisme kurde dirigé contre l'Allemagne fédérale", où vivent de nombreux Kurdes.

Selon les autorités ouest-allemandes, l'ERNK est étroitement lié au Parti des Travailleurs Kurdes (PKK), le groupe marxiste qui inquiète le plus la police ouest-allemande.

Selon M. Ates, un appel anonyme à l'agence Anatolie à Londres revendiquant au nom de l'ERNK à la fois la mort de l'attaché du consulat Siegfried Wielsputz et l'accident de l'appareil de la compagnie ouest-allemande Condor près d'Izmir (16 morts le 2 janvier), est l'oeuvre des services secrets d'Ankara.

M. Ates a montré aussi un "faux" tract signé ERNK, publié le 20 décembre et appelant au "meurtre des traîtres", qui fait partie, selon lui, de la même campagne de diffamation. Il a estimé que la "piste kurde" évoquée pendant l'enquête sur l'assassinat du Premier ministre suédois Olaf Palme appartenait aussi à cette conjuration.

M. Ates a reproché à la France, dont le ministre des Affaires étrangères Jean-Bernard Raimond effectue actuellement une visite à Ankara, de "soutenir l'écrasement du peuple kurde en livrant bombardiers et hélicoptères à la Turquie".

Par ailleurs au ministère des Affaires étrangères à Bonn, on affirmait n'avoir "aucun élément d'information" permettant d'accréditer la version selon laquelle M. Wielsputz aurait été un agent d'un service secret ouest-allemand.

Selon la presse française, citant des déclarations de son épouse, le diplomate aurait travaillé pour le BND (service du renseignement extérieur), avec mission d'assurer des contacts avec des organisations politiques de groupes immigrés du Moyen-Orient.

PARIS, 12 Jan (AFP) - Le Front National pour la Libération du Kurdistan (ERNK) a vivement dénoncé mardi la visite que vient d'effectuer en Turquie le ministre français des affaires étrangères, M. Jean Bernard Raimond, et accusé Paris de "mesures anti-démocratiques" contre les Kurdes vivant en France.

Dans un communiqué, l'ERNK déclare que la visite de M. Raimond à Ankara vise notamment à "vendre (à la Turquie) les armes les plus modernes" qui seront utilisées pour la lutte anti-guérilla au Kurdistan turc, accusant le gouvernement français de "complicité" avec le "fascisme turc".

L'ERNK dénonce également "l'escalade des mesures anti-démocratiques" des autorités françaises contre les Kurdes résidant en France, notamment l'interdiction de plusieurs manifestations, l'expulsion en décembre de 3 militants vers le Gabon, et des perquisitions récemment opérées au domicile de plusieurs militants Kurdes.

Le nom de l'ERNK, organisation étroitement liée, selon la police ouest-allemande, au Parti des Travailleurs Kurdes (PKK), avait été cité lors de l'assassinat le 4 janvier à Paris du diplomate allemand Siegfried Wielsputz. L'ERNK avait cependant rejeté toute responsabilité dans cette affaire.

L'ATTENTAT DE PARIS

Sous le voile kurde

UN jeune attaché d'ambassade de la République fédérale d'Allemagne, Siegfried Wielsputz, trente et un ans, a été tué par balle dans la nuit de dimanche à lundi, à Paris, par un ou des inconnus, dans des circonstances encore mystérieuses.

C'est le huitième diplomate assassiné à Paris depuis dix ans.

Un tract signé du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), un mouvement séparatiste kurde, proche du PKK, a été retrouvé dans la poche de sa veste, mais à Bonn, le ministère ouest-allemand des Affaires étrangères a appelé hier après-midi « à la prudence contre les supputations prématurées sur un attentat d'origine politique ».

À Paris, les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête n'excluaient pour leur part aucune hypothèse « ni la piste politique ni une affaire d'ordre privée ». Pour l'instant, précise-t-on de source policière, rien n'est venu étayer la seconde hypothèse.

D'ores et déjà, deux policiers du BKA sont arrivés à Paris où ils devaient rencontrer hier soir le patron de l'UCLAT, Jacques Franquet, et des policiers de la police judiciaire. La 14^e section du parquet de Paris, qui centralise les affaires terroristes, a par ailleurs été saisie.

Siegfried Wielsputz, qui allait avoir trente-deux ans le 14 février, travaillait au département juridique de l'ambassade de RFA et avait le statut diplomatique. Marié et père de deux enfants, il était en poste à Paris depuis 1986.

Il a été tué peu avant 3 heures, à la hauteur du 24, avenue de New York dans le 16^e arrondissement, sur la passerelle enjambant la Seine et reliant l'avenue de New York et le quai Branly (7^e arrondissement).

Ce sont deux jeunes gens qui l'ont découvert agonisant. « On m'a tiré dessus », a-t-il juste eu la force de dire. Les jeunes gens ont aussitôt alerté

les policiers, en faction devant l'ambassade d'Iran, avenue d'Iéna. Transporté à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce, le diplomate est décédé peu après son arrivée.

L'autopsie réalisée dans la journée d'hier a conclu à un assassinat. Une balle de calibre 9 mm a été extraite du cœur à l'Institut médico-légal où elle a été effectuée.

Mystères

L'attaché d'ambassade, qui était de permanence dimanche, était allé dîner à pied dans un restaurant des Champs-Élysées, situé non loin de l'ambassade. Il habitait La Celle-Saint-Cloud, dans les Yvelines. Les policiers s'expliquent donc mal ce qu'il pouvait faire à une heure si tardive sur cette passerelle déserte et accessible seulement, en venant du quartier de la place d'Iéna, par un souterrain piétonnier.

Les policiers ont retrouvé dans la poche de sa veste une enveloppe vierge et cachetée contenant un tract du ERNK. Elle rappelait le contentieux kurde avec la RFA sans exprimer de revendication. Selon Bonn, ce tract était « connu de longue date par l'ambassade de RFA à Paris ».

Un porte-parole du comité kurdistan à Paris a affirmé que « l'ERNK n'était en rien concerné » par le meurtre de Siegfried Wielsputz. M. Hassan Akif, qui indique avoir joint dans une communication téléphonique un représentant de l'ERNK en Europe, a déclaré que celui-ci avait nié toute responsabilité de l'ERNK dans l'assassinat et l'imputait au service secret turc MIT.

Le mouvement kurde avait reproché à la RFA d'avoir saisi 700.000 DM lors d'une série de perquisitions menées par la police ouest-allemande en juillet 1987, notamment à Cologne. Cette somme appartenait au comité kurdistan de Paris. Des militants de l'ERNK avaient occupé début novembre à Paris, les locaux de l'agence de presse ouest-allemande DPA et ceux de la

télévision ZDF pour réclamer la restitution de cet argent.

Or, au bureau de l'ERNK à Paris comme au ministère ouest-allemand des Affaires étrangères à Bonn, on confirme que ce contentieux a été apuré par le remboursement de cette somme le 11 novembre.

Le front national de libération du Kurdistan (Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan, ERNK), avait été fondé en mars 1985 à l'initiative du parti des travailleurs kurdes (PKK ou Apocular en Turquie) d'obédience marxiste-léniniste.

Démenti

Le Front national de libération du Kurdistan (ERNK) a démenti, hier, son implication dans l'assassinat du diplomate ouest-allemand Siegfried Wielsputz à Paris en l'attribuant aux services secrets turcs et à « leurs complices européens ».

Dans un communiqué à l'AFP, la représentation de l'ERNK en France, qui stigmatise « ce lâche assassinat », auquel le nom du Front « a été mêlé d'une façon calomnieuse », affirme que l'assassinat de Siegfried Wielsputz « ne peut être qu'une provocation montée de toutes pièces par les services secrets turcs et par les milieux européens, qui jouent le rôle de complices de ces services ».

« Ce nouveau complot, qui constitue un maillon dans la chaîne de la guerre spéciale menée par l'État fasciste turc contre le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, principal mouvement de l'ERNK), a pour but de discréditer notre combat devant l'opinion publique mondiale ».

Le communiqué, qui ajoute « qu'on a même tenté d'attribuer l'accident d'un appareil ouest-allemand, qui s'est écrasé, le 3 janvier, près d'Izmir, à l'ERNK », cite « l'assassinat lâche » du premier ministre suédois Olof Palme comme « l'exemple le plus flagrant des nombreux crimes auxquels on a tenté de lier le nom du Front ».

Les mobiles du crime ne sont toujours pas établis

Les circonstances de la mort de Siegfried Wielsputz, diplomate allemand assassiné à Paris dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 janvier, sur une passerelle enjambant la Seine, demeuraient toujours partiellement inexplicables le mardi 5 janvier (*le Monde* du 5 janvier). La brigade criminelle de la préfecture de police chargée de l'enquête envisageait de procéder rapidement à une perquisition au domicile de la victime, à La Celle-Saint-Cloud (Hauts-de-Seine).

Deux fonctionnaires du Bundeskriminalamt (BKA), la police judiciaire fédérale ouest-allemande, sont arrivés dès lundi à Paris pour suivre les investigations de leurs collègues français. Ils ne semblent pas avoir pu fournir des renseignements susceptibles d'expliquer l'assassinat. A Bonn, nous signalons notre correspondant, Luc Rosenzweig, l'on paraît vouloir minimiser les éventuelles implications politiques de l'assassinat revendiqué, dès lundi, par une source anonyme, comme étant l'œuvre d'une organisation kurde puis, de source kurde officielle cette fois, démentie.

L'autopsie pratiquée lundi a permis de recueillir dans le cœur de la victime un projectile de plomb non chemisé provenant d'un calibre de 8 mm ou 9 mm. La balle, d'un type peu courant, tirée à une distance approximative d'une dizaine de centimètres, aurait pu être tirée par une arme ancienne, soit, à l'inverse, par une arme très moderne qui réutilise ce type de projectile.

L'assassinat s'est déroulé sans témoins. C'est un couple d'amoureux qui a vu s'avancer vers lui, titubante, la victime, qui s'est écroulée en disant qu'on venait de lui tirer dessus. Transporté à l'hôpital du Val-de-Grâce, Siegfried Wielsputz devait décéder peu après son admission.

Dimanche, veille du crime, il était de permanence au consulat de la République fédérale d'Allemagne, avenue d'Iéna, pas très loin de l'endroit où il a été assassiné. Curieusement, sa voiture était restée à La Celle-Saint-Cloud. Dimanche soir, Siegfried Wielsputz est allé dîner dans une brasserie des

Champs-Élysées en compagnie de deux collègues de l'ambassade. Les trois hommes se sont quittés vers minuit, chacun déclarant rentrer chez lui. Deux heures et demie plus tard, Siegfried Wielsputz était assassiné. C'est ce laps de temps que les policiers tentent aujourd'hui de remplir.

Une enveloppe cachetée

Dans la poche de la victime les enquêteurs ont retrouvé une enveloppe cachetée dans laquelle était plié un tract de l'ERNK, organisation nationaliste kurde en lutte contre le régime d'Ankara. Ce tract fait le bilan du contentieux entre les nationalistes kurdes et les autorités allemandes qui se sont à plusieurs reprises intéressées aux organisations kurdes. La RFA compte en effet sur son sol une importante communauté turque et kurde secouée par des polémiques politiques parfois sanglantes. Le tract de l'ERNK retrouvé dans la poche de Siegfried Wielsputz fait notamment état de la saisie, par les autorités allemandes, d'une somme de 700 000 marks appartenant à l'organisation kurde. De source ouest-allemande, l'on indique que cette somme a été remise à ses propriétaires depuis le 11 novembre 1987. Rien n'indique d'ailleurs que le tract retrouvé dans la poche du diplomate y ait été déposé par son assassin. Rien n'indique non plus qu'il y ait eu vol.

En poste à Paris depuis 1986, Siegfried Wielsputz était officiellement chargé des visas à la section consulaire de l'ambassade d'Allemagne. Mais les enquêteurs français demeurent plus réservés sur ses fonctions véritables. Auparavant en poste à Lagos, au Nigéria, il y avait épousé une Nigériane mère de deux enfants, qui a déclaré aux enquêteurs tout ignorer des affaires de son mari. Siegfried Wielsputz semble par ailleurs avoir contracté de lourdes dettes en Allemagne pour bâtir une maison.

G.M.

LES KURDES - Une communauté de seize millions de personnes

Paris — *Dispersée dans cinq pays différents, la communauté kurde à majorité sunnite représente environ seize millions de personnes. La plupart des Kurdes (huit millions) vivent en Turquie, en Iran (cinq millions), en Irak (trois millions) mais ils sont également implantés en Syrie et en Union soviétique. S'il existe une réelle identité kurde, qui s'est forgée contre l'empire ottoman, la communauté est profondément divisée politiquement, et ses rivalités sont d'autant plus aiguës qu'elles sont utilisées par les Etats où ils vivent.*

La loi martiale depuis 1979

Historiquement, le problème kurde — c'est-à-dire la revendication d'un Etat indépendant du Kurdistan — s'est cristallisé en Turquie au début des années 20, lorsque le gouvernement d'Ankara interdît l'usage de cette langue, réprimant sévèrement plusieurs révoltes et tenant une assimilation forcée, au prix de déportations massives de populations.

A partir de 1950, les Kurdes obtinrent quelques avantages, mais depuis 1979 la loi martiale est en vigueur dans le Kurdistan. En Iran, regroupés sous la houlette du P.D.K.I., les Kurdes se sont ralliés un temps au régime de l'ayatollah Khomeiny en espérant obtenir une certaine autonomie. Cette alliance dura peu, l'armée iranienne se lançant dans une vaste offensive — on avança le chiffre de 27.000 victimes — contre les combattants kurdes (les Peshmergas). Ceux-ci se réfugièrent dans les montagnes d'où ils mènent, depuis, des actions de guérillas avec le soutien de l'Irak.

Répression

Réprimés en Iran, les Kurdes le sont également en Irak, dans des conditions tout aussi violentes.

Le P.D.K. (Parti démocratique du Kurdistan) est depuis 1961 dans la clandestinité. En 1970, les opérations de l'armée irakienne firent quelques 60.000 morts avant que Bagdad reconnaisse le droit à l'autonomie du Kurdistan. Une nouvelle guerre a néanmoins éclaté en 1974. Certains Kurdes irakiens ont quitté le P.D.K. pour fonder un autre parti, l'U.P.K. (fort de 4.000 combattants) soutenu par la Syrie et partisan de l'autodétermination. Lors du déclenchement du conflit Irak-Iran, l'U.P.K. s'est rangé aux côtés de Bagdad, alors que le P.D.K. s'alliait à Téhéran. Un retournement d'alliances est vite intervenu et, après quelques mois, les hommes de l'U.P.K. sont de nouveau revenus dans le giron de l'Iran. Bref, les Kurdes vivant en Irak combattent désormais pour le compte de Téhéran, et ceux installés en Iran bénéficient du soutien de Bagdad.

L'"exportation" de la cause kurde en Europe est surtout le fait du Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) fondé en 1978 par Abdullah Odjlan. Le Front de libération nationale du Kurdistan (E.R.N.K.) a été créé en mars 1985 à l'initiative de ce parti, d'obédience marxiste-léniniste, qui plaide pour la création d'un Etat indépendant et prône la lutte armée.

Assassinat du diplomate allemand Siegfried Wielsputz : police de Paris chargée de l'enquête. "L'enquête a fait un pas en avant", a-t-on précisé.

L'enquête s'oriente vers une affaire privée

Au lendemain de l'assassinat de Siegfried Wielsputz, le jeune attaché de l'ambassade de RFA à Paris, tué d'une balle en plein cœur, les policiers français s'orientaient mardi vers une piste d'ordre privé et notamment financier.

Le jeune attaché d'ambassade avait des "dettes", indique-t-on de bonne source. Des membres de son entourage étaient interrogés depuis lundi par les enquêteurs de la Brigade criminelle de la préfecture de

Des enquêteurs du Bundeskriminalamt (BKA), la police judiciaire ouest-allemande, sont arrivés dès lundi à Paris pour suivre les investigations des policiers français.

L'autopsie pratiquée lundi a permis d'établir que le jeune diplomate, âgé de 31 ans, avait été mortellement touché d'une balle de 9 mm dans le cœur.

Ce sont deux jeunes gens qui l'avaient découvert lundi

peu avant 3 h du matin sur la passerelle reliant sur la Seine l'avenue de New York (16^e) et le quai Branly (7^e). Il a juste eu le temps de leur dire "on m'a tiré dessus". Transporté à l'hôpital du Val de Grâce, il devait décéder peu après.

Un tract du Front national de libération du Kurdistan (ERNK) a été découvert dans la poche de sa veste. L'ERNK est une organisa-



Têtes de Turc



tion indépendantiste en lutte contre le gouvernement turc

L'organisation avait démenti lundi soir dans un communiqué à l'AFP "toute implication" dans l'assassinat du diplomate ouest-allemand en l'attribuant aux services secrets turcs et "à leurs complices européens".

Siegfried Wielsputz était en poste à Paris depuis 1986. Il travaillait au service juridique de l'ambassade et avait le statut de diplomate

PLUS blanc que Persil, il n'y a que Pasqua-Pandraud pour nettoyer, ils nettoient Yusseyin Kilinc est un Kurde - un membre de ce peuple qui vit sur les marches de la Turquie et de l'Iran, et qui y meurt à petit feu. Il s'était réfugié en France le 8 septembre 1986 pour fuir le régime militaire turc. Aussitôt, il déposait une demande d'asile auprès de l'OFPRA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides). Le 21 octobre dernier, treize mois après cette demande, le couperet tombe : c'est non. Yusseyin n'a pas le droit de rester en France.

Il habitait Dreux, ville d'Eure-et-Loir, célèbre pour sa tolérance, ce n'est pas Stirbois qui nous contraindra. Le 15 décembre, il entreprend de se rendre à la préfecture de Chartres pour obtenir une autorisation de séjour provisoire. La police l'intercepte et le place en « rétention » au commissariat central de Chartres. Nous sommes mardi.

A Dreux, Yusseyin a une adresse connue, un

job régulier. Il n'a jamais troublé l'ordre public. Il a même des amis : auprès du MRAP et de l'association Deux-Fraternité. Ces gens s'inquiètent, téléphonent au commissariat, qui répond : oui, Kilinc est en cellule, à la disposition de la préfecture. Une commission préfectorale

trévue avec le préfet, ou son directeur de cabinet. On leur propose d'abord un rencard en fin de semaine, puis, devant leur insistance, une causette le jour même, 16 h 30, avec Madame la Directrice de l'administration générale et de la réglementation.

C'est gentil - c'est aussi d'une hypocrisie accablante. A 5 heures du matin, Yusseyin - sur instructions de la préfecture - était expédié à Orly et embarqué peu après sur un avion, destination Istanbul. C'est ce que la loi Pasqua-Pandraud du 9 septembre 1986 appelle « reconduite à la frontière ».

La diligence du préfet d'Eure-et-Loir est surprenante. Sans doute les gueuletons de fin d'année ne lui ont-ils laissé aucun poids sur la conscience. Une question : que va-t-il advenir de ce môme de 25 ans qui eut le tort d'être kurde et de croire en l'hospitalité de ce pays et de ce département ?

Patrice Vautier



doit se réunir le lendemain matin mercredi pour statuer sur son sort.

Quel sort ? Yusseyin est recherché par les militaires turcs. S'il remet les pieds dans son pays, il risque la torture en apéro et la potence en digestif. Alors, il faut faire vite. Ses amis, le mercredi à 8 heures, s'assurent : les services d'un avocat. A 9 h 10, ils demandent une en-

Le diplomate assassiné à Paris appartenait aux services secrets allemands

Le ministère ouest-allemand des Affaires étrangères a fait savoir hier, à Bonn, qu'il considère comme « exclue » l'appartenance de Siegfried Wielsputz aux services de renseignements de la RFA. De sources françaises bien informées, on maintenait cependant que le diplomate ouest-allemand, abattu lundi matin à Paris, était bien un agent secret, tout en s'interrogeant sur l'insistance de Bonn à vouloir accrédi-ter la thèse du suicide.

L'appartenance de Siegfried Wielsputz aux services secrets de son pays a été confirmée aux enquêteurs par l'épouse de la victime, bien que la Brigade criminelle persiste à privilégier la thèse d'un règlement de compte d'ordre privé. Selon Mme Wielsputz, son époux faisait partie des services de renseignements ouest-allemands depuis plusieurs années, mais n'avait pas un rôle important.

Les déclarations de l'épouse jamaïcaine de la victime n'ont guère surpris les spécialistes français du renseignement qui avaient trouvé bizarre que Siegfried Wielsputz ait le statut diplomatique alors qu'il n'était qu'un très modeste employé de l'ambassade de RFA à Paris. Attaché aux services juridiques et consulaires de l'ambassade, la victime s'occupait notamment de la délivrance des visas. Mais ce poste est souvent affecté à des agents de renseignements - c'est quasiment systématique dans les ambassades des pays de l'Est - parce qu'il permet de surveiller les « entrées » et laisse pas mal de temps libre.

Selon son épouse, Wielsputz était clandestinement chargé de « suivre » les organisations extrémistes. Cela pourrait expliquer pourquoi il avait dans ses poches un tract du Front de libération nationale du Kurdistan (FRNK).

L'expertise de l'écriture de l'enveloppe qui contenait le tract est en cours.

Cocktail explosif

Le ministère des Affaires étrangères ouest-allemand a cependant réagi en déclarant, à Bonn dans un communiqué, qu'il « n'a pas connaissance » d'éventuelles activités clandestines de la victime et « exclu » son appartenance aux services de renseignements allemands. Les autorités de Bonn, dès le début de l'affaire, avaient soutenu avec véhémence la thèse d'un possible suicide de l'attaché d'ambassade. Il se serait lui-même tiré une balle en plein cœur, sur la passerelle reliant le quai Branly à l'avenue de New York (Paris 16^e), et son arme serait tombée dans la Seine. Cette version des faits « oubliée » que la victime a déclaré « ils m'ont tiré dessus », juste avant mourir. En fait, les services français se demandent surtout pourquoi les autorités allemandes ont si lourdement mis en avant un éventuel suicide, avant de mettre l'accent avec la même insistance sur les frasques financières de leur « diplomate »...

Siegfried Wielsputz avait, semble-t-il, le profil type de l'agent de renseignement qui peut se faire « piéger ». Il était couvert de dettes et un de ses proches parents a indiqué qu'il était homosexuel, ce dont les enquêteurs se doutaient depuis le début de l'affaire. L'ensemble forme un cocktail explosif, surtout pour un agent secret qui doit avoir prise sur les autres mais être au-dessus de toute tentative de chantage.

Les enquêteurs de la Brigade criminelle disposent actuellement de trop de pistes, parfois très délicates à suivre. Ils pensaient, hier, avoir suffisamment « ficelé » leur dossier pour pouvoir le présenter au parquet et agir sur commission rogatoire à partir de lundi.

Des Kurdes occupent pendant deux heures le consulat de France à Amsterdam

AMSTERDAM. - Une quarantaine de manifestants kurdes ont organisé, hier, une occupation pacifique du consulat de France à Amsterdam pour protester contre l'expulsion de militants kurdes iraniens et contre les allégations selon lesquelles des nationalistes kurdes seraient responsables de l'assassinat, la semaine dernière, d'un employé consulaire ouest-allemand à Paris.

Les manifestants ont quitté, vers 13 heures, le bâtiment de quatre étages abritant le consulat dans le centre-ville qu'ils avaient commencé à occuper vers 11 heures.

Les manifestants avaient aussi voulu protester contre le « renforcement » des relations franco-turques avec la visite en Turquie du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond.

POLICE

Le Sentier des Kurdes

Le diplomate allemand assassiné à Paris s'intéressait aux 40 000 Kurdes vivant en France.

Deux policiers allemands du BKA (Bundeskriminalamt) sont à Paris depuis une semaine. Avec la Brigade criminelle du quai des Orfèvres, ils tentent d'élucider l'assassinat du diplomate Siegfried Wielsputz, le lundi 4 janvier à 2 heures du matin, sur une passerelle enjambant la Seine. Sans exclure aucune hypothèse : affaire privée, règlement de comptes entre services spéciaux, attentat politique.

Les soupçons pesaient sur le terrorisme kurde qui a pris pour cible les intérêts allemands depuis plusieurs années. Les organisations kurdes ont démenti. Mais le PKK (parti des travailleurs kurdes, marxiste) n'a jamais revendiqué les assassinats qu'il est soupçonné avoir commis en Europe (il a longtemps été accusé de l'assassinat de l'ancien premier ministre suédois Olof Palme, en janvier 1986). Toutes les victimes du PKK ont été tuées à bout portant. Comme Siegfried Wielsputz, qui était responsable des services juridiques et consulaires à l'ambassade d'Allemagne à Paris. A ce titre, il travaillait avec les services secrets de Bonn, s'intéressant obligatoirement à la communauté des 40 000 Kurdes (pour la plupart de nationalité turque) réfugiés en France.

Une enveloppe cachetée contenant un tract (ancien) mettant en cause le gouvernement allemand a été trouvée

sur le corps du diplomate. Il était signé par le « Front de libération nationale du Kurdistan » (ERNK), une signature habituelle du PKK en Europe.

Abdullah Odjlan, chef du PKK, vit à Damas. Il dispose de camps armés en Irak, et dans la plaine libanaise de la Bekaa, sous le contrôle de l'armée syrienne. Pour lui, l'Allemagne est le support économique du principal ennemi des Kurdes, la Turquie.

Le PKK a longtemps reproché à la police allemande l'opération du 4 août 1987 parmi les 400 000 Kurdes implantés sur le territoire fédéral. Comme la confiscation, le 27 juillet précédent, à Cologne, de 700 000 marks, finalement restitués dans un souci d'apaisement, au « Comité Kurdistan », à Paris, qui prétendait que cet argent lui appartenait. Wielsputz s'intéressait à ce Comité qui diffuse la propagande du PKK.

Des magistrats allemands, et notamment M. Kurt Rebman, procureur général fédéral, considèrent qu'en trois ans le PKK a commis cinq assassinats et deux tentatives de meurtre en territoire allemand. Tout cela ne suffit pas pour le soupçonner de l'assassinat de Siegfried Wielsputz. Le « Comité Kurdistan » distingue dans la revendication kurde exprimée à Londres une manipulation des services secrets turcs.

Il n'empêche que c'est par la force que le PKK a pu s'imposer dans les quartiers du Sentier et du faubourg Saint-Denis. Ces rues étroites, de part et d'autre des grands boulevards, sont le fief de la confection. Des dizaines de milliers de Turcs et de Kurdes, pas toujours en situation régulière, y travaillent, parfois au « noir ».

Le 23 décembre 1985, des militants d'extrême-gauche avaient voulu chasser des rues proches de la porte Saint-Denis des militants rivaux du PKK qui distribuaient des tracts : injures, coups de bâton, coups de poignard, coups de

feu. La police relevait un mort et deux blessés graves dans les rangs du PKK. L'auteur présumé des coups mortels avait été le trésorier de l'Association des travailleurs turcs (ATT), d'extrême-gauche.

Les représailles commencèrent quatre jours plus tard, rue du Faubourg-Saint-Martin. Plusieurs inconnus armés de pistolets tuaient à bout portant Moustapha Sahbaz, réfugié politique, ancien professeur, animateur de l'ATT.

Dans le quartier du Sentier, le PKK affrontait des associations turques et kurdes. Les plus importantes étaient le parti socialiste du Kurdistan turc (PSKT) et l'Association des travailleurs du Kurdistan en France (ATKF).

Le dernier acte de cette bataille clandestine remportée par le PKK s'est déroulé le 16 juin 1987, boulevard de Strasbourg. Au milieu des passants, un tueur abattait à bout portant Husseyin Akadunduz, vingt-sept ans, qui présidait l'Association des travailleurs du Kurdistan en France. Il avait tenté de constituer avec le parti socialiste du Kurdistan turc une sorte de front commun contre le PKK. Trop tard.

Sept jours après cet attentat, la Brigade criminelle procédait à une trentaine d'interpellations d'ouvriers kurdes dans les ateliers de confection du faubourg Saint-Denis. Pour mieux comprendre les rivalités kurdes.

Le 11 juillet, à l'issue d'une manifestation interdite devant la salle de la Mutualité, la police interpellait cent soixante-dix manifestants de l'Association patriote du Kurdistan, vitrine syndicale en France du PKK. Depuis, le PKK et ses différentes vitrines n'ont plus réussi à monter que quelques manifestations symboliques. Toutes visant l'Allemagne.

Parmi les quatorze opposants iraniens et turcs expulsés le 8 décembre vers le Gabon, trois étaient encore d'origine kurde **GILLES MERMOZ**

BRUXELLES, 12 Jan (AFP) - Le Front de libération nationale du Kurdistan (ERNK) a dénoncé mardi à Bruxelles la visite du ministre des Affaires étrangères Jean-Bernard Raimond en Turquie, estimant que Paris se montrait "complice des malfaisances de l'Etat turc".

"Les contrats commerciaux et d'armement souscrits par la France et la Turquie entraînent une complicité politique de plus en plus évidente entre les deux Etats lorsqu'il s'agit de la question du Kurdistan" ont souligné des représentants de l'ERNK au cours d'une conférence de presse dans la capitale belge.

La visite de M. Raimond les 11 et 12 janvier en Turquie "est une preuve claire qu'il existe une coopération politique" sur cette question, selon le mouvement kurde.

L'ERNK dénonce à ce propos la présence de trois turcs d'origine kurde opposants au régime d'Ankara parmi les 17 personnes expulsées par la France vers le Gabon le 8 décembre dernier. L'ERNK relève que ces trois personnes sont maintenant en grève de la faim depuis plus de trois semaines et que "le gouvernement français doit bien mesurer sa responsabilité".

Droits de l'homme **Accusations d'Amnesty contre l'Irak**

AMNESTY INTERNATIONAL a accusé les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans un yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié ce matin, à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que, selon ses informations, dix Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans, ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, Nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent-secret, employée au domicile d'un membre au PUK (Union patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (Parti socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

L'organisation humanitaire, dont le siège est à Londres, précise que trois des victimes sont mortes quelques

heures après avoir avalé le mélange mortel. Sept autres ont été hospitalisées à Téhéran. Les trois opposants les plus gravement intoxiqués ont été transférés avant Noël à Londres pour y être traités au Bleu de Prusse, un puissant antidote.

L'un d'entre eux était toujours hospitalisé dans la capitale britannique en milieu de semaine, tandis que les deux autres étaient en convalescence.

Amnesty indique que le médecin londonien ayant traité les trois patients âgés de 37, 38 et 40 ans, avait diagnostiqué « un empoisonnement très grave » résultant de « l'absorption de thallium ». L'un d'eux avait échappé à une première tentative d'empoisonnement le 10 novembre dernier.

Amnesty déclare disposer de sept autres noms de Kurdes appartenant à un groupe de trente ayant été l'objet de tentatives d'assassinat similaires en octobre et novembre. Elle rappelle avoir effectué une première démarche auprès du gouvernement de Bagdad, en septembre 1980, après avoir eu connaissance de cas identiques d'empoisonnement au thallium. Les demandes d'explication étaient res-

tes sans réponse, mais aucun cas n'avait été signalé depuis.

L'organisation souligne avoir protesté à de nombreuses reprises ces dernières années contre le meurtre d'opposants politiques en Irak, y compris des enfants et des adolescents.

Ces derniers ont été pendus, exécutés sommairement, décapités ou saignés à mort, selon Amnesty. Nombre des victimes avaient été préalablement torturées et les familles ayant récupéré leurs cadavres ont affirmé que certains avaient les yeux et les ongles arrachés.

MIDI LIBRE 13.01.88

DES OPPOSANTS KURDES AURAIENT ÉTÉ EMPOISONNÉS EN IRAK

■ Amnesty International accuse les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des Droits de l'Homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que dix

Kurdes irakiens, âgés de 14 à 60 ans, ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent-secret, employée au domicile d'un membre du PUK (Union Patriotique du Kurdistan).

Les trois opposants les plus gravement intoxiqués ont été transférés avant Noël à Londres pour y être traités au Bleu de Prusse, un puissant antidote.

PARIS, 13 Jan (AFP) - Les forces iraniennes et les combattants kurdes irakiens ont lancé mercredi une série d'opérations communes, nommées Zafar-5, à l'intérieur de l'Irak, dans les provinces de Dohuk, Kirkouk, et Duala, (Kurdistan irakien) mettant hors de combat près de 900 soldats irakiens, a annoncé mercredi Radio-Téhéran, captée à Paris.

Un communiqué militaire iranien, cité par la radio, indique que les Gardiens de la révolution iraniens et les combattants du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK-opposé au régime de Bagdad et allié de l'Iran) ont occupé mercredi matin le poste militaire de Deirlouk, dans la province de Dohuk (extrême nord de l'Irak, à environ 200 km de la frontière iranienne), coupant toutes les routes de liaison.

Après avoir anéanti une trentaine de bases irakiennes situées sur les hauteurs entourant ce poste et chargées de sa défense, les forces iraniennes ont détruit des bâtiments officiels, tuant ou blessant 500 soldats irakiens et capturant 260 autres. De violents combats se poursuivaient mercredi dans ce secteur, selon le communiqué.

Dans le cadre de cette série d'opérations, lancée "en représailles aux atrocités du régime de Bagdad contre les kurdes irakiens", les forces iraniennes et le PDK, ont détruit une base irakienne, Mandalia, située près de la localité de Tchiman, à quelques km de Kirkouk (nord-est de l'Irak), tuant ou blessant 200 soldats irakiens, selon le communiqué.

Cette attaque a eu lieu "en représailles" à l'exécution de 206 villageois de Tchiman le 20 novembre dernier par les forces irakiennes, selon la même source. (Des organisations kurdes irakiennes avaient indiqué que ces exécutions avaient eu lieu à l'encontre de villageois qui avaient refusé de quitter leur maison pour être deportés dans le sud de l'Irak).

Une troisième opération menée sur l'axe Suleimaniyah-Kirkouk, a permis aux forces iraniennes de détruire une base irakienne à 18 km de Kirkouk, et de tuer ou blesser près de 300 soldats irakiens. Par ailleurs, les forces iraniennes ont attaqué des positions irakiennes dans la région de Duala (au sud de Kirkouk), mettant hors de combat 150 soldats de Bagdad.

Au total, 348 soldats irakiens ont été faits prisonniers et une quantité d'armes et de munitions saisies, ajoute le communiqué iranien qui affirme que les combats se poursuivent sur ces axes.

La précédente opération Zafar-4, avait été menée le 20 novembre dernier dans la région de Dohuk par les Gardiens de la révolution iraniens et des combattants kurdes irakiens.

LONDRES, 12 Jan (AFP) - Amnesty International a accusé mercredi les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que, selon ses informations, dix Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent-secret, employée au domicile d'un membre du PUK (Union Patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (Parti Socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

L'organisation humanitaire, dont le siège est à Londres, précise que trois des victimes sont mortes quelques heures après avoir avalé le mélange mortel. Sept autres ont été hospitalisées à Téhéran. Les trois opposants les plus gravement intoxiqués ont été transférés avant Noël à Londres pour y être traités au Bleu de Prusse, un puissant antidote.

TELEGRAMME DE BREST 13.01.88

Le yaourt contenait de la mort-aux-rats

SUD-OUEST 13.01.88

Amnesty International a accusé hier les services secrets irakiens d'avoir empoisonné, l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts. Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que, selon ses

informations, dix Kurdes irakiens, âgés de 14 à 60 ans, ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent-secret, employée au domicile d'un membre du PUK (Union patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (Parti socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

Crime au yaourt

■ Amnesty International a accusé les services secrets irakiens d'avoir empoisonné, l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

LE COURRIER PICARD 13.01.88

Irak : de la mort-aux-rats dans le yaourt

AMNESTY INTERNATIONAL accuse aujourd'hui les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que dix Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent-secret, employée au domicile

d'un membre du PUK (Union Patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (Parti Socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

L'organisation humanitaire, dont le siège est à Londres, précise que trois des victimes sont mortes quelques heures après avoir avalé le mélange mortel. Sept autres ont été hospitalisées à Téhéran. Les trois opposants les plus gravement intoxiqués ont été transférés avant Noël à Londres pour y être traités au bleu de Prusse, un puissant antidote.

L'un d'entre eux était toujours hospitalisé dans la capitale britannique en milieu de semaine, tandis que les deux

autres étaient en convalescence.

Amnesty indique que le médecin londonien ayant traité les trois patients avait diagnostiqué « un empoisonnement très grave » résultant de « l'absorption de thallium ». Les trois Kurdes soignés à Londres ont été identifiés par Amnesty comme étant MM. Adnan Al-Mufti, 37 ans, Sami Shorash, 38 ans et Mustapha Kader-Mahmoud, 40 ans. Ce dernier avait réchappé à une première tentative d'empoisonnement le 10 novembre dernier.

Amnesty déclare disposer de sept autres noms de Kurdes appartenant à un groupe de 30 ayant été l'objet de tentatives d'assassinat similaires en octobre et novembre. Elle rappelle avoir effectué une première démarche auprès

du gouvernement de Bagdad, en septembre 1980, après avoir eu connaissance de cas identiques d'empoisonnement au thallium. Les demandes d'explication étaient restées sans réponse, mais aucun cas n'avait été signalé depuis.

L'organisation souligne avoir protesté de nombreuses reprises ces dernières années contre le meurtre d'opposants politiques en Irak, y compris des enfants et des adolescents. Ces derniers ont été pendus, exécutés sommairement, décapités, ou saignés à mort, selon Amnesty. Nombre des victimes avaient été préalablement torturées, et les familles ayant récupéré leurs cadavres ont affirmé que certains avaient les yeux et les ongles arrachés.

13.01.88

L'AURORE

13.01.88



KURDISTAN Amnesty international accuse l'Irak

Amnesty International accuse les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier des opposants kurdes irakiens dont trois sont morts, et trois sont morts, et trois autres ont été hospitalisés à Londres. Selon le médecin britannique, ils ont été victimes d'un « empoisonnement très grave » résultant de l'absorption de thallium » (qui serait un composant de la mort aux rats). Une quarantaine d'opposants, dont dix en novembre dans la ville de Marga, auraient été victimes de ces empoisonnements.

Les victimes appartenaient toutes au PUK (Union patriotique du Kurdistan) et au KSP-I (parti socialiste du Kurdistan-Irak). Par ailleurs, un troisième mouvement d'opposition armée au régime de Bagdad, le PDK (parti démocratique du Kurdistan irakien) de Massoud Barzani annonce avoir tué cinquante soldats irakiens en attaquant un poste dans la région de Kirkouk.

Irak : des opposants kurdes empoisonnés

Amnesty International a accusé hier les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire. Amnesty indique que, selon ses informations, dix Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent secret, employée au domicile d'un membre du PUK (Union patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (Parti socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

L'organisation humanitaire, dont le siège est à Londres, précise que trois des victimes sont mortes quelques heures après avoir avalé le mélange mortel.

PETIT BLEU DU LOT ET GARONNE

LA MONTAGNE 13.01.88

14.01.88

YAOURTS EMPOISONNÉS CONTRE DES OPPOSANTS

● LONDRES. — Amnesty International accuse les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié aujourd'hui à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que, selon ses informations, dix Kurdes irakiens âgés de quatorze à soixante ans ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent secret, employée au domicile d'un membre du PUK (Union patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (parti socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

L'organisation humanitaire, dont le siège est à Londres, précise que trois des victimes sont mortes quelques heures après avoir avalé le mélange mortel. Sept autres ont été hospitalisées à Téhéran. Les trois opposants les plus gravement intoxiqués ont été transférés avant Noël à Londres pour y être traités avec un puissant antidote.

L'un d'entre eux était toujours hospitalisé dans la capitale britannique en milieu de semaine, tandis que les deux autres étaient en convalescence.

Iran - Irak

La guerre des Kurdes

Une ville et une base irakiennes prises
par des Kurdes, selon IRNA.

L'Iran a fait savoir, hier, que ses troupes avaient aidé des rebelles kurdes à prendre l'importante ville de garnison irakienne de Deir-louk et à détruire une base militaire lors de combats sur la frontière nord de l'Irak et dans les environs de la ville pétrolière de Kirkouk.

Selon l'agence iranienne IRNA, reçue à Nicosie, des rebelles kurdes opposés au régime irakien et soutenus par Téhéran ont pris Deir-louk, détruisant un centre de renseignements irakiens, des locaux du Parti baas au pouvoir en Irak, ainsi que le bureau d'un gouverneur de province. IRNA ajoute que

les troupes iraniennes ont détruit la base militaire de Mandaliyah, tuant plus de 200 soldats irakiens et en faisant prisonniers 80.

De son côté, le Parti démocratique du Kurdistan (KDP) a indiqué à une agence occidentale, à Chypre, que 120 soldats irakiens avaient été tués et 62 autres avaient été capturés lors de l'assaut contre Deir-louk.

A Bagdad, un porte-parole militaire a catégoriquement démenti les informations données par IRNA, déclarant que le calme régnait dans toutes les régions du nord de l'Irak proches de la frontière iranienne.

14.01.88

Iraq Is Alleged To Poison Kurds

United Press International

LONDON — Amnesty International charged Wednesday that Iraqi security forces have used thallium poison, a chemical commonly found in rat pesticide, to try to kill Kurdish separatists.

In a letter sent to Iraqi authorities, the human rights organization said thallium was given to at least 40 unsuspecting Kurds in separate incidents last November.

"Three of the alleged victims died within hours of being poisoned," Amnesty said. "Of three flown to Britain for emergency treatment just before Christmas, one is still in the hospital and the other two are now recovering. The London physician who treated the Kurds reported that they were seriously affected as a result of acute thallium poisoning which occurred Nov. 24, 1987."

QUOTIDIEN DU
MEDECIN

14.01.88

IRAK : 40 KURDES EMPOISONNÉS A LA MORT-AUX-RATS, SELON AMNESTY

Amnesty International a accusé mercredi les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts, et a demandé au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

LEVEILDE HAUTE LOIRE
14.01.88

ATTENTATS AUX YAOURTS EMPOISONNÉS

Amnesty International accuse les services secrets irakiens d'avoir empoisonné, l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que, selon ses informations, 10 Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent

DRAPEAU
ROUGE
13.01.88

Irak

Les Kurdes sont liquidés à la mort aux rats

Amnesty International a accusé hier les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier à l'aide de mort aux rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins trois sont morts.

Dans un rapport, publié à Londres, l'organisation demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire.

Amnesty indique que, selon ses informations, dix Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans ont été empoisonnés, le 24 novembre, dans la ville de Marga (province de Sulaimaniya, nord du pays). Le poison aurait été mélangé au yaourt par une femme agent-secret, employée au domicile d'un membre du PUK (Union patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au PUK et au KSP-I (Parti socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition au gouvernement de Bagdad.

secret, employée au domicile d'un membre du P.U.K. (Union patriotique du Kurdistan). Les victimes appartenaient toutes au P.U.K. et au K.S.P.-I (parti socialiste du Kurdistan-Irak), deux groupes d'opposition armée au gouvernement de Bagdad.

L'organisation humanitaire précise que trois des victimes sont mortes quelques heures après avoir avalé le mélange mortel. Sept autres ont été hospitalisées à Téhéran. Les trois opposants les plus gravement intoxiqués ont été transférés avant Noël à Londres, pour y être traités avec un puissant antidote.

L'un d'entre eux était toujours hospitalisé dans la capitale britannique en milieu de semaine, tandis que les deux autres étaient en convalescence.

LE COURRIER DE L'OUEST
14.01.88

Amnesty accuse Bagdad d'avoir empoisonné des opposants kurdes

LONDRES. — Amnesty international a accusé hier les services secrets irakiens d'avoir empoisonné l'an dernier, à l'aide de mort-aux-rats versée dans du yaourt, une quarantaine d'opposants kurdes, dont au moins

trois sont morts.

Dans un rapport publié à Londres, l'organisation de défense des droits de l'homme demande au gouvernement de Bagdad d'ouvrir immédiatement une enquête sur cette affaire

LE MERIDIONAL 14.01.88

Iran-Irak

LES KURDES IRAKIENS DANS LA BATAILLE

Les forces iraniennes et les combattants kurdes irakiens ont lancé hier une série d'opérations communes, nommées Zafar-5, à l'intérieur de l'Irak, dans les provinces de Dohuk, Kirkouk, et Dyala, (Kurdistan irakien) mettant hors de combat près de 900 soldats irakiens, a annoncé hier Radio-Téhéran.

Un communiqué militaire iranien, cité par la radio, indique que les Gardiens de la révolution iraniens et les com-

battants du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK-opposé au régime de Bagdad et allié de l'Iran) ont occupé hier matin le poste militaire de Deirlok (extrême nord de l'Irak, à 200 km de la frontière irakienne), coupant toutes les routes de liaison.

Après avoir anéanti une trentaine de bases irakiennes, les forces iraniennes ont détruit des bâtiments, tuant ou blessant 500 soldats irakiens et capturant 260 autres.

LE MONDE
14.01.88

Amnesty International accuse Bagdad d'utiliser de la mort-aux-rats contre les Kurdes

Amnesty International a demandé, mercredi 13 janvier, au gouvernement irakien d'enquêter sur des informations selon lesquelles ses forces de sécurité utiliseraient de la « mort-aux-rats » pour supprimer des opposants kurdes. L'organisation de défense des droits de l'homme, basée à Londres, a déclaré avoir été informée que quarante Kurdes opposés au gouvernement de Bagdad — et alliés de Téhéran — avaient été empoisonnés au cours du mois de novembre avec du thallium, poison communément utilisé pour éliminer les rats.

Dix d'entre eux auraient été empoisonnés le 24 novembre à Marga, dans la province de Sulaimaniya, dans le nord de l'Irak, par une femme des services de sécurité irakiens qui aurait injecté du poison dans leur yaourt.

« Trois des victimes seraient mortes en l'espace de quelques heures, déclare un communiqué d'Amnesty. Trois autres ont été transportées d'urgence par avion

en Grande-Bretagne pour y être soignées, juste avant Noël. L'une d'elles est encore à l'hôpital et les deux autres sont actuellement en convalescence. »

Les combattants d'une autre organisation kurde opposée au régime de Bagdad et alliée de l'Iran, le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), ont par ailleurs attaqué lundi une base de l'armée irakienne au nord de l'Irak, tuant cinquante soldats et en capturant quatre-vingts, a affirmé, mardi, un porte-parole de ce mouvement.

Dimanche, les guérilleros kurdes ont abattu un chasseur bombardier Sukhoi-22 de fabrication soviétique avec un missile portable Sam-7, capturant vivant son pilote, le capitaine Salek Gebdou Shejar, a également indiqué le porte-parole du PDK. Ce mouvement, dirigé par M. Masoud Barzani, est surtout présent au nord du Kurdistan irakien, notamment près de la frontière turque. — (AFP, Reuter.)

Bonn Diplomat Is Slain In Paris and Kurdish Tract Is Found on Body

By Youssef K. Ibrahim

New York Times Service

PARIS — A West German diplomat was shot and killed Monday in a possible terrorist assassination.

Police sources said a West German consular affairs attaché, Siegfried Wielsputz, 31, was shot near a footbridge by the Seine River early Monday by one or more assailants.

A leaflet decrying West German mistreatment of Kurds living in Germany was found in his jacket, but whether it had been left on the body by the killers was not immediately clear.

The leaflet, the police said, was signed by the Kurdistan National Liberation Front, an organ of the Marxist Kurdish Workers' Party.

The PKK, as it is known by its Kurdish initials, was suspected at one point in the 1986 assassination of Prime Minister Olof Palme of Sweden. But the Swedish authorities could not prove it and released about 20 members of the front who were arrested after the assassination.

The French police leveled no

specific charges Monday. "We are still in the fog," one police official said. The West German Embassy had no comment.

Kurdish sources in Europe say that 300,000 to 400,000 Kurds, many of them of Turkish origin, live and work in West Germany, the largest such concentration in Western Europe.

As a result, West Germany has become a center of Kurdish political activism.

Many Kurdish groups have clashed with each other, and at least five murders of Kurds in West Germany in the past few years have been linked to this political struggle.

Last summer, the West German police began a campaign to control the situation, rounding up several Kurdish activists and confiscating sums of money in excess of \$400,000. The front has since organized several protests at West German airline offices, consulates and news organizations throughout Europe.

Kurdish sources in Paris dismissed the notion that the PKK might be implicated in the murder of the West German diplomat, saying that such suggestions were meant to mislead the police.

"No Kurd of any organization has ever attacked a Western diplomat," said Siyamend Othman, an editor of a Kurdish newsletter in Paris. "We do not think this has anything to do with Kurds. It seems to us a bizarre incident."

Spokesmen for the front denied any responsibility and denounced the murder as a "cowardly act."

Several Kurdish sources said the PKK was an "isolated" movement within the larger Kurdish community of activists, but that even so, it would not commit acts such as the Palme killing or the murder of a West German diplomat, which clearly harmed the Kurds' broader interests.

The West German victim was found bleeding to death by a footbridge near the Avenue de New York along the Seine. According to the police, he told two men who found him: "They shot at me."

HERALD TRIBUNE

14.01.88

Iraq Is Alleged To Poison Kurds

United Press International

LONDON — Amnesty International charged Wednesday that Iraqi security forces have used thallium poison, a chemical commonly found in rat pesticide, to try to kill Kurdish separatists.

In a letter sent to Iraqi authorities, the human rights organization said thallium was given to at least 40 unsuspecting Kurds in separate incidents last November.

"Three of the alleged victims died within hours of being poisoned," Amnesty said. "Of three flown to Britain for emergency treatment just before Christmas, one is still in the hospital and the other two are now recovering. The London physician who treated the Kurds reported that they were seriously affected as a result of acute thallium poisoning which occurred Nov. 24, 1987."

Le Front national de libération du Kurdistan (ERNK) et les autres mouvements séparatistes kurdes

PARIS, 4 Jan (AFP) - Le Front national de Libération du Kurdistan (Eniya Ruzgariya Netwa Kurdistan, ERNK), dont on a retrouvé un tract auprès d'un diplomate ouest-allemand, assassiné lundi à Paris, a été constitué en mars 1985 par des exilés kurdes vivant en RFA et dans d'autres pays européens.

L'organisation, qui dénonce "le lent assassinat du peuple kurde" par les autorités turques, a revendiqué, entre 1984 et 1987, la responsabilité d'attaques lancées contre les forces de sécurité turques dans le sud-est de la Turquie. Un de ses membres, Mustafa Aktas, a été tué le 23 décembre 1985 à Paris "par des agents de l'Etat turc", selon l'organisation.

L'ERNK, qui regroupe le Parti des travailleurs kurdes (PKK ou Apocular en Turquie) d'obédience marxiste-léniniste et des représentants d'associations kurdes d'Irak, Iran et Syrie, est présidé par Abdullah Ocallean 38 ans, qui dirige également le PKK et sa branche armée, l'ARGK.

Environ 17 millions de Kurdes vivent au Kurdistan (470.000 km2 entre la Turquie, l'Irak, l'Iran, et la Syrie). Les autres résident notamment en URSS, en Europe occidentale et au Liban.

En Turquie, le PKK réclame l'indépendance des provinces de l'Est du pays. Sa responsabilité dans l'assassinat en février 1986, du premier ministre suédois Olof Palme a été évoquée.

D'autres mouvements luttant pour l'autonomie du peuple kurde agissent dans les pays concernés : En Turquie, Rizgari (Libération) notamment, en Irak: le PDK Irak de Massoud Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), dirigé par Jalal Talebani, en Iran enfin le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), dirigé par Abdul Rahman Ghassemlou et le Komala, dirigé par Ibrahim Alizadeh.

VIENNE, 5 Jan (AFP) - Le bureau d'Air France à Vienne a été occupé mardi pendant une demi-heure, entre 12h30 et 13h00 (heure de Paris), par une quinzaine de kurdes qui voulaient obtenir la publication d'un communiqué au sujet de l'assassinat d'un diplomate ouest-allemand lundi à Paris.

A l'arrivée de la police, les kurdes, parmi lesquels des femmes et des enfants, ont quitté les locaux d'Air France situés dans le centre de la capitale autrichienne, leur revendication n'ayant pas été acceptée.

Le communiqué qu'ils voulaient faire publier portait sur l'assassinat lundi à Paris du diplomate Siegfried Wielsputz, a indiqué par téléphone à l'AFP un représentant du groupe de kurdes sans vouloir toutefois en préciser la teneur.

Un tract au nom du Front national de libération du Kurdistan (ERNK) avait été trouvé sur le corps de M. Wielsputz. La représentation de l'ERNK en France avait cependant démenti avoir été impliquée dans la mort du diplomate ouest-allemand.

HERALD TRIBUNE 15.01.88

France Gives Warning to Iran Dissidents

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — The French government, politically embarrassed by having to readmit Iranian dissidents whose expulsion last month touched off an international outcry, maintained Thursday that they would be deported again if they violated rules on asylum.

Prime Minister Jacques Chirac said on television Thursday night that the agreement providing for their return included a pledge to refrain from political activity against Iran from French territory.

As seven Iranians left Gabon for France, the People's Mujahidin Organization, which had organized hunger strikes and protests against the ouster, said the French government had been forced to reverse "a dirty deal" with Iran.

In exchange for Iranian help in obtaining the release in December of two French hostages in Lebanon, France apparently agreed to banish some mujahidin and other opponents of Ayatollah Ruhollah Khomeini.

Mr. Chirac denied any such deal, but said French restrictions on mujahidin activities in France were essential to prevent any resumption of the terrorist bombings that shook Paris in 1986. Responsibility

for those bombings was widely assigned to Iran.

Eight other Iranians and Turkish Kurds also went to temporary asylum in Spain. Meanwhile, in a separate development, French courts suspended 10 of the expulsion orders for procedural reasons.

In rescinding its deportation orders against the 15 dissidents, France acted "for humanitarian reasons," officials said, citing their deteriorating physical condition after 37 days on hunger strike. "If a couple of them had died," an official said, "we would have been in an intolerable position."

Mr. Chirac said earlier this week that "there could be no question of reconsidering the expulsion orders."

The French decision will be welcomed by the foreign governments, including the United States and Britain, that had called for the dissidents to be allowed to return.

In private comments, Western diplomats expressed satisfaction at the discomfiture of French officials, notably Interior Minister Charles Pasqua, whom they view as too inclined to make hostage deals with Iran.

Domestically, the French policy reversal seemed likely to reinforce criticism of Mr. Chirac as an over-

impulsive leader. But opposition criticism was publicly muted, with the Socialist Party leader, Lionel Jospin, saying only that the government "gave in to public pressure."

Socialist criticism of the expulsion had focused on France's traditions of political asylum, not on the question of political deals with Iran.

French Socialists apparently hesitated to attack the government too strongly because they also are vulnerable to charges of making a hostage deal with Iran when they were in power before 1986.

Jean-Bernard Raimond, the foreign minister, in a radio interview, said that France's Socialist government had deported two Iraqi dissidents to Iraq and that he had negotiated their return to France last year in order to protect the lives of French hostages in Lebanon from Iranian ire.

Politically, however, the government's handling of the episode has been exploited by President François Mitterrand, a Socialist. He and his wife, Danielle, publicly sympathized with protesters demanding the dissidents' return.

Mr. Chirac, in rescinding the order, appeared to be heeding advisers who warned him that human rights would be an issue in the

presidential elections in April. Mr. Chirac, who is expected to announce his candidacy Saturday, has been trying to modify his image to appear more conciliatory.

But in relenting on the expulsion orders, Mr. Chirac's government appeared to acknowledge implicitly that it lacked evidence to justify publicly its charges that the dissidents constituted a threat to French security.

Their expulsion had been ordered by Mr. Pasqua, whose subordinates directly negotiated the French hostages' release in talks with Iranian and other intermediaries in the Middle East.

In rounding up and expelling mujahidin and their supporters, the French police arrested some Iranians, notably two young women, who had no record of being implicated in anti-Khomeini violence.

"The police were clumsy," said a senior French official, who acknowledged that an Iranian woman had been mistakenly arrested because her father was an active member of the mujahidin.

Le Monde, the Paris daily, said the damage to Mr. Chirac's credibility might complicate France's efforts to improve relations with Iran and obtain the release of more hostages.

LE MONDE 18.01.88

La guerre du Golfe

Téhéran procède à l'enrôlement obligatoire des étudiants

Le président du Parlement iranien, l'hodjatolislam Rafsandjani, a averti, vendredi 15 janvier, à Téhéran, les pays du Golfe, « alliés de l'Irak », de la possibilité d'une prochaine offensive iranienne d'envergure sur le front, en affirmant que les forces de Téhéran « sont prêtes et en alerte ». M. Rafsandjani a insisté, lors de la prière du vendredi, sur l'état de préparation optimale des forces iraniennes réalisées, selon lui, grâce à une importante campagne de mobilisation, menée ces deux derniers mois. Dans le cadre de cette

campagne, et pour la première fois depuis le début du conflit, l'Irak a procédé à l'enrôlement obligatoire des étudiants.

Les dirigeants iraniens ont, ces derniers mois, plusieurs fois annoncé une série d'opérations d'envergure sur le front. Téhéran n'a, cependant, fait état que d'opérations ponctuelles, dont la dernière Zafar-5 a été lancée, cette semaine, dans le Kurdistan d'Irak (nord). Selon M. Rafsandjani, cette opération, prélude de futures offensives, a révélé « l'état de désorganisation

des forces irakiennes ».

L'opération Zafar-5, menée par les gardiens de la révolution iraniens et des opposants kurdes irakiens, dans la région de Dohuk, à plus de 150 kilomètres de la frontière iranienne, fait partie des opérations de guérilla, loin des frontières et visant, selon les observateurs, à élargir les zones sous contrôle du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK, de Massoud Barzani, allié de Téhéran). Le PDK est très actif dans le nord du Kurdistan irakien, près de la frontière turque. — (AFP).



amnesty International news release

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street, London WC1A 0DD
United Kingdom

AJ-12000-1201/88
Distr: SC/PO

INTERNATIONAL EMBARGO:
0001 hrs gmt Wednesday 13
January 1988

AMNESTY INTERNATIONAL CALLS ON IRAQI GOVERNMENT TO INVESTIGATE REPORTS OF SECURITY FORCES' USE OF THALLIUM POISONING AGAINST POLITICAL OPPONENTS

Amnesty International today (Wednesday 13 January 1988) called on the Iraqi government to investigate reports that its security forces had been using thallium poison to kill political opponents.

Thallium, a heavy metal, is commonly used as rat poison.

The worldwide human rights organization says it has received reports of at least 40 Kurds opposed to the Iraqi government being poisoned in separate incidents last year. Three of the alleged victims died within hours of being poisoned. Three others were flown to Britain for emergency treatment just before Christmas - one of them is still in hospital and the other two are now convalescing.

Amnesty International said the London consultant physician who treated the Kurds had reported that they were "seriously affected" as a result of "acute Thallium poisoning which occurred on 24 November 1987."

The organization said it had received reports that 10 Iraqi Kurds aged from 14 to 60 were poisoned with thallium on that date in the town of Marga in the northern Iraq province of Sulaimaniya. The poison is said to have been put in a yoghurt drink by a woman agent of the security forces working at the home of a member of the opposition Patriotic Union of Kurdistan (PUK)

The victims included members of the PUK and the Kurdistan Socialist Party-Iraq (KSP-I) - both groups are in armed conflict with the government

Three of the victims died within 10 hours of drinking the poisoned yoghurt. The seven survivors suffered a range of symptoms associated with thallium poisoning, including vomiting, fever, neurological disorders and loss of hair.

They were eventually taken to hospital in Tehran but afterwards the three most serious cases had to be sent on to London because Tehran lacked the antidote to thallium, Prussian blue. Although this has now been sent there, arrangements are now being made to fly another two Kurds to London for further medical treatment.

Amnesty International said it had received reports that one of the survivors, PUK-member Mustafa Qader Mahmoud, had been poisoned before in a previous attempt against PUK and KSP members on 10 November 1987. Four people were reportedly poisoned on that occasion.

Amnesty International has the names of seven other Iraqi Kurds being treated in Tehran after diagnosis as suffering from thallium poisoning.



SUITE

They were among 30 Kurds said to have been poisoned in October and November 1987.

The organization first appealed to the Iraqi government to investigate reports of thallium poisoning of political opponents in September 1980, after it had received detailed evidence that former political prisoners had been victims. Two were examined by doctors in Britain after they had left Iraq: one died in Britain, the other recovered. Amnesty International said it received no response to its appeals from the Iraqi government.

Continuing reports of government opponents being poisoned had been received over the years but the latest cases were the first since 1980 which it had been able to document in detail and get medical evidence, the organization said.

It said political killing of suspected government opponents, including children and young people, had been a continuing human rights concern in Iraq. In the past three years alone it had called for investigations by the government into reports that Iraqi security forces had put to death suspected political opponents and their relatives by hanging, shooting, decapitation, deliberate bleeding to death and now poisoning.

A number of those killed in secret appear to have been tortured: bodies handed back to relatives are reported to have had eyes gouged out and fingernails out pulled out, Amnesty International said.

The three Kurds treated in London are 'Adnan al-Mufti, 37, a member of the KSP-I's executive committee; Sami Shorash, 38, PUK-member, poet and member of the Union of Kurdish Writers; and Mustafa Qader Mahmoud, 40, a PUK member.

Paris, 17 Jan (AFP) - L'armée iranienne a lancé dans la nuit de jeudi à Vendredi une nouvelle offensive en territoire irakien; "libérant" quelque 110 kilomètres carrés dans la région de Mawut, de la province de Sulaymaniyah (sud du Kurdistan irakien) a annoncé dimanche l'agence de presse officielle IRNA captée à Paris.

Cette opération, appelée "Beit-ul-Moqaddas 2", vise selon l'IRNA à "répondre aux atrocités irakiennes contre les kurdes".

Après avoir traversé la rivière Galachulan, à l'ouest de l'agglomération de Mawut, les forces iraniennes ont encerclé leurs ennemis et "atteint leurs objectifs" indique l'agence qui ajoute que "les hauteurs stratégiques surplombant Mawut" ont été prises et que les secteurs utilisés par "les groupes contre-révolutionnaires" ont été "nettoyés". L'agence indique que l'armée iranienne contrôle désormais plusieurs villages de la région, ainsi que les routes d'accès.

Selon l'agence, les forces iraniennes ont tué 1.500 soldats irakiens et fait prisonniers 550 "ennemis baassistes", dont une trentaine d'officiers et une centaine de sous-officiers.

SIIRT (Turquie), 16 Jan (AFP) - Trois rebelles indépendantistes kurdes et trois militaires (dont un officier de gendarmerie) ont été tués jeudi près de Sirtak (province de Sirt - est de la Turquie), lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles qui a duré cinq heures, a indiqué l'agence semi-officielle de Turquie Anadolu.

Un bilan précédent avait fait état de quatre morts chez les rebelles et de trois soldats blessés.

Il s'agit du huitième accrochage important entre les forces de l'ordre et les militants armés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) depuis la levée de la loi martiale en Anatolie orientale le 19 juillet, soulignent les observateurs.

Depuis cette date, les provinces qui recouvrent les régions à majorité kurde de l'ouest, du nord-est et du sud-est sont soumises à l'état d'urgence.

LES EXPULSES IRANIENS RENTRENT EN FRANCE

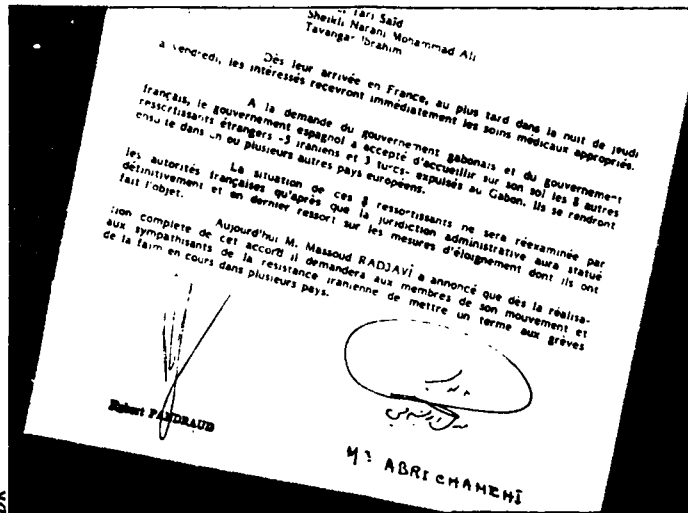
Les sept Iraniens expulsés, partis jeudi en fin de matinée de Libreville à bord de deux avions, sont arrivés hier soir à l'aéroport militaire d'Evreux (Eure). Le Mystère 20, doté d'équipements médicaux, et transportant quatre jeunes femmes, s'est posé le premier sur la base militaire vers 20h40. Deux des jeunes femmes devaient être dirigées en hélicoptère vers l'hôpital de Pontoise et une autre vers celui de Longjumeau.

Trois autres Iraniens expulsés, se trouvant à bord d'un Falcon 900 qui avait déjà débarqué à Madrid cinq réfugiés iraniens et trois Turcs d'origine kurde, sont ensuite arrivés vers 21h15. Sheikli Narani Mohamad Ali, membre du Conseil national de la résistance, et Saïd Assadi Tari, secrétaire des relations internationales des Moudjahiddine du peuple, ont été immédiatement dirigés vers l'hôpital d'Eaubonne. En choisissant de les faire hospitaliser aux quatre coins de la région parisienne les autorités françaises voulaient probablement éviter tout risque de manifestation.

Expulsés le 8 décembre dernier vers le Gabon, selon la procédure d'*urgence absolue*, les Iraniens retenus à Libreville ont obtenu en deux temps l'autorisation de rentrer en France. Premier acte: mercredi soir, le gouvernement autorisait le retour en France de sept des douze expulsés sans pour autant abroger leurs arrêtés d'expulsion. Deuxième acte hier: les tribunaux administratifs de Paris et Versailles suspendaient l'exécution de dix des douze arrêtés d'expulsion brûlant ainsi la politesse au gouvernement. Par ailleurs, deux autres Iraniens expédiés eux aussi vers le Gabon, avaient déjà pu regagner le 11 décembre la Grande-Bretagne et la Suède où ils bénéficiaient du statut de réfugié.

Mercredi soir, le ministère de l'Intérieur annonçait qu'un accord avait été conclu entre le gouvernement français et le mouvement des moudjahiddin Khalq. Ce texte autorise le retour de sept expulsés, parmi lesquels Saïd Assadi Tari, secrétaire en France des relations internationales des moudjahiddin. Négocié entre Robert Pandraud, ministre délégué à la Sécurité et Abri Chamtchi, émissaire de Massoud Radjavi, venu mardi de Bagdad pour la circonstance, à la demande du gouvernement français. Selon ce texte, le gouvernement, « après avoir entendu les demandes présentées par M. Radjavi, a décidé d'autoriser le séjour en France de sept des ressortissants iraniens expulsés au Gabon » en raison de leur « état de santé » et pour « des raisons humanitaires ». « Dès leur arrivée en France », poursuit le texte, « les intéressés recevront les soins médicaux appropriés. » Pas question donc d'abroger les arrêtés d'expulsion qui peuvent à tout moment être réactivés.

Quant aux huit autres expulsés, l'accord précise qu'« à la demande du gouvernement gabonais et du gouvernement



Le document signé par les deux parties

français, le gouvernement espagnol a accepté de (les) accueillir sur son sol». Ces cinq Iraniens et trois Turcs d'origine kurde « se rendront ensuite dans un ou plusieurs autres pays européens ». En contrepartie, poursuit l'accord, « Massoud Radjavi (...) demandera (...) de mettre un terme aux grèves de la faim en cours dans plusieurs pays ».

En l'espace de trente-huit jours de grève de la faim, les Iraniens seront passés du statut de *persona non grata* sur le territoire national à celui d'*honoraux interlocuteurs* avec qui l'on signe des accords au plus haut niveau.

Les tribunaux administratifs n'ont pas apprécié ce revirement. Surtout au moment où ils devaient se prononcer sur les sursis à exécution des divers arrêtés d'expulsion, tous prononcés pour le même motif (« s'être livré sur le territoire français, au nom d'une organi-

sation politique étrangère, à une action militante dans des conditions qui portent gravement atteinte à l'ordre public »). Premier à se prononcer hier matin, le tribunal de Paris a accordé quatre sursis à exécution alors que le commissaire du gouvernement n'en demandait que trois (*Libération* du 13 janvier). Un tel sursis n'implique pas l'annulation des arrêtés; le juge le prononce lorsqu'un motif sérieux d'annulation est invoqué. Parmi les quatre sursis à exécution, un Iranien assigné à résidence à la suite de la rafle du 7 décembre dernier, et trois expulsés dont Ibrahim Tavangar qui figure sur la liste de l'accord.

Mieux, cinq autres Iraniens bénéficiant également de l'accord ont obtenu un sursis à exécution hier après-midi devant le tribunal administratif de Versailles. Une séance au cours de laquelle le commissaire du gouvernement, Mi-

chel Rebut, a démonté point par point l'argumentation du ministère de l'Intérieur. Il a en effet rappelé que l'utilisation de la procédure dite d'*urgence absolue* impliquait des « faits extrêmement graves ». Sur l'organisation et le rôle clandestin des moudjahiddin en France, tels que les décrivent un rapport de police, le magistrat a jugé qu'il ne s'agissait que de « simples hypothèses » et qu'aucune preuve n'était apportée. Quant aux quêtes effectuées par les militants iraniens et que leur reproche avec constance le ministère de l'Intérieur, Michel Rebut a déclaré que l'on ne pouvait assimiler ces « quêtes aux méthodes de l'ETA-Militaire et qu'il existait des moyens de droit commun autres que l'expulsion pour lutter contre des troubles sur la voie publique ».

Michel Rebut a donc constaté que le dossier individuel de chaque expulsé était vide. « Ni le comportement global de l'organisation ni celui des intéressés ne pouvait justifier le recours à l'urgence absolue à supposer établie la valeur des pièces produites », a conclu le commissaire du gouvernement, en réclamant douze sursis à exécution pour les douze demandés (cinq Iraniens expulsés, sept assignés à résidence).

Une demi-heure plus tard, le tribunal rendait exceptionnellement son jugement devant les caméras de FR3. Et il suivait à la lettre les conclusions du commissaire du gouvernement. Une manière de manifester son mécontentement face à l'accord. En effet, ce texte n'a plus aucune portée juridique puisque, parmi les sept Iraniens bénéficiant de l'accord, six ont obtenu un sursis à exécution; mieux, les cinq Iraniens expédiés en Espagne ont également été autorisés à rentrer en France.

Alain FRILET et Jean QUATREMER.

LE MONDE 4.01.88

● TURQUIE: six morts dans un accrochage entre militaires turcs et rebelles kurdes. — Trois rebelles indépendantistes kurdes et trois militaires — dont un officier de gendarmerie — ont été tués le jeudi 31 décembre près de Sirkak dans l'est de la Turquie, lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles qui a duré cinq heures, a annoncé l'agence semi-officielle turque Anatolie. Il s'agit du huitième affrontement important entre les forces de l'ordre et les militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-

léniniste), depuis la levée de la loi martiale en Anatolie-Orientale, le 19 juillet 1987, et la proclamation de l'état d'urgence dans les huit provinces qui recouvrent les régions à majorité kurde de l'Anatolie de l'est et du sud-est du pays. Plus de mille personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont été tuées depuis la reprise des opérations armées de la guérilla kurde, en août 1984, dans cette partie orientale de la Turquie — (AFP.)

STRASBOURG (L'ESP), 19 JAN (AFP) - Michel Caraminot, le jeune guide touristique français qui a été condamné en décembre dernier à cinq années d'emprisonnement en Turquie par contumace, a réaffirmé son innocence mardi à Strasbourg, au Palais du Parlement européen.

"J'ai fait appel de ma condamnation devant la cour suprême d'Ankara et je veux obtenir mon acquittement, car je suis innocent", a déclaré le jeune homme lors d'une conférence de presse organisée par le député européen Henry Saby (socialiste).

Michel Caraminot, qui, après des études en archéologie, exerçait la profession de guide en Turquie, avait été arrêté le 17 juin dernier sur la dénonciation d'un ressortissant turc. Il était accusé, a-t-il expliqué, de faire de la propagande en faveur des Kurdes et des Arméniens dépossédés au régime d'Ankara.

Le 5 octobre, mis en liberté provisoire après une campagne de presse, il pouvait rejoindre la France avec l'aide de l'ambassade de France. La cour de sûreté d'Etat turque (une juridiction militaire) le condamnait toutefois par contumace, bien que, selon M. Caraminot, le procureur ait lui-même reconnu qu'il n'y avait aucune charge contre lui.

Michel Caraminot a déclaré qu'il attendait toujours l'intervention du gouvernement français auprès du gouvernement turc, qui, a-t-il affirmé, avait été informé de son détention en Turquie par le Premier ministre, le vice-Chirac.

LIBERATION 20.01.88

Le yaourt de Bagdad qui empoisonne les Kurdes

Les services secrets irakiens auraient tenté d'empoisonner une dizaine d'opposants kurdes avec du thalium, un composant de la mort-aux-rats, dans le traditionnel yaourt. Deux rescapés rapatriés à Londres racontent.

Londres, de notre correspondant

Dans un appartement londonien dont l'adresse n'est communiquée par Amnesty International qu'avec la plus grande parcimonie, Sami Shorah, 38 ans, et Adnan Al-Mufti, 37 ans, Kurdes irakiens, reprennent des forces. Amaigris et pâles, ils perdent encore leurs cheveux et se remettent lentement d'un séjour de deux semaines et demie dans un hôpital londonien où ils ont été admis d'urgence pour empoisonnement.

Adnan Al-Mufti est membre du comité central du KFP-I (Parti socialiste du Kurdistan-Irak) et Sami Shorah, poète-écrivain, milite, lui, au sein de l'autre grand groupe d'opposition kurde au régime de Bagdad, le PUK (Union patriotique du Kurdistan). Adnan Al-Mufti et Sami Shorah sont deux des trois Kurdes à avoir été rapatriés d'urgence de Téhéran à Londres par Amnesty International, après trois jours de périple à travers la frontière entre l'Irak et l'Iran. Le troisième, Mustafa Qader Mahmoud, 40 ans, membre du PUK, est toujours hospitalisé. Amnesty accuse les services secrets irakiens d'avoir empoisonné, le 24 novembre dernier, dix Kurdes irakiens âgés de 14 à 60 ans, à l'aide d'un poison utilisé dans la fabrication de mort-aux-rats, le thalium. Adnan Al-Mufti et Sami Shorah racontent leur longue odyssée jusqu'à cet appartement londonien.

Le 24 novembre dernier, ils se trouvaient dans la ville de Marga, dans la province de Sulaimaniya, au nord de l'Irak, région sous contrôle kurde. Ils étaient venus pour assister aux funérailles de deux des leurs, victimes d'affrontement entre les Forces de la résistance kurde et les troupes gouvernementales

Dix personnes, dont Adnan, Sami et Mustafa, déjeunent ensemble avant de se rendre au cimetière. Le traditionnel yaourt a été préparé par les femmes de la maison. Mais une heure plus tard, au cimetière, un des convives s'écroule et meurt trois heures après, terrassé. Une heure plus tard, c'est une femme de la région qui s'effondre et meurt. Enfin, dix heures après le repas, la mère de Mustafa, âgée de 60 ans, est prise de convulsions.

Trois morts inexplicables. Mais les symptômes ressentis par l'ensemble des convives sont caractéristiques: douleurs dans les jambes, extrémités des membres engourdis, difficultés respiratoires, faiblesse généralisée. Une dose importante de thalium a été mélangée au yaourt servi pendant le repas et l'agent du régime de Bagdad dans la région, une jeune femme venue donner un coup de main dans la maison de Mustafa, a déjà pris la fuite. Son mari, affirment les deux rescapés, est un ancien *peshmerga* (combattant kurde), emprisonné en 1985 par les autorités irakiennes et libéré peu de temps après en février 1987. Pour Adnan Al-Mufti, cette remise en liberté expéditive est suspecte: « Il y a certainement eu un accord entre la jeune femme et le régime de Saddam Hussein. Normalement son mari aurait dû écoper de 25 ans de prison minimum. »

Adnan, Sami et Mustafa traversent alors à dos de mulet, la région montagneuse et sous contrôle irakien, qui sépare l'Irak de l'Iran, ce dernier étant allié aux Kurdes irakiens. Un voyage nocturne et silencieux qui dure trois jours. Les trois militants sont finalement hospitalisés à Téhéran où les réserves de « *Blue de Prusse* », l'antidote

au thalium, sont épuisées. L'Institut kurde de Paris est contacté, qui fait appel à son tour à Amnesty International. A l'arrivée des trois combattants kurdes à Londres, le médecin britannique qui les examine confirme la présence d'un fort taux de thalium dans leur organisme.

Ce n'est pas la première fois, affirme Amnesty International, que l'*arm. thalium* est utilisée par les autorités de Bagdad contre l'opposition kurde. L'organisation internationale de défense des droits de l'homme accuse le régime de Saddam Hussein d'avoir empoisonné, l'an dernier, une quarantaine d'opposants kurdes et demande au gouvernement irakien d'ouvrir immédiatement une enquête sur ce dernier incident. Une requête qui est restée sans réponse.

Pour Sami Shorah, l'utilisation du thalium est une « nouvelle étape de la politique du gouvernement de Bagdad pour rayer le Kurdistan de la carte. Le but de cette nouvelle manœuvre: faire naître la suspicion et créer un climat de méfiance et de peur parmi la population kurde du nord du pays. Après les attaques brutales dans les villages du Kurdistan, 927 villages ont été détruits dans le Nord depuis la réconciliation des mouvements d'opposition kurdes, et les déplacements forcés de la population, Bagdad essaie autre chose ».

Pascale HUGUES

RECTIFICATIF. Dans l'article publié hier, « Un opposant irakien assassiné à Khartoum », il fallait lire que l'Irak soutenait Khartoum contre la guérilla chrétienne animiste au Sud-Soudan, et non pas contre les Frelimo musulmans comme nous l'avions écrit.

Extension des combats dans le nord-est du front

Les combats continuaient à faire rage dimanche 17 janvier dans le nord du front irako-iranien et se sont étendus au sud du Kurdistan irakien, alors que le calme régnait dans le Golfe après une semaine au cours de laquelle la « guerre des pétroliers » s'est intensifiée.

Un porte-parole militaire à Bagdad a reconnu pour la première fois dimanche le déroulement depuis trois jours de combats dans cette région, tout en affirmant que les forces irakiennes contrôlaient « totalement » la situation.

En revanche, Téhéran a affirmé que la nouvelle opération iranienne, baptisée Beit Ul-Moqaddas-2, l'un des noms qui servent à désigner Jérusalem, a permis notamment à ses troupes de « libérer » quelque 110 km² de la région de Mawut, dans la province de Suleimaniyeh, et de tuer 1 500 soldats irakiens.

Selon Téhéran, l'objectif, pleinement atteint, de cette nouvelle offensive était d'investir les hauteurs stratégiques surplombant la localité de Mawut, afin de les utiliser comme base pour de prochaines opérations d'envergure.

L'Irak a démenti dimanche les affirmations iraniennes selon lesquelles plusieurs dizaines de kilomètres carrés seraient tombés entre les

maines des forces iraniennes dans la région de Dohuk (Kurdistan, extrême nord de l'Irak), permettant l'Irak « au déficit d'apporter la preuve de ses allégations ».

Téhéran avait affirmé peu auparavant que ses troupes, appuyées par les combattants du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK-allié de l'Irak), avaient pris le contrôle le même jour de plusieurs dizaines de kilomètres carrés en territoire irakien, dans la région de Dohuk, notamment le poste de Deirouk, et avaient poursuivi leur progression vers la localité d'Emadiyah.

Entre-temps, une accalmie a régné dimanche dans le Golfe où, selon les communiqués irakiens et les sources maritimes dans la région, au moins neuf pétroliers avaient été attaqués en une semaine.

La dernière de ces attaques, attribuée à l'Irak par les sources maritimes indépendantes dans le Golfe, avait visé samedi le *Rainbow*, dont les membres d'équipage ont été évacués par la corvette *Dupletix* de la marine française, qui croisait dans le détroit d'Ormuz. Il s'agissait du troisième navire touché par les vedettes iraniennes en l'espace de vingt-quatre heures, en représailles à plusieurs raids précédents menés par l'aviation irakienne. — (AFP.)

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI
21.01.88

IRAK : Le front kurde

Ouverture d'un nouveau front dans la guerre Iran/Irak : le Kurdistan. Selon des informations en provenance d'Irak, l'armée iranienne vient de fournir à ses alliés séparatistes kurdes anti-irakiens du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan irakien) de l'artillerie lourde. Jusqu'à présent ses guérilleros en lutte contre Bagdad ne disposaient que d'armements individuels et de pièces d'artillerie légère. Cette nouvelle donne risque de mettre en difficulté le régime du président Saddam Hussein qui avait réussi à stabiliser l'ensemble de la ligne de combat avec l'Irak.

QUOTIDIEN DE PARIS 22.01.88

MYSTÉRIEUX EMPOISONNEMENTS A REPÉTITION

Un homme d'affaire irakien, décédé mercredi dans un hôpital de Londres, a probablement été victime d'un empoisonnement à la mort-aux-rats, selon Scotland Yard. Cette mort mystérieuse survient au moment où Amnesty International accuse les services secrets irakiens d'avoir récemment procédé à l'élimination d'opposants politiques avec des yaourts empoisonnés.

Abdullah Rahi Ali, 44 ans, a été empoisonné, selon la police, il y a quinze jours alors qu'il déjeunait avec trois hommes venus d'Irak dans un restaurant londonien.

M. Ali qui vivait en Grande-Bretagne depuis huit ans, avait de nombreuses dettes et sa société allait être mise en liquidation. Pour ces raisons, la police privilégie la piste d'un crime crapuleux. Les trois

suspects auraient quitté le pays le lendemain du dîner et sont recherchés par Scotland Yard pour être interrogés.

La disparition tragique de M. Ali rappelle pourtant étrangement l'élimination, par les services secrets irakiens, d'une dizaine d'opposants kurdes avec du thalium, un composant de la mort-aux-rats, dissimulé dans le yaourt traditionnel.

Les faits, dénoncés récemment par Amnesty International, remontent au mois de novembre dernier.

Adnan Al-Mufti et Sami Shorah, tous deux membres du comité central du KFP-I (le parti socialiste du Kurdistan-Irak) se trouvent dans la province de Sulaimaniya, région au nord de l'Irak sous contrôle kurde, pour assister aux funérailles de deux des leurs. Avant la cérémonie, les deux hommes déjeunent avec des amis et dégustent le yaourt traditionnel. Dans les heures qui

suivent, trois personnes décèdent dans des circonstances inexplicables. En fait, un agent de Bagdad, une femme venue aider à la préparation du repas, a mélangé au yaourt une importante dose de thalium.

Adnan et Sami, les deux rescapés ont été rapatriés sur Londres, et c'est sur leurs témoignages qu'Amnesty International base ses accusations.

Pour Sami Shorah, cette méthode est « une nouvelle étape de la politique de Bagdad pour rayer le Kurdistan de la carte ». Selon le militant kurde, relayé par Amnesty International, l'objectif des services secrets irakiens serait de faire naître un climat de méfiance et de peur chez les populations kurdes au nord du pays.

G.F.

VOTE POUR LES BOURREAUX

*Les raisons qui avaient motivé en décembre
le renvoi du texte demeurent :
Sargin et Kutlu sont toujours en prison*

De notre envoyée spéciale.

LE Parlement européen a finalement adopté, mercredi soir, sans nouvelle discussion, le rapport Mallet portant sur le protocole d'accord CEE - Turquie, qu'il avait rejeté il y a un mois. Sur cinq cent seize députés, ce rapport a recueilli deux cent quatre-vingt-huit voix pour, soixante-quatre contre, treize abstentions. C'est le changement d'attitude du groupe socialiste qui a fait basculer la position du Parlement. Pourtant, mardi, toutes les interventions avaient souligné que les raisons motivant le renvoi du protocole en décembre n'ont pas disparu. Sargin et Kutlu sont toujours en prison. Ils ont été gardés au secret et torturés, alors que leur seul crime est idéologique : ils sont communistes et veulent avoir le droit de l'être librement dans leur propre pays.

En dépit des explications de Richard Balse, travailliste britannique, pour qui le « oui » socialiste au protocole ne doit

pas être interprété comme une approbation de la situation des droits de l'homme en Turquie, le groupe socialiste porte une lourde responsabilité dans le fait que le Parlement se soit ainsi déjugé, même si le résultat montre que tous les membres du groupe n'ont pas suivi la consigne. La Turquie sera, une nouvelle fois, à l'ordre du jour, jeudi matin, au cours du débat sur les questions d'urgence. Une résolution a été co-signée par quatre groupes (communiste, socialiste, arc-en-ciel et libéral) : elle récapitule les principales atteintes aux droits de l'homme relevées par les parlementaires : cent trente-quatre peines de mort prononcées en Turquie, le maintien en prison de Kutlu et Sargin, l'absence de réponse de la part des autorités turques aux précédentes résolutions adoptées à la demande d'enquêter sur les tortures subies par les deux dirigeants communistes, l'arrestation et la condamnation sans raison du jeune guide français, Michel Caraminot. Le

maintien en détention, depuis huit ans, de l'ancien maire socialiste de Dyarbakir, Medhi Zana, horriblement torturé pour la seule raison qu'il est kurde.

Le texte demande aux ministres des Affaires étrangères de la CEE d'entreprendre des démarches auprès des autorités turques, à propos de toutes ces affaires, afin de hâter leur règlement et le rétablissement des droits de l'homme en Turquie.

Une autre résolution d'urgence, qui sera mise au vote jeudi, concerne les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, au moment où une délégation de la Knesset israélienne, invitée à Strasbourg, multiplie les tentatives de tout faire pour tenter de défendre l'indéfendable politique de répression provoquée par Tel-Aviv. Le président de la Knesset, le travailliste Huillen, qui conduit la délégation, donnait, mercredi, une conférence de presse au cours de laquelle il a esquivé avec soin toutes les questions embarrassantes.

A propos de la conférence internationale de paix au Proche-Orient, dont le nouveau président du Conseil des ministres de la CEE, M. Genscher, présentant ce matin le programme de la présidence allemande, annonçait qu'il ferait tout pour en favoriser et en hâter la convocation, le président Huillen s'est

retranché derrière les divergences à ce sujet dans le gouvernement et le Parlement d'Israël. « J'espère, a-t-il dit, que l'attitude sera plus claire après les élections. » Il a laissé entrevoir la possibilité de législatives anticipées en Israël.

A propos du non-respect de la convention de Genève, sur le sort des populations civiles dans les territoires occupés, il a reconnu l'existence d'une « occupation militaire » qu'il a qualifiée de « provisoire », mais il a également rejeté la convention de Genève, en affir-

mant : « Nous avons nos propres lois, et elles nous suffisent. »

A la question de savoir s'il comptait sur la seule répression pour assurer un retour au calme qu'il n'a cessé d'annoncer comme imminent, j'ai obtenu une réponse confuse où il était question d'assurer la liberté du travail pour les Palestiniens, qui, selon lui, « se mettent en grève sous la menace », et réaffirmant la volonté d'Israël de négocier le sort des territoires occupés avec les seuls gouvernements arabes voisins, notamment l'Egypte et la Jordanie, il a osé

cette phrase : « En ce qui concerne le contact quotidien avec la population des territoires, nous n'avons aucun problème. »

La délégation de la Knesset a été reçue à sa demande par le groupe communiste, qui lui a réaffirmé ses positions de principe : « Condamnation des violences exercées à l'encontre des populations arabes, dans les territoires occupés, notamment femmes et enfants, condamnation des arrestations arbitraires, des internements administratifs et expul-

sions, condamnation du blocus des camps palestiniens. » Le groupe communiste et apparenté a rappelé sa position favorable à la réunion d'une conférence internationale avec la participation de toutes les parties concernées, notamment l'OLP, représentant du peuple palestinien. Il a rappelé qu'il est favorable à l'existence de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, en même temps qu'à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris son droit à un Etat.

Françoise Germain-Robin

BAGDAD, 23 Jan (AFP) - Un hélicoptère de l'armée irakienne ayant à son bord le commandant du 5ème corps d'armée irakien, le général Abdel Aziz Ibrahim al-Hadithi, s'est écrasé vendredi après-midi dans le Kurdistan irakien (nord de l'Irak), a indiqué samedi un communiqué de l'état-major irakien.

Le communiqué, diffusé par Radio-Bagdad, indique que l'hélicoptère s'est écrasé à cause du "mauvais temps", mais ne précise pas le sort du général irakien, qui était accompagné de plusieurs officiers irakiens et effectuait une mission dans ce secteur.

L'hélicoptère s'est écrasé dans le gouvernorat de Ta'amin, situé à près de 250 km au nord de Bagdad, dans le Kurdistan irakien, ajoute le communiqué.

L'état-major appelle, en outre, la population kurde à participer aux recherches menées par l'armée irakienne pour retrouver d'éventuels survivants.

ATHÈNES, 28 Jan (AFP) - Douze réfugiés politiques kurdes et turcs ont occupé jeudi pendant une heure les locaux du bureau de l'agence américaine Associated Press, situés au centre d'Athènes, pour protester contre l'incarcération d'un Kurde, Babil Erdogan, dans une prison d'Istanbul (Turquie), a indiqué à l'AFP une correspondante d'AP à Athènes.

Les occupants, qui n'ont pas séquestré le personnel, ont quitté les lieux sans incident, a-t-elle précisé.

Les manifestants, proches du Parti du Travail kurde (PKK), qui ont déjà occupé à plusieurs reprises le bureau de l'agence américaine, ont demandé la libération immédiate de Babil Erdogan.

Le grand bazar occidental

L'étranger retient surtout la lenteur orientale. En fait, les Turcs se dirigent à marche forcée vers la modernité. Ce qui, parfois, les dérouté.

D'un de nos envoyés spéciaux

Le père Noël a retiré sa houppe-lande. Il sort du magasin, longe la vitrine, où scintille un sapin. Avenue de l'Istiqlal à Istanbul, les branches des arbres sont lourdes de guirlandes de lumière. L'homme hâte le pas. C'est l'heure de la prière. Le père Noël doit se rendre à la mosquée. Minuit à Ankara. Les taxis déposent, devant la boîte ultrachic qui vient d'ouvrir, l'Airport Satellite Disco, la jeunesse dorée de la capitale. En une soirée, un couple va y dépenser le tiers du salaire mensuel d'un instituteur. Du rock, un écran géant où défilent des clips. « Les derviches tourneurs d'aujourd'hui ! » suggère un consommateur en regardant virevolter, déhanchés, les danseurs.

manifestation des femmes battues. « Trois mille personnes », selon son estimation. Elle admet que la législation sur le divorce est particulièrement favorable à l'épouse. Mais rappelle que cette dernière ne peut exercer de métier sans l'autorisation du mari. « Et on ne compte que six femmes dans le nouveau Parlement ! »

Déroutants Turcs ! Et, davantage encore, déroutés. Car ils ne savent plus très bien où ils en sont, à force d'être empêtrés dans des contradictions. Ultranationalistes, patriotes viscéraux, leur télévision les abreuve de films importés et les nourrit d'un idéal venu d'ailleurs. L'Etat laïque a, d'après la Constitution, une religion d'Etat, l'islam. Il impose aux citoyens d'indiquer leur religion sur leur carte d'identité.

Et, par-dessus le marché, ils sont coupés de leur passé ! « Je peux, dit un diplomate, vous citer Montaigne et Dostoïevski, mais je suis dans l'ignorance totale de nos auteurs anciens. » Car, en changeant l'alphabet et la langue, Atatürk en a rendu la lecture impraticable. Les archives d'il y a soixante ans ? Un « idiome étranger », réservé à une pincée d'érudits.

« Dans ma jeunesse, raconte un universitaire, j'ai voulu me rabattre sur la philosophie occidentale, traduire en turc Sartre, "L'Être et le Néant"... » Mais la langue ouralo-altaïque ne possède aucun mot pour dire « être » ni « avoir ». Et elle n'en a pas, non plus, pour « néant » !

Comment éviter de se replier sur soi, sur la « planète turque » ? De longue date, on a appris aux écoliers que le premier homme était turc et à réciter : « Nos ancêtres les Hittites... » Un professeur d'histoire constate : « Nous vivons dans un passé complètement imaginaire. » Le présent, parfois, ne l'est pas moins. Lorsque, au dernier concours Eurovision de la chanson, la candidate d'Ankara

« La religion mise à part, qu'est-ce que nous avons de si différent de vous ? » demandent les Turcs, du moins ceux des élites, frange étroite. Naïvement ? En tout cas, douloureusement. Depuis le temps qu'ils font des efforts... En 1900, déjà, des dames de la haute société ottomane se laissaient photographier, arborant chapeau à voilette, ombrelle et robe à faux cul. Leurs enfants ont appris les français dans des écoles qui contiennent d'exister et qui s'appellent Saint-Joseph, Saint-Benoît ou Notre-Dame de Sion. Les religieux (catholiques) s'y sont constamment abstenus de prosélytisme. Malgré tout, des « anciens » retiennent de leur passage une idée qu'ils jugent essentielle : « Rendre à César ce qui est à César, et



Affiche féministe : pas de travail sans l'autorisation du mari.

obtient un zéro, ce ne peut être que le résultat d'une conspiration de la CEE contre la nation.

« Nous ne supportons que l'apologie », « Notre dernier humoriste est mort en 1350 ; c'était Nasreddin Hodja », déplorent les meilleurs esprits. Pourtant, le périodique le plus vendu est « Girgir », hebdomadaire satirique (300 000 exemplaires). Et la presse cherche à sortir de son splendide isolement : « Nous avons installé une quarantaine de correspondants permanents dans le monde », se félicite l'un des responsables de « Hürriyet », le premier quotidien national (tirage : 730 000).

Pour achever de mettre les Turcs au supplice, commencent à surgir de nouvelles interrogations. Y aurait-il une bonne occidentalisation, et une autre, mauvaise ? Ou bien l'occidentalisation doit-elle être acceptée en bloc ? Sinon, où passe la frontière ?

Pas question, certes, de dénoncer le progrès technique, dût-il polluer le golfe d'Izmir. Il fait partie de ce qu'on aime. Les écologistes, ici, se comptent sur les doigts d'une main...

Pas question, non plus, de remettre en cause la multiplication des galeries

à Allah ce qui est à Allah. » Le fondement de la laïcité chérie, quoi.

D'Allah, ce haut fonctionnaire d'une soixantaine d'années n'a, lui, jamais entendu parler. Car la laïcité, il l'a apprise dans les écoles d'Atatürk. « Le "Dieu est mort" de Nietzsche est pour moi, forcément, une phase qui ne veut rien dire. Dieu ? Une dimension, un sens de l'universel qui manque aux hommes de ma génération ? Probablement... »

Maintenant, un médecin. Il est franc-maçon. Une vieille histoire, les loges, dans le pays. N'ont-elles pas accueilli, au XIX^e siècle, un sultan — éphémère, il est vrai — Murad V ? Elles ont perdu de leur influence, mais possèdent encore 6 000 membres. Les deux tiers, souligne le médecin, préfèrent le rite écossais au Grand Orient. Parce que le rite écossais vénère mieux le Grand Architecte de l'Univers.

Un professeur de droit, ensuite. Sur son bureau traîne la revue éditée par les nakshibendi, des soufis souvent accusés d'« intégrisme ». Elle contient des références à Rilke, à Descartes, à Maritain. « Les forcenés de la laïcité sont aussi obscurantistes que ceux de l'islamisme », pense le professeur.

Juriste, aussi, une animatrice du mouvement féministe qui a organisé, en 1987, dans les rues d'Istanbul, une

d'art, la diffusion, une fois par mois, sur la deuxième chaîne de télévision, d'opéras tels que « Madame Butterfly » et « L'Enlèvement au sérail ». Ou encore, l'oratorio d'un compositeur indigène, Yunus Emre. On demeure très fier de posséder écoles de beaux-arts et conservatoires de musique. Et d'avoir des peintres de toutes expressions (des abstraits aux hyperréalistes). Dont Bedri Baykam, connu jusqu'aux Etats-Unis.

Mais l'apport de l'Occident, c'est aussi les boîtes de travelos dans les ruelles de Pera à Istanbul, le cinéma porno, la progression de l'alcoolisme, quand ce n'est pas — phénomène nouveau — les drogues à la new-yorkaise chez les jeunes branchés. Alors, là...

Comme de la démocratie, les Turcs ont à faire le rude apprentissage de la liberté. Et des libertés. Ils sont sincèrement persuadés de vivre dans un Etat de droit. « Notre code civil, plaident-ils, est celui de la Suisse ! Notre code pénal, celui de l'Italie ! » Sans prendre suffisamment garde qu'il s'agit de l'Italie du Duce. Autres arguments, plus solides : lorsque des cas de torture sont signalés, il y a enquête ; des policiers coupables sont couramment frappés de sanctions atteignant quinze ans de prison ; la peine de mort n'a plus été appliquée depuis 1983. « En fait, concède un ancien ambassadeur, nous sommes un pays de droit, mais aussi d'abus de droit. » Exemple : l'article 140, qui réprime toute tentative d'« affaiblir le sentiment national », est susceptible de s'appliquer à quiconque émet une critique. Il suffit de l'interpréter.

« Ah ! nous ne savons pas faire notre publicité à l'étranger ! Nous n'avons aucun talent pour la propagande », répètent à l'envi les Turcs. Parce qu'ils se sentent mal-aimés, « malvus ».

Malvus ou mal regardés ? L'Occi-

Adieu Atatürk ?

dent, aussi, se fait une image fautive de ce peuple lent, mélancolique, chez qui cohabitent le laisser-aller oriental et un rigorisme de type prussien. Dangereux, le pays ? Le taux de criminalité y est faible ; le hold-up, le vol à la tire ou à la roulotte, quasi inconnus. Istanbul, Ankara sont plus sûres que Paris. Mieux : hospitalier et digne, le Turc sait servir sans jamais être servile.

Y aurait-il donc, entre lui et nous, un quiproquo ? « Je ne cherche pas, dit une jeune femme, à devenir une Européenne, seulement votre contemporaine » Autrement dit : une habitante du Moyen-Occident.

MICHEL LEGRIS ■

De plus en plus de Kurdes

Soixante minutes, seulement, de décalage horaire avec Paris ! A 1 700 kilomètres à l'est d'Istanbul, au Kurdistan, la nuit tombe tôt. A la sortie de Midyat, des soldats ordonnent aux voitures, camions, cars, tracteurs de stopper. Un convoi se forme. Avec une automitrailleuse en tête. Dans l'obscurité, c'est plus sûr. Pourtant, la loi martiale a été levée, le 19 juillet 1987.

Le nombre des « terroristes » ? 1 500, disent les autorités. Fait nouveau, quand même : le mot « kurde » a cessé d'être tabou dans les journaux. Depuis un an, ils prennent la liberté d'évoquer une « minorité » qui compte environ 8 millions d'individus.

« Un problème économique », affirme le gouvernement d'Ankara. Qui a entrepris la construction d'une série de barrages sur l'Euphrate. Immense projet. Objectifs : de l'électricité, pour industrialiser ; de l'eau, pour faire du Sud-Est un jardin, ce qui doublerait la production agricole nationale.

« Un problème culturel, réplique un professeur de lycée. Lorsque j'ai voulu appeler ma fille Vian, cela m'a été refusé. Prénom kurde ! Il faut demander une autorisation spéciale au tribunal ! » Les instituteurs font la classe en turc, punissent les élèves usant de la langue maternelle, d'origine indo-européenne. De même, les publications, les affiches, les enregistrements de chansons en kurde sont illégaux. La Turquie, au fond, applique à la lettre le principe de la Convention française : « Une seule nation, une seule langue ! » (Que la III^e République a si fidèlement observé !) « Heureux celui qui peut se dire turc », lit-on sur le fronton des écoles d'Anatolie.

Un problème complexe, en tout cas. Et bien éloigné de la représentation manichéenne qu'en ont, angéliquement, les intellectuels européens. Le banditisme, la vendetta font partie des traditions locales. A la prison de Diyarbakir, il faut attribuer des jours de visite différents aux familles de clans ennemis.

Le pouvoir central a cherché à en tirer profit. Et a armé les notables villageois pour lutter contre des « terroristes » qui, à leur tour, n'hésitent pas à massacrer le « collabo », sa femme et ses enfants. « Ces milices sont une erreur », disent les partis d'opposition.

« Tous les Turcs sont égaux », jure-t-on dans la capitale. En soulignant que les Kurdes de Turquie et ceux d'Irak et d'Iran (20 millions) ne forment pas un tissu géographique, linguistique et religieux homogène. En signalant que de nombreux généraux kurdes se sont illustrés dans l'armée. En invitant à visiter la moderne université du Tigre, à Diyarbakir.

Pas de racisme envers les Kurdes, donc. Quand même, un sociologue se préoccupe : « La natalité, chez eux, est plus forte que chez nous... »

M.L. ■

A Istanbul, le Bilsak est le haut lieu de l'intelligentsia. Un centre culturel.

Au bar, peintres, écrivains, gens de théâtre, nymphettes ou odalisques en minijupe discutent à tue-tête et gobe-whisky. Banal. Mais, ce soir-là — au début de décembre — à l'étage supérieur, un conférencier d'une quarantaine d'années, portant la barbe, décrit d'une voix très douce les méfaits du progrès. L'homme seul face à la machine et à la mort. La moderne « difficulté d'être », comme on pourrait en discuter à Paris ou à Londres. Avec une différence. Pour écouter, de jeunes intellectuelles ont emprisonné leur chevelure sous ce voile opaque qu'en Turquie on nomme « turban ».

Une tenue subversive. Car le retour prôné à la métaphysique, c'est le retour à la religion pure et dure — l'islamisme.

Très tolérants, au fond, les habitués du Bilsak. Mais voilà : ils font partie de la foule de gens qui estiment que l'intégrisme est tout juste bon pour l'Iran. Parce que le parti qui l'incarne n'a péniblement obtenu que 7 % des suffrages en novembre. Et surtout en raison d'une conviction inébranlable : l'œuvre de Mustafa Kemal est « irréversible ».

Un cas sans précédent dans l'histoire du XX^e siècle.

ce général, ce « pacha » qui s'attribua le patronyme d'Atatürk — « Père des Turcs » ou plutôt « Turc à la façon de nos pères ». Quand, après la défaite de 1918, les Etats victorieux s'apprentent à dépecer le pays, il s'insurge. Au nom de la « nation ». Une idée incompatible avec la doctrine de l'islam ? Alors, il fera plier l'islam. Un mot d'ordre : modernité. Et un dogme : la-ici-té ! Cette année, sera célébré en grande pompe le cinquantième anniversaire de... sa mort ? Non. Le bon

vigueur ! Impensable, de rappeler le serment de l'un de ses ministres : « Je le jure, aussi vrai que Dieu n'existe pas ! » Sacrilège, d'établir le moindre parallèle entre lui et d'autres « sauveurs » des années 30 ! Ou de suggérer qu'il fut un précurseur en matière de « révolution culturelle » ! C'en fut pourtant bien une, et des plus radicales, qu'il aura entreprise. Il abolit les congrégations religieuses. Il proscribit du vocabulaire les expressions d'origine arabe, substitue l'alphabet latin à celui du Coran. Il prohibe — sous peine de mort — le port du fez. Et d'un oukase à la Pierre le Grand bâtit une capitale dans le désert.

« Nous aurions peut-être dû passer par un stade de désatürkisation », admet une sociologue. Qui ajoute : « Mais, maintenant, c'est trop tard. »

Parce que le mythe d'Atatürk lui paraît le meilleur rempart contre l'intégrisme. Quand, l'an dernier, les Ira-

usage veut qu'on dise « de son entrée dans l'immortalité ».

Cependant, les Turcs les plus modernes éprouvent une vague gêne. Il n'y a guère que chez eux que l'on parle de la laïcité avec une ferveur fleurant un peu l'époque du petit père Combes. De surcroît, le culte de la personnalité s'est partout démodé. Or pas une échoppe où ne trône la photographie du « Père ». Pas de village sans son buste. Le mausolée de Lénine, sur la place Rouge, paraît frappé de nanisme auprès du sien, au haut d'une colline d'Ankara, temple mi-stalinien, mi-mussolinien. On y emmène, en pèlerinage, les enfants des écoles, qui, comme les petits Français



Effigie du « Père des Turcs », à Istanbul

d'avant-guerre, portent encore le tablier noir

Mustafa Kemal n'a pas reculé devant des méthodes despotiques. « J'ai le droit de le critiquer, mais à condition de dire que je l'adore ! » chuchotent les Turcs éclairés. Le héros appartient tellement à l'histoire officielle que son approche demeure interdite aux historiens. Profanation, de suggérer que cet admirateur de Rousseau n'a pas été le pieux mahométan que prétend l'imagerie en

niens, qui effectuent une visite officielle, refusent avec ostentation de se rendre au mausolée sacré, ils déchainent une indignation quasi unanime. Et salutaire. Elle contribue à remettre en mémoire l'article 163 du code réprimant toute tentative de créer un Etat reposant sur des principes religieux.

Certains relèvent avec inquiétude qu'une récente circulaire de l'Éducation nationale — un ministère sournoisement investi par les intégristes — a mis à l'index Camus, Voltaire et Molière : « Ce qu'ils ne pardonnent pas à Molière, ce n'est pas le Mame-mouchi du « Bourgeois gentilhomme », c'est le « Tartuffe ». » Sur les murs de Sainte-Sophie, des graffiti proclament qu'elle redeviendra, un jour, une mosquée. D'autres réclament la fin de la mixité dans les écoles, etc... dans les autobus. « Auparavant, racontait une jeune femme, ceux qui ne buvaient pas d'alcool se justifiaient. Maintenant,

SUITE

lorsque je prends un verre, c'est moi qui dois le faire. » Autre trait : un journal « fondamentaliste » publié, quartier par quartier, les initiales des Istanbulites atteints du sida.

A quoi tient cette évolution ? A l'arrivée massive dans les villes de gens de ces campagnes où l'on voit encore les chariots à roues pleines en bois -- le Moyen Age ? A l'influence d'éléments khomeinistes infiltrés au sein du million de réfugiés iraniens ? Pourtant, la multiplication des mosquées -- 17 000 sous le sultanat, 40 000 aujourd'hui -- ne date pas d'hier. Ni celle des écoles « Imam hatip » qui forment des prédicateurs religieux. Quelquefois, le retour à l'islam est un snobisme. « Je

suis allée accomplir mes immolations », se plaît à dire telle aimable et riche Istanbulite. L'un de ses amis traduit : « Entendez qu'elle a fait égorger un mouton. » Et commente : « Myriam-Chantal... »

Ceux qui, malgré tout, se rassurent égrenent, eux aussi, un chapelet de raisons. Les alevis (la variété locale de chi'ites) sont minoritaires (6 millions). Pour résister aux sunnites, ils se sont toujours montrés fort attachés à la laïcité. Deuxième garantie invoquée : les militaires. Même si l'armée autorise désormais les mosquées dans les casernes... Troisième argument : les masses aspirent à la société de consommation. Celle que lui promet,

précisément, Turgut Özal. On prête au Premier ministre de l'indulgence envers l'islamisme ? Soit. Mais son épouse boit du whisky en fumant un cigare en public.

Enfin, on compte sur l'intégration européenne, un jour ou l'autre, pour juguler le fondamentalisme. « Sinon, avertissent ses partisans, craignez que la Turquie ne se tourne vers cette communauté économique musulmane à laquelle les islamistes l'invitent. » Sous-entendu : alors, oui, adieu Atatürk ! M.L. et A.L. ■

 **amnesty international news release**

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DQ
United Kingdom

AI Index: MDL 14/01/88
Dist: SU/PO

14.01.88

يحظر نشره على نطاق دولي قبل الساعة 12 بتوقيت غرينيتش من منتصف ليل الأربعاء في 12 كانون الثاني/يناير 1988

منظمة العفو الدولية تطلب من الحكومة العراقية التحقيق في تقارير استخدام القالوم لتسميم معارضها السياسيين

أصدرت منظمة العفو الدولية اليوم (الأربعاء) في 12 كانون الثاني/يناير 1988، بياناً طلبت فيه من الحكومة العراقية إجراء تحقيق في تقارير وردت حول استخدام مواد الأمن العراقية لسامة القالوم السات للتحقق من المعارض السياسيين للحكومة.

والجدير بالذكر ان القالوم هو عنصر فلزي يُستخدم عادة كسم للفئران

وحتى في بيان منظمة حقوق الانسان العالمية الانتشار انها تلقت تقارير حول تسميم ما لا يقل عن 40 كرديا من المعارضين للحكومة العراقية، في حوادث منفصلة وبعث خلال العام المنصرم وتوفي فيها ثلاث من النحايها خلال ساعات من تسميمهم. وقد كُتل ثلاثة آخرون من السياسيين الى احلقترا قبل عيد الميلاد بقلوب لحاجتهم الى العلاج الطارىء، ولا يزال واحد منهم في المستشفى، بينما يتنازل الآخرون للشفا.

وأضافت المنظمة ان الطبيب الذي عالج الأكراد في لندن أفاد ان إصاباتهم كانت خطيرة، خاصة بسبب حاد بسبب القالوم في 24 تشرين الثاني/نوفمبر 1987.

وقالت المنظمة انها كانت قد اسلمت تقارير أعادت ان عشرة أكراد سرادج أعمارهم من الرابعة عشرة والستين جرى تسميمهم بسبب القالوم في ذلك التاريخ في بلدة بركة سحافة السليمانية شمالي العراق وعمل ان السم وضع من قبل عميله لغايات ذلك الغرض في نزاع ليس قديم لهم في منزل أحد أعضاء الاتحاد الوطني الكردستاني.

كان من النحايها أعضاء في الاتحاد الوطني الكردستاني، وفي الحرب الاشتراكي الكردستاني - العراق، وكلا الحربين مشتكين في صراع مسلح مع قوات الحكومة.

وقد توفي ثلاث من النحايها خلال عشر ساعات من تناول اللين السمت، بينما عانى السبعة الآخرون من أعراض متنوعة مرصطة بالسمت بسبب القالوم، كالتقيؤ، والحمى، والاضطرابات العصبية، وساقط شعر الرأس.

ويُعمل النحاسون الى أحد مستحضرات طهران، لكن أكثرهم خطورة تُغلقوا في وقت لاحق الى لندن. وذلك لعدم تزور سرباق أزرق سروسيا (بيروسيانيد الحديد بك) المضاد لسم القالوم في طهران ورغم ان هذا الترياق قد أُرسِل الآن الى طهران، تُتخذ الآن ترتيبات لتعمل سانس آخريش الى لندن لتلقي المرشد من العلاج.

وقالت منظمة العفو الدولية انها اسلمت تقارير أعادت ان أحد الذين نجوا من الموت وهو عضو في الاتحاد الوطني الكردستاني يدعى مصطفى ماهر محمود، كان قد تعرض لحاوله تسميم سابقة استهدفت أعضاء الحزبين المذكورين اعلاه في 1 تشرين الثاني/نوفمبر 1987 وورد ان أربعة أشخاص أصيبوا بالتسمم آنذاك.

ولدى المنظمة أساء سبعة أكراد آخرين يخضعون حالياً للعلاج في طهران، وذلك لتسميمهم بالقالوم، حسب النشخصي الطبي. وكان هؤلاء من بين 20 كرديا قبل انه جرى تسميمهم خلال شهري تشرين الأول/أكتوبر وتشرين الثاني/نوفمبر 1987.

وقد توجهت المنظمة الى الحكومة العراقية للمرة الأولى في أيلول/سبتمبر 1980، مشادة إياها التحقيق في أفعالها تسميم معارضي الحكومة السياسيين بسبب القالوم، وذلك على أثر استلام أدلة مقننة حول وقوع سجناء سياسيين سابقين نحايها حوادث التسميم هذه. وقد قام الأطباء في انجلترا بفحص الشهن منهم بعد ان غادروا العراق وقد توفي أحدهما، سما شفي الثاني. وقالت المنظمة انها لم تتفقد أي رد من الحكومة العراقية على مشاداتها.

وعلى مر السنين، طلت التقارير تتوارد عن تسميم معارضي الحكومة لكن الحالات المذكورة أعلاه كانت الحالات الأولى منذ عام 1980 التي نتجت المنظمة من دعوى بالورثاش المعنشة والافادات الطبية.

وأفادت المنظمة ان القتل السياسي للذين يُشتبه بمعارضتهم للحكومة، وبينهم أطفال وأحداث، كان من السائل التي أثار قلقها بشكل متواصل في العراق. فخلال السنوات الثلاث الماضية وحدها، طلبت المنظمة من الحكومة التحقيق في تقارير حول قيام قوات الأمن العراقية بعمل المعارضين السياسيين المشتبه بهم وقتل أقدابهم، عن طريق التسميم، والرمي بالرصاص، وبصع رؤوسهم، وسحب الدم منهم حتى الموت، والآن بتسميمهم.

ويبدو ان عددا من الذين قُتلوا سرا قد خضعوا للتعبيد إذ ورد ان حقت الصحابي التي شُئت الى الأثارب انقلعت عيون أصحابها وانثرت أظفارهم، حسب معلومات المنظمة.

والثلاثة الذين يخضعون حالياً للعلاج في لندن هم عدنان المعني، وهو عضو في اللجنة التمهيدية للحزب الاشتراكي الكردستاني - العراق، سلح السامع والثلاثين من العمر، وسامي شورش، وهو شاعر وعضو في اتحاد الأدباء، الأكراد وفي الاتحاد الوطني الكردستاني يبلغ التامة والثلاثين من العمر، ومصطفى ماهر محمود، وهو عضو في الاتحاد الوطني الكردستاني يبلغ الأربعين من العمر.

يحظر نشره على نطاق دولي قبل الساعة 12 بتوقيت غرينيتش من منتصف ليل الأربعاء في 12 كانون الثاني/يناير 1988

Turkey's Kurds, and the Gulf war

Kurdish separatist forces have embarked on a new strategy in south-east Turkey, designed to replace a blatantly terrorist policy of attacks on women and children with assaults on economic targets. The new strategy follows the failure of the principal Kurdish group, the Partiya Karkaren Kurdistan (Kurdish Workers Party), to secure widespread popular support for its Marxist philosophy.

The potential for disrupting life in an area crucial to the country's ambitious plans for rapid economic development is considerable. It is the site of the massive GAP irrigation project, which aims to double Turkey's agricultural production; it straddles the main international transit routes to Iraq, and it is the region in which much of the country's prospecting for scarce hydrocarbons is taking place. It is also an area with substantial Kurdish communities and is thus susceptible to inroads by Kurdish nationalist guerrillas, whose activities span a much broader area than Ankara likes to admit.

The new PKK strategy aims to concentrate attacks on bridges, roads, rail links and industrial plants, one Turkish expert on the Kurds told MEM. Some signs of the new approach are already evident. Trucks carrying petrol from Iraq to Turkey have been burned. One main road used for transporting supplies to the Atatürk Dam was said by a government official to be unsafe because of Kurdish activity.

Turkish officials say activity is mainly confined to a fairly thin strip north of the Syrian and Iraqi borders. Yet Kurdish guerrilla actions have taken place deep within the country and Kurdish nationalist activity covers perhaps one-fifth of the entire Turkish state.

At present, the direct security threat is still limited. The Kurds are bitterly fragmented and several tribes support orthodox Turkish political parties. The Jeri, in the highly strategic Hakkari region near the border point with Iran and Iraq, loyally backed Prime Minister, Turgut Ozal's Motherland Party in the recent general elections.

History of PKK. The PKK's ferocity and hardline Marxism has alienated it from the more mainstream Kurdish nationalist movements in Iraq and Iran and has caused disputes with the remains of Turkey's other revolutionary leftist groups. Founded in late 1975, the PKK largely owes its continued

where Barzani's camps are. A lot of local officials believe Iraqi cadres are much more involved than Syria in PKK terrorism," the expert said.

Gulf war intervention. The Turks are showing more imagination than might have been expected in their response to the unrest. Counter-insurgency operations are headed by teams of Kurdish speaking commandos, dressed in the same fatigues as the guerrillas. Turkish border authorities are understood to have made contact with Mr Barzani in their efforts to find a way out of the impasse.

A major priority of Ankara's foreign policy is to maintain strong relations with Baghdad, but the prospect of significant Iraqi support for Kurdish secessionists is sufficient to prompt even Ankara to investigate all possible avenues

existence to the failure of the Turkish authorities to acknowledge that Kurdish cultural nationalism needs to be assuaged if Kurdish political nationalism is to be controlled.

After the 1980 coup the military cracked down heavily on all separatist and revolutionary groups, and by 1983 the authorities believed they had wiped out the PKK. Yet, today PKK gunmen are more active than ever, bombing and killing troops, kidnapping villagers and expanding their influence deep inside the country.

The PKK is estimated to have around 2,000 to 2,500 armed militants — about the same size as the Provisional IRA in Northern Ireland. One aim of the new strategy is to double the number of militants by mid-1988. It is organised in seven person cells, while close family and tribal links have helped it to thwart government infiltration efforts.

"In the field, they could be more active than the IRA," the expert said. "The problem is, they do not have a strong strategy." In recent years the PKK has gained itself an appalling reputation, even amongst Kurds, for the savagery of its attacks. Women and children were common targets. So were schoolteachers,



usually draftees from western Turkey sent to implant the Turkish language and Turkish culture amongst the republic's 2m people who would normally identify themselves as Kurds. According to one US researcher, Michael Gunter of the University of Tennessee, Kurdish gunmen killed 243 people between 1979 and 1987. Some officials believe the true death toll is about twice as high.

Publicly, the PKK is identified with widespread kidnapping as well, but often it appears the victims are either villagers seized for a few hours for indoctrination, or members of the gunmen's families who have been recruited to join the guerrillas at the bases in Iraq and Lebanon's Beqaa valley.

Syria's attitude. Foreign involvement in the Kurdish problem remains a major concern. Last July, Mr Ozal signed an intelligence and security agreement in Damascus in which Syria agreed to stop supporting cross-border PKK operations. Although Syria refused a Turkish demand for the extradition of PKK leader Abdullah Ocalan, it did transfer PKK camps from close to the Syrian-Turkish border to the Beqaa valley, where they are technically beyond Syrian control.

Mr Ocalan has links with Syrian intelligence, but these are not necessarily sufficient to save him from either the consequences of a fundamental reappraisal by Damascus of its relations with Turkey, or from the disparagement of his wife, Kesire. Mrs Ocalan, despite a brief period of detention last autumn at the hands of a critical husband, is credited with securing the end to the counter-productive policy of killing ethnic Turkish peasants, including women and children. The PKK's new strategy is designed to culminate in an appeal for United Nations intervention.

Iraq's attitude. Current Syrian policy is to allow Kurds inside Syria to cross into Iraq, but to keep the direct border with Turkey firmly closed. Indeed it appears that it is Iraq, which is now the PKK's main regional backer. The extreme Marxism of the PKK is antithetical to the mainstream nationalists who follow Iraqi Kurdish leader Masoud Barzani, and Baghdad is now reported supplying the PKK with guns and ammunition in exchange for information. The feeling is the PKK is telling Iraqi troops

for a return to stability in the south-east.

The Turks are suspicious of almost all foreign activity in the area, although they certainly hope that the various western drilling companies operating in the region will find fresh oil and gas reserves. There is particular concern that trouble in Kurdistan might force Turkey to acquiesce in US plans to allow the giant Nato base at Incirlik to be used as a regional base for the US Central Command, the former Rapid Deployment Force. Indeed the Air Force Magazine in November noted that the establishment by Iran of a puppet Kurdish state, or Iranian bombing of the Iraqi oil pipeline from Kirkuk to the Turkish Mediterranean port of Dortyol, were the only reasons which might prompt Turkey to take a sympathetic attitude to any US utilisation of Nato bases in Turkey for operations against

Iran.

Area of operations. The PKK's operations are widespread. Their militants are active in the border towns of Sirt and Hakkari. Most attacks take place in the mountainous terrain bordering Iran and Iraq. But there have been attacks near Bitlis, about 100 miles from the Iraqi border, and there is low-level activity in towns such as Van and Tunceli, the latter in the very heart of Turkey and on the western fringe of the Kurdish populated region. But Turkish forces have been able to cut PKK supply lines between the Iraqi border and Mardin, easing the threat to the main water project.



PAGES PROGRAMMES PRESENTES PAR HENRI GENESTE ET DANIELE TEST

TELE POCHE
25.01.88

7.05 Youpi, l'école est finie

Robotech: «Evasion célèbre». 7.30 Le monde enchantée de Lalabel: «A la recherche d'un oiseau» (R). 7.55 Embrasse-moi Lucile: «La rentrée des classes» (R). 8.20 Le magicien d'Oz: «Le roi des Nomes tend un piège» (R).

12.30 Reporters

LES COMBATTANTS DE NULLE PART. Pris en étau entre l'Irak et l'Iran en guerre depuis 9 ans, le Kurdistan est une région du monde ignorée. Six millions de Kurdes iraniens y ont organisé une résistance intérieure au régime de Khomeiny. En exclusivité pour «Reporters», Jacques Anais a passé deux mois avec ces combattants ignorés.

LONDRES - L'un d'entre eux était toujours hospitalisé dans la capitale britannique en milieu de semaine, tandis que les deux autres étaient en convalescence.

Amnesty indique que le médecin londonien ayant traité les trois patients avait diagnostiqué "un empoisonnement très grave" résultant de "l'absorption de thallium". Les trois Kurdes soignés à Londres ont été identifiés par Amnesty comme étant MM. Adnan Al-Mufti, 37 ans, Sami Shorash, 38 ans et Mustafa Kader-Mahmoud, 40 ans. Ce dernier avait échappé à une première tentative d'empoisonnement le 10 novembre dernier.

Amnesty déclare disposer de sept autres noms de Kurdes appartenant à un groupe de 30 ayant été l'objet de tentatives d'assassinat similaires en octobre et novembre. Elle rappelle avoir effectué une première démarche auprès du gouvernement de Bagdad, en septembre 1980, après avoir eu connaissance de cas identiques d'empoisonnement au thallium. Les demandes d'explication étaient restées sans réponse, mais aucun cas n'avait été signalé depuis.

L'organisation souligne avoir protesté à de nombreuses reprises ces dernières années contre le meurtre d'opposants politiques en Irak, y compris des enfants et des adolescents. Ces derniers ont été pendus, exécutés sommairement, décapités, ou saignés à mort, selon Amnesty. Nombre des victimes avaient été préalablement torturées, et les familles ayant récupéré leurs cadavres ont affirmé que certains avaient les yeux et les ongles arrachés.

PARIS, 4 Jan (AFP) - Le Front national de Libération du Kurdistan (ERNK) a démenti lundi son implication dans l'assassinat du diplomate ouest-allemand Siegfried Wielseutz à Paris en l'attribuant aux services secrets turcs et à "leurs complices européens".

Dans un communiqué à l'AFP, la représentation de l'ERNK en France, qui stigmatise "ce lâche assassinat" auquel le nom du Front "a été mêlé d'une façon calomnieuse" affirme que l'assassinat de Siegfried Wielseutz "ne peut être qu'une provocation montée de toutes pièces par les services secrets turcs et par les milieux européens qui jouent le rôle de complices de ces services".

"Ce nouveau complot, qui constitue un maillon dans la chaîne de la guerre spéciale menée par l'Etat fasciste turc contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, principal mouvement de l'ERNK), a pour but de discréditer notre combat devant l'opinion publique mondiale", précise le communiqué.

Le communiqué qui ajoute "qu'on a même tenté d'attribuer l'accident d'un appareil ouest-allemand, qui s'est écrasé le 3 Janvier près d'Izmir, à l'ERNK", cite "l'assassinat lâche" du Premier ministre suédois Olof Palme comme "l'exemple le plus flagrant des nombreux crimes auxquels on a tenté de lier le nom du Front".

BONN, 4 Jan (AFP) - Bonn ne dispose d'aucune information mettant en cause des séparatistes kurdes dans la mort par balle de l'employé du consulat de RFA à Paris, Siegfried Wielseutz, a indiqué lundi après midi le porte-parole du ministère ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Juergen Chrobog.

M. Chrobog a également déclaré que le gouvernement ouest-allemand ne disposait pas non plus d'éléments confirmant l'hypothèse du suicide de M. Wielseutz, avancée par certains correspondants ouest-allemands à Paris.

M. Chrobog a estimé que la mort de M. Wielseutz apparaissait de "plus en plus mystérieuse" et il a appelé "à la prudence contre les supputations prématurées sur un attentat d'origine politique".

Le porte-parole a précisé que le tract du Front national de libération du Kurdistan (ERNK) retrouvé sur M. Wielseutz était "connu de longue date par l'ambassade de RFA à Paris".

M. Chrobog a par ailleurs déclaré que la somme de 700.000 DM, qui avait été saisie par la police ouest-allemande à l'ERNK en RFA, lui avait été rendue le 11 novembre dernier. Cette somme appartenait au Comité Kurdistan de Paris.

Amnesty International wirft Irak Vergiften von Kurden vor

London (AP). Die Gefangenengorganisation Amnesty International hat die irakischen Sicherheitskräfte beschuldigt, im vergangenen Jahr mindestens 40 kurdische Oppositionelle vergiftet und drei von ihnen getötet zu haben. Amnesty sei kürzlich von einer gezielten Anwendung thalliumhaltigen Giftes berichtet worden, teilte die Organisation in London mit.

Drei Mitglieder der kurdischen Aufständischen seien Berichten zufolge im November vergangenen Jahres an den Folgen einer

Vergiftung mit dem als Rattengift bekannten Stoff gestorben, hieß es. Drei weitere seien kurz vor Weihnachten nach England zur Behandlung geflogen worden, wo der zuständige Arzt eine schwere Erkrankung als Folge einer akuten Thalliumvergiftung festgestellt habe.

In der nordirakischen Stadt Merga seien Ende November 1987 zehn Angehörige von kurdischen Oppositionsgruppen im Alter von 14 bis 60 Jahren offenbar von einer Agentin der irakischen Sicherheitskräfte vergiftet worden.

Der Tagesspiegel, 14.1.1988

Schwere Menschenrechtsverletzungen an Kurden in Irak berichtet

Gesellschaft für bedrohte Völker beruft sich auf kurdische Opposition

Göttingen (epd). 426 bei Giftgasangriffen in Nordirak schwerverletzte Kurden sind nach Erkenntnissen der Gesellschaft für bedrohte Völker (Göttingen) „spurlos verschwunden“. Die Menschenrechtsorganisation berichtete gestern, irakische Sicherheitskräfte hätten die Kurden aus den Krankenhausbetten geholt und an einen bisher unbekannt Ort verschleppt. Die Gesellschaft beruft sich auf Informationen der kurdischen Oppositionen in Irak.

Die Opfer der Angriffe hätten in Krankenhäusern der von der Regierung kontrollierten Städte Arbil und Sulaimaniya Hilfe gesucht, teilte die Gesellschaft mit. Die Sicherheitskräfte hätten bei der Deportation der 426 Verletzten einen Erlaß des „Bevollmächtigten für die Autonome Region“, Majid, eines Vetters des irakischen Präsidenten Saddam Hussein, vom 22. Juni 1987 angewendet. Dieser Erlaß erklärt nach Angaben der Menschenrechtsorganisation große Teile im kurdischen Nordirak zu einer

„Todeszone“, in der jeder Person zwischen 15 und 70 Jahren, die dort angetroffen wird, die Todesstrafe droht.

Die irakische Luftwaffe habe seit April 1987 mehrere hundert kurdische und christliche-assyrische Ortschaften im Norden des Landes mit Senf- und Nervengas bombardiert, hieß es in der Darstellung. Insgesamt sollen nach Angaben der Gesellschaft, in den vergangenen drei Jahren rund 700 Dörfer zerstört worden sein. Deren Bevölkerung sei in den Süden deportiert und Hunderte von Menschen seien ermordet worden. Seit 1975 seien in den kurdischen Regionen Iraks 3159 Siedlungen zerstört worden. Die Zerstörung weiterer Orte werde vorbereitet.

Befremdet äußerte sich die Gesellschaft für bedrohte Völker, daß das Auswärtige Amt in Bonn den Wirtschaftsbeziehungen zu Irak einer so hohen und der Menschenrechtsfrage einen so geringen Rang einräume.

EL PAIS
18.01.88

Ofensiva iraní contra Basora.
Irán anunció ayer importantes avances de sus tropas en el Kurdistán iraní, que causaron 1.500 bajas al enemigo, y la toma de 29 puestos militares en esa zona, en el curso de una ofensiva dirigida, al parecer, contra el puerto de Basora.— REUTER

17.01.88

Iraníes antijomeinistas.
España acogió a cinco iraníes de la oposición jomeinista, pertenecientes a la organización armada Muyahidin del Pueblo, y a tres kurdos de Turquía que Francia había expulsado a Gahón en diciembre por el procedimiento de urgencia. La medida es un gesto de colaboración por el apoyo en la lucha antiterrorista que presta a España el Gabinete Chirac

Kurds burn Hussein palace

The Sunday Times, 31.1.1988

by HAZHIR TEIMOURIAN

THE summer palace of President Saddam Hussein of Iraq, high in the snow-capped peaks of Kurdistan, has been destroyed by Kurdish guerrillas fighting for independence from Baghdad.

The guerrillas, who are counting it as one of their greatest victories in the 27-year war, also captured the town of Sari Rash, the summer capital for the Iraqi government.

The news was relayed to London by Jalal Talabani, commander of 15,000 Peshmergah guerrillas who have been fighting for independence for 3.5m Kurds in northern Iraq since 1961.

Talabani said that the town, which contains the summer houses of Tariq Aziz, the foreign minister, and Adnan Khairallah, the defence minister, fell to his guerrillas after a fierce two-day battle in which the Iraqis used helicopter gunships.

The Kurds captured 36 officers and numerous Iraq troops. During the winter the town was an important military command centre for nearby Arbil, the capital city of Iraqi Kurdistan.

The president's palace was burned down in the fighting, and the Peshmergah captured 1,500 chalets used as summer residences by Iraqi officials. Talabani said that thousands of weapons, including anti-aircraft guns and heavy machine guns, had been seized. He valued Iraqi materiel losses at £100,000.

The guerrillas believe the destruction of Hussein's palace, which has been an irritant to the fiercely nationalist Kurds, is bound to weaken morale among Iraq's armed forces, already exhausted after seven years of war with Iran. It will also be seen as revenge for the Iraqi capture in 1975 of the HQ of General Mustapha Barzani, the former leader of the Kurdish rebels in Iraq.

Talabani's guerrillas, together with their allies, the Kurdistan Democratic party of Massud Barzani, have recently made gains because Baghdad has been unwilling to transfer troops from the strategic southern front where an Iranian offensive is expected.

Both guerrilla groups receive aid from Iran but do not share Tehran's zealous Islamic fundamentalism. Despite this assistance, Talabani said they were suffering from an economic blockade and appealed to the International Red Cross to send food.

Iraq has not so far issued a statement on the Kurdish claim, and independent sources said it would be days before checks could be made in the remote region. Talabani pledged safe conduct to Baghdad television to verify his victory.

THE AGE 4.01.88

Kurds use Gulf War to pursue own interests of independence

By GFAHAM BARRETT

ONE of the world's least known conflicts is assuming a significance that could affect the balance of power in the Middle East.

An ancient mountain people called the Kurds are caught up in a complicated struggle for identity in which Turkey, Syria, Iraq, Iran and the Soviet Union are all intriguing against each other.

What brings the long-standing Kurdistan question into focus is a series of bold and bloody guerrilla strikes in recent months against Turkish targets by Kurdish guerrillas, whose positions have been pounded in retaliatory air raids.

There is a strategically more important development nearby. Both Iraq and Iran have supported each other's Kurdish rebels since the beginning of the Gulf War. Indeed, the Kurdish question was an indirect cause of the conflict.

But now the Iranians have succeeded in uniting the main Kurdish activist groups in Iraq into a force that is being put to effective use against Saddam Hussein's Government in Baghdad.

The Khomeini regime has seized the opportunity to open what is effectively a dangerous new front in the Gulf War at a time when the Iraqi Army is hard placed to contain the numerically superior Iranians.

If Iran decides to venture another massive assault on the Iraqi south at some time in the months ahead, a coordinated campaign by the Kurds in the north could just tilt the war Tehran's way.

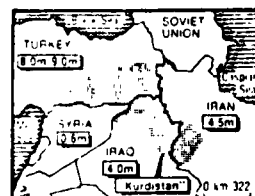
The Iraqis have been beside themselves with anxiety since discovering that Iranian troops guid-

ed by Kurds have penetrated as far as 150 kilometres beyond the border in the mountainous north-eastern district.

Kurdish guerrillas are reported to have been equipped with hand-held Soviet anti-aircraft missiles and even small artillery pieces. One of the Kurdish groups, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), claims to have captured more than a dozen settlements in the past year, obliging Iraq to divert thousands of troops and part of its crucial air force from the front line.

Iraq's bitter experience is that no Government in Baghdad can consider itself stable as long as the Kurdish problem persists.

An independent Kurdistan received brief recognition after World War I only to be cancelled by the treaty of Lausanne. In the early 1970s, it seemed that progress was being made again with



Figures show the estimated number of Kurds in each country.

the offer of an autonomous Kurdish state within Iraq.

But hopes were soon dashed when the veteran Kurdish leader Mustafa Barzani rejected Baghdad's blandishments and took to the hills. Thousands of Kurds sought refuge in Iran during the war that followed, only to have their nationalist activities circumscribed when the Shah of Iran agreed to stop helping them in

SUITE

tura for various concessions from Saddam Hussein.

The Iranian revolution and Iraq's invasion inflamed the Kurdish issue again. Kurdish guerilla leaders were guests of honor at a solidarity conference in Teheran last year where they paraded their desire for an independent state.

They and the Iranians claim that Iraq is using chemical war-

fare against Kurdish bands and that several thousand Kurds have been forced to flee their homes as a result. The Turkish Kurds also want independence, but the Khomeini Government has more important things to worry about than helping them.

Iran imports big quantities of food and most of it is brought in through Turkey. It cannot afford to offend Ankara. The Turks, in turn, rely on the commission they

earn from piping much of Iraq's vital oil exports to European markets. So Turkey and Iraq have no wish to offend each other.

But Iran shares a strong identity of purpose with the five Iraqi Kurdish groups which last July joined forces in a front organisation to press for the removal of Saddam Hussein. Their ultimate aim is a Kurdish state confederated with a future democratic Iraq.

Whether the alliance with Teheran would survive an Iranian

victory over Iraq is another matter. The mullahs have no sympathy for Iranian Kurdish aspirations and may, indeed, turn against their present allies for fear of pan-Kurdish developments.

Whatever happens in the Gulf War, Kurdistan is certain to remain a strategically unsettling issue long after the biggest desert battles since World War II have been forgotten.

THE AUSTRALIAN 6.01.88

Kurds prepare to rise in revolt

From HAZHIR TEIMOURIAN in London

WESTERN governments expect the desire for independence of some 20 million Middle Eastern Kurds to foster a significant new guerilla movement — whether the allegations of involvement by the National Liberation Front of Kurdistan (NLF) in the murder of a West German diplomat in Paris turn out to be true or false.

The leadership of Kurdish nationalists has almost completely passed from traditional tribal chiefs to left-wing activists in the cities.

With half the Kurds living in Turkey, and with the West

being seen as the main supporter of Ankara, Western Europe is expected to provide the first targets. Access is made easier by the presence of 200,000 Kurds among immigrant workers in West Germany alone.

The NLF is the European branch of the Kurdish Workers Party (PKK), which is blamed by Turkey for the deaths of at least 156 villagers and militiamen in areas bordering Syria, Iraq and Iran during the past two years.

Many of the dead have been the young children of fami-

lies suspected of taking up arms on behalf of the State.

So brutal have been some of the massacres that the PKK's allies, notably Mr Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan in Iraq, have threatened to denounce it as a terrorist movement unless it changes its behaviour.

But the PKK enjoys support among the estimated 10 million Turkish Kurds whose language and culture are banned by the Constitution.

The Times

THE AUSTRALIAN

ALP (ACT) ANNUAL CONFERENCE 1-2 AUGUST 1987

KURDISTAN

E) Conference condemns the Turkish and Iraqi Governments for massacring innocent Kurdish villagers in northern Iraq and especially expresses concern about the reported use of chemical weapons by the Iraqi Government.

Conference calls on Australia to express its strong concern to the Governments of Turkey, Iran, Iraq and Syria over their treatments of the Kurdish minorities in these countries and to put an end to the process of forced migration of Kurdish people in these countries from their homelands and requests Australia to call on these countries to recognise the fundamental human rights of the Kurdish people to their own culture and to work towards the formation of autonomous Kurdish regions.

FOREIGN AFFAIRS & DEFENCE

Moved : Mohammed Omari

Seconded : Bill Johnston

AMENDMENT TO E1 ON KURDISTAN

Further, Conference condemns the Government of Turkey for its deplorable record on civil rights, especially the imprisonment and treatment of dissident and opposition groups.

Conference expresses concern that a true democratic system of Government does not appear to be operating in Turkey and Turkish Kurdistan and urges the Turkish Government to implement true democratic reform.

Conference requests the Australian Government to express concern to the Turkish Government about the above matters and to take whatever diplomatic steps it can to help bring about a

Moved : D J Deakin-Bell

Seconded : B Shaw

PKK: "Eylemlerimiz sürecektir"

16 kişi gözaltında

● İzmir'in Yenisehir semtindeki Sümerbank satış mağazasına bomba konulmasından sonra Emniyet Müdürlüğü ekipleri, İzmir'de geniş bir operasyon başlattı

● Merih AK ● İZMİR, MİL-HA

İZMİR'in Yenisehir semtindeki Sümerbank mağazasına önceki gece konulan bombanın ardından polis İzmir'de geniş bir operasyona başlatıldı. Operasyonun 16 şüpheli kişi gözaltına alındı.

Yılbaşına iki gün kala PKK'nın İzmir'de düzenlediği eylem korku yarattı. Bombanın patlamasından sonra uzun süre olay yerinde inceleme yapan emniyet yetkilileri bombanın Sümerbank satış mağazasının kepeneklerinin altına konulduğunu saptadılar. Yetkililer, bombanın olaydan kısa bir süre önce oraya konulduğunu ve saatli bombanın daha sonra patladığını söylediler. Bombanın patlaması ile birlikte çevredeki bazı binaların camlarının kırıldığı gözlenirken, olayda can kaybının olmaması "mucize" olarak nitelendirildi.

Bombanın patlaması ile birlikte sokaklara dökülen vatandaşlar patlamanın şokundan uzun süre kurtulamadılar. Çevre sakinleri büyük bir gürültü duyduklarını belirterek şunları söylediler:

"Bir patlama oldu. Evimizin camları kırıldı. Neye uğradığımızı şaşırduk. Dışarıdan bağırışlar geliyor. Pencereden baktığımızda her taraf toz duman içerisindeydi. Can kaybı olmaması büyük mucize." Patlamadan sonra, emniyet yetkilileri İzmir'de geniş çaplı bir aramaya girişti. Yapılan operasyonlar sonucu şüpheli 16 kişinin gözaltına alındığı ve bazı evlere baskınlar düzenlendiği öğrenildi.

Patlamanın ardından gazetelerin İzmir bürolarını arayan ve PKK militanları olduklarını öne süren kimliği belirsiz şahıslar, bombalamayı üstlendiklerini belirterek, "Eylemlerimiz devam edecektir" dedi. Bozuk bir şive ile konuşan şahıslar, "Sömürgeciye karşı eylemlerimizi sürdürüyoruz" dediler.

İzmir Emniyet Müdür Vekili Tuncay Kalabak, patlama ile ilgili soruşturmanın çok yönlü ve titizlikle yürütüldüğünü söyledi.

● MIT ve Emniyet, rapor hazırladı

PKK batıya kayıyor

● Doğu Anadolu Bölgesi'nde alınan önlemler sonucunda hareket alanlarının yitiren PKK militanlarının batı bölgelerine kaydığı ve kentlerde eyleme hazırlanıldığı belirtildi

● Hakan TARTAN

● İZMİR (MİL-HA)

DOĞU Anadolu'da düzenlenen seri operasyonlar nedeniyle nefes almakta güçlük çeken PKK'nın bölge sorumlusu düzeyine gelmeyen birçok militanın batıya yöneldiği belirtildi. MIT ve Emniyet Genel Müdürlüğü tarafından hazırlanan bir raporda da, PKK'nın özellikle bu yıl yaz sezonundan itibaren daha çok iş olanakları bulunan büyük kentlere yöneldiği vurgulandı. Bu yöneltme sonucunda bazı eylemlerin doğu illeri dışında da gözlenmeye başladığı ifade edildi.

Uzun süreden beri etkili bir şekilde sürdürülen operasyonlar nedeniyle büyük darbeler yiyen PKK'nın bölge sorumluları özellikle Suriye ağırlıklı eylemleri ve çabaları sürdürürken, gönüllü militanların bir bölümünün baskı ve tehlike olmayan bazı bölgelere yöneltilmesi ortaya çıktı. Emniyet Genel Müdürlüğü bu konuda geniş çaplı bir rapor hazırlarken, özellikle Ege Bölgesi'nde pamuk toplama dönemine rastlayan PKK imzalı afişlerle duvar yazılan gibi küçük çaplı eylemlerin henüz kimliği saptanmamış PKK militan-

larınca gerçekleştirildiği öğrenildi.

Üst düzey militanlardan haberi almadan güçlük çeken daha düşük düzeyde elemanların kişisel bazı eylemlere giriştikleri belirtildi. Bu eylemlerdeki amaçın da huzur bozma olduğu ifade edildi.

Hükümete de ulaştırılan raporlara göre PKK'nın taktik değiştirme olayının altında yatan nedenler şunlar:

● Birçok taktikleyen operasyonlarla can verdi. Çok sayıda mühimmat ve silah ele geçirildi.

● PKK maddi sıkıntı çekmeye başladı. Özellikle militanlarına para veremeyince birçok militan, para gücünün eline geçmeden başka yerlere kaçtı.

● Sınır bölgelerinde alınan sıkı önlemler de giriş çıkışları zorlaştırdı. Bu yüzden haberleşme konusunda da büyük güçlükler doğdu.

İzmir Anayakıt Belediye Başkanı Dr. Burhan Özfatura da son günlerde yaşanan bazı gelişmelerle ilgili olarak şu değerlendirmeyi yaptı:

"Başta Lübnan olmak üzere çeşitli Ortadoğu ülkelerinde eğitimli militanlar, sızmış durumda. Bunlar çeşitli olayları yönetiyor ve örgütüyor. Tekrar kurtarılmış bölgeler kurma peşindedir. Buna kesinlikle izin verilmeyecektir. 12 Eylül öncesi Ümraniye olayları gibi olaylar yaratılmak isteniyorsa gereken ders verilecektir. Yurt dışından mizan ve yer değiştiren gruplar tehlikeli olmaya başladı."

PKK militanları yine kan kustu

Şırnak'ta çatışma: 8 ölü

● Siirt'in Şırnak ilçesi kayaboyun köyü yakınlarında güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren PKK militanları bir binbaşı, bir uzman çavuş ve iki erli şehit ettiler. Çatışmada 4 militan ölü, bir militan da sağ olarak ele geçirildi. Bölgede operasyonlar sürüyor

● DIYARBAKIR, MİL-HA

SIİRT'in Şırnak ilçesi yakınlarındaki Kayaboyun köyünün TV verici istasyonunun bulunduğu bölgede, eylem hazırlığı içinde bulunan militanlarla güvenlik kuvvetleri arasında çıkan çatışmada 4 terörist ölü olarak ele geçirilirken, bir binbaşı, bir uzman çavuş ile 2 jandarma eri de şehit oldu.

Kayaboyun köyü yakınlarında bulunan TV verici istasyonuna bir kilometre uzaklıkta sayıları 25 kadar olduğu bildirilen bir grup PKK militanı ile güvenlik kuvvetleri arasında çıkan çatışmada 4 terörist ölü olarak ele geçirildi. Önceki gece geç saatlere kadar süren çatışma sırasında Komando Binbaşı Ergün Soner, Uzman Çavuş Mustafa Kayış ve jandarma erleri Hakan Elmas ile Hüseyin Dikmen şehit oldu.

PKK militanlarının ele geçirilmesi amacıyla çatışma bölgesinde çember harekati başlatıldı, ancak bölgede süren yoğun kar yağışı ve bölgenin sarp dağlarla kaplı olması nedeniyle bu harekattan sonuç alınamadı. Geceğin karanlığından da yararlanan militanlar kaçmayı başardı. Güvenlik kuvvetlerinin bölgedeki operas-

yonu dün de sürdürüldü. Operasyonlarda bir PKK militanının da sağ olarak ele geçirildiği öğrenildi.

HAREKATI HULUSİ PAŞA YÖNETİYOR
Şırnak bölgesindeki yoğun kar yağışı nedeniyle, geçenin karanlığından da yararlanarak Mardin'in Dargeçit bölgesine kayan PKK militanları, güvenlik kuvvetlerince dün de izlendi. Puma helikopter ile Dargeçit bölgesine havadan indirme yapıldı. Harekat Jandarma, Asayiş Kolordü Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın tarafından yönetildi.

HEDEF TV İSTASYONU
Şırnak'ın Kayaboyun köyü yakınlarında güvenlik kuvvetleriyle giriştiği çatışmada 4 kayıp veren 25 kişilik PKK militanlarının hedefinin çatışma bölgesine bir kilometre uzaklıktaki "Hasso" Dağı'nda bulunan TV verici istasyonu olduğu öne sürüldü.

GÜNEYDOĞU'DA YOĞUN PKK OPERASYONU
Önceki gün, PKK sempatisini olarak yakalanan 36 kişiden 22'si Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne sevk edildi. 9 kişi serbest bırakılırken 4 kişi de tutuldu.

Ele geçirilen kır gerillalarının isimleri şunlar:
(Bedran) kod adlı Ahmet Ceylan, (Salman) kod adlı Aydın Sözen, (Yaşar) kod adlı Aydın İşıktaş ve (Mustafa) kod adlı Şehmus Çelik. Bu militanların bir süre önce Diyarbakır ilçesine bağlı Dicle, Hani ve Bingöl'ün Genç ilçesi muntakalarında eyleme katıldıkları öğrenildi. Yakalanan militanlar DGM'de yargılanacak.
Bölgede PKK militanlarını ele geçirmek için, elde edilen istihbarat bilgileri ışığında militan avı başlatıldı.

Korucu maaşı 120 bin liraya çıkarılıyor

Hikmet ATANSAY

BURSA. (Tercüman)- Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu koruculara yeni yıl müjdesi verdi. Uludağ Grand Yazıcı Otel'de yeni yıla giren Kozakçıoğlu, "Korucuların maaşlarını 120 bin lira yapmayı istiyoruz. Bu biraz da katkısına bağlı olmakla beraber, öyle tahmin ediyorum ki, korucular

üzünde 40'in üzerinde zam göreceklere" dedi.

1988'in gende kalan 87 yılına göre çok daha iyi geçeceğini belirten Kozakçıoğlu, "Görev yaptığımız bölgelerde buzur açısından, güven açısından, vatandaşın giden hizmet açısından 1988 daha iyi geçecektir. Vatandaşlarımızın geçtiğimiz yıl olduğu gibi yine kültürel ve sosyal im-

kânlar götürmeye devam edeceğiz" şeklinde konuştu.

"SÜPER VALİ DENMESİN DEN HOŞLANTYORUM"

İhbarları olan paranın tamamını ödemesi halinde aldıklarını, bunun bir kısmını nakit bir kısmını da arayış olduğunu ifade eden Super Vali Hani Kozakçıoğlu, "Bana Super Vali denmesinden memnunum. Ancak esasen ismim Bölge Valisi'dir. Bize, basın Super Vali isminin yakıştığı. Super Vali olmaktan mut-

luyum. Ancak sorumluluğu çok fazla" dedi.

AİLELERE YARDIM

Bugüne kadar teröristlerin öldürdüğü kişilerin ailelerine yardım yaptıklarını anlatan Super Vali bir soru üzerine devlet kuvvetleri tarafından Siirt'te öldürülen bir vatandaş için şöyle konuştu:

"Bundan bir süre önce Siirt'te devlet güçlerinin 'dur' ihtarına uymayan bir vatandaşımız öldürülmüştür. Ancak kendisi o zaman teröristlere çok yakın bulunuyordu ve

ihbara uymamıştı. Bizler de ailesine maddi ve manevi yardım yaptık. Gerçi bütün bunlardan basınına haberler ediyoruz. Hiçbir şeyi saklamıyoruz. Bizler teröristlerin zarar verdiklerine de devlet elini uzatıyoruz. Şunu da hemen belirtirim ki, kırsal için tüm tedbirlerimizi aldık. Vatandaşlarımız da devletle beraberdir. Bu hiçbir zaman unutulmamalıdır."

117 bin yurttaşın nüfus kaydı yok

Türk vatandaşı sayılmıyorlar

ERZURUM. AA
NÜFUS ve Vatandaşlık İşleri Müdürlüğü ekipleri tarafından Doğu Anadolu Bölgesi'ndeki altı ilde yapılan araştırmaya sonucu 117 bin kişinin nüfusa kaydı olmadığı belirtildi.

AA muhabirinin nüfus müdürlüklerinden aldığı bilgiye göre, Erzurum'da 19 bin, Kars'ta 23 bin, Ağrı'da 27 bin, Muş'ta 20 bin, Bingöl'de 18 bin, Tunceli'de ise 10 bin kişinin nüfusa kaydı bulunmuyor.

Yetkililerden edinilen bilgiye göre, nüfus kaydını bulunmayan bu kişiler, okula gidemiyorlar. Resmî evlilik yapamıyorlar, askerliğe sayılıyorlar, resmî dairelerde işe giremiyorlar ve seçimlerde oy kullanamıyorlar.

Geçen yıl operasyonlarda 289 militanı kaybettik

PKK'nın bunalım yılı

1987'de bölgedeki korucu sayısının 10 bine çıkarılması, özel harekât timlerinin kilit noktalar da görevlendirilmesi ile PKK'nın ağır darbeler verdiği bildirildi

- Hilmi DİKEN
- Seyfettin ÖZGEZER
- HATAY/DIYARBAKIR (MİL-HA)

GÜVENLİK güçlerinin yoğun operasyonları nedeniyle son günlerde ağır darbeler yiyen PKK örgütünün "mermi yolu" da ortaya çıkardı. PKK'ya getirilen mermilerin, örgütün Güneydoğu Anadolu'daki birimlerine iki yoldan ulaştırıldığı, istihbarat servislerince belirlendi.

Öte yandan, 1987 yılı PKK'nın "kayıp yılı" oldu. 1987 yılı içerisinde PKK'nın düzenlediği eylemlerde 405 yurttaş hayatını kaybederken, 289 örgüt militanı ölü olarak ele geçirildi. Yörede korucu sayısının 5 binden 10 bine çıkarılması, özel harekât timlerinin tüm kilit noktalarda görevlendirilmesi, PKK'nın elini kolunu önemli ölçüde bağladı.

Olaganüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, konuyla ilgili olarak yaptığı bir değerlendirmede, Jandarma Özel Asayiş Kolordu Komutanı Korgeneral Hulusi Sayın'la ortaklaşa çok etkili bir strateji uyguladıklarını ve PKK'nın can damarlarını kesmeye başladıklarını belirterek, şunları söyledi:

"Yörede, 5 bin ve 7 bin mezrada, güvenliği sağlamak için, ted-

birler paketi hazırladık. İlk etapta bölgenin en ücra köşeleriyle haberleşme ve ulaşım olanakları gerçekleştirildi. Hassas bölgelerdeki noktalara özel harekât ve jandarma timleri yerleştirildi. Bazı bölgelerde yerleşik olan korucu sayısını artırarak, güvenlik kuvvetlerine yardımcı olmalarını sağladık. Aynı zamanda, bölgede korucu sayısını 5 binden 10 bine çıkararak istihbarat da yarattık.

"Bölgenin, nokta nokta ekonomik ve eğitim sorunlarını belirledik. Hükümet, her türlü istisnai kararlaştırdı. Ayrıca, bölgenin coğrafi konumuna ve ağır kış koşullarına göre, başta her türlü araziye konan helikopterler kiraladık, 1988 yılı, güneydoğu yöresinde ekonomik sorunları çözmeye yılmayız olacak. Bölgede başlatıyoruz, 'okul yapma' kampanyasına, Türkiye'de her vatandaşın katılmasını bekliyoruz. Artık güvenlik kuvvetleri PKK'nın peşindedir. Onları, biz kovuyoruz."

MERMI YOLU

Bu arada istihbarat servisleri, PKK'ya mermi ulaştırılan iki yolu saptadı. Hatay'da PKK'ya ait olduğu belirtilen 15 bin merminden geçeninin ardından, Gaziantep'teki operasyonda da 30 bin mermi ele geçirildi.

Yargılama şubatta PKK vahşetine Kutlu'dan kınama

TKP Genel Sekreteri Haydar Kutlu, Türkiye topraklarının bölünmesinden yana olmadıklarını bildirdi. Kutlu, DGM Savcısı Nusret Demiral'a verdiği ifadede, "PKK vahşetine şiddetle karşıyız" dedi.

ANKARA, (Hürriyet)- Türkiye Komünist Partisi Genel Sekreteri Haydar Kutlu, Devlet Güvenlik Mahkemesi Savcılığı'nda verdiği ifadede, Güneydoğu'da kanlı eylemler yapan PKK örgütünü sert biçimde suçladı. Kutlu, ifadesinde "PKK'nın vahşetine şiddetle karşıyız. Biz Türkiye Cumhuriyeti sınırlarının parçalanmasını istemiyoruz." dedi.

Öte yandan, Türkiye Komünist Partisi Genel Sekreteri Haydar Kutlu ile Türkiye İşçi Partisi Genel Sekreteri Nihat Sarı'nın, DGM'deki davasının şubat ayı içinde başlayacağı öğrenildi. DGM Savcılığı büyük bir tutuklu iddianamesi hazırlıyor. İddianamenin 15 Ocak tarihine kadar mahkemeye verilebileceği bildirildi.

Öldürülen Alman diplomatın cebinden ERNK mektubu çıktı

PARIS (Hürriyet)- Paris'teki Alman Büyükelçiliği'nde görev yapan 31 yaşındaki diplomat Siegfried Wietpütz dün sabaha karşı saat 03.00'de kimliği belirsiz bir şekilde öldürüldü.

Fransız polisi yaptığı açıklamada Alman diplomatın cebinden "Kürdistan Kurtuluş Hareketi" antetli bir mektup çıktı.

Bu arada Abdullah Öcalan'a bağlı ERNK grubunun Paris'te ki sözcüsü Hasan Akif yaptığı

açıklamada "Türk Millî İstihbarat Teşkilatı (MİT) Kürtleri provake ediyor. Bizim olayla ilgimiz yok," dedi. Öldürülen diplomatın cebinden çıkan ERNK antetli kağıda 1987'nin Temmuz ayında Almanya'da Kürtlere yapılan polis baskısı sırasında el konan 700 bin Mark paranın geri istendiği belirtildi. Ancak bu para bir süre önce Alman makamları tarafından Almanya teşkilatına teslim edilmiş ve parayalan kişi de parayı Paris'e yollamıştı.

Apo'nun 5 yıllık yeni bir eylem planı saptandı

PKK lideri Abdullah Öcalan'ın Tahran'da Mesut Barzani ve Celal Talabani ile bir araya geldiği ve PKK militanlarının Kuzey Irak'ta serbest dolaşımı konusunda anlaşmaları bildirildi

- Fadullah BULUTTEKİN
- Fatih KESKİN
- DIYARBAKIR
- HAKKARI (MİL-HA)

GÜNEYDOĞU Anadolu yöresinde 15 Ağustos 1984 tarihinden beri kanlı eylemlerini sürdüren PKK lideri Abdullah Öcalan'ın (Apo), İran'ın başkenti Tahran'da KUP lideri Mesut Barzani ve KYB lideri Celal Talabani ile bir araya gelerek, serbest dolaşım konusunda görüşme yaptığı bildiriliyor.

Kuzey Irak'taki tampon bölge, etnik grupların ve yasa dışı örgütlerin rahatça faaliyetlerini sürdürdüğü, eğitim ve yerleşim merkezleri olarak kullanılıyor. Türkiye, Suriye-Irak-Iran dörtgeninde, Kuzey Irak tampon bölgesi, militanların yetiştiği eylem için Türkiye'ye

rahat giriş-çıkış yapılan bir bölge konumunda. Bir süre için Türkiye'deki kitle eylemleri nedeniyle Mesut Barzani ile ittifaka düşen PKK lideri Apo, Kuzey Irak'ta sığınmış ve faaliyetleri kısıtlıydı. PKK militanlarıyla Peşmergeler arasında zaman zaman surluşmeler oluyordu. Barzani'ye bağlı Peşmergeler, PKK militanlarına karşı çok katı bir tavır almışlardı. Apo'nun Kuzey Irak'ta, militanlarına istediği biçimde hareket serbestliği sağlamak için, Suriye'den Talabani ve Barzani'ye gönderilen yardım yollarını kesmek tehdidinde bulunduğu belirtildi. Apo, Kuzey Irak'ta ve dolayısıyla serbestliği ya da Suriye-Irak sınırındaki silah, gıda maddeleri sevkiyatına engel olmayı gündeme getirdi. İşte, Tahran toplantısında Barzani ve Talabani'nin PKK'nın Kuzey Irak'ta Bahman ve Soran bölgelerinden serbest dolaşım, yerleşim ve tarım faaliyetleri için karar verdiğini öğrenildi. Bu kararlar olumlu yanıt verdikleri ve 5 yıllık bir güçbirliği anlaşması yaptıkları ileri sürülüyor.

Geçtiğimiz 1987 yılı içinde, güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren

ve ölü olarak ele geçirilen "ARGK" militanlarından 6'sının merkez komite üyesi olduğu öğrenildi. Öldürülen MK üyesi 6 militanın kimlikleri şöyle:

"Orhan" kod adlı Hüseyin Sarıççek "Bedran" kod adlı Mehmet Şavgat, "Dr. Baran" kod adlı Müslüm Durgun, "Mazlum" kod adlı Vahap Çolak, "Kör Cemal" kod adlı Halil Kaya ve öldürüldüğü öne sürülen "Gözlüktü Cafer" kod adlı Hüseyin Engtezek.

Bir süre önce, güvenlik kuvvetlerince yakalanan PKK militanı Orhan Aydın'ın verdiği bilgiye göre, Mahsun Korkmaz Askeri Akademisi'nde, eğitim gören militanların, dönem sonu gerçekleştirdikleri tatbikatı, Suriye Devlet Başkanı Hafız Esat'ın kardeşi Cemil Esat da izledi.

"Yol" için dava

1982 Cannes Film Festivali'nde "büyük ödül"ü alan ilk ve tek Türk filmi olan "Yol" un yönetmeni Şerif Gören ile yönetmen yardımcısı Muzaffer Hıçdurmaz hakkında İstanbul Cumhuriyet Savcılığı tarafından dava açıldı. Senaryosunu Yılmaz Güney'in yazdığı filmde, Türkiye'nin Güneydoğu Bölgesi'nin "Kürdistan" olarak gösterildiği iddia edilmiş ve bu nedenle Şerif Gören ve Hıçdurmaz'ın TCK'nın 140., 142/3 maddeleri gereğince ayrı ayrı cezalandırılmaları isteniyor.

HABERİN İÇİNDEN

ERNK ile Almanya'nın arası geçen yıl bozuldu

Bu Avrupa ve özellikle Federal Almanya PKK konusundaki "yumuşak" ve "koruyucu" tutumlarının faturasını ödemeye başlamışlardır. Dün sabaha karşı Paris'te Eysel Kulesi yakınında öldürülen Federal Alman diplomatı Siegfried Wielsputz olayının henüz bir başlangıç olduğu ve "ekilen rüzgârın şimdi fırtına olarak biçildiği" ortaya çıkmıştı.

Cinayeti üstlenen "Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi" ERNK PKK'nın Avrupa'daki eylemlerini yürüten bir terör kuruluşudur.

12 Eylül Harekâtı'ndan sonra 1981 yılında ilk kongresini yapan PKK, 1984'te ağustos ayında Hezret Rızgarı'yı Kürdistan-Kürdistan Kurtuluş Bûlgesi-HZNK'yi kurdu. Böylece ilk düzenli silâhlı gücünü oluşturan PKK 15 Ağustos 1984'te Eruh ve Şemdinli baskınları ile eylemlerini başlattı.

HRK 1985'te yapılan kongreden sonra "çeşitli suçların bünyesinde toplamak ve Kürt halkına ulusal birliğini sağlamak amacı" ile "cephe"ye dönüştü. 21 Mart 1985'te Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi -ERNK-kuruldu.

Kürtçe "Eniya Rızgarıya Netava Kürdistan" sözcüklerinin kullanılmasında şekli olan ERNK'nun başına PKK'nın lideri Abdullah Öcalan'ın sağ kolu olarak bilinen General Zınnar kod adlı Mahsun Korkmaz getirildi. Korkmaz birçok kanlı saldırıyı bizzat yönetti ve Siirt'in Sislince köyünde üç arkadaşını ile beraber ölü olarak ele geçirildi.

PKK içerisinde Türkiye'de kanlı eylemlerini sürdüren ERNK bu arada büyük bir hızla Batı Avrupa'da organize olmaya başladı. Merkez olarak Almanya seçildi. Daha sonra kendilerine "imtiyazlı bir grup" olarak davranılan Yunanistan'da kümelenmelere girişti. Fransa'da ve diğer Avrupa ülkelerinde temsilcilik, büro, komite adları ile çalışmalar sürdürüldü.

ATINA

ERNK'nin çalışmaları açısından Atina'nın gerçekten ayrı bir yeri vardır. Zaman zaman Fransa ve Almanya'da güvenlik kuvvetlerinin kendilerini çok rahatsız ettiğinden şikâyetçi olan bölücü eşkiya, Yunanistan'da çok rahat büyüme imkânı bulmuştur.

Mesela, Türkiye'den, Yunanistan'a kaçanlar Atina yakınındaki Lavrion kampında kalmak zorunda bulunurlarken, Papandreu hükümeti ERNK üyelerine bir imtiyaz tanımış, bunların ev tutmalarına izin verilmiştir.

ERNK, Yunanistan'da diğer terör örgütlerine verilme-ye bir başka hakka da sahip olmuştur. "Kürdistan Komitesi" adı ile ölkinen çeşitli yörelerinde bürolar açmalarına izin verilmiştir.

Atina'da, en büyük büro iki yıldan beri, 2.000 Donu Pizis No.36 adresinde çalışmalarını açıkça sürdürmektedir.

GERGİNLİK BAŞLIYOR

Geçen yılın ortalarında PKK başka bir deyişle ERNK ile Federal Almanya'nın arası bozulmaya başlamıştır. Alman güvenlik makamları zaman zaman PKK sempatiz-

zanlarının toplandıkları yerleri basmaya başlamışlar, birçok kişiyi sorguya çekmişlerdir.

Son üç yıl içerisinde ERNK üyesi 5 kişinin Almanya'da öldürülmesi, bu cinayetlerle ilgili tutuklamalar yapılması, gerginliği daha da artırmıştır. Almanya'yı tam bir hesaplaşma alanı olarak kullanan bölücü eşkiyaya en büyük darbe geçen yıl temmuz ayında başsavcı Kurt Rebmann'ın emri ile başlatılan baskınlar ile indirilmeye başlanmıştır. Baskınlarda Türkiye'de düzenlenecek eylemler için kullanılacağı sanılan 750 bin mark ve 152 altın ele geçirilmiş, aylarca bu para teröristlere iade edilmemiştir. Ancak daha sonra iade edilmiştir.

ERNK, Almanya'ya savaşın ağustos ayında başlamıştı. 3 Ağustos 1987'de Hamburg'da Morgen Post gazetesini basan teröristler, aynı gün Amsterdam'daki Alman Konsolosluğu'nu işgal etmişlerdi. 4 Ağustos'ta, Zürich'teki Alman Konsolosluğu ile Paris'teki Lufthansa büroları basılmıştı. 7 Ağustos'ta Atina Lufthansa bürosu, aynı gün Stockholm'da Alman Başkonsolosluğu saldırıya uğramıştı.

SUÇLAMALAR

Son aylar içerisinde Federal Alman istihbarat örgütleri ile Türk haberleşme birimleri arasında başlayan sıkı işbirliği, PKK'yı büyük çapta tedirgin etmiştir. Almanlar'ın, MIT'e bazı teröristlerin yakalanmasında yardımcı olduğu da bilinmektedir.

15 gün kadar önce Bonn'u tehdit etmeye başlayan ERNK nihayet "emperyalist Almanya'ya savaş açtığını" duyurmuştur.

Bu arada bölücü katillerin sözcüğünü yapan Kürdistan Press dergisinde yayınlanan "Almanya Ateşle Oynamamalıdır" başlıklı yorum, savaşın şiddetlendiğinin işareti olarak kabul edilmiştir.

Diğer taraftan Alman gizli servislerinin yakaladığı bazı PKK teröristlerini Türkiye'ye iade etmeye hazırladığı haberleri bardağı taşırın damla olmuş. ERNK Paris'te Wielsputz'ı öldürerek kanlı eylemlerine başlamıştır.

FRANSA DA DEVREDE

PKK'ya karşı, ortak çalışmalarda Fransa da devrede kalmış, hem Almanya, hem de Türkiye'ye büyük ölçüde yardım etmiştir.

ERNK Fransa'yı da tehdit etmeye başlamıştır. Geçtiğimiz haftalarda bazı Humeyni aleyhtarları ile beraber 3 PKK üyesinin de Fransa'dan Gabon'a sürülmesi gerginliği daha da artırmıştır.

Fransızlar'ın, "PKK-BXA (Alman Gizli Servisi) kavgası" dediği gelişmeler, üç gün önce Adnan Menderes Havaalanı'na inerken düşen Condor uçağı olayı ile başka bir şekle dönüşmüştür.

Alman ve Türk istihbarat kuruluşları Lufthansa'nın bir yan kuruluşu olan Condor şirketinin uçağının düşüşünün bir sabotaj olabileceği ihtimali üzerinde durmaya başlamışlardır.

Federal Almanya'da uçağı olayı ile ilgili olarak bazı PKK sempatizanlarının gözaltına alınmalarını Paris cinayeti takip etmiştir.

Kürdistan'ın Kurtuluşu (ERNK) örgütü üstlendi

Alman uçağına bomba ihbarı

LONDRA, FRANKFURT, (Tercüman)- İzmir yakınlarında düşen Alman Condor uçağı ile ilgili olarak Anadolu Ajansı Londra Bürosu'na telefon eden bir kişi "Kürdistan'ın Kurtuluşu" adlı örgüt tarafından bomba konulduğunu iddia etti. Bu arada Alman basını da uçağı kazası ile ilgili haberi manşetlerinden verirken, "Pilot hatası mı, ihmâl mi, Sabotaj mı?..." diye başlıklar attı. Condor yetkilileri ise şu ana kadar yapılan tahminleri "spekülasyon" olarak nitelendirdi.

BOMBA İHBARI

Anadolu Ajansı Londra Bürosu'na yerel saatte 10.30'da (TSİ 12.30) telefon eden ve kimliği açıklanmayan kaçınan bir kişi "Paris'teki Alman diplomatını biz öldürdük, İzmir uçağını da biz sabotaj ettik" dedi.

Telefon eden kişi, AA Büro Sorumlusu Övül Tezgin'in uçağı nasıl sabotaj ettiklerine ilişkin sorusuna, bozuk bir Türkçe ile "Bir bavula bomba koyduk" karşılığını verdi.

"Avrpa'nın bir şehriden telefon etdiğini belirten ve "Kürdistan'ın Kurtuluşu" adlı bir örgütün üyesi olduğunu iddia eden kişi, "Uçağı hangi amaçla havaya uçurdular, masum insanları canlarına yönelik bu eylemlerden ne gibi bir siyasi çıkarları bulunduğuna" ilişkin bir soru üzerine de, "Ukallılık etme olan... Bu daha başlangıç." diye konuştu ve telefonu kuffürler ederek kapattı.

Hafıza başında yayınlanan bütün Alman gazeteleri İzmir yakınlarında düşen Condor uçağı haberine geniş yer verdiler. Alman basını uçağı kazası ile ilgili haberi manşetinden verirken olay yerinden resimler de yayınlandı. Uçağı düşüş sebebi hakkında çeşitli yorumları veren Alman basını "Pilot hatası mı? İhmâl mi? Sabotaj mı?" şeklindeki soruların cevabını anıyor.

Almanya'nın en yüksek tirajlı günlük gazetesi "Bild" uçağı kazası haberine manşetinden yer vererek, "Condor jeti patladı, bütün yolcular öldü. Sabotaj mı yoksa ihmâl mi?" diye sordu. Uçağı kazasının nasıl meydana geldiği hakkında geniş bilgiler yayınlayan "Bild" gazetesi çevredeki köylülerin sözlerine Türk gazetelerinin iddialarına da yer verdi. Ayrıca Condor pilotunun "Karşımda bir dağ görüyorum" diye bağırırken yazan "Bild" bu sözleri pilotun son söz-

leri olduğunu bildirdi.

"Abendpost" gazetesi de uçağı kazası ile ilgili "Pilot hatası mı?" şeklinde bir soru yönelterek haberi manşetinden verdi. Uçağı bin 200 metrede uçmasını söyleyen kontrol kulesine karşılık uçağı 600 metrede uçtuğunu yazan Abendpost, "Kazanın sebebi daha belli değil, pilot hatası mı var?" diye sordu.

Neue Press' adlı günlük gazetesinde "Condor uçağı dağın çukurdu. Pilot hatası mı?" şeklinde manşet kullanarak Ulaştırma Bakanı'nin sözlerine yer verdi. "Neue Press" ayrıca pilotun "İniş yaptım ama pisti göremiyorum" şeklindeki sözlerine de değindi.

Almanya'nın önde gelen gazetesi Frankfurter Rundschau'da uçağı kazasına ilk sayfadan yer vererek "İkinci defa Condor uçağı düştü" şeklinde manşet kullandı. Rundschau gazetesi de diğer gazeteler gibi kazanın sebebi hakkındaki bütün iddialara yer vererek kesin bir yorum yapmaktan kaçındı.

Frankfurter Allgemeine gazetesi de uçağı kazasına geniş yer ayırarak "Alman Carter uçağı İzmir yakınlarında düştü. Uçağı İzmir'deki Türk işçilerin Almanya'ya getirecekti. Pilot rotasını mı değiştirdi?" şeklinde başlıklar kullandı.

Alman Haber Ajansı DPA'da uçağı kazası ile ilgili haberlerine devam ederek son geçtiği haberde "Alman uzmanlar çalışmaları ara verdi. Uçağı düşme nedeni daha belli değil" şeklinde başlık kullandı. DPA'nın uçağı kazası ile ilgili son haberi özetle şöyle:

"Alman uzmanlar 100 metrelik bir alana dağılan uçağı enkazını inceledikten sonra telefonla verdikleri bilgi şöyle: "Enkaza bakılırsa uçağı iniş geçmiş olduğu anlaşılıyor. Havada bir patlama olduğu iddiası bizzat doğru değil, havada bir patlama olduğunu gösteren ipuçlarına sahip değiliz."

Alman uzmanlar pazar akşamına kadar kaza yerinde incelemeler yaptılar ve daha sonra kötü hava şartları yüzünden araştırmalarına ara verdiler. Condor'un son yaptıkları basın açıklamasına göre, uzmanlar kazanın sebebi hakkında kesin bir sonuca varamadılar. Uçağı enkazının dağılık bölgede olması elektronik veya teknik aletlerin kullanılmıyışlığı engelliyor. Kaza kutununun daha bulunmadığını hatırlatan Condor yetkilileri şu ana kadar yapılan tahminleri "spekülasyon" olarak değerlendiyor."

Esrarengiz suikast esrarengiz ihbar

Artun ÜNSAL

PARİS, (Hürriyet)- Fransa'da görevli Federal Alman bir diplomat dün sabaha karşı başkent Paris'te kimliği belirlenemeyen kişiler tarafından vurularak öldürüldü. Alman diplomatının üzerinden "Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi (ERNK)"ya ait el yazısı ile yazılmış bir bildiri çıktı. Kürt terörünü yeniden gündeme getiren eylemin, Federal Almanya'daki Kürt örgütlerine karşı girişilen operas-

yonlara misilleme olduğu sanılıyor, ancak geniş çaplı bir soruşturma başlatılan Fransız polisi bu konuda temkinli davranıyor. Öte yandan, Anadolu Ajansı'nın Londra bürosuna "Kürdistan'ın Kurtuluşu" örgütü adına telefon eden bir kişi, Alman diplomatı öldürdüklerini, cumartesi gecesi Seferihisar ilçesi yakınlarında düşen Boeing 737 uçağına da bomba yerleştirdiklerini ileri sürdü.

FRANSIZ POLİSİNİN

AÇIKLAMASI

Fransız polisinin açıklamasına göre, Federal Almanya'nın Paris Büyükelçiliği'nde hukuk işlerinden görevli ataşe Siegfried Wielsputz, yerel saatte 03.00 sularında Seine Nehri üzerindeki bir küçük köprüden geçerken saldırıya uğradı. Bir ya da iki saldırgan tarafından kurşun yağmuruna tutulan 31 yaşında, evli ve iki çocuk babası olan ataşe, Avenue de New York'ta ağır yaralı olarak yoldan geçenciler

tarafından bulundu. Son sözleri "Bana ateş ettiler" olan Wielsputz, kaldırıldığı Val de Grace Hastanesi'nde öldü. Alman diplomatı rastlayan Fransız gençler olay yerinden hızla uzaklaşan bir araba gördüklerini söylediler. Fransız polisi, Alman diplomatının üzerinden çıkan ve ERNK bildirisini içeren zarfı, cinayeti üstlenen bir ifade bulunmadığını, ancak örgüt ile Federal Alman Hükümeti arasındaki anlaşmazlığa değinildiğini vurguladı.

FEDERAL ALMANYA'NIN AÇIKLAMASI

Federal Alman kaynakları

Anadolu Komünist Partisi'ni kurdular

Acilci-PKK işbirliği

Yasadışı Acilciler örgütü merkez komitesi geçtiğimiz günlerde Suriye'de bir toplantı düzenleyerek durum değerlendirmesi yaptı

TÜRKİYE'deki son kahıtlı ANAP parti binasına bombalı saldırılar düzenledikleri gerekçesiyle yakalanan THKP-C Acilciler örgütü Merkez Komitesi'nin, geçtiğimiz günlerde Suriye'de bir toplantı düzenleyerek durum değerlendirmesi yaptığı öğrenildi.

Güvenlik birimlerine ulaşan bilgilere göre, Türkiye kanadı çöktürülen örgütün, durum değerlendirmesi yaptığı toplantıya, bölücü örgüt PKK temsilcilerinin de katıldığı belirlendi.

Emniyet Genel Müdürlüğü ve MIT'in ortaklaşa yaptığı seri operasyonlar sonucu Türkiye kanadı çöktürülen ve elemanları yurt dışına kaçmadan yakalanan THKP-C Acilciler'in, militanlar üzerinde ele geçen dokümanlar ve ifadelerle göre, örgüt şeması ve üst yönetimde isimler de belirlendi.

ÜSLERİ NEREDE?

Buna göre genel sekreterliğini Ali Hoca kod adlı Mibraç Ural'ın yaptığı Merkez Komite üyeleri, Suriye, Fransa ve Libya'da üslamlı bulunuyor.

Suriye'de yayladığı ile Lazkiye arasında, denize 200 metre mesafede kamplan bulunan THKP-C'nin Genel Sekreteri Mibraç Ural ile birlikte, Merkez Komite üyeleri Levent Güreğen, Şerif kod adlı Nasır Yılmaz, Yusuf kod adlı Ali Esat ve Haydar Temizalp da bu kampta bulunuyorlar.

Fransa'da, daha çok örgütün ekonomik konular ile ilgili işlerini yürüten Merkez Komite elemanları da Salih Hoca, Zafer Gündoğdu, Mehmet Ali kod adlı Ali Sönmez ve Cemal kod adlı İbrahim Yalçın olarak belirlendi. Örgütün Libya'da da Sami ve Doğan kod adlı iki elemanı bulunuyor.

SURİYE'DEKİ KAMP

Son kez 21 Kasım 1986'da toplanan örgütün Merkez Komitesi'nin yaptığı durum değerlendirmesinde, bir süre toparlanma dönemi geçirilmesi ve eylemlere ara verilmesi kararlaştırıldı.

Güvenlik birimlerine ulaşan bilgilere göre, Anadolu Komünist Partisi adını alar ve PKK ile yaptıkları eylem birliği gereği, Batı bölgeleri ve şehir merkezlerini eylem alanı olarak seçen örgüt, yeni bir kamp yeni aramasını da kararlaştırdı.

ÖRGÜTÜN İHRACATI

Türk polislerinin elindeki bilgiler, Suriye'deki kamplarında küçük bir çiftlik oluşturup, balıkçılık yapan örgütün, aynı zamanda bir lokanta ve oto busama atölyesi işlettiğini gösteriyor.

ANAP binasına bombalı saldırı olaylarından sonra Ankara Emniyet Müdürlüğü Siyasi Şube ekibince ele geçirilen Hasan Hüseyin Napaz adlı militan ifadesinde, örgütün mali kaynaklarını anlatarak, ihracat bile yapıldığını kaydetti.

Sovyetler Birliği'nden barış saldırısı

Sınırlarda güvenlik koridoru

Moskova sınır güvenliği için 2 önemli girişimde bulundu

1 Türkiye'nin şartı olan Kafkasya'nın silahlardan arındırılmasını kabul etti

2 Güneydoğu Anadolu'nun silahsızlandırılmasından vazgeçti

Nur BATUR

ANKARA

SOVYETLER Birliği, nükleer silahların yok edilmesi yolunda atılan ilk ve önemli adım olan INF Anlaşması'nın Washington'da imzalanmasından sonra, Eylül ayından bu yana Viyana'da süren "konvansiyonel silahsızlanma" ön müzakerelerinde de barış taarruzuna geçti ve tüm NATO ve Varşova Paktı ülkelerinin sınırlarında birer güvenlik koridoru kurulmasını teklif etti. Sovyetler bu öneriyi tüm NATO ülkelerine bildirdi.

Uzun süre önce Sovyetler Birliği Ankara'da da bir girişimde bulunarak, bu genel öneri çerçevesinde Türkiye'nin müzakere kapsamına alınmasını şart koştuğu "Kafkasya'nın da silahlardan arındırılması" kabul edeceğini, ancak bunun Türk ve Sovyet çerçevesinde bir güvenlik koridoru şeklinde olmasını istedi. Moskova, Güneydoğu Anadolu'nun da silahlardan arındırılması yolundaki tezini bu öneriyle geri çektiğini bildirdi.

VIYANA GÖRÜŞMELERİ

Geçen Eylül ayında Viyana'da toplanan ve "23'lü Grup" diye adlandırılan yedi Varşova Paktı ve 16 NATO üyesi ülkenin temsilcileri, konvansiyonel silahsızlanma alanında da yoğun bir pazarlık içinde bulunuyorlar. Yaklaşık dört aydır devam eden müzakerelerde pazarlık doğrudan silahlar üzerinde değil. Bu görüşmeler bir "ön müzakere" niteliğini taşıyor ve toplanması planlanan Konvansiyonel Silahsızlanma Konferansı'na bir görev yansıması hazırlama amacı ile yapılıyor. Bu noktada 23 ülkenin temsilcileri gerek silahsızlanmaya gidilecek alanı, gerekse silah kategorilerini belirleme çalışıyorlar.

Sovyetler Birliği, Kafkas sınırından başlayarak tüm NATO ve Varşova Paktı ülkeleri sınırlarında birer güvenlik koridoru kurulmasını teklif etti

ATLANTİK'TEN URALLAR'A

Konvansiyonel silahsızlanmaya gidilecek alanın tanımı "Atlantik'ten Urallar'a kadar" şeklinde genel olarak yapılmış durumda. Ancak müzakerelerin başında Moskova, Kafkasya'yı bu kapsam dışına tuttu ve "Kafkasya'nın gizmesi halinde tüm Anadolu'da da silah indirilmesine gidilmesi" tezini masaya getirdi.

Sovyetler'in bu tezine karşı ise Türkiye'nin yaklaşımı, Doğu Anadolu'nun tümüyle müzakere kapsamına alınmaması, yalnızca Helsinki Nihai Senedi'nde çizilen sınırlar çerçevesinde kalınması gerektiği şeklinde oldu. Ankara, Türkiye'nin sadece Sovyetler ile sınır olmadığını, Suriye, İran ve Irak'ta da belirli bir güç dengesinin korunması gerektiğini ve bu nedenle Güneydoğu Anadolu'nun kapsam dışına tutulmasını ısrarla savundu. Buna karşılık Ankara, Kafkasya'nın müzakere kapsamına alınmasında da aynı şekilde ısrarlı bir pazarlık sürdürdü ve bu görüşünü NATO ülkelerine de kabul ettirdi.

MÜZAKERELERİN ÖNEMİ

Ankara, görüşmelerin başarılı olmasının, özellikle Kafkasya'daki Sovyet askeri gücü Ankara açısından ciddi bir kaygı konusu. Sovyetler'in Kafkasya'daki 20 tümenlik askeri gücü Türk Silahlı Kuvvetleri'nin çok üstünde. Türk yetkililer, Sovyetler ile bu bölgedeki askeri dengesizliğin ortadan kaldırılmasının silahlanma

ile değil, silahsızlanma ile gerçekleştirilebileceği görüşündeler. Konvansiyonel Silahsızlanma Konferansı'nda bulunacak bir formülle bu hedefe ulaşılması halinde bir Türk diplomatın deyimleriyle "Diplomas yoluyla askerler bir zafer" kazanılmıyacak.

Yaklaşık üç hafta önce yapıldığı belirlenen son Sovyet önerisi ile Viyana müzakerelerine yeni bir dinamizm gelmiş durumda. Sovyetler'in bu barış taarruzuna henüz NATO'dan cevap verilmiş değil. Türk Hükümeti'nin de diğer NATO ülkeleri ile birlikte bir değerlendirme yaptıktan sonra Sovyet önerisine yanıt vermesi bekleniyor. Moskova, önerinin prensipte kabul edilmesi halinde kurulacak güvenlik koridorunun genişliğini de yine müzakerelerle belirlenebileceği görüşünde. Bir Sovyet diplomatı da Milliyet'e, "Silahlardan arındırılacak bölge, 50-100 ya da 150 kilometre mi olacak? Bu müzakerelerle belirlenebilir ama, önce prensipte anlaşmak gerekir" diyerek, Moskova'nın NATO'dan ve Türkiye'den yanıt beklediğini söyledi.

NATO tarafından hazırlanan "Kuvvet Karşılaştırması" raporunda da Türk-Sovyet sınırında mevcut askeri güçler arasındaki dengesizlik açıkça görülüyor. Raporda şu bilgiler yer alıyor:

"Sovyetler Birliği'nin elinde Türkiye'nin doğusuna dönük olarak kullanılabilir 20 tümen bulunuyor. Bu tümenler 4 bin 300 tank ve 4 bin 800 toplu donatılmış durumda. Bunlardan 12 tümen 2 bin 435 tank ve 2 bin 735 top-

la birlikte sınıra yakın bir şekilde konuşlandırılmış. Bu birlikler ayrıca hava indirme ve amfibik (deniz çıkarma) birliklerle desteklenebilir.

"Türk ordusu ise Kuzeybatı'da yalnızca sekiz tümene sahip. Güneydoğu'daki geniş sınırları korumakla görevli dört tümen de gerektiğinde Varşova Paktı'na karşı kullanılabilir."



Atalay: "Diyarbakır'da özel merkez var"

SHP'lilere işkence

DIYARBAKIR, MİL-HA

SHDP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Diyarbakır ve çevresinde son aylarda birçok köyde baskı ve işkencelerin yoğunlaştığını öne sürerek, "Diyarbakır işkence merkezindeki aletler, Hitler Almanyası'nda bile yoktur. Bölge halkı ancak bir işgal devletinin yapabileceği haksız uygulamalar altında inlemektedir" dedi.

İşkence gördükleri iddia edilen bir grup vatandaşla birlikte dün Diyarbakır Gazeteciler Cemiyeti'nin lokalinde bir basın toplantısı düzenleyen SHP Milletvekili Fuat Atalay, özellikle Lice ve Diele ilçelerinin birçok köyünde güvenlik kuvvetlerinin keyfi uygulamaları yaptığını ve birçok vatandaşın işkence yapıldığına ilişkin olarak elinde belgeler bulunduğunu söyledi.

Atalay, Lice İlçe Jandarma Komutanı Üstöğmen Murat Odabaşı'nın bizzat köylülere işkence yaptığını belirlediklerini öne sürerek, bu kişi hakkında soruşturma açılması için suç duyurusunda bulunduğunu ve işkence görenlerin Cumhuriyet Savcılığı'na başvuruda bulunduğunu açıkladı.

"KIZILTEPE İLÇE BAŞKANI 29 GÜN İŞKENCE GÖRDÜ"

SHP Kızıltepe İlçe Başkanı Selanik Öner'in haksız yere gözaltına alındığını belirten Atalay, bu konuda da şunları söyledi.

"Halen tutuklu bulunan ilçe başkanı Selanik Öner'e 12 günü yoğun olmak üzere 29 gün süreyle işkence uygulanmıştır. İşkence gördüğünü anlatan 5 sayfalık kendi imzasını taşıyan belge elimdedir. Durumu ve diğer işkence olaylarını Millet Meclisi'ne götüreceğim. İlçe Başkanımız Selanik Öner'e "Seçimlerde neden Ahmet Türk'e yardım ettin?" diye sorulmuş ve "Ahmet Türk, şikâti onun yerine on yıl sen hapis yatacaksın" denilmiştir."

SHP'li Atalay: "İşkence, Hitler dönemini aratıyor"

● Diyarbakır SHP Milletvekili Fuat Atalay, bölgede "körülcü"luk ve "muhbir"lik önergilerini kabul etmeyen yurttaşlara "İşkence uygulandığını" iddiaları sürdü.

DIYARBAKIR. (hha)- SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay, Çevik Kuvvet'teki sorgulama merkezinin Hitler dönemini aratacak niteli-

kte olduğunu iddia etti. Atalay, jandarmamızın asayişin temini amacıyla baskı ve işkence yaptığını, bu nedenle köylülerden yoğun bir çoğunun başladığını

bildirdi.

Güneydoğu Gazeteciler Cemiyeti'nde bir basın toplantısı düzenleyen Atalay, jandarmamızın koy koruculuğu ve muhbirlik önergilerini kabul etmeyen yurttaşların, sorgulama merkezinde işkenceye alındığını bildirdi. Jandarmamızın yaptığı baskı ve işkenceler nedeniyle köylülerden yoğun bir çoğunun başladığını belirten Fuat Atalay, Lice bölgesinde Üstöğmen Murat Odabaşı'nın, koy koruculuğu ve muhbirlik önergilerini kabul etmeyen yurttaşları işkenceye aldığını, bu sorgulamaları da kayıt altına alınmadığını belirtti.

Irak-Türkiye karayolunu tehlikeli ilân etti

Barzani'den tehdit

İşgal: Tahran'da yapılan açıklamada isyancıların yolun bir bölümünü işgal ettikleri ve buradan geçen kamyonları yaktıkları bildirildi

EFKOŞE, (AP)- İran tarafından desteklenen Iraklı Kürt isyancılar, dün Tahran'da bir uyarı yayınlayarak "Irak-Türkiye karayolunun trafik için güvenli olmadığını" açıkladılar.

Mesut Barzani komutasındaki Irak Kürdistan Demokratik Partisi'ne bağlı grupların önceki gün

Türkiye-İrak sınırı yakınlarındaki karayolunun bir bölümünü işgal ettiği öne sürüldü. Açıklamada, Zaho'dan geçerek Irak'a eyya taşıyan birçok kamyonun yakıldığı da belirtildi.

İran resmi ajansı İRNA'nın yaydığı Kürt bildirisinde, "bundan böyle Irak-Türkiye karayolunu kullan-

cak yabancı firmaların ve bunların merkezlerinin bulunduğu ülkelerin hükümetlerinin doğacak zararlarından sorumlu olacakları" hatırlatıldı.

Sözü edilen karayolu, Irak'ın Avrupa'ya bağlıyor. Irak iyice ve benzeri hayatı ihtiyaçlarını Türkiye'den bu yoldan sağlıyor.

PKK, bir almayı

KATLETTİ

NUSAYBİN, MİL-HA

MARIN'ın Nusaybın ilçesinde PKK militanları tarafından kaçırılan bir baba ve 3 oğlu ölü olarak bulundu.

Önceki gece geç saatlerde, ilçenin Girmeli bucağına bağlı Eskiözü sar mağarasında, hayvanların başında belleyen Hüseyin Kurmaz adlı çoban ve 3 oğlu, PKK militanları tarafından kaçırılmış. Bölgede operasyonlarını havadan ve karadan yoğunlaştıran güvenlik kuvvetleri, çoban Hüseyin Kurmaz (70), ölü-

Af Örgütü, soruşturma istedi

DİŞ HABERLER SERVİSİ
MERKEZİ Londra'da bulunan Uluslararası Af Örgütü, Irak yönetimine çağrıda bulunarak, Irak güvenlik birimlerinin rejim karşıtlarını ortadan kaldırmak için fare zehirli kullandıkları yolundaki iddialarını soruşturmasını istedi.

Örgüt, bu konu ile ilgili açıklamalarında, Irak'ta rejim karşıtı 40 kişinin fare zehirli olarak kullanılan "tal-yum"la zehirlendiği yolunda haberler edildiğini bildirdi. Örgüt açıklamasına göre, yaşları 14-60 arasında değişen 10 Kürt'ün de ülkenin kuzeyindeki Süleymaniye kentinin Marga kasabasında, bir kadın ajan tarafından aryanlarına katılan "tal-yum"la zehirlendiler. Bu kişilerden üçü öldü, bir saat sonra yaşamını yitirenler, otekiler hastaneye kaldırıldı.

Emniyet, "kırmızı alarm"da 8 G-3 tüfek, 2 tabanca gasp ettiler

TİKKO, askeri birlik bastı

İZMİT, Kandıra'daki 197. Piyade Alayı'na bağlı 26'ncı piyade nöbetçi koğuşu önceki gece askeri parkalı ve silahlı 10 kişi tarafından basıldı. Koğuştaki nöbetçi er ve subayları etkisiz hale getiren ve Kurtçe konuştukları belirtilen militanlar 8 adet G-3 piyade tüfeği ile 3 tabanca aldıktan sonra Kandıra'da "TIKKO" yazıp, daha önce gasp ettikleri iki taksitle kaçtılar. Teroristlerden lider konumunda olan üç kişinin eşkali belirlendi.

Olayın duyulması üzerine çevre il ve ilçelerdeki tüm güvenlik güçlerine kırmızı alarm verilirken, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli de İzmir'e geldi. Genelkurmay Başkanlığı'nda değerlendirilen baskında kullanılan iki taksit dün ayrı ayrı yerlerde terk edilmiş olarak bulundu. Bu arada, dün gazetemize telefon eden bir kişi eylemi TKP-ML

● Kandıra'daki 197. Piyade Alayı 26. Piyade nöbetçi koğuşunu basan asker elbiseli 10 militan, nöbetçi er ve subayları, silahlarını alıp etkisiz duruma getirdikten sonra 15 G-3 piyade tüfeği ile 3 tabanca alıp kaçtılar. Militanlar, gasp ettikleri iki taksit ile geldikleri olay yerinden kaçarlarken, 5 tüfeği yol kenarına attılar

• Yunus ŞEN • Murat DEMİREL • Serdar AKINAN • Ekrem BÜTÜN

TIKKO adına ustlendi ve aldıkları tüfek sayının 25 olduğunu öne sürdü. Kimliği belirsiz 10 militan önceki gece İzmir'de Süleyman Doğan'a ait "41 AR 772" plakalı taksit ile Tuncer Öner'e ait "41 AN 413" plakalı bir başka taksitle müşteri gibi bindiler ve Kandıra'ya düğüne gideceklerini söylediler. Gece saat 02.00 sıralarında İzmir'den ayrılan taksitlerdeki militanlar Çubuklu köyü yakınlarına geldiklerinde silahlarını çekerek araçları durdurdular. Militanlar şoförlerin el ve ayaklarını bağlayıp yol kenarına bıraktılar ve aynı araçlarla yola devam ettiler. İki subay, 8'er parkalı militanlar saat 03.00 sıralarında Kan-

dıra yakınındaki 197. Piyade Alayı'nın yol üstünde bulunan nöbetçi koğuşuna yaklaşınca araçlardan indiler. Yürüyerek koğuşa gelen militanlar, üzerlerindeki askeri elbise nedeniyle tereddütte düşen kapı nöbetçilerini silahlarını çekerek etkisiz hale getirdiler. Militanlar, koğuş çevresindeki 5 nöbetçiyi de ellerindeki G-3 tiki piyade tüfeklerini alarak koğuşa soktular. Koğuşta 7 eri kısa sürede etkisiz eden militanlar bu askerlerin tüfeklerini de aldılar. Militanların bir bölümü koğuş içersinde bulunurken diğer arkadaşları da çevrede pusuya vurular. Bu sırada, devriye gezen nöbetçi yuzbaşlı ile astegmen de dışarıda gizle-

nen silahlı kişilerce etkisiz duruma getirildi. Nöbetçi yuzbaşı ile astegmen de tabancaları alınarak koğuşa sokuldu. Militanlar, koğuş duvarlarına "TIKKO" yazdıktan sonra toplam 13 G-3 piyade tüfeği ile subayların iki tabancasını alarak dışarı çıktılar, kendilerini bekleyen taksitle bindiler. Bir süre uzaklaştıktan sonra da G-3 tüfeklerinin 5'ini yol kenarına attılar

• "KIRMIZI ALARM" VERİLDİ

Çubuklu köyü yakınlarında el ve ayakları bağlanan taksit şoförleri, Süleyman Doğan ile Tuncer Öner'ın şifirinden kurtulup köy muhtarına, köğüşteki askerlerin de İzmir

Jandarma Alay Komutanlığı'na durumu bildirmeye önce İzmir ve çevresindeki askeri birlik ve polisi merkezleri alarma geçirdi. Daha sonra da İzmir, Adapazarı ve İstanbul'daki tüm güvenlik güçlerine "Kırmızı Alarm" verildi. Bu arada, gazetemize taksitlerin şoförleri soruldukları üzere İzmir'de Jandarma Alay Komutanlığı'nda görüldü

TAKSİLER BULUNDU

Baskın gerçekleşen yolda üst örgüt militanlarının yakalanması için geniş çaplı arama yapılırken, gasp edilen "41 AN 413" plakalı sarı renkli kartal marka taksit Kandıra İzmir karayolunun 10. kilometresinde bulunmuş olarak bulundu. Bundan kısa bir süre sonra da "41 AR 772" plakalı taksit ters bir yönde, Kandıra'nın Akova köyü yolunun 15. kilometresinde şarmpole yuvarlanmış olarak ele geç-

ti. Taksit içerisinde boş bir şarjör ile, boş bir kutukluk bulundu.

Piyade koğuşunun basılıp soyulduğu haberinin duyulmasından sonra İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, Kutahya'dan İzmir'e geldi. Kalemli, olay yerinde incelemelerde bulundu, İzmir'de tüm yetkililerin katıldığı bir toplantı düzenleyen Bakan Kalemli, daha sonra yaptığı açıklamada şunları söyledi:

"Olayı bir terörist grup üstlenmiştir. Ancak devletimiz böyle çalpulcu gruplara göz açtırmayacaktır. Gerekli soruşturma sürdürülmektedir. Olayın faileri kısa sürede ele geçirilecektir. Soygunu yapanların 10 kişi oldukları kesinlik kazandı."

Baskın ve soygun olayının Genelkurmay Başkanlığı ile çevre illerdeki emniyet müdürlüğü ve ordu birliklerince de değerlendirildiği öğrenildi.

3 TERÖRİSTİN EŞKALI BELİRLENDİ

Kaçan teröristlerden lider konumunda olan üçünün eşkali belirlen-

di. Militanların gasbettikleri taksitlerin şoförleri ile olay sırasında nöbetçi olan er ve subayların verdikleri bilgilere göre 10 teröristten 3'ünün eşkalleri tespit edildi.

Lider konumundaki teröristlerin 1.70 boylarında, 2 günlük sakalı olan, 28-30 yaşlarında, kot pantolon giydikleri belirlendi. Liderle yardım eden diğer iki teröristin ise 1.80 boylarında, seyrek bıyıklı, esmer uzun burunlu zayıf ve 1.80 boylarında, olay sırasında yurtden ma-kale taşıyan bir kişi.

GENELKURMAY'IN AÇIKLAMASI

Genelkurmay Genel Sekreterliği de Kandıra'daki baskın olayı ile ilgili bir açıklama yaptı. Genelkurmay açıklamasında terörist grupların silahlı ve maskeli 8 kişi askeri depodaki bir nöbetçiyi etkisiz hale getirerek, depo dışındaki bir başka binada bulundurlar 8 tüfek ile 3 tabancası olarak kaçtıkları belirtildi.

Dün saat 14.15'te gazeteci

arayan kimliği belirsiz bir kişi İzmir'deki baskın olayını TKP-ML TIKKO örgütü adına ustlendiğini bildirdi ve 25 G-3 tüfeği ile 3 tabanca aldıklarını öne sürdü. Gazetemize telefon eden kişi, "TKP-ML TIKKO örgütü adına Adapazarı'nda Kandıra'da bir askeri birliğe yapılan baskında 25 G-3 piyade tüfeği ile 3 tabanca aldık" dedi.

TİKKO NEDİR?

Gerçekleştiği baskın olayıyla güvenlik güçlerini eylem beklentisine sokan yasa dışı Türkiye İhtilaleci Köylü Kurtuluş Ordusu (TIKKO), Türkiye Komünist Partisi-Marksist Leninist (TKP/ML) örgütünü askeri kanadını oluşturuyor. Türkiye'de Marksist-Leninist bir düzen kurmayı amaçlayan TKP/ML kentlerde TIKKO, kırsal kesimde de Partizan adı altında faaliyet gösteriyor. Yasa dışı örgütün kırsal kesimdeki kolu olan Partizan, daha çok Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki köylülere yönelik ideolojik propaganda faaliyeti yürütüyor. Partizan örgütü Doğu ve Gü-

neydoğu Anadolu Bölgesi'nde bir güne kadar büyük çaplı devriye eyleminin içerisinde yer almadı. Bir baraj inşaatından dinamik olan ve birkaç öldürme eylemlerini gerçekleştiren yasa dışı örgütün Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki kişi koşulları yüzünden yeni eylemlere girişmediği üst düzeydeki bir emniyet yetkilisi tarafından bildirildi. Aynı yetkili, örgütün silah sıkıntısı çektiğini belirterek, "Baskını yapanlar büyük ihtimalle Doğu'dan gelmişlerdir. Büyük şehirlerde eylem koyacakları yolunda eskiden elde edilmiş istihbarat çalışmamız var. Ses getirecek bir eylem yapabilirler" dedi.

BAŞBAKAN'A BİLGİ

İzmir'deki incelemelerden sonra karayoluyla İstanbul'a gelen İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, Harbive Ordusu'na giderek Başbakan Turgut Özal'la görüşte. Başbakan Özal'a baskında ilgili bilgi verdiği öğrenilen Mustafa Kalemli, daha sonra açıklama yaptı.

Apo'dan hainlere



ÇAĞRI

● Abdullah Öcalan, korsan radyoda yaptığı konuşmada aralarındaki güçbirliği bozulmuş olan TKP/ML adlı yasa dışı örgütün Türkiye'de kendileriyle eylem birliğine airmesini istedi

● PKK ile TKP/ML ortak eylem kararı aldı

Apo'nun yeni taktiği

MARDİN, MİL-HA

PKK lideri Abdullah Öcalan, beklenmedik bir açıklama yaparak, "TKP/ML ile ortak eylem kararımız vardır" dedi. Öcalan, Surive sınırına yakın bölgelerden dinlenebilen kor-

san Kürt radyosundaki konuşmasında şu iddialara yer verdi: "TKP/ML Partizan grubuyla yurt dışında birleşmiş durumdayız. Yurt içinde de ortak eylem kararımız vardır. Aynı şekilde THKP/C ve Kürdistan Komünistleri Birliği (YKK) örgütleriyle de ittifak halindeyiz. Ortak eylem kararı aldığımız örgütlerin yurt dışındaki kadroları Türkiye'ye dönmeli ve savaşıma katılmalıdır. Bundan böyle eylemlerimizi çok daha geniş alanlara yayma imkânı bulacağız."

Öcalan, ortak eylem kararlarının Kürdistan Demokratik Partisi lideri Mesut Barzani ve KYP lideri Celal Talabani tarafından da desteklendiğini öne sürdü.

Kısaca Apo diye anılan PKK lideri Öcalan'ın, Kandıra baskınıyla ilk etkin eylemini yapan TKP/ML ile eylem birliği kararlarının bulunduğu açıklaması, ilgili istihbarat çevrelerinde sürpriz olarak niteleniyor.

PKK ve TKP/ML, 1984 yılında bir güç birliği için girmişler, ama aradan iki yıl geçmeden TKP/ML, kendi tabanının hızla PKK'ya kaydığını fark ederek, bu birliği bozmuştu. TKP/ML'nin o zamandan beri PKK'dan uzak durmaya çalıştığı sanılıyordu.

Apo, geçtiğimiz aylarda Suriye'nin Basit bölgesinde düzenlenen bir toplantıda, kısaca "Acilciler" diye anılan THKP/C ile güç ve eylem birliği protokolu imzaladıklarını, kısaca Acilciler diye anılan Partizan ve TIKKO adlı 2 eylem grubuna ayrılan TKP/ML'yi ise bu şekilde tanımladıklarını söylemişti.

Tercüman 14.01.88

Ve eşkiya Nusaybin'de iki öğretmeni kurşuna dizdi

M.Ata ACAF
NUSAYBIN, (Tercüman)- Mardin'in Nusaybin ilçesinin iki ayrı köyünde baskın düzenleyen bölücü eşkiya bu iki köyde görevli ilkököl öğretmenlerini otomatik silahlarla tarayarak öldürdü. Önceki akşam saat 22.00 sıralarında Nusaybin ilçesine bağlı Dibek ve Dağçı köylerine 20'şer kişilik iki ayrı eşkiya grubu, ayrı kollarından

baskın düzenledi. Bölücü eşkiya baskın düzenlediği Dibek köyünde görev yapan köy ilkököl öğretmeni İsmet Baran'ı kaldığı lojmandan çıkarıp köy meydanında kurşuna dizerek öldürürken, diğer eşkiya grubu da aynı saatlerde Dağçı köyü ilkököl öğretmeni Adem Akdeniz'i otomatik silahlarla tarayarak öldürdü. Bölücü eşkiyanın eylemlerini gerçekleştirdikten sonra köyden

uzaklaşırken sloganlar attığı belirtiliyor.

Olay üzerine Mardin Tuğay ve Bölge Asayiş Komutanı Tuğgeneral Turhan Bedirhan olayların meydana geldiği Dibek ve Dağçı köylerine giderek, incelemelerde bulundu. Köylü yurttaşlarla görüşüp olay hakkında bilgi edindi.

Ayrıca bölgede geniş çaplı arama

ve operasyon başlatıldığı belirtildi. Bu arada bir süre önce aynı köylerde yine bölücü eşkiya tarafından baskın düzenlenip, burada bildiri dağıtılmış ve köylerin halk tipi telsizleri eşkiyalarca gasp edilmiş ve aynı zamanda köylü yurttaşlar da tehdit edilmişti.

Tercüman 15.01.88

Eşkiyanın cinayeti bitmiyor 4 köylü mağarada kurşuna dizildi

4 köylü mağarada kurşuna dizildi

MARDİN, (Tercüman)- Nusaybin'in Dağçı köyünde öğretmen Adem Yavuz'u öldüren teröristlerin kaçırdığı dört köylü, ölü olarak bulundu.

Nusaybin'in Girmeli bucağına bağlı Dağçı köyünü önceki gün baskın yapan eşkiya, aynı köye bağlı Kup mezrasında 60 yaşındaki Hüseyin Korunmaz, 35 yaşındaki Kenan Korunmaz, 30 yaşındaki Nezih Korunmaz ve 20 yaşındaki İsmail Cihan-giroğlu'nu silah zoruyla kaçırmıştı.

Olay üzerine, bölgede geniş arama ve operasyonlara başlayan güvenlik kuvvetleri, bölgenin dağlık kesimindeki bir mağarada, kaçırılan dört köylünün cesedini buldu. Köylülerin otomatik tüfeklerle taranarak öldürüldüğü bildirildi.

Yetkililer, eşkiyanın geçiş yapabileceği guzergâhların çembere alındığını, çevredeki köy ve mezralara giriş ve çıkışların sıkı kontrol altına alınarak operasyonların sürdüğünü bildirdi.

Tercüman 18.01.88

Şırnak Dereler'de çatışma

Hüsamettin KARANFİL
ŞİRT, (Tercüman)- Şirt'in Şırnak Silçesi Dereler bölgesinde güvenlik kuvvetleriyle bir grup terörist arasında silahlı çatışma çıktı. Çatışmada bir köylü kadını öldürdü.

Alınan bilgiye göre, dün saat 20.30 sıralarında bölgede operasyon yapan güvenlik kuvvetleri, Şırnak'ın Dereler bölgesinde bir grup terörist ile karşılaştı. Teröristlerin güvenlik kuvvetlerinin teahhül ol çağrısına ateş ile karşılık vermesi sonucu silahlı çatışma çıktı. Çatışma sırasında 47 yaşındaki Kudret İke adlı köylü kadını evinin önünde otururken vurularak öldürdü. Uzun süren çatışmadan sonra sis ve kar yağışından yararlanan teröristler çatışmayı keserek olay yerinden kaçtı. Olay üzerine operasyonlar geniş alana kaydırılmak suretiyle devam ediyor. Sabah da Şirt il merkezinden operasyon bölgesine helikopter ile iki vurucu tim grubu gönderildi.

Öte yandan Şırnak Dereler bölgesinde güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren teröristlerin 7 kişi oldukları ve bu terörist grubunun bölgede uzun bir süreden beri faaliyet gös-

Güvenlik kuvvetleriyle çatışmaya giren eşkiya kaçarken bir köylü kadını öldürdü

teren PKK bölge sorumlusu Mahir kod isimli Salih Balk'ın grubu olduğu belirtildi.

Güvenlik kuvvetleriyle iki saatlik bir çatışmaya giren ve daha sonra sis ve kar yağışından yararlanarak kaçan terörist grubunun Beytüşşebap yönüne doğru kaçtıkları tesbit edilerek, teröristlerin takibine başlandığı bildirildi. Takip ve operasyonlara Şırnak 119. Seyyar Jandarma Alayı'na bağlı birliklerin yanı sıra, Dedeören ve Dereler bölgesinde bulunan komando birlikleri de katılıyor.

Operasyonun yapıldığı bölgede 2 metre kar olduğu, bu arada teröristlerin sınırı geçmeden yakalanmalarına çalışıldığı, çatışmanın dün Şırnak'ta bulunan İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'nin Dereler köyünde okul açılışından birkaç saat sonra meydana geldiği belirtildi.

Milliyet

19.01.88

● "Sürgün hükümeti" hazırlığı içinde

PKK'dan siyasi atak

- Mart ayında yapılacak PKK merkez komitesi toplantısında bir ulusal konsey oluşturulacağı, bu konseyin sürgün hükümeti çalışmalarını tamamlayıp kuruluşu ilkbaharda ilan edeceği öğrenildi
- "Sürgün hükümeti" kuruluşundan sonra, PKK bu hükümetin "eylem kolu" olarak çalışacak

PKK'nun "siyasi atak" hazırlanacağı ve Mart ayında toplanacak Merkez Komitesi'nin sürgün hükümetinin kuruluşunu dünyaya açıklayacağı öğrenildi. Edinilen bilgiye göre, PKK'nın Mart ayı içerisinde Suriye'de ya da Bekaa Vadisi'nde düzenleyeceği Merkez Komitesi toplantısında bir "ulusal konsey" oluşturulacak. Bu konsey, "sürgünde bir Kürt hükümeti kuruluşu" çalışmalarını kısa zamanda tamamlayacak. Daha sonra "sürgünde hükümet" in kuruluşu "dünyaya" açıklanacak.

PKK Merkez Komitesi üyelerinin çeşitli uluslararası örgütleri ve Avrupa'daki bazı parlamenterlerle temaslarda buldukları, destek arayılarına girdikleri de ulaşan haberler arasında yer alıyor.

PKK lideri Abdullah Öcalan (Apo), örgütün korsan radyosunda yaptığı bazı konuşmalarda ve parti organı gazetelerde yer alan yazılarında, "sürgün hükümeti" girişimlerinden üstü kapalı şekilde bahsetmişti.



Okul yolunda kurt korkusu

DOĞU Anadolu'da köylü yurttaşlar, kara kışın iyice bastırıldığı şu günlerde kurt korkusu içinde yaşıyorlar. Bitlis il merkezine bağlı ve kente 18 kilometre uzaklıktaki Yalnızçamlar köyünün çocukları, okullarına sılahlı koruyucularla gidip geliyorlar. Kurt sürülerinin çok sık

köye inmesi ve ağillara girip koyunları parçalaması üzerine, alleler, uç kilometre mesafedeki ilkokula, çocuklarının can güvenliğini sağlamak amacıyla av tüfeği taşıyan koruyucularla göndermeye başladılar.
(Fotoğraf: Celal SAYDAM/BİTLİS, MIL-HA)

Tercüman 18.01.88

Olumlu bir gelişme

Fransa, PKK

ve ASALA'ya

hoşgörülü

davranmayacak

ANKARA/PARİS- Fransız hükümetinin, ülkede Türkiye aleyhine faaliyet gösteren bazı örgütlere yasak getireceği belirtildi.

Türk-Fransız heyetleri arasında, teröre karşı işbirliği görüşmelerinin devam ederken, terörist eylemlere katılan gruplar hakkında iki ülke güvenlik güçlerinin birbirlerine danışmanlık yapmasının da kararlaştırıldığı belirtildi.

Edinilen bilgiye göre, hafta başında Ankara'da teknik heyetler seviyesinde yapılan "terörizme karşı Türk-Fransız işbirliği" görüşmelerinde, özellikle Fransa'da Türkiye aleyhine faaliyet gösteren örgütlerin durumu ele alındı. Yetkililer, Fransız yetkililerin, politik göçmenlerin oluşturduğu örgütleri ve TKP'yi bu kapsamın dışında tuttuğunu belirttiler.

PKK VE ASALA'YA HOŞGÖRÜ YOK

Yasa dışı TKP ve diğer bazı grupların terörist eylemlerde bulunmadıklarını belirten Fransız yetkililer bu grupların Fransa'daki faaliyetlerine devam edebileceklerini bildirirken, milletlerarası terör örgütlerinin yanısıra, PKK ve ASALA'nın da tartışıldığı öğrenildi.

Bu arada, Fransa'nın, ASALA ve PKK'nun eylemlerine artık hoşgörü ile bakmadığı öğrenildi.

Öte yandan, görüşmelerde terörizme karşı işbirliği anlayışı uyarınca, Fransız polisinin terör örgütlerine yönelik olarak düzenlediği baskınlarda ele geçirilen örgütsel belge ve bilgileri, zaman geçirmeden Türk emniyetine ulaştıracağı, Türkiye'nin de bu örgütler konusunda Fransız polisine danışmanlık görevi yapacağı bildirildi. (UBA)

Tercüman 19.01.88

Lissarides'ten haince itiraf:

“Kıbrıslı Rumlar bölücülerin müttefikidir”

Demeç

Rum yönetimi meclis başkanı Lissarides ANK Ajansı'na Selânik'te verdiği demeçte, bölücü eylemleri desteklediklerini söyledi

Ahmet YABUĞLU

Kıbrıs Rum Yönetimi Meclis Başkanı Vasos Lissarides, bölücü eylemleri yapan ANK'a (Kürt haber ajansı-ANK) verdiği demeçte Kürtler'in mücadelesini desteklediklerini ve onlarla ittifak halinde olduklarını söyledi.

Rum gazetelerinden Epikeri'nin haberine göre Lissarides'in Selânik'te verdiği bu demeç: "Kürdistan Press" gazetesinde geniş şekilde yer aldı. "Kürdistan Press" gazetesinin birinci ve beşinci sayfalarını tamamen Lissarides'in demeçine ayırdığı bildirildi.

Epikeri'nin haberine göre Lissarides demecinde genel olarak Rumlar'ın, Ermeniler'in ve Kürtler'in durumuna temas ederek bu konuda şu görüşleri belirtti:

"Ermeni ve Kürt meselelerine ilk temas edenlerden biri olduğumu sanıyorum. Etkin birim olarak tanınmadıkları için, Türkiye'nin nüfusunun % 20'sinin alımlı olarak Türkiye'ye karşı koyduğu gerçekleri değerlendirmemiz gerekmektedir. Kürtler'in mücadelesi, Kıbrıs'ın mücadelesinin müttefikinin mücadelesidir. Kürtler'in Türk yönetimine karşı mücadelesi Türkiye'yi zayıflatmaktadır. Dolayısıyla Türk işgalini yaşanmakta olan Kıbrıs'ın mücadele-

sinin müttefikidir."

Lissarides daha sonra "Kürt haber ajansı-ANK"ın muhabirinin sorularını şöyle cevapladı:

SORU: Türkiye'nin demokrasiye geçişine ilişkin iddiaları hakkındaki görüşünüz nedir?

CEVAP: "Gülünçtür. Her anlamıyla gülünçtür. Bu sadece Türkiye tarafından etnik bir birim olarak tanımayan Kürtler açısından değil, bizzat Türk halkı açısından da böyledir. Çünkü bu kendi kendine demokratik sistemi veren rejimin içinde hareket edebilecekleri Anayasa çerçevesi ma-lumdur. İyi niyetli herhangi bir şahsın Türkiye'de demokratik yeniden kurduğuna inanacağına sanmıyorum."

SORU: Kürdistan ile Türkiye'nin işgali altında bulunan Kıbrıs'ın halkları arasındaki dayanışma hakkındaki görüşünüz nedir?

CEVAP: "Biz, Kürt hareketinin doğru bir hareket olduğuna inanmaktayız. Çünkü Türkiye'nin Kürt nüfusunun % 20'sini tanımasını reddetmesi ve bunlara 'Dağ Türkleri' demesi mümkün değildir. Bu sebepledir ki siz de, Kürtler'in mücadelesini büyük bir sevgi ve sempati ile karşıyoruz."

Meclis zabıtlarından aynen "hezeyan"

ANKARA, (Tercüman)- TBMM Genel Kurulu'nda dün sert tartışmalara sebep olan "Kürtçülük" tartışması sırasında ANAP'a mensup milletvekilleri sık sık sıra kapaklarına vurup "yuh" çekerek SHP'li Mehmet Ali Eren'i protesto ettiler. Bazı SHP'li'lerin ise Eren'i alkışladıkları görüldü.

"KÜRT SORUNU" HEZEYANI

Bu tartışmalar Meclis zabıtlarına şöyle geçti: **M.ALİ EREN (İstanbul-SHP):** ... bugün kamuoyunu sürekli meşgul eden toplumsal yaralarımızdan biri de Kürt sorunudur. ... Kürt sorunu bütün yönleri ile ele alınarak gerçekçi çözüm yolları bulunmalı ve konu tartışılmalıdır. (ANAP sıralarından gürültüler)

HALİM ARAS (Kocaeli-ANAP): Yalan söylüyorsunuz, yalan...

M.ALİ EREN (Devamlı): Doğu mahrumiyet bölgesi olarak bırakılmış, bunların kendi dillerini konuşmaları yasaklanmıştır...

(ANAP sıralarından sıra kapaklarına vurmalar, gürültüler)

M.ALİ EREN (Devamlı): ... bölgede asimilasyon, vargüçü ile devam ettirilerek isimler değiştirilmekte, vatandaşlar çocuklarına özgürce isim verememektedirler.. (ANAP sıralarından gürültüler)

İLHAN AŞKIN (Bursa ANAP): Ne konuşuyorsun, bilmiyorsun.

ŞEREF BOZKURT (Ankara ANAP): Atatürk milliyetçiliği çerçevesinde Türk milleti içinde herhangi bir ayrım yapılamaz. Türkiye'de, Türk milleti vardır.

TALAT SARGIN (Tokat ANAP): Anayasa'yı unutma, Anayasa'yı...

M.ALİ EREN (Devamlı): Doğu'da düzenlenen operasyonlarda özel talimatlar uygulanmakta ve yakalanan sanıkların olay yerinde infazi yapılmaktadır (ANAP sıralarından gürültüler). Dinle dinle, önce dinlemesini öğren. Dinle anlatacağım.

BAŞKAN HÜDAİ ORAL: Bir dakika sayın hatip, bir dakika efendim.

M.ALİ EREN, (Devamlı): Eğer yüreğiniz varsa, söylediklerimiz yanlışsa gelir buradan tartışsınız. (SHP sıralarından alkışlar, ANAP sıralarından gürültüler)

ŞEREF BOZKURT (ANAP): Ulusal bütünlüğümüzü bozucu laflar sarfediyorsun.

YUNANISTAN, BULGARISTAN

M.ALİ EREN (Devamlı): Yunanistan'daki Türk demoklerinin Türk sözcüğünün kaldırılması olayı ve Yunanistan'daki Türkler'e yapılan baskıdan söz ederek Yunan hükümetinin bu tutumu kinandı, gerekse de Bulgaristan'da Türkler'e...

CAHİT BALIK (Elazığ ANAP): Saf kan Türk onlar.

ŞEREF BOZKURT (Ankara ANAP): Yunanistan'da ve Bulgaristan'da uluslararası anlaşmalarla varlığı kabul edilen bir Türk etnik unsuru vardır... (SHP sıralarından 'otur yerine' sesleri, gürültüler.)

ÜLKÜ SÖYLEMEZOĞLU (Kahramanmaraş ANAP): Bölücü...

M.ALİ EREN (Devamlı): Biz demokratız, Yunanistan'da olsun Bulgaristan'da olsun, hangi milliyetten olursa olsun, insanlarımızı baskı yapıyorsa, bu baskının karşısında olacağız...

BAŞKAN HÜDAİ ORAL: Sayın Eren toparlayınız efendim.

AZINLIK MİLLİYETÇİLERİ

M.ALİ EREN (Devamlı): Ülkemizde eğer azın-

lık milliyetçilere baskı yapıyorsa, onların isimleri değiştiriliyorsa (ANAP sıralarından gürültüler) siz de gelin buradan onu kınayın...

İLHAN AŞKIN (Bursa ANAP): Sayın Başkan lütfen, hatip azınlık millet dedi... Türkiye'de hangi azınlık millet vardır, açıklasın bunu. (ANAP sıralarından gürültüler) Cevap versin hatip buna... Mecbursun cevap vermeye...

M.ALİ EREN (Devamlı): Bağırmayın. Biliyorsunuz Bulgaristan'dan ülkemize göç etmiş, kaçmış bölünmüş aileler var.

İLHAN AŞKIN (Bursa ANAP): Hangi azınlık millet var, onu açıkla...

BAŞKAN: Müddetiniz dolmuştur. Size son sözleriniz, cümleleriniz için müsaade ediyorum, lütfen tamamlayın.

İLHAN AŞKIN: Türkiye'de hangi azınlık millet var onu şöyle...

M.ALİ EREN: Sizlere de soruyorum. Onların ailelerine pasaport verecek misiniz? Yurt dışına gönderilecek misiniz onları?

İLHAN AŞKIN: Cevap ver, cevap. Hangi azınlık millet var Türkiye'de...

OLTAN SUNGURLU (Adalet Bakanı): Sayın başkan, Anayasa dışı laflar oluyor... Türkiye'de azınlık kim, onu söyleyin, böyle konuşmasına müsaade etmeyin.

YALÇIN KOÇAK (Sakarya ANAP): Meclis'te azınlıklar mı var?

M.ALİ EREN: Türkiye için demokrasi, ülke geçerli bir demokrasi olmak zorundadır. Saygılar sunuyorum.

(ANAP sıralarından gürültüler, "yuh" sesi) Kürsü burada buyurun gelin tartışalım.

BAŞKAN (Bozkurt'un söz istemesi üzerine) Buyurun efendim...

ŞEREF BOZKURT: Vazifeni yap, vazifeni.

MUSTAFA KALEMLİ (İçişleri Bakanı): Sayın başkan, hatipe cevap vereceğim.

BAŞKAN: Sayın Kalemlî, söz istemiştir. Hatibe yerinizden sık sık müdahale ettiğiniz takdirde konuşmanın insicamı bozulmakta böylelikle konuşma uzamakta... Arkadaşlar kendi kusurlarıyla ilgili söz istemektedir.

BOZKURT: Senin müdahale etmen gerekir, etmiyorsunuz...

NECAT ELDEM (İstanbul ANAP): Hatip öyle konuştuğunda zataalinizin müdahale etmesi lazım...

BAŞKAN (İçişleri Bakanı'na dönerek) Buyurun efendim.

İSTİKLAL MARŞI ŞİİR Mİ?

MUSTAFA KALEMLİ (İçişleri Bakanı): Anayasa'nın üçüncü maddesini bir kere daha okumak istiyorum. "Türkiye devleti ülkesi ve milleti ile bölünmez bir bütündür" (ANAP sıralarından bravo sesleri alkışlar)

ÖNDER KIRLI (Balıkesir SHP): Demogoji yapma, demogoji...

KALEMLİ: "Miltî marşı İstiklâl Marşı'dır. Başkentî Ankara'dır."

TURHAN HİRFANOĞLU (Hatay SHP): Şiir mi okuyorsun?

"DALKAVUKSUNUZ"

CÜNEYT CANVER (Adana SHP): Lehte konuşacağım başkan, söz istiyorum.

BAŞKAN: Buyurun efendim.

CANVER: ..'evet efendimci, sepet efendimci'dirler, Doğu'ya özgüdürler... Sayın Bozkurt siz bir dalkavuksunuz. Soytanlık sizin için bir rütbedir... (ANAP sıralarından gürültüler, sıra kapaklarına vurmalar)

Lissarides'ten haince itiraf: "Kıbrıslı Rumlar bölücülerin müttefikidir"

Demeç

Rum yönetimi meclis başkanı Lissarides ANK Ajansı'na Selânik'te verdiği demeçte, bölücü eylemleri desteklediklerini söyledi

Ahmet YABULOĞLU

Kıbrıs Rum Yönetimi Meclis Başkanı Vasos Lissarides, bölücü eksenli ANK'ya (Kürt haber ajansı-ANK) verdiği demeçte Kürtler'in mücadelesini desteklediklerini ve onlarla ittifak halinde olduklarını söyledi.

Rum gazetelerinden Epikeri'nin haberine göre Lissarides'in Selânik'te verdiği bu demeç "Kürdistan Press" gazetesinde geniş şekilde yer aldı. "Kürdistan Press" gazetesinin birinci ve beşinci sayfalarını tamamen Lissarides'in demeçine ayırdığı bildirildi.

Epikeri'nin haberine göre Lissarides demecinde genel olarak Rumlar'ın, Ermeniler'in ve Kürtler'in durumuna temas ederek bu konuda şu görüşleri belirtti:

"Ermeni ve Kürt meselelerine ilk temas edenlerden biri olduğumu sanıyorum. Etkin birim olarak tanınmadıkları için, Türkiye'nin nüfusunun % 20'sinin sâhibi olarak Türkiye'ye karşı koyduğu gerçekleri değeriyle düşünmemiz gerekmektedir. Kürtler'in mücadelesi, Kıbrıs'ın mücadelesinin müttefikinin mücadelesidir. Kürtler'in Türk yönetimine karşı mücadelesi Türkiye'yi zayıflatmaktadır. Dolayısıyla Türk işgalini yasa-makta olan Kıbrıs'ın mücade-

lesinin müttefikidir."

Lissarides daha sonra "Kürt haber ajansı-ANK" muhabirinin sorularını şöyle cevapladı:

SORU: Türkiye'nin demokrasiye geçişine ilişkin iddiaları haklı olduklarını ve onlarla ittifak halinde olduklarını söyledi.

CEVAP: "Gâliçtür. Her anlamıyla gâliçtür. Bu sadece Türkiye tarafından etnik bir birim olarak tanınmaya Kürtler açısından değil, bizzat Türk halkı açısından da böyledir. Çünkü bu kendi kendisine demokrasi sö-sü veren rejimin içinde hareket edebilecek Anayasa çerçevesi ma-lumdur. İyi niyetli herhangi bir şahıs Türkiye'de demokrasinin yeniden kurulduğuna inanacağı-nı sanmıyorum."

SORU: Kürdistan ile Türkiye'nin işgali altında bulunan Kıbrıs'ın halkları arasındaki dayanışma hakkındaki görüşleriniz nedir?

CEVAP: "Biz, Kürt hareketinin doğru bir hareket olduğuna inanmaktayız. Çünkü Türkiye'nin Kürt nüfusunun % 20'sini tanımayı reddetmesi ve bunlara 'Dağ Türkleri' demesi mümkün değildir. Bu nedendir ki siz de, Kürtler'in mücadelesini büyük bir sevgi ve sempati ile karşıyoruz."

"Kürt kavgası"

Gündem dışı konuşmasında, "Türkiye'nin sıkıntılarının başında Kürt sorunu var. Bunlar ana dillerini konuşmıyor, çocuklarına istedikleri ismi veremiyor, pasaport alamıyor. Bu bir ulusal sorundur" diyen SHP'li Mehmet Ali Eren ANAP'lılarca yuhalanırken, bazı SHP'li'ler de alkışlamadı.

ANKARA, (Hürriyet)- Türkiye Büyük Millet Meclisi'nde "Kürtçülük kavgası" çıktı. SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, "Kürtler" için, "azınlık milliyet" deyimini kullandı ve "Bunlar ana dillerini konuşmıyorlar. Çocuklarına istedikleri isimleri veremiyorlar. Kardeşleri, yurt dışına çıkmak zorundaydı, orada vatandaşlıktan atıldılar. Buradakilere ise pasaport bile verilmiyor. Başbakan, Bulgaristan ve Yunanistan'daki Türkler konusunda bağırırken, Kürt sorununa neden değinmiyor" dedi.

İLK TARTIŞMA

SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, gündem dışı yaptığı konuşmada, Türkiye'de ciddi sıkıntılarının bulun-

luğunu, bu sıkıntılarının başında ise "Kürt sorununun yer aldığı" söyledi. Eren, bunun "ulusal sorun" olduğunu da öne sürerek, "Ulusal sorunlar öcü değildir. Bunlar, her kesimde tartışılmalıdır. Bu tartışmaya Parlamento da katılmaldır" dedi. Eren şöyle devam etti:

"Parlamento, bu tabuyu yıkmak zorundadır. Kürt sorununu bütün yönleriyle ele alarak, gerçekçi çözüm önerileri üretmek, sorunu detaylarıyla tartışılmalıdır. Aksi takdirde, Türkiye'de demokrasi vesayet altında tutulmaktan kurtulamayacaktır. Kürtler'in varlığı sürekli yadsınmıştır. Bu insanlarımızı hep kuşkuyla bakılmış, farklı siyasal ve ekonomik uygulamalara tabi tutulmuşlardır."

SIRA KAPAKLARI

Bu konuşma sırasında ANAP'lılar sıra kapaklarını vurarak protestoya başladılar. Onural Şeref Bozkurt ayaya kalkarak "Ayıp, ayıp; böyle konuşamazsınız burada. Türkiye'deki Kürtler azınlık değildir" diye bağırıyor. Ülkü Söylemezoglu ise "Türkiye Cumhuriyeti var, azınlık yok" diye bağırıp SHP sıralarına döndü ve "Bu yaptığınız ayıptır. Bu milletvekilini susturun" dedi.

Mehmet Ali Eren bu tepkilere karşı "Susun dinleyin, burada bunları söyleyeceğiz" diyerek şöyle konuştu: "Başbakan ve iktidar, Bulgaristan'daki Aysel'i getirirken, oradaki Türkler'e baskı yapıldığını söylerken, isimleri değiştirdiği için karşı kampanya açarken, Yunanistan'daki derneklerin bağandaki Türk kelimesi kaldırıldı diye Diğışleri Bakanı bağırırken, Doğu'da Kürtlere yapılanlara niye susuyor? Ülkemizde de azınlık milliyetlere baskı yapılıyor."

ANAP sıralarından "Yuhh" sesleri yükselirken, SHP sıralarından bazı milletvekillerinin hiç alkışlamadığı görüldü. SHP'li Kâmil Ateşoğulları, Rıza Yılmaz, Şeref Erdem, Kemal Anadol, Mehmet Kahraman, Arif Sağ; hem Eren'i alkışladılar, hem de ANAP'lılara "Ayıp ayıp, yaptıklarınızdan utanın" diye bağırıldılar.

BAKAN KÜRSÜDE

Daha sonra, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli kursuya geldi ve SHP'li Başkan Vekili Hüda Oral'ın Eren'in konuşmasına imkân vermesini kınadı. Kalemli, "Atatürk'ün kurduğu TBMM çatısından bu konuşmanın yapılması hepimizi yaraladı ve derinden üzdü" dedi. Kalemli, milletvekilinin "kendi dillerini konuşamayan bir gruptan" söz ettiğini belirterek şunları söyledi.

"Anayasamızın üçüncü maddesi açık: Devletin resmî dili Türkçedir. Ayrıca bu kürsüden ant içtik. O yemimde söylediklerimiz de unutulmasın. Atatürk ilke

ve inkılaplarına bağlı kalacağız."

ANAP Ankara Milletvekili Onural Şeref Bozkurt söz alarak, "TBMM kurulduğundan bu yana, bu denli talihsiz bir konuşma, bu yüce kürsüden yapılmadı. Başkan, Anayasa suçu işleyen bu milletvekilinin cürmüne de iştirak etmiştir." dedi. Bozkurt, "Türk milleti bölünmez bir bütündür. Türkiye'de azınlık yoktur. Kürt unsuru yoktur. Türk ulusu vardır" dedi ve ANAP'lıların alkışları arasında kürsüden indi.

Daha sonra konuşan SHP'li Cüneyt Canver ise kürsüden şunları söyledi:

"Batı'da soytarıkh müessesesi vardır. Soytarıklar kralları bile eleştirirler ve güldürürler. Doğu'da ise dalkavuklar vardır. Evet efendimci, sepet efendimci. Sayın Bozkurt, siz bir dalkavuksunuz. Soytarıkh sizim için rütbedir."

YUHLAMALAR

Genel Kurul Salonu bir anda karıştı. SHP'li Canver'i alkışlar. ANAP'lılar kursuya doğru yuruduler. bir kısmı da sıra kapaklarını vurup "Yuh" çektiler.

Protestolar bir süre daha devam etti. SHP'li Arif Sağ ile ANAP'lı İsmail Ügdül'ün karşılıklı bağırdukları görüldü. Sağ, "Çık ulan dışarı" denken, Ügdül, "Şerefsiz sensin, sen" diye karşılık verdi. Bu sırada ANAP Grup Başkan Vekili Haydar Özalp, Ügdül'ün ağzını eliyle kapatıp susturdu. Daha sonra gündeme geçildi.

İNÖNÜ NE DİYOR?

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'in tartışmalara neden olan konuşması için, "Görüşlerini iyi ifade edemedi. Söylediklerinde parti ilkeleriyle ters düşen bir şey yok" dedi. İnönü, Eren'in konuşmasında "azınlık" kelimesinin yanlış anlaşıldığını, tartışmanın da bundan çıktığını savundu ve Eren'i makamına çağırıp bu konuda

açıklama yapmasını istediğini söyledi. İnönü, bir gazetecinin, "Turgut Atalay'ı bu yönde ki bir konuşmasından sonra partiden ihraç ettiniz, şimdi Eren için aynı şeyi yapacak mısınız?" sorusuna şöyle cevap verdi:

"İkisi farklı şeyler, Eren görüşünü yanlış şekilde dile getirdi. Söylediklerinde parti ilkelerine ters düşen bir şey yok. Yanlış anlaşılabilir talihsiz bir konuşma oldu. İfadesinin yanlış olduğunu ben de fark ettim, kendisinden açıklama yapmasını istedim." cevabını verdi.

Hürriyet

21.01.88

"Kandıra baskını bizim işimiz"

Naci SAPAN

TUNCELİ, (hha) - Hürriyet muhabiri, Kandıra'daki 197'nci Piyade Alayı cephaneliğini basan, iki otomobil gasp eden ve İstanbul'da bir polis memurunu şehit eden yasadışı TKP/ML TIKKO örgütunun militanlarıyla, zorlu ve ölümlü burun buruna geçen bir yolculuktan sonra, 2500 metre yüksekliğindeki Munzur Dağı'nın karlı eteklerinde görüşmeyi başardı. Kandıra baskını kendilerinin planladığını, bunun çalışmalarına aylar önceden başladıklarını söyleyen militanlar, asıl mücadele alanlarının "kırsal kesim" olduğunu belirtirken, "Ama eylemlerimiz; ordumuzun gücünü artırmak için, kentlere de sürdürüleceği" dediler.

TIKKO militanları, yaptıkları açıklamada, PKK'yi "karşı devrimci" diye nitelendirip bu örgütün kadın ve çocuklara yönelik kanlı eylemlerini tasvip etmediklerini söylediler.

NASIL GÖRÜŞTÜK?

Kandıra baskınının ve hemen ardından bir polis memurunu şehit edilmesiyne sonuçlanan İstanbul'daki kanlı çatışmadan sonra, bu eylemi planlayan militanlara ulaşabilmek için, önce Diyarbakır burumza talimat verdik Topladığımız istihbarat, yasadışı TKP/ML TIKKO örgütü militanlarının, Tunceli'de, Munzur Dağı'nın aşılması güç sarp vamaçlarında gizlendiklerini gösteriyordu.

Gorevli arkadaşlarımız, Diyarbakır yöresini karşı karşıya tararken, görüşmeleri her kişiye, "militanlarla görüşme" isteklerini ilettiler. Günler geçiyor, ancak bu isteğe, herhangi bir cevap gelmiyordu. Tam umutlar kesilirken, Diyarbakır burumuzun telefonu çaldı.

Telefondaki meçhul ses, "Bizi arıyormuşsunuz" diyor... Hemen ardından, görüşme isteğimizin nedenini sordu. Biz, gazetecilik görevimizi yapmak istiyorduk. Bunu söyleyin, bu defa "Kim geleceksiniz?" diye sordu Kendisine, bölgeyi iyi tanıyan arkada-

şımız Naci Sapan'ın adını verdim. Aynı ses "Tunceli'ye gelisin" dedikten sonra, telefonu kapattı.

İlk bağlantı kurulmuştu... Ama görüşme olabilecekti miydi, bizi bekleyen tehlikeler nelerdi? Bunu, o anda uzun boyutlu düşünmeden arkadaşlarımız hemen yola çıktık.

Bundan sonrasını Naci Sapan anlatıyor:

TEHLİKELİ RANDEVU

TUNCELİ'de, Tepebaşı Turistik Otel'deki bekleyişim, iki gün sürdü. Her an, yeni bir telefon, yeni bir mesaj bekliyordum. Ancak, kimsenin bağlantı kurmayınca; bu defa, geçmişte bu militanların yoğun olarak görüldüğü Ovacık'a geçtim. Burada, Turistik Otel'de bekleyişim ise bir sürdü. Gelişim öğrenilmişti. Yine telefonla arayan meçhul kişi, kimliğini sorduktan sonra, "Tunceli-Ovacık karayolunun 20'nci kilometresine gel... Ama yalnız... Gözümüz de üzerinde" diyerek, telefonu kapattı.

"Evet, yalnız gitmem gerekiyordu. Bu, tehlikeli bir randevuydu. Ama üstlendiğim görevi sonuçlandırmak, farz olmuştu.

ZORLU YÜRÜYÜŞ

"Tunceli-Ovacık karayolunun 20'nci kilometresinde, araçtan indim. Munzur'un eteklerine doğru yürüyüşe başladım. O uez beyzalıtta, derinliği bir metreyi bulan karlara bata çıka yürürken, sert rüzgâr, kırbaç gibi yuzumda şaklıyor, doğanın koynundaki yalnızlık, heyecanımı artırıyordu..."

"Militanlarla nerede, nasıl görüşecektik? Bunu bilmeden, fotoğraf çeke çeke, yurumeyi sürdürüyordum. Ama itiraf etmeliyim ki, aç kalmış vahşi bir hayvanın saldırısı, ya da bir köşede donup kalma ihtimali, beni fena halde ürktüydü..."

"İki saatlik yürüyüşten sonra, tam umudumu kaybetmeye başladığım sırada, otelede karartılar gördüm. Önce, "Köylü olmalılar" diye du-

şundum. Ancak, yanıma yaklaşınca, ellerinde G 3 otomatik silah, boyunlarında durbun taşıyan iki kişiyi fark ettim. Silahları, üzerime çevriliştü.

"Soğuk ve yorgunluktan konuşamaz haldeydim. Heyecandan kalbim, yerinden fırlayacak gibiydi Sessizliği ilk bozsan, orta boylu, sakallı, başı kasketli militan oldu "Beklediğimiz gazeteci sen misin?"

"Munzur Dağı'nın karlı yamaçlarında, bu iki kişi, beni tepeden tırnağa süzdü. Biri, "Biz, TIKKO'cuyuz. Korkma. Bizden sana kötülük gelmez. Seni, uzun süredir, dürbüne izliyoruz. Yalnız olduğunuzu uzaktan anladık" dedi.

"HOŞ GELDİN KİRVE"

"Birlikte, arkadaşlarımızın bulunduğu yerde, söyledikleri tepseye doğru ilerliyorduk. Teppeyi aşar aşmaz, 8 kişilik, silahlı, tam teçhizatlı bir militan grubuyla, yuz yüze geldim. İlk dikkatimi çeken, kıyafetleri oldu. Dağ başında olmalarına rağmen, temizce giymişlerdi. Ellerinde, G 3 ve Kalaynikof tipi silahlar vardı. Dondurucu soğuşa karşı iyi korunacak şekilde örtünmüşlerdi. Sonra, birinin kadın olduğunu fark ettim.

"Kendisini "grubun lideri" olarak tanıtan 30 35 yaşındaki militan bana, "Hoş geldin kirve... (Doğuda 'kırdeş' anlamında kullanılıyor). Durumun nasıl?" diye sordu. "Onlara, geliş nedenimi anlattım.

"TERORİST YOK, MILİTAN VAR"

"TIKKO militanları, görüşmenin başında, hemen şartlarını bildirdiler. Kendileri için "terorist, hain" deyimlerinin kullanılmasını istemiyorlardı. Grup lideri, bu isteklerini, şöyle dile getirdi:

"Biz terörist değiliz... Hain de değiliz. Halk savaşını veren TIKKO gerillalarıyız. Sen, suların bir saate geçirdi. Bizim, gitmemiz gerek. İstersen, önce fotoğraf çek; sonra konuşalım. Hava kararsızsa, işin güçleşir." "Makineme sarıldım ve fo-

toğraflarını çekmeye başladım. Militanlardan bazıları yüzlerini kapatırken, bir kısmı açık yüzle resim çektiğimizden rahatsızlık duymuyordu.

"EYLEM PLANI, MUNZUR'DA YAPILDI"

"Fotoğraf işi bittikten sonra, ilk sorumu yönelttim. Sorum, kamuoyunda güncelliğini koruyan İzmit - Kandıra baskını ile ilgiliydi. Bu eylemi kendilerinin iki ayda planladıklarını söyleyen militanlar, baskınla ilgili şu bilgiyi verdiler:

"Plan için elimizde gerekli bilgi ve malzeme vardı. Eylem planını, bu dağlarda hazırladık. Bu tamamlanınca, gerillalarımız harekete geçerek eylemi başarıyla gerçekleştirdiler. Bu eylem sonrası, yoğun operasyonlar yüzünden, arkadaşlarımızla henüz irtibat sağlayamadık. Ama, en kısa sürede bağlantı kurabileceğimizi umut ediyoruz. Eylemle elde edilen silah ve malzemeleri, dağdaki gerillalara ulaştıracağız."

"NİÇİN KANDIRA?"

"Eylemin planlayıcıları" olduklarını söyleyen militanlar, "Niçin Kandıra? İlk eylemimizi neden burada yaptınız?" soruma, tam ve açık cevap vermediler. İsrarını üzerinede, "Devlet güçlerine koz vermek istemiyoruz" diye kestirip attılar.

"Kandıra ve İstanbul'daki eylemlerin "başarı ile sonuçlandırılmı" sık sık vurgulayan militanlar, uzun bir aradan sonra şehir eylemlerini ilk kez gerçekleştirdiklerini, kendileri için bunun bir "sunav" niteliğinde olduğunu söylediler. Esas mücadele alanlarının "kırsal alan" olduğunu bildiren TIKKO'cular, "Kırsal alanları gözardı etmeden, şehirlerde de eylem koyacaklarını" belirttiler. TIKKO'yu güçlendirmek için eylemlerini sürdüreceklerini söyleyen militanlar, "Bizim için, şehirlere girmek zor değil. İstedığımız an, şartları ol-

gunlaştırarak, kentlere giriyoruz. İyi bir istihbarat ağımız var. Haberleşmede güçlüğ çekmiyoruz" diye konuşular.

"Tunceli'nin etrafındaki dağ silsilesini oluşturan 2500 metre yüksekliğindeki Munzur Dağı'nı "üz" edinen militanlar bir soru üzerine, günlük yiyecek ihtiyaçlarını, hayvan aylaarak, Munzur Çayı'ndan bahk tutarak, ayrıca destek gördükleri bazı kişilerin getir diği yiyeceklerle karşıladıklarını da belirttiler.

"Militanlar, bir diğer sorum üzerine eski Tunceli, şimdiki Kırklareli Valisi Kenan Güven, İzmir Emniyet Müdürlüğü Bakım Onarım Şube Müdürü Uğur Gür ve Binbaşı Fehmi Altınbilek hakkında "Ölüm kararı" aldıklarını belirttikten sonra, şöyle konuştular: "Ancak, hedefimiz sadece bu üç kişi değil. Bütün halk düşmanlarından hesap soracağız."

"Devletin bu üç görevlisi, niçin "halk düşmanı" oldu? Bunun cevabını alamadım!

"TIKKO militanları, gelecekte yapmayı planladıkları işlerin başında "kurtarılmış bölgeler" oluşturmaya geldiğini de belirtirken, bu amaçlarını şöyle açıkladılar:

"Halk savaşları, başlangıçta gerilla birlikleri faaliyetleri şeklinde sürdürüldü. Bu aşamada düzensiz, dağılmış olan ve vurkaç taktikleri ile savaşan ordu çekirdeklerimiz, süreç içerisinde, kurtarılmış alanlar yaratarak, düzenli ordular oluşturacak. Böylece, halkımız, özlüm duyduğuna baskı ve zulümden, komprador-patron devletini yıkararak kurtulacak. Kendi devlette ve halk iktidarına kavuşacak..."

"Belli ki, "ilk hedef", 12 Eylül öncesine dommekte. Ve onlara göre, "halkımız", o günleri, hatta daha ilerisini özleyordu!

"Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu hakkındaki görüşlerini de kamuoyuna duyurmak istediklerini belirtten militanlar, her fırsatta,

DEVAM

"Bölgeye sosyal ve ekonomik hizmet götürmek"ten söz eden Kozakçoğlu'nun, kendi deyimleriyle, "Kürt halkı" üzerinde baskı uyguladığını ileri sürdüler. Kozakçoğlu'nun, yine kendi deyimleriyle, "Patron devletinın uşağı" azal bir halk düşmanı" olduğunu iddia eden militanlar, "Bölge Valisi, Kürt halkı üzerinde uyguladığı zulümleri ile tanınmaktadır" dediler. Dünyanın huzurla izlediği ABD Sovyet yakınlaşmasını acaba nasıl görüyorlardı?

"Militanlar, bu sorumuz üzerine de, Amerika ile Sovyetler Birliği'nin, barış ve silahsızlanma konusunda dünya kamuoyunu aldatmayı amaçladıklarını öne sürdüler. Sonra da, "İki emperyalist ülkenin silahlanmaya ayırdıkları paralarla, açıklık pençelesen insanları kurtarabileceklerini" söylediler.

"Bu da zaten, militan olmaya hiç de gerek duymayan, tüm barışsever insanların söylediği şey değil miydi?"

PKK'YI ELEŞTİRDİLER

"Peki, PKK için neler düşünüyorlardı? TIKKO militanları, bu sorumuza karışık, PKK'yi sert dille eleştirip "karşı devrimci" diye nitelendiler. TIKKO'cular, "PKK, partimiz TKP-ML tarafından, 'karşı devrimci bir örgüt' olarak niteleniyor. PKK denilen örgüt, Rus sosyal şovenizminin uşağı olma yolundaki çabalarını katliamlarla sürdürüyorlar" diye ek-

lediler.

"PKK'nin, kadın ve çocuklara yönelik kanlı eylemleri tasvip etmediklerini söylediler. (yetişkin erkeklere gelince; onlar için, bir şey demediler).

Apo'nun ve güdümündeki teşkilatın, Rusya ile Suriye'nin uşağı olduğunu söyleyen militanlar, "Partimiz hakkındaki 'ajan ihbarcı devletin uşağı' şeklindeki suçlamaları, doğru değil" dediler.

"Bir de, Kandira'daki 197'nci Piyade Alayı cephaneliğine yapılan baskından sonra, Brüksel'de bir açıklama yapan Ali Haydar Çelik'in, olayı TIKKO adına üstlenmesi vardı... Görüşüğümüz TIKKO militanları ise "Çelik'i tanımadıklarını" kaydederek şöyle dediler:

"Bu adamın yaptığı açıklama, partimizi bağlamıyor. 1987'de düzenlediği iddia edilen konferans da, partimizle ilgili değil. Bu konferansa, partiden tasfiye edilen oportünist ve revizyonist delegeler düzenledi. Bu şahıslar, kendilerini dünyanın merkezi ilan ediyorlar."

"Bir ara, sabırsızlandıkları fark ettim..."

"Artık yeter. Senin dönmem gerekir. Bizim de dağlara çekilmemiz..." dediler. Sonra, beni orada bırakarak, uzaklaşmaya başladılar.

"Arkalarında bıraktıkları izlere, ürpererek baktım.

"Ve ben de, dönüş yolculuğuma başladım. Ama bu kez, gelişimden farklı olarak: TIKKO militanlarının fotoğrafları ve anlatılarıyla..."



"EYLEMLERİMİZ ŞEHİRLERDE DE SÜRECEK" Hürriyet Muhabiri Naci Sapan, Kandira baskınının planlayıcısı olan TIKKO militanlarıyla Munzur Dağı'nın karla kaplı eteklerinde görüşmeyi başardı, onları dağda görüntüledi. Bu fotoğraf, günler süren bir bekleyişten ve 1 metreyi bulan karda ölüme burun buruna iki saat süren zorlu bir yürüyüşten sonra çekildi. Militanlardan bazıları fotoğraf çekilirken, yüzlerini kapattı. Aralarında bir de kadın (küçük resimde kot pantolonlu, yüzünü atkı ile gizlemiş) bulunan militanlar, ellerindeki silahları havaya kaldırarak, "Eylemlerimiz kırsal kesimlerin yanı sıra şehirlerde de sürecektir." dediler. Munzur'un sarp tepelerini "Üs" yapan militanların dondurucu soğuğa karşı iyi giyinmiş oldukları dikkati çekti.

Tercüman

21.01.88

İŞTE LOZAN BELGELERİ

İnönü'den İnönü'ye ders!

İngiliz Emperyalizminin 'Sözcüsü Lord Curzon'un "Kürtler ayrıdır", "Kürtlere özerklik" ve "Kürk azınlığın tanınması" taleplerine Lozan'da İsmet Paşa'nın cevapları

Türk milleti 1912 yılında Balkan Harbi'yle başlayarak tam 10 yıl müddetle, durmadan dinlenmeden emperyalizme karşı göğüs göğsüne savaş verdi. Bu 10 yılın içine sadece Çanakkale'de 250 bin şehit verdiğimiz Birinci Dünya Savaşı da sığdı. Bu 10 yılın son savaşı, yorgun, bitkin ve işgal edilmiş bir milletin dünyada yeni bir çağ açmak üzere kazandığı Millî Mücadele idi... 9 Eylül 1922'de Türk ordusu İzmir'e girdiği zaman, sadece Türkiye kurtulmuyor, aynı zamanda dünyada millî bağımsızlık çağı açılıyordu...

Emperyalizm bunu kolay hazmedemedi. Diploması masasına oturduğu zaman, Lozan'da, Türk beyeti en çok iki konuda "diplomatik savaş" verecekti: Biri kapitülasyonlar öteki Musul meselesi... Bu iki meselede de amacı, genç ve yoksul Türkiye'yi iktisadi boyunduruk altında tutmaktır. Kapitülasyonlar kalkmazsa öylece, Musul'un koparılması Churchill'in "bir damla kan, bir damla petrol" olarak nitelendiği kaynaktan Türkiye'yi mahrum edecekti...

İngiliz emperyalizminin sözcüsü Lord Curzon, "Kürt meselesi"ni Musul problemi tartışılırken gündeme getirdi. Curzon, "Kürt meselesi" ile, "Kürtler'e özerklik" ile ve "Kürt azınlığın tanınması" ile genç ve yoksul Türkiye'yi vurmak istiyordu.

Lozan'daki Türk delegasyonunun sözcülerinden Rıza Nur, Türki-



"Türkiye'de soy azınlığı yoktur"

Dr. Rıza Nur

ye'nin tezini şöyle özetliyordu:

"Türkiye'de din azınlıklardan vardır fakat soy azınlıklardan yoktur... Kürtler kadehi kaderlerini Türkler'le ortak olduğu görüşündedir... Asıl kavgası Lord Curzon'la İsmet Paşa arasında geçti... İsmet Paşa, Lord Curzon'la savaşırken aradan 64 yıl geçtikten sonra siyaset sahnesinde zühur edecek oğlu Erdal'a da ders vermiş olacağını düşünmemiştir tabii..."

Lord Curzon, Türkmenler'in ve Kürtler'in Türkler'den ayrı bir etnik azınlık olduğunu söylüyordu. Çünkü bunlar İstanbul Türkçesi'yle konuşuyorlardı.

İşte İsmet Paşa'nın 64 yıl önce Lord Curzon'a söyledikleri:

KÜRTLER TÜRKLER'DEN FARKLI DEĞİL

"Kessin olan bir şey de vardır: Anadolu Türkleri, Türkmen diye adlandırılan topluluk içinde bulunmaktadır. Musul Türkleri'yle Küçük Asya Türkleri arasında yapılmak istenilen ayırma, hiçbir sağlam temele dayanmamaktadır.

Kürt halkının İran kökenli olduğu öne sürülmüştür; oysa, bu iddiayı, Kürtlerin Turan kökenli olduğunu kabul eden, Encyclopaedia Britannica yalanlamaktadır.

Zaten, Anadolu'yu tanıyanlar bilirler ki, gerek töre, gerek gelenek ve görenek bakımında, Kürtler hiçbir yönden Türkler'den farklı değildirler; aynı diller konuşmakla birlikte, bu iki halk, soy, inanç ve görenek bakımından tek bir bütün meydana getirmektedir."

Lozan Barış Konferansı
Tutanak ve Belgeler
Takım: 1, Cilt: 1, Kitap: 1
Sayfa: 346

AYNI KADER

"Musul Vilayeti'nin Türkiye'ye geri verilmesine karşı çıkan İngiliz temsilci heyetinin dayandığı siyasi sebepler şunlardır:

(a) Bu Vilayet içinde oturan pek çok Arap varmış.

(b) Kürtler, Türkler'le birarada yaşamak istemiyorlarmış; bunu, ilkin, ayaklanmalarıyla hem savaştan önce hem de savaş sırasında (bu konuya ilişkin olarak Dersim olayı ve 1914'de Bitlis'de çıkan olaylar gösteriliyor), sonra da, dünya savaşında kötü dövüşerek isbat etmişler. Üstelik, İngiliz hükümetinin yaptığına tersine, Türk hükümeti Kürtler'e özerklik vermek istediğinde hiç de değilmiş.

(Halbuki...)

(b) Kürtler'in Türkler'le birlikte yaşamak istemedikleri iddiası hiç de doğru değildir.

Gerçekten, yüzyıllardır bu iki halk, soy, inanç, özlüm ve töre bakımından olduğu kadar, gelenek ve görenek bakımından da ortak bağlarla birleşmiş olarak tam bir uyum içinde yaşamaktadırlar; Kürtler'in kendi istekleriyle Türk yönetimi altına geçtiklerini ve kaderlerini Türkiye'nin kaderine bağladıklarını tarih göstermektedir."

(Sayfa 347)

TÜRKLER'LE BERABER OLMAK İSTİYORLAR

"Musul Vilayeti nüfusunun çoğunluğunu meydana getiren Kürtler'le Türkler'in, vilayetlerinin Türkiye'nin tamamlayıcı bir parçası olarak kalmasını sağlamak için, bütün güçleriyle mücadele etmekten bir an bile geri durmayacaklarına şüphe yoktur. Bu halk, pek az bir süre önce, Türkiye Büyük Millet Meclisi'ne başvurarak, 1918 Mondros Mütarekesi'nden sonra işgal edilen ülkelerinin Türkiye'ye geri verilmesini sağlamak bakımından sarsılmaz kararlarını bildirmiştir.

Musul Vilayeti'nde oturanların yüreğinde bu isteğin

DEVAM

ne ölçüde derin kökler salmış olduğunu isbat etmek için, Vilâyetin haklı gösterilmesine imkân olmayan işgalinden bu yana patlak vermiş ve çoğu da İngiliz bildirileriyle ilân edilmiş olayları göz önünde tutmak yeterli olacaktır.

Gerçekten, şunlar çok iyi bilinmektedir: İngiliz birlikleri bu halkla sürekli olarak savaşmak durumunda kalmıştır. Irak hükümetinin askere aldığı Kürtler, Türkler'den yana geçmek için elverişli her fırsattan yararlanmışlardır; İngiliz uçak filolarının, Türk ve Kürt köylerinin, Türkiye'ye karşı bağıntılarını göstermelerine - onları yıldırarak - engel olmak için onları çoğu zaman bombardıman etmeleri gerekmiştir; son olarak, Emir Faysal konusunda düzenlenen sözde plebisit sırasında, Vilâyet halkına yapılan bütün baskılara rağmen, yalnız Musul şehrinin azınlıkları oylamaya katılmışlardır. Bu Vilâyet'te olup-bitenler de söylediklerimizi doğrulamaktan başka bir anlama gelmemektedir."

(Sayfa: 348)

BÜTÜN DÜNYA BİLMELİDİR Kİ...

"Lord Curzon, Kürt milletvekillerinin Büyük Millet Meclisi'ne seçilmelerinin dürüstlüğünden şüphe eder görünmüştür: Bütün dünya bilmelidir ki, Türkiye Büyük Millet Meclisi, Türk halkının gerçek ve serbestçe seçilmiş temsilcilerinden meydana gelmektedir. Türkiye'de oturan herkes Türkler gibi Kürtler'de aynı ölçüde seçmendirler; onların seçtikleri kimseler Büyük Millet

Musul'daki Kürtler'in İngilizler'e karşı Türkler'le birlikte olmak için gösterdiği çabalar, verdiği mücadeleler bu Türk heyetinin dayanaklarından biridir.

Türkiye üzerinde süper güçler arasında pazarlıkların yapıldığı, Moskova'dan Washington'a kadar "Kürt meselesi"nin kuralandığı ve Ortadoğu'da siyasi yapının yeniden şekillendirilmek istendiği bir milletlerarası politika ortamında bulunuyoruz. İnönü ve SHP en azından İsmet Paşa'nın 60 yıl önceki mücadelesinden ders alarak davranmalıdır ki, bu tür konuşmalar yüz çetilli milletlerarası mahfillerde karşımıza "koz" olarak çıkarılabilsin.

Meclisi'nde eşit haklardan yararlanırlar, Büyük Millet Meclisi, böylece bir milletin en yetkili temsilcileriyle doğrudan doğruya yönetilmesinin en belirci örneğini dünyaya vermektedir. Üzülerek söylemek gerek ki, Musul milletvekilleri bu Meclis'de bulunmamaktadırlar; fakat onların yokluğu, yalnız işgal yüzünden serbestçe seçim yapılmasının imkânsızlığındandır. Bu örnek, Kürtler'in Büyük Millet Meclisi'nde temsil edilmemiş olduklarını değil, fakat seçimlerin Türkiye'de ne ölçüde dürüst ve düzenli olduğunu bir kez daha isbattırmaktadır."

(Sayfa: 367)

"ÖZERKLİK" EMPERYALİZMİN OYUNUDUR

Lord Curzon'un "Kürtler'e özerklik" ve "azınlık statüsü" verilmesi isteğine İsmet Paşa'nın cevabı: "Aynı amaca varmak ve aynı ölküyü gerçekleştirmek için Kürtler'le Türkler tam bir işbirliği içinde çalışmışlardır.

Açıklamamızın bu kesimini tamamlamak için, özerklik sorunundan söz etmek kalıyor: İngiliz temsilci heyetinin söylediğine göre, İngilizlere Kürtler'e özerklik vermek isteğinde imiş de, Türkiye bunu vermeye yanaşmamıştı.

Kürtler, Türkiye'de her zaman yurttaşlık haklarından yararlanmışlardır; siyasal ve sosyal bakımlardan, her zaman işbirliği yaptıkları Türk hükümetini hiçbir zaman yabancı bir hükümet saymamışlardır. Büyük Millet Mec-

lisi'nde milletvekilleri vardır, hükümet ve yönetim işlerine etkili olarak katılmaktadırlar.

Kullanılan ad ne olursa olsun, gerçekte bir sömürge olacak bir ülkede, yabancı bir devletin uyuşu durumuna geçmek üzere, şimdiki durumunu değiştirmek isteyen tek bir Kürt bile yoktur.

Böyle bir durumda, kendilerini temsil etmeyecek bir hükümet ve parlamentoca uzaktan yönetilecek olan ülkelerinin kaderi üzerinde hiçbir gerçek etkileri olmayacağı Kürtler bilmektedirler.

Yurttaşlık haklarını ve yetkilerini kapsamayacak olan ve sözde özerk bölgelerin halklarına tanınacağı söylenen haklar, Kürt soyu gibi üstün bir soyu hiç tatmin etmeyecektir.

Musul Kürtleri için olduğu kadar, Anadolu'nun öteki yerlerindeki Kürtler için de geçerli olan bu düşünceler, Musul Vilâyeti'nin doğu kesiminde oturanlara dört yıldan beri söylenen yalancı özerkliğin, kendilerine neden hiç çekici görünmediğini ve gerçekte sömürge yönetimi altına alınmış bir hak durumuna düşürülmüş insanların kaderine ortak olmayı kabul etmeye onları neden inandıramadığını açıklamaktadır."

(Sayfa:

349)

Yarın Sosyalist Enternasyonal veya Washington, yahut çeşitli Sovyet platformları Eren'in bu konuşmasıyla karşınıza çıkarılarsa İlnönü ne cevap verecektir?

Bu cevabın şimdiden açıklanması lâzımdır.

Türkiye imparatorluk bakiyesi bir toplum üzerinde kurulmuş bir devlettir. Ortadoğu'nun demografik yapısı, "kabile sosyolojisi", sömürgeleştirilen Müslüman Osmanlı coğrafyasından hemen herkesin, isteyerek, sığınarak Türkiye'ye muhaceret etmiş olması.

"Türk milleti" gerçeğini ırk ve soy esasına göre değil, kültür birliği, kader birliği, tarihi şuur birliği etrafında oluşturmuştur. "Türk milleti"; ırk birliğine değil, kültür ve kader birliğine dayanan bir gerçektir. Laz'ı, Çerkez'i, Dadaş'ı, Türkmen'i, Kürt'ü ile, aynı tarihi paylaşan, aynı kadere sahip bütün insanlar Türk milletidirler.

Kaldı ki, Kürtler'in soy olarak Türkler'le aynı menşeden geldikleri, sosyolojik-tarihi şartlar içerisinde sosyal hareketliliğin durgunlaşması yüzünden yeterli sosyal entegrasyonun tahakkuk etmediği ve bu yüzden de bazı dilheç farklarının sonradan oluştuğu bilinmektedir.

Türkiye, ırk ve kader farklarının değil, bütün bölgenin yaşadığı ekonomik-tarihin oluşturduğu bu yetersiz entegrasyonu kırmakta, kültürdeki, siyasetteki, tarihi kaderdeki birlik ekonomik olarak da teşekkül etmektedir. Böylece milli birliğimiz, ekonomik birlikle güçlenme yolundadır.

Bunu sabote etmeye kalkışmak, bölgeye de bütününle Türkiye'ye de yarar sağlamayacak, emperyalizmin yeni oyunlarına, yeni büyük çilelere yol açacaktır.

Tarihten ders alarak, birliğimizi hürriyet ve kalkınmayla pekiştirmek zorundayız.

Tercüman 22.01.88

Meclis kürsüsünden bölücülük propagandası yapan SHP'li Eren'in dosyası hayli kabarık

Hezeyancı sabıkalı!

HABER MERKEZİ

Meclis kürsüsünde "Kürtçülük propagandası" yaparak hem milletvekillerinin hem de Türk milletinin tepkisine sebep olan SHP İstanbul milletvekili hezeyancı Mehmet Ali Eren, "sabıkalı" çıktı.

Mehmet Ali Eren'in öğrencilik yıllarına varan hayli "kabarık bir dosyası" olduğu anlaşıldı. Mehmet Ali Eren'in dosyasındaki eylemleri, 1971 yılına kadar uzanıyor. Bu tarihten önceki eylemlerinden ötürü ise herhangi bir takibata uğradığına dair bilgiye rastlanmıyor.

Bugün SHP İstanbul milletvekili olarak parlamentoda bulunan Eren'in geçmişte yaşadığı örgütlerin, soyunlarında yataklık etmek, yaralama, üniversitede direniş, silâhlı tehdit gibi suçlardan takibata uğradığı tesbit edildi.

İŞTİH ERENİN DOSYASI

M.A.Lİ EREN: SHP İstanbul 5. Bölge milletvekili; Baba adı: Şih Ahmet 1951 Tunceli Ovacık Doğ.)

DEV GENÇİN YATAKLIK

5.3.1971: Akbank Kadıköy Selâmiçeşme Şubesi silâhlı kişiler tarafından soyuldu. Bankayı soyan Dev-Genç'in kurucularından Salman Kaya bilâhare yakalandı. Salman Kaya verdiği ifadede, M.Ali Eren'in 30.000 TL'lik dosyasını suçak yataklık yaptığını itiraf etti.

ŞİDDET EYLEMLERİ

6.1.1975: İstanbul Üniversitesi merkez binası önünde sağ ve sol görüşlü öğrenciler arasında çıkan kav-

gada Mehmet Ali Eren tabanca ile yaralandı. Mehmet Ali Eren'in bu kavga sırasında sağ görüşlü Fikret Akın'ı bıçakla yaraladığı tesbit edildi. Ve sanık Mehmet Ali Eren savcılığa sevk edildi.

9.2.1976: Mehmet Ali Eren, 15 arkadaşı ile birlikte İstanbul Üniversitesi hukuk Fakültesi'nde imtihanları engellemek suretiyle Dekan Prof. Dr. İhan Akın'a dilekçe verdi.

TUTUKTLU EYLEMCI

9.4.1977: Görevli polis ekiplerinin Vatan Caddesi üzerinde yaptıkları arama sırasında Almanya kayıtlı 2654-2-8695 plakalı otoda bulunan Dev-Genç'in kurucularından ve eske teröristlerden Salman Kaya'nın üzerinde 1 tabanca bulundu.

Ancak bu arada Almanya plakalı otomobili kullanan Mehmet Ali Eren tabancasını çaktı ve görevlileri tehdit edip arkadaşları ile birlikte otomobile binerek kaçtı. Bu olay üzerine Mehmet Ali Eren ve Salman Kaya hakkında gıyabi tutuklama kararı çıkarıldı. Sanıklardan Salman Kaya 29.9.1977 tarihinde yakalandı. Mehmet Ali Eren ise İstanbul 10. Asliye Ceza Mahkemesi'ne teslim edildi. Ve Eren 977/993 sayılı tutuklandı.

25.5.1979: Beyazıt'ta şüphe üzerine yapılan aramada Fehmi Ayta adlı kişinin üzerinde TKP-ML/TIK-KO'dan kopan Devrimci Halkın Birliği adlı dergi ve bu örgüte ait bildiriler bulundu. Bilâhare Sükrünetim Askeri Savcılığı'na sevk edilen Fehmi Ayta'nın ifadesinde, örgüt militanı veya sempatizanları arasın-

da Mehmet Ali Eren'in adı geçiyor görüldü.

24 Aralık 1987: SHP İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren, açlık grevi yapan tutuklu ailelerine Okmeydanı'ndaki evini tahsis etti ve onları teşvik etti.

Tercüman

21.01.88

Meclis'te yine tartışma!

Tavzih etmedi

Düzeltilme yapması için söz verilen SHP'li Eren, "Demokratik platform vs." gibi umumî ifadelerle konuyu geçiştirince İçişleri Bakanı Kalemlî, kürsüye gelerek hem Eren'i, hem de SHP'li Başkanvekili Oral'ı kınadı.

ANKARA. (Tercüman)- İstanbul SHP milletvekili Mehmet Ali Eren'in önceki gün TBMM'de "Kürtçülük" konusunda yaptığı konuşmayla başlayan "bölücülük tartışması" dün de devam etti. İçişleri Bakanı Mustafa Kalemlî, Meclis kursusünden "resmen bölücülük" yapıldığını ifade ederken, SHP'li Eren, Türkiye'nin meselelerinin "bölünlük içinde çözüleceğine inandığını" söyledi ancak, "azınlık milletlerle" ilgili sözlerini geri almadi.

TBMM'nin dünkü birleşiminde Başkanvekili SHP'li Hüdaî Oral, içtüzüğü dayanarak SHP'li Mehmet Ali Eren'e tutanaklardaki sözlerini düzeltmek maksadıyla söz verdi. İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren, önceki gün yaptığı konuşmaya ilişkin sözlerinin hiçbir bölümüne temas etmezken, "Bu kürsüde acı gerçekleri dile getirmek istedim. Konuşmalarımı çarpıtma hakkı kimseye verilemez. Hepimiz Türkiye'nin sorunlarının birlik ve bütünlük içinde çözüleceğine inanıyoruz" dedi. Mehmet Ali Eren, "azınlık milletlerle" ilgili sözlerine temas etmediği konuşmasında, meselelerin demokratik platformda tüm çıplaklığı ile çözümlenmesine yana olduğunu ifade etti.

ANAP'lı milletvekilleri Mehmet Ali Eren'in önceki gün yaptığı konuşmayı düzeltilen hiçbir söz söylemediğini belirterek, başkanın tutumunu sıra kapaklarına vurarak protesto ettiler. Başkan Hüdaî Oral ise, SHP'li Eren'in "ulusal hütünlük ve bölünmezlik amacıyla konuşmasını yaptığını ifade ettiğini" söyledi. Bunun üzerine Mustafa Taşar, Halil Şıvgın, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemlî, Grup Başkanvekili Ahmet Karaevli başta olmak üzere, bir grup ANAP milletvekili kürsüye yürüdüler. Bir grup ANAP milletvekili de, oturum başkanı Hüdaî Oral'ın, söz isteyen İçişleri Bakanı Kalemlî'ye söz veremeyerek, gündem dışı konuşmalara geçmesini protesto ettiler. Bazı ANAP'lılar "Yuh" çekerken, gündem dışı konuşma yapmak üzere kürsüye gelen İzmir milletvekili Kemal Anadol, konuşmasına başlamadı. Bu arada, Mustafa Kalemlî, gündem dışı konuşmalara geçen başkanın tutumunu protesto için ANAP'lı milletvekillerine genel kurul salonunu terk etme teklifinde bulundu.

"YAPMAYIN EFENDİM YAHU!.."

ANAP'lı milletvekillerinin bir bölümü salonu terk etmeye niyetlenirken, Grup Başkanvekili Mükerrrem Taşoğlu, buna engel oldu. ANAP milletvekilleri tempo tutarak "Başkan istifa" diye bağrdılar. Ankara milletvekili Mustafa Taşar, kürsüye kadar gelerek Başkanvekili Hüdaî Oral'a "Bu makamı daha fazla ılgal edemezsiniz" diye bağrdı. Başkan Hüdaî Oral ise, Mehmet Ali Eren'e içtüzüğün 59'uncu maddesi gereğince söz verdiğini, daha sonra da gündem dışı konuşmalara geçtiğini belirterek, ANAP'lılara, "Yapmayın efendim yahu" dedi.

Oral, "Başkanlık Divanı'nı ılgal eden kimseler bölücülerle yansında olamaz" şeklindeki ANAP'lılardan gelen protestolar üzerine, kendisinden önceki konuşmasının tutanağa geçiş biçimiyle ilgili söz isteyen İçişleri Bakanı Mustafa Kalemlî'ye söz vermek durumunda kaldı. Kürsüde bulunan İzmir milletvekili Kemal Anadol, konuşmasına başlamadan indi ve Mustafa Kalemlî kürsüye geldi.

BÖLÜCÜLÜK YAPILDI

İçişleri Bakanı Kalemlî, önceki günkü birleşimde konuşan milletvekilinin "azınlık milletler" tabirini kullandığını belirterek, "Bu resmen bu kürsüden bölücülük yapmaktadır. Ben Başkanlık Divanı'nı bu konuşmaya müsaade ettiğim için kinadım ve bu milletvekilinin konuşmasını da efselle karşıladığımı belirttim" dedi.

İstanbul milletvekili Eren'in sözlerini "tavzih" için kürsüye gelmesine rağmen, önceki günkü sözlerini tekrarladığını ifade eden Kalemlî, "ANAP ve hükümet olarak bu nous müsaade etmeyeceğiz" dedi. Mustafa Kalemlî, "Bu Meclis'te bu tür konuşmalara müsaade ettiliğiniz sürece o koltukta bu görevi layıkıyla yapamayacağınız sayın başkan" diyerek sözlerini tamamladı.

Kalemlî'nin konuşması sırasında bazı SHP'liler laf attılar. ANAP milletvekilleri ise, Kalemlî'yi kürsüden inerken coşkun bir şekilde alkışladılar. Bu arada, Mustafa Taşar'ın ayağa kalkarak, Kalemlî'ye alkış tutması dikkat çekti.

Tercüman

21.01.88

Tercüman Gözüyle SHP Hangi Yolun Yolcusu?

Dünyada bağımsızlık çağını açan Millî Mücadele'nin muzaferi Türkler, Lozan'da diplomasi savaşını en çok İngiltere'ye karşı verdiler. İngiliz delegasyonunun şefi Lord Curzon, İsmet Paşa'yı sıkıştırıyordu: —Türkiye'de Kürtler var, onlara azınlık statüsü tanıyın!

Taşnak-Hoybun işbirliğinin kitle cinayetlerini, "Kürt Teallî Cemiyeti"nin İngiliz destekli ihanetlerini kan ve ateş hatında yaşamış olan İsmet Paşa, "Kürt meselesi" diye önümüze sürülen tezgâhın, bin yıldan beri aynı kaderli, aynı imanı ve aynı istikbalî paylaşılan insanlara karşı tuzak olduğunu tabii ki biliyordu.

Nitekim, genç Cumhuriyet Musul meselesiyle, Hatay meselesiyle boğuşurken de emperyalizmin parmağı yine ortaya sun't bir "Kürt meselesi" atacaktı. "Mahabat Kürt Cumhuriyeti" de, Sovyetler'in Kafkaslar'ın güneyinden Basra Körfezi'ne inmek şeklindeki stratejilerinde kurdukları bir tezgâh olmuştu.

Oyunu sezen İsmet Paşa, Lord Curzon'a şu cevabı veriyordu:

—Türkiye'de Müslüman azınlık yoktur. Türkiye'de yaşayan bütün Müslümanlar bir millettir!

Aradan yıllar geçti, İsmet Paşa'nın oğlu Erdal Bey'e Taksim toplantısında Doğu Perinçek tarafından "Kürt meselesi" soruldu.

Erdal İnönü'nün cevabı:

—Kürtler'in ayrı bir dilininin ve kültürlerinin olduğunu kabul etmeliyiz ama Müslüman azınlıkların teşvik edilmesini istemiyoruz!

Erdal Bey'in sözleri mealen böyleydi... Ayrılığı kabul edeceksin ama ayrılıkçılığı "teşvik etmeyeceksin!"

Meclis kürsüsünden bölücülük hezeyanı kusan SHP'li Mehmet Ali Eren, Erdal Bey'in bu sözlerinden cesaret almış olacak ki, şimdi "azınlık" deyimini kullandı, "Kürt azınlığı"ndan bahsetti, Kürtçe'nin konuşulmasını istedi ve yüzsüzce bir küstahlıkla Yunanistan'da Türkler'e reva görülenlerle "eşitleme"ye kalkıştı.

Türk milletinin Doğu yakasıyla Batı yakası bin yıldan beri aynı kaderi paylaşmakta, beraber gülp beraber ağlamakta, aynı dine inanıp aynı kibleye yönelmekte, aynı bayrağa bağlanmakta, aynı cephelerde şehit düşmekte, kız alıp kız vermektedir.

Kürtler'in ayrı bir ulus, bir "azınlık" olduğunu iddia eden PKK, çocukları biçerken, kadınları doğurken huzur ve güveni aynı milletin çocukları olan Mehmetçik sağlarken, devlet bütçesinden yılda 108 milyar lira Doğu kalkınması için akıtılmaktadır. GAP'a giden 200 milyar bunun dışındadır!

İsmet Paşa-Zade Erdal Bey, seçimlerden önce SHP yöneticilerinden Turgut Atalay benzer şekilde bir hezeyanda bulunduğu zaman onu partiden ihraç ettirmişti. Erdal Bey, galiba önümüzdeki 5 yıl içinde bu hezeyanın unutulacağını hesap ediyor olmalı ki, şimdi "yanlış" anlaşıldı" diyerek Eren'i esirgiyor, hezeyana kanat geriyor.

İşte Erdal Bey, Meclis zabıtlarını yayınlıyoruz... Bunun neresi "yanlış anlaşılma"ya müsait? Zaten siz Taksim toplantısında yeşil ışık yakmasaydınız Eren de bu konuşmayı yapmazdı...

Partinizde daha su yüzüne çıkmamış kimler var Erdal Bey?...

Partiniz hangi yolun yolcusudur Erdal Bey?...

Size de ne oluyor Erdal Bey?...

Lozan'ı hiç okumadınız mı, Anayasa'ya hiç bakmadınız mı Erdal Bey?...

**PERDE
ARKASI**

İNÖNÜ VE SHP RAHATSIZ

● Mehmet Ali Eren'in ilk konuşması, SHP'lerden sert tepki gördü. İnönü ve Baykal, Eren'i uyardı. Ama, beklenen "düzeltme" ikinci konuşmada da gelmeyince, gözler İnönü'ye çevrildi.

İsmet SOLAK

SHP' ve haşer gibi saplanan "Kürt" tartışması: "Geliyorum" diyen gelişmelerin bir halkasıydı. Millî Savunma Bakanı Erhan Vuralhan'ın konuşması için taktik savasına hazırlanan ana muhalefet partisi, SHP'li Başkan Vekili'nin "Sayın Bakan burada... İsterse kürsüye çıkıp 20 dakika cevap verebilir" cumleleriyle, siyasi moralin doruğuna vardı. Ama bir dakika sonra, Meclis kürsüsünden "SHP milletvekili" kimliğiyle partisinin grubuna adeta "bomba" atan Mehmet Ali Eren ile ne siyasi moral kaldı, ne parti disiplini... Eren, geçen hafta içinde, SHP'li Başkan Vekili Hüdaî Oral'a gitti:

"Sayın Başkanım, biz meslektaşız... Önümüzdeki hafta bir gündem dışı konuşma yapmak istiyorum. Sıra var mı?"

Cevap, şöyleydi: "Hay hay beyefendi... Tabii, ben notumu alıyorum. Siz grup yöneticileriyle görüşün. Sonra bana ne hakkında konuşacağınızı metin halinde gösterirseniz, memnun olurum."

Bu, teamuldu... Gündem dışı konuşmalar, milletvekillerinin kişisel konuşmalarıydı. Ama herhangi bir olaya neden olmaması için önceden onem olarak konuşulacak konuları ve mümkünse metin görüyordu.

19 Ocak 1988 Salı... Saat 14.15 sıralarında TBMM Basın Burosu'na Eren'in konuşma metni dağıtıldı. Gazeteciler, Vuralhan hakkında Bahkiesir Milletvekili Önder Kurhan'ın konuşma metnini beklerken, bu gelince, şaşkınlara: "Bu konuşmada, olay çıkar" diyenler oldu...

Saat 14.30 sıralarında, Eren'in dağıttığı metin, Grup Başkan Vekili Hikmet Çetin'e de gelmişti. Çetin, Eren'i buldu: "Aman yapma... Bugün çok önemli. Tam Vuralhan hakkında konuşma yapacaksınız. Bu konu hassas..." dedi. Eren'i ikna için bir milletvekiline görev verdi. Ama sonuç alınmadı. Eren, "Ben bunu, basına da dağıttım zaten" diye, kestirip attı.

Saat 15.00... Hikmet Çetin, Genel Kurul salonunda Eren'in dağıttığı metni, Genel Başkan Erdal İnönü'ye gösterdi. İnönü, dikkatle inceledi: "Konuşacak mı bunu?" diye sordu Çetin, "Konuşacak mı efendim... Maalesef ikna edemedik. Bugün çok önemli bir olay var" dedi. "Genel Başkanın bile haberi var" gibilerden cevap verdi" dedi İnönü, "bölgede asimilasyon olduğu", "pasaport verilmediği" konularındaki cumlelerin çıkarılmasını istedi.

Biraz sonra, Mehmet Ali Eren kürsüye geldi. Önce, kimse umursamadı, ama "Vatandaşlar çocuklarına özgürce isim veriyorlar" gibi cumleler arfar edince, ANAP'tan büyük tepki geldi. Eren, yöneticilerinin "ürktükleri" yazılı metin bir yana, başladı içindekileri salona dokmeye.

Eren'in konuşması ilerledikçe, eski CHP'nin ağır topları

başları eğik, salonu terk etdi yorlardı. Başta Aytekin Kotil olmak üzere, Ali Topuz, Ekrem Kangal, Turan Bayezit, dışarı çıkarken kuliste oturan Halit Dağı, yanındaki arkadaşına "Bak, eskiler salonda durmadılar" diye onları gösterdi.

Salondaki hava, çok bozulmuştu. SHP'li Deniz Baykal, söz isteyen arkadaşlarını yatıştırmak için, "Bırakın, konuşmayın... Olan oldu. Daha beterine yol açmayalım. Gün, berbat hale geldi" dedi.

İNÖNÜ, Eren'i çağırdı: "Aznlık sözleri, talihsizliktir. Bunların, dil sürçmesi olmasını temenni ediyorum. Aksini düşünmek bile istemiyorum. Hemen bunu düzeltin."

Cevap şöyleydi: "Ben, bölge halkı demek istedim zaten. Yani içeride azınlık vardır, demek istemedim."

BAYKAL- EREN

Bir süre sonra, Deniz Baykal, Eren'i çağırdı yanına: "Kardeşim, Sen bana bu metni gösterdin mi?"

"Hayır, göstermedim. Bunu, başının önünde de aynen beyan edebilirim, Sayın Baykal."

"Bana göstermiş olsaydın; bak sana şöyleydim, ben bugün zamanlamasının da, içeriğinin de çok yanlış olduğunu açıkça yüzüne söylerdim. Şimdi de söylüyorum."

20 Ocak Çarşamba... Sabah saat 09.00... Hikmet Çetin, odasına girer girmez, düğmeye basıp sekreterine, "Bana acele Mehmet Ali Eren'i bağlayın" dedi. Ama Eren, öğlene kadar bulunamadı. Çetin, Yugoslav Büyükelçisi'nin yemeğine çağırılı olduğu için, SHP'li İdare Amirî Yüksel Çengel'e rica etti:

"Şunu bulun. Geçmiş tutanak için söz aldım. Bu iş, partiyeye zarar veriyor. Çıkar kürsüden, 'Meramım yanlış anlaşıldı' desin. Bize belirttiği gibi, 'azınlık milliyet demediğini, bunu 'bölge halkı' anlamına söylediğini ifade etsin."

Çengel, sonunda Eren'i buldu. Ama o hâlâ, "Yaptığım iş, doğru" diye diretiyordu.

SHP'nin, onsekizde tüm kaviti uyuştu. Meclis'e bu olayla ilk kez yansdı Dahası da gelebilirdi. Ya da grup yöneticileri dizginleri iyice ele alırdı. Bir yetkilinin sözü, bunu işaret eder gibiydi.

"Ya çıkar kürsüye düzeltir, hatasını söyle; ya da Grup Disiplin Kurulu'na verir."

Ve Eren, dünkü konuşmasından önce Deniz Baykal'ın odasına çıktı. Baykal, tembilleli.

"Şu yazılı metin dışına taşmayacak. Aksi halde, bu yükün altından kalkamayız."

Sonra Mehmet Ali Eren, yine kürsüye çıktı ve yine olaylara neden oldu. Şimdi, özellikle Erdal İnönü'nün tutumu merakla bekleniyor.

Olmaz böyle şey!

Meclis kürsüsünde bölücülük

SHP İstanbul milletvekili Eren, Kürtler'e Güneydoğu'da asimilasyon uygulandığını ve isimlerinin değiştirildiğini iddia etti. Eren, "Kürtler'in, kendi dillerini serbestçe konuşabilmelerini" istedi

ANKARA, (Tercüman)- TBMM'nin dünkü müzakerelerinde SHP İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren, Meclis kürsüsünden "Kürtçülük" propagandası yapı. Mehmet Ali Eren, "Kürtler'in bir azınlık olduğunu" ileri sürerek, "Güneydoğu Anadolu'da asimilasyon uygulandığını, isimlerin değiştirildiğini, vatandaşların Kürtçe'yi serbestçe konuşamadıklarını" iddia etti. Eren'in konuşması ANAP'lıların sert tepkisi ile karşılanırken, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, "Atatürk'ün kürsüsünden bunlar dile getirilince, Başbakanlık Divanı'nun müdahale etmemesi esefle karşılıyor" dedi. ANAP Ankara milletvekili Onural Şeref Bozkurt da, birleşimi yöneten SHP'li Hüdaî Oral'ın bu tutumu dolayısıyla eleştirildi. ANAP'lılar SHP'li Mehmet Ali Eren'in konuşması sırasında sıra kapaklarına vurarak protestoda bulundular ve "Bölücü" diye bağrdılar.

SHP İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren, dün TBMM'de yaptığı gündem dışı konuşmada Türkiye'nin ciddi sıkıntılar bulunduğu ifade ederek söze başladı ve "Hiçbir şey tabii değildir. Ulusal sorunlarımız öcü değildir. Bu sorunlarımız korkusuzca, özgürce tartışılmalıdır" dedi.

**YUNANİSTAN'DAKİ
"TÜRKLER" VE
"DOĞU'DAKİ
"KÜRTLER"**

Kamuoyunu meşgul eden sosyal yararlardan birinin "Kürt sorunu" olduğunu iddia eden Mehmet Ali Eren, konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Kürt sorununu, bütün yöreleri ile ele alarak gerçekçi çözüm önerileri üretmek sorunu tüm detaylarıyla tartışmak gerekir. Aksi takdirde, Türkiye'de demokrat vesayet altında tutulmaktan kurtulamazsaklar. Kürtler'in varlığı sürekli yadsınmıştır. Bu insanlarımız hep kuşku ile bakılmaktadır. Yıllardır Doğu'da fark, Batı'da fark uygulaması ve yorumlanmıştır. Doğu'da en basit bir olaydan tüm bölge halkı sorumlu tutulmuş ve köylüler her türlü kötü muameleye maruz kalmışlardır. Bölgenin Türkiye'ye ihtiyacı büyük bir bölümünü karşılayan yeraltı ve yerüstü zenginliklerine karşın bugüne kadar bu bölge mahrumiyet bölgesi olarak bırakılmış, kendi dillerini konuşmaları ve yazı dili yasaklanmıştır."

Yunanistan'da Türk azınlığının kendî derneklerinde (Türk) sözcüklerini kullanmalarını yasaklanmasına tepki gösterirken, Türkiye'deki

azınlıkların haklarını da gözönüne almak gerekir. Bölgede asimilasyon var gücü ile devam ettirilerek isimler değiştirilmekte, vatandaşlar çocuklarına özgürce isim verememektedirler. Demokrat bir bütündür, halklarımızdan birinin eksik kalması bütün kurulmasını engel olur. Türkiye için demokrasi tüm ülkede geçerli bir demokrasi olmak zorundadır."

**BÖLÜNMÜŞ AİLELERE
PASAPORT**

SHP'li Mehmet Ali Eren'in konuşurken, ANAP Ankara milletvekili ve eski HP grup başkanvekili Onural Şeref Bozkurt, "Türkiye'de resmi dil Türkçe'dir. Ulusal birliği savun" diye bağrdı. ANAP Kahramanmaraş milletvekili Ülkü Büyüramaz da, "Yemin ettin burada, bölücü" dedi.

Mehmet Ali Eren, laf atmalar karşısında "Kürtler'e ve bölünmüş ailelere pasaport verilir verilmeyeceğini" sordu.

Eren'in konuşmasına ANAP'lıların tepkileri sürerken, DYP sıralarından Murat Sökmenoğlu'nun da "Hangi azınlık" diye bağrdığı duyuldu.

Eren'den sonra söz alan İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, konuşmasında "Bugün bu çatı altında bile söylememesi gereken iddialar dile getirildi. Atatürk'ün kürsüsünden bunlar söylenince, Başbakanlık Divanı'nun müdahale etmemesi esefle karşılıyor" diye başladı.

Kalemli konuşurken bazı ANAP'lı milletvekilleri "Bölücüye cevap veriyorsun" diyerek bakana uyardı bulundular. Mustafa Kalemli, "hiçbir şeyin tabii olmadığını" belirterek, Mehmet Ali Eren'in gündeme getirdiği konuların tartışılmasının yapıldığını söyledi.

Kalemli, Anayasa'nın üçüncü maddesini okuyarak, "Türk devletinin ülkesi ve milletle bölünmez bütündür" dediğini, resmi dilinin de Türkçe olduğunu hatırlattı.

Kalemli'nin bu sözleri ANAP'lılar tarafından uzun süre alkışlanırken, SHP'liler, "Aksini iddia eden mi var?" diye laf atıldılar. SHP'li Mehmet Ali Eren de, oturduğu yerden "O Anayasa buradan çıktı" diye bağrdı.

SHP'li Kemal Anadol ve Kamil Atepoğulları da, Kalemli konuşurken, sık sık laf atıldılar. İçişleri Bakanı Kalemli, Güneydoğu konusuna ilişkin bilgiler vererek, "Bu bölgeyi hizmet verene güvenlik güçleri çağırıyor suçlamaları mesele halledilmez. Birtakım kimseyle seilim vererek bu iş çözülmez. Ben

bu arkadaşın bu konuşmayı yapmamasını isterdim. Kürsü bu kabili istisnalarla açılmamalıdır" dedi.

Başkanın Tutumu

Kalemli'nin konuşmasından sonra Ankara milletvekili Onural Şeref Bozkurt oturum başkanının tutumuna ilgili olarak usul hakkındaki söz istedi. Oturumu yöneten

"Batı'da soytarlık müessesesi vardır. Soytarlar kralları bile eleştirirler. Doğu'da ise halklarımız, 'Evet efendim'ler vardır. Sayın Bozkurt, siz bir halkınızınız. Soytarlık sizin için hitaftır."

Caaver'in bu sözleri ANAP'lılar tarafından sıra kapaklarına vurularak protesto edildi. Başkan Hüdaî Oral da, usul tartışmalarının karışıklık satılmaya dönüştüğünü ifade ederek, tartışmayı kapattığını söyledi. ANAP milletvekili Onural Şeref Bozkurt, satışma gerekçesiyle söz isterken, başkan Hüdaî Oral, Bozkurt'a "satışma olan sözleri belirtmesini" söyledi.

Bozkurt, ise "Herkas sevişiyeli mütenasip hareket eder. Endişe buyurmayın. O sevişeye incek birir değilim" dedi. Bozkurt, Çiçeyt Caaver'i kastederken, "Ben bu arkadaşın bir yıl aşkın süreye başkanlık ettim. Ona Meclis kürsüsünden nasıl konuşulacağını öğretemedim için kendimi suçluyorum. Hamdolsun çekildim izzetliklik ile bunların arasından" diye konuştu.

Bozkurt'un bu sözleri, SHP'lerin protestosuna, ANAP'lıların ayakta alkışlarına sebep oldu. arada, ANAP Mardin milletvekili Nurettin Yılmaz, Meclis kulisi "Kürt meselesi" ile ilgili olarak nuşan SHP'li Mehmet Ali Eren yanına gelecek kendisini kutladı. Nurettin Yılmaz, gazetecilerin K konusuna ilişkin sorularını cevapsız bıraktı. "Önümüzde de beş sen var. Bu konular üzeri daha çok konuşuruz" dedi.

SHP'nin Doğu'ya ideolojik bakışına ANAP'tan cevap:

Atasoy: "Doğu için bölgesel plan yapılmalı"

EKONOMİ SERVİSİ

Doğu ve Güneydoğu Anadolu'nun geri kalmışlıktan kurtulması için bölge planlamasına gitmenin şart olduğunu belirten Devlet Bakanı Veynel Atasoy, "Bölgelerarası dengesizlikler için bir an önce tedbir alınması gerektiğini" belirtti.

Bölge meselelerinin üzerine hassasiyetle gidilmesinin planladığını kaydeden Veynel Atasoy, "Bölgelerarası dengesizliklerin giderilmesi için bağışta tedbir alınmadığı takdirde Doğu'da yeni olayların meydana gelebileceğini, hükümetin bunun bilincinde olarak hareket ettiğini" bildirdi. ANAP Bitlis milletvekili Kâmrân İnan da, Doğu bölgelerinde "eğitim eşitsizliğinin baş mesele" olduğunu belirtti ve "O neden orada, ben neden buradayım" sualini yüksek sesle sormalıyız" şeklinde konuştu.

GAP BİR BÖLGE PLANLAMASIDIR

Ekonomik ve Sosyal Etüdler Konferansı Heyeti'nin düzenlediği "Türkiye'de Bölgesel Politika" konulu seminerin önceki günkü kapanış konuşmasında görüşlerini dile getiren Devlet Bakanı Atasoy, "Bölge planlaması olmalı mı, olmamalı mı? Bunun adını koyalım: Olmalı. GAP da bir bölge planlamasıdır ve Beşinci 5 Yıllık Plan'da da bu böyle kabul edilmiştir" dedi. Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da atlayıpını tamamen hazırladığını kaydeden Atasoy, şöyle dedi:

"Bu bölgelerde artık her vatandaş buzdolabını, çamaşır makinesini rahatlıkla kullanabilir. Asıl problem satınalma güçlerinin artmasıdır. GAP Projesi ve onun getireceği tablo işte bunu sağlayacaktır."

Hammaddesi Doğu'da çıkan sektörlerde işadamlarının tesislerini mahallinde kurmaları gerektiğine de işaret eden Atasoy, "Bakır Doğu'da çıkarıyor, fabrikası İstanbul'da. Hammaddesi İstanbul'a geliyor, işleniyor, kablo oluyor yine Doğu'ya gidiyor. Bu konuda tedbir alınmak lazım" dedi. Özellikle haberleşme konusunda Doğu'da atlayıpını eksiksiz tamamladığını kaydeden bakan, isteyen işadamların orada fabrika kurabileceğini, kurar kurmaz da bilgisayarı çalıştırabileceğini, isterse



Devlet Bakanı Atasoy

ücretini ödeyip video konferans sistemini de çekirebileceğini söyledi.

"EĞİTİM EŞİTSİZLİĞİ BAŞ MESELE"

ANAP Bitlis milletvekili Kâmrân İnan ise "Ben geri kalmış bir bölgenin hem evladı, hem milletvekilimim" dedikten sonra, Doğu ile Batı arasında en büyük eşitsizliğin eğitimde olduğunu söyledi. İnan, "Orada yolu hemen yapmazsanız, elektriği hemen götürmezseniz, birkaç yıl daha da toprakta yaşarlar veya karanlıkta kalırlar. Ama okul yapıp eğitmezseniz, onları ömür boyu toplumun en alt tabakasında yaşamaya mahkûm etmiş olursunuz" dedi. Üniversite giriş imtihanlarında da büyük bir adaletsizliğin yaşandığını belirten İnan, "Derstleri hep boş geçmiş Doğu'daki liselerden mezun olanları Anadolu-Fen liselerinden çıkarırlar aynı imtihana sokuyor-sunuz. Böylece sosyal adaletsizliğin en büyük tohumunu atıyorsunuz. O neden orada, ben neden buradayım sualini yüksek sesle sormak zorundayız. Bugün sormazsak 10-15 sene sonra durum çok daha tehlikeli hale gelecektir" şeklinde konuştu. İnan, işadamlarını Doğu'ya davet ederken de, onları desteklemek için, "kurscakları sanayi tesislerinin arsalarının devletçe bedava verilebileceğini, vergi teşviklerini arttırılabileceğini ve büyük şehirlerden sökülmüş götürecekleri tesisler için hükümetin tazminat ödeyebileceğini" söyledi.

Millî tepki

Meclis kürsüsünden bölücülük ortalığı karıştırdı

ANKARA, (Tercüman)- SHP İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren'in TBMM kürsüsünden "bölücülük" yaparak, "Türkiye'deki Kürtler'e asimilasyon uyguladığını" söylemesi büyük bir tepki yarattı. Cumhurbaşkanı Kenan Evren, Cezayir'den Türkiye'ye dönerken uçakta olayla ilgili olarak bir gazetecinin sorusuna cevaplandırırken, "Bu sözleri tasvip etmek mümkün değildir. Çünkü o, Türk milletinin milletvekidir, bölgenin milletvekilliği kalkmıştır. Seçilen kişiler Meclis'in temsilcileridir" dedi. Başbakan Turgut Özal da, Meclis kürsüsünden "Kürtçülük propagandası" yapılması olayı ile ilgili olarak sorulan bir soru üzerine, "Türkiye'nin bir bölgesinde ayrı bir etnik grup varmış gibi konuşulmasını teessürle karşıladıklarını, bu sözlerin İnönü'den destek bulmasının da ayrı bir üzüntü kaynağı olduğunu" belirtti. Özal, "Yabancı güçlerin böyle bir ayrıma yaratmaya çalıştıklarını" da belirtti. "Aynı ayrıma bir milletvekilinin yapması ve dış güçlere âlet olmasını üzüntü ile karşılıyoruz" şeklinde konuştu.

ANAP Genel Başkan Başyardımcısı Mehmet Keçeciler, "talihsiz bir beyan" olarak nitelendirdiği bu sözlerin Meclis zabıtlarından çıkarılması için her çabayı sarfedeceklerini söyledi. ANAP Genel Sekreter Yardımcısı Alpaskan Pehlivanlı, Cumhuriyet Başsavcısı'nın harekete geçmesini isterken, Eren'in konuşmasının İnönü tarafından tasvip edildiğini hatırlatarak, "Böylece, olay, şahsi bir suç olmaktan çıkıp, parti suçuna dönüşmüştür" dedi.

DYP Grup Başkanvekili Köksal Toptan da, yaptığı açıklamaya ile Eren'in konuşmasını eleştirdi.

Dişçileri Bakanı Mesut Yılmaz, SHP milletvekili Eren'in Meclis'te yaptığı propagandayı önceki akşam Türkiye'nin Cezayir Büyükelçiliği'nde Tercüman muhabirinden öğrendi. Olay hakkında dün Cumhurbaşkanı Kenan Evren'e yurda dönüşünde bilgi veren Yılmaz, gazetecilere, "böyle bir gelişmeyi sürpriz saymadığını, ancak fevkalâde üzücü olduğunu" söyledi.

EVREN'İN TEPKİSİ

Cumhurbaşkanı Evren de, özel uçakla Türkiye'ye dönerken bir gazetecinin olayla ilgili sorusunu şöyle cevaplandırdı:

"Ben de az önce duydum. Bunun aslı öğrenelim de ondan sonra değerlendirelim. Ama duyduğumuz gibi ise, tabii tasvip etmem mümkün değil. Eğer sizler tasvip ediyorsanız, ben de edeyim. 'Efen-dim Güneydoğu'da asimilasyon uygulanıyor' bunu tasvip etmek mümkün değil. Ama, Meclis'in kürsüsüdür. Meclis'te her şeyi konuşmak mübahdır diyelim. Herkes

de çıkıp konuşuyor. Ama, böyle bir şeyin söylenmemesini arzu ederdik. Ama, o bütün Türk milletinin milletvekilidir. Bölge milletvekilliği kalkmıştır. Seçilen kişiler Türk milletinin temsilcisidir. Anayasa da millet tarafından kabul edilmiş görece, bunun gereklerini kabul etmek kaçınılmazdır. Onun üzerine de yemin etmiştir."

ANA MUHALEFET BAŞKANI DESTEKLEMELİYDİ

Başbakan Özal, açıklamaları sırasında önceki gün SHP İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren'in TBMM kürsüsünden "Kürt meselesi" ile ilgili olarak yaptığı konuşmaya temas ederek sözkonusu milletvekilinin, "Türkiye'nin bir bölgesinde ayrı bir etnik grup varmış gibi konuşmasını teessürle karşıladıklarını" ifade etti.

SHP'li Eren'in konuşmasının ana muhalefet partisi başkanı tarafından desteklenmesini de aynı şekilde "üzüntüyle karşıladıklarını" söyleyen Özal, "Belli bölgelerin meselelerinin Meclis kürsüsüne getirilmesine karşı değiliz, ama bunun Anayasa sınırları dışına çıkarılmasına karşı koyarız" şeklinde konuştu.

Türkiye'de yaşayan insanlar arasında "ayrılık-gayrılık bulmadığını" ifade eden Başbakan, bazı yabancı güçlerin bu ayrıma yapmaya çalıştıklarını belirterek, "Aynı ayrıma bir milletvekilinin yapması ve dış güçlere âlet olmasını üzüntü ile karşılıyoruz" dedi.

ANAP'LI YILMAZ

Başbakan, partisinin Mardin milletvekili Nurettin Yılmaz'ın da SHP'li Eren'i sözkonusu açıklamalarından dolayı kutladığı yolundaki haberler konusunda da "Bilmeyorum. Niye, nasıl tebrik ettiğini gözümüzle görmedik. Gerekirse kendisiyle konuşuruz" dedi.

"İNÖNÜ'NÜN BÜYÜK HATASI"

ANAP Genel Başkan Başyardımcısı Mehmet Keçeciler, Tercüman muhabirinin sorusuna üzerine, TBMM kürsüsünde yapılan bölücülüğü değerlendiren, hiçbir partinin tüzük ve programını Anayasa'ya aykırı olamayacağını belirtti. İnönü'nün konuşmasını "büyük bir bata" diye yorumlayan Keçeciler, bir soru üzerine, ANAP olarak herhangi bir suç duyurusunda bulunmayacaklarını, ancak Cumhuriyet Savcılığı'nın konu ile ilgili olarak kendiliğinden harekete geçebileceğini söyledi.

"PARTİ SUÇU"

ANAP Genel Sekreter Yardımcısı ve Ankara milletvekili Alpaskan Pehlivanlı, Meclis kürsüsünden söylenen sözler hakkında herhangi bir işlem yapılamayacağını belirtti. Buna karşılık, Eren'in konuşmasında devlete karşı çirkin ithamlar yönelterek, devletin birliğini bozucu beyanlarda bulunduğu ve bölücülük yaparak, üçlü bir suç işlediğini söyleyen Pehlivanlı şöyle devam etti: "SHP Genel Başkan Erdal İnönü, TBMM kullandığı Eren'in sözlerini tasvip ettiğini söylemiş ve ko-

nuşmanın parti programına uygun olduğunu bildirmiştir. Bu durumda Anayasa gereği Eren'le ilgili bir soruşturma yapılamazken, Erdal İnönü'nün beyanları soruşturma kapsamına girer. Çünkü, olay, şahsi bir suç olmaktan çıkmış, parti suçuna dönüşmüştür."

BAŞSAVCILIĞA ÇAĞRI

Pehlivanlı, Cumhuriyet Başsavcılığı'nın harekete geçerek, olayla ilgili gerekli incelemeyi yapması ve konuşma İnönü'nün söylediği gibi hakikaten parti tüzüğüne uygunsuz, Anayasa Mafkesi'ne dava açması gerektiğini belirtti. Pehlivanlı, "İnönü'nün konuşması ile SHP'nin beş defasından biri daha ortaya çıkmıştır. Ancak, biz bütün SHP'li ve SHP'ye oy verenleri aynı kategoriye sokmuyoruz" diye konuştu.

REJİMİ YIKMA HAKKI

SHP'li Eren'in konuşmasına, DYP de büyük tepki gösterdi. DYP Grup Başkanvekili Köksal Toptan dün TBMM'de düzenlediği basın toplantısında, "Meclis'te her şeyin söylenmesi" görüşlerini kendilerinin yıllardır savunduğunu belirterek, "Ancak, milletvekilleri konuşmalarında andlarına sadık kalmak zorundadırlar. Etiklerini yeminden zerre sapamazlar" dedi. Toptan sözlerini şöyle sürdürdü:

"Özgürce konuşma hakkı devleti ve rejimi yıkmaya hakkı vermez. Rejimi korumak herkesin görevidir. Biz de insanlara yapılan baskıyı konuşuyor. Ancak, TBMM'de konuşan sayın üyenin Türkiye'de azınlık milletten varlığından bahsetmesi aklın alacağı iş değildir. Sayın üye o konuda hassasiyet beklediğini söylüyor. Kim kimden ne baskıyı bekliyor? Pek çok devlet etnik gruplar vardır. Türkiye'de de etnik gruplar olabilir. Ancak, azınlık milletten söz edilemez. Süper güçler Ortadoğu'nun güçlü ülkesi Türkiye'yi bölmek, parçalamak istiyorlar. Milletvekillerinin Türkiye'yi yıkmak isteyenlere âlet olmaması gerekir. TBMM'de dün söylenen sözleri yanlışlıkla ve zulh ile söylenmiş sözler olarak kabul ediyor ve kınıyoruz."

OLAYIN VAHAMETİ

DYP Genel Başkan Yardımcısı Mehmet Gölhan, TBMM kürsüsünde meydana gelen olayı "bayretle" karşıladıklarını bildirdi. Türkiye'de azınlık meselesi olmadığını ve olmayan bir şeyi varmış gibi göstermenin yanlış olduğunu kaydeden Gölhan, "Sayın İnönü'nün sözlerinin dava konusu olup olmayacağı konusunda bir şey söylemek istemiyorum. Ancak, Sayın İnönü genel başkan seviyesinde bir laf sarfetmiştir, bu da olayı daha vahim hale getirmiştir" dedi.

DSP'DEN TEPKİ

DSP Genel Başkan Yardımcısı Selçuk Sönmez de, "Kürt-Türk" diye bir ayrımın yapılmasını yanlış olduğunu söyledi. "Anadolu'da yaşayan insanların Türkiye'yi" olduklarını ifade eden Sönmez, "Bu açıdan Meclis kürsüsünden ayrılık tu-

rü bir tabir kullanılması ve Kürtler'den bahsedilip, Bulgaristan'daki Türkler'le özdeşleştirilmesi talihatağıdır. Sayın İsmail'in sonrakı açıklamaları için ise yorum yapmak istemiyorum" diye konuştu.

MÇP Genel Başkan Yardımcısı

Şevket Bülent Yahneli ise, Türkiye'nin Doğulu'su, Batılı'sı ile hiçbir ırk ve mezhep ayrımı gözetmek siz, her insanı Türk olarak kabul edip, başına basan bir ülke olduğunu söyledi. Osmanlı'dan bu yana, Türkler'in hiçbir zaman asimilasyon politikası uygulamadıklarını belirten Yahneli, şunları söyledi:

Bu İddia çok büyük hakarlıktır. Manşesef bu sözler, aynı partinin genel başkanınca da SHP tüzüğüne uygundur diye İlan edilmiştir. Bu hakarlıktır ve talihatağı da

ha da bilyeten ve vahim hale getiren bir durumdur. Bize göre Cumhuriyet tarihinde görülen en büyük ve yavaş yavaş bir olaydır. Cömür İnterdi ki, muhalefet partisi genel başkanı, bu sözleri sehvem sarfetmiş olur. Aksi bir durum ülkemiz aleyhine tebliğler doğurur.

Hürriyet

Özal'dan SHP'li Eren'e "alet olma" suçlaması

● Başbakan Özal, ANAP Başkanlık Divanı Toplantısı'ndan sonra yaptığı açıklamada, SHP Milletvekili Mehmet Ali Eren'in, TBMM'de yaptığı Kürtçülükle ilgili konuşmayı teessüfle karşıladığını söyledi.

● "Türkiye'ye dışardan etki etmeye çalışan bazı güçlerin bu tür ayrımlar yaptığını, bir milletvekilinin bu kişilerin görüşlerine alet olmasının tehlike yaratacağını" söyleyen Özal, Eren'in yemine aykırı davranışını öne sürdü.

● ANAP Milletvekili Nurettin Yılmaz'ın, SHP'li Eren'i tebrik ettiğinin bildirilmesi üzerine Başbakan, "Görmedim, duymadan bir şey diyemem. Gerekirse Yılmaz'la görüşürüm." dedi...

ANKARA. (Hürriyet) Başbakan Turgut Özal, DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel'in, "Türkiye'de 10 milyon dertsiz, 40 milyon yoksul var" şeklindeki sözlerini "Atmasyon" olarak niteledi. Özal; "Sayın Demirel kusura bakmasın, bunlar hava-civa laflar. Bu konu

nuda biraz daha ilmi konuşmasa gerekir" dedi. SHP Milletvekili Mehmet Ali Eren'in, "Türkiye'nin sıkıntılarının başında Kürt sorununu var" şeklindeki konuşmasını teessüfle karşıladıklarını bildiren Özal, "Bu konuda Meclis'te gerekli uyarılar yapılacaktır" dedi

Başbakan Turgut Özal, dün ANAP Başkanlık Divanı toplantısından sonra yaptığı açıklamada, SHP Milletvekili Mehmet Ali Eren'in, "Türkiye'nin sıkıntılarının başında Kürt sorunu vardır. Bunlar ana dillerini konuşmuyor, pasaport alamıyor, çocuklarına istedikleri isim-

leri veremiyor. Bu, bir ulusal sorundur" şeklindeki konuşmasını teessüfle karşıladıklarını bildirdi. Mehmet Ali Eren'in konuşmasının sırf muhalefet partisinin milletvekili olması nedeniyle ana muhalefet partisi genel başkanı tarafından desteklenmemesi gerektiğini belirten Özal, meseleyi Anayasa dışına çıkararak, milletvekilinin ettiği yemine aykırı davranarak konuşmasına karşı olduklarını ifade etti. Türkiye'ye dışardan etki etmeye çalışan bazı güçlerin bu tür ayrımlar yaptığını, bir milletvekilinin bu kişilerin görüşlerine alet olmasının tehlike yaratacağını belirten Özal, bu konuda Meclis'te gerekli uyarıların

Yapılacağını söyledi. ANAP Milletvekili Nurettin Yılmaz'ın, konuşma yaptıktan sonra SHP'li Mehmet Ali Eren'i tebrik ettiğinin belirtilmesi üzerine Özal, "Görmedim, duymadan bir şey diyemem. Niçin tebrik etmiş bilemiyorum, gerekirse o milletvekili ile görüşürüm" dedi.

22.01.88

Hürriyet

22.01.9



EREN SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, 2 gündür Meclis'i ayağa kaldırıyor...

Meclis'i karıştıran adam

ANKARA. (Hürriyet) TBMM Genel Kurulu'nun da sah gününü "Kürtçülük" tartışmasını başlatan ve tepkileri çeken SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, dün o konuşmasına açıklık getirmek üzere yeniden söz aldı ve yine olay çıkardı. Eren'in konuşması sırasında ve sonrasında, Meclis Genel Kurulu, karıştı. Kursu onune yuruyan ANAP milletvekilleri, sıra kapaklarını vurarak, Birleşim Başkanı SHP Denizli Milletvekili Hüdayi Oral'a, "Yuh" çekerken, "Başkan istifa" diye tempo tutular.

Meclis Genel Kurulu açıldıktan sonra birleşimi yöneten SHP'li Hüdayi Oral, içtuzukun 59'uncu maddesine göre, "Zapt-ı sabık" eski konuşmasına ilişkin tutanak hakkında Mehmet Ali Eren'e söz verdiğini açıkladı. Eren, içtuzukta, milletvekillerine bir önceki birleşimde "meramını tam anlatamadıkları" gerekçesiyle açıklık getirmek için tanınan hakkını kullanmak üzere kursuya çıktı. ANAP milletvekilleri, bu sırada protestoya başladılar. ANAP'lılar "Ölmaz böyle şey, niye konuşuyor?" diye bağırarak sıra kapaklarını vurdular. Eren, ANAP'lıların protestoları ara-

nda sürdürdüğü konuşmasında, bir gün önceki gündem dışı konuşmasını gösterilen tepkilerin ve suçlamaların haklı olduğunu öne sürerek, "Kendi düşüncelerini açıklamak ve yanlış suçlamaları bertaraf etmek amacıyla söz aldığımı" bildirdi.

Eren, ANAP'lıların protestoları altında sürdürdüğü konuşmasında, "Türkiye'nin bu tür ve bölünmezlik anlayışı içerisinde sorunların çözülebileceğine inanıyorum" dedi.

Eren'in konuşmasından sonra Başkan Oral, "Konuşmacının, tamamıyla ulusal bir tutunluk ve bölünmezlik amacıyla" konuştuğunu belirterek, gündeme geçmesini bildirdi. Oral'ın bu sözleri üzerine ANAP'lılar, ayazca tirlenerek söz istedikleri İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'de Bakanlar Kurulu sırasından tirlenerek, "Dünkü konuşma il bu günkü konuşma arasında bağ yok. Söz istiyorum" dedi. Başkan Oral ise içtuzuk maddesinin açık olduğunu, "Zapt-ı sabık" hakkında ilgiliden başkasına söz verilemeyeceğini söyledi ve gündem dışı söz isteyen SHP İzmir Milletvekili Kemal Anadol'u kursuya davet etti. Anadol'u kursu-

deyken, çok sayıda ANAP milletvekili, kursu onune toplanarak, protestoda bulundu. İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, söz verilmemesi üzerine, eylem ANAP milletvekillerine işaret ederek Genel Kurulu terk etmelerini istedi. Aynı anda, ANAP'lı milletvekilleri "Yuhhh" diye bağırarak ANAP'lıların dışarı çıkmaya hazırlanırken, Adalet Bakanı Oltan Sungurlu, engel oldu. ANAP'lılar bu kez, "Başkan, istifa" diye tempo tutular.

Kursu onunde birikenlerden ANAP'lı Halil Şıvgın, Başkan Oral'a, "Anayasa suçu işliyorsunuz... Bu makamda fazla oturamazsınız" diye bağırarak, Bazı ANAP'lıların da Başkan'ın "Bölücü davranmakla" suçlayan sloganlar attıkları duyuldu. ANAP'lılar, kursu onunde protestolarını sürdürürken, SHP milletvekillerinin de on sıralarda kumeleştikleri görüldü. Sinirler gerilmişken, Başkan Oral, Kemal Anadol'u yerine davet ederek, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'ye söz verdi.

Oturum havasını daha fazla gerginleştirmek için söz almadığını bildiren Bakan Kalemli, SHP'li Eren'in, bir gün

önceki konuşmasında, "Azınlık milletler, azınlık topluluklar" konusunda konuştuğunu, bu sözleri kullanmanın, "Kürsüden resmen bölücülük yapmak" olduğunu söyledi. Eren'in bu kez de, sözlerini tazih etmek düzeltmek yerine, söylediklerini asnen tekrarladığını ileri süren Bakan, şöyle devam etti:

"Bu kürsüyü kullanarak, aynı kişilere, aynı ideolojilere selam söylemeye devam edecek olurlarsa, Anavatan Grubu olarak; hükümet olarak, buna asla müsaade etmeyiz."

Hürriyet

22.01.88

"Tasvip edilecek bir olay değil" Eren'e, Evren tepkisi

ANKARA, (Hürriyet) - Ceza'yir'e resmî bir ziyaret yapan Cumhurbaşkanı Kenan Evren ve beraberindeki heyet dün yurda döndü. Cumhurbaşkanı Kenan Evren, "Ceza'yir ile aramızdaki soğuk dönem bitmiştir" dedi. Cumhurbaşkanı, SHP'li Mehmet Ali Eren'in, Meclis'te yaptığı ve olaylara neden olan konuşması içinse, "Duyduğum gibiyse, tasvip edilecek bir olay değildir" diye konuştu

Cumhurbaşkanı Evren, dün sabah kendisini Ceza'yir Devlet Konukevi'nde ziyaret eden Ceza'yir Cumhurbaşkanı Şadlı Binceddid ile son bir ikili görüşme yaptıktan sonra, yerel saatle 10.15'te Binceddid tarafından Bumedyen Havayalanı'ndan toronle uğurlandı.

Dört günlük Ceza'yir ziyaretini tamamlayan ve dün saat 15.00'te yurda dönen Cumhurbaşkanı Kenan Evren, yaptığı görüşmelerle ilgili olarak

"Memnun dönüyorum" dedi.

"SHPLİ EREN" KONUSU

Cumhurbaşkanı Kenan Evren, uçakta, Meclis'te SHP Milletvekili Mehmet Ali Eren'in konuşması ve çıkan tartışmalarla ilgili bir soruya da cevaplandırarak şunları söyledi: "Duyduğum gibiyse tasvip edilecek bir olay değil. Eğer aızlar tasvip ediyorsanız, ben de edeyim..." Güneydoğu'da asimilasyon uygulanıyor" demiş. Ama Meclis'tir... Kürsüdür... Kürsüde her şeyi konuşmak mübahdir, diyeyim... Herkes lüsedirğini konuşur. Suç da sayılmaz. Böyle bir şeyi söyle-

memesini arzu ederdik. Çünkü bu, Türk milletinin milletvekilidir... Bölgenin milletvekilliği kalkmıştır. Türk milletini temsil ederler. Anayasa, millet tarafından kabul edildiğine göre, bu Anayasa'nın gereklerini kabul etmesi kaçınılmaz olur. Zira, onun üzerinde de yemin etmiştir..."

Cumhurbaşkanı Evren, gezisinin en ilginç noktasının hangisi olduğuna ilişkin bir soruya cevap verirken, Ceza'yir başkentinden 600 kilometre güneyde, ülkenin orta kesiminde bulunan Ghardaia'yı ziyaretini, "en ilginç nokta" olabileceğini belirtti. Evren, buradaki halkın yaşayışına ve kadınların yüzlerini süsü ve

rını peçelerle kapatmalarına değindi.

Evren, söz konusu kadınların, sadece bir gözlerini açık bırakarak dolaylı olarak dikka-ti çekerek şunları söyledi, "Altı bin senelik bir âdetmiş... Hatta Sayın Binceddid, bana, 'Orada doğan çocuklar anneleriyle anırlar, yani anne adlarıyla anırlar' dedi."

Ceza'yirli gazeteciler için önceki akşam düzenlediği basın toplantısında değindiği konular hakkında da bilgi veren Cumhurbaşkanı Evren, şöyle devam etti:

"Sizlerin de müşahede ettiğiniz gibi Ceza'yir'de sasmimi ve sıcak şekilde karşılandık. Konuşmalarımız da

çok sıcak bir hava içinde cereyan etti. Sayın Bince-did'e, üç defa başa konuşma imkanı buldum.

Aranızdaki soğuk dönem, kapanmıştır. Ben, kendilerine şunu ifade ettim: Milletler arasında zaman zaman kopukluklar, duraklamalar olur. Bu durumları normal karşılamak lazım. Olanlar geride kalmıştır hatta 'Geriyeye bakmak gerekseydi, Allah arkamızda bir göz yapabilirdi. Yapmadığına göre daima ileriye bakalım' dedim."

EVREN, ANKARA'DA

Cezayir'deki temasların tamamladıktan sonra yurda dönen Cumhurbaşkanı Şeref Salou'nun Başbakan Özal ile bir süre sohbet etti. Şeref Salou'nun Dışişleri Bakanı Mesut Yılmaz bir arada Milli Savunma Bakanı Ercan Vuralhan'ın yanına gelerek "Biz Cezayir'e giderken protokol sıranı bozmuşsun. Nasıl keyfin iyi mi?" diye sordu. Vuralhan da Yılmaz'a "Gayet iyiyim"

karşılığını verdi. Bu sırada Başbakan da Vuralhan'a dönerek "Sen gel hakalım benim arabaya, biraz konuşalım seninle" dedi.

Temaslarla ilgili Hürriyet'in sorusunu cevaplayan üst düzey bir Dışişleri yetkilisi "Ziyaret karşılıklı sorunların ifadesi açısından yararlı geçti. Ancak doğal gaz, ulaştırma gibi konularda yapılacak ikili anlaşmalar 30-31 Ocak tarihlerinde Cezayir'de toplanacak Kar-

ma Ekonomik Komisyon toplantısında ele alınacak" dedi. Bu toplantı için Devlet Bakanı Kazım Oksay başkanlığında bir heyetin ay sonunda Cezayir'e gideceğini belirten aynı yetkilisi "Cezayir özellik- le Osmanlı arşivleri ve kültürel mübadeleler konularında işbirliğine hazır" diye konuştu.

Milliyet

22.01.88

SHP'li Eren yine konuştu

MECLİS'te
olaylı gün

● SHP'li Mehmet Ali Eren'e cevap için İçişleri Bakanı'na SHP'li Meclis Başkanvekili Hüdal Oral söz vermeyince, ANAP'lılar kürsüye yürüdü. Bunun üzerine Oral, Kalemli'ye söz verdi

MİLLİYET HABER MERKEZİ

TMM'nin önceki günkü oturumunda "Kürt sorunu" konusundaki konuşmasıyla sert tartışmalara neden olan SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren sözlerinin yanlış anlaşıldığı gerekçesiyle Meclis'in dünkü oturumunda yaptığı konuşmada yine şimşekleri üzerine çekti. Cumhurbaşkanı Kenan Evren, konuyla ilgili bir soruyu yanıtlarken, "Duyduğum gibiyse tasvip edilecek bir olay değil" derken Başbakan Turgut Özal da, Türkiye'nin bazı bölgelerinde etnik grup ile azınlık arasında bir anlaşsını üstünüyle karşıladığını söyledi. EREN'İN DÜNKÜ KONUŞMASI SHP İstanbul Milletvekili Meh-

met Ali Eren, Meclis'in dünkü toplantısında yeni bir konuşma yaptı. Eren'in konuşmasına ANAP milletvekilleri tepki gösterdi.

Milliyet Ankara Bürosu'nun haberine göre, "Konuşmamda bazı acı gerçekleri dile getirmek istedim. Sözlerimi çarpıtmaya kimsenin hakkı yoktur" diyen Eren, haksız suçlamaları bertaraf etmek üzere kürsüye çıktığını söyledi.

Eren'in SHP yöneticilerinin isteği üzerine söz aldığı, Genel Başkan İnönü'nün de Eren'in önceki gün yaptığı konuşmadan rahatsız olduğunu, söz alarak açıklama yapmasını istediği öğrenildi.

Eren, konuşurken ANAP'lılar oturumu yöneten SHP'li Başkanve-

- "Acı gerçekleri dile getirelim, sözlerimi kimsenin çarpıtmamasın" diyen SHP Milletvekili Mehmet Ali Eren'e cevap vermek isteyen İçişleri Bakanı'na, SHP'li oturum başkanı Hüdal Oral söz hakkı tanımadı
- ANAP'lılar kürsüye yürüyerek, "Başkan İstifa" diye bağırdılar. Oral daha sonra Kalemli'ye söz verdi
- Cezayir'den dönen Cumhurbaşkanı, "Duyduğum doğru ise Eren'in konuşması tasvip edilemez" dedi

kili Hüdal Oral'a tepki gösterdi. Oral'ın İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'ye, Meclis İçtüzüğü'nün 59. maddesine dayanarak söz vermeme- si üzerine tartışmalar yoğunlaştı. ANAP milletvekilleri sıra kapaklarını vurarak "Başkan İstifa" diye tempo tuttular. Başta ANAP'lı Halil Şivgin ve Mustafa Taşar olmak üzere bazı milletvekillerinin kürsüye yürüdüğü görüldü.

10 dakika kadar süren tartışmalardan sonra Oral, Kalemli'ye söz verdi.

KALEMLİ'NİN YANITI

SHP milletvekilinin konuşmasını yanıtlayan İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, "Aynı ideolojilere, aynı kişilere Meclis kürsüsünden selam göndermeye devam edileceksin ANAP olarak buna müsaade etmeyeceğiz" dedi. Eren'in daha önceki sözlerini tekrar ettiğini bildiren Kalemli, "Bu milletvekilli kürsüden bölücülük yapılmıştır. Sözlerimi tav- zih edeceğim diye yine aynı şeyleri söylemişler" şeklinde konuştu.

Cumhurbaşkanı Kenan Evren de Eren'in konuşması ile ilgili olarak, "Duyduğum gibiyse tasvip edilecek bir olay değil" dedi. AA'nın haberine göre, Evren, "Böyle bir şeyi söylememesini arzu ederdim. Çünkü bu, Türk milletinin milletvekilidir. Bölgenin milletvekilliği kalkmıştır" şeklinde konuştu.

ÖZAL'IN SÖZLERİ

Başbakan Turgut Özal da, dün toplanan ANAP Başkanlık Divanı'nda yaptığı konuşmada, konuya değinerek şunları söyledi:

"Konuşmayı üzüntü ile karşıladım. Türkiye'de yaşayan, bu sınırlar içinde kalan herkes vatandaşımızdır. Hiçbir ayrılık gayri yoktur. Türkiye'de bir milletvekilinin böyle ayrı yapması, yabancı güçlere bir nevi alet olmasını tehlikeli bulduğumuzu ifade etmek istiyorum."

Özal, Eren'in uyarılmasını gerekli gördüğünü de söyledi.

MİLLİYET'E AÇIKLAMASI

Öte yandan Eren, Milliyet An-

kara Bürosu'nda Oktay Pirim'e yaptığı açıklamada gerçekleri söylemeye devam edeceğini bildirdi.

Kürt sorunu konusunda Genelkurmay'ın raporlarının bulunduğunu, bazı köşe yazarlarının konuyu tartıştığını, ancak bunları Meclis'te dile getirdikleri zaman tepki gördüklerini belirten Eren, "Biz demokrat insanlarız. Doğu'da ve Güneydoğu'da öldü baskılar vardır. Bu gerçekleri dile getirdim. Nerede olursa olsun insanlara baskı ve eziyet yapılmasına karşıyız. Meclis'te Angola, Filistin meseleleri görüşüyoruz ama kendi meselemiz konuşulmuyor" dedi.

DYP'NİN TEPKİSİ

DYP Grup Başkanvekili Köksal Toplan da, Eren'in konuşmasını şiddetle kınayarak, "Türkiyede azınlık milliyetlerinden söz etmek ve bunu bir bölge halkını sözde savunmak için söylemek aklın alacağı iş değildir" dedi.

Hürriyet

22.01.88

Sosyalist ve komünist gruplar önerdi:
Avrupa Parlamentosu'nda
Türkiye için 3 TASARI

Genel Kurul'da bugün oylanması ve kabul edilmesi beklenen karar tasarıları şöyle:

- 1) İdam cezaları kaldırılmalı
- 2) Kaçak Fransız rehberin cezası kalksın
- 3) Mehdi Zana serbest bırakılmalı.

Zeynel LÜLE

STRASBOURG, (Hürriyet) - Avrupa Parlamentosu Ocak ayı toplantılarında Türkiye açısından hareketli günler yaşanıyor. Parlamento'da dün Türkiye ile İspanya ve Portekiz arasında uyum anlaşması imzalanması 64 ret oyuna karşılık 288 oyla kabul edilirken, bugün de Genel Kurul'da Türkiye'de insan haklarının ihlal edildiğini savunan üç ayrı karar tasarısı görüşülecek.

Federal Almanya Dışişleri Bakanı Hans-Dietrich Genscher, AET Bakanlar Konseyi Dönem Başkanı sıfatıyla dün Avrupa Parlamentosu Genel Kurul'unda yaptığı konuşmada, Türkiye ile toplu-

luk arasındaki ortaklık anlaşmasının canlandırılması gerektiğini söyledi.

KARAR TASARILARI

Öte yandan Sosyalist ve Komünist gruplar, acil konular gündeminde görüşülmek üzere üç ayrı karar tasarısını Genel Kurul'a sundular. Türkiye'de idam cezasının kaldırılmasını isteyen iki ayrı karar tasarısında 12 Eylül'den sonra, 26'sı siyasi suçlu olmak üzere 50 kişinin idam edildiği hatırlatılarak, 500 kişinin de Sıkıyönetim Mahkemelerince idam cezasına çarptırıldığı bildirildi.

Komünist Grubun insan hakları çerçevesinde Genel Kurul'a sunduğu bir başka karar

tasarısında ise, Türkiye'de 5 yıl hapis cezasına çarptırıldıktan sonra kaçan Fransız rehber Michel Caraminot'un cezasının kaldırılması istendi. Sosyalist Grubun aynı çerçevede sunduğu karar tasarısında ise, eski Diyarbakır Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın sağlık durumunun iyi olmadığı belirtilerek, derhal serbest bırakılması talep edildi.

Diplomatik kaynaklar, Genel Kurul'un bugün yapacağı oturumda görüşülüp, oylanacak olan karar tasarılarının kabul edileceğine kesin gözüyle bakıyorlar.

Eren'in sözleri "Anayasa suçu"

ANKARA, (Tercüman)- TBMM'de yemin töreninden bu yana yaşanan elektrikli hava dün kavgaya kadar vardı ve İstanbul SHP milletvekili Kenan Sönmez ise Tokat ANAP milletvekili Metin Gürdere genel kurul salonunda birbirlerine girdiler. Kavgaya, Diyarbakır SHP milletvekili Salih Süer ile Ankara ANAP milletvekili Mustafa Taşar da katıldı. Ancak yumruklaşma diğer milletvekillerinin müdahaleleriyle önlenemedi. Bu arada, TBMM Genel Kurulu'nda beklenen karar alındı ve İstanbul SHP milletvekilleri Mehmet Ali Eren'in bölücüğe yönelik konuşmalarının tekrarlanması için verilen Başkanlık Divanı teklifi TBMM Genel Kurulu'nda kabul edildi. Böylece Eren'in yaptığı Kürtçülük propagandasının, "Meclis dışına taşınması yolu" kapatılmış oldu.

TARTIŞMA BAŞLIYOR

TBMM Genel Kurulu dün saat 15.00'de toplandı. Birleşime başkanlık eden SHP'li Hüdayi Oral, Başkanlık Divanı'nın bir teklif getirdiğini, bununla İstanbul SHP milletvekili Mehmet Ali Eren'in Meclis kursusundan yaptığı bölücülikle ilgili konuşmasının Anayasal suç sayılmasının ve Meclis dışında tekrarlanmasının suç sayılacağı kararına varılmasını istediğini belirtti.

Başkanın bu teklifi okutup oya sunması üzerine Meclis'te tartışma çıktı. ANAP'lı milletvekilleri kendilerinin de aynı konuda bir önergeleminin bulunduğunu, bunun da okunup oya sunulması gerektiğini savundular. Tartışmaların buyumesi üzerine Oral, oturuma ara verdi ve konunun Başkanlık Divanı

n'da istişare edileceğini bildirdi.

SIRA KAPAKLARI VE ALKIŞLAR

15 dakikalık aradan sonra Başkanlık Divanı'nın kararını açıklayan Başkanvekili Oral, itirazlar üzerine Başkanlık Divanı teklifinin yeniden oya sunulacağını, ANAP Meclis Grup Başkanvekili Mükerrer Taşoğlu ve arkadaşları tarafından verilen teklifin ise sadece okunarak genel kurulu bilginine sunulacağını bildirdi.

Oral'ın bu sözleri üzerine SHP ve DYP'li milletvekilleri itiraz ettiler. Bu milletvekilleri Anayasa'nın 83. Maddesi gereği ANAP teklifinin okunamayacağını savundular. Ancak, itirazlara rağmen, ANAP teklifi okunurken, SHP'li milletvekilleri sıra kapaklarına vurmaya başladılar ve bu şekilde önerenin duyulmasını engellediler.

Bunun üzerine Başkanvekili Oral, SHP ve DYP'lilere dönerek, "Siz de bir teklif verirsiniz okutabilirim. Lütfen engellemeyin" dedi. Kâtip üye, ANAP teklifini yeniden okutmaya başladığında sıra kapaklarına vurmalar yeniden başladı. Ancak bu defa ANAP'lılar, SHP'lilerin sıra kapaklarına vurmalarına alkışla cevap verdiler. Önerenin okunması alkışlar, sıra kapaklarına vurmalar ve, "Okuyamazsınız, okutamazsınız" sözleri arasında okunup tamamlandıktan sonra ANAP'lılar önergeyi ayakta alkışladılar.

İTİRAZLAR

ANAP teklifi okunduktan sonra kursu önüne gelen DYP Meclis Grup Başkanvekili Köksal Toptan ve SHP Meclis Grup Başkanvekili Hikmet Çetin, usul hakkın-

da söz istediler. Ancak başkan bu arada, "Sayın Mehmet Ali Eren'in sözkonusu konuşmasına ait tutanakların tetkikinde, bazı beyanların Anayasa ve yasalar muvacehesinde mahzurlar mütaala edildiğinden bu konuşma ve düşüncelerin Meclis dışında tekrarlanmaması ve açığa vurulmaması hususunu oturum Başkanlık Divanı'nın teklifi olarak Anayasa'nın 83. Maddesi'ne göre genel kurulun oyuna sunuyorum" dedi. Teklif ANAP'lı milletvekillerinin oylarıyla kabul edilirken, teklif aleyhinde hiçbir milletvekilinin red oyu vermediği dikkat çekti.

Bu arada, ANAP'lı Mükerrer Taşoğlu ve 7 arkadaşı tarafından Meclis Başkanlığı'na verilen aynı mahiyetteki teklifte de şöyle denildi:

"İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren 20 Ocak 1988 tarihli TBMM Genel Kurulu'nda bir önceki günkü konuşmalarını tazvih amacıyla gündem dışı yaptığı konuşmada da hatalı tavrını sürdürerek, Anayasa suçu işlemeye devam etmiştir. Anayasa'nın 83. Maddesi gereğince Mehmet Ali Eren'in Meclis kürsüsünden yapmış olduğu ve Anayasal suç sayılan bu konuşmaların Meclis dışında tekrarlanmaması ve açığa vurulmaması için genel kurulda oylama yapılmasını arz ve teklif ederiz."

'SUL TARTIŞMASI

ANAP teklifinin okunması ve Başkanlık Divanı teklifinin oylanıp kabul edilmesinden sonra, Başkan Oral, kursu önünde bekleyen ve devamlı usul hakkında söz isteyen DYP'li Köksal Toptan'ı kürsüye davet etti. Toptan, DYP'nin, SHP'li Eren'in konuşmasını tasvip etmediğini

ve kınadığını söyledi. Toptan'ın bu sözleri ANAP ve DYP'li milletvekilleri tarafından alkışlanırken, DYP Meclis Grup Başkanvekili özette şunları söyledi:

"Meclis Başkanvekili Eren'in bu konuşmasına müdahale etmek suretiyle suç işlemiştir. ANAP'ın verdiği öneriyi buradan okutmakla da ikinci suçunu işlemiştir. Bu Anayasa'nın 83. Maddesi'ne hiç müracaat edilmemesini temenni ediyoruz. Devletin bütünlüğü önemli. Buna itiraz eden yok. İnşallah bir daha milletvekili dokunulmazlığına kısıtlama getirilen bu maddeyi kullanmak zorunda kalmayız. Konu ile ilgili müzakere açılması gerekir. Bu da yapılmamıştır."

"BENİMSESEK DE BENİMSEMESEK DE"

Usul tartışması açıldıktan sonra kürsüye gelen İzmir SHP milletvekili Kemal Anadolu da konuşmasına başlar başlamaz ANAP'lıların tepkisini aldı. Anadolu, arkasına dönerek, Atatürk'ün Başkanlık Divanı üzerinde yazılı sözlerini göstererek, "Egemenlik kayıtsız şartsız ulusundur" deyince ANAP'lılar, Anadolu'un sözlerini "Milletindir" diye düzelttiler.

Anadolu, "Milli iradenin üstünlüğü değişmeyecek. Kim iktidar olursa olsun, devletin bütünlüğünü savunacağız. Anayasa yeminimizi benimsesek de benimsemesek de sadık kalmaya çalışacağız" deyince ANAP'lıların protestosu arttı.

Kemal Anadolu sözlerine devam ederken, SHP'li Başkanvekili Hüdayi Oral'ın usulsüzlük yaptığını Eren'in gündem dışı konuşmasındaki sözlerinin Meclis dışında tekrarlanmasının yasaklanmasının, konuşmanın yapıldığı gün ve aynı Başkanlık Divanı

nı tarafından alınacak kararla mümkün olabileceğini söyledi.

Anadolu'un konuşması sırasında ANAP'lı milletvekillerinin sık sık laf attıkları görüldü. Bu sırada bir ANAP'lı "Arkadaşının konuşmasını tasvip ediyor musun?" diye laf atınca, Anadolu, ANAP'lılara "Eyüp Aşık'ın 'Ben Nakşibend'im' dediği konuşmayı siz tasvip ediyor musunuz?" diye sorduğu duyuldu. Bunun üzerine Tokat ANAP milletvekili Metin Gürdere'nin yerinden kalktığı, SHP'li İstanbul milletvekili Kenan Sönmez'in de Gürdere'ye doğru yürüdüğü görüldü. SHP'li ve ANAP'lı iki milletvekili el kol işaretleri ile birbirlerinin üzerine yürüyüp küfürleşirken, ANAP sıralarından "Nakşibendilik için pasaport gerekmez" ve "Başka pasaport alın bu ülkede yeriniz yok" gibi sözler duyuldu.

● "Beytül Mukaddes 3" harekâtı sürüyor

Peşmergelerin hedefi Kerkük

● İran devrim muhafızlarıyla, Barzani-Talabani yanlısı Peşmergelerin Kuzey Irak'ta başlattıkları ortak saldırıda çetin çarşımlar olduğu bildirildi

● Fadullah BULUTTEKİN

● DIYARBAKIR, MIL-HA

KURT liderleri Mesut Barzani ve Celal Talabani'ye bağlı Peşmergelerin İran Devrim Muhafızlarının, Kuzey Irak'ta başlattıkları ortak saldırılarının tüm şiddetle sürdüğü bildiriliyor.

İran radyosu ve sınırdan dinlenebilen Kürd radyolarının dünkü yayınında, son 3 gün içinde Zap Suyu'nu geçerek Mavat kasabasının yakınlarında başlatılan "Beytül Mukaddes 3" adlı ortak harekâta, Peşmergeler ve İran Devrim Muhafızlarının çok sayı-

da Irak askerini öldürdükten veya yaraladıklarını, yüzlerce askerin de esir alındığını belirtti.

PEŞMERGELER KERKÜK'E DOĞRU İLERLİYOR
Kürt liderleri Mesut Barzani ve Celal Talabani'ye bağlı "KDP" ve "YNK"nin sesi radyolarının bildirdiklerine göre, son çarpışmalarda ele geçirilen sığınakları da kullanan Peşmergeler, Süleymaniye - Kerkük arasında yer alan "Kerize" kenti çevresinde saldırılarını yoğunlaştırdılar. Kürt radyoları, Peşmergelerin stratejik merkezleri ele geçirip, Türkiye-Irak transit karayolunun denetimini ele geçirmeye çalıştıklarını öne sürdüler.

Avrupa Parlamentosu: "Türkiye'de insan hakları uygulanmıyor"

Anlamsız 4 karar

● Sosyalist ve komünist gruplar tarafından hazırlanan 4 ayrı karar tasarisini tek metin halinde kabul eden parlamentonun istekleri şöyle: **1-** İdam cezaları kaldırılmalı **2-** İdam mahkûmlarının cezaları infaz edilmeli **3-** Fransız rehber Michel Caraminot'un davası yeniden ele alınsın **4-** Diyarbakır eski belediye başkanı Mehdi Zana derhal serbest bırakılsın

• Ahmet SEVER

• STRASBOURG

AVRUPA Parlamentosu, Türkiye'deki insan hakları uygulamalarının yetersiz olduğunu belirten bir karar tasarisini dün kabul etti ve Türkiye ile ilişkileri kısa vadede normale döndürmek niyetinde olmadığını gösterdi.

Gerek genel kurulda söz alan parlamenterlerin konuşmalarında, gerekse onaylanan tasarinin içeriğinde Türkiye'ye yönelik eleştiriler, işkence iddiaları, ölüm cezası, siyasi davalar, Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana ve gibisinde

5 yıl hapse mahkûm edilen Fransız rehber Michel Caraminot ve Haydar Kutlu ile Nihat Sargın'ın durumu üzerinde odaklaştı.

Sosyalist ve Komünist grup tarafından hazırlanan dört tasarı birleştirilerek tek tasarı haline getirildi ve el kaldırmak suretiyle yapılan oylama sonucu kabul edildi.

Parlamento kararında, Türk hükümeti ve TBMM'nin ölüm cezasını kaldırması ve ölüm cezasına çarptırılanların cezalarının infaz edilmesi istenildi.

Fransız rehber Michel Caraminot'un Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi tarafından Ermeni propagandası yaptığı iddiasıyla gi-

yabında beş yıl hapse mahkûm edilmesi protesto edilen kararda, Michel Caraminot'nun aklanması ve davanın yeniden gözden geçirilmesi için AT dışişleri bakanları Türk yetkililer nezdinde harekete geçmeye çağrıldı.

Kararda, Diyarbakır eski Belediye Başkanı Mehdi Zana'nın suçsuz bir şekilde hapiste tutulduğu ve sağlık durumunun giderek bozulduğu ileri sürülerek, Türk hükümeti Zana'yı derhal serbest bırakmaya davet edildi.

Parlamento kararında, Avrupa Parlamentosu'nun 19 Kasım 1987 tarihinde Haydar Kutlu ve Nihat Sargın'ın derhal serbest bırakılma-

sı isteğine Türk hükümeti tarafından bir cevap gelmediği ifade edildi ve Kutlu ile Sargın'ın işkence görüp görmediği konusunda soruşturma açılması talebine bir yanıt beklenmediği belirtildi.

Tasarinin oylanmasına geçilmeden önce Genel Kurul'da görüş bildiren Sosyalist ve Komünist Grup'a mensup çok sayıda parlamenter, insan haklarına saygı göstermediği sürece Türkiye ile ilişkilerin düzeltilemeyeceğini belirtti.

Tercüman

23.01.88

Meclis kürsüsünden bölücü propagandaya tepkiler artarak devam ediyor

DEMİREL'DEN BEKLENEN TEPKİ

Meclis kürsüsüne hançer saplandı

ANKARA. (Tercüman)- DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, İstanbul'da si gayrimüslimler dışında Türkiye'de azınlık bulunmadığını belirterek, "Türk milletinin bölünmez bütünlüğüne Meclis kürsüsünden hançer saplamaya kalkmayı ayıplıyorum" dedi.

Demirel, partisinin dün yapılan Genel İdare Kurulu toplantısından önce düzenlediği basın toplantısında, çeşitli konularda görüşlerini açıklarken, azınlık ve bölücülükle ilgili şunları söyledi:

"Türkiye'nin bölünmez bir bütün olduğuna kimsenin bir şüphesi olamaz. Milletçe buna sahip çıkmak gerekir. Tarihin getirdiği farklılıklar üzerine kimse siyaset ve oy hesabı yapamaz. İstanbul'daki gayrimüslimler dışında Türkiye'de azınlık yoktur. Bütün vatandaşlar eşit ve birinci sınıf vatandaşdır. Devletin, sadakatini ispalamış evlatlarını azınlık gibi göstermeye kalkmak çok büyük hatadır. Türk milletinin bölünmez bütünlüğüne Meclis kürsüsünden hançer saplamaya kalkması ayıplıyorum. Bu, o kursusu istismar etmektir."

Demirel, SHP'yi de Tur-

kiye'de azınlık olmadığını açıklamaya davet ederek, "Türkiye Cumhuriyeti'nin bölünmez bütünlüğüne sahip çıkıyoruz demek yetmez. Lozan'la gelenlerin dışında ülkede azınlık bulunmadığını açıklamaları gerekir" dedi.

Türk milletinin bölünmez bütünlüğüne Meclis kürsüsünden hançer saplamaya kalkmayı ayıplıyorum. SHP'yi Türkiye'de azınlık olmadığını açıklamaya çağırıyorum



BÜTÜNLÜĞÜNE SAHİP ÇIKMAK. Doğru Yol Partisi Genel Başkanı Süleyman Demirel, nihayet beklenen tavır ortaya koydu ve Meclis kürsüsünden yapılan bölücü propagandaya için SHP'nin açıklama yapması gerektiğini söyledi. Demirel, "Lâfıa bütünlük korunmaz" diyerek SHP'nin "azınlık" iddiasını geri almasını istedi.

DEMİREL DEDİ Kİ:

Mahallî seçimler
"Anayasa değişikliği yapmadan seçimlerin erkene alınabileceği fikrine katılmıyorum. 29 Kasım'da olduğu gibi seçim yapılacaksa, bu seçime katılmayabiliriz. Burada devlet başkanına görev düşer. Hiçbir şeye karışmayan devlet başkanı olmaz. Yetkilileri, kullanılmak için vardır"

İktidar Meclis'ten rahatsız
"İki ayda parlamentonun önüne hiçbir şey koyamayan ve her gün yeni tartışmalar açan iktidar acele seçimle neyi başarmıştır? Bir şey yapmıştır, yangından mal kaçıran gibi seçim yapıp yüzde 36 oyla iktidar olmayı başarmıştır. Meclis siyasi iktidarın aradığı değil, rahatsız olduğu bir müessesedir. Buraya kendilerine meşruiyet kazandıran bir kurum diye bakıyorlar. Böyle bir kafa demokrat değildir"

"Atmasyon" değil

"Rastgele söylemiyorum. Türkiye'de 10 milyon kişi 200, 10 milyon kişi 400 ve 10 milyon kişi 600 dolar gelir seviyesinde yaşıyor. Atmasyon demekle bunun cevabı verilmiş olur mu?"

Dış borç batağı

"İktidar dış borç batağı içinde yüzmektedir. Business International isimli kuruluş Türkiye'nin iç meselelerine karışmak haddi değildir. İktidarın kendisine bir payanda aradığı ortaya çıkıyor. Bu İsviçre'deki danışmanlar kurulu, ANAP'a payanda olmuştur. Bunu hafiflik olarak görüyorum"

Millet dâvâcı olacak

"Millet bu iktidardan dâvâcı olacaktır. Çizdikleri pembe tablolar bir gün başlarına yıkılacaktır. Ama, olan gene millete olur. Bu vakıf kişilikler n' laturasını gene millet öder"

Vuralhan konusu

"Başbakan, Vuralhan'ı himaye eder bir tavır almıştır. Ayrıca, Sayın Cumhurbaşkanı'nı da, bu meselede Vuralhan'ın arkasındaymış gibi göstermeye çalışmıştır. Sayın Cumhurbaşkanı'nı himaye ediyorsa da bunu kendisi söylemeli"

KIT'lerde danışmanlar

"20 kişi aç bir kişi tok, buyrun adaletimizi... Adaletinizle bin yaşayın Burada (KIT'lerde) partimizden görev alacak olursa, bunu esefle karşılarım"

"Olay Konuşma"nın 22 destekçisinden SHP'li Ahmet Türk, kararlı:



Mücadeleyi, TBMM çatısı altında vereceğiz

• Emin Çölaşan

Q Sayın Türk, başna çok içinç olaylar gelişmiş bir insanınız. Mardin'de büyük bir aşiretin başındasınız ve şu anda yine milletvekilisiniz. Bugün sizinle merak ettiğim bazı konuları konuşmak istiyorum. Bunların arasında, "Kürtük ve Kürçük" olayı da var... Önce kendinizi kısaca tanıtır mısınız bize?.. Siz kimisiniz?.. Mardin'de bir aşiretin başkanıysanız, öyle değil mi? Türk aşiretinin başındasınız...

Aslında bu aşiret olaylarının çoğu, basında çıkan yakıştırmalar Sayın Çölaşan... Ama Doğu ve Güneydoğu'da, herkesin dayandığı bir aşiret vardır. Bu aşiret yapısı henüz tam olarak kurulmuş değildir. Ancak bu aşiret bağları yavaş yavaş çözülmemektedir. Fakat ben öyle bir aşiret reisi falan değilim... Orada toprak sahibi ve sevilen bir aileyiz

Q Kaç dönüm toprağınız var?

30 - 35 bin dönüm vardır. Aile olarak bu kadardır. Benim şahsımın 4-5 bin dönüm vardır. Arazi ve toprak olarak da güzeldir. Fakat su olmadı için sadece buğday, arpa ve mermicek üretiriz. Yağmur yağarsa ürün olur, olmazsa olmaz.

Q Aşiret ilişkisi size babadan mı geçti?

Evet, babam ağa falan değildi. Bizim aşiretten gelen bir reisliğimiz yoktu aile olarak... Ama Türk Ailesi var.

Q Yani siz nesliniz şimdi Mardin'de?.. Güçlü bir ailesiniz, değil mi?

Guçlu aile demeyelim yani... Bir insan ancak sevilip tutulursa ve halka yakın olursa devam edebilir. Bunun dışında aşiret kuraları artık büyük ökde kırılmıştır bizim oralarda. Bugün yine güçlü aileler ve aşiretler vardır ama, bunları politik güçlerini giderek kaybetmektedirler.

Q Eskiden aşiretler ve aşiret bağları daha mı güçlüydü?

Bilirsiniz, yapı değişiyor. Mesela otuz yıl önce bizim oralardan geçen sadece bir tek yol vardı İpek Yolu... O da yeni yapılıyordu. Köyden içeye gidebilen insan sayısı çok azdı. Diyarbakır ve Urfa'yı bizim köyden gören bir iki kişiydi. Belki babam ve bir iki gidebilmişti oralara... Tabii yıllar geçince yollar yapıldı, televizyon geldi. Kapalı toplumdan bir ökde çıkmaya başladık bizler de... Teknolojik gelişme olup da insanlar dışı açıldıkça, aşiret bağları zayıflıyor Sayın Çölaşan.

Q Peki Güneydoğu Bölgesi'nde gelişmelerden yeterli pay alabiliyor musunuz?

Tabii bırakmış şeyler oldu ama, hiçbir zaman yeterli değildir.

Aslında bu aşiret olaylarının çoğu, basında çıkan yakıştırmalardır. Ama Doğu ve Güneydoğu'da, herkesin dayandığı bir aşiret vardır. Bu aşiret yapısı henüz tam olarak kurulmuş değildir. Ancak bu aşiret bağları yavaş yavaş çözülmemektedir. Fakat ben öyle aşiret reisi falan değilim... Orada toprak sahibi ve sevilen bir aileyiz.

Q Nedir oralarda en büyük eksikleriniz?

Okul durumu halen perişandır. İlkokulu bitirip de halen adını yazamayan çok çocuk vardır. Sağlıkla içme suyu birçok köyümüzde yoktur. Olay durumu çok yetersizdir. Asfaltlama bizim oralara hemen hiç girmemiştir. Şimdi Sayın Başbakan her köye ve her mezraya elektrik verdiğini söylemektedir. Hiç alakası yoktur. Benim köyüm Mardin ovasının ortasındadır ve ayrıca mezarlıları vardır. Buralarında bile elektrik yoktur. Halkın bütün geçimi çiftçilik, buğday ve mermicek üzerindedir ama bunların

yan kuruluşu olarak bir tek un fabrikası, makarna fabrikası yoktur bizim oralarda. Devlet eliyle yapılan bir yatırım yoktur.

Q Tabii işsizlik de çok yoğun...

Zaten işsizlik en büyük sorun. Hemen her vatandaş bize iş için geliyor. Vatandaş perişan durumda.

Q Sizin oralarda bazı vatandaşları ve gençleri bölücü örgütlerle işbirliğine iten etkiler arasında işsizlik de var mı?

Mutlaka etkisi var. Ben şuna inanıyorum. İşsizliğin büyük boyutlara vardığı bütün gelişmiş ülkelerde, yasa dışı örgütler daha hızlı buyuyup geliyor. Sanayileşmiş ve gelişmiş ülkelerde sol akımlar, biraz daha akılcı bir tavır içerisinde. Fakat Türkiye gibi ülkelerde sol, içinde bulunduğu durum yüzünden daha fazla şiddete başvuruyor. Yani bu durum bence oradaki yoksulluğun, fakirliğin ve çaresizliğin bir sonucu olarak yayılıyor.

Q Şimdi Ahmet Bey, siz çok geniş ve etkili bir aile olan Türk Ailesi'ndesiniz... Bu topraklar ailenizden mi kaldı size?

Babamla annemden geliyor.

Q Sizin ailenize ait kaç köy var?

Sayın Çölaşan ben bu konuya girmek istemiyorum... Aşiretsel şeye girmek istemiyorum ben.

Q Niçin?.. Güzel bir konuşma yapıyorsunuz... Dostça ve dürüstçe...

Altı yedi köyde oturan akrabalarımız var. Tabii arazi onların. Fakat benim ve ağabeylerimin, yeğenlerimin oturduğumuz uç köy vardır. Onların arazısı bizim ailemizindir.

Q Yani sizin akrabalar da dahil kaç köyünüz var?

Valia 8-10 tane vardır.

Q Siz orada Kasr-ı Kanco denilen, etrafı dört metre yükseklikte duvarlarla çevrili bir şatoda oturuyorsunuz. Onu siz mi yaptınız? Niçin böyle bir korunmaya gerek duyuyorsunuz?

Onu biz yapmadık. Dedem yazmış. Aslında sato da denmez oraya. Bizim orası Suriye sınırına 30-40 kilometre uzaklıkta bir yerdir ve ovanın ortasındır. O günlerde biliyorsunuz Arap istilası, seyh istilası vardı. Onların istila ve talanlarına karşı yapmış bir yapıdır. Biz de şimdi orada oturuyoruz.

Q Ama bir korunma içgüdünüz yok mu şimdi?

Tabii bazı gelişmeler karşısında böyle bir durumumuz vardır. Kan davası ve düşmanlıklar var. Biz de bazı tedbirler almak zorunda kalıyoruz.

Q Evet Sayın Türk, şimdi gelelim kan davası olayına... Sizin de orada iki büyük aşiretle, Kahraman ve Necimoğulları aşiretiyle kan davanız var. Niçin çıkmış bu kan davaları? Bana lütfen tarafsız olarak anlatın...

Bu iş bir yerde siyasi çekişmelerde dayanıyor. 1957 yılında Mardin'de sadece Demokrat Partili vardı. Bunun başında da Necimoğlu Ailesi vardı. Benim abem 1957 yılında CHP'yi kurdu Derik'te... Abem Abdürrahim Türk kurdu. O zaman "Siz bu partiyi nasıl kurarsınız" diye tehditler ve tepkiler gelmeye başladı bize. İşte Ahmet Necimoğlu babamı şey yaptı... (Uzunca bir ara...)

Q Ne yaptınız?

Tehdit mahiyetinde yani... Bu sefer işe babam da girdi ve Mardin'i içe içe dolaşarak, bizim ailemiz 1957 seçimlerinden önce CHP'yi kurdu oralarda... Tabii bu kirgünlük hep devam etti. Sonra abem 1969 yılında bağımsız milletvekili olarak seçildi. Sonra Adalet Partisi'ne girdi. Abem CHP'ye biraz kırılmıştı o zamanlar. Çok uzun bir hikâyedir. Sonra bu siyasi çekişmeler büyüyüp ve abemi öldürdüler Sayın Çölaşan... İşte onun öldürülmesi, bir kan davasına dönüştü.

Q Ne zaman öldürdüler ağabeyiniz Abdürrahim Türk'ü?

1973 seçimlerinden beş altı ay önceydi.

Q Kim öldürdü? Necimoğulları aşireti mi, Kahramanlar aşireti mi?

İkisinin müşterek şeyi... Biz öyle görüyoruz.

Q Onlar hangi partideydi o zamanlar?

Onlar da Adalet Partisi'ndeydi...

Q Yani hadise parti içi bir rekabet kavgası mıydı?

Öyle diyebiliriz.

Q Onlarla aranızda başka bir sürtüşme var mıydı? Arazi kavgası, toprak kavgası gibi...

Hayır, hiçbir şey yoktu. Bir kirgünlüğün zamanla büyümesi hadisesidir...

Q Katiller yakalandı mı?

Yakalandı.

Q O iki aile mi öldürmüştü ağabeyinizi?

Zaten açıklı...

Q Ve o olaydan sonra kan davası mı başladı aranızda?

Evet, başladı.

Q Peki siz de onlardan adam öldürdünüz mü aşiret olarak?

Bazı olaylar tabii ki oldu. Bu olaylarda bazı insanlar öldü. Ama nasıl oldu? Tabii bunları anlatmanın yeri ve zamanı değil. Çoğunun mahkemesi halen devam ediyor. Yani biz bu konuya değinmek için iyi olur Sayın Çölaşan...

Q Anlıyorum... Peki Ahmet Bey, diyelim ki sizin ailenizden biri öldürüldü. Bundan sonra sizin aileniz de mutlaka onu öldüren aileden birini öldürmek zorunda mıdır? O kan davasının kuralı bu mudur?

İşin kuralı budur.

Q Peki öldürmezse, o ailenin haysiyeti mi çöğnenmiş olur? Kendini altta kalmış, yenik düşmüş, şerefiyle oynamış olarak mı görür?

Şimdi Sayın Çölaşan, ben bu düşüncede değilim aslında.

Q Hayır, ben genelde soruyorum...

Ben ne olursa olsun, böyle olayları bir yerde noktalamak gerektiğine inanıyorum. Fakat maalesef yapı sizin söylediğiniz gibi... Yani birisi gelecek, senin aileden birisini öldürecek ve sen ses çıkarmayacaksın... Yani böyle bir durumda bizim oralarda her şeyini kaybetmiş olursun. Küçük düşersin, itibarını kaybedersin.

Q Peki kan davasında kadınlar ve çocuklar da öldürülür mü?

Genellikle böyle bir şey olmamıştır. Ama adama ateş edersen ve yanlışlıkla seken mermi çocuğu vurur... Bu kazadır yani. Onun dışında kadının ve çocuğun peşinde kimse dolaşmaz öldürmek için.

Q Zaten açıklı.

Q Ve o olaydan sonra kan davası mı başladı aranızda?

Evet başladı.

Q Peki siz de onlardan adam öldürdünüz mü aşiret olarak?

Bazı olaylar tabii ki oldu. Bu olaylarda bazı insanlar öldü. Ama nasıl oldu? Tabii bunları anlatmanın yeri ve zamanı değil. Çoğunun mahkemesi halen devam ediyor. Yani biz bu konuya değinmek için iyi olur Sayın Çölaşan...

Q Anlıyorum... Peki Ahmet Bey, diyelim ki sizin ailenizden biri öldürüldü. Bundan sonra sizin aileniz de mutlaka onu öldüren aileden birini öldürmek zorunda mıdır? O kan davasının kuralı bu mudur?

İşin kuralı budur.

Q Peki öldürmezse, o ailenin haysiyeti mi çöğnenmiş olur? Kendini altta kalmış, yenik düşmüş, şerefiyle oynamış olarak mı görür?

Şimdi Sayın Çölaşan, ben bu düşüncede değilim aslında.

ka onu öldüren aileden birini öldürmek zorunda mıdır? Yani kan davasının kuralı bu mudur?

Q Pekli öldürmezse, o ailenin haysiyeti mi çöğnenmiş olur? Kendini altta kalmış, yenik düşmüş, şerefiyle oynamış olarak mı görür?

Şimdi Sayın Çölaşan, ben bu düşüncede değilim aslında.

Q Hayır, ben genelde soruyorum...

Ben ne olursa olsun, böyle olayları bir yerde noktalamak gerektiğine inanıyorum. Fakat maalesef yapı sizin söylediğiniz gibi. Yani birisi gelecek, senin aileden birisini öldürecek ve sen ses çıkarmayacaksın... Yani böyle bir durumda bizim oralarda her şeyini kaybetmiş olursun. Küçük düşersin, itibarını kaybedersin.

Q Peki kan davasında kadınlar ve çocuklar da öldürülür mü?

Genellikle böyle bir şey olmamıştır. Ama adama ateş edersen ve yanlışlıkla seken mermi çocuğu vurur... Bu kazadır yani. Onun dışında kadının ve çocuğun peşinde kimse dolaşmaz öldürmek için.

Q Ama bir aileden suçsuz bir erkek öldürülebilir, öyle mi?

Öyle tabii. İşte bunları aşiretlerin getirdiği yanlışlıklardır. Ya da diyelim ki aşiret reisinin bir çobanı vardır. Bir aşiretten hesap sormak için gidip o çobanı öldürürlür. O işin hesabını aile ile hiçbir yakınlığı olmayan birinden sorabilirler.

Q Öldürme emrini aşiret reisi mi verir, yoksa herkes kendi başına buyruk mudur?

Yok ettimim, öyle bir şey yok. Bir kan davası olduktan sonra, herkes kendini davanın içinde hisseder artık. Yani artık şu olay olmuştur da aşiret reisi şöyle emir vermiştir diye bir şey yoktur.

Q Yani bir yerde herkeş öldürmek zorunda mı hisseder?

Sayın Çölaşan bazen de bütün karşı çıkmalarına rağmen kontrol edemiyorsunuz. Bu kan davasının çözümlenmemiş olmasından büyük huzursuzluk duyuyorum ben.

Q Barışma durumunuz olabilir mi?

Bazı arkadaşlar böyle bir girişimde bulundular. Ben de buna hiçbir zaman karşı çıkmadım. Biz aydın ve demokrat insanlarız. Öyle çağ dışı iktel bir yapının devamından yana olmayız. Elbette bunun bir yerde bitmesini isteriz.

Q Sizin kan davasında toplam kaç kişi öldürüldü Ahmet Bey?

(Uzunca bir ara...) 25'in üzerinde adam öldürüldü.

Q Sizde kaç kişi gitti?

(Bir ara daha...) Bizden 7-8 kişi gitti.

Q Hepsine Allah rahmet eyesin... Ahmet Bey sizin kaç kanınız var?

Şimdi beyefendi, bu konulara girmeyelim. Genellikle bizde tek evlilikler. Bazen, en fazla iki olur.

Mardin'de 1957 yılında sadece Demokrat Parti vardı. Bunun başında da Necimoğlu Ailesi vardı. Benim abem 1957 yılında CHP'yi kurdu Derik'te... Abem Abdürrahim Türk kurdu. O zaman "Siz bu partiyi nasıl kurarsınız" diye tehditler ve tepkiler gelmeye başladı bize... İşte Ahmet Necimoğlu babamı şey yaptı... Sonra bu siyasi çekişmeler büyüyüp ve abemi öldürdüler. İşte onun öldürülmesi, bir kan davasına dönüştü.

Sizin kaç karınız var?

Yoo, o konuda cevap veremeyeceğim. Tevbi kapatırsanız size durumu anlattım (Ahmet Türk dürtüşçe anlatıyor. Ancak istediğine saygı duyarak yazıyorum...)

Şimdi Ahmet Bey, siz 29 Kasım seçimlerinde SHP'den milletvekili seçildiğiniz sırada cezaevinde yatırdunuz. Milletvekili seçildiniz, tahliye oldunuz ve Ankara'ya geldiniz. Niçin cezaevindeydiniz?

Şimdi Tabii Doğu ve Güneydoğu'da gelişer olaylar var

Yani bu PKK olayları falan mı?

Bu ve benzeri bazı olaylar var. Şimdi burada bir şey söylemek istiyorum. Biz bu aşiret yapısının kırılmasını istiyoruz. Çünkü aşiretsel yapı devam ettiği sürece, yoremizde ve Türkiye'mizde sağlıklı bir çağdaşlaşma ve uyuma olamaz. Şimdi oralarındaki aşiretsel yapıdan kaynaklanan bazı ihbarlar vesaireler oluyor. Efendim Ahmet Türk bir ailenin şeyidi Ahmet Türk'un gücü vardır diye... Burada devletin olaylara bakış açısı da çok önemlidir. Bugün Batı'da bir olay olur, o olayı yaratan birey suçlu ise cezasını kişisel olarak çeker. Ama Doğu ve Güneydoğu'da bir olay olduğu zaman, sanki bütün aile ve bütün aşiret olayın içindeymiş gibi bakılır ve insanlar toplu olarak suçlanır. Biz diyoruz ki "Devlet bu aşiretsel yapıyı kırmak zorundadır..." Ama bakıyoruz ki, devlet-bugün, sanki bu yapıyı koruma çabası içinde. Efendim falan aile devletten yana, falan aile devlete karşı... Falan aile hükümetten yana, falan aile hükümete karşı...

Böyle mi damgalıyorlar insanları?

Evet...

Örneğin sizin aile nasıl damgalanmıştır?.. Türk Ailesi için ne diyor devlet?

Bizim aile için "Devlete yardımcı olmuyor. Niçin devlete yardımcı olmuyorsunuz?" şeyi var... Bu anlayış içerisinde devlet bazı aşiretleri her türlü olanağıyla sağlıyor. Bir yerde aşiretsel yapıyı devlet koruyor. Şimdi bir devlet bu aşiret yapısını korumak çabası içindeyse, biz bu ülkede demokrasiyi nasıl kuracağız? Mesela devlet, köy koruculuğu sistemini getirdi aşiretleri... "Al bakalım silahları, senin aşiretin silahlarını" deyip bazılarını "Devlet yanlısı aşiret" olarak ilan ediyor. Bütün bunlar bir yerde aşiretsel yapıyı ayakta tutmak gayretleriyle yapılıyor.

Devlet Türk Ailesi'nden köy korucusu yapıyor mu?

Efendim bizden korucu yok.

Niçin?.. Devlet sizin aileye güvenip de silah vermiyor mu?

Bir tarafta benim düşmanına verirken, bana vermez herhalde... Zaten benim de böyle "Silah verin de koruculuk yapalım" gibi bir istegim olmadı devletten. Ben zaten bu işe karşıyım.

Ailenin reisi sizsiniz değil mi şu anda?

Reislik değil... Ne de olsa milletvekilim. Gelen vatanında ilk önce benimle temasa geçer.

Ami ailenin reisi sizsiniz, öyle değil mi?

Öyle mi diyeim Sayın Çölaşan?

Öyleyse öyle diyelim.

Peki öyle olsun!

Siz cezaevine ilk kez ne zaman girdiniz Ahmet Bey?

12 Eylül sonrasında 1981'de girdim ilk kez... İşte dediğim şekildedeki gelişmeler... "Efendim niçin silah almıyorsunuz? Niçin devlete yardımcı olmuyorsunuz? Olmadığınız takdirde zor durumda kalırsınız. Silah alıp devlete bağlılığınızı göstereceksiniz" gibi tehditlerle karşı karşıya kaldık.

Özür dilerim ama sizin silahınız yok mu? Ailenizin ve aşiretinizin o yapı içerisinde silahsız gezdiğini söylemeyin bana...

Bu köy korucusu olarak silah efendim... Diyorlar ki "Devlete niçin bilgi vermiyorsunuz?.. Bilgi vermek vatanında olarak benim görevim mi?"

Yani devlet sizden muhbirlik yapmanızı mı istiyor?

Öyle yani genellikle... Bir gün bizim Kasrı Kandı'da bir arama yaptılar. Evim çöplüğü içinde bir video kaset buldular. Bizim bina yukarıda... Jandarma köyü geldiği zaman, 15-20 dakika yolun başında bekledi. Biz de onları yukarıdan izliyorduk. Sonra köyü aradılar. Koyun araması bitikten sonra benim aramama geçtiler. Ben böyle bir bandın olduğunu bilemem, bandı sobaya alıp yakmaz mıyım? O gün Çakay binin 211. İçerde gürül gürül sesler yanyor.

Haftanın KONUSU: Ahmet TÜRK

1946 yılında Mardin'de doğdu. Ankara İktisadi ve Ticari Bilimler Yüksek Okulu'nda sürdürdüğü eğitimini, ağabeyi Abdurrahim Türk'ün öldürülmesi nedeniyle terk etti ve ailenin başına geçti. 1973 yılında Mardin Demokratik Parti milletvekili seçildi, birkaç ay sonra CHP'ye geçti. 1977 seçimlerinde tekrar CHP milletvekili seçilen Ahmet Türk, 12 Eylül Harekati'ndan sonra bölücü örgütlerle işbirliği yaptığı gerekçesiyle iki kez tutuklandı. Evli ve altı çocuk babası olan Ahmet Türk, Kürtçe ve az Arapça biliyor. Türk, cezaevinde yatarken 29 Kasım seçimlerinde SHP'den aday oldu ve tekrar milletvekili seçildi.



Bugün bakıyoruz ki adam başına iki kısa namlulu, iki de uzun namlulu olmak üzere dört silah ruhsatı veriyorlar... Bugün dört silah vermenin, dört ruhsat vermenin anlamı nedir?.. Çok yanlış bir şey yapıyorlar ama farkında değiller... Zaten mevcut kan davaları var, birçok olaylar var. Ufacık bir kaz kaçırma olayı bile kan davasına dönüştürüyorlar. Böyle bir yörede herkese silah ve ruhsat verilmesi sakıncalıdır. Ters tepki yapar...

Bu dediğiniz hangi yıl oluyor?

1987'de oluyor... Benim ikinci tutuklanmamda...

Peki banita ne varmış?

Kürtçülük konuşması ve bu konuda bazı propandalar... Bunun mahkemesi devam ettiği için fazla bir şey söylemek istemiyorum. Ama şuna inanmamızı istiyorum ki, böyle bir video bandın varlığından haberim yoktu.

Başka neler bulundu evinizde?

12 Eylül olunca ben gözaltına alınmışım. Milletvekilliğim düştü ve içeri alındım. O sırada bize haber gönderiyorlar "Meclis'teki dolaplarınızı boşaltın" diye... Benim karım gidip dolabındaki şeyleri alıp eve getiriyor. İşte orada dolabımda duran birkaç dergi, birtakım açılmamış zarflar falan... Bunlar aşağı katta bir odada çuval içinde duruyordu. Onları açmışlar. Kapalı bir zarf postalanmış bana yurt dışından... Zarf açıyorlar ve içinden Türkiye ve Kürçe yazılı bir dergi çıkıyor. Böyle birtakım şeyler... Nitekim polis tutanağında da "Kapalı zarflar tarafımızdan açılmıştır" diye yazıyor.

Bizim aile için "Devlete yardımcı olmuyor. Niçin devlete yardımcı olmuyorsunuz?" şeyi var... Bu anlayış içerisinde devlet bazı aşiretleri her türlü olanağıyla sağlıyor. Bir yerde aşiretsel yapıyı devlet koruyor. Şimdi bir devlet bu aşiret yapısını korumak çabası içindeyse, biz bu ülkede demokrasiyi nasıl kuracağız? Mesela devlet, köy koruculuğu sistemini getirdi aşiretleri... Bunlar bir yerde aşiretsel yapıyı ayakta tutmak gayretleriyle yapılıyor.

Ve sonra cezaevine girdiniz... Mahkemeli devam ederken SHP sizi Mardin birinci sıradan aday gösterdi ve kazandınız... İçerde işkence gördünüz mü?

1981-1982 döneminde... Artık bana işkence demeyelim biz... İnsanın insana yapamayacağı bazı davranışlarla karşı karşıya geldiğim Diyadin bakır Cezaevi'nde. Dört ay hücrede kaldım. Hücrelerin içi lağımla doluydu. Hemen her

zaman da bunu savunacağım.

Yani Mehmet Ali Eren'in Meclis'te yaptığı konuşmaya katılıyor musunuz Kürtlük konusunda?

Mehmet Ali Eren arkadaşımızın konuşması, aslında bu kadar tepki gösterilecek bir konuşma değil. Arkadaşımızın söylediği şeyler, Türkiye'nin gerçeklerini gündeme getiriyor. Ben konuşmanın metnini gördüm. Gayet iyi ve güzeldi. Metin dışında bir iki şey söyledi. Oradaki yanlış anlaşılabilir de zaten düzeltti arkadaşımız. Yani bu kadar gürültü koparacak bir şey yok ortada... Ben öyle görüyorum ve katılıyorum onun konuşmasına.

Yani Türkiye'de normal bir konuşmadır mı diyorsunuz?

Ben öyle görüyorum.

İleride TBMM kürsüsünden siz de bu tür konuşmalar yapmayı düşünüyor musunuz?

Efendim ben Parlamento'da her şeyin konuşulması ve tartışılması gerektiğine inanıyorum.

Şimdi Mehmet Ali Eren'in, TBMM kürsüsünden yaptığı o konuşmadaki görüşleri Meclis dışında yaymasına yasak getirildi. Buna karşı mısınız?

Böyle bir uygulamanın olmasına karşıyım.

Siz devletten yana bir insan mısınız?

Şimdi efendim, ben halkımdan yana bir insanım. Halkın sorunlarıyla ilgilendiklerimiz ve onlara ters düşmediğimiz sürece, elbette ki devletten yana olmuş oluruz. Yani devletten yana derken, devleti meydana getiren bireylerdir, halkımızdır. Halkın sorunlarına ilgisiz kılırsak, o zaman devletten yana da olmayız.

Şimdi Türkiye'de bir Kürtçülük olayı var mıdır?

Efendim dünyanın her yerinde bazı akımlar, bazı gelişmeler olur. Ama "Surada şöyle bir şey var, ben bunun üzerine gideyim" anlayışı yanlıştır. Bizim karşı olduğumuz konu budur. Ben sosyal demokrat bir insanım. Sorular ne olursa olsun, aydın ve ilerici insanlar olarak bunları tartışmalıyız.

Ancak Ahmet Bey, sizin partiniz SHP de karşı çıktı Mehmet Ali Eren'in yaptığı konuşmaya... SHP de, bu Kürtçülük sorununun gündeme gelmesini istemiyor, öyle değil mi?

Ben öyle bir düşüncede değilim.

Partiniz istiyor mu bunu?

Parti meselesi değildir bu...

Ben parti olarak soruyorum.

SHP bir fikir partisi. SHP Türkiye'deki sorunları tartışmaktan çekinmez. Ancak bugünkü koşullarda "Üslup" konusunda hassasiyet göstermek zorunda kaldı parti olarak.

Bir de şu var Ahmet Bey... Güneydoğu'da birtakım çatışmalar oluyor. Birtakım bölücü gruplar var ortalıkta... Bunların karşısında da, devlet var. Acaba sizce bu olaylar ileride nereye varır? Bu grupların bir sonuç olması mümkün olur mu?.. Burada daha açıkça sorayım size... İleride Kürtlerin Türkiye'den toprak parçası falan almaları mümkün müdür?

Çok önemli bir konudur bu sorunuz... O bölgede 4-5 milyon insan yaşıyor. Şimdi o insanların yapısını ve temel isteklerini dikkate almadan, böyle şeylere girmek doğru değildir. Oradaki insanların her şeyden önce istediği, bugünkü Türkiye'de demokratik haklarına sahip olmaktır. Mücadeleyi ben bu şekilde görüyorum.

Yani bir Kürt azınlık olarak mücadeleyi mi?

Eğer baskı unsuru olmazsa, halkımız bu gibi gelişmeler karşısında daha duyarlı olur ve hiçbir zaman da silahlı eylemlere prim vermez.

Peki nedir bu konudaki istekler? Örneğin okullarda Kürçe eğitimi mi yapilsin o bölgede? Ne bileyim, televizyonda Kürçe yayınını mı yapilsin?

Şimdi şu aleti kapatır mısınız Sayın Çölaşan? Ben bu konulara girmek istemiyorum... (Tevbi kapatıyorum... Ahmet Türk, bu konudaki düşüncelerini yazmamak koşuluyla anlatıyor... Tevbi tekrar açıyoruz....) Biz sosyal demokrat insanlar olarak, Türkiye'deki gelişmeler karşısında duyarlı olmak zorundayız. Eğer oralarda halkımızın bir talebi varsa, bu talepler karşısında bağırılmayalım ve "Nasil olur?" diye sormayalım. Önce bir araştırılmalı... Orta derinlikte bir haklılık varsa, hep birlikte bunun üzerine gideyim. Biz bugün TBMM'ye gelmişiz ve mücadeleyi de bu çatı altında vereceğiz. Bu çatı altında çözümleri arayıp bulalım.

Şimdi bir Meclis'te Kürt kökenli kaç milletvekili var?

Araştırdım, bilmiyorum.

Ne kadar tahmin edersiniz?

Herhalde 30-40 tane vardır

Bu dönem TBMM'ye bir Kürt sorunu olmayı getirecek misiniz?

O da nereden çıktı şimdi Sayın Çölaşan?

Mehmet Ali Eren bu konuyu gündeme getirdi. Yani bu konu hep işlenecek mi Meclis'te?

Şimdi efendim, bu işleme meselesi değildir. Böyle alınmış bir karar falan yoktur. Kendi-ğinden gelişen olaylar karşısında gündeme geliyor

Kürt kökenli milletvekilleri olarak Meclis'te aranızda parti farkı gözlemeden bir yakınlık, bir dayanışma falan var mı?

Konuyu lütfen bu şekilde yorumlamayın...

Ben yorumlamıyorum da, merak ettiğim için soruyorum. Aranızda bir birlik falan var mı yani? Çünkü olabilir de... Belli yönetimin milletvekilleri bazen belli konularda işbirliğine girebilirler...

Aranızda Kürt kökenli dayanışmayı bir tarafta bırakalım... Demokrat insanların dayanışmasıdır bu... Türk kökenli de, Kürt kökenli de, laz kökenli de olabilir. Yani biz meseleye ilk aşından bakmıyoruz. Öyle bir anlayıştan çok uzağız. Biz demokrat insanlar olarak, dünyanın neresinde olursa olsun, anti-demokrat uygulamalara karşı mücadele etmek zorundayız... Bunları gündeme getirmek zorundayız. Ben yarımsızabilirim ama Tekirdağ'dan, Mersin'den, Muğla'dan bir demokrat arkadaşımız kalkar ve anti-demokratik birtakım uygulamalar konusunda görüşlerini Meclis kürsüsünden dile getirir.

Ahmet Bey sizinle şurada bir konuşma yapıyoruz. Bana söylemediğiniz veya söylemek istemediğiniz, ya da söylemekten çekindiğiniz çok şey var değil mi?

Var tabii.

Yani rahat konuşamıyorsunuz değil mi?.. Hessaas bir konu...

Başbakan'ın da söylemediği şeyler vardır. Özel sohbet ederken söylediklerini açıklamaya geldiğinde onun tam aksi şeyler söyler

Ve siz de Güneydoğu'daki gelişmeler ve istekleriniz konusunda rahatça konuşamıyorsunuz...

Haftanın sohbeti

"Dün silah toplayanlar, bugün dağıtıyor"

Sadece Güneydoğu değil, Türkiye'deki birçok olayla ilgili olarak bir politikacı rahat değildir.

Yani benimle çok kati konuşuyorsunuz, değil mi?

Gayet tabii...

Ahmet Bey, merak ettiğim bir şey daha var benim... Şimdi sizin bölgede herkese silah ruhsatı veriliyor. Bu nasıl işler?.. Bu konuda ne diyorsunuz?

Sayın Çölaşan çok yanlış bir politikadır ve çok yanlış bir uygulamadır. Bundan birkaç ay önce sine kadar görüyorduk, köye geliyordu ve bir tek silah için her türlü baskıyı, işkenciyi ve hakareti yapıyorlardı. "İle de senin silahın var. Onu çıkarıp vereceksin" diye... Bugün bakıyoruz ki adam başına iki kısa namlulu, iki de uzun namlulu olmak üzere dört silah ruhsatı veriliyor. Bazı olaylar olduğu zaman da açıklama yapıp "Halk cahildir, kükür dizeyi düştük, en ufak bir olayda silaha sarılır" diyorlar. Biz böyle açıklamaları çok dinledik. Silah ve ruhsat vermenin çok sakıncalı olduğunu kendileri söylüyor. Çan güvenliği için bazı mücahedeatları olduğu zaman, biz çok aldık böyle cevapları... Yani bugün dört silah vermenin, dört ruhsat vermenin anlamı nedir?.. Çok yanlış bir şey yapıyorlar ama farkında değiller...

Peki ne olur bunun sonucunda? Kan gövdeyi mi götürür?

Efendim zaten mevcut kan davaları var, birçok olaylar var. Ufacık bir kız kaçırma olayı bile kan davasına dönüşebilir. Böyle bir yörede herkese silah ve ruhsat verilmesi sakıncalıdır. Ters tepki yapar.

Bu silahları artık herkes taşıyabilecek. Acaba bir gün bu silahlar devlete karşı kullanılabilir mi Ahmet Bey?

Efendim bugüne kadar hiçbir vatandaş devlete karşı silah kullanmış değildir. Kullanırsa birbirine karşı kullanır.

Askeri dönemlerde sizin bölgeler daha mı çok zorlanıyor? Baskılar artıyor mu böyle dönemlerde?

Bence dün ile bugün arasında hiçbir fark yoktur. 12 Eylül sonrasında yapılan soruşturmalarda, uygulama ve işlemlerle bugünküler arasında hiç fark yok. Yapılan baskılarda hiçbir azalma olmadı. Hatta bugünküler daha bile sistemli yapıyor. Ben 1967 yılında cezaevine girdiğimde bunu somut olarak yaşadım. Gerçi bana yapılmadı ama, hucredekilerin feryatları kulağıma geliyordu

Bir şey daha sormak istiyorum size... Siz kendinizi daha ağırlıklı bir biçimde Türk olarak mı, yoksa Kürt olarak mı görürsünüz?

Şimdi benim doğduğum zaman bir dilim var değil mi? Anamdan aldığım bir şey var. O da Kürtçedir. Benim, ben söyleyemem, böyle değilim demem yanlış olur. Bir dil varsa ve ben de bu dili konuşuyorsam, elbette ki bu dile sahip çıkmak zorundayım. Yani bu yoktur diyemem

Yani genelde kendinizi Kürt olarak mı görürsünüz?

Evet, öyle. Bu dili kullanan on milyon insan var. Bunu hiç yokmuş gibi gözardı edemeyiz. Ama biz gerçekten sevgiye ve saygıya dayalı bir ortam yaratırsak ve "Şu Türkçe, bu Kürtçe konuşuyor. Bunun da kendine özgü bir müziği var" diyebilirsek, bunun Türkiye'de sorun yaratacağına inanmıyorum. İsviçre'de de değişik ırktan insanlar yaşar ama birbirlerine kardeşçe bir sevgiyle bakarlardı. Biz de onlar gibi olabiliriz.

Ama sizin oralarda insanlara kardeşçe bakamayan silahlı gruplar da var. Kby basıp, mezra basıp savunmasız kadınları ve küçük çocukları öldüren gruplar var...

Çocukların kadınların öldürülmesi savunulacak şeyler değildir elbette... Biz isteriz ki sorunlarımızı silahlı olarak çözelim.

Bu aşından bakınca PKK'ya karşı mısınız?.. Sayın Ahmet Türk, haydi bu kez de teybi kapayalım ve biraz da özel sohbet edelim sizinle... Gerçekten güzel bir konuşma yaptık... Size teşekkür ediyorum Sayın Türk...

Tercüman

26.01.88

Alpaslan Pehlivanlı, Nurettin Yılmaz'ın istifasını istedi

Eren'i alkışlayanlar "özel grup" gibi...

SHP'li Eren'in "bölücü" konuşmasını alkışlayan 20 milletvekili sanki "bağımsız grup" oluşturdular

SHP'de sesler: Eren'in "azınlık milletvekilleri"nden bahseden skandal konuşmasını alkışlayan 17 SHP'li, 1 ANAP'lı milletvekili "Doğu meselesi" söz konusu olunca "bir parti" dayanışmasına giriyorlar

ANAP'tan tepki: Ankara milletvekili Alpaslan Pehlivanlı "Yılmaz'ın istifasını ben görmedim ama alkışlamışsa ANAP'ta yer almaz" dedi

Türk'ten destek: Yargılanırken milletvekili seçilen SHP'li Ahmet Türk "Kürtçe"yi savundu. Eren'in konuşmasına sahip çıktı

Meclis kürsüsünde "hezeyan" savunarak "azınlık milletvekilleri"nden bahseden ve Doğu'daki vatandaşlarımızı "azınlık" olarak niteleyen SHP'nin "sabıkalı" İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren'i alkışlayan 18 milletvekili, bölücülük sonular gündeme geldiğinde, parti farkı gözetmeden bir "özel grup" veya "bağımsız grup" gibi dayanışma içine giriyorlar. Bu dayanışmanın örnekleri ise, ANAP'lı Nurettin Yılmaz'ın Eren'i tebrik etmesi ve SHP'nin tutuklu yargılanırken Meclis'e gelen Mardin milletvekili Ahmet Türk'ün, yarın SHP grup toplantısından önce Emin Çölaşan'a yaptığı konuşmada Eren'i savunması...

SHP'Lİ TÜRK: "EREN'E KATILIYORUM"

PKK'ya yardım etmek suçundan tutuklu olarak yargılanırken, Mardin'den milletvekili seçilen SHP'li Ahmet Türk, Hürriyet gazetesinden Emin Çölaşan'a yaptığı açıklamada, Eren'in Meclis'teki konuşmasına katıldığını belirterek, "Mücadeleyi Meclis'te sürdüreceğiz" dedi.

Çölaşan'ın Türk'le konuşmasının bir bölümü şöyle: ÇÖLAŞAN- Yani Mehmet Ali Eren'in Meclis'te yaptığı konuşmaya katılıyor musunuz Ahmet Türk?

TÜRK- Mehmet Ali Eren arkadaşımızın konuşması, aslin-

da bu kadar tepki gösterilecek bir konuşma değil. Arkadaşımızın söylediği şeyler, Türkiye'nin gerçeklerini gündeme getiriyor. Ben konuşmanın metnini gördüm. Gayet iyi ve güzeldi. Metin dışında bir iki şey söyledi. Oradaki yanlış anlaşılmayı da zaten düzeltti arkadaşımız. Yani bu kadar gürültü koparacak bir şey yok ortada... Ben öyle görüyorum ve katılıyorum onun konuşmasına.

ÇÖLAŞAN- Yaal tutarlı ve normal bir konuşmaydı mı diyorsunuz?

TÜRK- Ben öyle görüyorum. ÇÖLAŞAN- Heride TBMM kürsüsünden siz de bu tür konuşmalar yapmayı düşünmüyor musunuz?

TÜRK- Efendim ben Parlamento'da her şeyin konuşulması ve tartışılması gerektiğine inanıyorum.

ÇÖLAŞAN- Şimdi Mehmet Ali Eren'in, TBMM kürsüsünden yaptığı o konuşmadaki görüşleri Meclis dışında yayımlanması yasak getirildi. Buna karşı mısınız?

TÜRK- Böyle bir uygulamanın olmasına karşıyım.

ÇÖLAŞAN- Siz devletten yana bir insan mısınız?

TÜRK- Şimdi efendim, ben halkımdan yana bir insanım. Halkın sorunlarıyla ilgilendiğimiz ve onlara ters düşmediğimiz süreçte, elbette ki devletten yana olmuş oluyoruz. Yani devletten yana derken, devleti meydana getiren beylerdir, halkımızdır. Halkın sorunlarına ilgisiz kalırsak, o zaman devletten yana da olamayız.

ÇÖLAŞAN- Şimdi Türkiye'de bir Kürtçülük olayı var mıdır?

TÜRK- Efendim dünyanın her yerinde bazı akımlar, bazı gelişmeler olur. Ama "Şurada şöyle bir şey var, ben bunun üzerine gideyim" anlayışı yanlıştır. Bizim karşı olduğumuz konu budur. Ben sosyal demokrat bir insanım. Sorunlar ne olursa olsun, aydın ve ilerici insanlar olarak bunları tartışmalıyız.

PARTİ MESELESİ DEĞİL

ÇÖLAŞAN- Ancak Ahmet Bey, sizin partizan SHP'de karşı çıktı. Mehmet Ali Eren'in yaptığı konuşmaya... SHP de, bu Kürtçülük sorununun gündeme gelmesini istemiyor, öyle değil mi?

TÜRK- Ben öyle bir düşüncede değilim...

ÇÖLAŞAN- Partiniz istiyor mu bunu?

TÜRK- Parti meselesi değildir bu

ÇÖLAŞAN- Heride Kürtiler'in Türkiye'den toprak parçası falan alınması mümkün müdür?

TÜRK- Çok önemli bir konudur bu sorduğunuz... O bölgede 4-5 milyon insan yaşıyor. Şimdi o insanların yapısını ve temel isteklerini dikkate almadan, böyle şeylere girmek doğru değildir. Oradaki insanların sizin her şeyden önce istediği, bugünkü Türkiye'de demokratik haklarına sahip olmalarıdır. Mücadeleyi ben bu şekilde görüyorum.

ÇÖLAŞAN- Yani bir Kürt azınlık olarak mücadeleyi mi?

TÜRK- Eğer baskı unsuru olmazsa, halkımız bu gibi gelişmeler karşısında daha duyarlı olur ve hiçbir zaman da silahlı eylemlere prim vermez.

"GİZLİ" KISIM

ÇÖLAŞAN- Peki nedir bu konudaki istekler? Örneğin okullarda Kürtçe eğitim mi yapısın o bölgede? Ne bileyim, televizyonda Kürtçe yayın mı yapısın?

TÜRK- Şimdi şu aleti kapatır mısınız Sayın Çölaşan? Ben bu konulara girmek istemiyorum... (Teybi kapatıyorum... Ahmet Türk, bu konudaki düşüncelerini yazmamak koşuluyla anlatıyor... Teybi tekrar açıyorum...) Biz sosyal demokrat insanlar olarak, Türkiye'deki gelişmeler karşısında duyarlı olmak zorundayız. Eğer aralarda halkımızın bir talebi varsa, bu talepler karşısında bağıracağız ve "Naal olur!" diye sormayalım. Önce bir anlaşalım... Ortada gerçekten bir haksızlık varsa, hep birlikte bunun üzerine gidelim. Biz bugün TBMM'ye gelmiş ve mücadeleyi de bu çatı altında vereceğiz. Bu çatı altında çözümleri arayıp bulalım.

ÇÖLAŞAN- Kürt kökenli milletvekilleri olarak Meclis'te

aranızda parti farkı gözetmeden bir yakınlık, bir dayanışma falan var mı?

TÜRK- Konuyu lütfen bu şekilde yorumlamayın...
ÇOLAŞAN- Ben yorumlamıyorum da, merak ettiğim için soruyorum. Aranızda bir birlik falan var mı yani?.. Çünkü olabilir de... Belli yörelerin milletvekilleri bazen belli konularda işbirliğine girebilirler...

TÜRK- Aramızda Kürt kökenli dayanışmayı bir tarafa bırakalım... Demokrat insanların dayanışmasıdır bu... Türk kökenli de, Kürt kökenli de, laz kökenli de olabilir. Yani biz meseleye ırk açısından bakmıyoruz. Öyle bir anlayıştan çok uzagız. Biz demokrat insanlar olarak, dünyanın neresinde olursa olsun, anti-demokrat uygulamalara karşı mücadele etmek zorundayız... Bunları gündeme getirmek zorundayız. Ben yarı

subabilirim ama Tekirdağ'dan, Manisa'dan, Muğla'dan bir demokrat arkadaşımız kalkar ve anti-demokratik birtakım uygulamalar konusundaki görüşlerini Meclis kürsüsünden dile getirir.

ÇOLAŞAN- Ahmet Bey, sizle burada bir konuşma yapıyoruz. Bana söyleyemediğiniz veya söylemek istemediğiniz, ya da söylemekten çekindiğiniz çok şey var değil mi?

TÜRK- Var tabii...

PEHLİVANLI: "ANAP'LI OLANAZ"

Adalet Komisyonu Başkanı ve ANAP Ankara milletvekili Alpaskan Pehlivanlı, Tercüman'a yaptığı açıklamada, SHP'li Mehmet Ali Eren'in ANAP'lı Nurettin Yılmaz tarafından kut-

landığını görmediğini ifade etti ve şöyle konuştu:

"Mehmet Ali Eren'in konuşmasını tasvip eden her kimse, ister ANAP'lı olsun, ister başka partili devletin bütünlüğü, ne ve birliğine aykırı hareket etmektedir. ANAP'ın böyle bir milletvekili olacağını sanmıyorum. Ama varsa yığılca çıkıp, 'Ben ANAP felsefesini kabul etmiyorum' demelidir. Bu takdirde yapacağı iş açıktır."

Pehlivanlı, "yapacağı iş açıktır" sözlerinden istifade etmesini beklemediğini anladığını söyledi. "Bunu anlamak eğer Meclis Genel Kurulu'nda Eren'i kutlayan ANAP'lı varsa ona düşmektedir" cevabını verdi.

Milliyet

Milliyet Gazetesi

23.01.88

● Eren olayı sürüyor Meclis'te Kürtlük kavgası

● TBMM Genel Kurulu, Eren'in konuşmasını dışarıda yapamayacağına ilişkin karar alınca, ANAP ve SHP'li bir birine girdi. ANAP'lı Metin Gürdere "Diyarbakırlılar pasaport alsın" diye bağırınca, SHP'li Kenan Sönmez olay çıkardı



SHP'li Kenan Sönmez (sağda), ANAP'lıların üzerine yürüyünce, arkadaşları Erdal Kalkan, yumruk atmasını önledi.

ANKARA, ÖZEL

TBMM Genel Kurulu'nun sah günkü toplantısında SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'in ilk kez "Kürt azlığından" söz etmesi ile başlayan gerginlik dünkü oturumda da sürerken ANAP'lılarla, SHP'lilerin birbirlerine girmesi son anda önledi. ANAP'lı Metin Gürdere, SHP'lilere "Diyarbakırlılar pasaport alsın" diye bağırınca, SHP İstanbul Milletvekili Kenan Sönmez, ANAP milletvekillerinin üzerine yürüdü, havanın gerginleşmesi üzerine oturuma ara verildi... Ancak tartışmalar kuliste de devam etti. Bu arada Genel Kurul, Eren'in Meclis'teki konuşmasını dışarıda yapamayacağına ilişkin bir karar aldı. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de, Eren'in parti programı dışına çıktığını, Türkiye'de azınlık olmadığını açıkladı.

OLAYLI OTURUM

TBMM Genel Kurulu, dün saat 15.00'de başkan vekillerinden SHP'li Hüdaî Oral'ın başkanlığında açıldı. Oral, SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'in yaptığı konuşmalarını Meclis dışında açığa vurulmaması ve yinelenmemesi Anayasa'nın 83/1'inci maddesi gereğince isteyen önerisini Genel Kurul'a sundu. Ancak Oral'ın Başkanlık Divanı'nın önerisinde Eren'in konuşmalarının Anayasa ve yasalarla Meclis dışında açığa vurulmaması ve tartışılmasının mahzur olacağı ifadesi ANAP'lıların tepkisine yol açtı. ANAP Ankara Milletvekili Mustafa Taşar, Başkanlık Divanı'nun bu önerisinin Genel Kurul'da oylanarak kabul edilmesini sanık Eren'in konuşmalarını Genel Kurul benimsiyormuş görünümünün ortaya çıkacağını savundu. Oral ile Taşar arasında başlayan tartışmalar diğer ANAP'lıların da katılımı ile genişletince Başkan Vekili Oral, oturuma ara verdi.

İkinci oturumda ANAP milletvekillerinin Başkanlık Divanı'na verdikleri önerinin Genel Kurul'a okutulacağı, ancak hiçbir hukuki işleme mevzu oluşturmayacağı Oral tarafından belirtildi. Oral'ın bu tutumu, SHP'lilerin bu kez sert tepkisine yol açtı. SHP'lilerin sıra kapaklarına vurarak izledikleri ve ANAP Grup Başkanvekilleri ile Eren'in Tuncer ve Halil

Şevgin'in inzasını taşıyan önerge şöyle:

"İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, TBMM'de 19 Ocak 1988 Sah günkü birleşimde yapmış olduğu gündem dışı konuşmada, TC Anayasası'na başlangıç kısmında yer alan 'Temel İlkeler'ine Anayasa'nın 'Devletin Bütünlüğü, Resmî Dili, Bayrağı, Millî Marşı ve 'Başkenti' başlıklı üçüncü maddesine, 'Değiştirilemeyecek Hükümler' başlıklı 4'üncü maddesine, 'Devletin Temel Amaç ve Görevleri' başlıklı 5'inci maddesine, 'Egemenlik' başlıklı 6'ncı maddesine, 'Kanun Önünde Eşitlik' başlıklı 10'uncu maddesine, 'Temel Hak ve Hürriyetlerin Kötüye Kullanılmaması' başlıklı 14'üncü maddesine aykırı davranarak Anayasa'yı ihlal etmiştir.

"Söz konusu milletvekili 20 Ocak 1988 tarihli TBMM Genel Kurulu'nda, bir önceki konuşmalarını tazvih amacıyla gündem dışı yaptığı konuşmada da aynı tavırla sürdürerek Anayasa suçu işlemeye devam etmiştir. 'Anayasa'nın 83'üncü maddesi gereğince, İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'in, Meclis kürsüsünden yapmış olduğu ve anayasal suç sayılan bu konuşmalarını Meclis dışında tekrarlanmaması ve açığa vurulmaması için Genel Kurul'da oylama yapılmasını arz ve teklif ederiz."

Önerge okunduktan sonra ANAP'lılar ayağa kalkarak, alkışladılar. SHP'lilerin protestolarını sürdürmeleri üzerine Başkanvekili Oral, "Siz de teklif verin, okutalım" dedi. Daha sonra Oral, Başkanlık Divanı'nın önerisini bizzat kendisi tekrar okudu. Başkanlığın önerisi oylanarak genel kurulda kabul edildi.

SHP Grup Başkanvekili Hikmet Çetin ve Tunceli Milletvekili Kamer Genç, kürsüye yürüyerek, Başkanlığın hatalı tutum içinde olduğunu söylediler. DYP Grup Başkanvekili Köksal Toptan da Başkan'ın tutumu hakkında söz alarak kürsüye çıktı. Toptan, Başkan'ın Eren'in konuşmasına müsaade ettiği için ilk hatasını yaptı. Eren'in konuşmasını kinadıklarını, ancak Başkan'ın Anayasa'nın 83'üncü maddesi ile ilgili bir önerisi bulunduğu halde, aynı nitelikteki ANAP'ın önerisini okutmasının hata olduğunu söyledi. Toptan, Anayasa-

nun bu maddesinin bir daha işletilmesine gerek olmaması temennisinde bulunurken, parlamentoda güçlü olan bir partinin de her istediğinin okutulmasının parlamento içi sakıncalı durumlar yaratacağını belirtti.

KÜFÜRLEŞMELER

SHP İzmir Milletvekili Kemal Anadol da yaptığı konuşmada, Anayasa'nın 83'üncü maddesine dayanarak milletvekillerinin genel kurul kürsüsünden konuşma özgürlüğünün ortadan kaldırılamayacağını, bunun demokrasi açısından tehlikeli olduğunu savundu.

Anadol, Başkanlığın 83'üncü maddeyi işleme koymasında usul yönünden yanlış olduğunu, Başkanlık Divanı'nın Eren'in konuşmasını yaptığı oturumda söz konusu maddeyi işletmesi ve bu konuda görüşme açması gerektiğini söyledi. Anadol, bir başka oturumda 83'üncü madde ile ilgili karar almanın Anayasa'ya aykırı olduğunu söyledi. "Anadol, DYP Grup Başkanvekili Toptan'ın görüşlerine katıldığını ve Başkanlık Divanı'nun böyle karar almaya başlaması ile milletvekili dokunulmazlığının anlamsız hale geldiğini ifade etti.

Anadol'un konuşması sırasında ANAP'lıların sık sık itirazda bulunmaları ve Eren'in konuşmasını tasvip edip etmediğine ilişkin soruları üzerine Anadol, "Benim bu konuşmayı tasvip edip etmediğimi soruyorsunuz, ben de size soruyorum, Eyüp Aşık'ın 'Ben Nakşibendiyim' demesini tasvip ediyor musunuz?" dedi.

Anadol'un bu sözleri üzerine ANAP'lı Metin Gürdere, SHP'lilere dönerek, "Diyarbakırlılar pasaport alsın, pasaport alsın" diye laf attı. Buna karşılık İstanbul SHP Milletvekili Kenan Sönmez ayağa fırlayarak, ANAP'lıların üzerine yürüdü ve yumruğunu kaldırdı. SHP'li Erdal Kalkan'ın araya girmesi ile yumruğunun yeri bulması önledi. Ancak, genel kurulda ortak bir anda kanştı, ANAP'lılar ile SHP'li Başkanlık Kürsüsü'nün önünde birbirlerinin üzerine yürüdüler, ağır küfürler kullanıldı. SHP Adana Milletvekili Cüneyt Canver, "Kürt olmak suç değil" diye bağırırken, ANAP'lı Taşar ve Alpaskan'ın SHP'lilerin üzerine yürüdükleri

görüldü. Sertliğin kavgaya dönüşmesi üzerine Başkanvekili Oral, oturuma yeniden ara verdi.

Kuliste toplanan SHP milletvekilleri, ANAP'lıları eleştiren sözler kullandılar. Cüneyt Canver, "Biz, bunları hepimizi döviz, bunlar moruk" ifadelerini kullandı.

Aradan sonra SHP'li Anadol, konuşmasını tamamlamak üzere konuşurken, Türk hukukunda "Anayasa suçu" diye bir ceza bulunmadığını, "Anayasa'yı ihlal" suç olduğunu ancak buna karar vermenin de meclislerin değil, tek yetkili organ olan mahkeme ve Anayasa Mahkemesi'nin olduğunu söyledi. Anadol, Başkanlık Divanı'nın yargı organı gibi hareket etmesinin telafi edilemeyecek bir suç olduğunu söyledi. Anadol, "Burada söylenenleri başka yerde söyletmemek, milletvekilleri üzerinde bir terördür" dedi. Anadol konuşmasını, "Tabii sizin demokrasi sorununuz yok, Meclis kapatılsa, Turgut Özal'ın daha önce başbakan yardımcısı olduğu gibi yer bulur" diyerek tamamladı.

ANAP Grup Başkanvekili Mükerrrem Taşçıoğlu da yaptığı konuşmada, "Birisini kuyuya bir taş attı, üç gündür uğruyoruz" dedi.

İNÖNÜ'NÜN AÇIKLAMASI

Öte yandan, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Eren'in Meclis'teki konuşmaları ile parti programının dışına çıktığını söyledi. "Türkiye'de azınlıklar var şeklindeki yaklaşım kabul etmiyoruz" dedi.

İnönü, partisinin MYK toplantısından sonra yaptığı açıklamada, İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'in Kürt sorunu ile ilgili olarak yaptığı konuşmalara ilişkin görüşlerini açıkladı. İnönü, milletvekillerinin düşüncelerini söylerken, parti programının dışına çıkmayacaklarını bildirdi.

İnönü, şöyle konuştu:

"Eren'in konuşması, parti programı dışına çıktığı imtibah verdiği için açıklama yapma gereğini duyuyorum. Parti programımızın ne olduğunu bir kez daha söylüyorum. Sayın Eren'in de parti programı dışına çıkmaya bakki yoktur. Gündem dışı konuşmasında, 'Türkiye'de azınlıklar var' dedi ise, parti programı dışına çıkmıştır."

SHP'de bölücülük hesaplaşması

ANKARA, (Tercüman)-SHP Meclis Grubu'nun yarınki toplantısında "bölücülük" konusunda sert bir hesaplaşma olması bekleniyor. Meclis'te bölücü konuşma yapan İstanbul milletvekili M.Ali Eren'in tarafını tutan milletvekilleri ile öteki SHP'liler, özellikle de Baykal-Topuz grubu arasında sert tartışmalar olabileceği bildiriliyor. SHP içinde

"özel grup" gibi davranan "bölücü" milletvekillerinin grup başkanvekilleri Baykal ve Çetin'i istifaya çağıracakları öğrenildi. İnönü'nün bölücülüğe karşı "net ve kararlı" bir tavır koymaması halinde Baykal-Topuz ekibinin İnönü'ye karşı "seslerini yükselterek", SHP üzerindeki "bölücülük gölgesini kaldırmaya" çalışacakları ifade edildi.

EREN'İ TUTANLAR

Meclis kürsüsünde ülke bütünlüğüne aykırı görüşler ileri süren İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren'i destekleyen milletvekillerinin, grup toplantısından önce kendi aralarında "kapalı" bir toplantı yaparak bazı "ilke kararları" aldıkları ifade edildi.

Buna göre; sözkonusu milletvekilleri yarınki grup toplantısında ve SHP'de sürekli olarak şu görüşleri savunacaklar:

• SHP sosyal demokrat bir parti olduğuna göre, "halkımızın" demokratik özgürlükleri için yapılan çabaları desteklemeli, Eren'in sözlerini kinamak yerine gündeme getirmeli.

• SHP ilk elde hukukî anlamda bir "azınlık" değilse bile "etnik grup" olduğunu kabul etmeli, bunun gerektirdiği demokratik özgürlükleri savunmalı.

• Genel Başkan Erdal İnönü, bu konuda tavır koymalı, ama bu tavır Eren'in savunduğu "demokratik özgürlüklere karşı" değil, bu özgürlüklerden yana olmalı.

HANGİ MİLLETVEKİLLERİ

Grup öncesinde yapılan bu doğrultuda görüşlerin belirtildiği toplantıya; Mehmet Ali Eren'in Meclis'teki bölücü konuşmasını alkışlayan ve onu kutlayan milletvekillerinden Kenan Sonmez (İstanbul), Ekin Dikmen (İçel), Melih Yıldırım (Tunceli), Haydar Erdoğan (İstanbul), Rıza Yılmaz (Ankara), Beşer Baydar (Ankara), Adnan Ekmen (Mardin), Fuat Atalay (Diyarbakır), Cumhur Keskin (Hakkâri), İbrahim Aksoy (Malatya), Kâmil Ateşoğulları (Ankara) ve Ahmet Türk'ün (Mardin) katıldıkları ifade edildi. SHP milletvekillerinden Arif Sağ, Kamer Genç, Yaşar Yılmaz ve Cemal Şahin'in de bunları desteklediği öne sürülüyor.

BAYKAL-TOPUZ GRUBU

SHP'deki "bölücülük" skandalından parti içinde en çok Baykal ve Topuz ekibinin rahatsız olduğu belirtiliyor. Yarınki Meclis grubunda, "bölücü grub"un, Deniz Baykal ve Hikmet Çetin'in grup başkanvekilliklerinden istifaya etmeleri istenebilecekleri öğrenildi.

"Bölücü grup", Deniz Baykal, Ali Topuz, Aytekin Kotil, Hasan Fehmi Güneş, Hikmet Çetin ve Turan Beyazıt'ın temsil ettiği ekiple hesaplaşacak. "Bölücü grup", bu ekibi "başını bizim aleyhimize enforme etmekle"de suçlayacaklar.

Bölücü gruptan olmamakla birlikte "Baykalcılar" karşı çıkan ve "İnönü-Sağlar çizgisi"ni savunan "gençler" in ise Baykal ve Çetin'i "Ne diyeceğini bildikleri halde Eren'in konuşmasını önlemedi, pasif davranırdı; bir gün sonra da 'Bilmiyorduk' diye açıklama yaptıkları" gerekçesiyle suçlayacakları belirtiliyor.

BAYKALCILAR'IN TAVRI

Eren'in Meclis'te yaptığı "bölücü" konuşma en çok "Baykalcılar" denilen ekibi rahatsız etti. Deniz Baykal, Ali Topuz, Aytekin Kotil, Hasan Fehmi Güneş, Eren'in konuşmasından "büyük rahatsızlık duyduklarını ve kesinlikle karşı olduklarını" açıkça ifade ettiler ama parti içi hesaplaşmaları dikkate alarak bu konuda kendi isimleriyle bir açıklama yapmadılar. "Baykalcılar"dan Erol Ağaçlı ise grubun tavrını ortaya koyarak Merkez Yürütme Kurulu'nda yaptığı konuşmada, Mehmet Ali Eren'in Disiplin Kurulu'na sevk edilmesini istedi.

İNÖNÜ'YÜ ZORLAYACAKLAR

Adının açıklanmamasını isteyen, Baykal grubundan bir milletvekili Tercüman'a şu açıklamayı yaptı:

"Eren'in konuşmasını alkışlayan 20 kişinin tam bir birlik içinde olduklarını sanmıyorum. Ama Eren'in konuşması SHP'ye ciddi golge düşürmüştür. Hatta kamuoyunda ciddi bir şekilde SHP itibar kaybına uğramıştır. Sayın İnönü olaydan iki gün sonra konuşmuş ama net bir tavır ortaya koymamıştır. Eğer yarınki grup toplantısında İnönü, SHP'nin üzerindeki bu bölücülük gölgesini kaldıracak net bir tavır ortaya koymazsa, çoğunlukta olan parti grubunun sesini yükselteceğinden kimsenin şüphesi olmasın. Eren ve arkadaşlarının bir bölümünün ortak hareket etmeleri, biraz da kurultay endişesinden kaynak-

lanmaktadır. Ama hiçbir siyasi hesap, ülkemizin bütünlüğüne ve SHP'nin Ulusal An'da 'Misak-ı Milli' bağlılığına gölge düşürmemelidir, buna izin verilemez."

TOPUZ: "ÇOK CİDDİ MESLE"

SHP İstanbul milletvekili Ali Topuz, SHP'de "Doğular" diye bir grubun varlığını kabul etmediğini söyledi. Topuz, yarınki grup toplantısını ve SHP üst yönetiminin tavrını kastederek, bu konuda, partinin tutumu belli olduktan sonra konuşacağını belirtti.

İSTİFA TEHDİDİ

Öte yandan, ANKA ajansının haberinde de SHP grubu yönetiminin, "Kürt meselesine" ilişkin TBMM'de gündem dışı konuşma yapan ve geçen haftaki TBMM oturumlarında kavgaya varan tartışmalara sebep olan Mehmet Ali Eren'in Disiplin Kurulu'na verilmesini teklif edecekleri bildirildi. Ancak özellikle Doğulu milletvekillerinin böyle bir teşebbüse karşı ortak tavır alacakları, grup yönetimini istifaya davet edecekleri, gerekirse kendilerinin partiden istifa tehdidinde bulunacakları öne sürülüyor.

Bu arada Tercüman muhabirinin görüşlerini aldığı "Eren'i destekleyenlerden" diye gösterilen Bingöl milletvekili İlhami Binici, "Anadolu Kültür"te Eren ve diğer isimleri belirtilen kişilerle yemek yediğini haberi asılsızdır. Akşamları evimden çıkıyım" dediikten sonra şöyle konuştu:

"M.Ali Eren'in konuşmasını tasvip etmiyorum. Doğu ve Güneydoğu'da bazı baskıların olduğu doğrudur. Ancak bu bölgede azınlıkların, başka milletlerin yaşadığı yolundaki görüşler yanlış. Türkiye'de Türk-Kürt ayrımı yoktur. Hepimiz T.C. vatandaşlarıyız."

"Eren'in destekçileri" arasında gösterilen SHP İstanbul milletvekili Kenan Sonmez de, "M.Ali Eren'in konuşmasında üslup ve zamanlama hatası olduğunu" ifade ederek, "Ancak konuşmanın içeriğine katkı veremem" şeklinde konuştu.

KAPALI TOPLANTIDA NELER KARARLAŞTIRILDI

Eren'in sözlerini SHP gündemde tutmaları elde "azınlık" değilse bile "etnik grup"un varlığı kabul edilmeli

İnönü, Eren'in yanında tavır koymalı

Özel gruba karşı harekete geçen Baykal-Topuz eki bi ise İnönü'yu "açık ve net" tavır almaya zorlayacak ve "bölücülük gölgesini" kaldırmaya çalışacaklar

Kapalı toplantıda neler kararlaştırıldı

- Eren'in sözlerini SHP gündemde tutulmalı
- İlk elde "azınlık" değilse bile "etnik grup"un varlığı kabul edilmeli
- İnönü, Eren'in yanında tavır koymalı

Gözler İnönü'de

Meclis kürsüsündeki hezeyandan sonra "çelişkili" açıklamalar yapan ve bir türlü "açık" tavır koyamayan İnönü, yarınki hesaplaşma toplantısında epey zorlanacak.

Milliyet

26.01.88

Şiddetli kardan 3000 köyün yolu kapandı Salgın hastalık panığı

BİR hafta ara verdikten sonra önceki gecedten itibaren bütün şiddetle yeniden başlayan kar yağışı, Doğu Anadolu Bölgesi'nde günlük yaşamı felç etti. Özellikle Erzurum, Kars, Ağrı, Tunceli, Bingöl ve Muş illerinde etki kısmı hissettiren kötü hava koşulları yüzünden 3 bin aşkın köyün yolu kapandı. Dünyayla bağlantısı kesilen bu köylerin birçoğunda gıda, yakacak ve tıbbi malzeme sıkıntısı çekildiği belirtildi.

• Kayseri'nin Bünyan İlçesine bağlı köşehacılı köyünde düğünden dönmekte olan bir ailenin 5 ferdi, avcılar tarafından yarı donmuş halde bulundular.

Mil-Ha Erzurum Bürosu'nun haberine göre, bölgede hava sıcaklıkları da hızla düşmeye başladı. Meteoroloji yetkilileri, kar yağışının hafta içerisinde de aralıklı şekilde süreceğini, sıcakların düşmeye devam edeceğini bildirdiler.

SALGIN KORKUSU

Şiddetli kar yağışı yüzünden yollar kapanan 3 bin aşkın köyde salgın hastalık panığının başladığı haber alındı. Erzurum İl Sağlık Mü-

dürlüğü yetkilileri, bu köylere ulaşılamadığını, sağlık personeli ile malzemesi sıkıntısı çekildiğini belirttik. "Yollar açılır açılmaz bu köylere hemen ekipler gönderilecektir" dediler.

DONMAK ÜZEREK

Mil-Ha Kayseri Bürosu'ndan Davut Güleş'in haberine göre, Kayseri'nin Bünyan İlçesine bağlı Köşehacılı köyünde düğünden dönmekte olan bir ailenin beş ferdi, avcılar

tarafından yarı donmuş halde bulundular. Ali Yılmaz, eş Yücel Yılmaz ve yaşları 5-7 arasında değişen çocukları Zehra, Esma ve Emine, ilçede bir düğünden taksitli köye dönmek istedikleri. Yolları kapalı olması yüzünden taksitli Yılmaz ailesini köye 3 kilometre mesafede bıraktı. Bu mesafeyi yürüyerek alamayan ailenin fertleri, selaha karşı, birbirlerine sarılmış, baygın ve yarı donmuş şekilde avcılar tarafından bulundu. Elleri çarışır küçük Emine ve Esma'nın sakat kalacakları bildirildi.

Meclis'teki 160 idam dosyası bakanı düşündürüyor

Sungurlu: "İdamlar zor mesele"

ANKARA- Adalet Bakanı Oltan Sungurlu, TBMM'de halen 160 idam dosyasının karar için beklediğini belirterek bu meselenin çözülmesi için "toplum ve milletvekillerinden de teklif beklendiklerini" söyledi.

Bir grup gazeteciyle yaptığı sohbette konuşan Sungurlu, bu konudaki kararın TBMM'ye ait olduğunu da hatırlatarak, "Mesele bir tek Adalet Bakanlığı'nın sırtında dir demek çok zor bir olaydır" dedi.

Cezalarını gezerken idam mahkûmlarının ölümlerine birlikte yaşadıklarını gördüğünü belirten Sungurlu, "Yani fevkalâde değişik bir olay, psikolojik bir olay. Ama her yönünü hesap etmek, bir yükü yüklemek zorundasınız. Mevzul şahıs siz olunca biraz daha zor karar veriyorsunuz" şeklinde konuştu. İdam cezasının kaldırılıp kaldırılmaması tartışmasının sürdüğünü de hatırlatan Adalet Bakanı Sungurlu, "Türkiye'de bu tartışma gündemden kalkabilirdi. Ama Doğu ve Güneydoğu Anadolu'da bu toplu katliamlar olurken meseleye biraz zor yaklaşıyoruz" dedi. Batı'da

Katliamlar varken

Adalet Bakanı, "Güneydoğu'daki toplu katliamlar olmasaydı tartışmayı ortadan kaldıraydık. Ama bunlar olurken meseleye biraz zor yaklaşıyoruz" dedi

Formül getirin

Bakan, cezaevlerindeki idamlıkların ölümlerle birlikte yaşadıklarını gördüğünü de belirterek, halktan ve milletvekillerinden formül getirmelerini istedi

idamı kaldıran İngiltere gibi ülkelerde bu cezayı yeniden koyma eğilimlerinin arttığını da kaydeden Sungurlu "Tahii karar yüce Meclis'tir. Bu istikamette bir karar getirilebilir de çıkartılabilir de. Ama şu anda bizim bakanlık olarak teklif edecek cesaretimiz yok" dedi.

Hürriyet

25.01.88

10 yıl önce başrolde, 10 yıl sonra şakşakçı

ANKARA, (Hürriyet)- "Azınlık milliyet" sözüyle Meclis'i karıştıran ve büyük tartışmalara yol açan SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren'i, elini sıkarak tebrik eden, ANAP Milletvekili Nurettin Yılmaz da, 10 yıl önce, aynı konuda Meclis'te olay yaratmıştı. O dönemde, Mardin Bağimsız Milletvekili olarak Meclis'e giren Nurettin Yılmaz, yaptığı konuşmada, Doğu ve Güneydoğu'nun geri kalmışlığının "etnik" nedene bağlı olduğunu ileri sürmüştü. Yılmaz'ın bu konuşması Adalet Partisi milletvekillerince uzun süre protesto edilmişti.

"DOĞU'NUN SORUNU"

1978 yılının mayıs ayında yapılan tartışma, o dönemde MSP Urfa Milletvekili, şimdi Saudi kökenli Faisal Finans kuruluşunun Türkiye yöneticisi olan Salih Özcan ve dokuz arkadaşının, "Doğu ve Güneydoğu bölgelerinin sorunları" konulu genel görüşme önerisiyle ortaya çıkmıştı.

Genel görüşme sırasında kişisel görüşlerini açıklamak üzere söz alan Mardin Bağimsız Milletvekili Nurettin Yılmaz, bölgenin geri bırakıldığını ileri sürerek şöyle demişti:

"Petrol, Doğu'da çıkar-

yor, Doğu'nun yolları tamamen toz ve çamur içinde. Fosfat, Mazdağ'da çıkar, bakır, demir, linyit kömürleri, Doğu'da çıkar. Doğu'da fabrika yok ve Doğulu işsiz, sefil. Enerji Doğu'dan çıkar, Keban'dan; Doğu'nun büyük ekseriyeti karanlıktadır. Türkiye'nin en büyük nehirleri Dicle, Fırat ve Aras Doğu'dadır; Doğu halkı çamurlu ve kurtlu su içmekte, toprakları hep kurak olup susuzluktan halk sağa sola göç etmektedir. Doğu ve Güneydoğu, Türkiye'nin bir parçası olduğu halde, neden geri bırakılmıştır? İşte sorun buradadır. Kasatı bırakılmıştır."

Adalet Partisi sıralarından, "Yapma... yazık... utan..." sesleri yükselirken, yıllardan beri sorunun üzerine yüreklilikle gidemediğini belirten Nurettin Yılmaz, AP Niğde Milletvekili Hüseyin Avni Kuvurmacıoğlu'nun, "Parçala bakalım" şeklindeki satışmasına aldırmadan sözlerini şöyle sürdürmüştü:

"ETNIK NEDENLER"

"Doğu ve Güneydoğu'nun geri bırakılmışlığının tek nedeni, etnik nedenlerdir. Eğer, bu etnik nedenler

olmasaydı, bu büyük potansiyele sahip olan Doğu ve Güneydoğu'nun geri kalmışlığı bugün sorun olmazdı. Onun için bu etnik nedenlerden korkmuyoruz. Bu, bölücülük laflarından korkmuyoruz ve çekinmiyoruz. Hepimiz sizler kadar bu vatanın evladı, bu vatanın birliği ve bütünlüğü için canımızı yıllarca evvel feda etmiş ve feda etmeye azmetmiş kişileriz. Doğu halkının çocuklarıyız."

Bu sözleri, CHP'liler tarafından alkışlanan Nurettin Yılmaz, zabitlere göre, İsmet İnönü'nün Lozan'da Kürtleri ve TBMM Hükümeti'ne bağlılığına işaret eden sözlerini aktararak konuşmasını sürdürdü. İnönü'nün Lozan'da "Türk Temsilciler Heyeti, dünya savaşına ve bağımsızlık savaşına katılmış, Türk ordusunun bütün komutanlarının, yurdun kuruluşu için Kürt halkının yaptığı hizmetleri ve katlandığı fedakârlıkları saygı ve hayranlıkla söylemeyi bir ödev bilmektedir" dediğini söyleyen Yılmaz, konuşmasını şöyle sürdürmüştü.

"BASKI VAR"

"Kürtlerden bahsedilmek suretiyle; Kürt isyanından bahsedilmek suretiyle, Doğu'da ve Doğu halkı üzerinde faşizan bazı baskıların yaratılmak istendiğini görüyoruz. Kürt ol-

maktan dolayı insanların horlanması, baskı görmesi, Kürtlerin varlığından söz edenlerin işkence göremesi ve suçlanarak yargılanması, affedilecek şey değildir. O günlerde birliği korumak için üzerinde özellikle durulan Kürt-Türk kardeşliğinin, bugünlerde inkâr yoluna gidilmesini, egemen sınıfların tezgâhladığı bir oyun ve ancak faşist ve şovenist bir düşüncenin mahsulü olarak kabul edilebilir. Bu, açıkça Atatürk'e, İnönü'ye ve tarihe karşı gelmez ve ihanettir."

"Türk, Müslüman, Kürt, Türkçü, Turancı, Müstümanca" olmakla bir Müslüman devletini ve bir Kürt devletini kurmanın başka başka deyimler olduğunu ileri sürer Nurettin Yılmaz, daha sonra, Kürt devleti kurulmasından yana olmadığını şöyle belirtmiştir:

"Bir Türk olmak nasıldır, bugün hiçbir zaman suç değilsen ve olamazsın; bir Turancı'nın, Türkiye'de bulunan tüm ırkları safdışı bırakıp bir dünya devleti kurma eğilimine girmesi nasıl ki bugün suçsa; Türkiye'de Kürt olmakla, bir dünya Kürt devletini kurmak ve hele Türkiye'de bir Kürt devleti kurmak eğilimi içinde olmak da bambaşka şeylerdir ve biz, bunları hiçbir zaman kabul etmiyoruz. Ve bunların karşındayız arkadaşlar."

Konuşmasında, bir suikast sonucu öldürülen AP'li Malatya Belediye Başkanı Hamit Fendoğlu (Hamido) olayının, "Kürt isyanı" olarak nitelenmesinin yanlış olduğunu söyleyen Yılmaz, Türkiye'nin bölünmesinin hiçbir zaman söz konusu olmadığını kaydederek, "Hiçbir güç, halkımızı Türk kardeşlerinden ve Türkiye devletinden ayıramaz" demişti.

Eren Disiplin Kurulu'na

ANKARA, (Tercüman)- Meclis kürsüsünden, "bölücülük propagandası" yapan İstanbul SHP milletvekili Mehmet Ali Eren'in ana muhalefet partisi içinde yarattığı sıkıntı devam ederken, merkez yürütme kurulu üyeleri arasında, Eren'in Disiplin Kurulu'na sevki isteği ağır basmaya başladı. Genel Başkan Erdal İnönü, "Eren olayı" nı tevliç çalışarak suskunluğunu sürdürürken, dün yapılan basın toplantısında gazetecilerin, "Eren'i disiplin kuruluna sevececek misiniz?" sorusuna ka-

çamak cevap vererek, "Bu konuyu yarı (bugün) konuşuruz" demekle yetkindi.

Tercüman muhabiri dün konuşuyla ilgili olarak SHP Merkez Yürütme Kurulu üyelerinin görüşlerine başvurdu. Tercüman muhabirinin, "Eren Disiplin Kurulu'na sevk edilmeli mi?" sorusuna dokuz üyeden sadece Genel Sekreter Yardımcısı Edip Servet Devrimci, "Dil sürçtü, sonra da düzeltti. Eren Disiplin Kurulu'na verilmemeli" diye karşı çıktı.

NE DEDİLER?

SHP'lilerin, İstanbul milletvekili Eren'in Disiplin Kurulu'na sevki konusundaki soruya verdikleri cevaplar şöyle:

TURAN BEYAZIT: "Eren Disiplin Kurulu'na sevk edilmeli. Parti programına aykırı davranıştı."

EKREM KANGAL: "Disiplin Kurulu'na sevkini uygun görüyoruz. Biz millî birlikten yanayız."

ALİ DİNÇER: "Genel başkanımıza tam yetki verdik.

Onun kararına uyacağız."

FIKRET ÜNLÜ: "Duyarlı bir konu, genel başkanımızın takdirine bırakıyorum. Ancak partinin program ve ilkeleri dışındaki girişimlere herkes gibi ben de karşıyım. Hiç kimse bu disiplini zorlamamalıdır."

EROL AĞAĞIL: "Misak-ı Milli sınırları içerisinde partimiz millî bütünlüğü savunur. Bunun dışında bir beyan varsa, bunun muhatabı parti disiplini kurulumuzdur."

TÜRKÂN AKYOL: "Parti politikalarımızın temel ilkeleri belli. Bu ilkeleri paylaşıyorum. Genel başkanımızın sözlerine katılıyorum. Disiplin Kurulu'na sevk konusunda genel başkanımızın kararına katılaca-

ğım."

YİĞİT GÜLÖKSÜZ: "Genel başkanımızın görüşüne katılıyorum."

AYHAN FIRAT: "KONU Meclis grubuna malolmuştur. Eren'in konuşması yanlış. Biz Türkiye'nin birlik bütünlüğünden yanayız. Buna gölge düşürülmemelidir."

EDİP SERVET DEVRİMCI: "Eren Disiplin Kurulu'na verilmemeli. Hazırladığı mehtinde asında bir şey yoktu. Dil sürçtü, sonradan düzeltti."

"Doğu'da eşitsizlik doğarken başlıyor"

Celal PİR

ISTANBUL'da, "Türkiye'de Bölgesel Politikalar" konulu bir seminer yapıldı. Ekonomik ve Sosyal Etkiler Konferansı Heyeti'nce düzenlenen 2 günlük seminere bakanlar, milletvekilleri, işadamları, sanayiciler, sosyal bilimciler ve ekonomistler katıldı. "Türkiye'de bölgeler arasında eşitsizlik" bulunduğu belirtirken, "Eğitimden sağlığa, fabrikalardan göçlere, etnik gruplara, eşitlere kadar" ağırlıklı olarak Doğu ve Güneydoğu Anadolu ele alındı.

Seminerin sonunda ortaya, "Doğu bölgelerinde yaşayanların doğuştan başlayarak eşitsizlikle karşı karşıya oldukları ve bu eşitsizliğin hayat boyu dengelenemediği" sonucu ortaya çıktı.

ISKENDERUN - ORDU HATTI: Seminere katılan Bitlis Milletvekili Kâmrân İnan, Sanayi eski Bakanı ve TÜSİAD Başkanı Şahap Kocatopçu, ekonomist Prof. Dr. Asaf Savaş Akad, Prof. Dr. Emre Gönensay, "Bölgesel eşitsizliğin temelinde eğitim eşitsizliği ve adaletsizliğin bulunduğu"nu ve bunun bir hayat boyu sürdürüldü" ifade ettiler. Bölgeler arası farklılıkların rakamlarla açıklayan Doç. Dr. Süleyman Özmucur, "Ordu - İskenderun hattının doğusunda kalan bölgenin millî gelirden yeterince pay alamadığını" vurguladı. İşadamı Sakıp Sabancı, "Kendi mahallinde palazlanan tezi toprafı toplayıp İstanbul'a geliyor. Gelenleri geri döndürmenin çareleri aranmalı" dedi.

DOĞU'DA NELER OLUYOR? Devlet Bakanı ve Başbakan Yardımcısı Kaya Erdemli açıklar. Kalkınmada öncelikli yörelerden Sorumlu Devlet Bakanı Veyssel Atasoy'un katıldığı seminerde, milletvekilleri, işadamları, sanayiciler, ekonomistler, sosyal bilimciler ve DPT ile Sağlık Bakanlığı bürokratları, Doğu'nun günümüzdeki görüntüsünü şöyle özetlediler:

1 - Doğu bölgelerindeki eşitsizliğin temelinde eğitim yetersizliği var. Bu eşitsizlik doğuştan başlıyor. Yeterince ilkököl oku. Orta öğrenimde dersler boş geçiyor. Bunun acısını üniversiteye giremeyen öğrenciler çekiyor. Doğu Bölgesi'nden çıkmış son 15 yılda sınav birincisi öğrenci yok. Ankara - İstanbul'da her 3 öğrenciden birinin yüksek tahsil imkânı varken, Doğu'da bu rakam 15'de bir, 29'da bir çıkıyor.

2 - Batı Anadolu'da doğan her bin bebekten 81'i ölürken, bu rakam Doğu bölgelerinde bin bebekte 118'e çıkıyor. Doğu Anadolu'da her 100 bebekten 44'ü, Güneydoğu Anadolu'da 48'i ıshal sonucu hastalanırken, Batı Anadolu'da bu oran 100 bebekte 21'i bulmuyor.

3 - Okur-yazar olmayan anneler ortalama 8 çocuk doğuruyorlar ve bunlardan 2'si ölüyor. Oysa yüksek tahsil görmüş Batılı anne 3 çocuk doğuruyor ve hepsi yaşıyor. Sağlık Bakanlığı, Doğu bölgelerinde lisan zorluğu yüzünden sağlık hizmetlerini yeterince ver-

4 - Doğu'nun ulaşım ve haberleşme altyapısı, tamamlandı. Televizyon, buzdolabı Doğu köylerine girdi.

5 - Sanayici Doğu'ya gitmediği için, Doğu, sanayicinin ayağına Batı'ya göç ediyor. Bunların yüzde 5'i sanayide iş buluyor. Geriye kalan yüzde 90-95'i sosyal problemleri karşı karşıya kalıyor. Bunu 12 Eylül öncesinde çok iyi kullanan örgütler hâlâ bu boş insanları peşini bırakmadı.

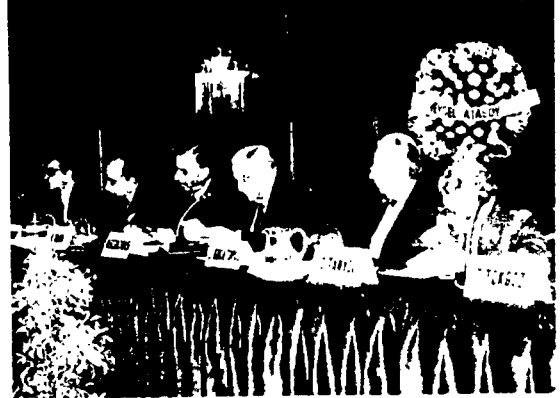
6 - Doğu'daki kâr oranı ile Batı'daki kâr oranı dengelenmediği için sanayici Doğu'ya yatırım yapmıyor. 1985'te TÜSİAD'ın ağır topları sırtı bu nedenle ve zararın korktuğu için Doğu illerine yatırım yapmadılar.

7 - Doğu'da hâlâ işpekçicekliliği, haticecik özendiriliyor. Oysa emekleri kahveden sökebilecek sanayi kuruluşlarına gerek var.

8 - Doğu'daki etnik gruplar arasındaki işbirliği devam ediyor. Hâlâ bir altın işini Süryaniler götürüyorlar.

9 - Doğu'nun geri kalmışlığında Ermeni meselesine kadar yüzlerce tarihî, sosyal ve ekonomik sebepler var. Bölgenin en büyük talihsizliği bir muhtariyet gibi ele alınması.

İstanbul'da yapılan "Türkiye'de Bölgesel Politikalar" konulu seminerden, "Doğu'da yaşayanların doğuştan başlayarak eşitsizlikle karşı karşıya oldukları ve bu eşitsizliğin hayat boyu dengelenemediği" sonucu ortaya çıktı.



İstanbul'da Doğu'yu konuşular: (Soldan sağa) Özcan Ertuna, Prof. Dr. Emre Gönensay, Bitlis Milletvekili Kâmrân İnan, işadamı Nejat Eczacıbaşı, Sanayi eski bakanlarından Şahap Kocatopçu ve Cahit Tanyol, İstanbul'da düzenlenen panelde Doğu üzerine konuşular.



Kalkınma nasıl sağlanır?

DOĞU'dan sorumlu Devlet Bakanı Veyssel Atasoy, Ekonomist Profesör A. Savaş Akad, Prof. Dr. Emre Gönensay, TÜSİAD eski Başkanı Şahap Kocatopçu, Sosyal Bilimci Prof. Dr. Cahit Tanyol, Sağlık Bakanlığı Müsteşarı Tandoğan Tokgöz, Bitlis Milletvekili Kâmrân İnan, DPT Genel Kalmış Yörelere Daire Başkanı Hasan Dinç, DPT GAP Koordinatörü Taylan Dericioğlu ile çeşitli üniversitelerden bilim adamlarının seminer boyunca "Doğu'nun kalkınmasına yönelik önerileri" şu başlıklarda toplandı:

1 Bundan sonra "Bölgesel eşitsizliklerle ilgili" ilk toplantı Doğu'da yöre insanının katılımıyla yılda iki kez yapılacaktır.

2 Doğu'nun sorunlarıyla ilgilenen özel bir Doğu bakanlığı kurulsun.

3 Yöre işadamlarını destekleyecek, yöre doğumlu üniversitelilere sahip çıkacak büyük holdingler, ortaklaşa girişimde bulunmalıdır.

4 Geri kalmış yöreler için bir bölge bankası kurulmalıdır. Bölgeye teşvik verilir, yöre halkı kalkın-

dırılmalı. Devlet eliyle bölge yaşamı zenginleştirilmeli.

5 Bölgeye fabrika kurmak yerine, şirketler taşınmalı. İlk iş KİT merkezlerinin Ankara'dan taşınması olabilir. Böylece üst gelir harcama düzeyi, kültürü ve kaliteli personel yöre halkının düzeyini artırır.

6 Sadece bu bölgelere özgün bir araştırma enstitüsü kurulmalıdır.

7 Yine sadece Doğu bölgesi için bir bölge planlama kurumu kurulmalıdır.

8 Doğu bölgelerindeki valiler, girişimcilğe başlıyor, işadamlarına önyak olmalıdır. Tekstil ve konfeksiyonla işe başlanmalıdır.

9 Her büyük holding bir tede öncü girişimci olarak işe başlamalı. Doğu bölgeleri holdingler arasında yatırım için paylaşılmalıdır. Bunun için bedava arsa, taşınacak sanayine devlet tazminatı ve vergi kolaylığı için hukukte görüşmeye hazırdır.

10 Doğu bölgeleri hızla yeni il ve ilçeler kazanmalıdır. Böylece buralara teşkilatlar kurularak, hastane, okul, belediye hizmetleri geliştirilir.

Batı kalkındıkça Doğu fakirleşti

Celal PİR

1965-1985 yılları arasında, yıllık ortalama yüzde 4,7'lik kalkınma hızını yakalayan Türkiye'nin önceki yeni bir problem çıktı. "Yüksek kalkınma, Batı bölgelerinde var olan refahı yükseltirken, Doğu bölgelerinin gerikalkışını sorununu daha da arttırdı." Boğaziçi Üniversitesi'nden Doç. Dr. Süleyman Özmucur'un araştırmasına göre, "1965-1985 yılları arasında Türkiye'nin Doğu ve Batı bölgeleri arasında varolan gelir eşitsizliği farkı, hızla kalkınma ile dengelenmediğine, daha da arttı. Batı bölgelerinde daha çok gelişti. Doğu bölgelerindeki iller daha da yoksullaştı."

Doçent Özmucur'un 67 illik tek tek inceleyerek yaptığı araştırması göre, "Hızlı büyüyen Türkiye'nin illerlerinden sadece Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgelerinde yer alan illerin payını alamadığı" gözleniyor.

TÜRKİYE'NİN SÜPER İLLERİ — Doçent Süleyman Özmucur'un araştırmasına göre, Türkiye'deki 67 il toplam nüfuslarına göre, bu illerde toplam üretimleri sonucu elde edilen gelirleri, 20 yıllık gelişimi incelendi. Sonuçta ortaya şu tablo çıktı:

Türkiye'de kişi başına en yüksek gelir Kocaeli'nde elde edildi. Kocaeli'nin petrokimya tesisleriyle gelişmesinin ardından ikinci sırada İstanbul yer alıyor. İstanbul'lu kişilerin kazanç düzeylerine göre İzmir, Bursa, Mersin, Zonguldak, Ankara, Eskişehir, Adana, Çanakkale, Edirne, Tekirdağ, Nevşehir, Kilis, Kahramanmaraş, Kütahya ve Kırıkkale izliyor. Kırsal Marmara Bölgesi'nden 7 Akdeniz ve Ege'den 2'ser, Orta Anadolu'dan 3 ve Batı Karadeniz'den 1 il süper üretim, süper gelir düzeyi yakalamış ve hızla kalkınma durumundalar.

Hızla kalkınan bu iller arasında şu iller:

de en kötü performansı İstanbul, Ankara, Adana, Zonguldak ve İzmir gösterirken, diğer illerin hızlı kalkınma süreci Türkiye ortalamasının üstünde devam ediyor.

KALKINMAYA ADAY KENTLER — Yine toplam üretimleri sonucu ortaya çıkan parasal değer ve nüfus yoğunluğuna göre, hızlı kalkınan illerin ardından Türkiye ortalamasının üstünde bir hızla büyüyen 13 il bulunuyor. Kişi başına 1985 yılı rakamlarına göre elde edilen yıllık 444 bin 637 liradan üstünde gelir sağlanan iller arasında Bilecik, Aydın, Antalya, Burdur, Denizli, Isparta, Balıkesir, Bolu, Kayseri, Konya, Manisa, Muğla ve Samsun yer alıyor. Türkiye'nin Ege, Akdeniz, Marmara bölgeleri ile Orta Anadolu'nun batısında bulunan bu iller arasında Karadeniz, Doğu ve Güneydoğu bölgelerinden tek bir il bile girememiş bulunuyor.

Sürekli büyüyen, bu illerden sadece Kayseri ve Konya'da bulunan illerinin gelirlerinde 1965-1985 döneminde gerileme oldu.

MALATYA ÖZAL'LA KALKINDI — Türkiye ortalamasının altında kalan, ancak gelişme ve aday 18 il araştırma dikkat çekiyor. Daha çok Türkiye'nin doğusuna doğru gidildikçe bu illere rastlanıyor. Afyon, Amasya, Çankırı, Çorum, Kastamonu, Kırşehir, Niğde, Uşak illerini çoğu Karadeniz ve Doğu bölgelerinde bulunan Artvin, Rize, Samsun, Malatya, Elazığ, Erzincan, Gaziantep, Hatay, Trabzon, Şanlıurfa izliyor.

Bu illerden Rize, Niğde, Kırşehir, Amasya, Çorum, Elazığ, Hatay'ın 20 yıllık gelişme sürecinde gerileme gözükürken, Başbakan Turgut Özal'ın doğduğu iller olan Malatya'nın özellikle son 10 yılda hızla büyümeye başladığı görülüyor.

DOĞU'DA UMUTSUZ İLLER VAR — Hızlı kalkınmadan hiç payını alamayan kentler Doğu Anadolu ile Güneydoğu Anadolu bölgesinde yığılmış durumda bulunuyor. Bu illerin son 20 yıllık performanslarına bakıldığında nüfuslarına göre, kişi başına gelir Sınop dışında kalan 20 ilde gerileme sürecine girmiş durumda. Kısaca araştırma, "Doğu kalkınmada öncelikli bölge olmasına karşılık bir türlü bu illerin kalkınmadığını" ortaya koyu-

yor. Türkiye'nin kişi başına gelir yönünden en kötü illi Hakkâri. Yine kişi başına gelirleri Türkiye ortalamasının yarısı kadar olduğu iller arasında Adıyaman, Ağrı, Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Erzurum, Giresun, Gümüşhane, Kars, Karamanmaraş, Mardin, Mus, Ordu, Sirt, Sinop, Sivas, Tokat, Tunceli, Van ve Yozgat yer alıyor.

Araştırma nasıl yapıldı?

DOÇ. Dr. Süleyman Özmucur, 1965-1985 yıllarını kapsayan ve illerin toplam üretimleri sonucu nüfuslarına göre yapılan değerlerin şu kaynaklardan toplandığını açıkladı.

"1985 yılı verileri Prof. Dr. Tuncer Bulutoglu ile halen Merkez Bankası Planlama ve Araştırma Daire Başkanı olan Doç. Dr. Hasan Eser'in yaptıkları araştırmadan alındı. 1975 rakamları Prof. Dr. Erdoğan Öztü'nün kendisi eldeki DIE Milli Gelir, Sosyal Bilimler Enstitüsü raporlarıdır. 1985 rakamları için Asistan Osmen Sarı ile birlikte 1 ay boyunca geceli gündüzlü çalışarak, Boğaziçi Üniversitesi'nde oluşturduğumuz veri bankasını kullandık. Bilgiye 1985 Ziraat Bankası tarım ve üretim değerleri, DIE İmalat sanayi enket sonuçları, DIE İnşaat İstatistikleri, çarşın nüfusuna göre kamu hizmetlerini tek tek girdik. Son nüfus sayımını dikkate alarak il il rakamları tespit ettik."

Doç. Dr. Süleyman Özmucur

Aile planlaması başarı ile sürüyor

Doğulu kadın eğitiliyor

Yusuf ŞENOCAK

ERZURUM. (hha)- Ülke-
mizdeki hızlı nüfus artışın-
da Doğu'da yaşayan kadın-
ların rolü küçümsenmeyecek
boyutlarda... Türkiye'de her
yıl dünyaya gelen 1 milyon
470 bin çocuktan 700 binini
Doğu ve Güneydoğu Anadolu

Bölgesi'nde yaşayan kadınlar
doğuruyor. Yine yapılan araştı-
rılmalarda Doğulu bir kadının
en az 5 doğum yaptığı gerçeği
de anlaşılıyor.

Gebelikten korunmanın
"günah" sayıldığı Doğu ve
Güneydoğu Anadolu Bölge-
leri'nde kızlar, genellikle 14-15
yaşında evlendiriliyor. Hemen

her yıl doğum yapar. Doğulu
kadınlar, doğum kontrolünü
bilmedikleri için yapmak
için çeşitli ilke yöntemlere
başvuruyorlar; tavuk teleği,
yün, sabun, koyun pisliği, çivi
ve örgü şiş gibi cehalet örneği
aletleri kullanıyorlar. Bu cahil-
liği sonu ya ölümlerle, ya da ha-
tanelere bitiyor.

Ülkemizde her yıl dünyaya
gelen 1 milyon 470 bin çocuk-
tan yaklaşık yarısını Doğulu
kadınların doğurduğu belirlendi. Sağlık
ekipleri, köylere dağılıp, kadınlarımıza gebelikten
korunmanın çarelerini anlatmaya çalışıyorlar.

Bu hızlı nüfus artışının ülke ve
aile ekonomisine yük getirdiği-
ni kaydeden sağlık elemanları,
bu kadınlara ücretsiz doğum
kontrol ilaçları dağıtıyor. Er-
keklerle ise prezervatif veriyor-
lar.

Tercüman 29.01.88

Eşkiya önceki gece de Midyat ve Gercüş'teydi

PKK'dan iki baskın: İki ölü

**DIYARBAKIR/SİİRT, (Ter-
cüman)-** Mardin'in Mid-
yat ve Gercüş ilçelerinde iki ay-
rı mezraya baskın düzenleyen
PKK militanları iki şahsı öldür-
düler. Siirt'in Erüh ilçesinde
ise bir PKK militanı, nöbet
tutarken, grubundan kaçarak
güvenlik kuvvetlerine teslim
oldu.

Alınan bilgiye göre önceki
gün saat 24.00 sıralarında
Mardin'in Midyat ilçesinin Taraklı
mezrasına bir grup PKK
militanı baskın düzenledi. Baskın
düzenleyen militanlar, mezra halkından 60 yaşındaki
İbrahim Halil Kaya'yı evinden
alıp köy meydanına getirdiler

ve burada kurşuna dizerek öldürdüler.

Bu arada aynı gece saat
03.00 civarında Mardin'in Gercüş
ilçesine bağlı Yemişli köyü
Germesör mezrasına da PKK
militanlarınca baskın düzenle-
di. Baskının militanlar, 24 ya-
şındaki Nafi Agar adlı şahsı
evinden alıp dağa kaçırıldılar.
Olay üzerine bölgede operas-
yonlara başlayan güvenlik kuv-
vetleri, Nafi Agar'ın cesedini
mezranın 2 kilometre yakınındaki
dağlık bölgede buldular.

Siirt'in Erüh ilçesine bağlı
Yağızoymak köyü civarında ise
nöbet tutarken grubundan ayrı-
lıp kaçan bir PKK militanı,

güvenlik kuvvetlerine teslim
oldu.

Mezraya 20 kilometre mesa-
fedeki Bostancı Karakolu'na
gelerek jandarmaya teslim
olan militanın kimliği soruş-
turma sebebiyle açıklanmadı.
Teslim olan teröristin 5 kişilik
bir PKK grubuyla birlikte,
Erüh bölgesinde bir süreden
beri faaliyette bulunduğu ve
grubun güvenlik kuvvetleri ta-
rafından da izlendiği bildirildi.

Teröristin verdiği ifadeler
doğrultusunda yapılan seri
operasyonlarda, çeşitli baskın-
lar sırasında PKK'ya yataklık
etdikleri belirtilen 80 kişi gö-
zaltına alındı.

Tercüman 28.01.88

İnönü nihayet...

İnönü'den özetle

Devletin görevi herkese Türkçe'yi öğretmektir, eğitim dili Türkçe'dir

"Azınlık milliyetçileri" ifadesi yanlıştır. Bir ülkenin temel yapısını belirle-
yen deyimler isteğe göre seçilemez

Bulgaristan'daki Türkler'in uğradıkları haksız uygulamaları Türkiye'deki
haksız uygulamalara benzetmek talihsizliktir

Vuralhan öngesesi genel kurul gündeminde. Geçen hafta kaçtı, bakalım
bu hafta da kaçacak mı?

ANKARA, (Tercüman)-
AŞHP Genel Başkanı Erdal
İnönü, geçen hafta Meclis kür-
süsündeki konuşmasıyla bölü-
mlük propagandası yapan İst-
anbul SHP milletvekili Meh-
met Ali Eren'in konuşmasına
nihayet "geciken tepkiyi" gös-
terdi. İnönü, Eren'in, "azınlık
milliyetçileri" deyimini kullan-
masının yanlış olduğunu belir-
terek, "Bir ülkenin temel yapı-

sını belirleyen deyimler, konu-
şmanın o andaki isteğine göre se-
çilemez. Kültür, mezhep fark-
lılıklarının siyaset için malzeme
yapılması yanlıştır. Böyle
bir davranış ister istemez ayır-
ımcı akımları güçlendirir. Ben
her zaman böyle davranışların
karşısında olacağım" dedi.

Erdal İnönü, partisinin meclis
grubunun dün yaptığı toplantıda,
geçen haftanın önemli

iç ve dış gelişmelerini anlatır-
ken Mehmet Ali Eren'in Meclis
kürsüsünden yaptığı konuş-
ma karşısındaki görüşlerini ve
tepkilerini de nihayet açıkladı.
Erdal İnönü, SHP'li milletvek-
illerinin büyük bir dikkatle
dinlediği konuşmasında, par-
tisine mensup parlamenterlere,
âdetâ tarih, kültür ve devlet
bütünlüğü dersi verdi.

GRUP ÇOĞUNLUĞUNDA "RAHATLAMA"

İnönü'nün aradan bir hafta
geçmiş olsa bile, Eren'in konu-
şmasını sert bir üslupla eleşt-
tirmesi, parti grubunun çoğun-
luğu arasında bir "rahatlık"
meydana getirdi. Bilindiği gi-
bi, SHP lideri, Eren'in büyük
tepkilere yol açan konuşmasın-

dan 48 saat sonra bir açıklama
yaparak, SHP İstanbul millet-
vekilini savunan bir üslup
kullanmıştı. İnönü'nün
dünkü konuşmasından sonra,
"lidere ters düşmemek için"
görüş açıklamaktan kaçınan
birçok partilinin de, bundan
sonra, Eren ve destekleyicileri-
ne karşı "açık bir tavır" ser-
gilemeleri bekleniyor.

Doğu ve Güneydoğu illeri-
nin bazılarında son yıllardaki
ekonomik sıkıntılara ek olarak
vatandaşın can ve mal güvenli-
ğinin sağlanamaması, dolayısıyla
huzursuzluğa düşmesinin
acı bir gerçek olduğunu ifade
eden Erdal İnönü, şunları
söyledi:

"Türkiye Cumhuriyeti'nin
bütün vatandaşlarıyla eşit hak-

lara sahip, yasaların getirdiği bütün güvencelerden yararlanan insanlar olarak, birinci sınıf vatandaşlar olarak bu bölgedeki vatandaşlarımızın da yaşayabilmeleri gerekir. Vatandaşlarımızın bu anlayışa uymayan haksız uygulamaya uğradıklarını, hükümet programını eleştirirken anlatmıştık. Baskıları, haksızlıkları, her fırsatta dile getirmek, hem mahkufet hem parti olarak görevimizdir. Kimse bizi bu görevi yapmaktan alıkoymaz."

"TALİHSİZ BENZETME"

İstanbul milletvekili Mehmet Ali Eren'in geçen hafta Meclis'te yaptığı konuşmada, "metin dışına çıkarak, amacının dışına taşmasını" ifade eden Erdal İnönü, "Türkiye'deki azınlıklar gibi yanlış bir deyim kullanması, Bulgaristan'daki Türkler'in uğradıkları haksız baskılara, Türkiye'deki haksız uygulamaları talihli bir şekilde benzetmesi, konuşmasının yanlış ve ters anlaşılmasına fırsat verdi" dedi.

TBMM kürsüsünden her seyin konuşulmasının parlamenter demokrasinin gereği olduğunu kaydeden SHP lideri, konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Bir arkadaşımızın söylediği sözler, parti programına aykırı ise, ya da partinin gelişmesi açısından zararlıysa bunları açıkça belirtmekten genel başkan kaçınmamalıdır. Yanlışları açıkça söylemek, partiyi de milletvekillerini de yaralamaz. Fersine daha sağlam bir birlik kurulmasına, partinin güçlenmesine yardım eder. Bundan kimse de alınmalıdır. Sayın Eren'in konuşmasında Kürtçe konuşan vatandaşlara yapılan haksız uygulamadan bahsedilirken, 'azınlık milliyetçileri' ifadesini kullanması yanlıştır. Bir ülkenin temel yapısını belirleyen deyimler, konuşanın o andaki isteğine göre seçilemez. Bu deyimler, o ülkenin, o devletin ilk kuruluşu zamanında sınırlarının savaşla çizilmesinden sonra varılan barış günlerinde uluslararası anlaşmalarla onaylanarak belirlenir ve bir daha değişmez."

ÜNİTER DEVLET

Türkiye Cumhuriyeti'nin temel yapısının ve sınırlarının Türkiye'de yaşayan herkesin canıyla kazandığı Kurtuluş Savaşı'yla oluştuğunu ve Lozan Anlaşması'yla bütün dünya milletlerinde de kabul edildiğini belirten İnönü, daha sonra şunları söyledi:

"Lozan Anlaşması, Türkiye'de azınlık olarak yalnız büyük çoğunluğu İstanbul'da yaşayan Hıristiyan ve Musevi vatandaşları saymıştır. Ana dilleri Kürtçe, Arapça, Lazca olan ya da başka dillerden olan vatandaşlarımız azınlıklar meydana getirmezler. Etnik kökenleri, ana dilleri ne olursa olsun, hepsi Türk vatandaşlarıdır. Türkiye'nin eşit hak sahipleridir. Bu yaklaşım, üniter devlet yaklaşımı, ülkesiyle milletle bölünmez bir bütün olma yaklaşımı, Kurtuluş Savaşı'nın zafere gö-

türdüğü ve Lozan Anlaşması'yla onaylanmış yaklaşımdır. Bu yaklaşım değişmez. Kimse de bu yaklaşımı değiştirmeye çalışmamalıdır. Amacımız bu yaklaşım içinde Türkiye'de herkesin doğduğu yer ana dili, mezhebi ne olursa olsun, insan haklarından, demokratik özgürlüklerden tam münasip yararlanmasını gerçekleştirmektir."

DİL MESELESİ

SHP Genel Başkanı İnönü, kültür ve etnik farklılıkların tarihten gelen miraslar olduğunu, bunlara "ayırıcı unsurlar" diye bakılmaması, kültürümüzü zenginleştiren unsurlar olarak görülmesi gerektiğini de belirtti. Türkiye Cumhuriyeti'nin resmi dilinin Türkçe olduğunu da kaydeden İnönü, sözlerini şöyle sürdürdü:

"Devletin görevi herkese Türkçe'yi öğretmektir. Eğitim dili de Türkçe'dir. Ama şunu da unutmamalı ki, kimse nerede doğacağına, anasından hangi dili öğreneceğine kendisi karar veremez. Doğuştan kazandığı bu yapıyı sevmek ve korumaya çalışmak doğal bir içgüdüdür. Bu duygulara herkesin saygı göstermesi gerekir. Yanlış olan kültür farklılıklarını, ya da mezhep farklarını siyaset için malzeme yapmak bu farklara dayanarak siyaset yapmaktır. Böyle bir davranış ister istemez ayırıcı akımları güçlendirir. Kültür farkları, mezhep farkları siyasette malzeme olarak kullanılmamalıdır. Ben her zaman böyle davranışların karşısında olacağım. Bütün arkadaşlarımız da bu konuda titizlik göstermesini diler ve beklerim."

DISİPLİN YOK

İnönü'nün konuşmasından sonra söz alan Kocaeli milletvekili Ömer Türkçakal gruptaki huzursuzlukları dile getirdi. Grup disiplininin olmadığını, Genel Başkan'ın zamanında tavır koymadığını söyleyen Ömer Türkçakal, Cumhurbaşkanı'nın Meclis açılış konuşması sırasında disiplinsiz hareketlerde bulunulmasını örnek verdi. Türkçakal, grup başkanvekilleri ile Meclis başkanvekilliğinin hazırlıklı gelmediklerini de ileri sürdü.

Ömer Türkçakal, önemli konular varken tali konuların gündeme getirildiğini belirterek Eren olayından söz etti. Türkçakal, "İşkence, Vuralhan olayı, Doğu meseleleri, pahalılık, işçi, köylü meseleleri, TRT gibi önemli konular miyaseti gibi harcanıyor. Her birimiz birer parti politikası çizmemeliyiz" dedi. Ömer Türkçakal, Grup Yönetim Kurulu'nun Meclis'te takip edilecek politikayı tesbit etmesini de istedi.

SHP'den notlar

Babasının oğlu

Hilmi BENGİ

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, dün Meclis Grubu'nda yaptığı konuşmayla, geç de olsa kendinden beklenen tavrı ortaya koydu. İnönü, dünki sözleriyle ülke çıkarları söz konusu olduğunda, babası merhum İsmet Paşa gibi, masaya yumruğu vurabileceğini gösterdi.

SHP'li Eren'in konuşmasından iki gün sonra yaptığı "Oraya da, buraya da çekilebilir" cinsinden açıklamalar, aslında kamuoyunu ve partisini olduğu kadar, belli ki kendisini de tatmin etmemişti. Nitekim İnönü, dün bu konuda "Genel Başkan, bir arkadaşımızın sözleri parti programına aykırı ise ya daptirinin gelişmesi açısından zararlı ise bunları açıkça belirtmekten kaçınmamalıdır" diyerek "asıl tavrını" ortaya koyuyordu.

İnönü'nün "azınlık milliyetçiler" tabirinin yanlış olduğunu, ayırıcı akımların güçlenmesine fırsat verecek nitelikte bulunduğunu belirtmekte niye geç kaldığı sorusu, zihinleri meşgul ediyordu. Bazı SHP'lilere göre, İnönü, "grup dengesini" gözetti. 20'ye yakın milletvekilinin oluşturduğu "sol grubu" seçiminin hemen ardından karşısına alarak partisinin bölünmesine yol açabilecek bir tavra girmek istemediği ileri sürülüyordu. Bazı SHP'liler de, Genel Başkan'ın kamuoyundaki tepkiler karşısında meseleyi sonuçlandırmak istediğini söylediğini belirtiyorlardı.

ÇİT ÇIKMIYOR

Genel Başkan İnönü, konuşmasını ok iyi hazırlamıştı. Grup dengesini gözönünde tutuyor, sol grubu da karşısına almak için önündeki metinden kelimeleri seçerek, tartarak kullanıyordu. Genel Başkan konuşurken, Meclis grubundan çıt çıkmıyordu. Milletvekili olmayan Merkez Yürütme Kurulu üyelerinin de katıldığı grup toplantısında, bütün milletvekilleri büyük bir dikkatle Genel Başkan'ı dinlerken, Eren'in konuşmasını onaylamadığı bilinen Ankara milletvekili İbrahim Tez ile partinin sol kanadından Adana milletvekili Cüneyt Canver'in sürekli not tuttukları dikkat çekiyordu.

İnönü'nün kendisi hakkındaki eleştirileri, destekçisi Mar-din milletvekili Ahmet Türk'ün yanında oturan Mehmet Ali Eren tarafından da zaman zaman not edildi.

Genel Başkan İnönü'nün Eren'le ilgili sözlerini bitirip başka konuya geçmesinden sonra grubun dikkati de dağıldı. İnönü, konuşmasını bitirince, daha önceki grup toplantılarında-kilerden daha fazla alkış topladı.

Mehmet Ali Eren ile birlikte Adana milletvekili Cüneyt Canver ile İçel milletvekili Ekin Dikmen'den oluşan Saçayağ'ın genel başkanlığına alkışlamaları da dikkat çekiciydi.

BÜYÜK TASVİP

İnönü'nün konuşması grubu büyük ölçüde rahatlatmıştı. Eren'i eleştirmek için daha önceden kürsüye çıkmayı planlayan milletvekilleri, genel başkanın konuşmasından sonra bundan vazgeçiyorlardı. Kocaeli milletvekili Ömer Türkçakal'ın teklifiyle Genel Başkan'ın konuşmasının grup bildirisine haline getirilmesi önerisi milletvekillerinin büyük bölümünün tasvibini alıyordu.

İNÖNÜ'NÜN BİR BAŞKA "JESTİ"...

İnönü, konuşma metninde, tartışılan bir başka konuya da açıklık getirirken, Meclis Grup Başkanvekilleri Deniz Baykal ile Hikmet Çetin'in de "hedef tahtası" haline getirilmesini önlüyordu.

"Eren'in konuşma metnini daha önce okumuşlardı. Böyle bir konuşmadan haberleri vardı. Ancak büyük tepki gelince, haberdar olmadıklarını söylediler" şeklindeki eleştirilere muhatap olan Baykal ve Çetin'i de, İnönü şu sözleri ile "kurta-nyordu."

—Arkadaşımız konuşma metninin dışına çıkmıştır...

Böylece, Baykal ve Çetin, konuşma metninde olmayan sözleri çıkartmadıkları için suçlanamayacaklardı.

YA SONRASI...

Eren, meselesi kapanmış mıydı? Bunu önümüzdeki günler gösterecek. İstanbul milletvekili Aytel Koculu, "Genel başkanın konuşması inşallah tamir edici olmuştur" diyordu. Kotil'in "İnşallah" dileğini eklemeye gereğini duyması, düşündürücüydü. Eren'in konuşmasının yaklaşan kurultayda siyasi malzeme olarak kullanılabilirliğini söyleyenler vardı. Nitekim, "gelecek hesapları" yaparken sol grupta direk teması içinde olabileceği belirtilen Genel Sekreter Fikri Sağlar'ın ögile yemeginde Cüneyt Canver ve Mehmet Ali Eren'le birlikte oluşu dikkat çekiciydi.

BÖLGE PLANLAMA PROJESİ

Güneydoğu için yeni planlar

GAP gibi kapsamlı bir projenin, ihaleye açıldığı andan itibaren birçok yabancı firmanın da dikkatini çekeceği açıktı. Yüz dolayında ortaklık başvurdu. Sekizi bir sonraki aşamaya davet edildiler. Finale Yüksel Proje-Nippon ve Kentkur-Barbie Showmarten kaldı.

“Güneydoğu Anadolu’ya yeni bir çehre verecek olan” GAP’la ilgili önemli bir gelişme önümüzdeki günlerde devreye girecek. DPT’nin bir yıl önce açtığı “Güneydoğu Anadolu Bölge Kalkınma Projesi” ihalesinin Ocak ayı içinde sonuçlanmasını bekleniyor. 14 aylık bir sürede üç aşamada halinde gerçekleştirilecek olan proje iki bölüme ayrılıyor.

ŞİRKETLER SAVAŞI

Projenin birinci yönü, 1980 fiyatlarıyla 1 trilyon 894 milyar lira maliyetindeki GAP’ın, yönetim sisteminin geliştirilmesi ve bu çerçevedeki yatırım projelerinin yönetimi.

Projenin ikinci yönünü ise, bölgenin GAP’la birlikte önemli değişikliklere uğrayacak olan ekonomik ve toplumsal yapısının planlanması teşkil ediyor. Bu amaçla hazırlanacak olan “master plan”, Gaziantep, Diyarbakır, Adıyaman, Şanlıurfa, Mardin ve Siirt illerindeki tüm sektörler için ayrıntılı bir düzenlemeyi kapsayacak. Yeni bölgenin eğitimden sağlığa, sanayiden tarıma tüm sektörlerinin yatırım ve yer seçimi kararları bir bilgisayar sistemi çerçevesinde belirlenecek.

Böylesine kapsamlı bir proje, ihaleye açıldığı andan itibaren bir çok yabancı firmanın da dikkatini çekmişti. DPT’nin şartı, firmaların bu uluslararası ihaleye yerli bir ortakla birlikte girmesiydi. İlk adımda niyet mektubu göndererek başvuran 100 dolayında ortaklıktan sadece firma grubu bir sonraki aşamaya davet edildiler. Aralarında, Casper Weinberger gibi ABD üst düzey yöneticilerinin bir dönem çalıştığı Bechtel’in bulunduğu bir çok uluslararası sermaye grubu, teknik değerlendirme sonucu yarışma dışı kaldı. İhalenin finalistleri ise, Yüksel Proje-Nippon ve Kentkur-Bartie-Showmarten. Bu hafta başlayan mali değerlendirme aşamasından sonra projeyi hangi firmanın alacağı belli olacak. Projenin, yeni görev döneminde Yusuf Özal’a sunulacak ilk konulardan biri olması da bekleniyor.

GEÇMİŞTE DE...

Türkiye, bu kadar kapsamlı ve ayrıntılı bir bölge projesini ilk kez uygulayacak ama, ilk bölge projesi deneyimleri planlı döneme geçilmesiyle başlıyor. Şehirsel düzenleme ağırlıklı Güney Marmara ve ağır sanayi yerleşim sorunlarını kapsayan Zonguldak bölge planları, ha-

zırlanmalarına karşın uygulanmayan planlar.

GAP bölgesindeki gibi kapsamlı ilk bölge planı ise, bir başka önemli ekonomik merkez olan Çukurova için hazırlanmış. “Bundan sonra bölgesel planlar yapılmayacak” dendi. Birinci Kalkınma Planı bitmiş ikinci Beş Yıllık Kalkınma Planı dönemi başlamak üzereydi. Bu sırada Türkiye’de yönetim ve planlama kavramlarına karşı yaklaşım da değişmişti. Bir DPT uzmanı, Çukurova bölge planının uygulamaya konulamayışını böyle açıklıyor. Bu anlayış değişiklikleri sonucunda, 1963-66 yılları arasında üzerinde çalışılan plan uygulama dışı kalmıştı.

Bölge planları, “ulusal plana mekan boyutu getiren planlar” olarak tanımlanıyor. Herhangi bir yerleşim birimi için hazırlanmış kısmi planların aksine, tüm bölgenin ulusal ekonomiyle her türlü bağlantısı ve kendi içindeki ilişkilerin düzenlenmesi amaçlanıyor. Bu yüzden de konu, siyasi çevreler açısından oldukça hassas. Kimse “bölgecilik yapıyor” suçlamasıyla karşılaşmak istemiyor. “Bölge planları için, sözcüğü birimde bir homojenlik olması beklenir. Yani, bölgenin fonksiyonlar açısından benzerlik

göstermesi gerekir. Ve bu birimin gelişmesi mutlaka kendi potansiyellerinden yararlanılarak yapılmalıdır. Bir itici güç, olmalıdır ki, bu Güneydoğu için şudur: Ayrıca bölge planı yapılacak birimde, bir merkezi etki alanında kalan bir sistem olmalıdır. Güneydoğu’da bu merkez Diyarbakır veya Gaziantep olarak kabul edilebilir. DPT uzmanı Güneydoğu’yu, bu ölçütlerin ışığında ayrı bir “bölge planı yapılmasına oldukça elverişli” olarak değerlendiriyor. Üstelik GAP’la birlikte bölgenin tüm tarımsal ürün bileşimi değişecek ve bölge 7,6 trilyon liralık yatırıma konu olacak. Uzmanlar, uluslararası sermaye gruplarının dikkatini çeken noktanın da işte bu zengin olanaklar olduğu görüşündeler. Hatta, Nippon gibi uluslararası çok kollu şirketlerin esas kazançlarının, projeden değil, proje sonrası yatırımlardan pay almaya dayanağı biliniyor.

“YENİ SAĞ İKTİDAR DÖNEMİNDE”

“Bölgenin siyasi sorunlarını bölge valiliğine devrettiğimiz gibi, toplumsal planlamasını da dış kredi karşılığında uluslararası sermaye gruplarına mı teslim edeceğiz?” isminin belirtilmesini istemeyen bir uzmanın bu sorusu, bölgeye yönelik “planlama” anlayışını çok iyi özeltiyor. Geçmişte, planlı dönemde bile oldukça soğuk bakılan “bölge planları” ilk kez bir “yeni-sağa” iktidar döneminde ve üstelik Güneydoğu’da gerçekleşme olanağı bulacak. Bu gelişmeyi açıklamak için iktidarın “yerleşmeye sempati duyduğu” gibi değerlendirmeler kavrayıcı olmaktan uzak kalıyor. Güneydoğu, şimdiki dek yaygın kullanıma açılmamış kaynakları ve GAP’la yaratılacak birikim açısından tüm sermaye grupları için oldukça iştah açıcı, bir nitelik taşıyor. Bölge kaynaklarının bilimsel yöntemlerle kullanıma açılması ihtiyacı ise, bir bölge planını zorunlu kılıyor.

ÇİĞDEM ÇİDAMI

2000'E DOĞRU KAPAKLARI MECLİS KÜRSÜSÜNDE

“Doğulu, 5. sınıf vatandaş mı?”

SHP Milletvekili Kamer Genç, 2000'e Doğru’da kapak konusu olan “Yakala ve Öldür” emrini “Kürt Memet’e Nöbet Yok” ile “Hain ve Yandaş Aşiretler” belgelerini Meclis’e getirdi. Genç, ANAP sıralarının gürültüsü arasında, Doğu’da yapılan baskıları anlattı. Yasadışı uygulamalar hakkında hükümeti görevi çağırıldı.

Meclis hükümet programını tartışıyor. Gecenin geç saatlerinde kişisel fikirlerini açıklamak üzere Kamer Genç kürsüye geliyor. Tunceli Milletvekili Genç, Olağanüstü Hal Bölge Valisi’nin sözünü hatırlatıyor: “Doğu’da, özellikle Doğu ve Güneydoğu’da kimin elinde uzun menzilli silah varsa, ruhsat vereceğiz.” Sonra soruyor, “Kime ne için veriyor bu silahı? Doğu’daki insanlara nöbet bile tutmayı çok görüyorsunuz, ama uzun menzilli silah veriyorsunuz.” Doğu’daki insanlara birilerini öldürmeleri için silah veriliyor, ama devletin cephanesinde nöbet tutmaları tehlikeli bulunuyordu.

Kamer Genç, 2000’e Doğru’nun 29. sayısında kapak konusu olan ünlü “Kürt Memet’e Nöbet Yok” belgesini açıklıyor. Kara Kuvvetlerine bağlı Piyade Tümen Komutanlığı’nın yayınladığı emrin (b) maddesi, “Özellikle Doğu ve Güneydoğu Anadolu bölgesi nüfusuna kayıtlı erlere kritik yerlerde nöbet tutulmıyacaktır” diye başlıyordu. Genç, “Arkadaşlar, tabii size göre Doğu’daki adam beşinci sınıf vatandaş, bunun anlamı odur” diyor. ANAP sıralarından gürültüler. Gürültüler arasında zapta geçen sözler ANAP Gaziantep Milletvekili Ahmet Günebakan’a ait, “Lütfen, hakaret etme, biz Doğu’dan geldik.”

“GENERAL ÇİTİM ŞİMDİ NEREDE?”

Kamer Genç, hemen arkasından Jandarma Tuğay Komutanı ve Sıkıyönetim Komutan Yardımcısı Tuğgeneral Osman Çitim’in imzasını taşıyan, “Yakala ve Öldür” emrini okuyor, hükümetle soruyor: “Bu generalin verdiği emri siz tasvip ediyor musunuz, etmiyor musunuz? Ediyorsanız bu general şimdi ordunun hangi kademesindedir, nerededir, kimler için ‘yakala ve öldür’ emrini vermektedir? Bu general Tunceli’de görev yaptığı zaman emri üzerine kaç masum vatandaş öldürülmüştür?” Genç sürdürüyor konuşmasını: “Arkadaşlar, bunlar vahşettir. Bunların karşısında insanların insanlıklarını muhafaza etmesi bile çok zor bir olaydır. Siz Ankara’da oturuyorsunuz. Buradaki huzur ve güveni Türkiye’nin her tarafında var kabul ediyorsunuz. Böyle olur mu arkadaşlar? Ben Tunceli’den geliyorum. Benim memleketimde saat 5’ten sonra sokağa çıkma yasağı vardır. Benim memleketimde vatandaşın güvenlik kuvvetleri karşısında savunma hakkı yoktur.”

“NİCE ÖRNEKLER”

Kamer Genç, daha sonra Başbakan Özal’ın, “Bana işkence konusunda belge getirin” sözlerini hatırlatarak Hozat ilçesinden Müslim Yağmur’un öyküsünü anlatıyor. 20 yaşındaki Müslim Yağmur,

iki astsubay tarafından kılavuzluk yapışın diye alınıp götürüldükten sonra kurşunlanarak öldürülmüştü. Olay mahkemedeydi. Evraklar bir yerlere takılıp kalmıştı. Genç vaadediyor: “Ben size bunun gibi nice olaylar getireceğim.”

SHP milletvekili, hükümete, “Doğu ve Güneydoğu’da işkenceleri kaldırdığınız takdirde bu kürsüye çıkar ve bütün gücümle, bütün isteğimle teşekkür ederim” diyor. Ama olaylar sürdükçe konuşacağını, olayları kürsüye getireceğini vurguluyor.

48 AŞİRETEN 39’U SAKINCALI

Kamer Genç, “Hain ve Yandaş Aşiretler” sorununa geçiyor: “Belgeler bakmam istiyorum. Doğu ve Güneydoğu Anadolu’da 23 ili kapsayan bir aşiretler raporu var. Vatandaşlar aşiretlere ayrılmış, her aşiretin karşısına ‘Güvenilmez’, ‘Yurda bağlıdır’, ‘Kürtçülük faaliyetlerini desteklerler’, ‘Yurdumuza bağlıdır’ yazılmış.”

Kamer Genç bu uygulamayı, “Bir devletle hoş olmayan şeyler” diye niteliyor. Bir aşiretin 20-25 belki de 50 bine yakın mensubu vardı. Bu yurttaşlar devlet raporlarıyla nasıl sınıflandırılabilir? “Bakınız Tunceli’deki 48 aşiretten bahsedilmiş. Bunların 39’unun karşısına ‘Kürtçülük faaliyetlerini destekler’ veya ‘Yurdumuza bağlı değildir’ gibi bir takım ibareler konmuş. Sayın arkadaşlar, kim ki-

mi değerlendiriyor? Kim bu memlekette daha fazla vatansverdir? Bunlar: açıklamak lazım.”

EN VATANSEVER DEVLET

ANAP İstanbul Milletvekili Ercüment Konukman, cevap veriyor oturduğu yerden: “Devlettir.” En vatansver olan “Devlettir.”

ANAP Edirne Milletvekili İsmail İğdu’-un açıklaması daha ilginç: “Serbest bırakınca öldürecek, koparacak, temizleyecek, banka soyacak, çocukları öldürecek.” O zaman, aşiretlerin sınıflandırılması, aşiret isimlerinin karşısına notlar konması aşiret bölünmesinin sonuna kadar savunulması doğru oluyordu. Uygulama ANAP sıralarında savunucular bulabiliyordu.

Kamer Genç yükselen gürültüler arasında sürdürüyor konuşmasını: “Şimdi bizim Tunceli’de birçok okul askeri birliklerin emrinde, okullarda öğretmen yok, liselerde eğitim yapılmıyor. Pekli bu insanlar yarın ne yapacak, nasıl fakülteye girecek? İş yok, ekmek yok, ne yapacak bu insanlar? Bir yol gösterin! ANAP Ordun Milletvekili İhsan Nuri Topkaya yerinden konuşuyor: “Siz onlara yol göstermişsiniz ya.”



GÜNEYDOĞU

17-23/01/88

Köylüler ihbarcılığa zorlanıyor

İşkenceli sorgulamaları Mardin Emniyet Müdürü Aydın Genç ve Lice Jandarma Komutanı Murat Odabaşı'nın yürüttüğü bildiriliyor. Köylüler şikayetlerini, çeşitli dilekçelerle yetkili makamlara ilettiler. SHP Diyarbakır milletvekili Fuat Atalay olayları Meclis kürsüsünde anlattı

SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay geçtiğimiz günlerde seçim bölgesinde yaptığı incelemelerin sonuçlarını, Perşembe günü TBMM kürsüsünden dile getirdi: Güneydoğu'da halk önemli baskı ve haksız uygulamalarla karşı karşıya. Bölgenin "güvenlik ve huzurunu sağlamak" iddiasıyla kurulan Olağanüstü Bölge Valiliği'ne bağlı görevlilerin keyfi davranışları sonucunda bir kısım köyler toplu göçe zorlanıyor. Atalay, köy koruculuğu sisteminin bazı köylerde başarıya ulaşamaması ve köy halkının korucu olmayı reddetmesinin, baskıların yönünü değiştirdiği görüşünde. Köylüler artık korucu olmaları için değil ihbarcılık yapmaları için

MUSTAFA ÖZÇELİK.

Lice'de koruculuk yapması için jandarma komutanı Murat Odabaşı tarafından işkence gördü.



zorlanıyorlar. Çeşitli sebeplerle gözaltına alınan vatandaşların işkenceli sorgulamalarda karşılaştıkları yeni tehdit, "ya ajanlık yaparsın, ya da aileni dağıtırız" biçiminde.

İLÇE BAŞKANINA TEHDİT

SHP Mardin Kızıltepe İlçe Başkanı Senanik Öner, 4 Aralık 1987'de evine yapılan baskın sonucunda gözaltına alındı. Kızıltepe Emniyet Amirliği'nden Mardin Siyasi Şube'ye götürülen Senanik ve Ali Öner burada kaldıkları 20 gün boyunca yoğun biçimde işkence gördüler.

Fuat Atalay 2000'e Doğru'ya Senanik Öner'in yazdığı mektubu verdi. Senanik Öner bu mektubu cezaevinde görüştüğü Atalay ile SHP Genel Merkezi'ne yollamıştı.

Öner'e yöneltilen ilk sorular, seçim dönemindeki Kızıltepe mitinginde işkence den söz etmesi ve Ahmet Türk'ün adaylığını desteklemesiyle ilgiliydi. Daha sonra sıra PKK ile ne gibi ilişkileri olduğuna gelmişti. Öner mektubunda anlatıyor: "İlk altı gün sürekli işkence yaptılar. Daha sonra, 'belki bizimle konuşmak istemiyorsun, genel komutanımız seninle konuşacak' dediler. Daha sonra da 'genel komutan' olduğunu iddia eden bir kişi, 'şu anda elimizde esirsin, iki yol var. İki bize sığınmak yani samimi itirafta olmak. Senin her türlü ihtiyacını ve güvenliğini sağlarız. Konuşmazsan da, 15 yıl yatacağın gibi bir ifade hazırlayıp imzalattıracağız. Evinin avlusuna yasak yapıyor ve patlayıcı koyup üzerine atacağız' diye tehdit etti." Öner mektubunda, kendisini "genel komutan" olarak tanıtan kişinin Mardin Emniyet Müdürü Aydın Genç olduğunu bildiriyor.

Tehditler gerçekleşmeye başlamıştı. Öner, bir gece şubeden alınarak gözleri bağlı biçimde evine götürüldüğünü, burada görevlilerin bahçede yeni açılmış bir çukura bir miktar patlayıcı madde ve yasak yayın yerleştirdiklerini anlatıyor. Üstelik, Kızıltepe Cumhuriyet Savcılığı'na götürüldüğünde daha önce hiçbir belge imzalamadığı halde, savcının kendisine bazı ifadelerden sözettiğini de belirlenen Öner SHP Genel Merkezi'nin kendisine sahip çıkmasını istiyor

SORGUCU ÜSTEĞMEN

Diyarbakır'ın Lice ilçesinde oturan Abdurrahman Akdemir 7.11.1988 tarihinde Lice Jandarma Komutanlığı tarafından tutuklanmış. Akdemir, Olağanüstü Bölge Valiliği'ne gönderdiği 11.1.1988 tarihli dilekçesinde Lice Jandarma Komutanı Üsteğmen Murat Odabaşı'nın işkenceli sorgulama sırasında kendisine zorla muhbirlik yapmayı teklif ettiğini, aksi halde yeniden gözaltına alınacağını söylediğini bildiriyor.

Bölgenin yetkili makamlarına iletilen şikayet dilekçelerinin hemen hepsi benzer baskıları dile getiriyor. 7 Ocak 1988'de Lice'de gözaltına alınan Kamil Taşdemir'de 9 Ocak tarihli Diyarbakır Cumhuriyet Savcılığı'na verdiği dilekçesinde gördüğü işkenceyi dile getiriyor. "Seslerden soruşturmayı yürüten Jandarma Üsteğmeni Murat Odabaşı olduğunu anladım. Bana neden köy koruculuğunu kabul etmiyorsun, taksit şoförlüğü yapıyorsun, bize sürekli bilgi getireceksin, ihbarcılık yapacaksın. Yoksa yeniden gözaltına alınız" deyip serbest bırakıldılar."

GOÇEN KOYLER

Fuat Atalay incelemeleri sonucunda Lice ve Dicle ilçelerindeki birçok köyün baskı altında olduğunu ve bazı köylerden göçün sürdüğünü bildiriyor. Lice'ye bağlı Serince, Duru ve Güçlü köylerinin birçok hanesi köyü terketmiş durumda. Arıklı'da ise henüz köyde kalanlar, özellikle geceleri dışarıya çıkmamaya çalışıyorlar. Faal erkek nüfusunun çoğunluğunun terkettiği Dicle'nin Kurşunlu köyü ise her çamaşır yıkandığında, "mesaj gönderdikleri" gerekçeyle baskınlarla karşılaşılıyor. Kayı, Kırkpınar Kurudere ve Boğaz köylerinde de benzer baskılar var.

Fuat Atalay 2000'e Doğru'ya yaptığı açıklamada şunları belirtiyor: "Bugün bu bölgede bazı güvenlik kuvvetlerinin yanında bulunan görevlilerin keyfi uygulamaları vatandaşları önemli baskılar altında tutuyor." Atalay ayrıca, kanun hükmünde kararname ile kaynağı sorulmaksızın ateşli silahlara ruhsat verilmesinin bölgede kaçakçılığı teşvik ettiğini vurultu yor

ASKERİN PROTOKOLDE YERİ

Avrupa'da bir taneyiz

Türkiye'deki sıralamaya benzeyen iki örnek Mısır ve Şili'de. Avrupa ülkelerinde ve Japonya'da ise genelkurmay başkanları ya protokole girmiyor ya da en arkalarda yer alıyor. Yunanistan'da Türk müftünün arkasından geliyor.

Telefonun öbür ucunda bir İskandinav ülkesi konsolosluğu'ndaki bayan yetkili tatlı tatlı guluyordu. 2000'e Doğru muhabirinin "Ulkenizde genelkurmay başkanının devlet protokolündeki yeri nedir" sorusu hoşuna gitmişti. Sorunun neden sorulduğunu gayet iyi biliyordu. Bayan yetkili, "Biraz beklemeniz gerekecek, biz de askeri erkân öyle pek ortaklıklarda gozukmediği için hemen cevap veremeyeceğim, araştırmamız gerekiyor" dedi

Genelkurmay başkanlarının devlet protokolündeki yeri hakkında 2000'e Doğru küçük bir dünya turu yaptı, konuyu araştırdı. Askeri erkânın "ortalıkta gozukme sıklığı" ile protokolde aldığı yer arasındaki ilişkiyi ortaya çıkardı.

Protokol konusu, ülkemizde "Sayın Özel onunde konsey uyelerini gorunce canı sikiliyor, yanında yürüyen genelkurmay başkanına adımlarını yudurmada gucuk çekiyor" gibi düzeylerde tartışıldı. Genelkurmay Başkanı Toruntay,

"Eğer devlet protokolünde bizim sıramız değişmeli ise bu bizi rencide edici tarzda uluorta (yani kamuoyunda açıkça) tartışılmamalıdır" dedi. Cumhurbaşkanına ise ordunun boylesı tartışmalar içine çekilmesinin sakıncalarını hatırlattı. Üzuntulerini bildirdi. Tartışmanın tuzu birberi ise SHP Genel Sekreteri Fıkrı Sağlar'ın, "Madem ikisi de Başbakanlığa bağlı o halde Genelkurmay Başkanı ile Devlet Meteoroloji İşleri Genel Muduru aynı sırada olmalıdır" sözü oldu. Birçok

yazar, bu çıkışı "seviyesiz" diye nitelendirir.

YUNANISTAN'DA MUFTÜDEN SONRA

Şu dünyada ne kadar seviyesiz ülke varmış. Bunlardan biri de komşumuz Yunanistan. Yunanistan'da genelkurmay başkanının protokoldeki "koltuk numarası" 19. Atina Belediye Başkanı'nın hemen ardından geliyor. 17. sırada ise yabancı dinlerin liderleri sıralanıyor. Aralarında Türk müftüsü de var. Yunanistan'ın ilk onu ise şöyle: Başbakan, parlamento başkanı, muhalefet lideri eski cumhurbaşkanı, başbakan vekili, bakanlar, musteşarlar, parlamentodaki siyasi parti liderleri meclis başkanı ve

DEVAM

kılı ve parlamenterler. Yani Yunan genelkurmay başkanının önünden onlarca kişi yürüyor. Adeta kalabalıkta kaybolup gitmiş. Yakın tarihinde askeri darbeler ve askeri yönetimler yaşayan Yunanistan, güçlü bir halk muhalefetiyle bu döneme son vermesinin meyvelerini protokol sıralamasında da görüyor.

İNGİLTERE: NE İŞİ VAR PROTOKOLDE?

Bir dönemin batmayan güneşi, yok yoklar ülkesi İngiltere'de maalesef genelkurmay başkanı, devlet protokolünde yok. Konsolosluk yetkilisi tersi durumun İngiltere'nin demokratik gelenekleriyle aykırı bulunduğunu söylüyor. İngiltere'den bir gelenek daha. Genelkurmay başkanı, hava, kara, deniz kuvvetlerinden rotasyonla seçiliyor.

Burjuva demokratik devrimlerinin ilk muhteşem örneğini 18. yüzyılda yaşayan Fransa'da genelkurmay başkanı, 15. sırada bulunuyor. De Gaulle döneminde hazırlanan listede devlet başkanı, protokolün en başında. Onu başbakan, senato başkanı, meclis başkanı, hükümet temsilcileri, meclis üyeleri izliyor.

Genelkurmay başkanlığı statüsü Batı Almanya'da daha şanslı sayılır. Ama gene de protokoldeki yeri başbakan, bakanlar, müsteşarlardan sonra geliyor. Belçika'da ise genelkurmay başkanı 22. sırada

OY MU SİLAH MI?

"Bizim ülkemizde protokol listesinde de halkın seçtiği insanlar öncelikle yer alırlar, askerler en son sıradadır" diyor Norveç konsolosluk yetkilisi. Norveç'te genelkurmay başkanı, "milletvekilleri başkan yardımcısından" sonra 12. sırada yer alıyor. Danimarka'da da farklı değil. Yüksek askeri sorumlu adındaki en yüksek askeri yetkili, protokolde yüksek mahkeme başkanından sonra geliyor.

Mussolini faşizmini yaşayan ve savaş yıkıntılarının ardından adeta yeniden kurulan İtalya'da, genelkurmay başkanı ikinci kademede yer alıyor. Devlet protokolünde üç ayrı kademenin bulunduğu İtalya'da ilk kademede cumhurbaşkanı, başbakan, meclis başkanı ve anayasa mahkemesi başkanı bulunuyor. İkinci kademede genelkurmay başkanı ile bütçesiz bakanlık başkanları ve müsteşarları yer alıyor.

Militarizmle dünyaya nam salan İsrail'de genelkurmay başkanının sıra numarası altı. Başta cumhurbaşkanı gene en önde. Bunu meclis başkanı, başbakan, ana muhalefet lideri ve en yüksek hukukî yetkili izliyor.

AFRİKA'DA BENZERİMİZ VAR

2000'e Doğru muhabirinin telefonlu dünya turunda "eşimiz yokmuş" düşüncesiyle sahianan milli duyguları, benze-

rimizin olduğu gerçeğiyle karşılaşınca inişe geçti. Mısır'da devlet başkanı ve başbakanın sonraki sıra genelkurmay başkanına tahsis edilmiş. Ve genelkurmay başkanının birden fazla kariyeri bulunuyor. Meclis başkanlarının protokol numarası ise 11. Askeri darbe açısından benzerlik kurulsun da Şili'de devletin örgütlenme biçimi çok farklı. "En büyük asker" Pinochet doğal olarak başta. Şili'de ordu komutanları da doğrudan Devlet Başkanı Pinochet'e bağlı. Bir de ordu komutanları üzerinde hiç etkisi bulunmayan Savunma Sektörü Kurumu bulunuyor. Bu sektörün başkanı, devlet protokolünde bakanlardan sonra 4. sırada yer alıyor.

JAPON HARİKASI: ASKER EN ARKADA

Kültürünü koruyup teknolojiye çağ atladığı için bizim muhafazakârların gözdesi olan Japonya'yı bakalım protokol sıralamasında da taklide başlayacak mıyız? Çok zor, çok. Bir kere Japonya'da genelkurmay başkanı Türkiye'deki yetkililere sahip değil. Savunma Ajansı Genel Başkanlığı'nın kontrolü altında çalışıyor. Devlet protokolünde Savunma Ajansı genel başkanı 17. sırada bulunurken genelkurmay başkanına da protokolün en son sırasını tutmak kalıyor. Japonya'nın ilk beşi ise şöyle sıralanıyor: Başbakan, başbakan yardımcısı, maliye bakanı, adalet bakanı ve dışişleri bakanı.

Küçük dünya turunda, son iki ülke

HANGİ ÜLKEDE GENELKURMAY BAŞKANI NEREDE DURUYOR

İNGİLTERE	: Protokolde yok
JAPONYA	: Protokolde en arkada
BELÇİKA	: 22. sırada
YUNANISTAN	: 19. sırada
FRANSA	: 15. sırada
NORVEÇ	: 12. sırada
DANIMARKA	: 8. sırada
B. ALMANYA	: 6. sırada
İSRAİL	: 6. sırada
ŞİLİ	: 4. sırada
MİSİR	: 3. sırada
TÜRKİYE	: 3. sırada
İTALYA	: 2. kademe içinde
SSCB	: Özel protokolde yok

Macaristan ve Sovyetler Birliği, Macaristan konsolosluk yetkilisi. "Devlet protokolü bizde önemli değildir" diyor. Bir sıralama varmış. Sıralamanın nasıl olduğunu bilmiyor.

Sovyetler Birliği'nde ise genelkurmay başkanı savunma bakanının baş yardımcısı durumunda. Ve devlet protokolünde özel bir yeri bulunmuyor.

Türkiye'de konsey üyelerinin biraz geride kaymaları sonucu oluşan protokole göre genelkurmay başkanı üçüncü sırada başbakanı ya yanına dururdu. Milletvekillerinin durumu ise daha da ilginç. Onlarında orgeneral arkaalarında korgeneraller yer alıyor.

METİN ÖZÜGÜRLÜ

Vur abalya!

DOĞU PERİNÇEK

İstanbul Milletvekili Sayın Mehmet Ali Eren'in Kürt sorunu konusunda Meclis kürsüsünden yaptığı konuşma, şiddetli tepkilerle karşılaştı. Konu, olağanüstü soğukkanlılık, geniş ufuk ve ince analiz gerektirecek kadar kritik. Çıkarılan gürlüğe ise, bu ihtiyaca o kadar ters düşmüştür ki...

Fakat kanımızca esas gürlüğe giden, Sayın M. Ali Eren'in konuşmasından çok, Sayın Erdal İnönü'nün yaklaşımı olmuştur. SHP Genel Başkanı, Kürt sorununun demokratik çözümünde anahtar değeri olan saptamalarda bulunmuştur. İnönü, yaptığı konuşmalarda ve gazetelerde çıkan demeçlerinde, Kürtlerin farklı bir etnik kökeni, farklı bir dili ve kültürü bulunduğunu belirtiyor. Ana muhalefet partisi lideri, cesur bir tutumla, Kürtlerin kendi kültürlerini özgürce geliştirmelerinin ortak kültüre zenginlik katacağını da bir süredir vurguluyor. Bu tavırta, gene İnönü'nün başlangıçta "M. Ali Eren'in söylediklerinde parti ilkelerine ters düşen bir şey olmadığını" belirlemesi arasında bir uyum var.

Aslında İnönü'nün Kürt sorunu konusundaki açıklamaları, M. Ali Eren'in söylediklerinden az değil, çoktur. Etnik köken, dil ve kültür farklıysa, buna "azınlık" adını koymak, artık eşyayı ismiyle çağırıp çağırılmamak sorunu olmaktadır. İnönü, şu veya bu kaygıyla adını koymasa da, dil ve kültür farklarını bir özgürlük kaynağı olarak ele alıyor. M. Ali Eren, daha çok asimilasyon ve baskılar üzerinde dururken, İnönü bunun ötesinde sorunu demokratik haklar platformuna çıkarıyor ve zorla asimilasyona karşı çözümler getiriyor.

Bu durumda özellikle SHP saflarından M. Ali Eren'e yönelen tepkinin bir tek açıklaması vardır: Vur abalya! Olaya yalnızca üslup ve zamanlama açısından eleştiri yöneltilmediği söylenemez. Esas itirazın içeriğe olduğu açıktır. İnönü'nün görüşlerinde fazlasıyla varolan "azınlık" kavramı, M. Ali Eren'in ağzından belki de kazayla çıkınca, problem olmuştur. Bu değerlendirmede, yalnız SHP grubundaki öfkeli eleştirilenler için değil, M. Ali Eren'i nişan tahtasına koyan politikacılar, gazeteler ve köşe yazarları için de geçerlidir.

Her zaman, özü yakalamak can alıcı sorundur. Kürt sorununa yaklaşımda safları belirleyen, "azınlık" kavramını kullanmak ya da kullanmamak mıdır? Kritik sorunlar, sözcük oyunlarını kaldırmaz. Sözcükleri havaya atıp tutarak, külahın altına koyup okus pokusta kaybederek, büyük bir sorun çözülemez. Kuşkusuz kritik sorunlara yaklaşım, belli bir incelik, belli bir nezâket gerektirir. Ama kimi zaman herkesin "görmedim, duymadım, anlamadım" dediği sorunları, bütün açıklığı ve basitliğiyle ortaya koymak, anlamayı ve düşünmeyi zorunlu kılan süreçleri de tahrik edebilir.

M. Ali Eren'in konuşması üzerine bir an düşünmeden gürlüğe koparanlar, Harp Akademileri Komutanlığı'nın "Doğu'da Kürt Meselesi" başlıklı kitapçığında yer alan satırları da aynı öfkeyle karşılayacaklar mıdır? Bakınız

Silahlı Kuvvetler'in en yüksek eğitim kurumu neler söylüyor:

"Biz hâlâ Kürt-Türk diye bir şey yoktur, bu topraklarda herkes Türk'tür diye duralım. Realite ve hadiseler, bizim bu devekuşu siyasetimizi red ve tekzip etmektedir."

Silahlı Kuvvetler'e ait bir yayın olunca, M. Ali Eren'e yapıldığı gibi "bölücüler", "hainler" ve "şakşakçılar" türünden, toplumu soğukkanlılığı kaybetmeye zorlayan sesler çıkmayacaktır.

Sosyolojik açıdan varolan bir gerçekliğe hukukun bir süre yabancı kalması çok görülmüştür; ama hukukun sosyoloji ya da fiziği tuşa getirdiği hiç görülmemiştir. Bunu, fizikçiler gibi mühendisler de anlamak durumunda dırlar. Nitekim Sayın Başbakan da bir toplantıda Kürt sorununun çok kavimli Osmanlı devletinin kaldığını belirtmiş ve Türklerle Kürtler için "aynı kavim değillerdir" demiştir.

Turgut Özal, bir zamanlar Malatya sokaklarında çember çevirdi, bilye oynadı. Kuşkusuz Kürtçe diye bir dilin konuşulduğunu ansiklopedilerden öğrenmeye muhtaç olmayan bir insandır ve bu bilgisini açıkça da ifade edebiliyor.

Bir gerçeğin saptanmasıyla bölücülük arasında bağlantı kurmak, mantıksızlıktır; ve yalnız mantıksızlık değil, aynı zamanda demokratik değerlere karşı solumsuzluktur. Kendi geleceği üzerinde söz sahibi olmak ve gönül rahatlığıyla yaşamak isteyen insanların suçlanmasının büyük

bir naksızlık olduğunu bir kenara bırakalım. Hiç olmazsa dünyanın nerelere gittiğine bakamaz mıyız? Fransız, Alman, İtalyan, İspanyol, İngiliz ve diğerleri ayrı milletlerdir, ama tek bir siyasal topluluk içinde birleşme kararındırlar. Peki yüzyıllardır birlikte, aynı siyasal topluluk içinde yaşayanlar arasındaki köken, dil ve kültür farklarını belirtmek, niçin bölücülüğün bir ifadesi olsun? İsmet Paşa, Lozan'da genç Türkiye adına konuşurken, "Türkiye Büyük Millet Meclisi, Türklerin ve Kürtlerin Meclisidir; TBMM hükümeti de Türklerin ve Kürtlerin hükümetidir" diyordu. Demek ki, emperyalistlere karşı mücadele yürütülürken, Kürdün varlığını kabul etmek gerekmiştir.

Derneklerden ve kooperatiflerden tutunuz da siyasal birleşmelere kadar, dünyadaki bütün birlikler, farklılığı içerir. Birlikten söz ediliyorsa, o birliği oluşturan unsurların farklılığı da kabul ediliyor demektir. Türkiye'deki uyanış da dikkate alınırsa 2000'lere ilerleyen bir dünyada Lozan sonrası politikaların miadını doldurduğunu görülmelidir. 21. yüzyıl Türkiye'sinde birliğin harcı, ancak ve ancak gönül ferahlığı ve özgürlük olabilir. Olaya bağırarak, çığırarak ve cadi kazanı kaynatarak yaklaşmak yerine, sorunu kendi üsluplarıyla ama gerçekler zemininde ortaya koyan Sayın İnönü'nün ve Sayın M. Ali Eren'in söylediklerine kulak vermek, Türkiye'yi 21. yüzyıla daha erken ulaştıracaktır.

Kürt ayaklanması bastırılacak

NATO'nun 10-16 Ocak tarihleri arasında New Port'ta yaptığı tatbikat, Kürtlerin bir Balkan devletinin desteği ile ayaklanacağını öngörüyor. Ayaklanma Türk hükümeti ve müttefik kuvvetlerce bastırılıyor. Yunan Genelkurmayı'nın itirazı ile bu senaryo değiştiriliyor.

Durum: Kürtler bir Balkan devletinin sağladığı destekle ayaklanmış ve müttefik Türk hükümetini tehdit etmektedirler.

Vazife: Ayaklanmayı bastırmak için uğraşan Türk kuvvetlerine yardım etmek ve bölgede statükonun korunmasını sağlamak.

Arazi: Bölge düzenli birliklerin hareketine müsait değildir. Yer yer ormanlarla kaplı yüksek dağlarla örtülü bölgede kara ulaşımı zordur.

Karar: Müttefik kuvvetlerle birlikte ayaklanma bastırılacaktır.

NATO'nun 10-16 Ocak tarihleri arasında Virginia eyaletinde, New Port'ta yaptığı "Balkanlar ve Anadolu" konulu tatbikatın "Acil durum muhakemesi" formülünün ilk hali böyleydi. Bu formül sonradan değişti, "Doğudan saldırdığı geçen kırmızı kuvvetler..." oldu. Çünkü Yunan Genelkurmayı "Kürtleri kışkırtan Balkan devleti" bölümüne itiraz etmişti. Open Way (Açık Yol) adlı tatbikat planı Yunan mizah dergisi *Pontiki*'de yayımlandı.

Bir yandan NATO Kurmayları "Kürt

ayaklanması tehlikesi"ne karşı "müttefik Türk hükümetinin" yanında yer alırken, öte yandan ABD'li uzmanlar Kürt sorununa farklı bir yaklaşım gösteriyorlar. ABD'nin Kürt sorununu üsler pazarlığında bir baskı aracı olarak kullanmak istediği öne sürülüyor.

Amerikalı stratejist Wohlstetter, Türkiye'nin doğusunun, tarihi itibarıyla etnik ayrılıklara köken oluşturduğundan söz etti. Ufuk Güldemir'in *Cumhuriyet* gazetesinde yer alan haberine göre Wohlstetter, "Doğu sorunu"nun öndümdeki 20 yıl için bölgedeki en önemli iki istikrarlılık kaynağından biri olduğunu belirtiyor. Wohlstetter'in açıklamasında Kürt sözcüğü hiç geçmiyor. Ancak bir "etnik sorunun" varlığı da tarih desteğiyle vurgulanıyor.

Yine *Cumhuriyet*'te 24 Kasım 1987'de yayımlanan bir habere göre, ABD Savunma Bakanlığı'na "Kürt Ayaklanmasına Destek Programı" adıyla bir proje hazırlatıldı. Bu projenin bugünkü geçerliliği sorusuna ise projenin sorumlusu General Secord şu yanıtı veriyor: "Kendimizi geri çektiğimiz için bu insanlar ölüyor ve öl-

meye devam edecek de" General Secord, İranganca kahramanı Yarbay North'un, aracı olarak kullandığı kişi. Söz konusu proje de ABD'nin dünyanın diğer bölgelerindeki başka gerilla hareketlerine destek programının bir parçası.

Konuyla ilgili olarak önceki haftanın başında yer alan bir diğer haber de Paris'teki Kürt Enstitüsü ve Amerikan Senatosu'nun ortak hazırladığı bir rapordur. Raporda Kürtlerin varlığına dikkat çekiliyor ve "Kürtçe konuşulmalı" deniyordu.

ABD'deki aydın çevrelerin dergisi olarak bilinen *New York Review* ise Kürt sorununa dört sayfa ayırdı. Haberin başlığı "Türkiye'nin insan sayılmayan insanları". İmza, Helsinki İzleme Komisyonu ABD Bölümü Direktörü Jeri Laber'in. Laber, "Türkiye, nüfusunun beşte birinin haklarını inkâr ediyor" diye yazıyor. Ardından da "yetkililerin Kürtleri dağ Türkleri olarak tanımadığını" ekliyor. Aynı yazıda bir grup uzmanın PKK'nın ardında İsrail hatı ABD'nin bulunduğunu iddia ettikleri de yer alıyor. Laber, Diyarbakır'da "Gayrimresmi başkent" olarak tanımlıyor.

nokta

10.01.88

İŞKENCE / SANIKLARI KİM ÖLDÜRDÜ

"Allah yok peygamber izinde"

Erzurum'a bağlı Aras Jandarma Karakol Komutanı Adnan Dilgen ve karakol erleri hakkında işkenceden ölüme sebebiyet verme ve işkence olaylarını gizleme gerekçeleriyle şikâyet dilekçeleri verildi. Erzurum Cumhuriyet Savcılığı da soruşturma açtı.

"O lay herhangi bir hırsızlık olayı değildir. Ortakale köyü sınırında sahipsiz bulunan sekiz adet koyun, Ortakale köyü koyunlarını yamakta bulunduğumuz bizlerin bu yamakta olduğumuz koyunların içerisine karışmış ve biz de..."

Koyun... bütün hayatları boyunca taşıdığı önemden mi, yoksa başlarına gelen inanılmaz işkencelerin müsebbibi olarak gördüklerinden miydi bilinmez yazarken büyük harfle başlatıyordu bu sözcüğü. Karşılıydılar, "Kal-ül beladan beri" Müslüman ve çobandılar. Ahmet İlhan İğdir'in Karakuyu köyünden, Kemal Karapınar Aralık ilçesinin Adet köyünden ve Yusuf Viskin de aynı ilçenin Kolikent köyünden 1987 yazında yola çıkmış, soluğu Erzurum yaylalarında almışlardı. Niyetleri çobanlık yapmaktı ama, bunu bile kendilerine çok görecekerin olabileceğini bilemediler... Ve Erzurum dağlarında koyunlarıyla aolaştıkları bir gün kendilerini Aras Jandarma Karakolu'nda, Astsubay Adnan Dilgen'in karşısında buluverdiler.

"Allah yok, peygamber de izinde." "Beş arkadaşlık. Bizi suya sokup çirliçliç bırakıyor, dışarıda dreğe bağlı bırakıyordu. Bizim us-

tümüze biniyor, ikişer saat karakolan etrafında dolaştırıyordu. Kapının önünde "Oğlum sizi öldürecekmiş, bu suçu sizin üstünüze yıkaçağım" dediler. Ne söylerseniz kabul ederim ama, yukarıda Allah var, dedim. Adnan Astsubay ise, "Allah yok, peygamber de izinde. İzinden döndüğü zaman sizi bırakacağım" dedi."

Karşı çobanların dağlardan karakola uzanan macerası 22 Ekim 1987 gecesi başladı. O gece, Hayrettin Karakaya'nın dağda bulunan sürüsü, başlarındaki çobanları bağlayan dört silahlı kişi tarafından götürülüyor, daha sonra bulunan sürüden 95 koyunun eksik olduğu tespit ediliyordu. Karşı üç çobanın kâbusu, işte bu kayıp koyunlardan sekizinin kendi otlattıkları koyunların arasına karışmasından ve çobanların da bu durumu sürü sahipleri Nusrat ve Yakup Aras'a bildirmelerinden sonra başlıyordu. Sürü sahiplerinin durumu karakola bildirmesinden ve çobanlık süreleri sona eren köylülerin köylerine dönmelerinden sonra ise olayın ikinci aşaması başlayacaktı. Bu aşamada kayıp sekiz koyunun sahiplerinin ortaya çıkması ve daha 90 civarında kayıp koyunlarının bulunduğu bildirerek çobanlar hakkında şikâyetçi olduklarını duyurmaları vardı. Bunun üzerine çobanlar köylerinden toplanıyor, çobanlık yaptıkları sürünün sahipleri Nusrat ve Yakup Aras ile birlikte gözaltına alınıyorlardı.

İğdir'in Karakuyu köyü muhtarı Yusuf Avcı, köylülerin ve yakınlarının gözaltına alınmaları üzerine, akibetlerini öğrenmek üzere peşlerinden gidiyor, Aras Jandarma Karakolu Komutanı Adnan Dilgen'in yanına çıkıyor. Ne var ki, Adnan Astsubay onu dinlemek niyetinde değildi. O, bildiği yöntemlerle çobanları "Çözmüş, öttürmüş"tü. Muhtar Yusuf Avcı'nın bu yöntemlerin ne olduğunu öğrenmesi için 15 gün boyunca karakolda tutulan Aziz Viskin'i dinlemesi gerekecekti. Aziz Viskin, daha sonra, ölen Kemal Karapınar'a ve Ahmet İlhan'a yapılan işkenceleri yemin ederek şöyle açıklamıştı muhtara: "Ayaklarına ispirto dökmüşler, yakmışlar, ayakları simsiyah olmuş. Kalın bir fiş ucunda takılı lambayı göğüslerine basturdıklarını, bu suretle bayıldıklarını, ayıldıklarında ise kan içtinde dönmüşler, derumda bulduklarını söylüyor-du."

Peygamber izinden dönüyor ama... Astsubay Adnan Dilgen, çobanlara "Peygamber izinde. İzinden döndüğü zaman sizi bırakacağım" demisi, gerçekten de başlangun sonra onları savcılığa göndermişti. Üç çobanın ve sürü sahiplerinin burada olayın gerçeğini anlatan ifade vermeleri ise peygamberin yeniden izine çıkması sonucunu doğuracak, savcılık donuşu bu kez de polis karakoluna gidilecekti.

Yusuf Viskin'in Nokta muhabeğine anlattıkları, tıpkı jandarma karakolunda olduğu gibi, burada da "Allah'ın olmadığı" köyüydü ortaya: "Polis karakolunda Kemal Karapınar'ı kazma sapı ile dövü-

ler, edebine cereyan bağladılar. İşkence zoruyla öldürdüler. Ellerimizi ayaklarımızı bağlıyor, karın içine yatırırlardı. Üzerimize kar döküp bizi donduruyor, sonra içeriye alıp kaynar su döküyorlardı üzerimize."

... Ve Karapınar ölüyor. "180 santim boyunda, 75 kilogram ağırlığında, 40 yaşlarında, kısa kesilmiş siyah saçlı ve kaşlı, kahverengi gözlü, pos bıyıklı 4-5 günlük sakallı, sünnetli erkek cesedinde ölü sertliğinin ve ölü morluklarının henüz başlamadığı ve vücut ısısının da tamamen düşmediği tespit edildi. Tamamen keşçilerinde fazla olmak üzere yüzde ekimotik görüntü tespit edildi. El tırnak altlarının siyanöze görünümde olduğu..."

Önce jandarma karakolunu, sonra da iki kez polis karakolunu ziyaret ettikten sonra bir kurtuluş gibi kendini cezaevine atan, ancak 2 Aralık 1987'de gönderildiği Erzurum Numune hastanesinde ölen Kemal Karapınar'ın otopsi raporunda işte bunlar yazıyordu. Karapınar'ın karakollarda yaşayıp da otopsi raporunda yer almayan günlerini de beş çocuğuyla dul kalan karısı Erdem Karapınar şöyle anlatıyordu Nokta muhabeğine: "Kocamı buradan gelip aldılar. Horasan'a bağlı Aras Karakol Komutanı Adnan Başçavuş götürdü. Ben 8 gün orada bekledim, çorap göturdüm, para göturdüm alamadılar. Bana küfür ettiler, kovaladılar. Ben gelip Horasan'da yatırdım, gündüz de gidip orada duvarların dibine oturuyor, bekliyordum ama, bir türlü kocamı bana göstermediler. Sonunda Adliye'ye getirdiklerinde gittim ama, yüzünü tanıyamadım. Sonra, kocam küçük aptesinin gizlice bir şeyeye koyarak Aziz Viskin'e vermiş. Bunu getirip bana verdiler, ben de bu kandır diye attım."

Erdem Karapınar'ın bir talebi vardı şimdi. 200 bin lira borç alarak getirdiği kocasının cesedinin mezardan çıkarılarak otopsi yapılmasını istiyor, bu şekilde işkenceden öldüğünün anlaşılacağını inanıyordu. Karapınar, bunun için akline gelen her yere dilekçeyle başvurmuş, şimdi de sonucu bekliyordu.

"Koyun hırsızlığı davası" Erzurum Ağır Ceza Mahkemesi'nde sürerken, sanık sandalyesinde bazı görevlilerin oturacağı yeni bir işkence davası da başlayabilirdi. Çünkü Erzurum Cumhuriyet Savcılığı, şikâyetler üzerine soruşturma açmış, işkence iddialarını araştırıyordu bugünlerde. Köylüler ayrıca, "işkence emarelerini sağlık raporuyla gizlediği" gerekçesiyle Horasan Hükümet Tabibi Dr. Cengiz Bilgin'den de davacıydılar. Gerçekten şikâyet edilenerin suçlu olup olmadıkları ve yargıç ölüme çıkıp çıkmayacakları savcılığın yapacağı soruşturmadan sonra belli olacaktı.

Evet, köylüler "vatandaşlık" görevini yaparak işkence karşısında susmamışlar, durumu, Cumhurbaşkanı dahil, bütün makamlara iletmışlerdi. Onların deyişiyle, şimdi sıra Ankara'daydı. Adalet inanıyorlar, umutlu olmak istiyorlardı.

Revue de Presse

Berhevoka Çapê

Dentro de la Prensa

Rivista Stampa

Basin

Derlemesi

Press Revue

FEVRIER 1988

Кюрдската нация в Турция

ПОЛИТИЧЕСКА
ПРОСВЕТА

Националният въпрос като че ли изживява особен ренесанс в политическия живот на много държави. Това е валидно пред всичко за последните две-три десетилетия. Неговата роля се обуславя както от изострянето на класовите противоречия, така и от националните различия, които очевидно ще съществуват по-дълго време, отколкото първоначално се предполагаше.

Но какво по същество представлява нацията? По този въпрос са се водили и продължават да се водят дискусии. Авторът на предлаганата статия приема за изходно становището на онзи съветски специалист, които смятат, че „нацията е историческа форма на общност на хората в епохата на капитализма (капиталистически тип нация) и в епохата на социализма (социалистически тип нация), характеризирани се с устойчив икономически живот, език, територия и национален характер, който се проявява в особеностите на нейната култура и бит“¹. Същевременно значението на всеки един от тези основни и задължителни признаци не е еднакво. Необходимо е да се има предвид, че нацията от всеки исторически тип, както практиката е показала, може да има своя национална държава, но може и да няма. Ето защо държавата не може да се смята за задължителен признак на нацията.

☆

Ще се постарая да разгледаме отделните компоненти на нацията при кюрдите в тясна връзка с условията, при които те се създават, и особено развитието им през последните години. А такива компоненти има. Върху тяхна основа са възникнали две тенденции във формирането на кюрдската нация².

Първата тенденция има общокюрдски характер. Тя се поддържа от почти всички кюрди и е залегнала дълбоко в тяхното съзнание. Парализи се в помощта, която кюрдите от една държава оказват на националноосвободителната борба на кюрдите от другите държави. Своеобразен израз на тази помощ е създаденият през февруари 1983 г. в Париж кюрдски институт, който се занимава с научна и културно-просветна дейност, свързана с културното наследство на кюрдския народ и неговата националноосвободителна борба във всички части на Кюрдистан. Институтът защитава интересите на кюрдската емиграция и се грижи за нея. Неговата роля има общокюрдски характер. Той издава двумесечен информационен бюлетен, в който препечатва материали от чуждия печат във връзка с кюрдския въпрос. От юли 1983 до май 1987 г. са издадени 26 броя на бюлетина, в които са поместени и 17 материала от българския печат.

Развитието на тази тенденция във формирането на кюрдската нация се затруднява от това, че между четирите части на Кюрдистан няма общ икономически живот, понеже те са съставна част от икономиката на съответните държави, в чиито граници влизат Турция, Ирак, Иран и Сирия. Имат и различни равнища на обществено-икономическо развитие. Различно е и отношението на съответните държави към проблема. Освен това тази тенденция годи до нарушаване на преговора на Тегеранската конференция (1943 г.) Декларацията на трите държави за Иран, с която те

(трите държави — Великобритания, САЩ и СССР) са „единни с правителството на Иран в своето желание да запази пълна независимост, суверенитет и териториална неприкосновеност на Иран“³. Поради това тази тенденция се развива бавно и възможностите ѝ за успех са малки.

Втората тенденция се проявява в движението за самостоятелно изграждане на кюрдски нации в отделните части на Кюрдистан. Обективните условия за нейното реализиране на сегашния етап са по-благоприятни, отколкото при първата тенденция.

Формирането на национални черти на кюрдите в четирите части на Кюрдистан освен общите компоненти има и свои специфични особености. Разбираемо е, че ние не можем да обхванем целия проблем. Затова ще бъде разглеждано само формирането на кюрдската нация в Турция.

Икономическият живот в турски Кюрдистан носи основните белези на икономиката на Турция. Един от тях е „пруският път“ на развитие на капитализма, който в кюрдските райони има по-ярко изразен характер.

Турската политика търси социално опора сред кюрдската родово-племенна и религиозна върхушка, за което последната получава привилегии: големи поземлени имения, висши длъжности в държавния апарат и в партийната йерархия на турските буржоазни партии, депутатски места в парламента и др. В резултат на тази политика разлагането на докатокапиталистическите обществено-икономически форми в кюрдското общество се забавя. Това увеличава неговата изостаналост и превръща турски Кюрдистан в придатък на икономиката на Турция. За кюрдската върхушка е по-изгодно да използва наемен труд, който по-голям масовата безработица е по-евтин, отколкото да внедрява машини в своето стопанство. Развитието на капитализма в турски Кюрдистан върви с по-бавни темпове, отколкото в другите райони на Турция. В резултат на това между кюрдския и турския народ се увеличават различията. Незначителната степен продукция, която се създава в промишлеността на турски Кюрдистан, идва предимно от държавните предприятия и от занаятчиешките работилници. В същото време обаче класовото разделение и политическата поляризация в кюрдското общество се задълбочават.

Доколкото има кюрдска национална буржоазия, тя е слаба и има паразитен характер — занимава се предимно с лихварство и рентнерство, поради което не е равностойна на турската буржоазия.

Кюрдската работническа класа е малобройна. В 22 източни вилзета, в които длизат всички кюрдски райони, се получава само 5 на сто от промишлената продукция и се намират 7 на сто от работническата класа и селяните. Освен това до голяма степен тя все още е в състояние на „класа в себе си“.

В кюрдското общество политически най-активна е интелигентията. Тя вече е излячила от своите редци и професионални революционери. Голяма част от нея произхожда от средните градски слоеве и средното селячество и носи техния класов отпечатък.

Национално-етническите противоречия в турски Кюрдистан в политически аспект се проявяват в борба между безравните кюрди и властниците турсци.

Управляващите среди в Турция обясняват големия размах на кюрдското националноосвободително движение през последните години с икономически причини и външна намеса. За ликвидирани на изостаналостта те създадоха така наречения „Път за Югосточен Лиадол“ (в Турция е известен под съкращението ГАП). Той предвижда строеж на 15 комплексни хидрообекта, от които се очаква през 90-те години да се получават 55 на сто от общия добив на електроенергия в Турция⁴. Напоиваните площи в селското стопанство също ще се увеличат. На опитите на частния кюрдски капитал да се включи в изграждането на тези строежи се отговаря, че все още не се знае какво изобщо ще бъде направено от частния сектор. Създаването на турската държава база за строителството обаче не е достатъчно⁵.

Следва да се подчертае, че предвидените в ГАП обекти са предимно от областта на енергетиката и хидромелиорациите, поради което, ако бъдат изпълнени, броят на новите работни места ще бъде незначителен. При това положение броят на безработните не само ще се запази, но даже ще се увеличи, тъй като раждаемостта при кюрдите е висока — е 0,23 на сто по-висока, отколкото при турците. И най-сетне изпълненето на ГАП въобще е проблематично, защото обектите не са по финансовите възможности на Турция. През 1985 г. дължините и дългове възлизат на 31 млрд. долара, а турската буржоазия не желае да влага своите капитални в обекти, които не ѝ осигуряват бърза възвръщаемост и високи печалби. Това се потвърждава и от вестниците в ГАП — от предвидените през първите 4 месеца на 1981 г. 76 млрд. турски лири са отпуснати само 2,8 млрд. (за сравнение: през същия период в района на Араморно море са инвестирани 115,5 млрд. турски лири). Поради това строителството на предвидените обекти очевидно ще продължава с години, а ГАП ще служи предимно за целите на пропагандата.

Слаборазвитата промишленост на турски Кюрдистан няма да може да поеме електроенергията, която ще бъде произведена, поради което тя ще се консумира в други райони на Турция. По такъв начин природните ресурси на турски Кюрдистан ще продължават да се използват за неговото икономическо развитие, а в интерес на господстващата турска буржоазия. Тези ГАП от програма за развитие на районите, заселени с кюрди, се превръща в програма за развитие на райони, в които живеят компактни маси турци. Турски Кюрдистан ще участва в това развитие само със своите природни ресурси.

Това показва, че турски Кюрдистан заема неравноправно положение в икономиката на Турция, което е причина за неговата изостаналост. Тази изостаналост се признава и официално. Според Рахман Еджевиг (съзруга на Бюлетен Еджевиг, бивш министър-председател на Турция) „вилает Взи е беден и заемарен. Изостанал е приблизително с три милиона години и може да се сравнява с времето на Урарту“⁶.

Изостаналостта на турски Кюрдистан придава на неговата икономика особено облек и го дистанцира от икономиката на Турция. Той е свързан с Турция предимно административно, а икономически — доколкото е обект на експлоатация. Върху та-

SUITE

ква икономическа основа се извършва формирането на кюрдската нация в Турция.

Кюрдският език е индоевропейски език от иранската езикова група. Състои се от няколко диалекта, които по географски принципи се разделят на три групи.

Кюрдите в Турция говорят на диалекта *кюрманджи*, а едно малка част от тях — на диалекта *заза*. И двата диалекта влизат в севернокюрдската група.

Управляващите среди в Турция отричат съществуването на кюрдски народ в страната. Според турската конституция „всички, които има турско гражданство, е турци“ (чл. 66). Те отричат и кюрдския език. От 1924 г. той е забранен в Турция. Според едни кюрдски автори няма отделен кюрдски език¹⁴, а според други езикът, на който кюрдите говорят, е смесица от персийски, старотурски и арабски думи. Режимиците му фонд, творят те, е много беден и думите му имат турски произход¹⁵. Не е ясно обаче защо тогава турците не разбират кюрдски в турската администрация в източните райони владееща е кюрдското население чрез преводачи, за което даже и турският печат пише. Защо на курсовете за грамотиране, които се провеждат върху основата на турския език, „в Източен и Югоизточен Анадол турският език се изучава като чужд език“¹⁶ от местното кюрдско население.

Безспорна истина е, че кюрдите в Турция говорят на свой кюрдски език, който има 12—13-вековна история. Има кюрдско-английски, кюрдско-френски, кюрдско-руски и други речници, както и учебни помагала, издадени зад граница. В откритите в Швеция и издържани от шведската държава училища за деца на кюрдската емиграция, по-голямата част от които е от Турция, се изучава и кюрдски език. Следователно кюрдският език като компонент на кюрдската нация е налице.

Територията на Кюрдистан според различни източници е общо между 410 хил. и 815 хил. кв. км. От тях около 221 хил. кв. км се намират в пределите на Турция (в Турция наричат кюрдските райони Източен и Югоизточен Анадол)¹⁷ и съставляват близо 30 на сто от нейната територия. Днешен турски Кюрдистан се населява от кюрдите от II—VII в., когато завършва формирането им като народност. Така че територията като необходим компонент на нацията също е налице.

Това се разбира от турските управляващи среди и те се стремят да разбият кюрдската етническа хомогенност. За тази цел се опитват да декюрдизират турски Кюрдистан и в същото време да го турцизират.

Декюрдизирането се стремят да постигнат чрез изселване на местното кюрдско население от родните му места и раселването му в райони с компактни маси турци. С това те целят асимилирането му. През времето на управление на републиканците раселването на кюрдите в Турция взема масов характер. До 23 октомври 1955 г. са раселени общо 310 604 души. Многократни раселения има и след това. През юни 1983 г. е приет закон № 2836, който дава право на командувачите военното положение да изселват „нежелани“ от тях лица от района на повереното им командване. През последните три години изселванията на кюрди в Турция се прикрива, като им се придава общонационален характер. В действителност се изселват предимно кюрди, и то масово. Така от 442-те села във вилает Тунджела 234 села общо с около 50 хил. души¹⁸ са изселени. Изселването им за 23 дни през зимата — от 19 януари до 10 февруари 1987 г. — се превърна в истински

геноцид, защото районът е със средна надморска височина 1500—2000 м (най-високият връх там е 3287 м) и зимата е сурова, което увеличава смъртността сред раселените. Изселвания на кюрди има и от други области — от Ерзинджан и Елязън. 473 села също са предупредени в началото на 1987 г., че ще бъдат изселени¹⁹ (може би те вече са изселени). Част от раселените кюрди са настанени в Кипър.

Турцизирането на турски Кюрдистан се извършва чрез заселването на турци в района. Стъмо през 50-те години в турски Кюрдистан са заселени 7192 турци — изселници от България, Румъния, Югославия и Гърция²⁰. Заселвания на турци в района има и през следващите години. Много от тях обаче се стремят да се преселат в по-благоприятни райони за живот.

Разбиването на етническата хомогенност на турски Кюрдистан следователно е бавен и мъчителен процес, който не дава очакваните от турските управляващи среди резултати. Районът продължава да се населява предимно от кюрди и да е територията, на която се извършва формирането на кюрдската нация в Турция. Раселванията само забавят темповете на нейното формиране, без да могат да го спрат.

Кюрдите имат утвърден кюрдски национален характер, в който доминира силно развито самочувствие за принадлежност към кюрдската етническа общност.

Ранното (през II—VII в.) формиране на кюрдската народност ни позволява да разгърнем и своя феодална структура. През средните векове на територията на Кюрдистан е имало 55 кюрдски държавни образувания от феодален тип (емирства, бейлици), които са имали своя войска, селища и пари. Следователно до началото на XIX в. кюрдската народност се развива понапред в обществено отношение от турската народност²¹.

С ликвидирването през 1847 г. на последното кюрдско емирство — боханското²² — кюрдите започват да се борят за своето национално освобождение. Тогава възниква кюрдският въпрос. През втората половина на XIX в. в кюрдските встания рече има кюрдски национални искания, а в края на века встанията придобиват общокюрдски освободителен характер. Програмата им предвижда освобождение на всички кюрди и обединяването им в отделна кюрдска държава²³. Такива са исканията и на многобройните кюрдски встания, които избухват между Първата и Втората световна война. През последните две десетилетия те си поставят за цел признаване правото на самоопределение на кюрдите в Турция. Така в турски Кюрдистан се извършват процеси, които независимо от съществуващите класови различия в кюрдското общество укрепват вътрешнокюрдската солидарност и създават у него заинтересованост кюрдският народ да получи национална независимост. Обединяваща роля в това отношение на сегашния етап играе кюрдският национализъм, който отразява степента на формиране на кюрдската нация, увеличава съпротивата на кюрдите срещу поробителите, придава качествено ново съдържание на тяхното обществено съзнание, в резултат на което процесът на тяхната национална консолидация укрепва. Той е протест срещу чуждото насилие и средство за защита срещу него. Заедно с това в кюрдското националноосвободително движение укрепват демократичните и антиимпериалистичските тенденции. През годините след преврата в 1980 г. те се усилиха.

В същото време антитурските настроения сред кюрдите се увеличават. През '80-те години политиката спрямо кюрдите придо-

би характер на геноцид. Чвято граници невинаги са ясно очертани, понеже се слива с терора срещу левите сили в страната. В резултат на всичко това националните противоречия и особено кюрдският въпрос в Турция още повече, се изостриха и задълбочиха. Стигна се до криза, която показва, че досегашната официална турска платформа е изчерпала своите възможности и повече не може да играе обединяваща роля за създаването на „единна, безкласова и неделима нация“ в Турция.

Управляващите среди в Турция търсят изход от кризата чрез създаването на „единна национална идеология“ — т. нар. „турско-ислямски синтез“. За целта се използват някои от теоретическите постановки на кемализма в съчетание с пантюркизма, панислямизма и турски шовинизъм: изтъква се „приносът на чистата турска раса и туркизма“ за развитието на световната култура, история и цивилизация, това, че турците „превъзхождат“ останалите народи; като наследници на Османската империя върху тях лягала „благородната водача“ чрез ислямската религия да обединят в своята държава всички турскоезични народи и да станат лидер на ислямските народи в света; на религията следвало да се отделя значително повече място в решаването и на кюрдския въпрос в страната. Теоретичното разработване на новата доктрина се извършва от създадения през 1983 г. Висш съвет на кемалистката култура, език и история (ВСК) с председател Суат Илхан, корпусен генерал от запаса. През юни 1986 г. тази доктрина се обсъжда с участието на президента Еврен, министър-председателя Йозал, тогавашния началник на генералния щаб (ГЩ) армейски генерал Уруу и членове на правителството. Изказват се различни мнения за необходимостта доктрината да се направи по-приемлива за турското общество и за западноевропейските съюзници на Турция.

Пропагандирането на тази доктрина се съпровожда със засилване на терора срещу кюрдите. Върху тази основа се създава пропагандата между двата народа, която усилива затвореността на кюрдското общество и ограничава турското влияние върху него.

Съпротивата, която кюрдите оказват срещу геноцида, според министъра на вътрешните работи Акболут „е война, партизанска война“, в която от 1984 г. досега кюрдската страна прилага тактиката „удряй и бягай“ („вур-кач“). По данни на турския ГЩ от 1978 г. до 1985 г. са станали 41 076 въоръжени стълкновения, при които са загинали от двете страни общо 6056 души.

Под влияние на кюрдския национализъм се създават и първите кюрдски национални организации (1908 г.). Тяхното влияние прониква във всички кюрдски райони. Те участвуват в кюрдските въстания, които избухват между двете световни войни, без да играят ръководна роля в тях. Едва през последните години те участвуват в кюрдското националноосвободително движение като негови организатори и ръководители.

През 1960—1987 г. кюрдското национално съзнание получи нов тласък в своето развитие и по-голяма зрелост. В политическо отношение развитието му протича в два потока: съвместно с левите сили в Турция и чрез създаването на отделни кюрдски национални партии, организации и групи.

Във всички тези турски партии и организации участвуват и кюрди. Борбата се съвместно с турците за социално освобождение, те се стремят да постигнат и своето национално освобождение. Типичен пример в това отношение е Турската работническа партия, която под влияние на членуващите в нея кюрди, обо-

SUITE

собили се в „кюрдска група“ (някои я наричат „източна група“), на своя IV конгрес през 1970 г. при резолюция по курдския въпрос, издължавана от турската полиция като повод да забрани тази партия. Създаването през декември 1984 г. на Съюза на левината на Турция и на турски Курдистан (Обединена левица), в който от шестте партии две са курдски — Курдската авангардна работническа партия и Социалистическата партия на турски Курдистан, — политическата зрелост на курдското национално съзнание се издигна още по-високо.

Съзнанието за курдска национална принадлежност намира най-голяма сила и размах в курдските партии и организации. Общият им брой в четирите части на Курдистан е около 35. От тях повече от 10 са в турски Курдистан. Всички те действуват нелегално и са подложени на жесток терор. Възможности за легални изяви имат единствено зад граница. В западните страни курдската емиграция създава отделни филиали на всички курдски партии и организации.

След преврата в 1960 г. бяха направени опити за издаване на няколко курдски списания и вестници, но след първите 3—4 броя полицията ги спря. В Турция не се разрешава издаването на каквато и да било оригинална курдска литература, а също така и преводна литература, третираща курдския въпрос. Активна издателска дейност на курдски и турски език развива курдската емиграция зад граница.

Курдската култура е подложена на непрекъснато ограбване или унищожение. Ограбват както старата, така и съвременната курдска култура. Курдските творци биват представяни за турци, а тяхното творчество — за турско. Така например Йълмаз Гюней (1937—1984 г.), чийто творчество като режисьор, сценарист, актьор и писател е представяно за турско, едва в емиграция можа да изяви своята курдска идентичност. Рухи Су (1912—1985 г.) пееше курдски песни, но с текст в превод на турски; Джегерхун (1903—1984 г.) заради своята революционна поезия бе принуден да надусне Турция и по-голямата част от живота си прекара в емиграция в Сирия и Швеция; макар че Яшар Кемал (роден 1922 г.) по народност е курд и много от героите в неговите произведения са курди, той също в Турция е обявен за турски пи-

сател. Затова че по време на гастролите си през 1985 и 1986 г. в Западна Европа е пал и курдски народни песни, певецът Ибрахим Татлъсъз, след като се завръща в Турция, е даден под съд. Някои турски състави изпълняват курдски песни и танци на турски език даже на международни фолклорни фестивали, представяйки ги за турски. Това спъва развитието на курдската култура.

Писмената курдска литература е слабо развита. Един от нейните създатели е Ахмед Хани, роден през XVII век. Той е основателят на литературна школа, тясно свързана с народните традиции. Въвел е задължително изучаване на курдски език в медресетата. За тази цел е написал специален курдско-арабски речник с предисловие, че речникът е предназначен „не за пролавиен хора, а за курдските деца“. Автор е на поемата „Мам и Зин“, която е поетична разработка на курдска народна приказка. Ахмед Хани е написал много стихотворения и няколко трактата по поезия и философия. Творил е на курдски, арабски и турски език.

В курдската литература има силно развито устно народно творчество, което се предава от поколение на поколение. То обхваща цялостния живот на курдския народ. Състои се от приказки, анекдоти, гатанки, остроумни шеги и народни песни с различен характер. Значително място в него заема героичният епос — народните герои и тяхната борба за социална справедливост и национално освобождение на курдите. Едно от тези произведения е епосът „Дъмдъм — курдски хан“, в което се разказва за героичната защита на едноименната крепост по време на курдското въстание през 1608—1610 година. Това въстание е описано и в книгата „Шарафнаме“ на курдския летописец Шараф-хан Битлиси, който също е курд, но турската историография го е обсебила. Курдското народно творчество се обогатява и в наши дни.

Курдската народна музика и танци се различават от турските. Те имат предимно групов и смесен характер — мъжете и жените играят заедно — нещо, което не се среща у турците. В Турция обаче те се изпълняват като музика и танци от град или района, откъдето произхождат, без да се казва, че са курдски.

Битът, обичаите, нравите и традициите

на курдите се различават от тези на турците. Облеклото им също е различно. То има курдски национален облик и утвърждава тяхната курдска етническа самообитност.

Макар че са мюсюлманки, курдите по своето обществено положение се различават от жените на другите народи, изповядващи исляма. Те имат по-големи права в семейството от другите жени мюсюлманки, в т. ч. и от туркините, което също показва, че се различават от тях. Това, че курдите имат своя курдска държава, забавя темпа на формиране на курдската нация, но не я спира. Заедно с желанието да имат своя държава у курдите има и силна омраза прямо турската държава, която ги потиска със средновековна жестокост.

Правят се опити за научно обосноваване правото на курдския народ на самоопределение. Но в ООН на курдския въпрос официално се гледа като на вътрешен въпрос на държавите, в чийто граници живеят курди, поради което интернационализацията му е трудно¹⁴. Затова курдите с право твърдят, че са „народ, забравен от историята“.

☆

Както се вижда, курдския нация действително съществува. Формирането ѝ е започнало в края на XIX и началото на XX в., но поради тежките условия то протича неравномерно и още не е завършило. Този процес особено активно протича в Турция. Определено може да се каже, че Турция е двунационална държава. Управляващите среди в Турция обаче не признават това и се стремят чрез асимилация и геноцид да унищожат курдския нация. За тази цел те се опитват с всички средства да отклонят общественото мнение в страната и в чужбина от курдския въпрос и да обречат на забравата този изстрадал народ.

РАДОП КРЪСТЕВ



MOZ, FéV.88

Kurdistan unter dem Ölkrieg

Türkische Beteiligung als mögliche US-Option? Eine Reihe von Anzeichen deuten auf eine bevorstehende türkische Invasion im Irak hin.

Von Arpad Hagyo und M.A.Dersini

Am 24. September 1987 bombardierten erstmals irakische Kampfflugzeuge die Stadt Cucurca im „strategischen Grenzgebiet“ Türkisch-Kurdistan. Bagdad sorgt sich um seine Ölfelder im Norden, weil das Waffenklirren Ankaras nicht mehr zu überhören ist. Der irakische Angriff auf Cucurca erfolgte an der Hauptoperationalinie, die von türkischen Luftlandeeinheiten und Bodentruppen als Angriffsroute gegen kurdische Dörfer im Irak benutzt wird. Das Stoppsignal aus Bagdad soll den Wunsch der irakischen Saddam-Regierung bekräftigen, aus dem seit 1979 bestehenden türkisch-irakischen Kooperationsabkommen auszusteigen, das auch Massaker an Kurden des jeweiligen anderen Staatsgebietes „legitimiert“. Seinerzeit unterschrieb man den Vertrag unter dem Druck militärischer Erfolge der Peschmerga-Kommandos. Für Bagdad ist das Schriftstück nun zum Bumerang geworden. Es berechtigt die Türken zur Truppenkonzentration und - unter dem Vorwand, kurdische Rebellen zu verfolgen - auch zum Grenzübertritt in den Irak. Als sich in den 60er-Jahren die Beziehungen zwischen dem Irak und der Sowjetunion verbesserten, gab es ein Geheimtreffen von Vertretern der USA und dem türkischen Ministerpräsidenten Demirel, bei dem die Türkei darin bestärkt wurde, ihre territorialen Ansprüche zu wiederholen - für den Fall, daß der Irak die guten Beziehungen zur UdSSR aufrechterhalten würde. Aber es kam zum Bruch Bagdads mit Moskau. Der türkische Annexionswunsch blieb bestehen, wenngleich sich die Regierung in Ankara darauf beschränkte, Vereine zur Betreuung der in Mosul und Kirkuk (Irakisch-Kurdistan) lebenden Türken zu gründen. Neuerliche Hoffnung, die im Irak gelegenen türkischen Sprachinseln Mosul und Kirkuk zu annektieren, hegte Istanbul dann nach der islamischen Revolution im Iran und nach Ausbruch des Golfkrieges.

Spekulationen der USA

Im August 1987 erschien ein US-Bericht, in dem das Pentagon über mögliche Konsequenzen des Ausgangs im Golfkrieg spekuliert. Dies ist einer kürzlich erschienenen Ausgabe des türkischen Blattes „Cumhuriyet“ zu entnehmen. Danach sollen für den Fall, daß der Iran den Krieg gewinnt, türkische Einheiten in Kirkuk und Mosul einmarschieren. Der Irak als

Verlierer würde die astronomisch hohen Schulden an den Westen, Kuwait, Saudi-Arabien und Ägypten nicht mehr bezahlen können. Die US-Option des türkischen Einmarsches böte sich als Lösung an... In der Zwischenzeit bereitet sich die Türkei auf die Offensive ideologisch vor. Der türkische Medienapparat berichtet über die Unterdrückung der Türken in Kirkuk und Mosul, um für eine Invasion Stimmung zu machen. Aber auch militärische Aktionen gegen den Irak nehmen zu. Türkische Bombardements auf irakisches Staatsgebiet gehören zunehmend zum Alltag der BewohnerInnen des Grenzgebietes. Saddam Hussein läßt indes die türkischsprachige Minderheit aus der Gegend um Mosul und Kirkuk deportieren, um so einem möglichen ethnischen Vorwand einer türkischen Invasion die Grundlage zu entziehen. Verhindert soll mit dieser Verschleppungsaktion werden, daß für den Fall der Okkupation eine mögliche Volksabstimmung in der Grenzregion zugunsten der Türkei ausgeht. Die Deportation der Türken ist derzeit in vollem Gang und stellt Ankaras Pläne unter Zeitdruck, weil die Zerstreuung der Mosul-Türken in einigen Monaten abgeschlossen sein wird. Der Vorwand Ankaras, den Mosul-Türken zu Hilfe kommen zu wollen, wäre dann haltlos.

Das Motiv

Neben den ethnischen Problemen gibt es noch handfeste ökonomische Interessen. Durch die Pipeline, die quer durch Kurdistan von Kirkuk nach Dortyol am Golf von Iskenderun an der türkischen Mittelmeerküste führt, fließen jährlich 15 Milliarden Tonnen Erdöl. Angesichts der sich ständig verschlechternden wirtschaftlichen Lage der Türkei hätte dieser „Zuwachs“ einen enormen ökonomischen Aufschwung zur Folge. Die Haltung der Sowjetunion ist inzwischen abzuschätzen. Bei einer Eskalation im Golfkrieg durch die Türkei wäre Moskau vor der eigenen Haustür betroffen. In einem Artikel der türkischen Tageszeitung „Hürriyet“ betont ein sowjetischer Diplomat aus Wien diese Gefahr und richtet eine Warnung an die Adresse der Türkei. Presseberichten zufolge gibt es Pläne, wonach der türkische Präventivschlag auf Kirkuk und Mosul erst erfolgen soll, wenn

sich der Krieg zum Nachteil des Iraks entschieden hat. Gleichzeitig hätten die USA einen Vorwand, ihre Schnelle Eingreiftruppe in das von Kurden bewohnte Ost-Anatolien zu entsenden, weil mit Reaktionen der Sowjetunion gegen das NATO-Land Türkei zu rechnen ist. So haben türkische Militärs mehrfach betont, daß auch NATO-Streitkräfte gegen kurdische Guerillas operieren könnten. Kurdische Rebellen wiederum stellen in der sogenannten Sicherheitszone eine ernstzunehmende politische Kraft dar. Sie sind gerade im Gebiet der Pipeline besonders aktiv. Die Leninistische Arbeiterpartei Türkisch-Kurdistan (PKK) und die Demokratische Partei Kurdistan (DKP) liefern Anschläge gegen die Ölleitung, die durch ein von der DKP kontrolliertes Gebiet führt. In türkischen Regierungskreisen sind die Meinungen über das „Kurdenproblem“ zweigeteilt. Die Mannen um Özal sehen ihre totale Vernichtung vor. Masud Barzani von der DKP-Irak betonte in einem Interview mit türkischen Journalisten, daß dieser Versuch „ähnlich enden werde, wie Vietnam für die Amerikaner“. Auch der Vorsitzende der Patriotischen Front Kurdistan (PUK), Jalal Talabani, sprach sich in diesem Fall für den bewaffneten Widerstand aus. Im Erdölkrieg am Golf hatten bisher weder der Städtekrieg, die Gefechte um irakische Wirtschaftszentren noch der Tankerkrieg entscheidenden Charakter. Die türkische Invasion würde das Ende der irakischen Regierung und ihre totale Kapitulation bedeuten. Das Töten hätte aber kein Ende, weil die Türkei und der Iran ihre Streitkräfte gegeneinander verlagern würden. Kurdistan käme unter den Ölkrieg. Der Vergleich mit der Invasion Zyperns (1974) drängt sich auf. Auch damals hielten „für gewöhnlich gut informierte Kreise“ eine militärische Aggression für unwahrscheinlich. Die Türkei ist indes zunehmend aggressiver geworden, die Kurden im Grenzgebiet mit dem Irak könnten die nächsten Opfer sein. *



amnesty international news release

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI Index: MDE 14/01/88A
Dist: SC/PO

INTERNATIONAL EMBARGO: يحظر نشره قبل الساعة ١٠:٠٠ بتوقيت غرينيتش من منتصف ليل الخميس في ٢٥ شباط/فبراير ١٩٨٨

14.1.88

منظمة العفو الدولية تفيد أن مئات الأشخاص ما بين الرابعة عشرة والثالثة والسبعين من العمر أعدموا في العراق خلال الأشهر الأخيرة.

أفادت معلومات تلقتها منظمة العفو الدولية المعنية بحقوق الإنسان على نطاق عالمي أن مئات الأشخاص قد أعدموا في العراق خلال الأشهر الأخيرة.

وكان معظم الضحايا سجناء سياسيين ورد أنهم أعدموا دون توجيه تهمة اليهم أو محاكمتهم، أو عقب تقديمهم الى محاكمات عسكرية عاجلة وسرية. وصوّحت المنظمة اليوم (الخميس) الموافق ٢٥ شباط/فبراير، أن لديها أسماء ١١٦ من الضحايا المزعومين، تتراوح أعمارهم ما بين الرابعة عشرة والثالثة والسبعين، الذين أعدموا في الفترة الواقعة ما بين (١ تشرين الثاني/نوفمبر و٢١ كانون الأول/ديسمبر ١٩٨٧). وقالت المنظمة أنها تعتقد أن العدد الحقيقي للأشخاص المعدمين خلال فترة السبعة أسابيع، قد بلغ المئات.

SUITE

وأفادت التقارير أن الهموم الأخيرين من كانون الأول/ديسمبر ١٩٨٧ وحدهما شهدا
إعدام أكثر من ١٥٠ سجينا رميا بالرصاص في سجن أبو غريب ، الواقع في ضواحي
مدينة بغداد. وكان بين الضحايا مواطنون عرب ، وأكراد ، وأفراد من الأقلية التركمانية.

وتقول منظمة العفو الدولية أن لديها أسماء ٤٦ شخصا من الذين أعدموا في السجن المذكور،
وجميعهم من الأكراد من محافظة السليمانية . وكانت جثث هؤلاء الضحايا قد سُلمت إلى
أسرم في مطلع الشهر الماضي بعد دفع "أجور الإعدام" الرسمية المتعارف عليها ، التي
تد تبلغ ٢٠٠ دينار عراقي لنفقة الواحدة . وكان من بين الضحايا ثمانية أحداث تراوحت
أعمارهم ما بين الرابعة عشرة والسابعة عشرة . وقد تم أيضا تسليم ما لا يقل عن ٢٠
جثة أخرى لأكراد أعدموا في السجن المذكور، إلى أسرم في محافظة دهوك .

كان أصغر الأحداث سنا طالب من السليمانية يدعى دانا حاجي صديق معروف .
ويقال أن حدثا آخر في السابعة عشرة من العمر يدعى زكاري أنور حاجي رضا ،
كان لا يزال محتجزا منذ كان في الرابعة عشرة .

ومعظم الذين ورد خبر إعدامهم في العراق منذ تشرين الثاني/نوفمبر الماضي كانوا
من السجناء السياسيين الأكراد من محافظات السليمانية واربيل وكركوك ودهوك وزيخو .
ويبدو أن أحكاما بالسجن كانت قد صدرت بحق بعض هؤلاء الضحايا . وتشير الزعام
إلى أن آثار التعذيب كانت بادية على عدد من الجثث التي أُهدمت إلى أسر
أصحابها .

تقول منظمة العفو الدولية أن لديها أيضا أسماء ١٤ كرديا ، بمن فيهم حدثان ،
ورد أنهم وقعوا ضحايا عمليات قتل عاجلة متعسفة نُفذتها القوات الحكومية بعد
قيامها بتفتيش المنازل وقصف قرية جهين بمحافظة كركوك ، في ١١ تشرين الثاني/
نوفمبر الماضي . وأضافت التقارير أن ما بين مئة ومئة وخمسين شخصا لقوا
حقتهم خلال العمليات العسكرية المذكورة ، التي يُقال أنها نُفذت عقب عودة
سكان القرية إليها بعد إجبارهم على مفادرتها .

ذكرت مصادر منظمة العفو الدولية أن ٢٢ كرديا آخرين من بلدة شقلاوة بمحافظة
اربيل ، وقعوا ضحايا عمليات إعدام عسكرية انتقامية نُفذت في الفترة الواقعة
ما بين ١٤ و١٨ تشرين الثاني/نوفمبر الماضي . وكان هؤلاء قد اعتقلوا قبل شهر
من إعدامهم ، بعد قيام قوات البهشمركة (وحدات كردية مسلحة) بقتل ثمانية
مسؤولين عراقيين ، بمن فيهم رئيس بلدية شقلاوة . وجرى في وقت لاحق تهديم
المنازل العائدة لثلاثين وثلاثين من الذين أعدموا . وتشير التقارير إلى "اختفاء"
أكثر من ٢٠ كرديا آخرين من مراكز الاعتقال . وتقول منظمة العفو الدولية أن
لديها أسماء ٢٥ من الأكراد الذين أعدموا من شقلاوة ، ومعظمهم ينتتمون إلى ست
أسر فقط .

وذكرت التقارير أن واحدا وثلاثين كرديا مشتبه بتعاطفهم مع الحزب الديمقراطي
الكرديستاني المعارض ، أعدموا بعد محاكمات عسكرية عاجلة في معسكر فائدة ، الواقع
ما بين مدينتي دهوك والموصل ، في ١٨ تشرين الثاني/نوفمبر ١٠ كانون الأول/
ديسمبر الماضي ، وفي معسكر التدريب بمحافظة الموصل ، في ٢٨ كانون الأول/ديسمبر
الماضي . وأضافت التقارير أن من بين الضحايا خمسة أحداث وشخص في الثالثة
والسبعين من العمر .

وظلمت منظمة العفو الدولية يوم أمس من الرئيس العراقي وضع حد لجميع عمليات
الإعدام في العراق ، وإجراء تحقيق في التقارير المتعلقة بعمليات الإعدام الانتقامية ،
وتلك التي نُفذت دون توجيه تهمة إلى الضحايا أو محاكمتهم ، أو عقب محاكمات عاجلة .
وتقول المنظمة أنه يجب أيضا إجراء تحقيقات في الزعام المتعلقة بتعرض بعض الضحايا
للتعذيب قبل إعدامهم .

يحظر نشره قبل الساعة ١٠:٠٠ بتوقيت جرينيتش من منتصف ليل
الخميس في ٢٥ شباط/فبراير ١٩٨٨

échos de la session

Tages-Anzeiger
Dienstag, 19. Januar 1988

TURQUIE: LE CHAUD ET LE FROID

(Rapports MALLET - docs A2-264 et 265/87)

Pour la seconde fois, M. Jacques MALLET (PPE, F) a demandé au Parlement d'approuver la conclusion des protocoles à l'accord d'association CEE-Turquie rendus nécessaires par l'élargissement de la Communauté. Lors de sa session de décembre, le Parlement avait décidé de renvoyer ces protocoles en commission par 130 voix contre 123 et 2 abstentions afin de manifester son mécontentement au gouvernement turc qui s'était "comporté de manière inqualifiable et avait violé les droits de l'homme en prenant des mesures répressives contre deux membres du Parti communiste turc".

Signer ces protocoles purement techniques n'implique pas la question plus vaste de l'ensemble des relations entre la Communauté et la Turquie. C'est finalement cette opinion qui a prévalu puisque l'Assemblée, à l'exception des communistes, s'est prononcée à une large majorité en faveur de l'adoption de ces protocoles (288/64/13). Le groupe socialiste, qui avait été à l'origine du blocage en décembre, a souligné que ce vote "ne signifiait cependant pas qu'il approuvait purement et simplement l'ensemble de la situation". Le lendemain, d'ailleurs, l'Assemblée adoptait un texte de compromis, demandant aux autorités turques de commuer toutes les peines capitales déjà prononcées et les invitant à libérer sans délai l'ancien maire de Diyarbakir, condamné à 32 ans de prison sous prétexte "d'activités séparatistes" ainsi que le jeune guide français Michel CARAMINO (condamné par contumace à cinq ans de prison pour prétendue propagande pro-arménienne et pro-kurde). Elle demande aussi, "vu l'absence de tout acte délictueux de la part de Michel CARAMINO", que les Douze, dans le cadre de la coopération politique, essaient d'obtenir des autorités turques la révision de son procès.

Hammer und Amboss

Der Kurde Yadi Ahmadi, 1952 geboren, musste als Siebenjähriger seine Schulmaterialien selbst aufreiben, war also nach eigener Einschätzung «schon damals produktiv». Nach harter Jugend, zahlreichen verschiedenen Berufstätigkeiten und Untergrundarbeit für ein eigenständiges Kurdistan reiste er 1974 in die BRD aus; seit 1979 lebt er in der Schweiz im Exil. Drei Publikationen mit kurdischen Gedichten und Geschichten ist nun letztes Jahr ein «erzählerisches Tagebuch eines Asylanten in der Schweiz» gefolgt; es ist soeben in der zweiten Auflage erschienen.

2000 Exemplare der ersten Auflage sind also verkauft. Für Schweizer Verhältnisse eine durchaus beachtliche Zahl; und sie wird noch bemerkenswerter, wenn man berücksichtigt, dass keine eigenliche Verlagsorganisation hinter dem Buch steht. Denn von den 2000 Exemplaren hat Yadi Ahmadi praktisch alle selbst im Handverkauf vertrieben. Unermüdlich ist er zu finden an allen Veranstaltungen, an denen eine kleine Chance besteht, sein Buch an den Mann oder die Frau zu bringen. Unermüdlich klappert er einschlägige Beizen ab; an guten Tagen schafft er es dabei, 20 seiner Bücher aus dem unverzichtbaren Rucksack abzusetzen. Literatur ist da stärker als üblich zu einer Lebensform geworden, und der Vertrieb von Literatur zum eigenständigen

Moment der Literaturproduktion. Denn im direkten Kontakt mit den Käufern seiner Bücher erfährt Yadi erste Reaktionen bisheriger und potentieller Leser.

Der Band «Zwischen Hammer und Amboss» gibt in Gedichten und Prosatexten Einblick in die alltäglichen Erfahrungen eines Asylanten, von der illegalen Einreise über die Wohnungssuche bis zur Kontaktnahme mit andern Exilierten und gleichgesinnten Schweizern. Formale Korrektheit muss dabei hinter dem kämpferischen Gestus zurücktreten. Yadi findet in den Prosatexten scharfe Worte für die Schweizer Politik und für fremdenfeindliche Stimmungslagen; die Gedichte binden die Gefühle zu weitausholenden Metaphern zusammen und versuchen, die Erinnerung an Kurdistan aufrechtzuerhalten. Auf über hundert Seiten wird zudem in Zeitungsartikeln, Reden, Aufrufen und Karikaturen die Bewegung für eine offene, demokratische und solidarische Schweiz (BODS) als Gegengewicht zu Ausschaffungspolitik und Fremdenangst dokumentiert. (sh)

Yadi Ahmadi: «Zwischen Hammer und Amboss». 421 Seiten, 30 Franken (jetzt auch zu beziehen über die Buchhandlung am Zürichberg, Zürichbergstr. 17, 8032 Zürich)

PARLEMENT EUROPÉEN

20 janvier 1988

ADOPTÉ

B2-1603/1
B2-1616/1
B2-1631/1
B2-1646/1

PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par MM. ARBELOA MURU et SABY, au nom du groupe socialiste
Mme CASTELLINA, MM. PRANCHERE et EPHREMIDIS, au nom du groupe communiste et apparentés
M. DE GUCHT, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur
M. TRIDENTE

et visant à remplacer les propositions de résolution de :

- M. ARBELOA MURU, au nom du groupe socialiste (doc. B 2-1603/87)
- M. PIQUET et autres signataires, au nom du groupe communiste et apparentés (doc. B 2-1616/87)
- M. SABY et autres signataires, au nom du groupe socialiste (doc. B 2-1631/87)
- Mme CASTELLINA et autres signataires, au nom du groupe communiste et apparentés (doc. B 2-1646/87)

sur les droits de l'homme en Turquie

SUITE

Le Parlement européen,

- A. rappelant que 154 condamnations à mort ont été prononcées en Turquie,
- B. rappelant en outre que M. Ozal, chef du gouvernement, récemment réélu, déclarait il y a quelques jours à un groupe d'envoyés spéciaux étrangers que le Parlement turc allait examiner ces peines, en approuver quelques-unes et commuer le reste en trente années de prison,
- C. considérant que depuis le coup d'Etat militaire de 1980, 50 personnes ont été exécutées par pendaison, dont 26 pour des délits politiques, deux exécutions ayant eu lieu durant le mandat d'Ozal, et que depuis la loi martiale de 1978, 500 peines de mort ont été prononcées,

PROPOSITION DE RESOLUTION

présentée par MM. SABY, SEEFELD, BALFE, CHRISTIANSEN et BALFE au nom du Groupe socialiste

conformément à l'article 64 du Règlement

sur la poursuite de la détention dans une prison turque de M. Mehdi ZANA, ancien maire de Diyarbakir

Le Parlement européen,

- A. considérant que M. Mehdi ZANA, ancien maire de Diyarbakir, démocratiquement élu, arrêté en septembre 1980, a été condamné à une peine de 32 ans de réclusion pour 'activités séparatistes', bien qu'il n'ait ni commis ni incité à des actes de violence, qu'aucun chef d'accusation dans ce sens n'ait été retenu contre lui, et qu'il ait été adopté par Amnesty International en tant que 'prisonnier de conscience',
 - B. considérant que même après son appel il est encore condamné à une peine de 22 ans et 8 mois et qu'il est toujours en prison en Turquie,
 - C. rappelant les allégations réitérées selon lesquelles M. Mehdi ZANA a été torturé en prison et qu'il est maintenant sourd d'une oreille et souffre d'une vertèbre déplacée à la suite de ces tortures,
 - D. considérant que le gouvernement turc a donné l'assurance que la situation des droits de l'homme dans ce pays s'était grandement améliorée,
 - E. rappelant la résolution adoptée le 23 octobre 1985¹ par le Parlement européen sur la situation prévalant alors en Turquie dans le domaine des droits de l'homme,
 - F. conscient du fait que dans un document publié le 5 novembre 1986 et intitulé 'Turquie: torture et mauvais traitement de détenus et prisonniers', Amnesty International continue à accuser la Turquie de graves violations des droits de l'homme, et conscient des nouveaux rapports d'Amnesty International (juin et septembre 1987) allant dans le même sens,
 - G. notant qu'un nouveau rapport (décembre 1987) du Helsinki Watch Committee dit que "Malheureusement les progrès attendus des droits de l'homme en Turquie n'ont pas encore été achevés",
 - H. rappelant la résolution adoptée par le Parlement européen le 11 décembre 1986 réitérant ses préoccupations à ce sujet et invitant les autorités turques à prendre des mesures en vue du rétablissement du respect plein et entier des droits de l'homme, et rappelant sa résolution du 10 juin 1987,
 - I. considérant l'état de santé actuel de M. Mehdi ZANA, donnant de vives inquiétudes quant à sa survie,
1. Demande au gouvernement turc de prouver sa bonne foi en relâchant immédiatement M. Mehdi ZANA;
 2. Invite les Ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la Communauté se réunissant dans le cadre de la coopération politique à entreprendre des démarches à cette fin;
 3. Charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ainsi qu'au gouvernement turc.



SUITE

- D. considérant que certains chefs de l'opposition légale, notamment Erdal Inonu, ont proposé une révision de la Constitution en vue d'abolir cette "torture d'Etat",
- E. considérant que la Turquie a introduit une demande d'adhésion à la Communauté,
- F. rappelant que sa résolution du 19 novembre 1987, demandant la libération de MM. Sargin et Kutlu, n'a toujours pas reçu de réponse des autorités turques,
- G. considérant l'annonce de la signature, par la Turquie, de la Convention sur l'interdiction de la torture, et qu'il attend toujours de ce pays la réponse en ce qui concerne sa demande d'enquête sur les tortures subies par MM. Kutlu et Sargin,
- H. rappelant sa résolution du 15 octobre 1987 concernant l'arrestation dans la nuit du 17 au 18 juin 1987 du jeune guide touristique français Michel Caraminot, accusé sans preuve d'avoir fait de la propagande pro-arménienne et pro-kurde,
- I. considérant que, le 7 décembre 1987, la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir a condamné Michel Caraminot à cinq ans de prison ferme par contumace malgré l'acquiescement demandé par le procureur de Diyarbakir lui-même, vu le vide du dossier.
- J. considérant que M. Mehdi Zana, ancien maire démocratiquement élu de Diyarbakir arrêté en septembre 1980, a été condamné à 32 ans de prison sous prétexte d'"activités séparatistes" alors qu'il n'a pas commis d'actes de violence ou prôné de tels actes et qu'il n'a pas été inculpé pour ces faits, et qu'Amnesty International l'a adopté comme "prisonnier de conscience",
- K. considérant qu'en dépit de son recours en justice, il reste incarcéré en Turquie, condamné à 22 ans et 8 mois de détention,
- L. considérant qu'un nouveau rapport du Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme en Turquie (décembre 1987) conclut que "notre espoir de voir la situation des droits de l'homme en Turquie continuer à progresser reste malheureusement insatisfait",
- M. rappelant sa résolution du 11 décembre 1986 qui réaffirme ses préoccupations à ce sujet et invite les autorités turques à prendre des mesures pour garantir le respect intégral des droits de l'homme, ainsi que sa résolution du 18 juin 1987,
1. demande au chef du gouvernement turc récemment réélu, au Parlement turc et au Président de la République de faire en sorte de commuer toutes les peines capitales prononcées dans le pays en attendant l'abolition de ce châtiment abominable ;
 2. s'élève contre le jugement et contre le traitement infligé au jeune guide français Michel Caraminot ;
 3. invite le gouvernement turc à faire un geste positif en libérant M. Mehdi Zana sans délai ;
 4. demande aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique d'intervenir auprès des autorités turques afin d'obtenir; vu l'absence de tout acte délictueux de la part de Michel Caraminot, la révision de son procès ;
 5. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil de l'Europe, au Président de la République turque et au Président du Parlement turc.

DAUPHINE LIBERE 23.1.88

DÉBAT ■ Altan Gokalp invité de la quinzaine culturelle turque

L'IMMIGRATION TURQUE

Dans le cadre de la quinzaine culturelle turque, le Centre d'information interpeuples invitait, jeudi soir, à la Maison du tourisme, Altan Gokalp, immigré turc de longue date, actuellement ethnologue et chargé de représenter la France dans une commission européenne sur les politiques éducatives dans les Etats de la CEE.

Près d'une centaine de personnes ont suivi avec un grand intérêt le panorama dressé par Altan Gokalp d'une commu-

nauté turque finalement bien mal connue. Quelques chiffres d'abord. Ils sont quelque 2 millions et demi disséminés à travers l'Europe. Plus d'un million en RFA, 180 000 en France, 6 000 dans l'Isère. Cette diaspora turque envoie plus d'un milliard et demi de dollars chaque année en Turquie.

Le conférencier soulignait trois caractéristiques de cette communauté immigrée. Tout d'abord, elle est le produit de migrations en chaînes : successivement, des villages ou

même des régions ont émigré dans tel ou tel pays européen. Ce qui explique que l'on trouve exclusivement dans une ville de RFA, de Suède ou de France des immigrés originaires de Cappadoce, de la mer Noire ou tel quartier d'Ankara. Regroupement qui se fait souvent sur des bases ethniques ou religieuses : chiïtes turcs, kurdes.

Deuxième caractéristique : cette "Turquie de l'extérieur" est très jeune. 45 % de cette population a moins de 14 ans ! Et le nombre d'enfants par ménage est de 4,5 (alors que ce chiffre est de 1,8 pour la population française).

Enfin, cette communauté est très dynamique, tant sur le

plan économique que sur le plan médiatique : 3 000 petites entreprises ont été créées à Berlin en un an. Et il y a toujours en RFA, des quotidiens turcs qui tirent à 500 000 exemplaires. La communauté turque est peut-être plus discrète en France, mais il faut savoir que dans l'Isère, par exemple, il y a de multiples associations qui proposent des cours de turc, des cours de danse et de folklore. La jeune troupe locale : "Les jours à venir" qui a enchanté un nombreux public lors de l'inauguration de cette quinzaine commerciale est un vivant exemple.

CHAMPAGNE DIMANCHE 24.1.88

L'Iran en revendique l'attaque

Un général irakien tué dans un accident d'hélicoptère

L'Iran a annoncé hier que des gardiens de la Révolution avaient abattu au Kurdistan un hélicoptère qui transportait plusieurs officiers irakiens, dont l'un des principaux responsables de l'armée, le général Abdel Aziz Ibrahim Hadidi, alors que l'Irak avait fait état d'un accident.

L'agence officielle irakienne INA a annoncé que l'hélicoptère s'était écrasé accidentellement et que tous ses occupants avaient été tués. La radio a appelé « à faciliter les opérations de recherche pour localiser les officiers disparus et leur appareil ». Les recherches seraient rendues difficiles par le mauvais temps.

Mais Radio Téhéran a annoncé que cet appareil

avait été abattu par les gardiens de la Révolution, sans autre précision.

Le général Hadidi commandait le 3e corps d'armée, qui est déployé dans le Kurdistan et combat les séparatistes kurdes, soutenus par l'Iran. La semaine dernière, les porte-parole des rebelles kurdes de l'Irak et de l'Iran avaient fait état de violents combats dans la région.

Encore un pétrolier attaqué

La presse iranienne avait annoncé de son côté que les gardiens de la Révolution s'étaient emparés d'un territoire de 145 kilomètres carrés et avaient mis 4.500 soldats irakiens hors de combat. Par ailleurs, l'Irak a

annoncé que son aviation avait attaqué à l'aube un bateau, probablement un pétrolier, au large de la côte iranienne, au lendemain de l'attaque de trois bateaux par des vedettes iraniennes.

LA NOUVELLE REPUBLIQUE

DU CENTRE OUEST 28.1.88

LES COMBATTANTS DE « NULLE PART », un reportage exclusif de Jacques Anais, sur les combattants kurdes, est présenté samedi 30 janvier sur la Cinq, à 12 h 30, dans le cadre de « Reporters ». Jacques Anais a vécu deux mois avec les Kurdes d'Iran, la plus importante résistance intérieure au régime de Khomeiny.

L'ESPOIR 29.1.88

La Cinq : le Kurdistan à « Reporters » le 30 janvier 12 h 30

« Les Combattants de nulle part », un reportage exclusif de Jacques Anais sur les combattants Kurdes est présenté samedi 30 janvier sur la Cinq à 12 h 30 dans le cadre de « Reporters » de Patrick de Carolis. Jacques Anais a vécu deux mois avec les Kurdes d'Iran, la plus importante résistance intérieure au régime de Khomeiny.

DIFFERENCES Fév. 88

■ KURDES IRANIENS

Plus de 5 000 familles, soit près de 30 000 personnes ont été contraintes de fuir villes et villages. Périodiquement, le ré-

gime de Khomeiny se livre à des déportations massives des habitants aux frontières de l'Irak.

La guerre sur le sol du Kurdistan d'Iran a entraîné des dommages irréversibles. Un appel

à l'aide aux réfugiés a été lancé par l'association culturelle et sociale franco-kurde (AFK, BP 802, 75625 Cedex 13). □

11.2.88

2000 kurdische Gefangene im Hungerstreik

Ankara. - Rund 2000 Häftlinge des Militärgefängnisses von Diyarbakir im Südosten der Türkei sind am Dienstag in einen unbefristeten Hungerstreik getreten, um gegen die schlechten Haftbedingungen zu protestieren. Wie die linksgerichtete Tageszeitung «Cumhuriyet» am Mittwoch berichtete, protestieren die Häftlinge auch dagegen, dass sie während der Besuchsstunden kein Kurdisch reden dürfen. Angehörige und Freunde der Gefangenen organisierten parallel zu dem Hungerstreik einen Protestmarsch von der Haftanstalt bis zum Regionalbüro der oppositionellen Sozialdemokratischen Volkspartei.

Das Militärgefängnis von Diyarbakir hat nach den Erkenntnissen von Menschenrechtsvisitationen den Ruf einer «Folter-Festung».

(AFP)

LE COURRIER PICARD 5.2.88

Le tribunal administratif s'oppose à l'expulsion de deux Kurdes

Le Tribunal administratif de Paris a ordonné mardi le sursis à l'exécution des arrêtés d'expulsion pris à l'encontre de deux Turcs d'origine kurde, qui avaient été expulsés avec quinze Iraniens anti-khomeinistes.

Les deux Kurdes, Ismail Ongan et Ali Kaya Ozdemir, devraient ainsi pouvoir revenir rapidement en France, a

indiqué leur avocat Me. Jean-Louis Malherre.

Ils avaient été expulsés de France le 8 décembre dernier vers le Gabon où ils avaient observé une grève de la faim de 38 jours. Ils se trouvaient depuis à Madrid, dans l'attente d'un examen de leurs cas par le tribunal administratif.



TEMO FUT DANS LES ANNEES

70 le tout jeune barde de l'insurrection kurde, écrasée sous les bombes. En exil à Paris, Temo défend la cause kurde à sa manière, sans discours : il joue comme un diable virtuose et chante comme un poète en transe. Il a créé la seule boutique-atelier en Europe entièrement consacrée aux suz et aux tunburas. (1 rue des Trois-Couronnes, 75011).

6.2.88

Tages-Anzeiger

Heute mit MAGAZIN Stellenanzeiger

Zwanzig Kurden zum Tode verurteilt

Diyarbakir. - Ein Militärgericht in der osttürkischen Stadt Diyarbakir hat am Freitag nach einer Meldung der halbamtlichen anatolischen Nachrichtenagentur zwanzig wegen Mordes und Umsturzversuchs angeklagte Mitglieder der kommunistischen Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) zum Tode verurteilt. Gegen dreizehn weitere Angeklagte seien lebenslängliche Gefängnisstrafen, gegen 17 Haftstrafen zwischen 3 und 24 Jahren verhängt worden. Die übrigen 24 der insgesamt 74 Angeklagten seien freigesprochen

worden, berichtete die Agentur. Seit 1983 ist in der Türkei kein Todesurteil mehr vollstreckt worden.

Die Verurteilten wurden dem Bericht zufolge für schuldig befunden, am Guerillakampf der Kurden für die Errichtung eines eigenen Staates im Südosten der Türkei beteiligt gewesen und für den Tod von rund 100 Menschen verantwortlich zu sein.

Die PKK hat ihren Kampf im Jahr 1984 begonnen und soll seitdem rund 700 Zivilisten und Soldaten getötet haben. Eine etwa gleich hohe Zahl von Untergrundkämpfern soll bei den Auseinandersetzungen ums Leben gekommen sein. (AP)

Die Kurden, rechtlos in konfliktreicher Region

Sang- und klanglos ist in der vergangenen Woche die Mitte Januar in den Bergen Kurdistans gestartete iranische Offensive «Zafar-5» («Sieg-5») zu Ende gegangen. Die Weltpresse berichtete darüber, wenn überhaupt, nur in Form von Kurzmeldungen. Aus den sich traditionell widersprechenden irakischen und iranischen Kriegskommuniqués liessen sich allenfalls kleinere Geländegewinne für die iranischen Truppen ableiten. Dem stehen Tausende von Toten auf beiden Seiten gegenüber. Von der iranischen Kriegspropaganda kaum erwähnt wurde die Tatsache, dass die iranischen Revolutionsgardisten ihren langsamen Vormarsch in erster Linie den kurdischen Guerillakämpfern im Norden Iraks zu verdanken haben, die seit Jahren für ein unabhängiges Kurdistan gegen das Regime in Bagdad kämpfen. Im nördlichsten Ausläufer des Golfkrieges stehen die heimatlosen Kurden einmal mehr zwischen den Fronten. Der nachfolgende Bericht entstand aus einem Gespräch mit einem Kurden, der unlängst die «befreiten Gebiete» im «kurdischen Dreieck» im Nordirak besucht hatte.

■ VON WERNER VAN GENT, ATHEN

Nennen wir ihn Nadschib, eine eher gedrungene Gestalt mit scharfen Augen, einer markanten Nase und einem eindrucksvollen Schnurrbart. Seinen wirklichen Namen will er nicht erwähnt haben, genausowenig wie alle anderen Angaben, die Aufschluss über seine Identität geben könnten. Nadschib ist Kurde und stammt, wie er sagt, aus «West-Kurdistan» – aus dem Südosten der Türkei.

Durchlässige Grenzen

Als wir uns treffen, ist er gerade von einer dreiwöchigen Reise durch Kurdistan zurückgekehrt. «Halb legal, halb illegal» habe er im Dreieck Türkei-Irak-Irak mehrmals die Grenzen überquert, die das alte Kurdistan in drei Stücke teilen. Wie denn das möglich sei, frage ich erstaunt. Denn schliesslich gehört die türkisch-irakische Grenze zu den bestbewachten der Region, und im Grenzgebiet Iran-Irak ist ein blutiger Krieg im Gang. Nadschib schmunzelt: «Für uns sind die Grenzen so durchlässig wie eh und je, gefährlich sind nur die Minenfelder. Die irakisch-iranische Front ist lang, wenn man hüben wie drüben Freunde hat, ist es nicht schwer, sich einem Maultiertransport anzuschliessen und so dem Krieg aus dem Wege zu gehen.»

Maultiertransporte bilden seit Jahrhunderten die Haupteinnahmequelle der Kurden in diesem Gebiet. Lukrativ ist dabei weniger der Transport als vielmehr das Transportierte: Wer heute in Teheran auf dem Schwarzmarkt eine Flasche Whisky aufreibt (was nach der islamischen Gesetzgebung streng verboten ist), kann ziemlich sicher sein, dass sie aus dem «Goldenen Dreieck» der Kurden stammt. Nicht selten haben die Flaschen, die mittlerweile umgerechnet zwischen 200 und 500 Franken kosten, noch irakische Aufschriften. Auch Waffen sind im Dreieck zu haben. Experten behaupten, billiger als anderswo im Nahen Osten.

Und schliesslich gehören die Kurden zu jenen ethnischen Minderheiten im Iran, die das Geschäft mit den fluchtwilligen Iranern in der Hand haben. Für einen Flüchtling kann «der Transport» über die Berge in die Türkei schnell 3000 bis 4000 Dollar kosten, wobei der Erfolg nicht garantiert wird. Aus Kreisen des UNO-Hochkommissariates für Flüchtlinge in Ankara war zu vernehmen, dass die iranischen und türkischen Streitkräfte gelegentlich zusammenarbeiten, um die fluchtwilligen zurückzuschaffen, noch bevor sie bei den türkischen Behörden das Asyl beantragen können. Da die Militärs auf allen Seiten aber meistens direkt vom Schmuggelgeschäft profitieren, bleiben die Maultierkonvois in der Regel unversehrt.

Kurdische Front im Irak?

Der etwa 42jährige Nadschib erwähnt aber auch, dass sie oft stundenlang zu Fuss gehen mussten, um über Bergpfade vom einen zum anderen Guerillastützpunkt zu gelangen, Nadschib gehört zu

jenen Kräften, welche eine über die Grenzen reichende Zusammenarbeit türkischer, irakischer und iranischer Kurden herbeiführen möchten. Jahrelang schien dies eine Utopie zu sein. Kaum ein Volk der Region wird so verfolgt und ist gleichzeitig so zerstritten wie die Kurden.

Doch in den letzten Monaten zeichnete sich zumindest im Irak eine Annäherung der zwei stärksten Bewegungen ab, der irakischen Demokratischen Partei Kurdistans (DPK) und der Patriotischen Union (PUK) ab. Man spricht sogar von der Gründung einer nationalen kurdischen Front. Beide Organisationen geben an, ausgedehnte Gebiete im Norden Iraks «befreit», d. h. der Kontrolle der irakischen Armee entzogen zu haben. Dafür versucht die Armee allerdings um so intensiver, diese Region auszuhungern.

Die DPK beherrscht, wie sie selbst sagt, im Norden Iraks einen rund 60 Kilometer tiefen und 200 Kilometer langen Landstrich entlang der türkischen Grenze. Die DPK-Irak wird von Massud Barsani geführt, dem Sohn des legendären Mullah Mustafa Barsani, der Anfang der sechziger Jahre einen bewaffneten Widerstand gegen die Regierung in Bagdad gestartet hatte. Die DPK-Irak stützt sich stark auf das traditionelle Muster der kurdischen Gesellschaft ab. Ein Vertreter der irakischen DPK in Europa antwortete auf die Frage, wie viele Menschen in der befreiten Zone lebten, «etwa 20 000», meinte damit aber die Zahl der Grossfamilien.

In den vergangenen Jahren haben türkische Kampfflugzeuge mehrfach Ziele im Gebiet der DPK-Irak angegriffen, angeblich, um Stützpunkte der in der Türkei tätigen PKK, der Arbeiterpartei Kurdistans, zu treffen. Nach Angaben der DPK-Irak verwenden die bewaffneten PKK-Kämpfer das Gebiet aber höchstens für den Transit. Von «Stützpunkten» könne keine Rede sein.

Die PUK, die zweite der beiden grossen Kurden-Organisationen im Irak, hat sich weiter südlich, im Grenzgebiet zum Iran, eingenistet, ihr Gebiet erstreckt sich rund um den Dukan- und den Darbandstausee sowie über das Bergland um die strategisch wichtige Stadt As Sulaymaniya. Geführt wird die PUK von Dschelal Talabani. Während sich die «Barsani-Kurden» politisch kaum in eine bestimmte Richtung profilieren, strebt Talabani die Gründung eines sozialistischen Kurdistans an.

Beide irakischen Guerillaorganisationen werden heute mit Waffen und Geld vom iranischen Regime unterstützt, das sie allerdings in den Armeekommuniqués jeweilen nur als «muslimische Kämpfer» darzustellen wünscht.

Nadschib begegnet dieser «Zusammenarbeit» freilich mit Skepsis, «sobald es Frieden gibt, werden sich 700 000 iranische und irakische Soldaten rücksichtslos gegen uns wenden. Das ist leider die Lektion der Geschichte.» Als sich der Schah von Persien 1975 plötzlich dazu entschied, mit Bagdad Frieden zu schliessen (im Vertrag von Algier), mussten in der Tat die Kurden dafür bezahlen. Vor

allem die Barsani-Kurden, die Teheran bis dahin reichlich mit Waffen und Geld unterstützt hatte, galten plötzlich als Feind für die iranischen Streitkräfte. Nadschib: «Was jetzt mit der Bevölkerung in diesem Gebiet geschieht, ist schrecklich, vielleicht wird man aber nachher sagen müssen, für uns war der Krieg besser...»

Auf die Frage, wie man sich das Leben in den «befreiten Gebieten» vorstellen müsse, sagt Nadschib: «Leben kann man dem nicht sagen. Allein im vergangenen Jahr sind in den Gebieten Barsani und Talabani 220 Dörfer durch irakische Luftangriffe zerstört worden.» Im vergangenen Jahr soll Bagdad auch immer wieder Giftgas eingesetzt haben. «Ich habe selber in einem kleinen Feldspital im Gebiet Talabani die Opfer gesehen. Meistens wurde Senfgas eingesetzt. Ich werde das Bild eines Mädchens nicht vergessen, das an allen empfindlichen Körperstellen schreckliche Wunden hatte. Sie stammte zusammen mit zwei anderen Kindern aus dem Dorf Schehuschena, Region As Sulaymaniya, eines der letzten Dörfer, das im vergangenen Jahr angegriffen worden ist. Bei der Behandlung von Giftgasopfern hat dieses kleine Spital wohl mehr Erfahrung gesammelt als viele grosse Spitäler im Westen.»

Ziel der irakischen Streitkräfte ist es eindeutig, die Verbindungen der kurdischen Guerilla, der «Peschmergas» (wörtlich: «die den Tod nicht fürchten») mit der Zivilbevölkerung zu unterbinden. Deshalb werden Bergdörfer zerstört und die Bevölkerung in die Täler verlegt. Nach Angaben der Zeitung «Kurdistan Post» hat Bagdad – wie schon in den siebziger Jahren – wiederum ganze kurdische Dörfer in die Wüste im Südwesten des Landes umgesiedelt.

Nadschib: «Und doch kommen einzelne Bauern immer wieder zurück. Eines Tages mussten wir einen längeren Umweg durch die Berge machen, um einer Armeepatrouille aus dem Wege zu gehen. Da hörte ich plötzlich einen Hahenschrei: Es waren aber zunächst weit und breit nur Steine und Fels zu sehen. Bis wir fast in eine kleine Senke fielen, die mit Gemüse und Blumen bepflanzt war.» Ein Bauer hatte sich hierher verkrochen. Sein Dorf war bei einem Bombenangriff zerstört worden. 107 Bewohner seien «ins Exil» geführt, 13 getötet worden. «Vom Dorf blieb nur ein Trümmerhaufen. Hier oben aber, zwischen den Steinen, sahen wir ein kleines Paradies. Sehen Sie, das ist Kurdistan, Apokalypse und Paradies in einem», meint Nadschib.

Trotz der Brutalität, mit der Bagdad versucht, die Kurden zu zähmen, ist Nadschib kein Iran-Freund. «Auch die Perser verfolgen die Kurden im Iran. Schauen Sie einmal auf die Karte. Nur eine relativ kleine iranische Provinz heisst Kurdistan. Der eigentliche kurdische Teil Irans ist aber mindestens fünfmal grösser.»

Während Teheran die PUK und die DPK-Irak aktiv unterstützt, kämpfen die iranischen Truppen gegen die Peschmergas der Demokratischen Partei Kurdistans im eigenen Land, der DPK-Iran unter Abdolrahman Ghassemlu. Nadschib: «Richtig kontrolliert haben die Revolutionsgardisten Khomeinis das kurdische Gebiet im Iran nie. Aber einen Krieg – wie im Norden Iraks – gibt es dort derzeit keinen. Als ich im Iran war, gab es regelmässig kleinere Übergriffe der Peschmergas auf iranische Garnisonen. Davon hört man in den Kommuniqués natürlich nichts.»

Auf die Frage, ob er eine Zusammenarbeit Ghassemlus mit den irakischen Kurden für möglich halte, sagt Nadschib: «Das ist derzeit wohl ausgeschlossen. Aber immerhin gibt es ein stillschwei-

gendes Abkommen, dass wir uns zumindest nicht direkt gegenseitig bekämpfen.»

Auch im Iran versucht das Regime, die unkontrollierbaren kurdischen Dörfer umzusiedeln. «Das geht ganz einfach. Eines Tages fährt eine Einheit schwerer Artillerie ein. Die Felder werden zerstört, zum Teil gerät die Region auch ins Schussfeld der irakischen Luftwaffe. Da gibt es dann oft nur noch eins – wegziehen nach Täbris oder Teheran.»

«Unsere Zeit ist die Nacht»

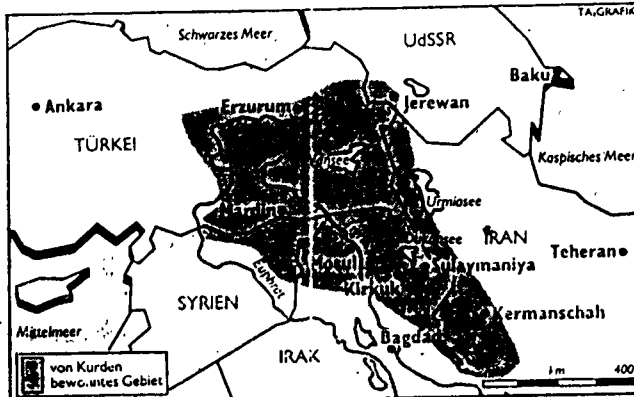
Auch mit der «Arbeiterpartei Kurdistans» – der hauptsächlich aus dem Libanon und Syrien operierenden militanten Organisation der türkischen Kurden – gebe es, wie mit Ghassemlu, keine Zusammenarbeit. Wie ein Vertreter der DPK-Irak behauptet, bekämpft man sich jedoch nicht mehr. Für die irakische DPK und die PUK steht ausser Zweifel, dass die Türkei nur darauf wartet, die Dörfer von Kirkuk und Mossul zu besetzen, wenn der Krieg zugunsten Irans ausgehen sollte. «Und dann wird man die kurdische Gefahr für die Einheit der Türkei als Vorwand benutzen.» Ein enger Mitarbeiter Massud Barsanis hat unlängst auch gesagt: «Der Golfkrieg wird in Kurdistan entschieden. Die iranische Massenmobilisierung vor Basra ist alles nur Show. Letztes Jahr war sie viel grösser, und auch damals gelang den Iranern der Durchbruch bei Basra nicht. In Kurdistan sind die Iraker viel schwächer als im Süden.» Nadschib: «Am Tag mag das alles nicht so dramatisch aussehen. Wir Kurden kämpfen aber nachts. Ich bin selber mit Waffen gross geworden. Wir mussten immer schon zwei oder drei Gesichter haben. Unsere Zeit ist die Nacht...»

Kurdistan ist ein Heimatland – kein Staat

Zum iranischen Hochplateau als geographischem Begriff gehören heute die Nationalstaaten Iran, Irak sowie Teile Pakistans und Afghanistans. Doch die nationalstaatlichen Grenzen wurden erst zu Beginn des 20. Jahrhunderts gezogen. Die damit geschaffenen Minderheitenprobleme – auch dasjenige der Kurden – erklären sich zum Teil aus der Geschichte, die diesen Grenzbeziehungen voranging.

Noch heute nennen die Iraner selbst ihre Heimat offiziell «Iran»: «Land der Arier». Die Arier, ein zur indogermanischen Sprachgruppe zählendes Volk, wanderten spätestens im 11. Jahrhundert v. Chr. über den Kaukasus in das iranische Hochplateau ein. Dabei wurden, wie der italienische Orientalist Alessandro Dausani in seinem Buch «Die Perser» (Kohlhammer, 1965) schreibt, zwei ihrer Untergruppen zu «historischen» Völkern – die Meder und die Perser. Nacheinander brachten sie im 7. und 6. Jahrhundert v. Chr. die ersten iranischen Dynastien hervor.

Nachfahren der Meder sind die Kurden. Sie sind Wanderhirten, Nomaden, betreiben also traditionellerweise Viehzucht und Wollproduktion. Die Perser dagegen gehören zu den sesshaften Völkern der Region, waren damit auf den Ackerbau angewiesen. Der uralte zivilisatorische Gegensatz zwischen Nomaden und Sesshaften liefert bis in unsere Tage – und nicht nur zwischen Kurden und Persern – mannigfachen Konfliktstoff.



Das Gebiet, in dem die Kurden leben, reicht vom türkischen Berg Ararat im Norden bis hinunter zu den Ebenen des alten Mesopotamien im Süden, von der Tauruskette im Westen bis zum iranischen Urmia-See im Osten. Aber Kurdistan ist kein Staat, bestenfalls ein Heimatland, wie es jüngst ein «Zeit-Journalist» ausdrückte. Durch die Nationalstaatenbildung ist das kurdische Stammland auf fünf Staaten aufgeteilt worden: auf den Iran, den Irak, die Türkei, Syrien und die Sowjetunion. Keine der Zentralgewalten in diesen Staaten hat je Anstalten gemacht, der kurdischen Bevölkerung innerhalb ihres Hoheitsgebiets auch nur begrenzte Selbst-

bestimmungsrechte zu gewähren, geschweige den Unabhängigkeit. Im Gegenteil: Die grenzüberschreitenden Nomaden waren den auf Beständigkeit bedachten Herrschern in Teheran, Bagdad und Istanbul stets ein Dorn im Auge – eine unkontrollierbare Kraft, die es zu bremsen, nicht zu fördern gilt.

Die Situation der iranischen Kurden ist dabei in manchem typisch für das ganze kurdische Volk. In einem Iran, dessen Landwirtschaft und Wirtschaft vom Schah ohnehin bis an die Wurzeln zerstört und unter Khomeini nicht wieder aufgebaut wurde, bewohnen die Kurden die magersten Landstriche: die

gebirgigen nordwestlichen Grenzregionen. Sogar in der Provinz Westasereidschan, der einstigen «Kornkammer» des Landes, in deren Mittelteil noch immer die süssesten inländischen Trauben, die prallsten Birnen und das saftigste Gemüse hervorgebracht werden, erlöscht aller äussere Glanz, sobald man in kurdisches Gebiet kommt. Dann enden die elektrischen Leitungen. Dann geht der Beton auf den Strassen in löchrigen Asphalt über, um bald einmal in Hohlwege zu münden – und diese führen zu Dörfern ohne gefasstes Wasser, ohne Schulen, ohne Sanitätsdienste. Da trifft man den Bauern am Weg, der – mit ein paar geliehene Zügtieren – ein Scherflein Weizen drischt, sein «Brot» für den Winter. Da schichten Frauen getrocknete tierische Exkremente auf eine Beige – Brennholz für ihre Küche.

Die Kurden im Iran haben eine starke eigene Identität bewahrt, auch wenn sie ihre eigene Sprache offiziell nicht sprechen, ihre seltsam versponnene Musik nicht spielen dürfen. Aber ihre Frauen tragen noch immer ihre traditionell schmetterlingsbunte Kleidung – Farbtupfer im grau-schwarzen Gefüge des «Gottesstaates». Die iranischen Kurden kämpften gegen den Schah. Sie forderten «Demokratie für Iran, Autonomie für Kurdistan». Darauf übete sie Khomeini gleich als «Verräter auf Erden». Nun kämpfen sie auch gegen ihn – aus dem Untergrund, in dem sie seit langem zu Hause sind. (msl)

LE QUOTIDIEN

DE PARIS 6.2.88

TURQUIE

Vingt militants kurdes ont été condamnés à mort, treize autres à la prison à vie et dix-sept à des peines de prison allant de 3 à 24 ans, hier par le tribunal militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie). Les condamnés appartiennent au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) marxiste-léniniste, principale organisation armée kurde en lutte contre Ankara et très active dans les provinces de l'Anatolie orientale.

NORD LITTORAL 11.2.88

Des Kurdes occupent des locaux à Paris et à La Haye

Une trentaine de Kurdes de Turquie ont occupé hier pendant près de cinq heures les locaux parisiens d'Amnesty International (AI).

Les protestataires ont affirmé appartenir au «Comité du Kurdistan» et demandé qu'AI intervienne en faveur des militants kurdes détenus dans la prison de Diyarbakir (Sud-Est de la Turquie).

AI a indiqué qu'elle intervenait régulièrement pour dénoncer les conditions de détention dans les prisons turques, notamment à Diyarbakir où le tribunal militaire a condamné à mort le 5 février 20 militants kurdes, 13 autres à perpétuité et 17 à des peines allant de trois à 24 ans de détention.

A La Haye, une vingtaine de Kurdes ont occupé pendant deux heures l'entrée du ministère des Affaires étrangères pour protester contre la politique d'octroi du droit d'asile, à leurs yeux restrictive, du gouvernement néerlandais.

L'HUMANITE 8.2.88

VINGT CONDAMNATIONS A MORT EN TURQUIE

Vingt membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit, ont été condamnés à mort et quatre-vingt-quatre autres à des peines de prison allant jusqu'à la détention à vie par le tribunal militaire turc de Diyarbakir, la principale ville du Kurdistan. Le PKK mène la lutte pour la reconnaissance du droit national des Kurdes de Turquie.

L'HUMANITE 11.2.88

► **DEUX MILLE PRISONNIERS KURDES** de la prison militaire de Diyarbakir (est de la Turquie) ont entamé une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention et l'interdiction qui leur est faite de parler kurde avec leurs familles lors des visites.

► **CINQUANTE MILITANTS KURDES** occupé, mercredi, le siège parisien d'Amnesty International pour dénoncer les peines de mort prononcées à Diyarbakir contre une quarantaine de personnes accusées d'appartenir au PKK (Parti des travailleurs de Kurdistan) qui mène la lutte armée pour l'indépendance du Kurdistan de Turquie.

LA MONTAGNE 17.2.83

BUREAU D'AMNESTY INTERNATIONAL ÉVACUÉ

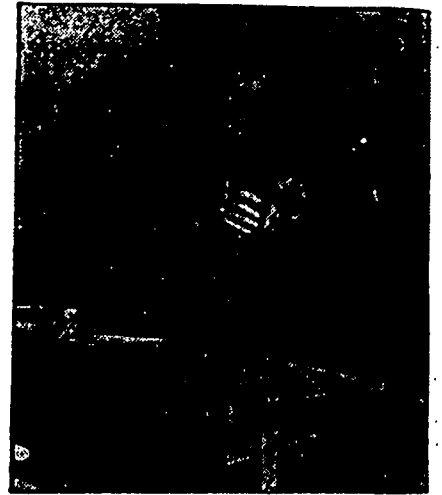
► **BERNE.** – La police municipale bernoise a fait évacuer, hier matin, le bureau de la section suisse d'Amnesty International qui était occupé depuis six jours par des Kurdes. Une trentaine de personnes, parmi lesquelles se trouvaient des femmes et des enfants, ont été arrêtées pour un contrôle d'identité.

C'est Amnesty qui a demandé cette intervention de la police après avoir tenté en vain d'obtenir le départ des Kurdes, a expliqué un porte-parole de l'organisation.

Les Kurdes ont entamé une grève de la faim le 11 février dernier dans les locaux bernois d'Amnesty, pour protester contre des peines de mort prononcées contre des Kurdes en Turquie.

L'HUMANITE 11.2.88

► **LE COMITÉ DE DÉFENSE DES LIBERTÉS ET DES DROITS DE L'HOMME**, présidé par Georges Marchais, a adressé à l'ambassade de Turquie à Paris un télégramme de protestation contre l'accentuation de la répression au Kurdistan de Turquie et exigé l'arrêt immédiat des exécutions, la garantie des droits de la défense pour les emprisonnés et le respect des droits légitimes de la population kurde.



حمایت از مردم و مخالفت با دولت ترکیه ، در یکی از داستان‌هایش مستگیر می‌شود و به هجده مازندان و شش ماه تبعید محکوم میگردد.

هر چند که بی مورد زندانی می‌شود ، مخالف در زندان به عنوان یک نویسنده رئالیست شکل می‌گیرد. اولین کتاب نویسنده تحت عنوان «مرگ‌های افتخارآمیز» در زندان بروی کاغذ می‌آید.

پس از آزادی مدت‌ها از وقت خود را در جستجوی کار می‌گذراند. سال ۱۹۶۳ سال شگوفایی نبوغ و هنر نویسنده بشمار می‌رود. یکی از کارگردانان بزرگ سینما از یلماز دعوت می‌کند که در فیلم‌هایی مربوط به ترکیه مشاکی بازی کند. نویسنده می‌پذیرد.

زندگی مادی بهبود می‌یابد. این فیلم‌های ماجراجویانه و تاریخی از یلمازگونی نویسنده ، یک هنرپیشه سینما بوجود می‌آورد.

یلمازگونی با شور و حرارت خاصی در فیلم‌های بسیار تجارتمحیزی می‌کند. او هدف خاصی را دنبال میکند و تحقق این هدف همواره آرزوی او بوده است.

خودباختصاص میدهد و به گونی عنوان بهترین هنرپیشه و کارگردان تعلق می‌گیرد. اما مقامات و مسئولین ترکیه نمایش فیلم را ممنوع کرده و نویسنده را به اتهام به تصویر کشیدن چهره‌های نامرست از جامعه ترکیه محکوم میکند.

نه فشار و نه کوششهای مسئولین جهت متفصح جلوه دادن یلمازگونی در اذهان عمومی ، کارگردان و نویسنده حسنگی‌ناپذیر را از کار خود باز نمی‌دارد. یکی از دوستانش در مورد او گفته است: «شوندگان ترکیه تمایل دارند که یلمازگونی باسیست آنها کساز بیاید. اما وی نمی‌پذیرد. او به آکان درس خوب‌سی داده است.»

جهت رام کردن و بهانه‌تراشی این نویسنده ، مسئولین سعی بسیار می‌کنند. از فیلم‌هایش در مجلات مشهور و رفرش ترکیه انتقاد میشود. اما گونی همچنان به اصول و عقاید خود وفادار میماند. خبرنگاران و شایع‌پردازان او را به فساد متهم میکنند و حواشی را به او نسبت میدهند. اما نویسنده راه خود را ادامه می‌دهد و واقفیت را با مردم در میان می‌گذارد. هرچند که تلخ است و زندان را به دنبال دارد.

در سال ۱۹۷۱ یلمازگونی به اتهام پناه دادن به آثارشست‌ها مستگیر میشود. البته این اتهام کاملاً کاذب و بی‌اساس است. در زندان به او خبر می‌دهند که یکی از فیلم‌هایش بهترین جایزه اول فستیوال فیلم ترکیه شده است. در سال ۱۹۷۲ به هنگام آزادی از زندان می‌گوید: «زندان درجه‌های بر روی مبارزات اجتماعی من بشمار می‌رود. حال وظیفه دارم فیلم‌های جنیدی‌تیمی کنم.»

در مکتب یلمازگونی، بین حرف و عمل فاصله‌ای وجود ندارد. به زودی فیلم‌هایی چون «رنج‌سوق» ، «اضطراب» ، روی صحنه می‌آید. دو فیلم «...» که به نحوی همچنان‌کنگیز تصاد موجود در جامعه ترکیه را فاش می‌سازد. فیلم «رفیق» مسائل اخلاقی را بنحوی برنده مطرح ساخته و نومی اندیشه و فکر اجتماعی را به دنبال دارد. نمایش فیلم باعث یک ماه رکسورد بی‌سابقه‌ای در ترکیه بجای می‌گذارد. سال‌های نمایش مملو از تماشاچیان مشتاق چشمها را خیره می‌کند. مقامات و مسئولین که همواره در مورد شخصیت نویسنده و کارگردان ترکه‌چار شکو تریب می‌انند، جهت انزوا و از میان برداشتن وی به حربه دیگری متوسل می‌شوند.

در جریان فیلمبرداری فیلم «هشدار» دادستان شهر در هتل محل اقامت گونی و همکارانش کشته می‌شود. «گونی» به اتهام قتل به زندان افتاده به نوزده سال زندان محکوم می‌شود. شاید اگر شخص دیگری بود شهادت خود را از دست میداد. اما گونی اراده‌ای آهنین دارد. او نمی‌گذارد که شکستش دهند.

دنیای یلمازگونی: بیان تلخ واقعیت و آینده مبهم

دکس هزینه لازم جهت ساختن فیلم‌هایی که اصول و عقاید نویسنده را مطرح سازد، تجزیه سخت‌یلمازگونی که بی‌بسته جوانی از جامعه رانده شده و از بی‌عدالتی اجتماعی و فقر رنج می‌برد، منشاء فیلم‌های مهم پس از دهه‌های با ارزش و اجتماعی ، قرار می‌گیرد. فیلم «امیده» شاهکار سینمایی یلمازگونی جایزه ویژه فستیوال بین‌المللی دگر نوپل، را به خود اختصاص می‌دهد. این فیلم در خارج از ترکیه شهرت جهانی می‌یابد. مجله «افریقای جوان» ، این فیلم را در میان بهترین کارهای سینمایی کشور های در حال توسعه قرار می‌دهد.

«امیده» داستان غم‌انگیز یک سورچی (گونی نقش اول را بازی می‌کند) است که زندگی خود را از گرداندن پولدارهای بیچاره و رهاطلب در شهر می‌گذراند. مرگ اسبش او را بیچاره کرده به ورشکستگی می‌کشاند. سورچی بی‌نوا یا ایمان آوردن به سخنان پوچ و بی‌اساس یک فرد نامرست ، در بی‌بخت آوردن کجی خیلنی راهی بیابان می‌شود. پس از مدت‌ها سرگردانی بی‌بانه شده ، میبردد. ظاهر ساده داستان از خشم و درد کارگردان کهنواره بااستبدیدگان همدردی می‌کند. سخن می‌گوید.

در فستیوال فیلم «انده» «امیده» جایزه اول را به

یلمازگونی، نویسنده ، هنرمند و کارگردان بزرگ و حسنگی‌ناپذیر ترکیه ، سراسر زندگی کوتاه خود را به مبارزه علیه فشار و بی‌عدالتی اختصاص داده است. آثار وی از افکاری بسیار درخشان الهام گرفته است. این نویسنده و کارگردان بزرگ ترک زندگی غم‌انگیزی داشته است نوازده سال از جهل و هفت سال زندگی کوتاه خود را محروم از حقوق قضایی و قانونی در پشت میله‌های زندان سپری کرده است. این روح زجر کشیده و دردمند همواره آماج حملات و سوء قصدهای دشمنانش بوده است. اما طیرقم همه بورها و رتبه‌ها یلمازگونی به مبارزات خود ادامه داده است.

یلمازگونی ، در سال ۱۹۷۷ در یکی از روستا های کوچک ترکیه در یکی از خانواده‌های کردنوستانی پنجا می‌آید. در هفت سالگی پدر را از دست می‌دهد. پس از پایان دوره دبیرستان ، در دانشکده اقتصاد دانشگاه استانبول ثبت نام می‌کند.

یلماز ، جوان جهت گذران زندگی محسود و خانواده‌اش و نیز پرداختن هزینه تحصیلات در استودیو های فیلم برداری بکار می‌پردازد. در ضمن کارداستان های کوتاه و سناریوهای جالبی می‌نویسد. اما موفق نمی‌شود که تحصیلات خود را به پایان برساند. بچرم

دنیای...

نورزندان رمان های بسیار از جمله رمان مهمه ، را بروی کاغذ می‌آورد. این رمان ها منتشر میشود. در حالیکه فیلم های نویسنده یک پدیده جدید در سینمای ترکیه محسوب میشود. رمان‌های وی در میان ادبیات ترکیه بی‌شنوان رئالیسم اجتماعی جای خاصی برای خود باز میکند.

اما چیزی که باعث تعجب میشود این است که یلمازگونی زندانی، از پشت میله های زندان نیز همچنان به کمک دوستان و همکارانش بکارگردانی و ساختن فیلم ادامه میدهد. در سال ۱۹۷۹ دو فیلم با عنوان های «دگه» و «مجاهد» با موضوعات اجتماعی برپرده سینما می‌آید. (بقیه در صفحه آخر)

در سطح جهانی تجلیل شود. در سال ۱۹۸۱ گونی بنا بر اثر از زندان مجبور می‌شود ترکیه و دیار خود را ترک کند. محل اقامت خود را بوسته تغییر میدهد. مخالف این سرگردانی و در پیروی رفتار و عقایدش تاثیری بجای نمی‌گذارد. تبادل آراش خود را همچنان حفظ کرده از بدبختی و ناپسا منی های خود در زندگی گله و شکایتی نمیکند. اما یلمازگونی شدت بیماری است؛ بیماری سرطان نویسنده را فرجهای چنگال های خود می‌شمارد.

دیواره آخرین فیلم یلمازگونی فرزند باسماخته شده، بروی برده می‌آید.

این فیلم داستان زندگی یک مهاجر سیاسی و تاحدی یک بیوگرافی شخصی است.

نویسنده و کارگردان مهاجر سرانجام در سال ۱۹۸۴ در پاریس با زندگی وداع می‌گوید.

(بقیه از صفحه ۲)

گونی در زندان ، با دقت و موشکافی فراوان صحنه های مختلف فیلمش را طرح ریزی کرده و نقشهای هنرپیشگان آن را مشخص میکند.

دوستان و همکاران کارگردان، به هنگام ملاقات از این دردمند زندانی، جزئیات تشریح شده را گرفته، در فیلم پیاده میکنند. به این ترتیب فکر سینما پرداز شکلی گیرد.

فیلم «دگه» از زندگی جوانان های ترکیه در روستا های برتنو دور افتاده سخن می‌گوید و مجاهده داستان پنج زندانی است که در زندان با یکدیگر آشنا میشوند.

این فیلم جایزه اول فستیوال فیلمگان را به خود اختصاص داده و موجب میشود که از کارگردان آن یلمازگونی،

TURQUIE

Relance du débat sur les droits de la minorité kurde

La question des droits de la minorité kurde revient à l'ordre du jour en Turquie. Elle a provoqué un mouvement de grève de la faim qui se poursuit depuis une semaine dans les prisons du sud-est du pays. Jeudi dernier, le gouvernement et une partie de la presse turque avaient violemment pris à partie le département d'Etat américain, dont le rapport annuel sur les droits de l'homme avait souligné la nécessité de reconnaître les droits de la « minorité nationale kurde ».

ANKARA de notre correspondant

Selon l'Association turque des droits de l'homme, deux mille prisonniers, en majorité des militants séparatistes kurdes, ont entamé depuis une semaine une grève de la faim à la maison militaire de Diyarbakir, grande ville du sud-est du pays à majorité kurde. Ils demandent le droit de s'exprimer en kurde, langue maternelle de huit millions de citoyens turcs, avec leurs parents, seuls autorisés à les visiter et dont c'est souvent la seule langue de communication, surtout pour les femmes. Une mère de détenu s'est récemment plainte en kurde à l'Assemblée nationale de n'avoir pu, depuis sept ans, communiquer avec son fils.

L'Association des droits de l'homme fait valoir que la Constitution qui interdit « l'expression et la publication d'opinions en kurde » ne s'applique pas dans ce cas. Les grèves se sont étendues par solidarité à d'autres prisons, en particulier celle d'Esikishchir, où quatre-vingt-

dix-sept détenus auraient été placés en cellules disciplinaires à la suite de leur comparution en sous-vêtements devant le tribunal. Ils entendaient protester ainsi contre l'obligation du port de l'uniforme carcéral, dont les grévistes demandent la suppression.

Un débat houleux a récemment eu lieu à l'Assemblée nationale après qu'un député du premier parti d'opposition, le Parti populiste social-démocrate (SHP), eut voulu « briser les tabous en posant la question kurde dans toutes ses dimensions », en particulier culturelles. Il demandait la liberté d'écrire en kurde et, pour les parents qui le désirent, de donner des prénoms kurdes à leurs enfants. Le parallèle qu'il a établi entre l'atteinte aux droits des « minorités ethniques » en Turquie et celle dont sont victimes les minorités turco-musulmanes en Grèce et en Bulgarie, a déclenché la fureur de la majorité des députés du parti au pouvoir, l'ANAP (Parti de la mère patrie) : selon la thèse officielle, il n'existe pas de minorités en Turquie autres que celles à base religieuse des Arméniens et des Grecs, et toute reconnaissance des Kurdes comme minorité, même uniquement culturelle, est assimilée à un encouragement au terrorisme et à une menace contre l'intégrité territoriale.

Les clivages ne recourent pas nécessairement les partis politiques dans ce domaine : le président du SHP, M. Inonu, a, à plusieurs reprises, rappelé à l'ordre des membres de son parti qui avaient poussé trop avant la revendication culturelle. Inversement, des députés de l'ANAP, originaire du Sud-Est, n'ont pas caché leur sympathie pour l'initiative du député iconoclaste.

MICHEL FARRÈRE.

Συμβολική κατάληψη της Διεθνούς Αμνηστίας από Κούρδους

Τη συνδρομη της Διεθνούς Αμνηστίας ζήτησαν χτες Κούρδοι πολιτικοί προσφυγες, μέλη του εργατικού κομματος του Κουρδισταν (PKK), καταλαμβάνοντας συμβολικά για μια ώρα, τα γραφεία της Οργανωσης στην Αθήνα, στις 12 χτες το μεσημερι. Λιτήμα τους, να ερευνησει η Διεθνής Αμνηστία τις συνθήκες στις φυλακές της Τουρκίας, όπου τις τελευταίες μέρες περίπου 14.000 κρατούμενοι, Κούρδοι και Τούρκοι, κα-

νουν απεργία πείνας.

«Η μόνη οργάνωση που δήλωσε ότι δεν πείθει ότι τα βασανιστήρια έχουν σταματήσει στην Τουρκία παρά τις σχετικές επίσημες διεθνείς διαβεβαιώσεις του Τουρκικού ΟΣΑ», ήταν η Διεθνής Αμνηστία» απε στους Κούρδους ο πρόεδρος του τμήματος της Διεθνούς Αμνηστίας στην Αθήνα, Περικλής Παγκαλός. Και τους διαβεβαίωσε ότι έρευνες για την κατάσταση στις τουρκικές φυλακές γίνονται κάθε δύο μήνες, όμως για λόγους ασφαλείας των ερευνητών αλλά και εξασφάλισης του καλύτερου δυνατού αποτελέσματος της έρευνάς τους, δεν ανακοινώνονται ημερομηνίες και πρόσωπα. Υποσχέθηκε ακόμα ότι θα μεταφέρει το αίτημά τους στην έδρα της Διεθνούς Αμνηστίας στο Λονδίνο.

LE MONDE 18.2.88

La police met fin à l'occupation des locaux d'Amnesty International par des Kurdes

La section suisse d'Amnesty International a fait appel le mardi 16 février, à la police pour déloger une vingtaine de Kurdes qui occupaient depuis cinq jours les locaux de son siège central à Berne. Selon des témoins, l'intervention des forces de l'ordre a été particulièrement mus-

siée. La police a fait usage de gaz lacrymogènes et conduit les manifestants au poste.

En occupant les locaux d'Amnesty International, les Kurdes entendaient apporter leur soutien à quelque deux mille prisonniers kurdes incarcérés à Diyarbakir, dans l'ouest de la Turquie, en grève de la faim depuis une semaine pour protester contre leurs conditions de détention (le Monde du 17 février). Ils reprochaient à Amnesty International de ne pas s'occuper suffisamment de cette affaire. — (Corresp.)

ELEFTHORITPIA 17.2.88

ΚΙΝΗΤΟΠΟΙΗΣΕΙΣ των Κούρδων στην Τουρκία, αλλά και στην Αθήνα. Απεργία πείνας έχουν αρχίσει από τις 9 Φεβρουαρίου όλοι οι πολιτικοί κρατούμενοι των φυλακών του Ντιγαρμπακίρ (περίπου 2.000 άτομα), διαμαρτυρούμενοι για τα βασανιστήρια σε βάρος τους, τη θανατική καταδίκη 20 μελών του Εργατικού Κόμματος Κουρδιστάν (PKK) και την καταδίκη σε ισόβια άλλων 15. Τους συμπαραστάναται άλλοι 10.000, περίπου, πολιτικοί και ποινικοί κρατούμενοι από τις φυλακές Εσπασεχίρ, Αϊδίνιου, Αγκυρας και Μερσίν, που επίσης κάνουν απεργία πείνας.

Αιτήματά τους: Αρση των θανατικών ποινών και σταμάτημα των βασανιστηρίων, καθώς και να επιτρέπεται η επίσκεψη συγγενών των κρατουμένων που γνωρίζουν κούρδικά και όχι μόνο τουρκικά, πράγμα που αποτελεί όρο για τις επισκέψεις στις φυλακές.

Τα παραπάνω ανήγγελλαν χτες σε συνέντευξη τύπου εκπρόσωποι των κούρδικών και τουρκικών κομμάτων RKK, ACIL, DEV-SAVAS, SVP, AV-DEV-GENC, D.K. και TKP(B)TDY.

Είκοσι Κούρδοι πολιτικοί πρόσφυγες άρχισαν από χτες απεργία πείνας στα Προπύλαια για συμπράσταση στους συντρόφους τους στην Τουρκία. Με χο-



Από τη διαμαρτυρία των Κούρδων στα Προπύλαια

ρούς της πατρίδας τους και ένα «ταμπλό βιβάντ», που συμβόλιζε τις φυλακίσεις και τις εκτελέσεις από το στρατοκρατικό καθεστώς της Τουρκίας, οργανώσαν ένα

«χάπενινγκ», που κράτησε από το πρωί μέχρι το βράδυ, ενημερώνοντας τους παραστικούς για τις διεκδικήσεις τους. Ακόμα, διοργανώνουν πορεία διαμαρτυ-

ρίας μέχρι την τουρκική πρεσβεία στις 19 του μήνα, στις 5 το απόγευμα.

Tehran seeking better Ankara ties

ANKARA, Feb. 17 (R) — Iran is expected to offer Turkey a deal to suppress opposition groups active in each other's territory, Turkish officials said yesterday.

The officials said Iranian Foreign Minister Ali Akbar Velayati earlier this week asked Ankara to crack down on opposition groups active among hundreds of thousands of Iranians who fled to Turkey after the 1979 revolution in Iran.

Turkish newspapers have quoted Iranian opposition leaders as saying they had militants ready to operate in Turkey, but the only public signs so far are contact numbers scrawled in phone booths in central Istanbul.

Officials said Tehran in return was expected to offer curbs on Kurdish guerrillas fighting Ankara for autonomy who are believed to have moved to bases in Iran.

Velayati had visited Ankara in the first of a new round of contacts between Iran and Turkey on political and economic issues.

"Economic and political relations are developing between the two countries ... in many respects the two countries have the same opinions," Velayati said before leaving yesterday.

The economic side includes a big joint project for a \$3.5 billion pipeline to carry Iranian oil exports to Turkey's Mediterranean coast, but Turkish officials said Iran was having difficulty in raising its share of just over \$2.5 billion.

Turkish Prime Minister Turgut Ozal travels to Tehran on Feb. 28 for talks that he said would include a standing offer to help end Iran's 7-1/2-year-old war with Iraq.

Turkey has managed a fine balancing act in maintaining generally good relations between Iran and Iraq despite differing political systems and Ankara's firm adherence to NATO and its alliance with the United States.

Turkish officials said an Iranian deputy foreign minister due in Ankara next week was expected to propose curbs on Kurdish guerrillas conducting cross-border operations from Iran.

Turkey and Iran signed a pipeline protocol Jan. 14 in the latest stage of three decades of negotiation to ferry Iranian oil exports to the Mediterranean.

Kurds 'setting up death squads'

COLOGNE, West Germany, Feb. 17 (R) — Kurdish leftist separatists are suspected of setting up "death squads" in West Germany to eliminate political enemies, the chief federal prosecutor said today.

Federal prosecutor Kurt Rebmann told the *Cologne Express* newspaper several suspected Kurdish extremists arrested in West German police raids in the past week faced murder charges.

"I have great concern that foreign groups in (West Germany) could be building a state within a state in relations with their countrymen and committing crimes, including murder, using their own courts and death squads.

"I'm talking here in particular about Kurds but also about (Sri Lankan) Tamils

and Middle East groups" Rebmann told the Cologne daily, which released the interview in advance of tomorrow's publication.

Rebmann's spokesman, Alexander Prechtel, said 11 of the 12 Turkish Kurds arrested in police raids within the past week were expected to be charged with murder, kidnapping and membership in a terrorist organization.

The suspects were believed linked to the Kurdish Workers Party (PKK), an extreme leftist group seeking an independent Kurdish state in the border region of Turkey, Iran and Iraq.

Prechtel said the men were arrested after a Kurdish man escaped kidnappers who intended to try him before a "people's court" and execute him for refusing to join the PKK cause.

FINANCIAL TIMES 17.2.88

Iran, Turkey set for deal on Kurd rebels

BY JIM BODGENER IN ANKARA

TEHRAN may curb certain Kurdish guerrillas operating from its territory in exchange for restrictions on Iranian dissidents living in Turkey, a Turkish Foreign Affairs Ministry spokesman said yesterday in Ankara.

The tacit exchange will be discussed during a visit by a senior Iranian interior ministry official in a few days time, he added.

Although the Kurdish insurgents have not been named, they are understood to be the Kurdish Workers Party (PKK), blamed by Turkish security forces for most of about 240

deaths in 1987 from Kurdish guerrilla operations in south-east Turkey.

In return, Ankara would be expected to clamp down on anti-Tehran protests by Iranian dissidents in Turkey. Two recent examples were detailed by the spokesman.

The first was an interview in the Istanbul daily, *Gunes*, with Mr Shapour Bhaktia, the former Iranian premier, in which he claimed there were many militants in Turkey ready to take up arms against Tehran.

The second was a similar claim by a prominent Iranian dissident in Istanbul.

HERALD TRIBUNE 20-21.2.88

Kurds Posing Threat for Iraq

Backed by Iran, They Destabilize the Northern Front

By Patrick E. Tyler

Washington Post Service

IRBIL, Iraq — A burgeoning guerrilla army of Kurdish rebels, united by new alliances and Iranian backing, in the past year has posed a military threat to Iraq's control of its northern mountain regions, according to Western officials.

Iraq denies that it has lost any territory in the area known as Kurdistan, which Western diplomats and military analysts say has been the most active front in the Iran-Iraq land war in the past year.

Officially, Ibrahim Zanganeh, the Iraqi governor of this Kurdish heartland, said in an interview that the "war is not affecting the normal life of people" here. Still, Western diplomats and Kurdish exiles describe a wave of Kurdish attacks, kidnappings and assassinations of local Iraqi officials that have destabilized the area.

Western officials said Iraq has struck back by razing hundreds of Kurdish villages and forcibly resettling thousands of Kurds. According to Amnesty International, Iraq has committed widespread human rights abuses, including the use of chemical weapons against civilians.

"It is worse now than at any time since the war began," said a West-

ern ambassador in Baghdad, commenting on the growing military role of Kurdish insurgent groups.

Kurdish guerrilla forces struck in September at Kanimasi near the Turkish border, catching Iraqi forces off guard, capturing equipment and briefly occupying the town before withdrawing, according to Kurdish officials.

In Iran's biggest offensive this winter, the Kurds are reported to be fighting alongside Iran's Revolutionary Guards in a monthlong campaign in the mountains north-east of Kirkuk, near Mawat.

Iraq has claimed the seizure of 100 square miles (260 square kilometers) of Iraqi territory in that area, including 29 strategic heights and a half-dozen villages on both sides of the Little Zab River. The importance of this military campaign, according to Kurdish exiles, is that it seeks to link Kurdish irregulars and Iranian military forces along a mountainous arc from north-central Iraq to the Turkish border.

Kurdish rebels last month also claimed to have taken the northern border town of Deirlok, destroying an Iraqi intelligence center, the local Baath Party headquarters and the district governor's office.

The resurgent Kurdish campaign reflects Iran's success in 1986 in bringing together two rival Iraqi Kurdish nationalist organizations: Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdish Democratic Party, which under the Barzani clan has been the standard-bearer of Kurdish nationalism in uprisings since World War II.

The Kurds are among the largest ethnic minorities in the Middle East, numbering as many as 20 million people in Iran, Iraq, Turkey, Syria and the Soviet Union.

Although estimates differ about the relative strengths of Kurdish insurgent groups, sources are convinced that together they field at least 25,000 hardened mountain fighters, known as *pesh mergas*, or "those who walk before death."

Iraq may be seeking to increase its use of proxy forces against Iraq to tie down larger numbers of Iraqi military units on the northern war front as Iran continues its mobilization for its next offensive in the south.

One Western military analyst said, "No one uses the Kurds," and there are indications that Kurdish leaders are negotiating for their future autonomy as the price for fighting for Tehran.

LE FIGARO 19.2.88

TURQUIE 2 000 grévistes de la faim

■ Deux mille prisonniers kurdes ont entamé une grève de la faim illimitée le 9 février dans la prison militaire de Diyarbakir (Sud-Est) pour protester contre leurs conditions de détention et l'interdiction qui leur est faite de parler le kurde. Ils poursuivent leur mouvement, a annoncé le premier ministre Turgut Ozal.

LIBERATION 20.2.88

TURQUIE. Un prisonnier kurde est mort hier au cours d'une grève de la faim dans la prison militaire de Diyarbakir. Les 2000 autres détenus qui jeûnaient avec lui depuis 10 jours pour protester contre leurs conditions de détention ont annoncé qu'ils arrêtaient leur mouvement. Sept d'entre eux sont hospitalisés dans un état critique.

Ils espèrent aussi en leur terre promise

Le sentiment national kurde se fortifie de sa riche littérature ancienne et contemporaine, comme des martyrs de son épopée inachevée. Et ce n'est pas en occultant cet immense problème humain, de liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, que celui-ci trouve sa solution, sur le terrain du Moyen-Orient, autrement que par de pseudo-assimilations imposées par la force. Le Kurdistan existe sur nos Atlas. Il forme même un respectable croissant montagneux qui

va de la Turquie à l'Iran en passant par la Syrie et l'Iraq (500 000 km²). Mais le peuple qui continue de s'en réclamer, et conserve sa langue, divisé, déporté et combattu dans sa volonté d'auto-détermination, ne jouit toujours pas des libertés essentielles auxquelles il aspire. Aussi entretient-il une permanente guérilla, et ses espoirs viennent-ils nous interpeller jusque sous nos fenêtres.

Témoin cette discrète communauté d'immigrés kurdes qui vit en HLM, notamment à Lorient, depuis près de dix ans, et qui, en passe de faire souche, n'en aspire toujours pas moins à retourner en sa terre promise. Terre promise par la guérilla de libération, ou le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dont ils fêteront à leur manière - très familièrement - le dixième anniversaire, samedi prochain à Saint-Herblain.

Unions croisées

Même Laura, bretonne de souche, ne cache pas son désir de pouvoir rejoindre ce paradis de liberté, encore imaginaire, le jour où son conjoint kurde dont elle a eu un enfant - un magnifique bébé de cinq mois Léila - choisira de rallier ses montagnes où ses parents vivent encore en opprimés. Mais autre, peut-être, sera l'option de cette jeune Kurde de la région, liée pour sa part à un Breton... Le trait d'union est là, d'abord dans les cœurs, avant de s'exprimer dans le paysage géopolitique pour le moins explosif.

La victoire espérée

Les enfants, qui sont de bons élèves pleins de vitalité à l'école française, tandis que leurs papas se font peintres et maçons, et que certaines de leurs mamans travaillent aussi - (Guie («Rose» en français) est quant à elle vendeuse dans un hypermarché bien que mère de deux enfants - n'ont nullement eu besoin de réviser leur leçon. Ils sont venus en costumes verts d'espérance, rouges et jaunes. Aux couleurs du drapeau national kurde qu'en leur pays on ne brandit pas sans risquer emprisonnement ou expulsion. Et, spontanément, ils ont levé les bras, écartant leurs petits doigts pour former le «V» de la victoire sur toutes les oppressions contraires à tous devoirs.

Première langue : le kurde

Légalement, ils sont Turcs parmi les Turcs, d'ici ou d'ailleurs, mais ils parlent d'abord le kurde et ensuite le français. Bon nombre de leurs grands parents, restés au pays, ne connaissent que quelques bribes de turc. L'un de leur papa ne pratique encore que l'allemand comme seconde ou troisième langue apprise dans un lycée.

Bien que l'expulsion récente de deux des leurs - de France au Gabon - et l'interdiction en 1987,



Des habits de fête aux couleurs d'un drapeau national qui ne peut se brandir partout sans danger de mort

d'une grande fête kurde à la-Mutualité, leur posent quelques questions, ils estiment avoir trouvé en France un espace de liberté et d'attente, propice à la chaleur d'un foyer. Et préservé de racisme :

« Nous nous sommes fait des amis français, on se reçoit sans différence, on ne nous montre pas du doigt. On arrive toujours à se retrouver si l'on cherche. On a des copains turcs qui n'ont rien contre nous. Eux aussi lut-

tent contre la pauvreté. On lit les journaux de là-bas, on téléphone à nos familles... »

Recul de l'histoire

Ils savent bien sûr les noms de leurs congénères qu'on incarce et torture, et qui luttent contre tous les pouvoirs qui, au fil de leur histoire, ont rendu caduque le traité de Sèvres. Le 10 août 1920,

ce dernier reconnaissait pour la première fois l'existence d'une nationalité kurde. Et décidait même l'établissement d'un état kurde autonome. Depuis, personne n'a pu compter le nombre exact de leurs morts - hommes, femmes et enfants - dans la lutte. L'histoire leur semble donc avoir reculé - ils évoquent les peaux rouges - même si les forces de libération du Kurdistan leur promettent une victoire inéluctable. J.-P. A.

Repères

En 1974, le nombre des Kurdes était évalué à 14 millions. Ils s'estiment aujourd'hui 25 millions. Plus de la moitié vivent en Turquie : leurs révoltes tragiquement réprimées, de 1925, 1930 et 1937, s'y sont étendues sur un territoire s'allongeant sur plus de 600 km, du Nord de la Syrie à l'Arménie. L'un de leurs chefs à écrit : « Les jeunes sauront nous venger... » Parole entendue.

Leur sentiment national l'emporte sur l'engagement religieux islamique, à majorité sunnite. Leurs femmes ne se voilent pas le visage et ont toujours bénéficié de plus d'autonomie que dans le reste du monde oriental. S'ils cherchent des appuis, ce n'est nullement auprès des courants totalitaires. D'où, en Europe - sur laquelle ils comptent beaucoup pour faire entendre leurs droits - leur attachement à nos traditions de liberté, malgré les séquelles de notre propre histoire à leur égard, que leur revue « Dossier du Kurdistan » ne manque pas de rappeler.

En Morbihan, ils sont trente-cinq familles, soit une centaine de personnes avec les enfants. Des enfants très éveillés et très bien adaptés, bien qu'élevés dans la foi en une autre patrie. En un ailleurs marqué pour l'heure par la précarité et les sacrifices de la guérilla. Près de 1 000 militants du PKK attendraient aujourd'hui d'être exécutés.

ΔΙΑΜΑΡΤΥΡΙΑ ΚΟΥΡΔΩΝ ΚΑΙ ΤΟΥΡΚΩΝ ΠΟΛΙΤΙΚΩΝ ΠΡΟΣΦΥΓΩΝ

Πορεία στην τουρκική πρεσβεία

I-PROTI 20.2.88



ΟΜΟΙΩΜΑ ΔΙΧΟΝΗΣ και μια αμερικανική σημαία έκαναν χτες έξω από την τουρκική πρεσβεία εκατό περίπου Κούρδοι και Τούρκοι, πολιτικοί πρόσφυγες, ζητώντας να σταματήσουν οι μαζικές εκτελέσεις και τα βασανιστήρια Κούρδων αγωνιστών που κρατούνται στις τουρκικές φυλακές.

Φωνάζοντας συνθήματα όπως «λευτεριά στο Κουρδιστάν», «Κάτω ο ιμπεριαλισμός», «Ζήτω η φίλια των λαών», οι πρόσφυγες ξεκίνησαν στις 5 το απόγευμα από τα Προπύλαια και σε μία ώρα έφτασαν στην τουρκική πρεσβεία, την οποία περιφρουρούσε ισχυρή αστυνομική δύ-

ναμη. Γοητοκόλλησαν στην πόρτα της πρεσβείας ψηφισια με τα αιτήματά τους, αφού οι υπεύθυνοι της δεν άνοιξαν την πόρτα και διαλύθηκαν ήσυχα.

Απεργία πείνας

Την εκδήλωση οργάνωσαν το Εργατικό Κόμμα του Κουρδιστάν (PKK), και άλλα 5 μικρότερα τουρκικά κόμματα της αριστεράς (Σοσιαλιστικό Κόμμα, Σοσιαλιστικοί Δρόμοι, Λαϊκό Απελευθερωτικό Κόμμα κ.ά.).

Η πορεία ήταν το αποτέλεσμα της απεργίας πείνας που είχαν αρχίσει από την προηγούμενη Τρίτη στα Προπύλαια για να συμπαραταθούν στους χιλιάδες φυλακισμένους συντρόφους τους που από τις 9 Φεβρουαρίου έκαναν το ίδιο στις τουρκικές φυλακές. Το έναυσμα δόθηκε στις 6 Φεβρουαρίου, όταν το στρατοδικείο του Νηγαμακικρ καταδίκασε 20 μέλη του PKK σε θάνατο και άλλα 15 σε

ισόβια δεσμά

Υποχωρήσεις

Όπως μας είπαν χτες Κούρδοι πρόσφυγες, η τουρκική κυβέρνηση μετά την επιτυχία των τελευταίων κινητοποιήσεων, εκχώρησε σε μερικά σημεία και δέχεται να επισκέπτονται τις φυλακές συγγενείς των κρατούμενων που δεν γνωρίζουν τουρκικά. Υπεβημίζεται ότι σήμερα υπάρχουν στην Τουρκία 30 000 περίπου Κούρδοι πολιτικοί κρατούμενοι, από τους οποίους οι 200 είναι καταδικασμένοι σε θάνατο

Βασανιστήρια

Σε προκήρυξη που μοιράζαν στον κόσμο μέλη του ελληνικού τμήματος της Εκτελεστικής του Κουρδιστάν, αναφέρονται μεταξύ άλλων: «Η φασιστική τουρκική αποικιοκρατία, υπό την ηγεσία του Οζάλ, παρουσιάζεται ως άγγελος της ειρήνης, της δημοκρατίας, της τάξεως ενώ σε όλες τις διαμαρτυρίες απαντά εξαρμόζοντας περισσότερο καταπίεση, βασανιστήρια και βία»

Les Kurdes au consulat de RFA

• Assouplissement des conditions de détention des prisonniers kurdes. - Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a précisé, le jeudi 18 février, que les conditions de détention seront améliorées à la prison de Diyarbakir où deux mille prisonniers kurdes, pour la plupart, font la grève de la faim depuis le 9 février. Ce mouvement de protestation qui concerne également l'interdiction de parler le kurde à l'intérieur du pénitencier, a été au centre des entretiens que M. Ozal a eus jeudi avec le chef de l'Etat, M. Kanan Evren, indique-t-on à Ankara.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, cette prison militaire est connue comme « forteresse de tortionnaires ». Deux députés du Parti populiste social-démocrate (PPSD), principale formation de l'opposition au Parlement, ont entamé, mercredi, une grève de la faim au siège régional du parti, en signe de solidarité avec les détenus. Les protestations qui ont commencé à Diyarbakir ont gagné ces derniers jours les prisons de Malatya, Erzurum et Bursa. - (AFP.)

Deux actions spectaculaires à l'initiative de mouvements de résistants kurdes turcs ont été menées hier à Lyon. Vers 10 heures, une douzaine de personnes ont envahi le siège lyonnais de la Lufthansa, la compagnie aérienne nationale allemande, à la Tour du Crédit lyonnais à la Part-Dieu. Dans le même temps, un groupe de 25 individus, non armé, s'est introduit dans les locaux du consulat général de la République fédérale d'Allemagne, boulevard des Belges (Lyon Vjème).

LES manifestants protestent contre « le colonialisme turc à l'encontre du peuple turc ». Ils dénoncent notamment le sort réservé aux prisonniers politiques. Nombre d'entre eux sont torturés, plusieurs ont été sommairement abattus, affirment les

porte-parole du Front de Libération nationale du Kurdistan, organisateur des actions qui ont démarré hier. Les mêmes accusent par ailleurs les autorités Ouest-Allemandes de « faire le jeu de la Turquie ». Au bureau lyonnais de la Lufthansa, les manifestants ont se-

questré durant 45 minutes le délégué régional de la compagnie, ainsi que deux employés. Après une longue discussion cependant, ils ont quitté la Tour de la Part-Dieu sans que les forces de police, prévenues entre-temps, n'aient à intervenir. Le consulat général d'Allemagne, lui, était toujours occupé par les résistants kurdes en fin de journée. Ils avaient réussi à pénétrer dans le bâtiment en trompant la vigilance du service de sécurité : deux manifestants ont sonné à l'entrée. A peine la porte ouverte, le groupe s'est rué à l'intérieur. La négociation n'a pas pu commencer avant l'arrivée du consul général, peu après midi. Devant le diplomate,

les manifestants ont exprimé leur exigence : la libération d'une douzaine de kurdes, soupçonnés d'appartenir à des mouvements terroristes, détenus à Hanovre et Cologne, en RFA.

Le statu quo s'est maintenu toute la journée, les discussions étant menées par le consul général qui gardait un contact permanent avec ses supérieurs à Bonn. La situation devait se débloquer hier, vers 21 heures, et les occupants du consulat d'Allemagne quittèrent les lieux.

Aucune intervention policière n'avait été demandée et les dispositifs de réserve étaient aussitôt levés tandis que cette affaire se terminait pour le mieux.

Des centaines d'opposants exécutés depuis novembre

selon Amnesty International

Amnesty International a affirmé, jeudi 25 février à Londres, que des centaines d'Irakiens - la plupart prisonniers politiques d'origine kurde - ont été exécutés sommairement à l'issue d'un simulacre de procès devant des tribunaux militaires depuis le mois de novembre dernier.

L'organisation de défense des droits de l'homme, qui ne donne pas de chiffres plus précis, a déclaré détenir les noms de cent seize des victimes, âgées de quatorze à soixante-quatorze ans, dont des Kurdes et des membres de la minorité turkmène.

Au cours des deux derniers jours de décembre, plus de cent cinquante prisonniers ont été passés par les armes dans la prison d'Abou-Ghraib, dans les faubourgs de Bagdad, selon Amnesty. Bon nombre de suppliciés étaient des détenus kurdes de la province de Sulaimaniyeh (nord-est). Certains avaient été torturés, a indiqué l'organisation.

Par ailleurs, au début du mois de janvier, certaines familles ont été autorisées à récupérer les corps de quarante-six Kurdes fusillés, après versement de 300 dinars en guise de « frais d'exécution ».

Trois Kurdes, dont deux mineurs, auraient été sommairement exécutés par des forces gouvernementales après une fouille maison par maison et le bombardement du village de Tchiman (région de Kirkouk) le 11 novembre, précise Amnesty. Cent à cent cinquante autres habitants, évacués dans un premier temps, auraient été à leur tour exécutés après leur retour dans le village.

D'autre part, dans une interview accordée à Bagdad aux rédacteurs en chef des quotidiens koweïtiens, le président Saddam Hussein a estimé que l'Irak avait « reporté » son offensive pour des considérations intérieures, « le nombre d'Irakiens mobilisés cette année » étant inférieur à celui escompté. « Il ne s'agit, a-t-il dit, que d'une manœuvre permettant à l'Irak de reprendre son souffle. » - (AFP.)

La fête à Saint-Herblain pour les Kurdes de l'Ouest

Pays sans frontière au cœur de l'Asie mineure, partagés entre quatre Etats - la Turquie, l'Irak et la Syrie - Le Kurdistan s'étend sur 530 000 km², de la Méditerranée au golfe Persique. Depuis plus d'un siècle un mouvement nationaliste lutte pour l'indépendance du Kurdistan mais il est constamment et durement réprimé, notamment par la Turquie depuis la prise de pouvoir par les militaires en septembre 1980.

Cette situation, ajoutée à la crise, a eu pour conséquence une importante émigration de la population vers l'Europe : Allemagne principalement mais aussi Suisse, Belgique, Angleterre. En France, la communauté kurde représente environ 30 000 personnes, installées principalement dans la région parisienne, mais aussi en Bretagne.

Samedi après-midi, c'est à Saint-Herblain que tous les

Kurdes de l'Ouest s'étaient donné rendez-vous un rendez-vous pour faire la fête, évoquer le pays, retrouver la culture par les chants, les danses traditionnelles, etc... mais aussi pour réaffirmer son identité et attirer l'attention de l'opinion publique sur la situation actuelle au Kurdistan et particulièrement sur la situation des nombreux prisonniers politiques.

PARIS, 4 fév (AFP) - Le tribunal administratif de Paris a ordonné mardi le sursis à l'exécution des arrêtés d'expulsion pris à l'encontre de deux Turcs d'origine kurde, qui avaient été expulsés avec quinze Irakiens anti-khomeïnistes, apprend-on jeudi de source judiciaire.

Les deux Kurdes, Ismail Ongan et Ali Kaya Ozdemir, devraient ainsi pouvoir revenir rapidement en France; a indiqué leur avocat Me. Jean-Louis Malterre.

Ils avaient été expulsés de France le 8 décembre dernier vers le Gabon où ils avaient observé une grève de la faim de 38 jours. Ils se trouvaient depuis à Madrid; dans l'attente d'un examen de leurs cas par le tribunal administratif.

Tous les expulsés avaient quitté le Gabon; le 14 janvier; après un accord avec le gouvernement français. Sept d'entre eux avaient été autorisés à regagner la France; cinq restant en attente en Espagne. Les tribunaux administratifs de Paris et Versailles avaient ordonné de surseoir; pour neuf d'entre eux; à l'exécution de leurs arrêtés d'expulsion.

DIYARBAKIR (Turquie); 5 fév (AFP) - Vingt militants kurdes ont été condamnés à mort; treize autres à la prison à vie et dix-sept à des peines de son allant de 3 à 24 ans; vendredi par le tribunal militaire de Diyarbakir (nord-est de la Turquie); a-t-on indiqué de source judiciaire. Le tribunal a également acquitté 22 accusés et a déclaré le non-lieu pour autres.

Les condamnés appartiennent au "Parti des Travailleurs du Kurdistan" (PKK); marxiste-léniniste; principale organisation armée kurde en lutte contre Ankara; très active dans les provinces de l'Anatolie orientale.

Ils étaient accusés d'avoir fondé une organisation illégale visant à instaurer un Etat kurde en territoire turc et d'avoir participé à une centaine d'assassinats et actions armées dans le sud-est du pays.

Les guerilleros du PKK ont repris leurs opérations armées depuis août 1984 dans cette région où plus de mille personnes (militaires; policiers; civils et visards) ont été tuées depuis.



amnesty International news release

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI Index: MOE 14/03/88
Distr: SC/PO

INTERNATIONAL EMBARGO:
0001 hrs gmt Thursday 25 February 1988

AMNESTY INTERNATIONAL SAYS HUNDREDS REPORTED EXECUTED IN IRAQ

AGED FROM 14 TO 73

Hundreds of people have been executed in Iraq in recent months, according to information received by the worldwide human rights organization Amnesty International.

Most were political prisoners reportedly executed without charge or trial or after summary and secret military hearings. The organization said today (Thursday 25 February) it had the names of 116 alleged victims aged between 14 and 73 put to death between 11 November and 31 December 1987. Amnesty International said it believed the true number of those executed in the seven-week period ran into hundreds.

In the last two days of December 1987 alone more than 150 prisoners are reported to have died before firing squads in Abu Ghraib Prison on the outskirts of Baghdad. The executed included Arabs, Kurds and members of the minority Turcoman group.

Amnesty International says it has the names of 46 of those executed in this prison, all Kurds from the province of Sulaimaniya, whose bodies were handed back to families early last month on payment of the customary official "execution fees" of up to 300 Iraqi dinars per body. The dead included eight minors aged between 14 and 17 years. The bodies of at least 30 other Kurds executed in the same prison were handed back to their families in Duhok.

The youngest was a 14-year-old schoolboy from Sulaimaniya, Dana Haji Sidiq Ma'ruf. Another juvenile, Razgar Anwar Haji Rida, aged 17, is said to have been imprisoned since he was 14.

Most of those reported executed in Iraq since November were Kurdish political prisoners from the provinces of Sulaimaniya, Arbil, Kirkuk, Duhok and Zakho. Some who died had apparently been sentenced to periods of imprisonment. A number of bodies returned to families are alleged to have shown signs of torture.

Amnesty International says it also has the names of 13 Kurds, including two minors, reported to have been victims of deliberate summary killings by government forces after house-to-house searches and the bombardment of the Kirkuk village of Jiman on 11 November. Between 100 and 150 people were reported killed during the army operation, said to have been carried out after the inhabitants had returned to the village from

SUITE.

which they had been forcibly evicted.

Amnesty International's sources reported that another 32 Kurds from the town of Shaqlawa in Arbil province were victims of military reprisal executions between 14 and 18 November. They had been arrested the previous month after Pesh Merga forces (armed Kurdish units) had killed eight Iraqi officials including Shaqlawa's mayor. The homes of 32 of those executed were later destroyed. Over 30 other arrested Kurds are reported to have "disappeared" in detention. Amnesty International says it has the names of 25 of the executed Kurds from Shaqlawa, most of whom came from only six families.

Thirty-one Kurds suspected of sympathizing with the opposition Kurdistan Democratic Party were reportedly executed after summary military hearings in Fa'ideh garrison, between the cities of Duhok and Mosul, on 18 November and 10 December, and in Mosul training camp on 28 December. Five of the reported victims were minors and another was aged 73.

Amnesty International yesterday called on the Iraqi President to end all executions in Iraq and to investigate reports of reprisal executions and those carried out without charge or trial or after summary hearings. It says allegations that some victims were tortured before execution must also be investigated.

INTERNATIONAL EMBARGO: 0001 HRS GMT THURSDAY 25 FEBRUARY 1988

SIIRT (Turquie), 9 fév (AFP) - Cinq rebelles indépendantistes kurdes ont été tués dans la nuit de lundi à mardi près de Kozluk (province de Siirt, est de la Turquie), lors d'un accrochage entre gendarmes et rebelles qui a duré cinq heures, a indiqué l'agence turque officielle Anatolie.

Il s'agit du neuvième accrochage entre les forces de l'ordre et les membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), depuis la levée de la loi martiale en Anatolie orientale, le 19 juillet, soulignent les observateurs.

Depuis cette date, les huit provinces qui recouvrent des régions à majorité kurde de l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est sont soumises à l'état d'urgence.

Plus de mille personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont été tuées depuis la reprise des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984, dans cette partie orientale de la Turquie.

PARIS, 10 fév (AFP) - Une trentaine de Kurdes de Turquie ont occupé mercredi pendant près de cinq heures les locaux parisiens d'Amnesty International (AI), a-t-on appris auprès de l'organisation humanitaire.

Les protestataires ont affirmé appartenir au "Comité du Kurdistan" et demandé qu'AI intervienne en faveur des militants kurdes détenus dans la prison de Diyarbakir (Sud-Est de la Turquie).

AI a indiqué qu'elle intervenait régulièrement pour dénoncer les conditions de détention dans les prisons turques, notamment à Diyarbakir où le tribunal militaire a condamné à mort le 5 février 20 militants kurdes, 13 autres à perpétuité et 17 à des peines allant de trois à 24 ans de détention.

A La Haye, une vingtaine de Kurdes ont occupé mercredi pendant deux heures l'entrée du ministère des Affaires étrangères pour protester contre la politique d'octroi du droit d'asile, à leurs yeux restrictive, du gouvernement néerlandais.

Selon les manifestants, les réfugiés kurdes renvoyés en Turquie y sont menacés de mort et font l'objet de poursuites et de discrimination.

PARIS, 16 fév (AFP) - Les 17 kurdes, qui occupaient depuis 15 heures les locaux de l'agence de presse ouest-allemande DPA à Paris afin de protester contre l'incarcération de deux militants kurdes à Cologne (RFA), ont mis fin sans incident à leur action peu après 20 heures.

Les 17 kurdes entendaient ainsi protester contre l'incarcération dimanche à Cologne de deux membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - indépendantiste) soupçonnés de "participation à une organisation terroriste et d'un meurtre".

Agence France Presse

PARIS, 10 fév (AFP) - Une trentaine de Kurdes de Turquie ont occupé mercredi pendant près de cinq heures les locaux parisiens d'Amnesty International (AI), a-t-on appris auprès de l'organisation humanitaire. Les protestataires ont affirmé appartenir au "Comité du Kurdistan" et demandé qu'AI intervienne en faveur des militants kurdes détenus dans la prison de Diyarbakir (Sud-Est de la Turquie).

AI a indiqué qu'elle intervenait régulièrement pour dénoncer les conditions de détention dans les prisons turques, notamment à Diyarbakir où le tribunal militaire a condamné à mort le 5 février 20 militants kurdes, 13 autres à perpétuité et 17 à des peines allant de trois à 24 ans de détention.

A La Haye, une vingtaine de Kurdes ont occupé mercredi pendant deux heures l'entrée du ministère des Affaires étrangères pour protester contre la politique d'octroi du droit d'asile, à leurs yeux restrictive, du gouvernement néerlandais.

Selon les manifestants, les réfugiés kurdes renvoyés en Turquie y sont menacés de mort et font l'objet de poursuites et de discrimination.

Des Kurdes occupent les locaux de l'agence de presse ouest-allemande DPA à Paris

PARIS, 16 fév (AFP) - Dix-sept Kurdes occupent les locaux de l'agence de presse ouest-allemande DPA à Paris depuis 15h00 heure locale (14h00 GMT), afin de protester contre l'incarcération de deux militants kurdes à Cologne, a indiqué à l'AFP le correspondant de DPA contacté par téléphone.

"Ils crient des slogans anti-allemands et menacent de faire la grève de la faim", a précisé M. Hanspeter Oswald, qui se trouve dans les locaux en compagnie de deux collaboratrices, dont une secrétaire enceinte.

Les Kurdes protestent contre l'incarcération dimanche à Cologne de deux membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - indépendantiste) soupçonnés de "participation à une organisation terroriste et d'un meurtre".

Des militants kurdes occupent les bureaux de la Ligue des Droits de l'Homme à Bruxelles

BRUXELLES, 16 fév (AFP) - Dix militants de l'ERNK (Front de libération du Kurdistan) ont occupé pacifiquement les bureaux de la section belge de la Ligue des Droits de l'Homme à Bruxelles pendant plusieurs heures mardi matin pour protester contre la situation des détenus politiques kurdes en Turquie, a-t-on appris sur place.

A la suite de cette occupation la section belge de la Ligue des Droits de l'Homme a accepté de protester par lettre auprès de l'ambassade de Turquie en Belgique contre les violations des droits de l'Homme au Kurdistan, ont indiqué les responsables de la section.

Arrestation de douze activistes du parti des travailleurs du Kurdistan

KARLSRUHE (RFA), 16 fév (AFP) - Douze Kurdes originaires de Turquie ont été arrêtés au cours des derniers jours dans les régions de Cologne et de Hanovre (ouest et nord de la RFA), soupçonnés de "participation à une organisation terroriste", a indiqué mardi un porte-parole du parquet fédéral.

Ils sont accusés d'avoir formé cette organisation au sein de leur parti, le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK/indépendantiste). Ils auraient aussi formé près de Cologne un "tribunal du peuple", où seraient jugés des traîtres ou opposants à la cause du PKK.

Le PKK, de tendance marxiste, prône la lutte armée pour obtenir l'indépendance du Kurdistan turc.

Grève de la faim de réfugiés kurdes de Turquie

ATHENES, 16 fév (AFP) - Vingt kurdes de Turquie, réfugiés en Grèce, ont entamé lundi soir à Athènes une grève de la faim illimitée par solidarité avec 2.000 prisonniers kurdes de la prison de Diyarbakir (est de la Turquie) qui protestent contre la peine de mort et les tortures, a annoncé mardi le porte-parole d'un comité de solidarité aux prisonniers turcs et kurdes, M. Ihsan Kaya.

Les grévistes se sont installés dans des tentes devant les locaux de l'Université d'Athènes, dans le centre de la capitale. Quatre d'entre eux portent un uniforme de prisonnier et se tiennent debout, enchaînés et baillonnés, près d'un gibet. Devant eux une pancarte affirme "les tortures ne mettront pas un terme à notre lutte".

Au cours d'une conférence de presse, M. Kaya a invité l'opinion grecque et internationale "à réagir au terrorisme et aux assassinats du régime fasciste turc dans les prisons turques et dans le Kurdistan turc".

M. Kaya a indiqué que 2.000 prisonniers kurdes à Diyarbakir et environ 4.000 détenus d'autres prisons turques avaient entamé une grève de la faim depuis le 9 février pour réclamer l'abolition de la peine de mort et l'arrêt des tortures ainsi que la permission aux Kurdes ne parlant pas le turc de pouvoir rendre visite à leurs parents prisonniers. Depuis quatre jours, a-t-il annoncé, les parents des prisonniers ont encerclé pacifiquement la prison de Diyarbakir pour soutenir les grévistes.

Agence France Presse

La police met fin à l'occupation des bureaux d'Amnesty International

BERNE, 16 fév (AFP) - La police suisse a arrêté mardi la vingtaine de Kurdes DE Turquie qui occupaient depuis Jeudi dernier les bureaux d'Amnesty International à Berne, selon les témoignages kurdes recueillis sur place.

Pour appréhender les militants kurdes, en grève de la faim, la police a dû enfoncer une porte. Une bagarre a ensuite opposé les grévistes de la faim aux forces de l'ordre qui ont fait usage de gaz lacrymogènes.

Amnesty avait protesté lundi contre l'occupation de ses locaux en annonçant qu'elle suspendrait ses activités relatives à la Turquie en cas de poursuite du mouvement.

Selon le "comité Kurdistan", proche du PKK - parti des travailleurs kurdes; marxiste - cette occupation était destinée à soutenir les 2.000 Kurdes, incarcérés à la prison de Diyarbakir, en Turquie, qui observent depuis une semaine une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention.

LONDRES, 24 fév (AFP) - Amnesty International a affirmé jeudi que des centaines d'Irakiens --la plupart prisonniers politiques d'origine kurde-- ont été exécutés sommairement à l'issue d'un simulacre de procès devant des tribunaux militaires depuis le mois de novembre dernier.

L'organisation de défense des droits de l'Homme, qui ne donne pas de chiffre plus précis, a déclaré détenir les noms de 116 des victimes, âgées de 14 à 74 ans, dont des Kurdes et des membres de la minorité turkmène.

Au cours des deux derniers jours de décembre, plus de 150 prisonniers ont été passés par les armes dans la prison d'Abou Ghraïb, dans les faubourgs de Bagdad, selon Amnesty. Bon nombre de suppliciés étaient des détenus kurdes de la province de Sulaimaniyeh (nord-est). Certains avaient été torturés, a indiqué l'organisation.

Par ailleurs, au début du mois de janvier, certaines familles ont été autorisées à récupérer les corps de 46 Kurdes fusillés, après versement de 300 dinars en guise de "frais d'exécution".

Treize Kurdes, dont deux mineurs, auraient été sommairement exécutés par des forces gouvernementales après une fouille maison par maison et le bombardement du village de Ichiman (région de Kirkouk) le 11 novembre, précisait Amnesty. Cent à cent cinquante autres habitants, évacués dans un premier temps, auraient été à leur tour exécutés après leur retour dans le village.

LYON (France), 18 fév (AFP) - Une trentaine de militants du Front national de libération du Kurdistan (ERNK) ont occupé jeudi depuis 10H00 locales (09H00 GMT) le consulat de la République Fédérale d'Allemagne et le siège de la compagnie aérienne Lufthansa à Lyon (centre de la France), a-t-on appris de bonne source.

Les manifestants réclament la libération de 12 Kurdes, arrêtés la semaine dernière dans les régions de Cologne et de Hanovre parce que soupçonnés de "participation à une organisation terroriste".

Mardi dernier, 17 membres du ERNK avaient occupé pendant quelques heures le bureau de l'agence de presse ouest-allemande DPA à Paris pour protester contre l'arrestation à Cologne de deux militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

DIYARBAKIR (Turquie), 18 fév (AFP) - Deux mille prisonniers qui ont entamé une grève de la faim illimitée le 9 février dernier dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) pour protester contre leurs conditions de détention et l'interdiction de parler le kurde, "poursuivent leur mouvement", a annoncé jeudi à Ankara le Premier ministre turc, M. Turgut Ozal.

Lors d'une conférence de presse tenue après une rencontre avec le président Kenan Evren, M. Ozal a déclaré qu'il avait informé le chef de l'Etat turc de cette grève de la faim.

"J'ai examiné le dossier et j'ai donné l'ordre aux autorités pour que ce problème soit résolu", a-t-il poursuivi. M. Ozal a annoncé que les conditions de détention seront améliorées dans la prison de Diyarbakir, qui est soumise aux règlements de l'armée et non du pouvoir civil.

Selon les organisations des droits de l'Homme, la prison militaire de Diyarbakir est connue comme "forteresse des tortionnaires".

Par ailleurs, deux députés du Parti populiste social-démocrate (PPSD, gauche), principale formation de l'opposition au parlement turc, ont entamé mercredi une grève de la faim en signe de solidarité avec les 2.000 prisonniers, la plupart d'origine kurde, qui avaient commencé leur mouvement il y a neuf jours.

34 civils au total, les deux députés du PPSD ainsi que des parents et amis des détenus, observent une grève de la faim au siège régional de ce parti.

Agence France Presse

DIYARBAKIR (Turquie) - Pres de 200 detenus d'autres penitenciers turcs, notamment de la prison militaire d'Erzurum (est) et des prisons de Malatya (sud-est) et Bursa (ouest), observent depuis trois jours une greve de solidarite, selon le quotidien de gauche "Cumhuriyet".

Par ailleurs, l'association turque des droits de l'Homme a vivement proteste a Ankara contre l'interdiction par la direction de la prison de Diyarbakir de donner de l'eau sucee aux grevistas. "Cette decision pourrait provoquer la mort de certains grevistas de la faim", a averti cette association.

Dans un appel telephonique, le president du PPSD, M. Erdal Inonu, a egalement attire l'attention de M. Ozal sur les conditions de detention dans les prisons turques. Par ailleurs, M. Inonu a lance un appel aux deux deputes grevistas pour qu'ils cessent immediatement leur action et rentrent a Ankara.

M. Inonu a precise qu'il craignait une provocation de la part de certaines associations qui pourraient utiliser son parti, a rapporte l'agence de presse turque Anatolie.

Depuis le coup d'Etat militaire de 1980, des independantistes kurdes et des militants d'extreme-gauche detenus ont a plusieurs reprises observe des greves de la faim.

Ces mouvements se sont poursuivis depuis le retour du pays a un regime civil en 1983 et apres les elections generales de novembre 1987.

Il y a trois ans, rappelle-t-on, quatre militants d'extreme-gauche, detenus dans les prisons militaires de Sagmalcilar et de Metris a Istanbul, etaient morts des suites d'une greve de la faim.

DIYARBAKIR (Turquie), 18 fev (AFP) - Deux mille prisonniers qui ont entame une greve de la faim illimitee le 9 fevrier dernier dans la prison militaire de Diyarbakir (sud-est de la Turquie) pour protester contre leurs conditions de detention et l'interdiction de parler le kurde, "poursuivent leur mouvement", a annonce jeudi a Ankara le Premier ministre turc, M. Turgut Ozal.

Lors d'une conference de presse tenue apres une rencontre avec le president Kenan Evren, M. Ozal a declare qu'il avait informe le chef de l'Etat turc de cette greve de la faim.

"J'ai examine le dossier et j'ai donne l'ordre aux autorites pour que ce probleme soit resolu", a-t-il poursuivi. M. Ozal a annonce que les conditions de detention seront ameliorées dans la prison de Diyarbakir, qui est soumise aux reglements de l'armee et non du pouvoir civil.

Selon les organisations des droits de l'Homme, la prison militaire de Diyarbakir est connue comme "forteresse des tortionnaires".

Par ailleurs, deux deputes du Parti populiste social-democrate (PPSD, gauche), principale formation de l'opposition au parlement turc, ont entame mercredi une greve de la faim en signe de solidarite avec les 2.000 prisonniers, la plupart d'origine kurde, qui avaient commence leur mouvement il y a neuf jours.

34 civils au total, les deux deputes du PPSD ainsi que des parents et amis des detenus, observent une greve de la faim au siege regional de ce parti.

DIYARBAKIR (Turquie) - Pres de 200 detenus d'autres penitenciers turcs, notamment de la prison militaire d'Erzurum (est) et des prisons de Malatya (sud-est) et Bursa (ouest), observent depuis trois jours une greve de solidarite, selon le quotidien de gauche "Cumhuriyet".

Par ailleurs, l'association turque des droits de l'Homme a vivement proteste a Ankara contre l'interdiction par la direction de la prison de Diyarbakir de donner de l'eau sucee aux grevistas. "Cette decision pourrait provoquer la mort de certains grevistas de la faim", a averti cette association.

Dans un appel telephonique, le president du PPSD, M. Erdal Inonu, a egalement attire l'attention de M. Ozal sur les conditions de detention dans les prisons turques. Par ailleurs, M. Inonu a lance un appel aux deux deputes grevistas pour qu'ils cessent immediatement leur action et rentrent a Ankara.

M. Inonu a precise qu'il craignait une provocation de la part de certaines associations qui pourraient utiliser son parti, a rapporte l'agence de presse turque Anatolie.

Depuis le coup d'Etat militaire de 1980, des independantistes kurdes et des militants d'extreme-gauche detenus ont a plusieurs reprises observe des greves de la faim.

Ces mouvements se sont poursuivis depuis le retour du pays a un regime civil en 1983 et apres les elections generales de novembre 1987.

Il y a trois ans, rappelle-t-on, quatre militants d'extreme-gauche, detenus dans les prisons militaires de Sagmalcilar et de Metris a Istanbul, etaient morts des suites d'une greve de la faim.

COLOGNE (RFA), 27 fev (AFP) - La communaute kurde, quatrieme groupe transers en RFA, est sous le choc d'enlevements, de meurtres et d'accusations terroristes: les extrémistes kurdes sont un "Etat dans l'Etat", on la justice ouest-allemande. Les Kurdes pour leur part crient au "complot mano-turc".

Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-marxiste), qui lutte pour l'indépendance au Kurdistan turc, et son bras de propagande, l'ERNK (Front national de Liberation du Kurdistan), sont dans le collimateur de la securite est-allemande. Pour une partie des 400.000 Kurdes vivant en RFA, même si les méthodes du PKK, il s'agit d'une "affaire qui permet aussi de créditer la cause kurde".

Au "Comité Kurdistan", officine du PKK à Cologne, la porte blindée est

Agence France Presse

SUITE

cée le 15 février par des policiers, qui mettent 48 heures sous les verrous partie des militants présents. D'autres opérations semblables ont lieu la nière en date dans une maison d'édition kurde de Cologne, le 25 février, où 11 incarcérations furent.

Le parquet soupçonne le PKK de disposer d'une "organisation terroriste", être dirigée de Damas, qui s'appellerait "comité de sécurité, de trôles et de renseignement", disposant de "tribunaux populaires" prononçant sentences jusqu'à la peine de mort.

COLOGNE - Le parquet de RFA a eu des mots jamais entendus contre une anisation autorisée en RFA: Le PKK "agit comme un Etat dans l'Etat". Ce qui té découvert n'est que "le sommet de l'iceberg". Selon les milieux kurdes, police fait tout pour gêner les manifestations du PKK, les dispersant et cedant à des contrôles systématiques.

Le PKK, comme le KOMKAR (fédération des associations de travailleurs du distan), organisation indépendantiste rivale, favorable au dialogue avec ara, sont d'accord sur un seul point: depuis un an, l'offensive contre les anisations de gauche kurdes a redoublé et vise à les convaincre de porisme.

Tous deux croient qu'"Ankara" a exercé une forte pression sur Bonn, et que services secrets des deux pays n'hésitent pas à fabriquer des preuves et à uiser les conflits entre eux.

Au Comité Kurdistan tout est "complot kurde" par le MII, le service secret "régime fasciste colonial turc". On ne parle guère des rivaux, KOMKAR et nes, "des désespérés qui se sont noyés dans un marécage".

Le Comité Kurdistan estime que le sommet du complot germano-turc a été eint lors du mystérieux assassinat en janvier à Paris du diplomate allemand gfried Wielpütz, attribué un temps au PKK sans preuve.

Jlv/pht/csa-ldf

Kurds, Alleging Use of Poison Gas, Report an Attack by 60,00 Iraqis

NICOSIA - A Kurdish spokesman said Wednesday that Iraq attacked Kurdish guerrillas in northern Iraq with at least 60,000 troops backed by fighter-bombers and helicopter gunships dropping poison gas.

"Heavy fighting is taking place between our forces and the Iraqi Army on all fronts," the official of the Kurdish Democratic Party said by telephone.

The official said the Iraqi offensive, in which villages have been burned to the ground, was launched Monday across the 4,000 square miles (10,000 square kilometers) of Kurdish-held Iraqi territory.

There was no way to confirm the report independently. But Kurdish guerrilla groups have been bracing for an all-out Iraqi offensive for several weeks.

Meanwhile, officials in Ankara said Turkey had allowed thousands of Kurdish refugees into its territory because they were fleeing alleged chemical bomb attacks by the Iraqi military.

(The officials said) that Turkey had given temporary refuge to the Kurds on humanitarian grounds but that there was no question of granting them asylum.

Turkey has a sizable minority of 10 million Kurds in an overall population of 55 million. The Turkish armed forces have been fighting Kurdish guerrillas in southeastern provinces since 1984. The clashes have claimed about 700 lives from each side so far.

Talking of the fighting, the Kurdish spokesman said, casualty reports were sketchy because radio contact with the Kurdish stronghold south of the Turkish border was difficult. But he said Kurdish guerrillas destroyed Iraq's 66th Special Forces Brigade, killing at least 400 men in the mountainous Sidikan region Monday.

He said 54 guerrillas and more than 100 Kurdish civilians were killed and that the Iraqis suffered "heavy losses."

Diplomats in Baghdad said Iraq had taken advantage of the Aug. 20 cease-fire in the eight-year war with

Iran to intensify operations against the Kurds, who seek autonomy and who sided with the Iranians.

The Kurdish spokesman said the brunt of the Iraqi assault was aimed at rebel strongholds in Zakho, Dahok, Mosul and Erbil provinces.

He said that Iraqi jets dropped poison gas bombs, which were outlawed under a 1925 Geneva treaty, on villages and guerrilla positions in the Zakho region Monday and Tuesday.

It was not immediately known how many died from the gas attacks. Kurds have said that 500 were killed and 3,000 wounded in chemical attacks this month in the buildup to the offensive.

"We have no gas masks, protective clothing, or antidotes for the chemical weapons," the spokesman said. "It's causing panic among the population."

About 20 million Kurds live in the mountains where the Turkish, Iraqi, and Iranian borders meet. Syria and the Soviet Union also have Kurdish enclaves.

S Thomas, otomobilin içinde beklemekten sıkılmıştı. Nerede ise, yarım saatir trafikün akmasını bekliyordu. Halbuki bir an önce işçilerinin başına geçip, süpermarketin alışverişini trafiginin kontrol etmesi gerekiyordu.

Thomas, trafigin tıkanmasını sebebi olarak görmüyor. Bir grup yabancı ellerinde panartılarla yürüyor. Atılan toplanlar ise, "Kürdistan'da okuyun ve sürgünlere sesiz kalmayın", "Kürdistan Azatlığı" idi. Alman işadamları atılan toplanlara bir mana veremedi. Ancak kizmadan da geri kaldı. Kendi kendine, "Bizim hükümet de niçin bunlara taviz verir? Her isteyen gelip işi gibi neden at koştu ar?" diye sordu.

O anda Alman işçileri Bakanı Zimmermann'a çok sevgili Türkler'e ve Türkiye'ye arşı bu çeşit protesto ve silahlı yemlemlerle bulunmaları manî olunması için mektup yazma karar veren Thomas, radyo ve gazetelerden takip ettikleri haberler aracılığıyla gelişmeleri iyî imadına karar verdi.

Bölücü örgütlere ve mensuplarına karşı olan sadece Thomas mıydı? Kesinlikle değil... İtaşa 1,5 milyon Türk ve Türkiye'ye "gönül"den bağlanan Türk dostu Almanlar...

8 yıl önceki Almanya

1980 yılının ocak ayındayız. İnanılmaz cumartesi... Komar adlı bölücü Kürt örgütü Frankfurt Başkonsolosluğu'nun önünde gösteri yapıyordu.

Alman polisleri "tesbih taneleri" gibi dizilmiş, elleri kolları bağlı bekliyor. Almanya'nın meşhur düzenli trafigi ise, yürüyüşle sebebiyle "arap saçına" dönmüştü. Burnundan soluyan bir Alman, henüz 25 yaşlarındaki polislin yanına yaklaşarak konuştu:

"Su yolu trafige açınız da gidelim..."

Polisin cevabı kısa ve öz oldu:

"Bekleyeceksiniz!"

Alman söylenerek polislin yanından uzaklaştı. Sonra kendisi gibi bekleyen Almanlar'la sohbet edip, konu, tatil günlerini zehir eden göstericilerdi.

İşte 8 yıl önce Türkiye'ye karşı bölücü örgütlerin "tohum"u Federal Almanya'da ekiliyordu. "Demokrasi" adına yürüyüş ve gösterilere ses çıkarılmıyordu, hainler zehirlerini kusuncaya kadar haykırıp duruyordu.

O tarihlere bir Türk gazetesinin başlıklarında şu cümleler yazılıyordu:

"Komkar... Mitingler düzenliyor, kongreler topluyor, Kürte kitaplar broşürler bastırıyor. Bu çarkın beyni olan örgütün ardında hangi gerçekler var?"

"İltica oyununu ve eroin ticaretini aynı amaçla hizmet ediyor"

"Türkiye'miz Almanya'dan dinamitleniyor"

"Kürtler'e özgürlük savaşımı için Komkar'ın organize ettiği siyasi ilticacılar insan ve belge, polise göre eroin ticaretini de para kaynağı sağlıyor."

İsterseniz sözkonusu gazetesinin haberinden de bir bölümü

aktaralım:

"Son birkaç yıl içinde Alman devlet kurumlarının elinde, 50 binin üzerinde dosya toplanmış. Bu dosyaların çoğunda 'Ben Kürdüm, Türkiye'de ölüm tehlikesi altında yaşıyorum' deniliyordu. İltica olayını Komkar organize ediyordu. Geçici oturma ve çalışma müsaadesi alan ilticacılara derhal iş de bulunuyor ve böylece ilticacı Komkar'ın 'doğal üyesi' oluyordu."

Yürüyüşlerden cinayetlere

Yıllar peşpeşe geçip giden, bir başka bölücü Kürt örgütü PKK, kongresini yapıtı: "Parti Karkeren Kürdistan" kırmızı kaplı bir de "manifesto" yayınladı.

Manifestoda PKK'nın kuruluşu amacı kısaca şöyle açıklanıyor:

"Çeşitli bölgeleri temal eden bir grup yoldaş, dayanışmalarına temelini, ezkinin gövnek grup ilşkileri yerine, resmi ve profesyonel ilşkileri esas alan, belli bir program, strateji ve taktik dayanan, 'Parti Karkeren Kürdistan' adı altında bir örgüt oluşturmaya karar verdiler."

PKK, kısa sürede Avrupa ülkelerine de açılmaktan geri kalmadı. Ancak bu ülkeler arasında bir merkez aranıyor. Uzun tartışmalardan sonra bölücü örgütün Avrupa merkezi Federal Almanya'nın Köln şehri oldu. Artık Türkiye'ye karşı eylemler, protestolar, para yardımları, kampanyalar, yayınlar buradan sürdürülecekti.

Terörist ve bölücü örgüt Köln'de "Serxweban" adlı bir yayınevi de kurdu. İlk çıkarılan kitaplardan birisi de, "Kürdistan Daruşçaları, Kaşın Kültürü ve Devrimci İstikam Görevimiz" adlıydı. Bu ve buna benzer kitaplarda Türkiye'deki mevcut rejime veryansın edildi. Bilindiği gibi, saldırılar bu yayınlarla kalmadı. Filizler, tohumlar büyüdü ve cinayetler işlenmeye başlandı.

Almanlar ne yaptı?

Bir yandan PKK, diğer yandan Komkar ve aşırı solcu çok sayıda örgüt Almanya'da istedikleri gibi at oynatmaya devam ediyordu. Almanlar, "Bana dokunmayan yılan bin yaşasın" misali, gösteri ve yürüyüşlerin ucu kendilerine dokunmadığı için aldırış etmiyorlardı.

Kiliseler ise, Türkiye'ye karşı kin kusan hainlere kucak açıp, "Bu zavallular baskı gördükleri için buradalar" diyerek, maddi ve manevi olarak yardım ellerini uzatmışlardı. Türkiye'yi kötüleyerek iltica talebinde bulunan bölücüler ise, kiliselerden maaş bağlanmıyordu. Hatta birçoklarının ev kirası bile ödeniyordu.

Almanlar'ın sosyal kuruluşları da kiliselerden geri kalmıyordu. Türkiye'ye karşı yapılan yürüyüşlere, "Sizleri kalpten destekliyoruz" cümlesi ile destekli oluyorlar, birçok sosyal danışman iltica işlemlerinin seri bir şekilde yürütmesi için koşutur duruyordu.

Uzun lafın kısısı Federal Almanya "PKK terörüne" farkında olmadan hazırlanıyordu. Önceleri basit bir yürüyüş ve

ya üç beş cümlelik bildiriler gibi görülen olaylar, çıbrından çıkmaya başlamıştı.

PKK "Serxweban" adlı bir gazete de yayınlıyor, kendisinden olmayanlara meydan okumuş, hepsini ölümle tehdit etmişti.

DGB'nin eski başkanı

Alman Sendikalar Birliği (DGB)'nin eski başkanı, Avrupa Parlamentosu Üyesi Helmut

Oskar Wetter, bölücülere kucak açan Alman politikacılarından sadece biriydi.

Bakınız Avrupa Parlamentosu Üyesi Wetter ne diyor:

"Kürtler'e düşüncelerini kendi dillerinde ifade etme ve kültürlerini yayma hakkı tanıyan Türk hükümeti, insan haklarını ayaklar altına alıyor. Türkiye'de Kürtler baskı altında yaşıyor. Türk hükümeti, Kürt bağışmazlık mücadelesini bahane ederek, bölgeye asker gönderip, o yörede savaş hükümleri uyguluyor. Halk cephele arasında kalıp, bir yandan terör, diğer yandan asker baskısında yaşıyor. Köylüler, hükümetin çeşitli vadeleri ile ilgili bölünmüş bulunuyor. İhanet ve suçlamaları para ve malkam sağlamaya çalışıyor..."

İnsan hakları savunucusu kesilen Wetter, bir vakfin çıkarıldığı dergide yayınlanan makalesinde, 1925 ve 1938 yıllarında Doğu'da yaklaşık 1,5 milyon Kürt'ün yer değiştirme zorunda kaldığını da ileri sürdü.

Almanya bölücülerin cenneti

Bölücü Kürt örgütlerinin

hepsi Federal Almanya'da rahatça faaliyet gösteriyor. Yine yıllar önceyi bir dönüştürüyor. "DENCE KOMKAR" adlı derginin 1979 yılının ağustos sayısında şöyle duyurusu var:

"Yurt dışındaki imkânlar dahilinde Kürt aydınları ve işçi dernekleri Federal Almanya ve Batı Berlin'de Kürte kurslar açmışlardır.

Onların adreslerini okuyucularımıza ve arkadaşlarımıza belirtiyoruz:

Volkshochschule (Yüksek Halk Okulu) Dortmund
(Dortmund İşçi Dayanışma Derneği Kleiststr. 41-46 Dortmund 1)

Volkshochschule Berlin Kreuzberg (İşçi Kültür ve Dayanışma Derneği, Mannstr. 8 1000 Berlin)

Volkshochschule Nürnberg (Firat, İşçi Dayanışma Derneği Postfach 1733-8500 Nürnberg)

Almanya'nın Yüksek Halk Okulları, anlaşılmasın sebeplerden dolayı Kürte'yi resmi dil olarak kabul ediyor. Bilindiği gibi, bu okullar eyalet kültür bakanlıkları tarafından finanse ediyor. Bir başka deyişle Türkiye'ye karşı olan ve Almanya'da "Kürte" ders veren bölücü öğretmenlerin maaşı Almanlar tarafından ödeniyor.

Dortmund radyosunda Kürte yayın

Almanlar taviz verdiğice, bölücü örgütler "boş" durmuyordu. Okullarda "Kürte dil dersleri"nden sonra, Dortmund radyosu da bir bölücü gruba "Kürte" yayın hakkı verdi. Komkar'ın yayın organı "Denge Komkar" radyoda

Kürte yayın hakkının nasıl elde edildiğini yazdı.

Türk yetkililerin ve Türk kuruluşlarının karşı çıkmasını, rağmen Dortmund radyosu nun haftada bir gün "Kürte" yayın hakkı tanınması, bölücülere biraz daha "güven" verdi. Bu konuda yayın organlarındaki sunuları yazdılar:

"Federal hükümetten, diğer ulusların işçilerine tanınan hakların Kürdistanlı işçi ve alilerine de tanınmasını talep ediyoruz. Elde ettiğimiz başarıdan biri de radyo ve televizyonda Kürtler'e yönelik programlara daha sık yer verilmesi oldu. Şubat ayında da bu doğrultuda daha ileri bir adım "Radyo Dortmund" attı. Bu adım küçük de olsa Federal Almanya'da yaşayan Kürdistanlılar arasında sevincle karşılandı.

Bu olumlu gelişme karşısında harırlardan çıkışa dönenler de oldu. Türk eğlilği, Federal Almanya Dışişleri Bakanlıkça kanunıyla NRW Kültür Bakanlıkça ve radyo yayın yönetmenine baskı uygulayarak geri adım attırması çalıştı. Ama amaçlarına ulaşamadılar. Bu defa da devreye Dortmund ve çevresindeki 10 faaliyet ve gerici Türk derneği sokuldu. Bu dernek yöneticileri adına yazılan bir mektupta, Kürte diye adlandırılan Türk diline yayın yapılmasından Türkler'in duyduğu şaşkınlık ve üzüntü dile getiriliyor."

Türkler tarafından tepkiyle karşılanan Dortmund radyosunun "Kürte" yayın yapmasına Almanlar'dan karşı çıkanlar da oldu. Bunlardan biri federal hükümetin yabancılara sovrulmuş Lisolette Funcke idi. Funcke, bu çeşit yayınlar ile "ayırım" yapıldığını görüyordu.

Her zaman olduğu gibi, Alman makamları yine kendi "bildiklerini" okudu. Dortmund radyosunda, "Kürte" yayınlar devam etti.



● Almanlar'ın sosyal kuruluşları, Türkiye'ye karşı yapılan yürüyüşlere "Sizleri kalpten destekliyoruz" cümlesi ile destekli oluyorlar, birçok sosyal danışman iltica işlemlerinin seri bir şekilde yürütmesi için koşuturur duruyordu.

● Almanya'nın Yüksek Halk Okulları, anlaşılmasın sebeplerle Kürte'yi resmi dil olarak kabul ediyor ve Kürte ders veren öğretmenlerin maaşları bağlanıyor.

● Almanlar taviz verdiğice bölücü örgütler "boş" durmuyordu. Okullarda "Kürte dil dersleri"nden sonra, Dortmund radyosu da bir bölücü gruba Kürte yayın hakkı verdi.

● Türkler'in yanısıra bazı Almanlar da durumu tepkiyle karşılamışlardı. Bunlardan biri de federal hükümetin yabancılara sovrulmuş Lisolette Funcke idi. Fakat Alman makamları yine bildiklerini okumaya devam ediyordu.



BAYAN FUNCKE: Bölücü bir gruba, Dortmund radyosunda "Kürte" yayın hakkı verilmesine karşı çıkarılanın başında Lisolette Funcke yer alıyordu. Funcke, bu çeşit yayınlarla "ayırım" yapıldığını söylüyordu, ama dinletemiyordu.

DEVAM

meye yöneliyor. Öyle ki, sokaklarda her gün bin bir türlü olayın olduğu ülkelerinde, ne-redeyse yaşanan her olayı halkımıza ve önderi PKK'ya yüklemeye çalışıyor.

Hollanda polisi çözemediği olayların arkasında PKK'yı bulabilmek isteğiyle büyük bir

gayret harcıyor. Almanya'da **Altıncı** herkesin, vakıdan her evin, sokaktaki her kavga'nın arkasında PKK arıyor. İş-vişre polisi bir yıldır tutukla-mış olduğu bazı kişileri sözde neden gösterdiği olayları yar-gılamıyor, bir yıldan beri bu kişilere zorla 'PKK'hiyim' de-

dirtmeye çalışıyor. Bu tür du-rumlar daha çok sürülebilir. Ve bütün bunların beş mete-lik etmeye dünyamın bu en se-fil yaratıklarının verdiği asılsız bilgiler temelinde yapıldığı açıktır.

Bu konularda bir kez daha

herkesin dikkatini çekertz. Av-rupa devletleri, ne idüğü belli-siz ve Türk faşizmiyle anlaş-malı güçlerin ihbarlarına al-danmamalı, halkımıza ve mü-cadelemize karşı bu balm taku-minin düzeyine düşmemelidir. Ortada çok açık bir şekilde bir İsvaç pratiği vardır ve son de-

rece öğretici bir deneydir..."

YARIN: PKK, ALMANYA'DA "GERILLA DONATMA KAMPANYASI" BAŞLATIYORDU

PKK Güneydoğu Anadolu'da dehşet saçan kanlı militanlarına destek için harekete geçiyor

TERCÜMAN
4.02.88

Gerillaları donatma kampanyası açıyorlar

Hangi malzemeleri istiyorlar?

Bildiri yayınlarak militanları için yardım kampanyası açan PKK, yapılacak bağışlarda şu hususlara dikkat edilmesini de istiyordu:

- Dürbün, radyo, pusula, kasatura vb. araçlar
- Giyecek olarak en çok tercih edilen sağlam parkadır. Ancak mümkün olduğu kadar hafif, su geçirirmeyen ve sıcak tutan parkalar kullanılmalıdır.
- Beyaz ve yeşil renkte yağmurluk.
- Sağlam, bez spor ayakkabısı.
- Sıcak tutan ve hafif olan kazaklar.
- Elle örülmüş ve dizkapağı kadar uzanan yün çorap, ince ve sıcak tutan eldiven.
- İçten giyilen ve fazla kaba olmayan fanila takımı.
- Naylon ve beyaz renkli olmayan gömlek.
- Bunların karşılığı olarak para bağışında da bulunulabilir ve toplu satın alım daha ucuza maledir...

Almanya terörün kucacağına itilirken, polis seri operasyonlara başladı. Bir gece içinde Köln, Hannover ve Hamburg'ta çok sayıda ev ve bölücü dernek basılarak arandı.

Hamburg polis yetkilileri, başlatılan geniş çaplı "arama tarama" operasyonlarından diğer Türk vatandaşlarının da etkilenebileceğini göz önüne alarak, uyarıda bulundu. "Bu arada federal ve eyalet polis merkezleri, "Türkiye'den Almanya'ya gelen bolucu örgüt mensupları arasında şiddete dayalı eylem ve cinayetler işlenmeye başlandı..." acı gerçeğini kavradı.

Alman polisi Türkçe ve Almanca olarak hazırladığı bildirileri sağduyu sahibi Türk

vatandaşlarının posta kutusuna bıraktı. Bildirilerde PKK militanlarının yakalanabilmesi için yardım isteniyordu.

Takdir edersiniz ki, bu gelişmeler bölücülerin son derece huzursuz etti. Feyka-Kurdistan adlı kuruluş, "Almanya'daki polis uygulamaları Kürdistanlı emekçilerin, mücadeleye sunduğu desteği önleyemeyecektir" başlığı altında bir bildiri dağıttı.

Bölücü örgüt, Alman polisinin baskın yaptığı evlerde yakaladıklarına işkence yaptığını ileri sürerek, şöyle diyordu:

"Bavyera eyalet polisi, yüzlerce aileye gönderdiği mektuplarda onları ihbarcılığa ve 'PKK'nın zor ile kendilerinden para topladığını' vurguluyarak, birlikte çalışmaya zorlamaktadır. Evlere yapılan baskınlar sırasında, ev sahiplerinin cüz-

danlarında bulunan paraları dahi gaspedilerek, 'Bunları zorla topladınız' gibi gültünc bir şey ileri sürmektedir.

Türkiye'nin doğusunda ma-sum insanları acımasızca öldü-ren PKK, Avrupa'daki terör örgütü ERNK aracılığıyla geç-tiğimiz yılın mayıs ayında "Gerilla donatma kampanya-sı" başlatmıştı.

Yapılacak bağışlarda dikkat edilecek hususlar şöyle belirlenmiştir:

a) Dürbün, radyo, pusula, kasatura vb. araçlar.

b) Giyecek olarak en çok tercih edilen sağlam parkadır. Ancak mümkün olduğu kadar hafif, su geçirirmeyen ve sıcak tutan parkalar kullanılmalıdır.

c) Beyaz ve yeşil renkte yağmurluk.

d) Sağlam, bez spor ayakkabısı

e) Sıcak tutan ve hafif olan kazaklar.

f) Elle örülmüş ve dizkapağı kadar uzanan yün çorap, ince ve sıcak tutan eldiven.

g) İçten giyilen ve fazla kaba olmayan fanila takımı.

h) Naylon ve beyaz renkli olmayan gömlek.

i) Bunların karşılığı olarak para bağışında da bulunabilir ve toplu satın alım daha ucuza maledir..."

Açılan kampanyadan kısa bir süre sonra Salzburg sınır kapısında bir otomobilden süphelenildi. Alman sınır polisleri, Avusturya'ya girmek isteyen otomobile bulunan 5

kişiyi sorguya çekti.

Yapılan aramalarda çok sayıda hassas dürbün, pusula ve bazı eşyalar ele geçirildi. Bu arada PKK ile ilgili düzenlenmiş kitap ve bildiriler de bulundu.

Polis, 5 kişinin pasaportlarının da sahte olduğunu tesbit etti.

PKK'lılar peşpeşe yakalanmaya başlamıştı. Federal Almanya'nın Giessen şehrinde de lokal bakan ve PKK'nın Hessen eyaleti bölge başkanı olan bölücü yakalanmıştı.

Alman savcı Böcher, PKK'luları sıkı bir takibe aldıklarını açıklıyor ve, "Yakalanan PKK soruşturması, lokal sahibi bir Türk'ten haraç istedi. Ancak Türk bunu kabul etmeyince, ağır şekilde yaralandı..." dedi.

Kendi dışındakilere hayat hakkı tanımayan terör örgütü PKK, Avrupa ülkelerine yapacağı saldırıları da açık dile getirmekten geri kalmıyordu:

"Başedilemeyecek bir engellen, zorlanabileceğimiz bir görev hem de Avrupa alanında karşımıza çıkması mümkün değildir. Bu konuda bemen su-na belirtelim ki, biz parti olarak kan ve dehşet ortamında geliştik. Yapılmaları karşı partimiz kendi devrimci direnişini ortaya koyacaktır."

PKK, AT ülkelerini vuracak

Olağanüstü Hal Koordinasyon Toplantısı

Köy korucu sayısı 10 bini aştı

● 6 ayda 8'i sağ, 51'i ölü 59 terörist ele geçirildi. Yataklık yapan 864 kişi de yakalandı

İSTİHBARAT SERVİSİ

OLAĞANÜSTÜ Hal Koordinasyon Kurulu toplantısı açan İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, GAP projesi sayesinde bölgedeki istihdam sorununun çözümleneceğine dikkat çekerken, "Bütün bu olumlu yöndeki gelişmeleri dikkatle izleyen bazı güçler ve ülkemizdeki bazı zanaatçıları bu gelişmelerden son derece rahatsızlık duyduklarından terörizm eylemlerini destekliyorlar. Bu şekilde teröristlerin GAP projesini geciktirmeyi amaçladıkları anlaşılıyor" dedi. Kalemli, Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde hiç kimsenin zorla korucu olmadığını da söyledi. Bakan Kalemli'nin başkandığı iki gün sürecek olan toplantıya, Müsteşar Veddi Gömül, Müsteşar Yardımcısı Tuncer Perçinler, Emniyet Genel Müdürü Sabahattin Çakmakçı, Olağanüstü Hal Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu, Asayiş Bölge Komutanı Korg. Hüsnü Sayın ile başta İstanbul olmak üzere 11 ilin valisi katılıyor.

İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, toplantıyı açarken yaptığı konuşmada 27 Ekim 1983 tarihli 2935 sayılı Olağanüstü Hal Kanunu hakkında bilgi verdi. 19 Temmuz 1987 tarihinden geçerli olmak üzere Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde hal uygulamasına geçildiğini hatırlatan Kalemli, İstanbul'da da olağanüstü hal uygulamasına devam edildiğini belirtti.

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'nin görev ve yetkileri hakkında bilgi veren Kalemli, bölge valiliğinin kurulmasından sonra güvenlik kuvvetlerinin "tim" sistemine göre tüm bölgeye yayıldığını bildirdi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği sorumluluk sahasında gönüllü olarak mezralardan köylere gelenler için yapılmak suretiyle 4 köyde toplam 112 konut inşa edildiğini vurgulayan Kalemli, şöyle dedi: "Güvenlik kuvvetlerinin, gece dahil artan sürekli hareket ve etkinlikleri sonucunda 6 aylık süre zarfında 8'i sağ, 51'i ölü olarak toplam 59 terörist ele geçirilmiştir. Ayrıca bu teröristlere yardım ve yataklık yapan ya da destek sağlayan toplam 864 kişi yakalanarak haklarında yasal işlem yapılmış ve yapılmaktadır."

Köy koruculuğu sistemine etkinlik kazandırıldığını da belirten Kalemli, köy korucu sayısının 10 bini aştığını bildirdi. Köy korucularının tazminatlarının artacağını söyledi. Bölgede köy korucusu olmak için çok sayıda başvuru yapıldığını söyleyen Kalemli, işkence iddialarının asılsız olduğunu vurguladı. Kalemli, amacın, "güvenlik kuvvetlerinin ypratılması olduğunu" söyledi. Devletin, bölge halkına sonsuz güveni olduğunu belirten Bakan, "Halkın elinde bulunan ruhsatsız silahlara kanun hükmünde kararname ile ruhsat verilme imkânı getirilmiştir. Bu uygulamayla 23 bin 577'si kısa, 3 bin 299'u uzun namlulu olmak üzere toplam 26 bin 851 silah için başvuruda bulunulmuştur" dedi.

MİLLİYET
4.02.88

Köln'de PKK militanlarının üstlendiği 5 eve yapılan baskında ele geçirilen 700 bin marka döviz el konulması ama PKK eyleme geçince geri verilmesi şu şekilde değerlendirilmiştir:

'Almanya teröre teslim olmuştur!..'

Özel yetiştirilmiş Alman komandoları geçen ilberleş saatlerinde, aldıkları talimat gereğince, Köln'deki 5 eve arama yaptı. Takvim yapıları 27 Temmuz 1987 günü nü gösteriyordu.

Bu evler, bir başka deyişle "PKK'nın merkez yuvaları" Alman polisini günlerdir düşündürüyordu. Sözkonusu evlere girip çıkan herkes polis tarafından biliniyor ve takip ediliyordu.

Komandolar evlerin birinde valiz içerisinde 456 bin 845 Alman Markı, 209 bin 530 İsviçre Frankı, 2 bin Fransız Frankı ve 152 parça altın zincir, yüzük ve saat ele geçirmişti. Ayrıca PKK'ya ait dokümanlar ve Türkiye'ye karşı hazırlanan bazı planlar da bulunmuştu. Baskın yapılan bir başka evde ise, bir çanta içerisinde çok sayıda sahte Türk pasaportunun olduğu ortaya çıktı. Köln Savcılığı tüm araştırmalarına rağmen ikinci çantamın esrarını çözmemişti.

PKK, yuvalarının basılmasından ve paralarının alınmasından sonra, çingar çıkardı. ERNK adına basın toplantısı yapan Hüseyin Yıldırım adlı sözcü, PKK'ya paraların hemen iade edilmesini istedi, aksi halde Almanya'ya karşı eyleme geçeceklerini söyledi.

Köln Savcılığı, Basel'deki Kürdistan komitesinden para dolu valizi Köln'ün Rosen Sokakı'ndaki eve kimin getirdiği sorusuna bir türlü cevap bulamayanca, bir şarkıcı kadını aramaya başladı. Şarkıcı kadın bulunabilirse, paraların "akabe" de çözülecekti. Çünkü bu kadın para dolu valizi getirerek, Köln'ün Hansaring adresindeki Kürdistan komitesine teslim etmek istiyordu. Ancak, komitedeki PKK'lılar, "Bu paraları bize verme, geri götür" talimatı verince, şarkıcı Türk kadını, geceyi geçirmek üzere Rosen Caddesi'ne geldi. Polislin baskınları sonucu, "olaylı valiz" ele geçirildi.

Paranın talipisi çoktu

Savcılık, birçok kişinin kendilerine basırdığını ve hepsinin paranın iadesini istediklerini açıklarak, "Ancak bu kişileri geri çevirdik. Parayı vermeyi düşünmüyoruz..." diyordu.

PKK, çeşitli merkezlerde işgalleri başlatı. Konsoloslukların önünde gösteriler yapan bölücüler, "Paramızı isteriz" sloganı attı. Bu arada PKK sözcülerinin "tehditvari" basın toplantılarının ise, arkası ke-

silmedi.

Bir süre sonra Köln Savcılığı, nedense "çark" etti. "PKK'nın parası başımıza belâ oldu" diyen savcılık, parayı

vermek istediklerini, ancak karşılığında bir kuruluş bulamadıklarından yakındı. Savcılığın bu kararı, geriye bir adımdı. Almanya aylardır sürdürdüğü PKK'ya karşı ısrarlı tutumundan "taviz" vermişti. 11 Kasım 1987 günü saat 14.00 sıralarında Köln Savcılığı'nın kapısını çalan esmer kadın, "Kürdistan komitesine ait parayı almaya geldim" dedi.

Savcılık, 700 bin mark karşılığı İsviçre Frankı, Fransız Frankı ve Alman Markı ile mücevherleri teslim etti. PKK'nın kurye olarak kullandığı "şarkıcı kadın" aynı gün paraları Fransa'ya götürdü. Savcılığa ise, "Parayı daha fazla elimizde tutamadık. Parayı el koymak için hukuki hiçbir gerekeç yoktu" demek düşmüştü.

Bu bir skandaldır

PKK'nın parası Alman makamlarını "çıkamaz" sokmakla birlikte, diplomatik çevreler arasında huzursuzluğa da yol açtı. Paranın iadesi gündeme gelince, Türk Dışişleri Bakanlığı, Bonn Büyükelçiliği aracılığıyla devreye girdi. Ancak, büyükelçiliğin bütün cabaları etkisiz kaldı. Hatta Türk makamlarının "PKK, 700 bin marka Türkiye'ye karşı yapacağı terör eylemlerinde kullanacak..." cümlesi ile olayın hassasiyetini dile getirmeye çalışmıştı.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Büyükelçi İnal Batu ise, Ankara'da Tercüman gazetesine yaptığı açıklamada, "Almanya PKK'nın parasını iade ederek teröre teslim olmuştur. Bu bir skandaldır" demişti.

Peki bundan sonra ne olacaktır?

PKK, Almanya'ya yaptığı tehditleri geri mi alacak? Almanya'yı terörün kucakına itmekten vaz mı geçecek? Konsoloslukları işgal etmekten, rakiplerini öldürmekten, yakıp yıkmaktan el etek mi çekecek?

Kesinlikle değil... Terör örgütü PKK, Batı Avrupa ülkelerinde bildiğini okumaya devam edecektir. Hele hele 700 bin mark ve mücevheratı da geri alabildikten sonra hiç durmayacaktır.

Kürt Enstitüsü'ne soruşturma

Tüm bu gelişmeler olurken, Bonn Savcılığı "Kürt Enstitüsü" hakkında bir soruşturma açtı. Savcılığın basın sözcüsü, soruşturmanın enstitüye yapılan maddî yardımlarla ve bunların resmî kayıtlarda gösteriliş şekliyle ilgili olduğunu bildiriyordu.

Kürt Enstitüsü'nün büyük destekçisi olan Alman Kızılhaç'ı ise, iddialar üzerine, enstitü ile ilişkisini kesti. Enstitü Müdürü Yekta Çeylanı ise, iddiaları reddederek, "Bu konudaki hesaplar her üç ayda bir düzenli olarak ilgililere gösteriliyor" dedi.

Federal Alman Meclisi'nin İçişleri Komisyonu'nda "PKK ve eylemleri" görüşülüyordu. İçişleri Bakanlığı Müsteşarı Dieter Spranger, Federal Almanya'da aşırı uçlara mensup yabancıların şiddete başvuran eylemlerinin, toplumun güvenliği açısından "problem" yaratmaya başladığını kaydediyordu.

Anayasayı Koruma Teşkilatı'nın raporunun komisyonunda görüşülmesi sırasında bilgi veren Spranger, bütün dikkatleri terör örgütü PKK üzerine çekiyordu. 1987 yılının ilk 6 aylık döneminde yabancı aşırı uçların 8 terör eyleminin 4'ü ölümle sonuçlanmıştı. 1 Eylül tarihine kadar ise, 1115 eylem yapılmış, bunların 206'sı kundaklama, 33'ü patlayıcı madde kullanma idi. PKK'nın bugün eylemlerine karşılık Alman kadınların kurduğu "Rote zora" örgütü ise, 17 eylem yapmıştı.

İçişleri Bakanlığı Müsteşarı Spranger, o günkü komisyon toplantısında korkunç gerçekleri dile getirdikten sonra, "Bunlara daha fazla göz yumulamaz..." cümlesi ile konuşmasını tamamlamıştı.

Federal Almanya'nın Paris Büyükelçiliği'nde görevli dip-

lomats Siegfried Wielsputz, Sen nehri üzerinde bulunan ve çok az kullanılan bir tahta köprüde öldürülmüştü. Alman diplomatın üzerinden çıkan mektup, PKK'nın Avrupa'daki terör örgütü "ERNK"nin imzasını taşıyordu. Mektupta, Almanlar'ın başına iş açan 700 bin marktan bahsediliyordu.

Fransa'da yayınlanan "Le Parisien" gazetesi, Paris'teki Alman Büyükelçiliği'nin hukuk ve konsolosluk bölümünde görevli diplomat Wielsputz'ın ölmeden önce olaya şahit olan iki kişiyi, "Köprü üzerinde iki kişi yolu mu kesti. Bonn elçiliğine teslim edilerek üzere bir zarf uzatıldı. Bu zarfda birleşik bema atış etti..." de-



ÇOCUKLAR TÜRK DÜŞMANI OLARAK YETİSTİRİLİYOR: İki PKK rupa'da kanlı terör eylemlerini gerçekleştiren ERNK'nın marifeti. Henüz hiçbir berrisiz küçük çocuklar, ceplerinde "TC" pasaportu ve kimlik çüzdanı taşımaya Türk düşmanı olarak beyinleri yıkılıyor. Çocukların başlarına geçirildikleri kızıl çekimli şapkalar kimlerden emir aldıklarını açıkça gösteriyor.

diğini yazdı.

Bu arada ERNK'nın Paris temsilciliği ise, Türk gazetelerine teleksle bir duyuru geçerek, Alman diplomatı kendilerinin öldürmediğini ileri sürüyordu. Duyuruda özetle şöyle deniliyordu:

"Bugün Paris'te Alman konsolosluk görevlileri katlediler, Türk MİT'inin ve onunla işbirliği içinde olan çeşitli Avrupalı komplo ve cinayet örgütleridir. Yine aynı güçler şimdiki kadar birçok komplo gerçekleştirecek, ERNK'ya yüklemek istedikler. Ancak, sonuçta MİT, CIA, SAPO gibi karanlık örgütlerin ihledikleri bu cinayete neyi amaçladıkları kamuoyuna bilgisiz dahildir..."

Cinayetten birkaç gün sonra ERNK bu defa Bonn'da bir bildiri yayınlıyordu. "Alman diplomatı Türk ve Fransız hükümetlerin komplosu sonucu öldürülmüştür" iddiasında bulunan ERNK, şunları dile getiriyordu:

"Paris'te Federal Almanya vırlıklanma öldürülmesinden ERNK'yi sorumlu tutan yollardaki çabalar, uluslararası alanda, kurtuluş savaşına karşı girişilen komplosun son zirincirli teşkil etmektedir."

Fransız basınının, ERNK'yı bu olaydan sorumlu tutmasının sebebi, PKK ile Federal Almanya arasında 6 aydan bu yana süren anlaşmazlığa bağlanmaktadır. Bu maksatla ve çürük iddia, Hans Holmers'in, Oief Palmre'yi PKK'nın öldürdüğü yollardaki iddiasından daha korallık ve güllüncüdür. Bu,

faşist Türk devletinin, MİT, Fransa ve CIA ile işbirliği içinde, kurtuluş savaşına veren PKK ve ERNK'nın yönetici güçlerine karşı bir komplosudur." PKK ve Avrupa'daki terör örgütü ERNK, Alman diplomatın öldürülmesi ile ilgili açıklamalarını halen sürdürüyor. Nedense Alman, Fransız ve Türk basınındaki "PKK Almanlar'a saldığını geçti" cümlesinden pek rahatsız oldular.

Fransa Dışişleri Bakanı'nı protesto

Terör örgütü PKK, hedefleri arasında Fransa'yı da dahil etmişti. Fransa Dışişleri Bakanı Jean-Pierre Raimond'un Türkiye'ye yaptığı ziyareti protesto eden PKK/ERNK, iki ülke arasındaki görüşmelerini, ana konusunun "terörün ne mabedde" olduğunu belirterek, "Fransa hükümeti 'devlet tavı' olarak tenazer edilebilir ozunda, Türk devleti daha fazla ekonomik ihaleleri Fransa'ya verecek ve Fransa'nın Türkiye pazarına daha fazla giriş sağlanacak..." diyordu.

Uzun lâhın kısas, terörün hedefi şaymaz...

Federal Almanya, şu günlerde ülkedeki "terör" olaylarının genel bir bilançosunu çıkarmakla meşgul... Gündemlerinde RAF değil, PKK var. Gelecek günler birçok olaylara gebe. Anlaşılan o ki, Almanya ve Fransa başta olmak üzere Batı Avrupa ülkeleri PKK'dan çok çekecek.



DETLERİ AKTARIYOR Diyarbakır Valiliği'nin, "Dert Dinleme Toplantısı"na Fatma İçer, tercüman olarak katılıyor. İçer, Türkçe bilmeyen vatandaşların sorunlarını yetkililere aktarıyor. (Fotoğraf: Faruk BALIKÇI)

Türkçe bilmeyenlerin dili, sesi...

MİLLİYET 7.02.88

• Sanıklar karardan sonra, "Yaşasın PKK" diye slogan attılar

PKK davasında 20 idam

• Fadullah BULUTTEKİN

DIYARBAKIR (MİL-HA)

ASKERİ Yargıtay Daireleri Kurulu'nca bozulduktan sonra 7. Kolordu Askeri Mahkemesi'nde yeniden görülmeye başlanan 146 sanıklı PKK örgütü ana davası karara bağlandı. Sanıklardan 20'si idam, 15'i ise ömür boyu hapis cezasına çarptırılırken, 71 sanık 3-24 yıl arasında değişen çeşitli hapis cezasına mahkûm oldu. 22 sanığın ise beraat ettiği davada ceza alan sanıklardan 3'unun tahliyesi kararlaştırıldı.

7. Kolordu Askeri Mahkemesi'nde PKK ana davasının 146 sanığından 43'ünün hazırlanmış olduğu dünkü duruşmada mahkeme heyeti, Askeri Yargıtay'ca dava ile ilgili kararları aydınlatıldı.

Mahkeme heyetinin haklarında idam cezası verdiği 20 PKK'lı sanığın isimleri şöyle:

Ali Kılıç, Bedrettin Kavak, Fevzi Yetkin, Cuma Kuyukan, M. İzzet Baykal, Tahir Çelintaş, Mustafa Karasu, M. Şükrü Gülümüş, Abuzer Dehşet, İrfan Güler, Süleyman Günyeli, Ramazan Ödemir, Saib Özyeşil, Zülfi Karak, Ali Yaşar, Abbas Yokuş, Mehmet Fahri İfkiş, Yılmaz Uzun, Celal Bayram ve Mehmet Emin Keskin.

Sanıkların haklarında idam cezası verdiği ve tahliye edilmiş sanıkların isimleri şöyle:

Abdullah Şenbaga, Halit Çabır, Mustafa Mikail Alkan,

Ali Sevecek, Abdülhamit Tektaş, Ö. Nihat Kaya, Abdülkadir Atım, Ahmet Kılıç, Abdurrahman Sevgat, Fettah Yiğit, Ahmet Kosaaloğlu, Hamza Yavaş.

Mahkeme heyeti, sanıklardan 71'ini 3 ila 24 yıl arasında değişen çeşitli ağır hapis cezalarına mahkûm ederken, 22 sanık hakkında beraat kararı, 20 sanıklı ilgili dava dosyasının düşürülmesi kararını verdi. Bu arada, 18 yıl ceza alan Faruk Altın, 21 yıl ceza alan Ferhan Türk ve 20 yıl ceza alan Muzaffer Kevci adlı sanıkların ise tutuklu kaldıkları süre göz önüne alınarak tahliyelerine karar verildi.

SLOGAN KÜRTÇE

Mahkeme heyeti, sanıklarla ilgili karar açıkladıktan sonra, duruşma salonunda bulunan sanıklar

Kürtçe olarak hep bir ağızdan "Biji PKK" (Yaşasın PKK), "Biji serxwebun" (Yaşasın bağımsızlık), "Bimre mijokari" (Kahrolsun somürgeçilik ve emperyalizm) ve "Biji Apo" (Yaşasın Apo) şeklinde sloganlar attılar.

ELAZIĞ DAVASI

Öte yandan yine 7. Kolordu Komutanlığı askeri mahkemesinde, 49 sanıklı Elazığ PKK davası da dün sonuçlandı. Sanıklardan beşine ömür boyu hapis cezası verilirken, 33 sanık da 5-24 yıl arasında hapis cezalarına çarptırıldılar. Mahkeme dünkü karar duruşmasında haklarındaki idam kararları daha önce Askeri Yargıtay'ca bozulmuş Cevdet İnək, Hamli Yıldırım, Hasan Erkiç, Şevket Yıldırım ve Nurettin Yıldırım'a ömür boyu hapis cezası verildi.

TERCÜMAN 7.02.88

Hüsamettin KARANFİL

SİİRT, (Tercüman) - Son bir ay içinde 4 PKK'lı teröristin kendiliğinden teslim olmasını PKK içindeki çözümleri hızlandırdığı, teşkilât içindeki yüzlerce kişiye "davaya ihanet" yüzünden öldürülen teröristlerin korkusuyla teslim olmadıkları belirtiliyor.

Bölgedeki ağır kış şartları, teşkilât içindeki tartışmazlıklar, hızipler PKK içindeki huzursuzluğu büyütüyor. Yöre halkının destek vermemesi yüzünden teröristler açıkla karşı karşıya bulunuyor.

TERÖRİSTLER BİLGİ VERİYOR

Ocak ayı içinde teslim olan teröristlerden "Hazar" adlı Saniye Alataş ile "Bozan" kod adlı Kemal Ertürk, "Ziver" kod adlı Hüseyin Bora ile "Babri" kod adlı Mustafa Adak'ın teşkilâtla ilgili verdiği bilgilerin de etkisiyle bölgede büyük bir paniğe yol açtığı belirtiliyor.

Bölgede PKK'ya yataklık edenlerin de bu bilgiler doğrultusunda ardarda de geçirilmesi eşkıyanın durumunu da ha da zorlaştırıyor.

TERÖRİSTLER PIŞMAN

Davaya ihanet yüzünden öldürülmek korkusuyla teröristler güvenlik güçlerine teslim olamıyor. Bunların baskı

PKK çözüyor

Teröristler, teslim olmaları ve pişmanlık duydukları belirtiliyor. Ayrıca PKK lideri Apo'nun kaprislerinin teröristler arasında tedirginlik yarattığı ve kendisine bağlılıklarını azalttığı bildiriliyor.

Apo teröristler hayali devlette makam, mevki, para bulunvanında şan şöret vaad ederek yanında tutmaya çalışıyor. Ancak teröristler teşkilât elebaşlarının krallar gibi yaşadığını kendilerinin ise ölüme terk edildiklerini, kandırıldıklarını geç de olsa anlıyor. Ama iş isten geçmiş oluyor. Apo'nun vaatlerinin de inanılmıy, kaybettiği, birçok teröristin can korkusuyla teşkilâta karşı koyamadıkları belirtiliyor.

TERÖRİSTLER BARZANI VE TALABANI'YE SİĞİNİYOR

Alınan bilgiye göre teşkilât içindeki fikir ayrılıkları yüzünden birçok terörist Barzani ve Talabani saflarına geçiyor. Bunlardan fark edilenler ise kurşuna dizilerek idam ediyor, "Bedran" kod adlı Mehmet Şevket ile "Ağır" kod adlı Mahsun Korkmaz'ın öldürülmelerinden sonra teşkilât içindeki dağalanmalar da büyüyor. Apo'nun kendisine karşı gelen birçok merkez komite üyesini değiştirip yerine

örgütün benimsemediği kişileri getirmesi de bölünmelerde etkili oluyor.

PKK 1987'DE HEDEFİNE ULAŞMADI

1987 yılı için PKK'nun planladığı eylemlerin hedefine ulaşamamasında teşkilât içindeki bağların çözümlenmesinin çok etkili olduğu ifade ediliyor. Ayrıca teslim olan teröristlerin itiraflarından edinilen bilgilerde eşkıyanın halen yurt dışında Irak'taki Sinat, Loian kamplarının faal olduğu, Suriye'deki PKK kamplarının ise Bekaa Vadisi'ne kaydırıldığı bildiriliyor.

Sınırda teşkilâtçı evleri ve İran Sinciyeye kampında ise propaganda için gerekli baskı makineleri bulunduğu belirtiliyor.

TERÖRİSTLER ŞİŞİRME BOTLA SURIYE'YE ÇAÇIYOR

Güvenlik güçlerine teslim olan teröristler yaptıkları itiraflarda şişirme botlarla Dicle nehrinden Suriye'ye geçiş yaptıklarını söylediler. Bu botların yurt dışından getirilerek teşkilâtta her gruba bir tane verildiği bildiriliyor.

Bu arada teşkilâtta ilaç sıkıntısının had safhada olması yaralı teröristlerin ölüme terk edilmesiyse sonuçlanıyor. Aspirin'in bile sıkıntısını çeken teröristler ölen arkadaşlarını kaçırarak gömüyorlar.

●PKK militanları, güvenlik kuvvetleriyle çatıştı

5 terörist öldürüldü

SİİRT, MİL-HA
SİİRT'in Kozluk ilçesinde, güvenlik kuvvetleriyle yaklaşık 12 saat süren bir silahlı çatışmaya giren PKK militanlarından beşi öldü. Çatışmada bir militan yaralanırken, biri de sağ olarak yakalandı.

Kozluk ilçesinde 15 kilometre uzaklıkta bulunan Tuzlagözü köyü civarındaki bir vadide operasyonlarına sürdüren güvenlik kuvvetleri, bir grup PKK militanı ile karşılaştı. Militanlar, güvenlik kuvvetlerine "Der" hitabına tepki karşılık verince, silahlı çatışma çıktı. Önceki gün saat 16.00 aralarında başlayan ve dün sabah saatlerinde sona eren silahlı çatışmada PKK militanlarından 5'i öldü, biri yaralı, biri de sağ olarak ele geçirildi.

Güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmaya giren PKK militanlarının "Bıyık" kod adlı sorumlusunun grubu olduğu ve Türkiye'ye yeni giriş yapıldığı öğrenildi.

Çatışmada ölü olarak ele geçirilen 5 PKK militanının, 4'ü güvenlik görevlisi toplam 77 kişinin öldürülmesi olaylarına karışıklığı belirlendi. Olağanüstü Hal Bölge Valiliği Genel Sekreterliği'nden yapılan açıklamada ölü olarak ele geçirilen PKK'lıların kimlikleri şöyle:

(Hasan) kod adlı, Siirt ili Beşiri nüfusuna kayıtlı Hamit Dağtekin, (Murat) kod adlı Tunceli doğumlu Polat Tosun, (Ferhat) kod adlı Di-

yarbakır ili Silvan ilçesi nüfusuna kayıtlı Abdülmenaf Ormancı ve (Reşit) kod adlı Suriye uyruklu bir terörist. Ölü olarak ele geçirilen diğer teröristin kimliği ise belirlenmedi.

Öldürülen militanları teşhis eden eski terörist Hasan Adak uyardı**"Bu işin sonu yok, teslim olun"**

●Güvenlik kuvvetleriyle silahlı çatışmada ölü olarak ele geçirilen 5 militanın teşhisi için bölgeye getirilen "Bahri" kod adlı Hasan Adak, militanların isimlerini güvenlik kuvvetlerine verdi

●DIYARBAKIR - SİİRT, MİL-HA

YASADIŞI bölücü örgüt PKK tarafından kaçırılarak terör eylemlerinde kullanılan ve geçen ay içinde güvenlik kuvvetlerine kaçarak teslim olan 16 yaşındaki Hasan Adak, eski arkadaşlarına seslenerek, "Bu işin sonu yok, teslim olun" dedi. Siirt'in Kozluk ilçesi Tuzlagözü civarındaki Hanurtepe vadisinde dün güvenlik kuvvetleriyle girişikleri silahlı çatışmada ölü olarak ele geçirilen militanların teşhisi için bölgeye getirilen "Bahri" kod adlı Hasan Adak, örgüte gıybet ve katıldığı eylemleri Milliyet'e anlattı: 13 yaşındayken Şırnak'ın Kurtkuyu köyünden 6 arkadaşıyla birlikte bölücü teröristler tarafından örgüte katıldığını belirten Adak şunları söyledi:

"Bizce verilen talimat, korucuları ve askerleri yok etmekti. Bu amaçla birleşen gruplar, önce Mardin'in Ömerli ilçesine bağlı Pınarcık köyünü basarak, korucu ve askerleri öldürdüler. 30'a yakın kişiyi katledildiği olayı, 23 kişilik bir terörist grubu gerçekleştirdi. Baskından sonra tekrar gruplara ayrılarak, köyden uzaklaştık.

"21 kişiyi öldürdüğü Milas katliamı, yine korucuları öldürmeye yönelikti. Bu eylem de 27 terörist yapıtı.

"Ben Türkiye'deki faaliyetlerimi kod adları (Sinan), (Metin), (Cemal) adlı teröristlerin grubunda sürdürdüm. En son (Cahit) adlı grup liderinin sorumluluğundayken, 29 Ocak günü Kurtalan'ın Bekerde köyünde, silahlı birliğle kaçarak güvenlik kuvvetlerine teslim oldum."

Hanurtepe'de ölü olarak geçirilen teröristleri de tek tek teşhis eden Hasan Adak, sözlerini şöyle tamamladı:

"(Hasan) kod adlı Hamit Dağtekin, Garzan bölgesi sorumlusu yardımcısı konumundadır. 1982 yılında beri örgüt içinde faaliyet göstermektedir. Pınarcık ve Milas eylemlerine katılmıştır.

"(Ferhat) kod adlı teröristin gerçek adını bilmiyorum, ama o da örgüt içinde en önemli adamlardan. Pınarcık ve Milas katliamlarına katılmıştır.

"Kod adını (Murat) olarak bildiğim Tunceli teröristi de, örgüte Avrupa'dan katılmıştır. Daha sonra Suriye ve Irak'ta eğitim gördükten sonra, Haziran 1987'de Türkiye'ye giriş yapmıştır.

(Reşit) kod adlı Suriye uyruklu terörist de, Pınarcık ve Milas katliamlarına katılmıştır."

Almanya'da PKK militanları yakalandı

KARLSRUHE, (Tercüman)- Geçtiğimiz cuma günü Braunschweig'ta bir Türk işçisini kaçırmak isteyen iki PKK teröristinden biri önceki gün tutuklandı. Federal savcılıktan yapılan açıklamaya göre PKK üyesi olduğu belirlenen 28 yaşındaki saldırgan bir arkadaşıyla beraber örgüte birlikte çalışmaya reddeden Türk işçisini "halk mahkemesi"nde yargılanmak üzere silah zoruyla Köln'e götürmek istedi.

Ancak yolda teröristlerin

elinden kurtulan Braunschweig'ta oturan Türk olayı polise bildirdi. İhbar üzerine harekete geçen polis önceki gün sanıklardan 28 yaşında olan Türk vatandaşını yakaladı.

Federal savcılık dairesi sözcüsü Alexander Prechtel dün Karlsruhe'de yaptığı açıklamada yakalanan PKK üyesi aleyhinde terörist bir eyleme yerlik ve adamı kaçırmaya suçlarından dava açılacağı bildirildi.

Türk sanatçısına —ligi çeksin diye— "Kürt" dediler

Ender ÜLGEN

BRÜKSEL (A.A.)- Belçika'da yayınlanan "La Libre Belgique" e, yıllardır bu ülkede dansör ve kareograf olarak çalışan Timur Ratlas'ı Kürt olarak tanıtarak bir skandala yol açtı.

Çok küçük yaşta imam olan babasıyla birlikte Belçika'ya gelen Timur Ratlas, Brüksel'teki Kraliyet Tiyatrosu'na bağlı dans konservatuarını bitirdikten sonra Maurice Bejart'ın yönettiği ünlü 20. Yüzyıl Balesi'ne katıldı.

Kısa sürede kendine yabancı dansörler arasında iyi bir yer ya-

par Ratlas, Stockholm'de yapılan operalarında sosyalistler tarafından "Deutsche Oper Berlin" operasında Rudolf Nureyev'in kareografisini yaptığı eserlerde sahneye çıkan Timur Ratlas, daha sonra Avustralya'ya giderek orada bir dans okulu oluşturdu. Belçika'ya döndükten sonra "Ratlas Grubu" adıyla kendi balesini kuran ve iki yıldır sanat hayatını kareograf olarak sürdüren Timur Ratlas, 11-14 Şubat tarihlerinde Belçika'nın sanat ve kültür merkezi Liege'de iki eserle seyircinin karşısına çıkıyor. "Tren" ve "17 Temmuz 1987" adlı eserleri seyirciye sunacak olan Ratlas özellikle makineleşmiş Batı ile mistik Doğu arasındaki farklılığı ortaya koymaya çalışıyor.

İlci çıkmak için

"La Libre Belgique" gazetesinde Timur Ratlas'ın bu çalışmalarıyla ilişkin haberi, sanatçının "Kürt" olduğunu iddia edince, bu haber Belçika'daki Türkler arasında uzuntüyle karşılandı. A. A. muhabeirinin sorularını cevaplandıran Timur'un imam olan babası Hüseyin Ratlas, bunun sifir propaganda amacına yönelik olduğunu belirtti ve "Biz gerçek Atatürkçü'yüz. Kürt lafı Avrupalıların ilgisini çekmek için kullanılmıştır" şeklinde konuştu.

APO'DAN YENİ TAKTİK

●Silahlı eylemden çok siyasal eyleme öncelik istedi

●PKK lideri Abdullah Öcalan, Barzani ve Talabani'nin de katılımını sağlayarak Mayıs ayında gerçekleştirilecek taarruzlu Ulusal Cephe Kongresi'ne sunulmak üzere bir rapor hazırladı

●5 dilde basılan raporda, PKK'nın askeri kanadı olan ARGK ve ERNK adlarına hiç yer verilmiyor ve silahlı eylemden çok siyasal eyleme değiniliyor

●"Kürt davasının" haklılığının dünyaya anlatılabilmesi için çeşitli ülkelerde siyasal bürular kurulmasını öneren rapor, PKK'nın rota değiştirdiği şeklinde yorumlanıyor

●Namik DURUKAN - DIYARBAKIR

PKK lideri Abdullah Öcalan, Mart ayı içerisinde hazırlanan ve Türkiye'de ilk kez üzerine diğer Kürt liderlerinin de katılımıyla toplanmaya çağırılan geniş tabanlı Kürdistan Ulusal Cephe Kongresi'ne sunacağı program taslağını hazırladı.

Kürtçe, Türkçe, Farsça, Arapça ve İngilizce olarak basılan taslak diğer Kürt liderlerine, çeşitli yasal ya da yasal olmayan kuruluşlara gönderildi.

Öcalan'ın hazırladığı taslak, PKK'nın politika ve stratejisinde kesin bir değişiklik gözler önüne seriyor. Kamuoyunda Apo adıyla anılan PKK lideri Öcalan, bu taslakta Kürt hareketinin artık terör ve silahlı eylem yerine siyasal alanda uluslararası bir ayak yapmasını, kendisini çeşitli ülkelerde kurulacak siyasal bürular ve bir sürgün hükümetiyle kabul ettirmesini öneriyor. Apo, bu politikayla Kürt hareketinin belirli aşamalarından geçerek Birleşmiş Milletler ve Üçüncü Uluslararası etkin kuruluşlarda temsil noktasına ulaşabileceğini savunuyor.

Taslakta Türkiye soluna da eleştiriler getirilerek, "Türkiye solu, sosyal devrimi bir saldırı" yarpandadır bulunuluyor.

nutsuzluk ve tedirginlik yarattı.

Taslakta "Kürdistan ulusal kuruluşunun ancak devrimle mümkün olacağı" sloganı sık sık tekrarlanırken, PKK kongrelerine bundan önce sunulan program ve bildiriye çokça sözü edilen "silahlı mücadele taktik ve yöntemleri"nden tek kelime edilmediği dikkat çekti.

● İnsan hakları raporunda Kürt sorunu var ABD'den Türkiye'ye eleştiri

ABD ikili oynuyor

WASHINGTON, ÖZEL
ABD Dışişleri Bakanlığı'nın Kongre'ye sunduğu yıllık İnsan Hakları Raporu'nun Türkiye bölümünde Kürtlerin durumuna bundan önceki raporlarda olduğu gibi yine yer verilirken, geçen yıllardan farklı olarak PKK eylemleri ve buna karşı Türk güvenlik güçlerinin aldığı önlemlerdeki bazı uygulamalar eleştirildi.

Dış yardımların verilmesinde, söz konusu ülkelerdeki insan haklarına ilişkin uygulamaların dikkate alınması amacıyla ABD Dışişleri Bakan Yardımcısı Richard Shifter tarafından hazırlanan raporda büyük çapta askeri operasyonlara rağmen PKK'nın ulusunun güçlüğü olan bölgelerde eylemlerini sürdürdüğü, buna karşı güvenlik kuvvetlerinin bölücülerin gizlendiği yerleri bulmak için Güneydoğu Anadolu'da hareket yaptığı kaydedildi. Bu arada PKK saldırıları sonucu 500 sivil ve asker öldüğü vurgulandı. Raporla, bu hareketlar sırasında sivil halkın rahatsız edildiği iddiası da yer alıyor.

PKK'nın bağımsız bir Kürt devleti kurma amacıyla Güneydoğu Anadolu'da kanlı eylemler düzenlediği ve bunların dıştan destek gördüğü vurgulanan raporda, Türk hükümetinin bazı uygulamalarının endişe yarattığı belirtildi. Buna örnek olarak gerillalara yardım ettikleri kuşkusu ve suçlamasıyla bazı köylerin topluca tecrit edildiği, ai-

lelerin baskı ve işkence gördüğü öne sürüldü. Bu arada mahkemelerde Kürt dili konuşulmasının yasak olmasının ve tercüman kullanılmasının hukuksal açıdan sorunlar yarattığı da savunuldu. Raporda ayrıca Türk yetkililerin Kürt sorunu konusunda araştırmaya gelen yabancı kişilere ve kuruluşlara yardımcı olmaktan kaçındığı da vurgulanıyor.

Rapor, bu arada PKK üyesi oldukları sanılan kişiler hakkında bilgi toplayabilmek için de bu kişilerin ailelerine baskı veya işkence yapıldığı yolundaki iddialara da yer veriyor. Bazı du. umlarda köy halkının tümünün soruya çekildiği ya da gözaltına alındığı üeri sürüyor. Rapor, "Kürt dilinde kitap, gazete gibi Kürt tarihi, kültürlü ve etnik varlıklarını inceleyen kitap ya da diğer yazılı basımın yayınlanması yasak" diyerek ekliyor.

Uluslararası Af Örgütü ile Helsinki İzleme Komitesi'nce geçen yıl yayınlanan insan hakları raporlarında yer verilen iddiaların tekrarlandığı raporda ayrıca TRT'de eleştirilerek fikir ve ifade özgürlüğü açısından bazı yasaklamalar uygulandığı belirtildi. Türk basınının "güçlü ve canlı" olduğu vurgulanarak basın özgürlüğü üzerindeki bazı kısıtlamaların kaldırıldığı, hükümetin tekelinde bulunan TRT'nin tarafı yayınlarından muhalefet liderlerinin şikâyetçi olduğu bildirildi.

İŞKENCE İDDIALARI

Raporun 12 sayfaını ayrıladı

● Dışişleri Bakanlığı tarafından hazırlanan raporun 12 sayfalık Türkiye bölümünde PKK eylemlerine yardım ettikleri gerekçesiyle Kürt köylerine baskı yapıldığı ileri sürülüyor.

Türkiye bölümünde, bu arada insan hakları konusunda belirgin bir iyileşme olduğu gözlenmekle birlikte, Türkiye'de polis tarafından uygulanan sistematik işkencenin sürdürüldüğü de belirtildi. Hükümetin aldığı önlemlerle işkence yapanları kovuşturup cezalandırılmadığı kaydediliyor. Ayrıca gelişmiş ülkelerde karşılaştırıldığında Türkiye'de cezavi koğulların da standartlarına atında bulunduğu dikkat çekiliyor.

Raporda Türkiye'de 1987'de eski siyasilere konan yasakların kalkması, genel seçimlerin yapılması, sıkıyönetimin ve basına getirilen kısıtlamaların kaldırılması, ayrıca Türkiye'nin, işkence ve insanlık dışı davranış yasaklayan Avrupa Sözleşmesi'ni imzalaması, iyileşme yönünde olumlu gelişmeler olarak sıralanıyor.

Haklarında soruşturma bulunan bazı kişilere siyasal nedenlerden pasaport verilmediği de kaydedilen raporda, buna karşın hükümetin pasaport politikasını Avrupa normlarına uydu-racak düzenlemeler içinde olduğu da vurgulanıyor. Raporda 1980'den bu yana yurt dışında bulunanlardan haklarında kovuşturma açılan ve adli makamlara çağırma vizesiyle dönmeye-

yen 13.788 kişinin Türk vatandaşlığından çıkarıldığı da kaydediliyor.

YUNANİSTAN VE KIBRIS

Raporun Yunanistan ve Kıbrıs'a ait bölümlerinde ise Batı Trakya'daki Türk azınlığın durumuna değinilerek, Yunan hükümetinin uyguladığı baskıların dile getiriliyor. Türkiye'den gönderilen ders kitapları ve öğretmenlerin Yunan yetkililer tarafından denetlen-diyi belirten rapor, bu arada bazı Türklerin, Türkiye'de bulunduğu sırada Yunan vatandaşlığından çıkarıldıklarını kaydediyor. Raporda Batı Trakya Türklerinden Müslüman azınlık olarak söz edilirken, Yunan makamlarının Müslümanların "Müslüman olmayan"lardan topraklarına alınmasını istemediği şeklindeki iddiaları yalanladığı da belirtiliyor.

Kıbrıs'taki etnik gerilimle ilgili rapor, adada insan haklarının çiğnen-diyine ilişkin önemli bir olay olmadığını bildiriyor. Rapor, gerek Rum kesiminde gerekse Türk kesiminde yönetimin özgür seçimlere dayalı demokratik olduğunu vurguluyor.

BULGAR BASKISI

ABD Dışişleri Bakanlığı, Kongre'ye sunduğu insan hakları raporun-

da, Bulgar hükümetinin ülke nüfusunun yüzde onunu oluşturan Türkleri sindirme ve eritme kampanyasını devam ettirdiğini de bildirdi.

Raporda, Bulgar Anayasası'nda yer alan medeni, siyasi ve sosyal hakların ülkede sadece Türklere uygulanmadığı anlatılarak, geçen yıl Türkiye'de direniş gösterdiğini, bunun da sert biçimde bastırıldığını açıkladı.

Bulgar hükümetinin eritme kampanyası ve baskılarına direnen Türklere işkence uygulandığı, işkence yöntemleri arasında falakanın da yer aldığı, bu arada rejime karşı çıkarılan akıl hastanelerine kapatıldıkları bildirildi. Raporda, 1984 yılından bu yana Bulgaristan'daki Türklere uygun anan insanlık dışı çeşitli baskı ve zulümler, ayrıntılı biçimde anlatılıyor.

TERCÜMAN 14.02.88

**GÜN
IŞIĞINDA**

AHMET KABAKLI



AMERİKA'NIN TUHAF İŞLERİ

ABD Reagan yönetiminin son gafi, bugünlerde, Dışişleri Bakanı Shultz'un "insan haklarından sorumlu yardımcısı" R.Schifter'in ağzından dökülmüş. İnanır mısınız ki:

"İnsan hakları" adına Filistin halkını, İsrail'in katilden sabıkahı bazı yöneticilerine çıplak hedef gösteren bu devletin adamı, "Amerika'nın, Türkiye'deki Kürtler'e dönük kısıtlamalar konusunda kaygıları bulunduğunu" ve ilâveten şunları söyleyebiliyor:

—Türkiye'de Kürtler, kültürel ve dilce farklılıklar gösteriyorlar. Bize göre, Lozan Antlaşması'nda yer almamakla birlikte, milletlerarası kabul edilen standartlara göre Kürtler'e, "ULUSAL AZINLIK" hakları tanınmalıdır... Dahası:

Zaten Türk devletine karşı silahlı isyan varmış. ABD asla, Türk devletinin bütünlüğünü ve sınırlarını karşısına almıyormuş. Sadece "Kürt kültürü"nü korunması ve Kürtçe konuşmanın serbest olması isteniliyormuş...

Biz bu masum "insancıl" isteklerin ardından neler geleceğini biliriz. "İnsan hakları" palavrasının, hangi menfaat dolaplarına su taşıdığını da, Amerika'nın ömrü kadar tecrübe-

miz sayesinde anlarız.

Yalnız önce şunu söyleyeyim: Sayın İnönü ve arkadaşlarının, bilir bilmez söyledikleri "İsteyen Kürtçe konuşmalı, Kürtçe yasak olmamalı" gibi lâflar, işte Amerikan raporlarında akis buluyor. Yarın iktidara gelirse, bu içerli dışarlı anarşiyi de nasıl idare edeceklerini düşünmüşlerdir, umarım. Ve Meclis'te SHP'li birkaç milletvekili, milletlerinin başına atıkları taşın, daha kaç gönül ve kaç kafa kıracağına acaba anlamaya başladılar mı?

Rapor'un bizimkilerden alınma sakatlıklarına gelince:

1) Kürtçe ve benzeri mahallî dil veya şivelerle konuşmak, Türkiye'nin hiçbir yerinde yasak değildir. Kaldı ki, Türkçe-Farsça-Arapça'dan oluşan ve Türkiye'nin her şehrimizde ayrı terkiplerle konuşulan dile eğer "Kürtçe" deniliyorsa, ülkemizde bir değil, en az 10 kadar Kürtçe konuşulmaktadır. Bunlardan hangisinin yasaklandığı konusunda Bay Schifter'in cehaleti müsellemidir. İsterseniz Sayın İnönü'yü bilirkişi eyleyelim.

2) Devletimiz, bilhassa Türk kültürü dışındaki bütün kültürleri, özenle korumuştur. Türk kültüründen ayrı bir "Kürt kültürü" mevcut ise, onu da şüphesiz koruyacaktır. Ama eğer milletimizin bir tek müşterek kültürü varsa, yeniden bir Kürt kültürü icadına mı kalkalım?

3) "Türk devletine karşı silahlı isyan" lâfı, Amerika'nın dünyayı, hele Ortadoğu'yu tanı-

makta nasıl mutlak bir bilgisizlik ve gaflet içinde olduğunu gösteriyor.

Yurdumuzun doğusunda belki yüz yıldan beri, kâh Ruslar veya İngilizler'le Fransızlar, Türk devletine karşı birçok isyanlar çıkarmaya kalkmışlardır. Doğu'daki aslı unsur olan Türk ve Kürt (ki aynı soydan, aynı kültürden-diler)leri asla kıskırtmamış, yalnız pek zayıf karakterli Ermeni sergemedelerini ayartarak silâhlandırmış ve mahvetmişlerdir.

Doğu'da "Kürt"lerden gelen "silahlı bir isyan", tarihimize boyunca (Osmanlı'da ve Cumhuriyet'te) asla vaki olmamıştır. Hatta, (şu sünunlarda evvelce çok defa yazdığım gibi) Ermeniler'in, I. Dünya Harbi'nden önce ve harb içindeki (devletimize karşı) müşterek hareket tekliflerini, o zamanki nüfuzlu "Kürt beyleri", "Kendi devletimize silâh çekemeyiz ve devletin düşmanları ile ortak olamayız" gerekçesiyle ve nefretle reddetmişlerdir.

Türkiye'nin güneydoğusunda asla bir "Kürt isyanı" değil, Kürt-Türk bütün milletimizi hedef alan alçakça anarşi ve eşkıya hareketleri vardır. Yarın soracağız: Amerika bu gafleti ile dünya liderliğini acep ne zamana kadar sürdürebilir?

PKK'dan 3 eylem

YASADIŞI PKK örgütü yanlış bir grup. Atina, Lahay ve Paris'te çeşitli eylemlerde bulunuldu. Bu arada AA'nın haberine göre, Hollanda'nın başkenti Lahay'da da PKK yanlış 35 eylemi, dün öğle saatlerinde Değişleri Bakaklığı'nın lobisine gelerek eylem başlatıldı ve "Türkiye'nin doğusunda insan haklarını ihlal ettiğini" öne sürdüler. Eylem-

culer, Hollanda hükümeti tarafından bu işleri engellemek için yasaklandı ve yasaklandı.

Yunanistan'da da aynı grup kaçak ve bolucude Jun Atina da Birleşmiş Milletler Multiteer Komiserliği önünde açlık grevine başladı. Eylemciler yavınladıkları bildiride, Lavrion kampını ve diğer yerleri de zelttilmesini istediiler.

Öte yandan bir grup bölücü de Uluslararası AF Örgütü'nün Paris burrosunu sabah işgal etti. 30 dolayındaki bölücü, Diyarbakır Cezaevi'ndeki arkadaşlarının serbest bırakılması için AF Örgütü'nce girişimde bulunulmasını istiyor.

PKK Mardin'de köy bastı

MARDİN'in Ömerli ilçesine bağlı İki köyü basan PKK militanları, muhtarların tel-sizlerini alarak kaçırdı. İlçeye bağlı

Harmankaya ve Dayıgulu köylerini önceki gece saatı 21.00 sıralarında basan PKK militanları, köydeki köy meydanında toplayarak bütün propagandasını yapular

30-40 kişi oldukları söylenen PKK militanları daha sonra köyleri terk ettiler. İki köyde bulunan muhtarlar tarafından yapılan araştırmalar sonucunda köylerdeki gençlerin çoğu kaçırıldığı öğrenildi.

TERCÜMAN 12.02.88

Hanns Seidel Vakfı Seminerinde konuşan İstanbul Ticaret Odası Başkanı Niyazi Adıgüzel

"Federal Almanya bölücülerini destekliyor"

- Münih'te düzenlenen seminerin ikinci günü zaman zaman elektrikli geçti. Türk ve Alman konuşmacılar özellikle Türkiye'nin almak istediği Amerikan zirhli taşıyıcı "FMC" aracını tartıştılar.
- Seminerde bir konuşma yapan Federal Almanya Ticaret Odası Başkanı Adıgüzel, "Türkiye'ye Almanya'dan almak isteyen anaerik kuvvetler, Almanya'da ellerini kollarını sallayarak girmesine yardımcı oluyorsunuz" dedi.

İrfan SEZER

Münih'te düzenlenen Federal Almanya Ticaret Odası Başkanı Niyazi Adıgüzel'in konuşmasında, Türkiye'nin almak istediği Amerikan zirhli taşıyıcı "FMC" aracını tartıştılar.

mak istediği Amerikan zirhli taşıyıcı "FMC" aracını tartıştılar. Alman konuşmacılar "FMC" için alüminyum derken ve kendi "Puma" araçları içinde çelikten denemesi, Bakan Mehmet Yazar'ın Puma'nın aracı bizim için ekonomik değil dedi. 100.000 DM daha pahalı, ayrıca suda yüzmüyor (amfibik) değil ve hiç bir NATO ülkesi de "FMC" aracını kullanmamaktadır" dedi.

Savunma Sanayii Destekleme Dairesi Başkanı Mehmet Sirmen'de yaptığı açıklamasında, Bakan Yazar'ı "doğrudan doğruya" Amerikan aracı "Puma" alüminyum değil, sertleştirilmiş alüminyumdan yapıldığını ve Puma'nın ağırlığı dolayısıyla da teknik sorun meydana geldiğini vurgulamıştır. Ve "FMC" dairemizin ve savunma sanayimizin ilk çocuğudur. Ona gözümüz gibi bakıyoruz" şeklinde konuştu.

ADIGÜZEL ALMAN YETKİLLERİ SUÇLADI

Hanns Seidel Vakfı'nın

düzenlediği seminerin ikinci günü bir konuşma yapan İstanbul Ticaret Odası Başkanı Niyazi Adıgüzel, Alman yetkilerini suçlayarak şunları söyledi: "Birçok Türk yetkilinin savunması, bu konuşurken ve şu kadar iyi yar mark yardım etlik denken, biz de diyorsunuz ki, bu taraftan Türkiye ordusunun güçlenmesi için yardımcı oluyorsunuz. Diğer yandan bu bu ordunun dış düşmanlara karşı değil, iç kanaklıklara karşı kullanılmasına sebep oluyorsunuz. Türkiye'yi bölmek, parçalamak, çökertmek isteyen anaerik kuvvetlerin Almanya'ya ellerini, kollarını sallayarak girmesine yardımcı oluyorsunuz ve hatırladık kadar ki 25 yıldır Almanya'da çalışan çocuklarını görmeye gelen ben ve hevalerim hudutlardan geçirdiyorsunuz."

Açıkça hem sizin hem Türkiye'nin halkının huzurunu bozacak, insanların ellerini, kollarını sallayarak Almanya'ya girmesine musade ediyorsunuz. Hatırladık kadar Alman halkının verdiği vergilerden "İhtica" hakkı issizlik

olarak Artıyorsunuz, yani yuhpınız büyük yardımlar, bunları Türkiye'nin kaybını ne anlamıyorsunuz. Bunu bir düşününüz ki bu kadar başka başka varlık, teknoloji geliştirmeden istide etmeye diğer ülkeleri tercih ediyorsunuz, ama düşünmüyorsunuz ki benim orduma, askerime, polisime ve halkıma Türkiye'deki insanlara da buyur gollin diyorsunuz."

Bavara milletvekili ve Güvenlik Komisyonu Başkanı Dr. Günther Beckstein, İstanbul Ticaret Odası Başkanı Niyazi Adıgüzel'e cevap vererek, konunun bilimsel ve teknik olarak Federal

Almanya'da anayasasında ifade ile ilgili hükümlerin ellerini, kollarını bağladığını bunlarla beraber almayı düşündükleri bazı tedbirleri burada açıklamayı sakıncalı bulduğunu bildiğinden, şunları söyledi: "CSU Partisi olarak sayın Adıgüzel'in fikirlerine saygı duymaktayız. Ne var ki bu vasanin de-ğişmesi için Federal Almanya Meclisi karar vermektedir."

MİLLİYET 14.02.88

- 30 yaşındaki kadın militan hiçbir eyleme katılmadı ama

PKK'lı Sakine'ye 76 yıl hapis

- PKK teorisyen Sakine Polat'a, duruşmalarda attığı sloganlar ve savunmalarında içerdiği PKK ve Kürd çitük propagandaları yüzünden büyük hapis cezaları verildi!

● **Fadullah BULUTKİN • DIYARBAKIR (MİL-HA)**

DİYARBAKIR 7. Ağır Ceza Mahkemesi'nde duruşma yapan Sakine Polat, hakkında açılan 7 ayrı davada 76 yıl hapis cezası aldı.

Sakine Polat, 1980 yılı önceki PKK örgütüne Elazığ grubunda yer alması, özellikle kadın örgütlenmesi ile ilgilenmiş ve örgüt içinde geliştirdiği teorilerle tanınmıştır. 1979 yılında güvenlik kuvvetlerine yakalanan ve 10 yıldan beri Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde yatan Sakine Polat, örgütün Elazığ grubu davasında diğer arkadaşları ile birlikte yargılanmış ve 1984 yılında bu davadan 24 yıl hapis mahkûm olmuştur.

Sakine Polat, verilen 24 yıl hapis cezası açıklanınca mahkeme masasında sloganlar attığı ve dava süresince siyasi savunmalar yaptığı gerekçesiyle hakkında yeni bir dava açıldı. Polat'ın hakkında ayrıca 1984-1987 yılları arasında düzenlenen PKK örgütünü savunma siyasi savunmaları yaptığı, cezası yitirmesine yardım ettiğinden, mahkeme heyetine hakarette bulunduğu ve koğuşundaki ayrı siyasi görüşleri

teşvik ettiği, Nurcan Çemiş adlı tutukluları dövdüğü iddiasıyla 6 ayrı dava daha açılarak bu davalardan da toplam 52 yıl hapis cezasına çarptırıldı.

Örgüt içinde hiçbir silahlı eylemi olmayan ve sadece örgütün kadın kolunun örgütlenmesi için çalışan ve teoriler geliştiren Sakine Polat, 30 yaşında.

SAKİNE POLAT KİMDİR?

Tunceli'nin Batman köyünde 1958 yılında doğan Sakine Polat (Canar) 1980 öncesi PKK örgütüne katıldı. PKK'ya katıldıktan sonra eylemler arasında görev aldığı ve benceyle kocasından ayrıldı. Polat, 1978 yılında PKK'nın Elazığ bölge hazırlık komitesinde görev alan kadın örgütlenmesi ve beno-yayın görevini üstlendi.

Diyarbakır'ın Lice ilçesine bağlı Fiy köyünde Seyfettin Zaherî'nin evinde yapılan ve Abdullah Öcalan, Kenan Yılmaz, Mehmet Hayri Durmuş ile diğer birçok örgüt üst düzey emenalarının katıldığı PKK'nın kuruluş toplantısında Sakine Polat da bulundu. PKK'nın ilk merkez komitesinde yer almasına karşılık kendisine kadın örgütlenmesi sorumluluğu verildi.

TERCÜMAN 15.02.83

Eşkiya Eruh'ta 5 çocuğu kaçırdı

SİİRT, (Tercüman) - Eruh'ta Eşkiyaçı keşifler sonucunda bir grup terörist, köylere saldırarak 5 çocuğu kaçırdı. Köylülerin durumu hakkında haber verince üzerine operasyona başlandı. Kaçırılan 5 yaşındaki Alioğlu, 4 yaşındaki Taluk, Seyfettin Mehmet ile 15 yaşındaki Nematullah ve Musa İbrahim.

Öte yandan, ANAP İzmir il binasının bombalanması olayının sorumlularından Mehmet Ak-yuzlu İzmir'e getirildi.

Geçtiğimiz çarşamba günü Suruç'ya kaçarken Hatay'da sakalanan Mehmet Ak-yuzlu'nun yakalanması özel bir başarıydı. THKP-C Anıtları örgüt üyesi olduğu belirtilen terörist Mehmet Ak-yuzlu İzmir DGM'de yargılandı.

ABD yetkilileri "PKK ağzı" ile konuşmayı sürdürüyor

SEVR'den beri aynı Amerika

Şiffter'in ardından Robert Farrand da "Lozan'da yazmıyor ama millî azınlık var" dedi

Yılmaz POLAT

WASHINGTON, (Tercüman)- Reagan yönetimi adına açıklamalar yapan üst seviyedeki yetkililer, Türkiye'de bir "Kürt azınlığı" olduğunu yaymak için girişimleri kampanyayı sürdürüyorlar.

Önceki gün Dışişleri Bakan Yardımcısı (İnsan Hakları'ndan sorumlu) Richard Schiffter'in, "Türkiye'de Kürtler millî azınlık" yolundaki sözlerinin Ankara'da tepki ile karşılanmasına rağmen, bakanlığın bir başka yetkilisi, Robert Farrand da benzer bir açıklamayı yapmaktan çekinmedi.

169 ülkede insan haklarının durumunu inceleyen raporda, Türkiye'ye ayrılan bölümde bölücü cinayet çetelerinin iddialarını destekler bir üslup kullanılması şaşkınlık yarattı.

KÜRT AZI NL I Ğ I

Dışişleri Bakanlığı İnsan

Hakları Dairesi'nin sorumlularından olan Robert Farrand dün Türk gazetecilerinin soru yağmuruna tutuldu... Farrand da patronu Schiffter gibi hiç tereddüt etmeden, "Biz Kürtler'in, Türkiye'de, nüfusun diğer bölümlüne göre, açık bir biçimde, ayrı kültür ve dil farkları olan millî bir azınlık grubu oluşturduklarına inanıyoruz. Her ne kadar Kürtler Lozan Antlaşması kapsamında değilse de gene de bunların bir millî azınlık olduklarından şüphemiz yoktur" dedi.

Farrand, bir Türk gazetecisinin, "ABD, Türkiye'de bir millî Kürt azınlığı vardır, derken, sözü bir yere mi getirmek istiyor? Bir şeyi mi açmak istiyor?" yolundaki sorusu karşısında şaşırıp ve kelimeler üzerinde durmak istemediğini söyleyerek şu cevapları verdi: "Biz Kürt gruplarının Türk hükümetine karşı direniş sayılabilecek faaliyetleri vardır. Bizim temel politikamız bir ülke-

nin bütünlüğünü bozacak bir girişimi desteklemek ile bağdaşmaz. Türkiye'nin devlet olarak bütünlüğü bizim için önemlidir. Raporumuzda bu karmaşık konuyu ele aldık. Kürtler Ortadoğu'da 5-6 ülkede yaşıyorlar ve buldukları ülkelerin nüfuslarının bir parçasını teşkil ediyorlar. Türkiye'de yaşayan Kürtler Türk yasaları ve Anayasası'nın teminatı altındadır. Türk vatandaşları olarak kendilerini tercihleridir..."

Farrand, gazetecilerin PKK'nın eylemleri, bölücü faaliyet içinde bulunanların ortaya attıkları iddialar konusunda sordukları sorulara cevap vermekten ısrarla kaçındı.

Çelişki

ABD Dışişleri Bakanlığı yetkililerinin sözleri ile NATO askeri uzmanlarının ortaya koydukları gerçekler arasında büyük bir çelişki bulunuyor.

TERCÜMAN 14.02.88

Lozan'a rağmen: ABD Dışişleri Bakanlığı yetkililerinden Robert Farrand, "Kürtler Lozan Antlaşması kapsamında değil ama millî bir azınlık olduklarından şüphemiz yok" dedi

NATO raporlarında, "İttifağın en hassas ve en kötü korunan yerinin Doğu Anadolu" olduğu kaydedilmekte, bölgenin savunma açısından strateji geliştirilmesi gerektiği vurgulanmaktadır.

Gözlemcilere göre, 25 Sovyet tümeninin bulunduğu Türk-Rus sınırında istikrarlı bir anda yok edilecek, "hayali bir Kürt azınlığı" meselesinin, ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından inatla savunulması şaşkınlık yarattı.

YUNANİSTAN'IN TEPKİSİ

Ote yandan ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından hazırlanan ve Yunanistan'da dinî hürriyetlerin zedelendiği belirtilen raporu eleştiren Yunanistan Hükümeti Sözcüsü Sotiris Kostopoulos, "Yunanistan'daki dinî azınlıkların hür olduğunu" savundu

Sözcü Kostopoulos, Yunanis-

tan'daki dinî azınlıkların geçmişte olduğu gibi bugün de başka ülkelere örnek teşkil edecek şekilde hür olduğunu öne sürerek, anayasa ve hukuk teminatı altında bulunan demokratik rejim ve hürriyetlerin herhangi ayrıcalıklı bir tedbirin uygulanmasına engel olduğunu ifade etti

Kostopoulos, çeşitli ilkesinin istisnasız bütün vatandaşlar için geçerli olduğunu da sözlerine ekledi.

ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından hazırlanan insan haklarıyla ilgili raporda, Yunanistan'a sekiz sayfa ayrılmış ve bu ülkede Ortodokslar dışındaki mezhep ve dinlere mensup dinî azınlıkların önemli meseleleri olduğu kaydedilmişti.

"Azınlıklar" bu defa da kendilerine "ilmi" dayanaklar bulma telaşına düştü

Bölücü kimlik arıyor!

TERCÜMAN 16.02.88

Almanya'da faaliyet gösteren bölücü KOMKAR, "Kürdoloji Biliminin 200 Yıllık Geçmişi" diye kitap bastırtıp "Türkmen ülkesi Kürdistan" diye demeye başladı

Tahir HACIKADIROĞLU

KÖLN, (Tercüman)- Federal Almanya'daki bölücü Kürt örgütlerinden KOMKAR, "Kürdoloji Biliminin 200 Yıllık Geçmişi" adlı bir kitap yayınlıyor. Kürtler'in 200 yıllık bir tarihi, edebiyatı olduğunu ileri sürdü. Kitapta, Kürdoloji'nin tanımı yapılırken, "Bir bilim olarak Kürt dili ve edebiyatı, Kürt tarihi, etnografya ve daha birçok alanda Kürtler ve Kürdistan üzerine araştırmalarda bulunan kapsamlı bir bilim dalıdır" denildi.

15 bölüm halinde olmayan "Kürdoloji" biliminin anlatıldığı kitapta, V.F.Minorski "Modern Kürdoloji'nin babası" olarak gösteriliyor. Kitabın 15. bölümünde Kürdoloji alanında araştırma ve incelemelerin tamamen yasaklandığı tek ülkenin Türkiye olduğu ileri sürülerek, şöyle deniliyor:

"Türkiye'de Kürt halkının varlığı inkâr edilmekte, bu halk üzerinde yıllar boyunca çeşitli politik, kültürel baskılar uygulanmaktadır. Türkiye'de geliştirilen asimilasyon yöntemlerinin tek amacı, Kürtler'in varlığını ortadan kaldırmak, Kürt ulusal bilincini köreltmek, güdük bırakmak ve halkın kimlik duygularını renksizleştirerek, Kürtler'i fizik olarak ortadan kaldırmayı öngören şiddet, zor yöntemlerine, başka alanlarda katkıda bulunmaktır."

Kitabın bir başka bölümünde ise, Almanya'da Kürtler üzerine yapılan çalışmaların belli bir bütünlüğe kavuşması için, son birkaç yıl içerisinde çeşitli Kürt ve Alman bilim adamlarının katıldığı önemli toplantıların yapıldığı da kaydediliyor.

BİLİM DIŞI TEZLERMİŞ

1980 yılından sonra Kürtler'e ilişkin çeşitli çalışmalar yapan bir grup araştırmacıların Kürtler üzerine 25

civarında incelemelerinin Türkiye'de yayımlandığını da ifade edildiği kitapta, "Bu yayınların hepimiz Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü yayınları arasında piyasaya sürüldü" denilerek şunlar dile getirildi:

"Bu incelemeleri hazırlayan yazarları iki grupta toparlamak mümkündür. Hepsinin üzerinde birleştiği nokta, Kürtler'in Türk olduğunu kanıtlamak. Kürdistan, Kürtler ve Kürtçe kavramları yerine, değişik sözcükler kullanılarak bu araştırmacılar, terminoloji alanında bir kaos yaratmışlardır. Türkmen ülkesi 'Kürdistan', Kürdistan bir Türk boyu 'Kürtler', Doğu Anadolu Osmanlıcası 'Kürtçe' şeklinde birçok yeni terimler ortaya atan bu araştırmacıların Kürtler üzerine olan incelemeleri hiçbir ciddi bilimsel temele dayanmamaktadır.

Türkiye'deki resmi çevrelerin, kurumların ideolojik sözcüklerini yapan bu kişiler arasında headlinerine bilim adamı diyen Prof. Aydın Tuncer, Prof. Fahrettin Kurtoğlu, Prof. Mehmet Eröz, Doç. Abdülhaluk Çay, Doç. Aktok Kaşkarlı ve Tuncer Gülersoy gibi kişilerin çalışmalarında bilimsel yöntemlerden yararlanmadıkları, objektif davranmadıkları görülmektedir. Kürtler üzerine çeşitli ülkelerdeki Kürdoloji çalışmalarını bölücülük, bölgecilik, ayrılıkçı ve komünist etkinlikler olarak nitelleyen bu grup araştırmacıların tamamen subjektif davrandıkları, kendi siyasî görüşlerini sergilediklerine şahit olmaktadır."

Kitabın bundan sonra devam eden sayfalarında, Türkiye'deki Türkologlar ile diğer ülkelerdeki Türkologlar arasında Kürtler ve Kürt meselesine ilişkin olarak derin görüş ayrılıklarının olduğu da iddia edildi.

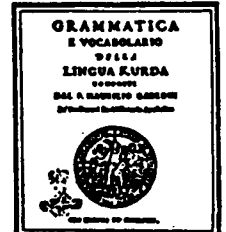
200 yıllık geçmiş

Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü'ne de büyük hücumların yapıldığı "Kürdoloji Biliminin 200 Yıllık Geçmişi" adlı kitapta bazı bilim adamları da kara listeye alınıyor

Babaları da varmış!

"Kürdoloji" adı altında bir bilim dalı oluşturmak gayreti içinde bulunan bölücüler V.F. Minorskiyi "modern Kürdoloji" babası ilan edip, Türk bilim adamlarına savaş ilan ediyor

KÜRDOLOJİ BİLİMİNİN 200 YILLIK GEÇMİŞİ (1787-1987)



İşte hezeyanlarına kaynak bulabilmek için çirpınan azınlıkların çıkardıkları kitap.

●SHP'den Doğu Bölgesi için rapor...

'ŞİDDET ÇÖZÜM DEĞİLDİR'• Halit ORAL
• Sevdin KOÇ

• DOĞUBEYAZIT (MİL-HA)

DOĞU ve Güneydoğu Anadolu'da inceleme yapan "SHP Doğu Sorunları Komisyonu", yöredeki insanlara "yasadığı örgüt bused" gözüyle bakılarak, "hain muamele" yapıldığını öne sürdü.

SHP İstanbul Milletvekili Hasan Fehmi Güneş, Kars Milletvekili Mahmut Alınak ve Mardin Millet-

vekili Adnan Ekmen'den oluşan komisyon, iddiaları yerinde inceleyerek, izlenimlerini değerlendirdi. Komisyon adına açıklama yapan Hasan Fehmi Güneş, "Bölgede halkın yüreğine korku ve yığınak almış. Şiddet çözüm değil, daha çözümlüz sorunlar getirir" dedi.

Bu arada Doğubeyazıt'ın Yaygınur köyünde dört köylünün jandarmalar tarafından kaçakçı oldukları gerekçesiyle vurulması, köylülerin tepkisine neden oldu. 8 Şubat'ta meydana gelen ve bir kişinin ölü- mü, üç kişinin yaralanması ile sonuçlanan olay sonrası Yaygınur köyü ile çevre köyler ve Doğubeyazıt ilçesinde gerginlik gözleniyor.

re, SHP heyeti Doğubeyazıt'taki incelemelerini tamamladıktan sonra Siirt'in Batman ilçesine geldi. Burada vatandaşlarla konuşan SHP heyetine işkence iddiaları aktarıldı.

65 yaşındaki Araya Oğuz isimli bir kadın, gözaltında kaldığı 16 günlük sürede tekmenerek sulu hü-

cerelerde yatırıldığını, SHP Batman İlçe Yönetim Kurulu üyesi Ahmet Ekinçi ise işkence sonucu ölüp ölmediğinin anlaşılması için kolunda sigara söndürüldüğünü anlattı. Vatandaşlar dinleyen Hasan Fehmi Güneş, "Gerekirse işkencecileri isimleriyle açıklayacağız" dedi.

65'LİK KADINA İŞKENCE
ANKA Ajansı'nın haberine göre,

TERCÜMAN 19.02.88

MAHKÛM AİLELERİYLE BİRLİKTE EYLEME GEÇTİLER

SHP'den iki açlık grevcisi

Ömer BÜYÜKTİMUR

DİYARBAKIR, (Tercüman)- Diyarbakır Askerî Cezaevi'ndeki "Kürtçe" konuşma yaşağı ve işkence iddiaları sebebiyle tutuklu ailelerinin başlattığı açlık grevine, iki SHP'li milletvekili de katılıyor. Açlık grevini Dicle Üniversitesi'nden bir grup öğrenci de destekliyor.

SHP Diyarbakır il binasında bir basın toplantısı düzenleyen Mardin milletvekili Adnan Ekmen ve Kars milletvekili Mahmut Alınak, tutuklu ailelerinin açlık grevini destekle-

diklerini ve kendilerinin de greve katıldıklarını bildirdi. Ekmen ve Alınak, şöyle konuştular: "Bugün burada tutuklu ailelerini başlatmış olduğu açlık grevini desteklemek için, açlık grevine başladık. Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki problemleri inceleme komisyonu üyeleri olarak, burada bulunmaktayız. Konu ile ilgili olarak yetkililerin bir kısmı bize görüşmekten kaçınırken, bir kısmı da cezaevindeki olaylarla ilgileri olmadığını söylediler. Cezaevi önünde tutuklu aile-

leleriyle görüştüğümüzde, hepsinin 'İmdat, yavrularımız, kocalarımız, kardeşlerimizi ölmekten kurtarın' sözlerine şahit olduk. Bazı tutuklu yakınları ise meseleye çözüm getirilmediği takdirde kendilerini yakacaklarını ifade etti.

Devlete, himayesinde bulunan cezaevlerindeki tutukluların öc almak yakışmıyor. Başbakan ve öteki yetkililerin bu insanların ölmelerini ister gibi bir sessizlik içine gömüldüklerini görüyoruz. İlgililerimize,

...Ve öğrenciler de eylem içinde

50 tutuklu ailesinin SHP il merkezinde başlattığı açlık grevi dolayısıyla Dicle Üniversitesi'nden bir grup öğrenci de bildiri dağıttı

İçin mutlak ölmeleri mi gerekiyor? Bu şartlardaki işsizliği protesto etmek için bizler de açlık grevine başladık. Cezaevinde insan şerefine yakışmayacak hayvani muameleler yapılmaktadır. Ancak yetkililer, 'Bir insan açlığa 50 gün dayanabilir' düşüncesiyle olayı kayıtsız bakmaktadır. Bizlerin tek amacı insan temel hak ve özgürlüklerine sahip çıkmaktır."

50 AİLE KATILYOR

SHP parti binasında yaklaşık 50 tutuklu ailesinin başlatmış olduğu açlık grevi sürüyor.

Bu arada tutuklu ailelerine Dicle Üniversitesi öğrencilerinden bir bölümü de destek sağlayıp broşür dağıttı. Broşürde şu görüşlere yer verildi:

"Baskıyı, işkenceyi, kadınlara, her türlü insanlık suçu iş-

lemeyi bir düzme haline getirenleri kınıyoruz, konuştukları dilde mahrum edilen anneler ve bacılar, bizler de destekliyoruz. Cezaevlerini 'çag atlatacak' mezbaha haline getiren anti demokratik bütün uygulamaların kalkmasını istiyoruz."

Öğrenciler daha sonra açlık grevine başlayan tutuklu ailelerine çiçek dağıttı.

Cezaevlerinde bir süredir devam eden açlık grevleri ve direnişler yayılıyor. Malatya Kapalı Cezaevi'nde kalan 35 tutuklunun dünden itibaren üç günlük açlık grevine başladıkları öğrenildi.

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü de, Başbakan Özal'la önceki gece bir telefon görüşmesi yaparak, konuya eğilmesini istediğini, Özal'ın bunun üzerine konuyla ilgileneceği yolunda söz verdiğini açıkladı.

TERCÜMAN 20.02.88

Direnise ödül

Milli Savunma Bakanlığı, eylemciler tarafından "zindan" olarak nitelenen Diyarbakır Cezaevi'nde tutuklu ve hükümlülerin durumlarını "iyileştirici" bir dizi yeni kararlar aldı.

Bu kararlar Diyarbakır Cezaevi'ndeki tutuklu ve hükümlülere tanınan özel ayrıcalıklar, Türkiye'nin hiçbir cezaevinde tutuklu ve hükümlülere uygulanmıyor. Daha önce de Mamak Cezaevi'ndeki dayak ve zulümlere karşı aileler çeşitli makamlara başvurmuşlar, açlık grevi yapmışlar, bunların sonucunda sadece "görüş yaşağı" ile karşılaşmışlardı. "Eyleme ödül" olarak nitelendirilen Diyarbakır Cezaevi'nin özel ayrıcalıkları ise, yurt di-

şında ve yurt içinde sürdürülen kampanya ve direniş eylemleri ile SHP'nin desteği sayesinde alındı.

AYRICALIKLAR

Diyarbakır Cezaevi'ne verilen "ödül"ler arasında, diğer cezaevlerinden esirgenen iyileştirici uygulamalar önemli bir yekün tutuyor. Milli Savunma Bakanlığı'nın açıkladığı ayrıcalıklar şunlar:

• Tutuklu ve mahkûmlar, aileleri ile serbestçe konuşabileceklerdir. Konuşmalar bir nezaretçi refakatinde gerçekleştirilecektir.

• Diyarbakır Cezaevi'nde mahkûm ve tutukluların tek tip elbise giymeleri zorunlu değildir.

• Cezaevinde bulunan mahkûm ve tutukluların sağlık ve hijyen durumları dikkate alınarak saç ve sakal bırakılmalarına izin verilmeyecektir.

• Tutuklu ve mahkûmların aileleri ile yaptıkları görüşmeler yarım saatten bir saate çıkarılmıştır. Görüşmeler günü boyu süreceklerdir.

• Özel bir beslenme rejimine ihtiyacı olduğu tabii rapor ile belirlenenlerin yiyeceklerinin ailelerine sağlanmasına izin verilecektir.

• Daktilo, saz gibi ihtiyaçları mahkûmlar diledikleri takdirde kendileri sağlayabileceklerdir. Resim yapmak isteyen tu-

tuklu ve hükümlülere bu imkân sağlanacaktır.

• Tutuklu ve mahkûmların çamaşırlarının ailelerince yıkanmasına izin verilecektir. Daha önce bu hizmet cezaevi tarafından karşılanılmaktaydı.

• Tutuklu ve mahkûmların dışarı ile telefon konuşmalarının sağlanabilmesi için PTT nezdinde teşebbüse geçilmiştir. Böylece tutuklu ve mahkûmlar anksiyöz telefonlarla cezaevi dışındaki aileleriyle görüşebilme imkânına kavuşacaklardır.

• Mahkûm ve tutuklular avukatları ile bir masada yüz yüze görüşme yapabileceklerdir.

• Cezaevi kantininde daha çok çeşit bulundurulması sağlanacaktır.

• Tutuklu ve hükümlülerin yanlarında bulundurabilecekleri para miktarı 15 gün için 25 bin liradan 100 bin liraya çıkarılmıştır.

• Cezaevinde çıkabilecek meselelerin giderilmesi amacıyla tutuklu veya hükümlüler arasında seçilecek aracı ile komutanlığa duyurma imkânı sağlanmıştır.

NEDEN DİYARBAKIR?

Bütün cezaevlerinde ve özellikle de Mamak'ta aynı şikâyetler varken, bu insanı uygulamamın sadece Diyarbakır Cezaevi'nde tanınması, "eyleme ödül" olarak nitelendirildi. Çünkü bu "ayrıcalıklar", "eylem"te elde edildi.

KOMKAR'ın "dayanışma" çağrısının 2. gününde SHP milletvekilleri açlık grevine başladı

SHP'de KOMKAR gölgesi

Tahir HACIKADİROĞLU

FRANKFURT (Tercüman)- Almanya'da faaliyet gösteren KOMKAR adlı bölücü örgütün, SHP Diyarbakır İl Başkanı Hacı Koyuncu'yu adres göstererek "dayanışma" çağrısını yayınlamasından hemen sonra, bazı SHP milletvekillerinin, SHP Diyarbakır İl Binası'nda basın toplantısı düzenleyerek açlık grevine katılmaları dikkati çekti.

KOMKAR örgütünün 15 Şubat 1988 günü yayınladığı "Diyarbakır Zindanında Açlık Grevi" adlı bildiride, "bütünü göz alarak sürdürülen direniş"e, Aydın İle E Tipi Cezaevi tutuklularının da katıldığı belirtilerek, "Bu kararlı direniş İnsan Hakları Derneği'ni, SHP Diyarbakır İl Örgütü'yle birlikte SHP'li kimi parlamenterleri harekete geçirdi" denildi.

DESTEK ÇAĞIRISI

Bildiride, "tüm İlerici ve demokratik güçler, insan hakları savunucuları, Türkiye ve Kürdistanlı İlericiler, yurtseverler" tabirinden sonra şu dayanışma çağrısı yapıldı:

"Diyarbakır zindanındaki politik tutukluların en temel hakları için, baskı ve zulme karşı başlatılan açlık grevine destek verelim. Politik tutukluların aileleriyle görüşmelerinde kendileri ana dilleri olan Kürtçe'yi konuşabilmeleri için onları destekleyelim. Zindanda bulunan yurtseverleri yalnız bırakmayalım, onlara sahip çıkalım... Unutmayalım ki, Kürt sorununa demokratik bir çözüm getirilmeden, Kürt halkına ulusal-demokratik haklarına saygı gösterilmeden Türkiye'de demokrasi mücadelesi başarıya ulaşamaz."

Bildirinin sonunda "dayanışma için" SHP Diyarbakır İl Başkanı Hacı Koyuncu'nun adı ve adresi verildi. "Protesto" hedefi olarak da 7. Kolordu Komutanlığı gösterildi.

Daha evvel Diyarbakır'a bu iş için gelmiş olan SHP Milletvekilleri Adnan Ekmen ve Mahmut Alınak, bu bildiriden iki gün sonra 17 Şubat Perşembe günü, SHP Diyarbakır İl Binası'nda düzenledikleri basın toplantısında, "Tutuklu ailelerinin başlatmış oldukları açlık grevini desteklemek için, açlık grevine başladık. Güneydoğu Anadolu Bölgesi'ndeki problemleri inceleme komisyonu üyeleri olarak burada bulunmaktayız... Bizlerin tek amacı insanın temel hak ve özgürlüklerine sahip çıkmaktır" şeklinde konuşular.

EREN'İN ÖVGÜ

Almanya'da, Türkçe ve Almanca olarak yayınlanan bildiride, açlık grevine destek veren SHP milletvekilleriyle birlikte, Meclis kürsüsünde bölücü "hezeyan"larda bulunan SHP Milletvekili Mehmet Ali Eren'den de övgüyle bahsedildi.

Bildirinin bu bölümünde şöyle deniliyor: "12 Eylül'den bu yana Kürt halkına düşmanlık had safhaya ulaştı. Koy baskınları, operasyonlar, sürgünler, toplama kampları ve Olganüstü Hal Bölge Valiliği adı altında oluşturulan somurge valiliğinin uygulamaları ve Kürt halkının varlığını baltadığı için irki-şoven ve militarist çevrelerin saldırılarına uğrayan Milletvekili Mehmet Ali Eren olayı, Evren-Ozal rejiminin demokrasiden ne anladığını göstermektedir..."

Daha önce de SHP Genel Sekreteri Fikri Sağlar, Köln'de yaptığı "unlu" konuşmada, "Size Diyarbakır Cezaevinden selâm getirdim" şeklinde hitapta bulunmuştu.

BAYKAL VE TOPUZ HUZURSUZ

Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki bazı tutuklu ve hukum-

Destek çağrısı

KOMKAR'ın Almanya'da dağıttığı bildiride, "Diyarbakır zindanında politik tutukluların başlatmaları açlık grevine destek verelim" çağrısı yapıldı. 2 gün sonra iki SHP milletvekili "eylemi desteklemek için açlık grevi"ne başladı

SHP'de huzursuzluk

SHP'ye düşen "bölücülük gölgesi" özellikle Baykal ve Topuz ekibini tedirgin ediyor. SHP Meclis Grubu'nun dünkü toplantısı "gergin" bir ortamda yapıldı, aynı konu görüşüldü

İlerini yaptıkları açlık grevini desteklemek amacıyla Kars Milletvekili Mahmut Alınak ve Mardin Milletvekili Adnan Ekmen'in başlattıkları açlık grevi, SHP'de yeni bir huzursuzluğun çıkmasına sebep oldu.

Doğu kökenli milletvekillerinin talebi üzerine SHP Meclis Grubu, önceki gün akşam saatlerinde olağanüstü toplandı. Toplantıda Başbakan Özal'a da görülen, İnsan Hakları Derneği üyesi Doğu kökenli milletvekilleri, Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki açlık grevini dikta çekerek, SHP'nin grevlerini desteklemesi ve cezaevlerindeki şartların iyileştirilmesi konusunda daha aktif çalışması gerektiğini söylediler. Baykalcı ve Topuzcu milletvekilleri ise meselelerin hassas olduğunu, SHP'nin bu konuda daha dikkatli bir politika takip etmesi gerektiğini ve olayın üstünde kalmanın daha doğru olacağını belirttiler. Bu arada, İnsan Hakları Derneği üyesi olan, aralarında açlık grevini milletvekillerinin de bulunduğu bir grup milletvekillinin bir heyet halinde "ceza evlerindeki kötü şartları incelemek" maksadıyla genel merkez ve meclis grup yönetiminin bilgisi dışında Diyarbakır'a gitmesini eleştirildi.

Genel Başkan Erdal İnönü'de iki milletvekillinin parti ile binasında açlık grevi yapmasını doğru bulmadığını söyledi.

SHP Meclis Grubu'nun önceki gece saat 21.00'de sona eren toplantısında Genel Sekreter Fikri Sağlar başkanlığında bir heyetin Diyarbakır'daki durumu incelemesi, bazı Baykalcı üyelerin karşı çıkmalarına rağmen karara bağlandı.

Grup toplantısından sonra İstanbul Milletvekili Ali Topuz ile Baykalcı bazı milletvekillerinin oldukça sınırlı olduğu gözlendi.

KOMKAR ÖRGÜTÜ

Federal Almanya'da bulunan Kürdistan İşçi Dernekleri Federasyonu (KOMKAR) Avrupa'da faaliyet gösteren büyük çaplı 8 bölücü örgütün başında gelmektedir. Bünyesinde İran, Irak ve Suriye kökenli Kürtler ile bunlara ait derneklerin de bulunduğu bu federasyon daha ziyade illegal Türkiye Kurdistan Sosyalist Partisi güdümündedir. Türkiye, İran, Irak ve Suriye toprakları üzerinde sosyalist bir Kürt devleti kurulmasını amaçlamaktadır.

Avrupa'da KOMKAR'ın dışında faaliyet gösteren diğer bölücü örgütler şunlardır:

Federal Almanya'da Devrimci Demokratik İşçi Derneği, Devrimci Demokratik Kültür Derneği, Dayanışma Komitesi, PKK Avrupa Temsilcileri, Hollanda Kürt İşçiler Birliği, Norveç Kürt İşçiler Derneği, Danimarka Kürt İşçiler Birliği ve Almanya Kürt Halkçileri (MALA GELE KÜRT)

gönlere de ışık tutuyor.

Amiral Sir F. Derbeck'in Lord Curzon'a yazdığı 26 Mart 1920 tarihli rapordan bir bölüm sunulmuş:

"Kürdistan, Türkiye'den tamamen ayrılmış özerk olmalıdır. Ermenilerle Kürtlerin çocukları bağdaştırılabilir. İstanbul'daki Kürt Kulübü Başkanı Said Abdülkadir ve Paris'teki Kürt Delegesi Şerif Paşa emrindedir. (İngiliz belgelerinde Türkiye, Erül Ulubeien, Çağdaş Yay. S:258, Kralliyet belgeleri, sayfa 48, belge 33)

Türkiye'nin Doğu ve Güneydoğusunu Ermeni ve Kürtlere bakan Sevri Antlaşması'nı Kürtler adına imzalayan kimdir?

İşte İngiliz Gizli Servisi'nin "emrindedir" dediği Şerif Paşal Kürtlerin Mustafa Kemal Paşa'ya karşı kullanılması planı yarıncı yarıncıca da saptanmıştır. (Kurtuluş Savaşı ile ilgili İngiliz Belgeleri, TTK Yay. 145.)

Lozan Antlaşması görüşmelerinde "Kürt Devleti"nin en ateşli savunucusu kimdir?

İngiliz Delegasyonu Başkanı Lord Curzon (Lozan Barış Konferansı, Tutanaklar ve Belgeler SBF Yay. S: 348 VD) 10 Temmuz 1913 günü İstanbul'dan Lord Curzon'a çekilen 1437 sayılı telgrafta "Kürtlerin İngiliz mandası talepleri", İngiliz Binbaş Noel'in bu amaçla Kürt ajanları ile görüşeceği yazılmıştır. (İngiliz Belgelerinde Atatürk, Bilal Şimşir, TTK Yay. S: 39)

Kürt sorunu, hep büyük devletlere kurcalanır. Bunun son yıllarda örneklerinden biri Kürt İleri Molla

İnönü nihayet

ANKARA, (Tercüman)- "Hezeyan" milletvekili Mehmet Ali Eren'in bölücü konuşması karşısında zamanında tepki göstermeyip, partideki "bölücü ve etnik" politikalar konusunda da sessiz kalmayı tercih eden SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, Diyarbakır'da eylem yapan milletvekillerini dün geri çağırdı. Cezaevinde kötlü muamele gördüklerini belirten bazı hükümlü ve tutukluların yakınlarıyla birlikte açlık grevi yapan SHP milletvekillerine İnönü, "Bu iş bitirir ve derhal Ankara'ya dönün" talimatı verdi. SHP Genel Başkanı, ayrıca "Bütün partilileri de disipline çağırıyorum" dedi.

ÖNCEKİ GECE DOĞAN HUZURSUZLUK

İnönü'nün bu kesin tavır, Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki bazı tutuklu ve hükümlülerin yaptıkları ve dışındaki yakınları da desteklenen açlık grevine Kars Milletvekili Mahmut Alınak ve Mardin Milletvekili Adnan Ekmen'in de katılması yüzünden SHP'de ortaya çıkan huzursuzluğu bir ölçüde dondurucu etki yaptı.

Konu, Doğu kökenli milletvekillerinin talebi üzerine önceki gece saatlerinde SHP Meclis Grubu'nda da ele alındı. Bu toplantıda, daha önceki saatlerde Başbakan Özal'a görüşmüş olan İnsan Hakları Derneği üyesi Doğu kökenli milletvekilleri, cezaevindeki açlık grevini gündeme getirdiler. Bu üyeler SHP'nin grevlerini desteklemelerini ve cezaevindeki şartların iyileştirilmesi için daha aktif davranmasını istedikler. Baykalcı ve Topuzcu milletvekilleri ise meselelerin hassaslığına işaret ederek, dikkatli bir politika takip edilmesini savundular. Bu arada, bir grup milletvekillinin genel merkez ve meclis grup yönetiminin bilgisi dışında Diyarbakır'a gitmesi de eleştirildi.

Merkez Yürütme Kurulu'nun önceki günkü toplantısında bölge milletvekillerinden oluşan bir heyetin Diyarbakır'a gitmesi ve incelemelerde bulunması kararlaştırıldı.

Ancak, İnönü'dün açıklamasıyla bu kararın uygulanmasını durdurdu ve gidenleri de geri çağırdı.

İNÖNÜ'NÜN TEPKİSİ

Erdal İnönü, dün düzenlediği basın toplantısında, insan haklarına saygılı olmayı temel ilke saydıklarını belirterek, "İnsan haklarına saygılı olmayı bütün halkımız için istiyoruz. Buna cezaevinde kalanlar da dahilidir" diye konuştu. İnönü, cezaevinde kalanların şartlarının iyi olmadığını ve bunların düzeltilmesi gerektiğini anlattı.

Cezaevlerindeki durumu kamuoyuna ve hükümete duyurmanın ana muhalefet olarak kendi görevleri olduğunu belirten İnönü, bunları Başbakan Özal'a aktardığını bildirdi.

İnönü, Diyarbakır İl Merkezi'nde karşılaşılan duruma ilgili olarak da görüşlerini açıklayarak şunları söyledi:

"İnsan haklarına saygı bütün vatandaşlarımızı eşit muamele sadece bir partinin meselesi değil, bütün partilerin meselesidir. Türkiye'de ulusal sorunlardır. Bunlara yaklaştığımız zaman partilerarası çekişmeleri bir yana bırakmamız gerekir.

Diyarbakır İl Merkezi'mize dün taş atılmış. Bunu bir tahrik olarak görüyorum. Ama için başka tarafı bence daha önemli, konuyu insan hakları açısından yaklaşılmaya gereken bir konu olarak görüyorum. Bunu yarıpken, özellikle ulusal butunluğumuzu korumaya gerek duyulan, korumaya itina edilmesi gereken bir yaklaşım ister. Onun için bunu partiler çekişmesi olarak görmüyorum."

Mustafa Barzani'nin CIA tarafından desteklenmesi ve koruma altına alınmasıdır.

The Daily Telegraph, 2 Şubat 1977 günlü sayısında Barzani'nin bir demecine yer vermiştir. Kürt lideri, bu demecinde Amerikan yönetiminin Irak'taki Kürt ayaklanmasını desteklediğini, ancak Carter yönetimi sırasında bu desteğin kesildiğini söylemiştir.

1970'li yıllarda Amerika, Irak'taki "Baas" yönetiminin Sovyet etkisi altına girmesinden kaygılanarak, "Baas rejimi"ne karşı Kürtleri ayaklandırmış ve "Barzani aşireti reis"i Molla Mustafa Barzani'yi de desteklemiştir.

Barzani'nin son günlerini CIA'nın koruması altında Amerika'nın Rochester kentinde geçirdiği ve 1979 yılında da hastanede öldüğü de bilinir.

Bugünler için bilinmeyen hermalde ABD'nin Şam Büyükelçisi Mr. Çağlatan'ın bir "Kürt uzmanı" olduğu, bu yüzden CIA tarafından "Kürt hareketini kontrol için" Suriye'ye gönderildiği

Son bir yıl içinde diplomat uzman ya da gazeteci kimlikleri ile Güneydoğu'ya giden yarıncıların yüzde sekseni Amerikan pasaportu taşımaktadır. Bu olgu da herhalde gündürdür.

Amerikalıların Güneydoğu merakı nereden kaynaklanıyor? Eski CIA Ankara İstasyon Şefi Paul Henzen'in Diyarbakır'a ve Van'a gidiyor? Niçin ABD Eğilim Müsteşarı, PKK teröristlerine arka çıkıp bu teröristler hakkında "Cenevre Antlaşması'nın uygulanmasını" istiyor?

MİLLİYET 21.02.88

CIA Parmağı

Cumhuriyet Uçur Mumcu

GÜNEYDOĞU yöremizde Kürt terörizminde "CIA parmağı yok mu?"

Var olduğu anlaşılıyor. Amerika da, Kurtuluş Savaşı öncesinde Ermeni ve Kürt sorunları konusundaki tavırını yeniden alıyor.

Önce Ermeni teröristlerin Türk diplomatlarına karşı giriştiği alçakça saldırılar gözlemekten gelindi, şimdi de Kürt terörizmine arka çıkan tavırta sergileniyor.

Öteden beri hem Sovyetler hem de Amerika Kürt sorunu ile ilgililer. Çünkü bu sorun, Ortadoğu sorunlarının içinde bir parçadır.

Kürt sorunu ile yalnızca Amerika ve Sovyetler mi ilgilidir?

Hayır... Humeyni rejimi de Kürt sorununa sahip çıkabilmek için çabalıyor. Bu amaçla Acemce, İngilizce, Fransızca, Almanca, Kürtçe ve Türkçe kitaplar yayımlıyor.

İran'ın "Vazeret-İ İrsad-İ İslami" adlı adli bakanlığınca yayımlanan kitap "İslam İnkılabı Muhafızları Teşkilatı: Siyasi Bilgiler" nce yayımlanmış. Kitap, Kürtleri "İslam İnkılabı" içinde yer almaya çağırıyor.

Kurtuluş Savaşı ile ilgili "İngiliz Kralliyet Belgeleri" nu-

Özal, Diyarbakır Cezaevi'ndeki sorunların halledileceğine söz verdi

2 SHP'linin açlık grevi bitti

● Başbakan Özal, Evren'le görüşükten sonra yaptığı açıklamada, "Bu mesele bir problem olmaktan çıkacak. Ziyaret sırasında daha rahat konuşmaları temin edilecek. Bu konuda gerekli talimatlar verilmiştir" dedi

BİRBİRİNE KARŞI BAŞBAKAN Turgut Özal'ın Ankara'da Cumhurbaşkanı Kenan Evren'le yaptığı görüşmenin ardından yaptığı açıklama üzerine, açlık grevi sona erdi. Özal, yaptığı açıklamada şöyle konuştu: "Diyarbakır Cezaevi'nde bazı hareketler var. Yemek yememe ve açlık grevi ile ilgili konularda Cumhurbaşkanıya bilgi verdim ve düzelttiklerimi söyledim. Bu konuda gerekli işleme yapılmıştır. Ben bu konu ile ilgili olarak Güneydoğu milletvekilleri ile görüşmeler yaptım. Bu mesele bir problem olmaktan çıkacak. Ziyaretçi saatlerinde emniyettekinin dinleyici görevleri olacak. Ziyaret sırasında daha rahat konuşmaları temin edilmiştir. Bu konuda gerekli talimatlar verilmiştir."

GREV SONA ERİYOR

Özal'ın bu konuşması çok kısa bir süre sonra Diyarbakır'a ulaşıncaya, SHP il merkezinde açlık grevi

yapan tutuklu aile ve yakınları sevinç çığlıklarına atılmaya başladı. Bu arada grevlerin SHP binasında halde olduğu de görülmüyordu. Üç gündür beri açlık grevinde bulunan SHP Karı Milletvekili Mahmut Akınak ve Mardin Milletvekili Adnan Ekmen, Özal'ın yaptığı açıklamadan sonra şöyle konuştular:

"Bizim amacımız Başbakan Sayın Turgut Özal'ın konuya çözümünü sağlamak. Buna sağladığımız inancındayız. Bu nedenle açlık grevine son verdik. Ancak tutuklu ve ailelerinin açlık grevi sürüyor. Başbakan'ın açıklamasının 7. Kolordu Komutanlığı'na gelmesini bekliyoruz."

"TEK-TIP" KALKTI

Milli Savunma Bakanlığı Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki açlık grevinin sona erdirilmesi amacıyla mahkûmların isteklerini yerine getiren bazı önlemler alındığını açıkladı.



SHP binası açıldı

Diyarbakır'da açlık grevinin sürdüren milletvekilleri Adnan Ekmen ve Mahmut Akınak'ın da içinde bulunduğu sırada SHP il binası, kimliği belirsiz kişilerce taşlandı. 2 milletvekili çıkabilecek bir odayan hükümetin sorumlu olacağını söylediler.

Bakanlık tarafından konuyla ilgili olarak dün yapılan açıklamada tutuklu ve hükümlülerin aileleriyle serbestçe konuşabilecekleri belirtildi. Tek-tip elbise giyme zorunluluğu kaldırılarak görümler de yarım saatlik süre kısıtlı. Ayrıca SHP'liyle görüşme yapılabilmeleri için cezaevine ankesörlü telefon konuşak ve makûmların telefonlarını ailelerine yitkatabilecekler.

SHP TAŞLANDI

Açlık grevinin sürdüğü SHP il binası, önceki gece meçhul kişiler tarafından taşlanarak camları kırıldı. Açlık grevinde bulunan SHP Karı Milletvekili Mahmut Akınak ile Mardin Milletvekili Adnan Ekmen, olayın karanlık güçler tarafından yapıldığını ileri sürdüler.

Önceki gece saat 01.45 dolayla-

rında, SHP il binasının camlarının kırıldığını belirten SHP'li milletvekilleri Mahmut Akınak ve Adnan Ekmen, "Saldırganlıkta geleceğini sanmıyoruz. Partimizin il binası polis koruması altında çalışmaktadır. Bu bina bizim provokasyonun ilk aşaması olarak değerlendiriyoruz. Karanlık güçlerin yaptıklarını inançsız bir saldırı. Meydana gelecek muhtemel bir olayın sorumlusu hükümettir. Bu konuda Başbakan'a tel çektik" dediler.

İNÖNÜ, MİLLETVEKİLLERİNİ ÇAĞIRDI

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, partili iki milletvekili ile tutuklu ailelerinin açlık grevi yapıpıkları Diyarbakır il binasının taşlanması tahrik olarak değerlendirdi. İnönü,

"Bu olayı bir tabir olarak görüyorum" dedi.

Erdal İnönü, dün düzenlediği basın toplantısında, insan hakları komisyonunun ulusal raporları olduğunu söyledi. İnönü, "Bu raporlar meselesi değildir. Ulusal meselelerdir, parti çekişmelerini bir kenara bırakmalıyız" şeklinde konuştu.

İNÖNÜ, "Başbakan'a konuyu ilettim. Konuların düzeltilmesi adına ve teminatlıyız" dedi.

Diyarbakır'da bir süre önce açlık grevine başlayan iki milletvekilinin grevi bırakıp dönmeleri için vaat verdiğini söyleyen İnönü, "Bütün partililer disiplinli çalışsın, parti dışındaki herkes il merkezini terketmelerini istliyorum" şeklinde konuştu.

HÜRRİYET

20.02.88

Kürtçe serbest, sakal yasak

● Başbakan Özal'ın SHP'li milletvekilleriyle yaptığı görüşmeden sonra, Milli Savunma Bakanlığı Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki koşulları "iyileştirici" adım attı.

● Mahkûmlar aileleriyle serbestçe konuşabilecek. Tek tip elbise zorunlu değil. Yakınlarla görüşme bir saat. Daktilo, saz, resim yapmak, telefon serbest. Kirli çamaşırlar aileye verilebilecek. 15 gün için, 25 bin yerine 100 bin lira bulundurulabilecek.

ANKARA, (Hürriyet) - Başbakan Turgut Özal'ın önceki gün SHP'nin doğu kökenli milletvekilleriyle görüşükten sonra yaptığı açıklamanın doğrultusunda, Diyarbakır Askeri Cezaevi ile ilgili olarak sağlanan "12 özel olmak" dün açıklandı. Buna göre, tutuklu ve mahkûmlar aileleriyle bir nezaretçi refakatinde serbestçe konuşabilecekler. Cezaevinde tek tip elbise giymek zorunlu olmayacak. Açık seçik belirtilmemesine rağmen, mahkûm ve tutukluların aileleriyle "Kürtçe" konuşmalarına olanak sağlayacak haklar dün öğleden sonra Meclis'te, "Milli Savunma Bakanlığı tarafından açıklanmıştır" başlığı ile basına dağıtıldı.

"Milli Savunma Bakanlığı, Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde bulunan tutuklu ve hükümlüler için şu iyileştirici tedbirler almıştır" denilen açıklamada belirtilen "12 iyileştirici" önlem şöyle:

1 Tutuklu ve mahkûmlar aileleriyle serbestçe konuşabileceklerdir. Konuşmalar bir nezaretçi refakatinde gerçekleştirilecektir.

2 Diyarbakır Cezaevi'nde mahkûm ve tutukluların tek tip elbise giymeleri zorunlu değildir.

3 Cezaevinde bulunan mahkûm ve tutukluların sağlık ve hijyen durumları dikkate alınarak, saç ve sakal bırakılmasına izin verilmeyecektir.

4 Tutuklu ve mahkûmların aileleriyle yaptıkları görüşmeler, yarım saatten bir saate çıkarılmıştır. Ziyaretler

gün boyu sürecektir.

5 Özel bir beslenme rejimine ihtiyacı olduğu tabip raporuyla saptananların yiyeceklerinin ailelerince sağlanmasına izin verilecektir.

6 Daktilo, saz gibi ihtiyaçları mahkûmlar diledikleri takdirde kendileri sağlayabilecekler. Resim yapmak isteyen tutuklu ve hükümlülere bu olanak sağlanacaktır.

7 Tutuklu ve mahkûmların çamaşırlarının ailelerinin yıkamasına izin verilecektir. Daha önce bu hizmet cezaevi tarafından karşılanılmıyordu.

8 Tutuklu ve mahkûmların dışarıyla telefon konuşmalarının sağlanabilmesi için, PTT nezdinde teşebbüse geçilmiştir. Böylece tutuklu ve mahkûmlar ankesörlü telefonlarla cezaevi dışındaki aileleriyle görüşebilecek olanağına kavuşacaklardır.

9 Mahkûm ve tutuklular avukatlarıyla bir masa da yüz yüze görüşme yapabileceklerdir.

10 Cezaevi kantininde daha çok çeşit bulundurulması sağlanacaktır.

11 Tutuklu ve hükümlülerin yanlarında bulundurabilecekleri para miktarı, 15 gün için 25 bin liradan 100 bin liraya çıkarılmıştır.

12 Cezaevinde çıkabilecek sorunların giderilmesi amacıyla, tutuklu veya hükümlüler arasında seçilecek aracılıyla komutanlığa duyurma olanağı sağlanmıştır.

Demirel, cezaevleri için açıklama yaptı

"İyileştirme yaygınlaşsın"

● Demirel: "Bütün cezaevlerinde şartlar iyileştirilsin"

● İnönü'den, Mamak'la ilgili soruya cevap: "Biz Diyarbakır'la ilgileniyoruz"

ANKARA, (Tercüman) - Eylemcilerin "zindan" diye isim taktıkları Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki bazı uygulamaların direnişler sonunda Millî Savunma Bakanlığı'na alınan kararla "iyileştirilmesi" gündemdeki yerini koruyor. DYP Genel Başkanı Süleyman Demirel, "İyileştirme bütün cezaevleri için geçerli olmalı" dedi. Demirel, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, "Uygulamayı beklendiklerini" bildirdi. Hatay DYP Milletvekili Murat Sökmenoglu da Meclis Başkanlığı'na bir önerge vererek Başbakan Turgut Özal'a "Benzeri olay ve eylemler karşısında" Mamak Cezaevi için de aynı iyileştirici tedbirlerin için alınmadığını sordu.

DYP Genel Başkanı Demirel, Tercüman muhabirinin konuyla ilgili sorusunu cevaplandırırken, "Bir insanın suçlu olmakla ve cezaevine konmakla insanlıktan çıkmış olmadığını" ifade ederek şöyle konuştu:

"Zalme ve işkenceye karşı uluslararası anlaşmalar yapıyoruz. Sorun da (cezaevlerinde iyileştirmeye gidiyoruz) diyoruz. Demek ki, bizim cezaevlerimizde iyileştirilmesi gereken şartlar var. Demek ki iyileştirmeye ihtiyaç duyuluyor. Ceza ve tevkif evlerinde yaşananlar mahkûm oldukları suçun cezasını zaten çekiyorlar. Onlara ek bir ceza uygulamaya kimsenin hakkı yoktur. Ancak hiçbir ayırım yapılmaksızın Türkiye'deki bütün ceza ve tevkif evlerinde şartlar iyileştirilmeli ve buradaki insanların cezalarını insanca çekmeleri sağlanmalıdır".

TERCÜMAN 21.02.88

DİRENİŞE ÖDÜL MECLİS'DE

Hatay DYP Milletvekili Murat Sökmenoglu da, bir süre önce ülkücü mahkûm ve tutukluların bulunduğu Mamak Cezaevi'nden işkence iddiaları yükseldiğini, burada kalanların yakınlarının da açlık grevleri yaptıklarını hatırlatarak, Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki iyileştirme kararının öteki cezaevlerinde de uygulanması konulmuş konulmuş sordu. Sökmenoglu dün Meclis Başkanlığı'na sunduğu ve Başbakan Turgut Özal tarafından cevaplandırılmaması istediği soru önergesinde şöyle dedi:

"Mamak Cezaevi'nde başgösteren infial sonrasında, Diyarbakır Cezaevi'nde mahkûm ve tutuklular için alınan iyileştirici tedbirler için alınmamıştır? İnsanı yünden fevkalâde duyarlı olan sözkonusu Mamak ve diğer cezaevlerinde de bu tedbirler uygulanacak mı? Uygulanacaksa nasıl bir tedbir alınacaktır?"

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü ise aynı sıkıntılarının Mamak Cezaevi'ndeki ülkücü mahkûm ve tutuklular için de geçerli olduğunu hatırlatan Tercüman muhabirinin "Bu iyileştirme tedbirlerinin bütün cezaevleri için geçerli olmasını isteyecek misiniz?" sorusuna önce "Bizim ilgilenmediğimiz Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki iyileştirme tedbirleri" dedi. İnönü, "İyileştirici tedbirler alındı. Biz, diğer cezaevleri için de aynı uygulamaları yapmamasını istiyoruz" dedi. İnönü, "Daha ortada bir şey yok. Hele uygulamayı görelim. Bittigini görelim, diğerlerini sonra değerlendiririz." diye kaçamak cevap verdi.

ABD kendini dünyanın adeta şababası sanır!.. Her ülke her şeyin kendinden sorulmasını bekler! İşte bu çarpık kaleyi ABD Dışişleri Bakanlığı da Kongre'ye her yıl dünyadaki insan hakları konusunda bir rapor verir, durur!.. Bu yılki raporda da bizim güneydoğumuzdaki eşkiya olayı ele alınarak Türkiye'de bir Kürd azınlığının mevcut olduğu, azınlıklara özgü insan haklarından ise bu azınlığın faydalanmadığı ileri sürülmüştü!

"Nedir azınlıkların insan hakları denen şey?"
Önce ona bir bakalım...
Özete şudur: Kendi dillerini konuşabilmeleri... Yaşadıkları ülkede herkes gibi seçmeleri ve seçilebilmeleri... Yani milletvekili ve bakan olabilmeleri... Memur olabilmeleri... Askerlik yapabilmeleri... Okuyup doktor, avukat ve mühendis olabilmeleri... Herkes gibi pasaportlarını alıp yurt dışına çıkabilmeleridir...
ABD, bir azınlık orada! Dünyanın dört bir köşesinden oraya dolmuş sayısız azınlıkların, sayısız toplulukları vardır!..

Ama ABD yönetimi, her biri ayrı bir ırka, ayrı bir dile, ayrı bir dine ve kültüre sahip o topluluklara (ki topluluklardan bazıları lobiler kurarak zaman olur devletin ana siyaseline bile yön vererek milyonları aşan kalabalık sayılarıyla güçlerini de gösterirler) ama ABD yönetimi ve anayasası, onlara gene de:

"Azınlık..."
Demezi!
Örneğin sayıları 40-50 milyonu bulan zenciler, hâlâ bir azınlık değillerdir? Keza o toprakların eski sahipleri olan Kızılderililer de öyledirler!..

Simdi bir de bakalım ABD yönetiminin o topluluklara hangi insan haklarını tanıdığına... ABD'ye göçmen olarak gelen her yabancıdan önce resmi dili istenir... Bilmeyeni ise İngilizce mutlaka öğütürler. Çocuklar da İngilizce'ye birer Amerikan vatandaşları olarak eğitilirler... Göçmenler Anayasa'dan imtihan edilecek ancak o kullanabilirler...

Simdi bir de bakalım bizim güneydoğumuzdaki eşkiyalık olaylarına...
O bölgede kendilerini şayet Kürt sayarsanız veya ve kendi dillerini konuşuyorsanız kim karar mı onlara bugüne dek?



Amerika, sıkıysa azınlık haklarını Bulgaristan'da arasin

Benim üstümdeki dairede o bölgede yıllarca ağır ceza hükümlü yapmak bir hanım oturur. Nektre bir hanımdır. O hanım, alle sohbetlerinde hâlâ resmi dili Türkçe'yi bilmeyenleri tercümanlar vasıtasıyla nasıl yaraladığını taklitler yaparak hep anlatır durur... Meclisimizde ise, bugün de o bölgeden seçilmiş birçok milletvekilleri yok mu? Hatta bakan bile onları da var... Memur da onları çok. Okuyup profesör, doktor, avukat, mühendis de oluyorlar... Benim gerek Galatasaray Lisesi'nden, gerek İstanbul Hukuk Fakültesi'nden o bölgeden gelmiş o kadar çok arkadaşım oldu ki sadece hatırladıklarımın isimlerini bile saymaya kalksam bu sütuna sığdıramam!..
Gene o bölge halkının da: "İle biz Kürdüz..."
Dedikleri de yok...
O vatandaşlarımızı siz Kürdünüz, ayakla ve bizlere yataklık edin diyenler ise, Türkiye'yi parçalamak isteyen bazı yabancı odakların yetiştirip, eğitip, şartlandırıp ellerine silahlar da tutuş-

turup içeri saldıkları birtakım eşkiya çeteleri ve teröristlerdir! İşte onlar, kendilerine katılmadıkları için masum vatandaşlarımızı kadın, çocuk, ihtiyar demeden köy ve mezra basıp vahşice öldürüyorlar!..
Dahası da var... ABD'nin bile gerçekleştirilmekte bayağı güçlü çabaleceği dev bir imar ve kalkınma projesi olan GAP'ı, o bölgede bir an önce tamamlayabilmek için de uğraşıp duruyoruz işte!..

"Daha ne yapacaklar yan?"
Eşkiyanın ve teröristlerin her bastıkları yörenize, insan hakları diye özerklik mi yoksa bağımsızlık mı verecektik?
Dilimizi konuşamayanlar varsa onlara tıpkı ABD gibi biz de aldırıyoruz. Ama onları gene ABD'de olduğu gibi ülkenin resmi dili Türkçe'yi elbetteki öğrenmelerini istiyoruz... Çocuklara da gene ABD'deki gibi ulusal eğitim sistemimizi uyguluyoruz...
Hani ne demişler atalarımız?
Aleme verir taktın,
Kendi yutar salkı...
ABD Dışişlerinin adı geçen raporuyla yaptığı işte budur! Sormak lazım ABD Dışişlerine ve kongresine...

Birileri kalkıp eşkiyalı ve teröristleri içeri salarak ABD devletini parçalamaya kalksa ve vatandaşlarımızı vahşice öldürse onlar ne yaparlar acaba?

Elbetteki ülkelerinin bütünlüğünü savunurlar değil mi? İkinci Dünya Savaşı'nda Japonlar, Pearl Harbour'a saldırınca kendi vatandaşları Japon asıllıların tecrit kampına da doldurular kimlerdi ki?

Haah işte, biz şimdi onun çok daha hafifini yapıyor tıpkı ABD gibi, Fransa, İngiltere ve İspanya gibi ülkemizin bütünlüğüne kastedenlere, bu doğal hakkımızı kullanarak, sadece mücadele ediyoruz... Onların masum vatandaşlarımızı hunharca öldürmelerine karşı çıkıyoruz... O kadar...
"Yok böyle yağmal!"

Türkiye, Bulgaristan değildir! Raporun adresi yanlış! Amerikalı dostlarımız, bize dost kazıyıp atacaklarına sıkıysa, eğer güçleri varsa, insan haklarını da, azınlık haklarını da önce Bulgaristan'da arasinlar da görelim bakalım!..

Diyarbakır Cezaevi'nde, sancı sürüyor

Açlık grevinde 1 ölü, 6 koma

DIYARBAKIR, (hha) - Diyarbakır Özel Askeri Cezaevi'nde çeşitli isteklerinin yerine getirilmediğini iddia ederek, 12 gün önce başladıkları "açlık grevi"nde dün fenalansarak Askeri Hastane'ye kaldırılan yedi tutukludan Mehmet Emin Yavuz öldü, altısı ise komada.

Cezaevindeki 600 dolayındaki tutukluyla, bunları desteklemek için geçtiğimiz saltı günü SHP il merkezinde eyleme geçen tutuklu yakınları, Başbakan Turgut Özal'la Millî Savunma Bakanlığı'nın

açıklamalarına rağmen cezaevindeki koşulların değişmediğini ileri sürdüler ve eylemlerini dün de sürdürdüler.

Cezaevinde 8 Şubat'tan beri eylemlerini sürdüren tutuklulardan yedisi, dün fenalansınca Askeri Hastane'ye kaldırıldı. Ölüme pençelenen tutuklulardan PKK'lı Mehmet Emin Yavuz, tüm çabalara karşın kurtarılamayarak öğle saatlerinde can verdi. Kimlikleri henüz açıklanmayan altı tutukluyla yaşatılmak için yoğun çabaların sürdüğü, ancak bu tutukluların "açlık gre-

vi"ni sürdürmekte ısrarlı oldukları ve kendilerine verilen gıdayı kabul etmedikleri bildirildi.

PKK'lı Yavuz'un ölüm haberine alan SHP Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay da, Ankara'da partisinin Meclis Grup Başkanvekili Hikmet Çetin'i telefona arayarak durumu bildirdi. Atalay'ın, yandıklarının olayı öğrenmelerini için Çetin'le İngilizce konuştuğu gözlemlendi.

Mehmet Emin Yavuz'un cesedinin bugün ailesine teslim edilmesini beklenirken, cezaevinde olay çıkmaması için güvenlik güçlerinin sıkı önlem alacağı bildirildi.

Diyarbakır Özel Askeri Cezaevi'ne dün sabah tutuklu yakınlarıyla birlikte girmek isteyen SHP milletvekilleri Mehmet Kahraman, Salih Sümer ve Fuat Atalay, içeri alınmadı. Bir süre kapıda bekleyen milletvekilleri, cezaevi yönetiminden sorumlu olan 7'nci Kolordu Komutanı'yla görüşeceklerini ve daha sonra

bir açıklama yapacaklarını söylediler.

İçeri giren tutuklu yakınlarından Aziz Yiğit, akrabası Mehmet Yiğit'in görüşmede cezaevinde hiçbir değişikliğin olmadığını ve eylemlerini sürdürdüklerini söylediğini aktardı. SHP il merkezindeki tutuklu yakınları da, cezaevindeki eylemler sona erene kadar "açlık grevi"ne devam edeceklerini belirttiler. Tutuklu yakınları ile parti görevlileri, SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün, "Bizim partimizden olmayan insanların binayı boşaltmasını istiyoruz" talimatına uymadılar.

Bu arada Tutuklu Aileleri Yardımlama Derneği'nce yapılan açıklamada da, Diyarbakır Özel Askeri Cezaevi'ndeki koşulların dün de değişmediği ve eylemler sürmekte olduğu belirtildi. Açıklamada, Diyarbakır'da olduğu gibi Eskişehir, Sinop ve Bayrampaşa cezaevlerindeki eylemlerin de amacına ulaşmasını beklendiği ifade edildi, eylemleri destekleyen SHP milletvekillerine teşekkür edildi.

Bu arada SHP milletvekili Fuat Atalay, Eskişehir Cezaevi'ndeki tutukluların 22 Şubat'ta "açlık grevi" başlatacaklarını iddia etti.

ÖZAL'A SORU

DYP Hatay Milletvekili Murat Sökmenoğlu, Diyarbakır Askeri Cezaevi'nde mahkûm ve tutuklular için bazı iyileştirme tedbirleri alınmasından sonra, diğer cezaevlerinde de aynı iyileştirmenin yapıp yapılamayacağını sordu.

Sökmenoğlu, Başbakan Turgut Özal tarafından cevaplandırılması istemiyle dün TBMM Başkanlığı'na sunduğu önergede, "Mamak Cezaevi'nde baş gösteren infial sırasında, Diyarbakır Cezaevi'nde mahkûm ve tutuklular için alınan bazı iyileştirme tedbirleri için alınması" sorusunu yöneltti.

Sökmenoğlu ayrıca, "İnsani yönden fevkalade duyarlı olan karar, Mamak ve diğer askeri cezaevlerinde uygulanacak mı, uygulanacaksa nasıl olacak?" diye sordu.

"Direnişe ödül" tartışılıyor...

Vuralhan, Mamak Cezaevi için "Daha olmaz" dedi

Cezaevleri sivilleşecek

Yakın MALKİL

ANKARA, (Tercüman) - Millî Savunma Bakanı Ercan Vuralhan, askeri cezaevlerinin peyderpey Adalet Bakanlığı'na devredileceğini açıkladı. Vuralhan, bu konudaki çalışmalarına Diyarbakır Askeri Cezaevi'nden başladığını belirterek, "Devir işlemleri sürüyor. Formalite kalmış durumda" dedi.

Vuralhan, Tercüman muhabirinin "Diyarbakır Cezaevi:

nde uygulamaya koyduğunuz iyileştirmeler Mamak Askeri Cezaevi için geçerli mi, Mamak da Adalet Bakanlığı'na devredilecek mi?" sorusuna "Mamak daha olmaz" diye cevap verdi.

Ercan Vuralhan, Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki şartların iyileştirilmesi konusunda Bakanlığının yaptığı açıklamadan sonra, Meclis'de Tercüman muhabirinin konuyla ilgili sorularını cevaplandırdı.

FARKLI UYGULAMA OLMAYACAK

Vuralhan askeri cezaevlerinin yavaş yavaş Adalet Bakanlığı'na devredileceğini, bu konuda çalışmalara başlandığını kaydetti ve devir işlemi gerçekleşinceye kadar askeri cezaevlerinde birbirinden farklı uygulamaların olmasının hassasiyetle baktıklarını söyledi. Ercan Vuralhan'a yönelttiği bazı sorular ve cevapları şöyle: **SORU: Diyarbakır Askeri**

Cezaevi için aldığınız kararlar diğer askeri cezaevleri için de geçerli olacak mı?

VURALHAN: Şartları iyileştiren, bölgesel duruma dikkat ediyoruz. Zaten askeri cezaevleri yavaş yavaş Adalet Bakanlığı'na devre geçecekler. Bu konuda çalışma başlamıştır bile.

SORU: Mamak Cezaevi de devredilecek mi? Orada da baskı ve işkence iddiaları yükseldi, açlık grevleri yapıldı. Du-

rumu iyileştirilecek mi?

VURALHAN: Mamak da ha olmaz.

SORU: Devredilmesi ne kadar sürer?

VURALHAN: Bilemiyorum.

SORU: Diğer cezaevlerinin devri ne zaman gerçekleşir ?

VURALHAN: Sanıyorum bu yıl içinde peyderpey olablenler, müsait olanlar, konumu itibarıyla müsait olanlar.

SİVİLLEŞTİRME İLK ADIM

SORU: Yani sivilleştirme sonrasında mı tek statü uygulanabilecek ?

VURALHAN: Adalet Bakanlığı'na devredildikten sonra prensip şudur. Mahkûmiyetleri kesinleşmiş olanların sivil cezaevlerinde cezalarını çekmeleri için bir çalışma içindeyiz. Çünkü askerî cezaevlerinde 6 aydan fazla tutamıyoruz. Sivilleştirme için Diyarbakır ilk uygulama olacak. İşlemler başladı. Devir bakımından sürüyor. Formalite kalmış durumda. Orada zaten önemli bir mesele yok. Cezaevleri disiplini

inde gereken her türlü uygulamada kolaylık gösterilmektir. Devredildiğinde sivil cezaevlerindeki uygulama neyse ona tabii olacaktır. Sivil-asker ayrımı da böylece ortadan kalacaktır.

SORU: Mamak Cezaevi'nde daha olmaz dediniz. Sebabi nedir?

VURALHAN: Şimdilik o konuda bir şey söyleyemeyeceğim. Geçmiş dönemlere ait bir uygulama. Ama hiçbir cezaevinin diğerinden farklı olması için en azından devredilinceye kadar konunun üzerindeki hassasiyetle duruyoruz. Gereken her türlü kolaylığı göstermeye çalışıyoruz. Dışarıyla

telefonla konuşma dahil 23 istek kabul edilmiştir. Diyarbakır'daki diğer istekler ufak tefek olması nedeniyle teferüta inmedik. Genel yaklaşımımız mahkûmların cezalarını çekerken, hiçbir sıkıntıya girmemelerini temin, ama tabii disiplinin müsaade ettiği ölçüde. Dünyadaki diğer hapishaneleri de gözönüne alırsanız, oralarda da bu tür disiplin uygulamaları var.

SORU: Telefon uygulaması, diğer askerî cezaevlerinde de uygulanacak mı?

VURALHAN: Şu aşamada Diyarbakır için başladı. Tabii telefon teknik bir meseledir.

'Yerleşim yerlerine göre temin edilebilir. Diğer yerlerde de teknik elverişçe uygulamanın başlatılması için hazırlıklar sürdürülüyor. Teknik elverişse, diğer cezaevlerinde de uygulamaya geçilecektir.

İNSAN HAKLARI DERNEĞİ: "BÜTÜN CEZAEVLERİNDEKİ HAYAT ŞARTLARI DIYARBAKIR'DAKİ GİBİ DÜZELTİLMELİ"

Öte yandan İnsan Hakları Derneği Genel Başkanı Nevzat Helvacı, Diyarbakır Askerî Cezaevi'nde hayat şartlarına ilişkin olarak yapılan son düzenlemelerin "olumlu olduğunu"

bildirdi. Helvacı, Türkiye'deki bütün cezaevlerindeki hayat şartlarının Diyarbakır örneğinde olduğu gibi düzeltilmesini istedi.

ANKA'nın haberine göre, Nevzat Helvacı, "Diyarbakır Askerî Cezaevi'ndeki düzenlemelere" ilişkin soruyu cevaplar ken şunları söyledi:

"Diyarbakır Cezaevi'nde hayat şartlarının düzeltilmesi etkili tedbirler alınması son derece olumlu buluyorum. Ancak alınan bütün kararların en kısa süre içinde uygulamaya sokulması ve uygulamalarının da her zaman denetlenmesi gerekmektedir. Diyarbakır Cezaevi'ne ilişkin alınan kararlar en kısa süre içinde Türkiye'deki bütün askerî ve sivil cezaevlerinde de uygulamaya sokulmalıdır."

TERCÜMAN 22.02.88

DYP'li Gökberk Ergenekon:

"Kürtçe konusunda baskı yapılmamalı"

ANKARA, (Tercüman) - DYP Genel Sekreteri Gökberk Ergenekon MIT raporu konusunda resmî açıklama beklediklerini belirterek, "Eğer devlet bu işlemlerle olmasa, en namı tübriye sypır bu" dedi. Ergenekon, "MIT'in, 'devletin güvenliğini korumak' adı altında 'kepezelik yapamayacağını' ifade ederek, 'Adeta jurnalçilik devrine geri döndü' şeklinde konuştu.

Gökberk Ergenekon dün bir basın toplantısı düzenleyerek, DYP Genel İdare Kurulu'nun geçtiğimiz hafta yaptığı toplantıyla ilgili bildiriye açıkladı. Türkiye gündemindeki önemli meseleler üzerinde de duran Ergenekon, iktidarın muhalefetin vadettiği işlerden rahatsızlık duyduğunu ve TBMM'yi sadece yasama organı haline getirmek istediğini öne sürdü.

Ergenekon tarafından açıklanan DYP Genel İdare Kurulu bildirisinde siyasî rejimin işleminde görülen sıkıntılar ve demokratik sistemdeki çarpıklığın, ülkeye siyaset yoluyla yapılacak hizmetin götürülmesinde ve parinin sesinin duyurulmasında büyük güçlüklerle yol açtığı ifade edilerek şöyle denildi:

"Millet şuurunda demokrasi kavramının zaafa uğratılmış olması, parti misyonunun yürütülmesi ve benimsenilmesinde önemli bir engel teşkil etmektedir. Olağanüstü bir dönemin şartları içinde hazırlanan ve yürürlüğe konulan Anayasa ve onun getirdiği müesseselere demokratik muhteva ve işleyiş kazandırılması siyasî sorunlarımızın başında gelmektedir.

Bugünkü iktidarın uygulamasında adeta dışlanmış istenen TBMM ve onun hür kürsüsünün yeniden memleket meselelerinin dile getirildiği ve çözüme kavuşturulduğu bir müessese hüviyetine kavuşturulması, millet nezdindeki itibarlı mevkiini yeniden kazanması ilk öncelikli teşkil etmektedir.

Devletin radyo ve televizyonunun milleti tek yönlü şartlandırmak yönündeki yayınlarını bırakması önem kazanmıştır. Hür yargı organı hür basın, hür sendika ve hür ilim müesseseleri rejime demokratik nitelik kazandıran vazgeçil-

mez unsurlardır. Seçim Kanunu'nu vatanın hür iradesini ortaya koymasını sağlayacak hükümlerle donatmak bir başka önemli husustur. Ve nihayet Siyasî Partiler Kanunu'nda siyasî partilerin rahat, güvenli ve lüzumsuz formalitelerden arınmış bir şekilde çalışmalarını sağlayacak düzenlemelerin yapılması bir zaruret halini almıştır."

TÜRKİYE'NİN BAŞINDAKİ KEPEZELİK

DYP Genel Sekreteri Gökberk Ergenekon Başbakan Turgut Özal'ın "İki eski büyük parti şimdinin küçük partileri oldular ve TBMM'nin köşesine sakatılar" şeklindeki sözlerini de şöyle cevaplandırdı:

"Bunları söyleyen zatın bütün değerlendirmelerini gördük. Dış itibarımız arttı derken, kendisi dış ülkelerde belediye başkanlarının kuzenleri tarafından karşılandı, enfasyonun kötülüğünden söz ederken bunu devlet politikası yaptı. Bence bu değerlendirmesini de aynı çerçevede görmek lazım. Bahsettiği partilerin başına gelenlerin binde biri bu adamın ve partisinin başına gelse acaba onlardan geriye ne kalırdı?"

RESMİ DİL TÜRKÇE

DYP Genel Sekreteri, MIT raporu konusunun hükümet tarafından geçirilmeye kalkışılması halinde ne yapacakları sorusuna, "Buna izin vermiye... Mitinglerle, basınla gidebildiğimiz yere kadar gideriz.. Mutlaka konu açıklığa kavuşmalıdır" diye cevap verdi. Ergenekon, Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde özellikle bazı cezaevlerinde "Kürtçe konuşulması" konusunda ne düşündükleri yolundaki bir başka soruya karşılık da "Türkiye'de resmî dil Türkçedir. Ancak bir takım insanlar bu dili öğrenememiş tabii ki bildikleri dili konuşurlar. Devletin bu konuda baskı yapmasını yanlış buluruz" dedi.

TÜRK HAVA KURUMU GÜÇLENDİRME VAKFI YARDIMLARINIZA TEŞEKKÜR EDER

MİLLİYET 24.02.88

● Barzani ve Talabani'den sert tepki

APO dışlandı

● Irak'ta yapılan açıklamada Barzani ve Talabani yönetimindeki örgütler "Sürgün hükümetini biz kuracağız. Bu hükümette PKK ve İran'daki örgütlerin yer yok" denildi

DIYARBAKIR, MİL-HA

IRAK yönetimine karşı mücadele veren Mesut Barzani ve Celal Talabani yönetimindeki Kürt örgütleri, PKK dahil diğer Kürt örgütlerini dışladılar ve "sürgün hükümet"ni kendilerinin kuracağını açıkladılar. Kürdistan Demokrat Partisi'nin Şesi radyosundan yapılan açıklamada sonra Kürt örgütleri arasında sert tartışmalar ve karşılıklı suçlamalar başladı.

HÜRRİYET 26.02.88

Şam'daki karargâha yerleştiler

Suriye, PKK'ye askeri üs verdi

● Kanlı örgütün varlığını Suriye kabul etmezken, istihbarat birimlerine ulaşılan bilgilerde, Apo'nun koruma görevlilerinin Suriye askeri üniforması giydikleri belirtiliyor.

Saygı ÖZTÜRK

ANKARA (Hürriyet) - Bölücü PKK örgütüne kol kanat veren Suriye, bu örgüte Şam'daki bir askeri üste karargâh tahsis etti. PKK Lideri Abdullah Öcalan'ın koruma görevlilerinin de Suriye askeri üniforması giydikleri öğrenildi.

Irak'taki örgütler adına yapılan açıklamada, "Yakın bir gelecekte Kürt hükümeti ilan edilecektir. Bu hükümet Ortadoğu'da da kilit rol oynayacaktır. Birçok başkente temsilcilik açılacak ve dünya çapında politik etkinlikler gösterilecektir" denildi. Açıklamada Abdullah Öcalan'ın liderliğindeki PKK ve İran'daki Kürt örgütlerinin bu oluşum içinde yer almayacakları, Öcalan'dan gelen "birleşik cephe kongresi" çağrısının hiçbir şey ifade etmediği belirtildi.

Irak Kürt örgütlerinin yaptıkları bu açıklama, İran'daki Kürt örgütlerinin yoğun tepkisine yol açtı. Açıklama, İran'da Humeyni yönetimine karşı mücadele eden İran Kürdistan Demokratik Partisi ve Komala grupları tarafından şiddetle kınandı. Bu örgütlerin liderleri Şeyh İzzettin Hüseyini ve Doktor Abdurrahman Kassemli, İran'daki örgütleri provakator ajanlıkla suçladılar.

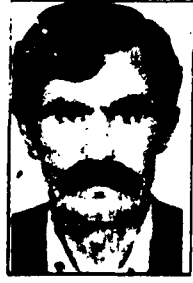
İstihbarat ünitelerine ulaşılan bilgilere göre, PKK örgütünün kampı, Suriye hükümetinin kabul etmesiyle Şam'daki bir askeri bölgeye taşındı.

Öte yandan PKK örgütü içindeki hizipleşmenin büyük boyutlara ulaştığı belirtiliyor. Örgüt içindeki anlaşmazlıklar giderek artarken, PKK'nın Suriye'deki kamplarından kaçmayı başaranların İran'a sığınmaları bildiriliyor.

Türk istihbarat ünitelerine ulaşılan bilgilere göre, Şam'daki askeri bir bölgeye taşınan PKK, eğitim çalışmalarını daha rahat ve güvenli bir biçimde sürdürüyor. Suriye'nin

Ankara Büyükelçiliği yetkilileri, PKK'nın Suriye'de kampı bulunmadığını, Abdullah Öcalan isimli bir kişiyi tanımadıklarını, PKK'ye bir askeri üste yer tahsis edildiği iddiasının doğru olmadığını söylediler.

Doğu ve Güneydoğu'daki ağır koşulları yüzünden PKK örgütünün eylemlerini azalttığına dikkati çeken yetkililer, Türkiye'deki PKK militanlarının, Suriye'deki PKK karargâhi ile irtibat kopukluğu içinde olduğunu da kaydettiler.



Öğretmen Siddık Bilgin davasında tüyler ürperten itiraflar

'Döverek öldürdük sonra taradık'

● Ankara 2. Ağır Ceza Mahkemesi'nde tanık olarak dinlenen askeri araç şoförü Sahip Ay şöyle konuştu: "Siddık Bilgin, Doğanlı köyünde 2 gün süreklî dövüldü. Bayılınca su döküp ayıtılıyordu. Titreyerek fenalaşınca karargâh olan okula götürüldü, kısa süre sonra da öldü. Başka bir arabayla Suveren Jandarma Karakolu'na 4-5 km uzaklıktaki ormana götürüldü. Yüzükoyun yatırılan cesede emir üzerine ateş ettik. Benim de içinde bulunduğum 40 kişiydik. Yüzbaşı Ali Şahin, bize yemin verdirek 'Bir şey söylemeyin' tembihinde bulundu"

ANKARA, ANKA
ÖĞRETMEN Siddık Bilgin'in Bingöl'ün Genç ilçesine bağlı Doğanlı köyünde Yüzbaşı Ali Şahin komutasında gerçekleştirilen bir operasyonda işkence ile öldürüldüğüne ilişkin iddialar, olayın tanığı bazı askerler tarafından doğrulandı.

Ölümlü sonuçlanan olayda görevli askerler, mahkemeye sundukları ifadelerinde Bilgin'in dövülerek öldürüldüğünü, sonra da kaçariken vuruldu şüsu verilerek için silahla tarandığını ileri sürdüler.

Halen Ankara 2'nci Ağır Ceza

Mahkemesi'nde görülmekte olan davada Yüzbaşı Ali Şahin ve astsubaylardan Mehmet Acar, İbrahim Yükdüğü, Teğmen Ümit Eriş ile onbaşı Suat Akova, "memuriyet hudutlarını aşarak adam öldürmek" iddiasıyla 24-30 yıl arası hapis cezası istemi ile yargılanıyor.

Olayla ilgili olarak operasyonda görevli bulunan askerlerin ve görgü tanıklarının talimatla ifadeleri alınarak, dosyaya konuldu.

"UNIMOG ARACA BAĞLADILAR. SÜREKLİ VURUYORLARDI"

31.7.1985 tarihinde meydana gelen olay sırasında Bingöl İl Jan-

● **SAKIP AY (Timin şoförü):** "Öğretmen Bilgin'e dayak atıldı. Sonra fenalaştı. Kısa süre sonra öldüğünü gördüm. Ormana götürdük. Cesedi yüzükoyun yere yatırdık, verilen emir üzerine ben dahil ateş ettik. 40 kişi iddik"

darma Alay Komutanlığı'nda jandarma eri olarak görev yapan Abdullah Zehra, öğretmen Siddık Bilgin'in unimog araca ellerinden bağlanarak, dövüldüğünü ifade etti ve, "İki veya üç kişi vuruyorlardı. Başlarında bir piyade astsubayı vardı. İsmi bilmiyorum. Öğretmenle sonra bayıldığını söylediler. Ertesi gün, kaçariken vurulduğunu duydum" dedi.

Bingöl iç güvenlik operasyonu sırasında 722531 plakalı aracın şoförü tanık Sakıp Ay da, öğretmen Siddık Bilgin ile diğer gözaltına alınanların sopa ile bazen Yüzbaşı Ali Şahin, bazen de astsubaylar ve çavuşlarca dövüldüğünü ileri sürdü.

Sakıp Ay, talimatla verdiği ifadesinde şu görüşlere yer verdi: "İki gün kaldığımız Doğanlı köyünde Siddık Bilgin devamı dö-

vüldü. Bayılacak hale geldiğinde su dökülüp, ayıtılıyor ve sivil doktora muayene ediliyordu. İki gün sonra Siddık Bilgin'in dayak esnasında titreyerek, fenalaştığını, karargâh olarak kullanılan köy okulu götürüldüğünü ve kısa bir süre sonra öldüğünü görüp, öğrendim. Onu başka bir arabaya koydular. Suveren Jandarma Karakolu'na 4-5 km. kula ormanın içinde bir açıklığa geldiğinde Siddık Bilgin'in cesedi yüzükoyun yere yatırıldı ve verilen emir üzerine, ben de dahil, cesede ateş ettik. 40 kişi kadar vardık. Sonra Yüzbaşı Ali Şahin, orada bulunanlara yemin ver-

direrek, "Bir şey söylemeyin. Biz bunu vatan, millet için yapıyoruz" diye tenbihte bulundu."

Olayın basında yeğ alması üzerine Eskişehir Cumhuriyet Savcılığı'na suç duyurusunda bulunan jandarma çavuşu Fikret Birge, talimatla alınan ifadesinde öğretmen Siddık Bilgin'in dövülerek öldürüldüğünü ve sonradan "kaçariken vuruldu" şüsu verilerek için cesedinin kendilerince tarandığını yineledi. Birge, ifadesinde Bilgin'in ölümü olayını şöyle anlattı:

"Siddık'ın ölü olarak alındığı araçta ben de vardım. Ormanlık arazide geldiğimizde ben ve üç ar-

kadaşım emir üzerine Siddık Bilgin'i ölü olarak araçtan indirdik. 200 metre kadar götürdük. Yüzüstü yere bıraktık. Geri döndük. Önce bavaya ibtar ateşi açıldı, sonra da öğretmen Siddık Bilgin'in üzerine ateş açtılar. Ceset delik-deşik oldu."

Talimatla ifadesi alınan tanıklardan Bingöl İl Jandarma Alay Komutanlığı'nda görevli jandarma uzman çavuşu Ömer Ankan ise, Siddık Bilgin dahil, hiç kimseye sorgulama sırasında işkence yapılmadığını dayak atılmadığını ileri sürdü.

Siddık Bilgin'in kaçariken vu-

rulduğunu öne süren Ömer Ankan, cesedinin Suveren Jandarma Karakolu yanına gömüldüğünü söyledi. Ankan şöyle devam etti:

"Askeri birliklerin ve jandarmasının uygulamalarına göre, vurulan teröristler kesinlikle ellerine teslim edilmiyordu. Nerede vurulmuşsa, orada gömülüyordu. Benim bildiğim kadıyla, Siddık Bilgin'e işkence yapılmamıştır. Dur ibtari-nin usmaması sonucu vurularak öldürülmüştür."

Öğretmen Siddık Bilgin'i işkenceyle öldürdüğü iddia edilen halen Erzurum İl Jandarma Alay Komutanlığı'nda bölük komutanı olarak

görev yapan Yüzbaşı Ali Şahin ve diğer sanıklarla ilgili davaya Ankara 2'nci Ağır Ceza Mahkemesi'nde 15 Mart 1988 günü devam edilecek. **TUNCELİ VE ANAYASA**

SHP Tunceli Milletvekili Orhan Veli Yıldırım, Anayasa'nın kişi dokunulmazlığı, maddi ve manevi başlıklılı maddesi ve konut dokunulmazlığı maddelerinin Tunceli için geçerli olup olmadığını sordu. Yıldırım, İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli'nin sözlü olarak yanıtlaması istemiyle TBMM Başkanlığı'na verdiği soru önergesinde, Tunceli halkının evlerinin bombalanarak, göçe zorlandığını iddia etti.

Revue de Presse

Berhevoka Capê

Dentro de la Prensa

Rivista Stampa

Basin Derlemesi

Press Revue

Ancient Iraq's secrets uncovered

By Leon Y. Barkho

NEMRIK, Iraq (CNF) Polish archaeologists conducting large-scale excavations in northern Iraq have unearthed new evidence that Neolithic man roamed the banks of the Tigris River some 10,000 years ago.

To the inhabitants of Nemrik, the discovery is not surprising. For decades they have maintained that an artificial mound near their village hid secrets from the ancient past.

Digs in this peasant village on the edge of the Kurdish province of Dohouk, some 300 miles north of Baghdad, are disclosing new traces of the Neolithic revolution — man's invention of agriculture and domestication of animals.

Most interesting of the 4,500 artefacts gathered by archaeologists in the past three years are five specimens of stone bird sculpture which experts believe are unique in the history of Neolithic discoveries in the region.

The birds, at least 10,000 years old and now the pride of the Iraq Museum, are the earliest examples of art unearthed in Mesopotamia, Professor Stefan Koslowski of Warsaw University told Compass News Features.

So far the Poles have excavated about 10,750 square feet of the 3.7-acre site and further seasons of work are needed for a full picture of Nemrik's oldest inhabitants.

On a peninsula overlooking the east bank of the Tigris, Nemrik is only 35 miles northwest of Nineveh, Assyria's fabled metropolis. The site also has yielded five 10,000-year-old dwellings, three of which have been fully excavated this year.

Nemrik is one of a few sites in the Near East where Neolithic man first started domesticating animals and growing crops, about the eighth millennium B.C. — a development that did not reach Europe for another 4,000 years. Compared with other sites, however, Nemrik, has the advantage of a highly-organized village, with garbage pits, cobbled streets and a graveyard, Koslowski said.

The village is typical of the stage when man ceased living in caves and stopped relying for food on hunting game and gathering wild fruit and roots. Animal bones found by the Poles includes those of sheep and cattle, suggesting that the inhabitants had a permanent and easily available source of milk, meat and hide.

But of special interest were human skeletons, children and adults, salvaged from eight graves



INSPECTION: Architect Andreze Kempisty inspects one of the Neolithic round houses excavated at Nemrik.

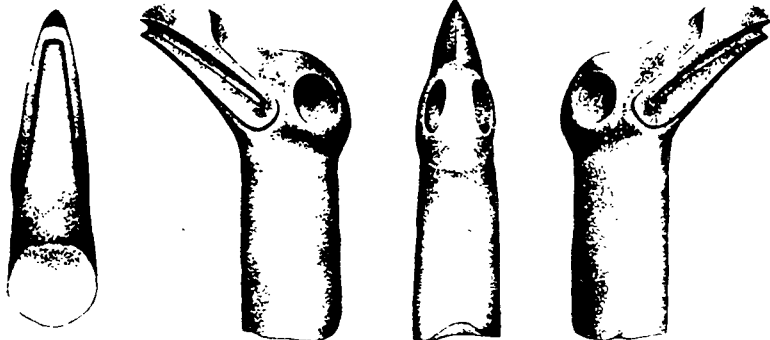
forming a cemetery just outside the village.

The Neolithic man of Nemrik were not isolated. Koslowski said they had contacts with people in Syria, Palestine and Jordan, whose flint industry has much in common with that of Nemrik. He also believes that they had commercial links with the Anatolian plateau in Turkey and the Iranian highlands. Some tools are made of the volcanic glass obsidian, whose nearest source is the Lake Van district of Armenia. Excavations at Nemrik offer evidence that the Neolithic revolution took place in Iraq much earlier than anywhere else, he said.

Northern Iraq offered the most favorable climatic conditions and was among the few parts of the Old World where emmer-wheat, einkorn-wheat and barley grew wild.

At Nemrik, the archaeologists found Neolithic man at a highly-advanced stage. Dr. Ryszard Mazrowski, a specialist in man's most ancient past, 50,000 years ago and beyond, said Nemrik women adorned themselves with simple clay or stone necklaces, grooved bracelets of marble and shell pendants.

The Polish team hopes to uncover more secrets of Nemrik, but results obtained so far have provided them with sufficient material to declare Nemrik one of the earliest agricultural communities in the world.



SCULPTURES: One of the stages in the creation of bird head sculptures found at Nemrik. The heads are at least 10,000 years old.

FERDINAND HENNERBICHLER DIE FÜR DIE FREIHEIT STERBEN



DAS BUCH:

Die Geschichte hat sie staatenlos gemacht, doch ihre Heimat liegt am Zaun des biblischen Paradieses. Vor ihrer historischen Haustür ging Noahs Arche nieder, und eine Taube brachte Hoffnung für die Menschheit.

Die Kurden, ein Volk von rund 20 Millionen Menschen, seit dem Zusammenbruch des Osmanischen Reiches 1918 aufgeteilt auf fünf Staaten des Nahen Ostens (Türkei, Sowjetunion, Iran, Irak, Syrien), zählen zu den ältesten Kulturvölkern der Welt. Ihnen wird die (Mit-)Erfindung des Bauerntums zugeschrieben und die Gründung der ersten Dörfer. Schon lange vor den Persern, Arabern und Türken haben sie den Nahen Osten zivilisiert und dabei die landwirtschaftliche Revolution vorangetrieben. Hennerbichler verfolgt kenntnisreich die historischen Spuren dieses Volkes, das bis zum Beginn dieses Jahrhunderts noch weitgehend einer friedlichen nomadischen Existenzform huldigte. Die Kurden hatten nie Sklaven, und auch heute noch gelten ihre Frauen als „freier“, als die anderer Völker der Region.

Ferdinand Hennerbichler

Die für die Freiheit sterben
Geschichte des kurdischen Volkes

mit einem Vorwort von

BRUNO KREISKY

Erscheint

zu OSTERN 1988

ÖS 248,- DM 32

Zielgruppe:

(Kultur)geschichtlich orientierte Leser mit besonderem Interesse für ethnische Minderheiten und die soziokulturellen und politischen Hintergründe aktueller Krisenherde der „Dritten Welt“

DER AUTOR:

Ferdinand Hennerbichler, Dr. phil., geboren 1946 in Linz als Sohn einer Arbeiterfamilie. Studium der Geschichte, Germanistik, Psychologie an der Universität Wien.

Von 1967 bis 1980 Mitarbeiter des ORF in der (ersten) Jugendredaktion und im Ressort Außenpolitik (Nahostkorrespondent). Von 1980 bis 1985 im österreichischen Diplomatischen Dienst (London, Athen). Seit August 1985 Nahostkorrespondent („Wiener Zeitung“, „Neue Zeit“ Graz, ORF) mit Sitz auf Zypern.

In der EDITION S ist von Ferdinand Hennerbichler bisher erschienen: „Geiselbefreiung in Kurdistan. Ein Bericht“ (1986).

Hennerbichlers Darstellung kulminiert schließlich in einem umfassenden Panorama der gegenwärtigen Lage der Kurden. Er schildert, wie sie in der Türkei um nationale Anerkennung ringen, in der Sowjetunion um mehr Grundfreiheiten kämpfen, im Iran für Autonomie und im Irak für eine Art „Südtirol-Lösung“ eintreten und in Syrien ihre Minderheitenrechte verteidigen.

Mit zahlreichen Abbildungen versehen, ist dieses Buch ein eindrucksvoller Beweis der kulturellen Identität und der politischen Eigenständigkeit des kurdischen Volkes über Jahrhunderte hinweg.

amnesty international

IRAQ EXECUTIONS

MARCH 1988

SUMMARY

AI INDEX: MDE 14/02/88

DISTR: SC/DP/CO/GR

Hundreds of people, perhaps as many as 360, are reported to have been executed in Iraq in seven separate incidents in November and December 1987. Amnesty International has the names of 116 of the victims, whose ages range between 14 and 73. Some of them were executed without charge or trial, or after having been sentenced to death by military court following summary proceedings. Others were said to have been executed after having been sentenced to terms of imprisonment. Some of the victim's bodies bore the marks of torture.

Thirteen Kurds, including two children under 18, were among 100-150 people reported to have been the victims of deliberate summary executions by government forces following house-to-house searches and the bombardment of Jiman village (Kirkuk province) on 11 November. Between 14 and 18 November 32 Kurds from Shaqlawa (Arbil province) were executed by firing-squad in the city of Arbil. The executions are said to have been carried out by government forces in reprisal for an earlier attack by the Kurdistan Democratic Party's Pesh Merga forces, in which eight Iraqi officials were said to have died. Amnesty International has the names of 25 of those executed, most of whom came from only six families, and included two children under 18.

In three separate incidents on 18 November and 10 and 28 December 31 Kurds were executed by firing-squad, including five children under 18. On 30 and 31 December more than 150 political prisoners were reported to have been executed in Abu Ghraib Prison. They included Arabs, Kurds and Turcomans, some of whom had been detained for several years, having been sentenced to various terms of imprisonment. Amnesty International has the names of 46 of the victims, who include eight children aged between 14 and 17. Large numbers of army deserters were reported killed or captured in late December 1987 and January 1988 during large-scale operations carried out by Iraqi armed forces. Amnesty International has insufficient information to ascertain the number of those killed in these incidents.

This summarizes a 5-page document, Executions in Iraq (AI Index: MDE 14/02/88), issued by Amnesty International in March 1987. Anyone wanting further details or to take action on this issue should consult the full document.

EXECUTIONS IN IRAQ

Amnesty International has received reports that 116 people, perhaps as many as 360, were executed in Iraq in seven separate incidents in November and December 1987. The majority of the victims were Kurdish political prisoners from the provinces of Sulaimaniya, Arbil, Kirkuk, Duhok and Zakho. However, scores of political prisoners, including Kurds, Arabs and Turcomans, are reported to have been executed in Abu Ghraib Prison on the outskirts of Baghdad at the end of December 1987. According to information received by Amnesty International, some of the victims were executed without charge or trial, or after having been sentenced to death by military court following summary proceedings. Others were said to have been executed after having been sentenced to terms of imprisonment. Some of the victims' bodies bore the marks of torture.

The ages of the victims range between 14 and 73; a number of the victims were secondary school students, including 17 children aged between 14 and 17. In accordance with the usual practice in Iraq, the families of some of the victims were asked to pay the customary "execution fees" ranging from 50 to 300 Iraqi dinars per body. Such payments are said to cover state expenses on items such as bullets, coffins and transportation.

Amnesty International has the names of thirteen Kurds, including two children under 18, who are reported to have been the victims of deliberate summary executions by government forces after house-to-house searches and the bombardment of the village of Jiman (Province of Kirkuk) on 11 November 1987. Between 100-150 people were reported killed during the army operation, said to have been carried out after the inhabitants had returned

SUITE

to their village from which they had been forcibly evicted. The names of the thirteen victims are as follows:

(names marked with an asterisk indicate minors)

- | | | |
|------|-------------------|-----------|
| 1. | Haji Majid 'Aref: | born 1947 |
| 2.* | Nazem Haidar: | born 1970 |
| 3. | Haji 'Aziz Qader: | born 1945 |
| 4. | Agha Haji 'Aziz: | born 1955 |
| 5. | Hama Gharib Amin: | born 1940 |
| 6. | Wahed Ahmad: | born 1955 |
| 7. | Jum'a Jawamir: | born 1967 |
| 8. | Muwaffaq Ahmad: | born 1960 |
| 9. | Hamid 'Abdool: | born 1950 |
| 10. | Shaker Shameh: | born 1937 |
| 11. | Ahmad Mam Wahed: | born 1950 |
| 12.* | Fa'eq Bakr Qader: | born 1972 |
| 13. | Bakr Qader: | born 1945 |

Between 14 and 18 November, thirty two Kurds from the town of Shaqlawa in the Province of Arbil are reported to have been executed without charge or trial. The victims, who were arrested in the second half of October 1987, were executed by firing squad in the city of Arbil. The executions are said to have been carried out in reprisal for an earlier attack on Iraqi personnel in the area by the Kurdistan Democratic Party's Pesh Merga forces, in which eight Iraqi officials, including the mayor of Shaqlawa, were said to have died. Following house-to-house searches conducted by government forces in the area, over 220 people were reported to have been arrested and transferred to detention centres in the city of Arbil. According to reports, over 150 of the detainees were released shortly afterwards. The fate and whereabouts of over 30 others remains unknown. The homes of the 32 executed victims are said to have been razed to the ground. Below are the names of 25 of those executed, most of whom came from only six families, and who included two children under 18 years. The families in Shaqlawa, to whom their bodies were returned on 18 November, were asked to pay 50 Iraqi dinars each upon receipt, and were prevented from holding public mourning or burial ceremonies:

- | | | |
|------|-------------------------------|-----------|
| 1. | Hassan Waso 'Abd al-Rahman: | born 1930 |
| 2. | 'Abd al-Qader Hassan Waso: | born 1940 |
| 3. | 'Abd al-Khaleq Hassan Waso: | born 1955 |
| 4. | Waso Hassan Waso: | born 1954 |
| 5. | Majid Hassan Waso: | born 1967 |
| 6. | Mustafa Waso 'Abd al-Rahman: | born 1935 |
| 7. | 'Abdallah Mustafa Waso: | born 1940 |
| 8. | Safin Othman 'Abdallah: | born 1964 |
| 9.* | Nariman Othman 'Abdallah: | born 1971 |
| 10. | Mustafa Muhammad 'Ali: | born 1930 |
| 11. | Gailan Mustafa Muhammad 'Ali: | born 1967 |
| 12. | Muhammad Mustafa Othman: | born 1954 |
| 13. | Nawzad Mustafa Othman: | born 1965 |
| 14. | Sherwan Hamid Muhammad Amin: | born 1968 |
| 15. | Mariwan Hamid Muhammad Amin: | |
| 16. | Hiwa Ahmad Muhammad Amin: | born 1964 |
| 17. | Ahmad Hassan Mustafa: | born 1945 |
| 18. | Fu'ad Mustafa: | |
| 19. | Saber Ahmad Mustafa: | born 1950 |
| 20. | Yusuf Seliwa Yusuf: | born 1923 |
| 21. | Hamid Khadr Mulla: | born 1966 |
| 22.* | Fallah Wali: | born 1971 |
| 23. | Jihad Pira: | born 1965 |
| 24. | Sherwan Othman Jalal: | |
| 25. | Sarkawt Ahmad: | |

Also on 18 November, a member of the Kurdistan Popular Democratic Party is reported to have been executed in Abu Ghraib Prison on the outskirts of Baghdad. His body was returned to his family in Duhok on the same day. An assistant veterinary surgeon, 'Abd al-'Aziz 'Abdallah Othman had been detained since July 1986. According to reports, his family was forbidden to hold public mourning and burial, and was asked to pay 60 Iraqi dinars upon receipt of his body.

Thirty one Kurds, said to be sympathisers of the Kurdistan Democratic Party, are reported to have been executed by firing squad in three separate incidents on 18 November, 10 December and 28 December. Over half of them were arrested in June 1987 in the Mangesh area and transferred to the Fa'ideh Garrison, located between the cities of Duhok and Mosul. The victims are said to have been sentenced to death by military court following summary proceedings. Nine of them, including two 15 year old children, were subsequently executed on 18 November in the garrison. They were:

SUITE

- | | | |
|-----|----------------------|-----------|
| 1.* | Isma'il Asad: | born 1972 |
| 2.* | Latif 'Adel: | born 1972 |
| 3. | Haji Hussain Rashid: | born 1914 |
| 4. | Hassan Esker: | born 1935 |
| 5. | Sulaiman Dewali: | born 1927 |
| 6. | Ramadan Omar 'Ali: | born 1935 |
| 7. | Omar Isma'il: | born 1954 |
| 8. | Taha Ni'mat: | born 1926 |
| 9. | Siwar Isma'il: | born 1926 |

Eight others also executed in Fa'ideh Garrison on 10 December, including two children under 18, were:

- | | | |
|------|------------------------|-----------|
| 10. | Tahsin Faris: | born 1952 |
| 11.* | Segvan Khaled 'Ali: | born 1972 |
| 12. | Ramadan Turi: | born 1941 |
| 13. | Haji 'Ali: | born 1930 |
| 14. | Shaban 'Abd al-'Aziz: | born 1945 |
| 15. | Fikriye 'Abd al-Karim: | born 1945 |
| 16.* | Hewul Misho Miho: | born 1970 |
| 17. | Simo Simo Sevo: | born 1935 |

Fourteen others, including one 16 year old child, executed in Mosul Training Camp on 28 October were:

- | | | |
|------|---------------------|-----------|
| 18. | Nawzad Hama Rashid: | born 1957 |
| 19. | Nasir 'Aziz: | born 1945 |
| 20. | Qadi Muhammad | |
| 21. | Jamal Majid: | born 1925 |
| 22. | Khoshnaw Amin: | born 1930 |
| 23. | Salar Majid Salih: | born 1950 |
| 24. | Abu Bakr Sa'id: | born 1947 |
| 25. | Ramadan Muhyidin: | born 1960 |
| 26. | 'Ali Hussain Salih: | born 1920 |
| 27. | Omar Mirza | |
| 28. | Shawkat Haji Hazim | |
| 29. | Aso Nasir Berzenji: | born 1945 |
| 30. | Muhammad Sorebani: | born 1932 |
| 31.* | Rizgar 'Abdallah: | born 1971 |

More than 150 political prisoners are reported to have been executed, on 30 and 31 December 1987, in Abu Ghraib Prison on the outskirts of Baghdad. According to information received by Amnesty International, the victims included Arabs, Kurds and Turcomans, some of whom had been detained for several years, having been sentenced to various terms of imprisonment. Amnesty International has received the names of 46 of the victims, all Kurds from the Province of Sulaimaniya, whose bodies were handed back to their families in early January 1988. The families were reportedly asked to pay 300 Iraqi dinars for each of the bodies upon receipt. A number of the victims were secondary school students, including eight children aged between 14 and 17. One such victim, aged 17, Razgar Anwar Haji Rida, had reportedly been arrested in 1984 at the age of 14. The bodies of at least 30 other Kurds executed in the same prison were reportedly handed back to their families in Duhok. The names of the 46 victims are:

- | | | |
|-------|------------------------------|--|
| 1. | Hirash Kamal Qader: | born 1966, secondary school student, detained since 1985 |
| 2. | Kamal Saleh 'Abdallah: | born 1957, teacher, detained since 1985 |
| 3.* | Karawan Nawzad Hama Agha: | born 1970, secondary school student |
| 4. | Hama Shukr Sharif: | born 1955, student |
| 5.* | Dara Muhammad Sadeq: | born 1970, student |
| 6.* | Ribwar Muhammad Karim 'Aziz: | born 1971, detained since 1984 |
| 7.* | Shirko Rida Ahmad Rida: | born 1970, secondary school student, detained since 1984 |
| 8.* | Razgar Anwar Haji Rida: | born 1971, student |
| 9. | Muhammad Ahmad Shwan: | born 1969, detained since 1984 |
| 10.* | Jamal Hama Saleh: | born 1972, secondary school student |
| 11. | Hamad Amin Yasin: | born 1970, student, handicapped |
| 12. | Karim Haji Sidiq Ma'ruf: | born 1957, student |
| 13.* | Dana Haji Sidiq Ma'ruf: | born 1973, student |
| 14. | Azad Nuri Ahmad: | student |
| 15. | Omar Shako | |
| 16. | Gharib Daro Agha: | student |
| 17. | Othman Ahmad Amin: | student |
| 18. | 'Arfan Ahmad Amin: | student |
| 19. | Kamel Ibrahim | |
| 20. | Najat Hama Sa'id: | born 1969, student |
| 21. | Yasin Ibrahim Mulla Ra'uf | |
| 22.* | Luqman Haji 'Ali: | born 1971, student |
| 23. | Sarbast Mahmud: | student |
| 24. | Halkawt Ghaffur Hama Sa'id: | student |
| 25. | Najm al-Din Shaikh Ahmad: | born 1953 |
| 4 26. | Muhammad Sidiq Sawara: | born 1969, detained since 1984 |



SUITE

27. Botan Muhammad Mahmud: born 1960, student
28. Omar Ahmad Saber: born 1969
29. Bakr Khattat: born 1960
30. Kiwan Mustafa: born 1969
31. Bakhtiar Hassan Mulla: student
32. Barzan Ra'uf Rida: student
33. Nawzad Rashid Agha
34. Salam Sharif Khayyat: student
35. Nizar Nuri Ahmad: student
36. Ahmad Shaikh Hussain Hassan: student
37. Jabbar Saleh: student
38. Mahmud Shaikh Hassan: student
39. Amanj Othman: student
40. Yusuf Sa'id: student
41. Hirash Mustafa
42. Aso Naser
43. Nur al-Din Ahmad Wahed
44. Diman Wasta Muhammad
45. Zana Mulla Hassan
46. 'Ali Bakr 'Abd al-Qader

Amnesty International has also received reports that large numbers of army deserters were killed or captured in late December 1987 and January 1988 during large-scale operations carried out by Iraqi armed forces. The organization has insufficient information to ascertain the number of those killed in these incidents. However, according to reports, Iraqi armed

forces backed by helicopter gunships launched a new operation in December 1987 aimed at capturing army deserters hiding in the marshes of southern Iraq, northwest of the city of Basra. Several thousand deserters (some of them armed) are believed to be hiding in the marshes located in the southern security zone, said to be the direct responsibility of Iraq's Defence Minister General 'Adnan Khairallah. In recent years, Amnesty International has received numerous reports of army deserters being shot on sight on the war front or executed publicly by firing squad following their arrest in other areas.

On 24 February 1988 Amnesty International expressed grave concern about these reports to President Saddam Hussain. The organization appealed to the President to end all executions in Iraq, urged the government to investigate reports of reprisal executions and those carried out without charge or trial or after summary hearings, and to investigate allegations that some of the victims were tortured prior to execution. Amnesty International noted that some of those executed or killed in the events outlined above may have been involved in acts of violence against government officials. The organization told President Hussain that it did not condone such acts and did not work for the release of those fairly tried and imprisoned for committing such acts. However, Amnesty International expressed the view that the executions reported to have taken place violated fundamental human rights set out in the Universal Declaration of Human Rights and other international human rights standards including, notably, the International Covenant on Civil and Political Rights, which Iraq ratified in 1971.

amnesty international news release

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI Index: EUR 45/06/88

نبا إقليمي

INTERNATIONAL EMBARGO يحظر نشره قبل الساعة
٠٠:٠١ بتوقيت غرينيتش من يوم الخميس في
٢١ آذار/مارس ١٩٨٨

الملكة المتحدة : منظمة العفو الدولية تكتب الى رئيسة الوزراء البريطانية ، مارغريت ثاتشر ، بشأن مقتل أعضاء في الجيش الجمهوري الايرلندي في جبل طارق

قالت منظمة العفو الدولية اليوم (الخميس) في (٢ آذار/مارس) أنها طلبت من رئيسة الوزراء البريطانية توضيح الظروف المحيطة بمقتل ثلاثة أعضاء غير مسلحين في الجيش الجمهوري الايرلندي ، برصاص جنود بريطانيين في ٦ آذار/مارس في مستعمرة جبل طارق التابعة للمملكة المتحدة . وتقوم المنظمة حاليا بالتحقيق في أعمال القتل المذكورة للتأكد مما اذا

SUITE

كانت تشكّل عمليات اعدام خارج نطاق القضاء . وهي تنوي ارسال مراقبين عنها لحضور جلسات التحقيق في مقتل الأشخاص الثلاثة ، المحتمل عقدها في جبل طارق خلال شهر أيار/مايو.

إن منظمة العفو الدولية تعتقد أن هناك عددا من الظروف التي توحي بأن قوات الأمن قد استهدفت الأشخاص الثلاثة بصورة متعمدة ، وأنهم قتلوا دون محاولة اعتراض سبيلهم وتحذيرهم أو اعتقالهم قبل اطلاق النار عليهم . فقد ذكرت التقارير أنهم كانوا قيد المراقبة لعدة أسابيع بينما كانوا يخططون للقيام بعملية هجوم بالقنابل ، ولم تجر أية محاولة لاعتقالهم خلال تلك الفترة . وذكر شهود عيان أن الرصاص أُطلق على الثلاثة دون إنذار، وأن النار أُطلقت عدة مرات على واحد من الضحايا على الأقل ، وهو طريح الأرض دون حراك عقب إصابته برصاصة أولى . وأضافت التقارير أن مسلحين كانوا يرتدون ملابس مدنية سارعوا على الفور الى سيارة شرطة تحمل رقما مسجلا في جبل طارق كانت بانتظارهم ، غادرت بهم مكان الحادث على عجل . ورفض وزير الدولة للشؤون الخارجية التأكيد على ما اذا كان الجنود تابعين لفوج القوات الجوية الخاصة في الجيش البريطاني.

لقد رفضت الحكومة طلبات إجراء تحقيق في حادث القتل المذكور، رغم المناداة الصادرة عن نواب عديدين في البرلمان لاجراء مثل هذا التحقيق . ودافع وزير الدولة للشؤون الخارجية عن الحادث قائلاً أنه لم يكن هناك شك في أنه "حال دون وقوع حادث إرهابي فظيع "

وفي خطابها الموجه الى رئيسة الوزراء ، قالت المنظمة أن مسؤولية تقديم شرح كامل علني للظروف المحيطة بهذا الحادث تقع على عاتق الحكومة .



amnesty international news release

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DJ
United Kingdom

AI Index: MDE 15/13/88
Distr: SC/PO

نبأ اقليمي

INTERNATIONAL EMBARGO:

للنشر فوراً

منظمة العفو الدولية تقول إن على السلطات الإسرائيلية حماية حقوق الإنسان في

الأراضي المحتلة "المغلقة"

وجهت منظمة العفو الدولية اليوم (الثلاثاء في ٢٩ آذار/مارس) نداء عاجلا إلى السلطات الإسرائيلية لاتخاذ خطوات كفيلة بتوفير الحماية التامة لحقوق الفلسطينيين خلال الأيام الثلاثة التي فرضت فيها إجراءات "إغلاق" الأراضي المحتلة .

فقد أعلن الجيش الإسرائيلي يوم الاثنين الماضي عن فرض حظر تجول على قطاع غزة لمدة ثلاثة أيام . وورد أن الحواجز أُقيمت في الشوارع لمنع الفلسطينيين من دخول الضفة الغربية أو مغادرتها . وورد أن الصحفيين منعوا اليوم من دخول الأراضي المحتلة إلا تحت إشراف السلطات العسكرية .

وقالت منظمة العفو الدولية انها لا تتخذ موقفا من مسألة حظر التجول بحد ذاتها ، بل أن ما يقلقها هو أن القيود المفروضة على الصحفيين قد تحول دون الكشف عن معلومات حول انتهاكات لحقوق الإنسان من المحتمل أن تقع في الأراضي المحتلة خلال أيام الحظر الثلاثة .

وأضافت أنها ما زالت تحث السلطات على إجراء تحقيق قضائي مستقل في المجال الواسع من انتهاكات حقوق الإنسان التي ارتكبتها قوات الأمن الإسرائيلية منذ بدء المظاهرات الفلسطينية في كانون الأول/ديسمبر الماضي .

وأعربت المنظمة عن قلقها إزاء استمرار موت المتظاهرين على أيدي قوات الأمن →

SUITE

الإسرائيلية ، والضرب الوحشي دون تمييز للفلسطينيين المعتقلين ، والاعتقال التعسفي والمحاكمات الجائرة التي يتعرضون لها .

ومن بواعث القلق الأخرى استخدام السلطات الإسرائيلية لإجراءات الحجز الإداري بشكل متزايد ، من أجل سجن الفلسطينيين دون محاكمة بسبب ممارستهم الخالية من العنف لحقوقهم .

وتقول المنظمة انها تبنت حتى الآن كسجنا . رأي سبعة فلسطينيين اعتقلوا بموجب أوامر إدارية خلال الأشهر الأخيرة ، وأنه قد يكون هناك سجنا . رأي كثيرون غيرهم .

فقد تلقت المنظمة تقارير عن أكثر من ٤٠٠ عملية حجز إداري من هذا النوع خلال الأشهر الأخيرة ، لكن العدد الحقيقي قد يكون أكبر من ذلك .

ومن بين سجنا . الرأي الذين تبنتهم المنظمة :

غازي ششتري ، وهو أحد العاملين في مجال الدفاع عن حقوق الإنسان مع منظمة الحق ، وهي منظمة في الضفة الغربية منتسبة إلى اللجنة الدولية للحقوقيين . فقد صدر بحقه أمر حجز إداري لمدة ستة أشهر في كانون الثاني/يناير بعد أن قدم شكوى إلى مخفر شرطة نابلس عن تعرضه للضرب على أيدي جنود إسرائيليين . وتقول المنظمة ان لديها معلومات عن أشخاص آخرين يعملون في مجال حقوق الإنسان مع منظمة الحق ومركز الإعلام الفلسطيني الخاص بحقوق الإنسان ، هم أيضا قيد الحجز الإداري .

- رضوان أبو عياش ، وهو من كبار محرري وكالة الصحافة الفلسطينية التي دأبت على إرسال التقارير حول الإجراءات الإسرائيلية لقمع المظاهرات في الأراضي المحتلة . وقد اعتقل في كانون الأول/ديسمبر ، وتقول المنظمة أنه واحد من صحفيين فلسطينيين عديدين احتجزتهم السلطات الإسرائيلية .

- د . نبيل الجعبري ، رئيس مجلس أمناء جامعة الخليل الذي اعتقل في ١٠ آذار/مارس .

وتقول المنظمة ان الثلاثة قد اعتقلوا بسبب ممارستهم السلمية لحقوقهم في حرية التعبير وتكوين الجمعيات . وهي تطالب بإطلاق سراحهم فورا ودون قيد أو شرط .

وتضيف المنظمة أن السلطات الإسرائيلية قد ألغت منذ ٢٠ آذار/مارس جميع إجراءات المراجعة القضائية لقضايا المعتقلين بموجب أوامر إدارية ، وأنها أجازت للقادة العسكريين المحليين إصدار أوامر حجز إداري . وكان إصدار هذه الأوامر في السابق يقتصر على وزير الدفاع أو القائدين العسكريين للأراضي المحتلة ، وكانت تخضع لجلسة إعادة نظر أولية وجلسة لاحقة بعد ثلاثة أشهر .

للنشر فورا يوم الثلاثاء في ٢٩ آذار / نيسان ١٩٨٨

CFDT MAGAZINE MARS 1988

UN RÉFUGIÉ KURDE RENVOYÉ A SES BOURREAUX !

Patrice Alliot, président de la fédération d'Eure-et-Loir du MRAP et adhérent du Sgen-Cfdt d'Eure-et-Loir, nous demande de porter à votre connaissance cette triste « bavure ».

« Le mercredi 16 décembre 1987, au matin, Yusseyin Kilinc, un jeune Kurde de 25 ans résidant à Dreux, a été conduit à Orly et placé dans un avion à destination d'Istanbul (Turquie). Kurde et opposant politique au régime d'Ankara qu'il avait fui en septembre 1986, il

risque la torture et la peine capitale en raison de ses opinions.

« Dès son entrée en France, Yusseyin Kilinc avait déposé une demande d'asile politique auprès de l'OFPPA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides). Contre toute attente, le rejet de cette demande lui fut notifié le 21 octobre dernier.

« Alors qu'il se rendait à la préfecture de Chartres le mardi 15 décembre, dans l'après-midi, avec l'espoir d'obtenir une régularisation même temporaire de sa situation administrative, la police est venue l'arrêter. Il a été aussitôt placé en rétention au commissariat de police central de Chartres, et "reconduit à la frontière" dès le lendemain

matin, c'est-à-dire livré à ses bourreaux, en Turquie.

« Yusseyin Kilinc a été expulsé dans le plus grand secret, de toute urgence, comme un dangereux malfaiteur, alors qu'il travaillait, qu'il avait une adresse connue, qu'il n'avait jamais "troublé l'ordre public", et qu'il se rendait de lui-même à la préfecture, se croyant probablement en sécurité en France, fort de sa sincérité et de son droit effectif à l'asile politique, malgré l'avis contradictoire de l'OFPPA - pour le moins surprenant au vu de documents attestant qu'il est recherché par les militaires turcs et menacé de persécutions. »



IRAQ

Government opponents poisoned

At least 40 Kurds opposed to the Iraqi Government are reported to have been poisoned by the security forces in late 1987. The poison used is thallium, a heavy metal, commonly used as a rat poison.

In one incident, three victims, including two women, died within 10 hours of being poisoned. Some of the others were eventually taken to hospital in Tehran, but the three most serious cases were flown to Britain for emergency treatment in December. They are Mustafa Qader Mahmoud, 40, a member of the Military Bureau of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Sami Shorash, a poet aged 37, PUK member and leading member of the Union of Kurdish Writers and Adnan al-Mufti, 38, Central Committee member of the Kurdistan Socialist Party — Iraq (KSP-I).



One is still in hospital. The London consultant physician who treated them reported that they were "seriously affected" as a result of "acute Thallium poisoning which occurred on 24 November 1987".

According to AI's information, 10 Iraqi Kurds were poisoned with thallium on 24 November in the town of Marga in the northern Iraq province of Sulaimaniya. The poison is said to have been put in a yoghurt drink by a female agent of the security forces working at a PUK member's home.

The seven survivors suffered a range of symptoms associated with thallium poisoning, including vomiting, fever, neurological disorders and hair loss. Among those affected was 14-year-old Trifa Sa'id Muhammad. She is reported to have suffered significant hair loss and to have difficulty in moving her limbs.

One of those brought to London, PUK member Mustafa Qader Mahmoud, was among four people poisoned in a previous attempt against PUK and KSP members on 10 November.



Three KSP-I members poisoned with thallium in two separate incidents in November 1987. (from left to right) 'Adnan al-Mufti, 'Umar Muhammad 'Abdallah and Dr Mahmoud 'Othman.

The names of seven other Iraqi Kurds being treated in Tehran for thallium poisoning have been submitted to the Iraqi authorities by AI. They were among 30 Kurds said to have been poisoned in October and November 1987.

AI first appealed to the Iraqi Government to investigate reports that its political opponents were being poisoned with thallium in September 1980, after the organization had received detailed evidence that former political prisoners had been poisoned in custody. Two were examined by doctors in Britain after they had

left Iraq; one died in Britain, the other recovered. AI received no response to its appeals from the Iraqi Government.

Continuing reports of government opponents being poisoned have been received over the years, but the latest cases were the first since 1980 on which AI has been able to obtain medical evidence and detailed information.

In response to AI's calls for an investigation into the recent reports, Iraq's Ambassador to the UK stated, in press interviews, that the allegations were "false" and "bizarre".

LIBERTE DE L'EST 03.03.1988

Strasbourg

Une vingtaine de Kurdes en grève de la faim "illimitée"

STRASBOURG. — Une vingtaine de Kurdes établis dans l'Est de la France observent depuis une semaine à Strasbourg une grève de la faim "illimitée" pour protester contre "les mesures de la guerre spéciale pratiquées sur les prisonniers kurdes et leurs compatriotes par le régime turc et son complice, l'Allemagne".

Leurs revendications concernent essentiellement l'envoi d'une commission à la prison turque de Diyarbakir pour une vérification sur les "conditions de détention inhumaines" dans les prisons, la "libération des compatriotes détenus en Allemagne fédérale" et l'abandon par cette

dernière de la "position anti démocratique pour l'indépendance turque."

"Tant que ces revendications ne seront pas acceptées, nous continuerons notre action, aucune force ne pourra nous faire taire", ont déclaré hier leurs représentants à la presse.

Les grévistes, abrités actuellement dans une église protestante de Strasbourg, ont cessé de prendre des aliments solides, se contentant de boire de l'eau et du thé. Ils ont reçu notamment le soutien personnel de M. Michel Hoefel, président du directoire de l'E.C.A.A.L. (Eglise de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine).

LIBERATION CHAMPAGNE 01.03.1988

Libération de trois italiens détenus par des rebelles kurdes

Trois ingénieurs italiens, enlevés il y a quatre mois dans le nord de l'Irak par des rebelles kurdes, ont été libérés samedi et remis à des officiers italiens.

Sergio Cominetti, Giuseppe Carrara et Robert Diotavelli étaient en bonne santé, a précisé le porte-parole.

L'enlèvement des trois hommes avait été revendiqué par l'Union nationale du Kurdistan irakien, dont les représentants exigeaient le retrait des bâtiments de guerre italiens stationnant dans le Golfe, ainsi que la fin de l'aide italienne à l'Irak.

Le communiqué du ministère italien des Affaires étrangères ne précise pas si des concessions avaient été faites en échange de ces libérations.

Τριπλό μέτωπο: Ιράν, Ιράκ και Κούρδων

ΛΕΥΚΩΣΙΑ

ΤΟ ΙΡΑΚ ανακοίνωσε το Σάββατο ότι οι δυνάμεις του κατέλαβαν το αρχηγείο του ηγέτη των Κούρδων ανταρτών, Τζαλάλ Ταλαμπάνι. Ο Ταλαμπάνι, από το Λονδίνο, όπου βρίσκεται για επίσκεψη, ισχυρίστηκε ότι η ιρακινή επίθεση αναχαρίστηκε και ότι κατελήφθησαν δύο μόνο χωριά.

Ο Ταλαμπάνι, ηγέτης της οργάνωσης «Πονκ», μιας πατριωτικής ομάδας του Κουρδιστάν, που υποστηρίζεται από το Ιράν, δήλωσε:

«Ελέγχουμε ακόμη το μεγαλύτερο μέρος της περιοχής», αλλά τονισε ότι τα ιρα-

και Κούρδων

κινά στρατεύματα μπόρεσαν να καταλάβουν τα δύο χωριά, μόνο με τη χρησιμοποίηση χημικών όπλων.

Οι Κούρδοι αντάρτες είχαν τη συμπαράσταση των Ιρανών, κατά την τελευταία τους επιχείρηση στο Β.Α. Ιράκ, όπου η Τεχεράνη ισχυρίζεται ότι 14.000 Ιρακινοί έχουν σκοτωθεί, τραυματιστεί ή συλληφθεί από την περασμένη Κυριακή.

Οι Ιρανοί δήλωσαν ότι έχουν καταρρίψει έξι ιρακινά πολεμικά αεροπλάνα πάνω από το βόρειο τμήμα του Κόλ-

που, τις τρεις τελευταίες ημέρες.

Ιρακινές κανονιοφόροι χτύπησαν με ρουκέτες λιβεριανό πετρελαιοφόρο, χτες στον Κόλπο, μια μέρα μετά την πυρπόληση δύο άλλων πετρελαιοφόρων από το Ιράκ, έξω από τον τερματικό σταθμό πετρελαίου του Ιράν στο νησί Χαργκ, ανακοίνωσαν ναυτιλιακές πηγές της περιοχής.

Δύο ιρακινοί πυραυλοι εκτόξευθηκαν εναντίον δύο σημαντικών στρατιωτικών κέντρων της

Βαγδάτης.

Το Ιράκ ανακοίνωσε ότι ο ένας από τους δύο πυραύλους έπληξε πυκνοκατοικημένη συνοικία της Βαγδάτης, με αποτέλεσμα να σκοτωθούν και να τραυματιστούν πολλά άτομα ανάμεσα στον άμαχο πληθυσμό.

● «Μεγάλος αριθμός» ιρακινών πολεμικών αεροπλάνων εξαπέλυσε επίθεση στο βόρειο τμήμα του Κόλπου, με αποτέλεσμα να καταστραφούν τουλάχιστον δύο ιρακινά τάνκερ.

Ιρακινά πολεμικά αεροπλάνα εξαπέλυσαν επιδρομή εναντίον δυτικών περσικών πόλεων, την ώρα που ο κόσμος γιόρταζε το νέο περσικό έτος, με αποτέλεσμα να σκοτωθούν 25 πολίτες και να τραυματιστούν 46 Ιρανοί.

4.03.1988 THE DAILY TELEGRAPH

ALSACE

04.03.1988

'Genocide of Kurds' Iran defiant in face of more Iraqi missiles

By James Bone, Foreign Staff

IRAQ is waging a war of genocide against the northern Kurdish population, massacring and deporting civilians and razing villages, a Kurdish rebel leader said yesterday.

During a rare visit to Britain, Mr Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, said at a secret London address that Baghdad was trying to establish Arab colonies in Iraqi Kurdistan and to wipe out the local population.

About 1.5 million Kurds had been deported and more than 3,000 of their 5,000 villages destroyed.

Already this year Iraqi forces had destroyed 12 Kurdish towns and moved the 205,000 inhabitants to cities in the area.

He named the towns as Agh Cheler, Basneh, Berzenje, Canarweh, Chawarta, Karezeh, Khormal, Qala Cholan, Qaradagh, Sangaw, Sore Qalat and the old city of Rowanduz.

The entire population of the village of Chimen, 10 miles from Kirkuk, was killed after it was surrounded by government troops on Nov 24, Mr Talabani reported. He said 207 people died when the soldiers bombarded the village and the remaining 106 were taken to Kirkuk and massacred.

He said Baghdad planned to concentrate the population of Iraqi Kurdistan in the region's four main cities—Kirkuk, Di-hok, Arbil and Sulaimaniyah—



where they could be dominated by Arabs.

More than 20 camps had already been established to house Kurds around the cities in a "villagisation" scheme.

Late last month the Iraqi military launched an offensive on five fronts against Kurdish rebels, known as "Peshmergas" or "those who face death."

Mr Talabani claimed that the Iraqi forces had used chemical weapons fired from artillery or dropped from aircraft on Feb 26, 27 and 28 in the Balisan and Jaffati valleys, killing 12 civilians and injuring 210 more.

"They use chemical weapons all the time, especially when waging big attacks," he said, adding that the gases burned skin and interfered with lungs, blood and brain.

Mr Talabani said the Iraqi offensive had been repulsed on all but one front.

By Ralph Joseph

More missiles crashed into Teheran, the Holy Iranian city of Qom and Baghdad yesterday and Iran reported 13 people killed in a bombing raid on Shiraz.

But the country's leaders vowed that Iran would "never submit" to Iraqi pressure to accept a UN Security Council resolution calling for a Gulf War ceasefire. Countries including Turkey, Libya and Iraq's Gulf allies have called on Baghdad to stop the missile attacks.

The intensity of the Iraqi onslaught appeared to slacken as Baghdad looked for ways to assess the damage it had inflicted during Tuesday's attacks, when it launched 18 ground-to-ground rockets against the Iranian capital.

Another two missiles came down on Teheran and Qom yesterday, bringing the Teheran count to 23 since Tuesday, and Qom's to four.

In retaliatory attacks, Iran's Revolutionary Guards fired two missiles at Baghdad, making 10 in all since Monday.

Teheran Radio said one of the missiles fired by the Revolutionary Guards was aimed at a "military centre" and another at the Baath party headquarters.

● «Les Kurdes» à Cernay

M^{me} Joyce Blau, docteur ès-lettres et professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales à Paris, animera mardi prochain 8 mars à 20 h au CES de Cernay (4, passage des Roses) une conférence-projection sur «Les Kurdes, leur identité, leur culture, leurs problèmes», dans le cadre du cycle «Anthropologie culturelle» de l'UP du Rhin (section de Cernay). Grand spécialiste en la matière, M^{me} Blau sensibilisera son auditoire sur ce peuple composé de 20 millions d'âmes, en lutte pour sa reconnaissance nationale, et établi depuis près de trois millénaires dans une des régions les plus anciennement peuplées du monde (le Kurdistan). La Turquie, l'Iran, l'Irak se sont partagés l'essentiel du haut pays kurde qui a façonné la vie sociale et le tempérament de ce peuple, le seul aussi nombreux qui n'ait obtenu ni son indépendance, ni son autonomie.

le point 7.3.88

Iran-Turquie : un prêt pour un rendu
Des négociations sont en cours entre la Turquie et l'Iran pour limiter les opérations des maquisards kurdes basés sur le territoire iranien. En échange, Ankara pourrait restreindre les activités des opposants iraniens, nombreux à s'être exilés en Turquie.

20 Κούρδοι απειλούσαν... ότι θα καούν

ΤΟΥΣ ΕΒΓΑΛΑΝ «ΣΗΚΩΤΟΥΣ»

ΑΠΟ ΤΟ ΓΕΡΜΑΝΙΚΟ

ΑΡΧΑΙΟΛΟΓΙΚΟ ΙΝΣΤΙΤΟΥΤΟ

ΜΕ ΔΥΝΑΜΙΚΗ επέμβαση της αστυνομίας έληξε χθες το μεσημέρι η δίωξη ειρηνική κατάληψη του Γερμανικού Αρχαιολογικού Ινστιτούτου από 20 περίπου Κούρδους πολιτικούς πρόσφυγες, οι οποίοι διαμαρτύρονταν, με αυτό τον τρόπο, για τις συνεχείς διώξεις Κούρδων από τις γερμανικές αρχές.

Μια διμοιρία Ειδικών Δυνάμεων της αστυνομίας, με επικεφαλής τον αστυνομικό διευθυντή Αθηνών, ταξίαρχο Λάσκαρη, έβγαλε «σηκωτούς» τους Κούρδους από το κτίριο του Ινστιτούτου και τους οδήγησαν με ειδική κλούβα στην Ασφάλεια.

Εισβολή με πανό

Φωνάζοντας το σύνθημα «Λευτεριά στο Κουρδιστάν», τα 20 μέλη του Εθνικοαπελευθερωτικού Μετώπου του Κουρδιστάν εισέβαλαν στις 11.30 περίπου στο εσωτερικό του Ινστιτούτου και κρέμασαν πανό, με συνθήματα κατά της γερμανικής κυβέρνησης. Όπως είπαν εκπρόσωποι των προσφύγων, οι οποίοι από χθες άρχισαν και απεργία πείνας, η γερμανική αστυνομία συνέλαβε, πριν από δεκαπέντε ημέρες, ανατιολόγητα δώδεκα Κούρδους πατριώτες, που εργάζονταν εκεί, και τους κατηγορήσε, εκ των υστέρων, για συμμετοχή σε τρομοκρατική οργάνωση, το Εργατικό Κομμα Κουρδιστάν. Ταυτόχρονα, τους οδήγησε σε κελιά απομόνωσης, εμπόδισε την επίσκεψη συγγενών και την επικοινωνία τους με δικηγόρους. Πέντε από αυτούς έχουν αρχίσει απεργία πείνας, ενώ ένας μεταφέρθηκε στο νοσοκομείο, αφού η κατάστασή του χειροτέρευε. Τέλος, άλλοι 13 Κούρδοι πατριώτες στη Γερμανία μετέτρεψαν από την 1η Μαρτίου σε νηστεία θανάτου απεργία πείνας, που είχαν αρχίσει στις 20 Φεβρουαρίου, ζητώντας να απεθούν ελεύθερα τα 12 άτομα.

Με ανακοίνωσή τους, καταγγέλλουν τη σωμαχία της γερμανικής αστυνομίας με την τουρκική ΜΙΤ ενάντια στο κουρδικό κίνημα και εκσημαίνουν ότι, στην περιοχή της Βαυαρίας, εφαρμόζεται ένα είδος «στρατιωτικού νόμου» ενάντια στους Κούρδους, αφού δεν ανανεώνονται οι άδειες παραμονής όσων εργάζονται εκεί.

Απεργία πείνας

Σκοπός της ειρηνικής κατάληψής τους ήταν, όπως είπαν στους δημοσιογράφους, να κάνουν γνωστά στην κοινή γνώμη όσα υφίστανται στη Δ. Γερμανία οι ομόφυλοί τους. Δεν εμπόδισαν την ομαλή λειτουργία του Ινστιτούτου, αλλά αρνήθηκαν να αποχωρήσουν οικειοθελώς, ενώ ζήτησαν να παρεμεινουν, μέσα και το βράδυ. Ο διευθυντής του Ινστιτούτου, που συνομιλήσε μαζί τους, δήλωσε, μετά τη βίαιη απομάκρυνσή τους, ότι δεν θα ζητήσει τη διώξή τους.

Οι Κούρδοι είχαν απειλήσει ότι θα αυτοπυρποληθούν, σε περίπτωση που επέμβει η αστυνομία, ενώ μέσα από την κλούβα φώναζαν ότι, όπου και να τους πάνε, αυτοί θα συνεχίσουν την απεργία πείνας.

10.03.88

TRIBUNE DE L'EXPANSION

DANS LE MONDE

Turquie : un journaliste condamné

Un journaliste turc, Cengiz Tuncer, a été condamné, mardi, à sept ans et six mois de prison par la cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, a-t-on appris hier de source judiciaire.

M. Tuncer, rédacteur en chef de l'hebdomadaire de gauche « Yeni Gundem », a été condamné pour avoir publié

une interview de M. Kendal Nesan, président de l'Institut kurde à Paris, consacrée au problème kurde. Le tribunal a également émis un mandat d'arrêt contre M. Ahmet Insel, correspondant du journal à Paris et maître-assistant à l'université Paris-I, qui avait réalisé cet entretien.

REPUBLIQUE DE PYRENEES

Deux villes kurdes 18.03.88 aux mains des ennemis

L'Irak a reconnu hier avoir subi un revers sérieux sur le front avec la chute de deux villes kurdes aux mains des forces iraniennes, et s'est déclaré déterminé à poursuivre la « guerre des villes » à outrance pour « imposer » la paix à l'Iran.

Engagée depuis cinq ans dans de très violents combats dans la province kurde de Suleimaniyeh, à moins de 300 km au nord-est de Bagdad, l'armée irakienne a dû se retirer de tout un secteur à la pointe orientale de cette province. Deux villes frontalières kurdes, Halabja (70.000 habitants) et Khormal à une dizaine de kilomètres au nord, ainsi que plusieurs localités et villages de cette région, sont tombés aux mains des forces iraniennes.

Un porte-parole militaire irakien

a reconnu indirectement la chute de ces villes, répondant aux « allégations » iraniennes : « Il n'y a pas de combats puisque l'armée irakienne a évacué Halabja et Khormal ». Il a accusé l'Iran d'être en train de « détruire » Halabja.

Pour l'Irak, le revers est important. C'est la première fois depuis la chute de la ville de Fao (sud du pays) et l'occupation par les forces iraniennes en février 1986, d'une partie de la péninsule du même nom, que l'Irak reconnaît que deux de ses villes sont tom-

LA CROIX

11.03.88

Turquie : Un journaliste condamné à sept ans et demi de prison

■ Un journaliste turc, Cengiz Tuncer, rédacteur en chef de l'hebdomadaire de gauche Yeni Gundem (le Nouvel Ordre du jour), a été

condamné à sept ans et demi de prison par la Cour de sûreté d'Istanbul pour avoir publié une interview de Kendal Nesan, président de l'Institut kurde à Paris, consacrée au problème kurde. Le tribunal a également émis un mandat d'arrêt contre Ahmet Insel, correspondant à Paris du journal, qui avait réalisé cet entretien. Cengiz Tuncer fera appel de ce jugement. Il a été libéré sous caution jusqu'au jugement définitif.

LE JOURNAL DE TOULOUSE

10.03.88

ISTANBUL.— Un journaliste turc, M. Cengiz Tuncer a été condamné mardi à sept ans et six mois de prison par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, a-t-on appris mercredi de source judiciaire.

M. Tuncer, rédacteur en chef de l'hebdomadaire de gauche « Yeni Gundem » (le nouvel ordre du jour) a été condamné pour avoir publié une interview de M. Kendal Nesan, président de l'Insti-

tut kurde à Paris, consacrée au problème kurde. Le tribunal a également émis un mandat d'arrêt contre M. Ahmet Insel, correspondant du journal à Paris et maître-assistant à l'université Paris-I, qui avait réalisé cet entretien.

M. Tuncer, qui a annoncé qu'il ferait appel de ce jugement, a été libéré sous caution jusqu'au jugement définitif.

ΣΚΗΝΕΣ βίας και αβιλιότητας με θύματα δύο νεαρούς Κούρδους διαδραματίστηκε το Σάββατο το βράδυ στον Ανατολικό Αερολιμένα. Γύρω στις οκτώ παρά τέταρτο, ενώ είχε σχεδόν τελειώσει ο έλεγχος των διαβατηρίων των αφιγνόντων από την Κωνσταντινούπολη με τις τουρκικές αερογραμμές κραυγές αγωνίας, τρόμου και απόγνωσης τράνταξαν την αίθουσα αφίξεων.

Αλυσοδεμένοι

Δύο νέοι άνθρωποι δεμένοι μεταξύ τους (ο αριστερός καρπός του ενός με το δεξιά του άλλου) σέρνονταν στο πάτωμα από Ελληνες αστυνομικούς. Με τα ελεύθερα χέρια τους προσπαθούσαν να γαντζωθούν από τους σιδηρές των διαδρόμων, ενώ οι αστυφυλακές τους τραβούσαν και τους έσερναν από τα πόδια και από τα χέρια. Ένας μάλιστα από αυτούς, προκειμένου να διεκπαιριώσει μια ώρα αρχύτερα την αποστολή και πιθανά να την απολαύσει, τους κλοτσούσε στα πλευρά και χρησιμοποιούσε εκφράσεις που για πολλούς λόγους δεν είναι σκόπιμο να αναφερθούν.

Στην Κύπρο

Σύμφωνα με πληροφορίες από

διατεθειμένους να εξετάσει σήμερα το θέμα της συμπεριφοράς απέναντι στους δύο Κούρδους και να προχωρήσει σε μήνυση κατά παντός υπευθύνου.

Στο μεταξύ χτες το βράδυ, ο διοικητής της Ασφάλειας Αθηνών που ρωτήθηκε σχετικά, δήλωσε ότι αγνοεί το θέμα.

Στείλαμε στο θάνατο... 2 Κούρδους στρατιώτες

πηγές που δεν θέλησαν να μιλήσουν επώνυμα πρόκειται για Κούρδους στρατιώτες που το έσκασαν από την Τουρκία και πήγαν στην Κύπρο. Εκεί, σύμφωνα πάντα με τις ίδιες πηγές, διέπραξαν κάποιο ποινικό αδίκημα και μετά από την έκτιση της ποινής τους απελάθηκαν για την Τουρκία. Για κάποιους δε ανεξήγητους για μας λόγους, στη διαδικασία της απελάσεως που οδηγεί σε σύγυρο θάνατο έκρεπε να μετασχεί και η Ελλάδα. Έτσι οι δύο νεαροί Κούρδοι μεταφέρθηκαν στην Ελλάδα, όπου κρατήθηκαν τράνζιτ, προκειμένου να παραληφθούν από τις τουρκικές αερογραμμές και να μεταφερθούν στην Τουρκία. Σύμφωνα με κάποιες πληροφορίες — μη ελεγμένες και διασταυρωμένες — ο Τούρκος πιλότος αρνήθηκε να παραλάβει τους δύο απελαθέντες, οι οποίοι ξαγύρισαν στην Κύπρο. Εκδοχή μά-

λον απίθανη, όχι μόνο γιατί η υποτιθέμενη άρνηση προήλθε από την ενδιαφερόμενη πλευρά, αλλά κυρίως γιατί τέτοιου είδους διαδικασίες είναι αυστηρά προκαθορισμένες.

Αυτόπτες

Ανάμεσα σ' αυτούς που έζησαν τις τραγικές σκηνές ή απλώς άκουσαν τις κραυγές απόγνωσης, ήταν και η αντιπροσωπεία του Πανελληνίου Ιατρικού Συλλόγου, που εκείνη την ώρα γύριζε από την Τουρκία όπου μετείχε σε ένα ιατρικό συνέδριο οργανωμένο από τον Ιατρικό Σύλλογο Σμύρνης και δύο δημοσιογράφοι αθηναϊκών εφημερίδων που είχαν πάει να καλύψουν το γεγονός. Η νομική σύμβουλος του ΠΙΣ κ. Ειρήνη Ανακλιώτου, στην προσπάθειά της να επικοινωνήσει με τον αρμόδιο εισαγγελέα και ενώ είχε

αρχίσει να συνομιλεί με έναν εισαγγελέα, αντιμετώπισε τη μήνιν του προϊστάμενου του τελωνείου ο οποίος της έκλεισε το τηλέφωνο. Ο ίδιος υπάλληλος, που αρνήθηκε να δώσει το όνομά τους αποκρυψε την κ. Ανακλιώτου και τους δύο δημοσιογράφους, δηλώνοντας ότι δεν τον ενδιαφέρει με ποιον μιλούσαν και ότι εν πάση περιπτώσει ο εισαγγελέας δεν είναι ανώτερος από αυτόν που είναι προϊστάμενος τελωνείου.

Αναρμόδιος

Στη συνέχεια η κ. Ανακλιώτου επικοινωνήσε από ένα κερματοδέκτη με τον προϊστάμενο της Εισαγγελίας Πρωτοδικών κ. Γαβρίλη, ο οποίος δήλωσε ότι το θέμα είναι αρμοδιότητας του υπουργείου Δημοσίας Τάξης και συνεπώς δεν μπορεί να παρέμβει. Παράλληλα, όμως δήλωσε ότι είναι

Ερωτηματικά

Όσο, ανεξάρτητα από την έκβαση του τραγικού περιστατικού από το αν δηλαδή σύμφωνα με την απίθανη εκδοχή που προαναφέραμε ο Τούρκος πιλότος αρνήθηκε να παραλάβει τους απελαθέντες, γεννιούνται μια σειρά από ερωτηματικά.

- Ποιος αναλαμβάνει την ευθύνη να στείλει σε σύγυρο θάνατο δύο νέους ανθρώπους;
- Από πότε η ελληνική κυβέρνηση αποφάσισε να μετέχει σε τέτοιου είδους διαδικασίες;
- Είναι συνήθης κατάσταση και τίπος το πνεύμα αντανακλά να εξευτελίζουν δημόσια όργανα και να βασανίζουν δύο ανθρώπους

κου στο τέλος τέλος γνώριζαν ότι είναι μελοθάνατοι και ήξεραν καλά πού τους έστειλαν.

ΛΟΡΑ ΠΙΠΙΑΗ

Baghdad accused of torturing children

TIMES
13.03.88

Geneva: Amnesty International yesterday accused Iraq of gross human rights violations, including arbitrary arrests of scores of children and summary executions of detainees.

A representative of the London-based human rights group told the UN Human Rights Commission that some 309 children were arrested last autumn in the town of Sulaimaniya, in Iraq's Kurdish region.

Amnesty's Mr Menno Kamminga said that the children, aged 10 to 14, were apparently arrested in retaliation for the political activities of their relatives, said to be either army deserters or members of the armed Kurdish opposition.

"Some of the children were apparently being held as hostages to force their relatives to give themselves up to the authorities," he said. Three children were reported to have died of torture.

Kamminga quoted further reports received by Amnesty as saying 23 people were ar-

rested, lined up, and shot in two separate incidents in Sulaimaniya last October.

Eight others were allegedly buried alive by security forces in the town cemetery, he said.

Many others were reported to have been killed following the imposition of a curfew in Sulaimaniya in October and the conducting of house-to-house searches by government troops.

Students demonstrating against these measures were said to have been violently dispersed, with troops firing directly into the crowds, Mr Kamminga said.

Unofficial estimates put the number of people killed in demonstrations and those executed by firing squad in Sulaimaniya at about 200, Amnesty said.

In 1985 as in previous years, Amnesty received reports of hundreds of executions in Iraq. Many executions, particularly of political prisoners and army deserters, are reported to take place in secret inside prison walls, he said.—Reuter.

Jalal Talebani. In de bergen in het noorden van Irak leidt deze Koerdische verzetsleider de hit-and-run-tactiek tegen het Iraaks leger. Op zijn toernee door Europa, het eerste bezoek sinds 1980, lijkt hij er dezelfde gewoonte op na te houden: Om de vijf uur ongeveer, verhuist hij stevast naar een andere plaats. Veiligheidsoverwegingen. Op één van zijn vele adressen in Londen hadden we een ontmoeting met de man, die we best voorstellen als de Yasser Arafat van de Iraakse Koerden. Maar aan die bekendheid kan hij nog niet tippen. 'Logisch', zegt hij. 'In Israël kan de pers met eigen ogen zien wat er met de Palestijnen gebeurt. Irak laat geen journalisten toe bij ons'... 'Er is een genocide aan de gang. Maar de wereld zwijgt'.

Koerdenleider: 'Er is een genocide aan de gang. En de wereld zwijgt'

Waarom maakt u een toernee in Europa?

TALABANI (kort en bondig zoals zijn gestalte): "Ten eerste voor een ontmoeting met de kameraden van de Patriottische Unie van Koerdistan in Europa. Ten tweede voor vergaderingen met de leiders van de politieke partijen van Turks Koerdistan, meer bepaald de PKK, want zij wonen in Europa. En ten derde om partijleiders en parlementsleden voor de zaak van de Iraakse Koerden te winnen. Ik sprak met de socialistische Duitsland, Engeland, Oostenrijk en Europarlementsleden in Brussel en met de Duitse Groenen."

Weinig mensen interesseren zich hier voor de Koerdische zaak in Irak. Hoe overtuigt u de politici om uw zaak te steunen?

"Zonder een oplossing voor ons probleem, komt er nooit vrede en stabiliteit in het Midden-Oosten. We zijn met 20 tot 25 miljoen Koerden die het recht op zelfbeschikking eisen. Ons gebied is van strategisch belang op politiek en economisch gebied (olie, oorsprong van rivieren)".

"Irak is de Koerdische bevolking aan het uitroeien: 3.159 dorpen zijn van de kaart gevergd, 1.000 scholen werden gesloten, 3.000 kerken en moskeeën werden platgebombardeerd - waaronder drie historisch belangrijke monumenten in Koerdistan die 1.450 jaar oud zijn - duizenden steden zijn leeggehaald, burgers werden gedeporteerd naar het zuiden, anderen werden opgehangen. Irak bombardeert het gebied met chemische wapens".

Wat leverden de gesprekken met de politici op?

"Wij hebben de banden met de socialistische versterkt. Zij beloofden steun en solidariteit".

Waarom de socialisten?

"Zij sympatizeren met ons".

Links heeft nooit veel sympathie vertoond voor nationalistische bewegingen.

"Het gaat om een volkerenmoord".

De Koerden krijgen niet de steun van de publiek opinie zoals de Palestijnen b.v.

"De belangrijkste reden waarom onze Palestijnse broeders in Europa heel wat sympathie voor hun zaak krijgen is primo omdat Israël een democratie is, die de pers toelaat in de bezette gebieden. Irak is een fascistische staat. Mochten de journalisten verslag kunnen uitbrengen van de tragedie in Koerdistan, dan zou de wereld ook met ons meeleven. Secundo, de Palestijnen krijgen steun van het socialistische-kommunistische kamp en van de Sovjet-Unie. De Russen leveren echter wapens aan Irak. Ten derde hebben de Palestijnen de steun van 22 Arabische staten, waaronder rijke oliestaten. Bovendien is het Koerdische probleem ingewikkeld. De Koerden zijn verspreid over vier staten Turkije, Iran, Irak en Syrië. Al die staten hebben hun relaties met grootmachten. Wij moeten opboksen tegen Turkije dat gesteund wordt door de Nato, Syrië door de Sovjet-Unie, Irak dat wapens krijgt van de Sovjet-Unie, van Frankrijk en Amerika, en Iran gesteund door de islamitische wereld".

Is het gebrek aan sympathie niet te wijten aan de onderlinge verdeeldheid van de Koerden?

"Nee. Wij zijn niet meer verdeeld dan de Palestijnen. Die hebben zeker twaalf of dertien fracties die onderling ruzie maken. In Irak hebben we met vijf politieke groepen (socialisten, democraten, marxisten...) en één islamitische fundamentalistische beweging het Koerdistan Front gevormd met een gemeenschappelijk programma."

De Koerdische strijd is ook van cruciaal belang in de oorlog Iran-Irak.

"De Koerdische revolutie is begonnen in 1976, dus vier jaar

voor de oorlog Iran-Irak. Toen Irak de oorlog uitlokte met Iran was dat in ons voordeel. We konden het bevrijd gebied uitbreiden, omdat Irak een deel van zijn leger inzette aan het Iraaks front."

Dus de Koerden hebben geen voordeel bij het beëindigen van de Golfoorlog.

"Nee. Tenzij het neerleggen van de wapens gepaard gaat met de omverwerpingen van het regime van Saddam Hoessein en het

vormen van een koalitieregering in Bagdad. Maar ik ben van oordeel dat de oorlog nooit zal eindigen tenzij het regime van Hoessein ineenstort".

Iran steunt de Iraakse Koerden met wapens. Waarom? Is het gevaar niet groot dat de Koerden gebruikt worden door Iran?

"Iran heeft er veel voordeel bij. We hebben dezelfde vijand. Door de Koerdische revolutie is Irak verplicht twee van de zeven legereenheden in Koerdistan te houden. De oorlog in Koerdistan toont dat Saddam Hoessein niet het Iraakse volk vertegenwoordigt. De meerderheid van de Arabieren zijn sjiieten en zij zijn tegen de regering van Hoessein, net als de Koerden. Er zijn natuurlijk wel meningsverschillen tussen Iran en de Iraakse Koerden, maar momenteel hebben we één vijand en hebben we dezelfde belangen. Later zien we wel".

De peshmerga's voerden een hit-and-run-tactiek. Irak slaat terug met zware middelen, o.a. chemische bombardementen.

"Het verzet neemt toe. Daarom hebben we onze hit-and-run-tactiek kunnen aanpassen. Wij voeren grotere frontgevechten met 1.000 peshmerga's in één aanval. Sinds 26 februari tot nu,

zijn er grote gevechten geleverd tussen het Iraaks leger dat vijftien brigades en tien bataljons huurlingen heeft ingezet tegen de peshmerga's in de bevrijde zone. Ze hebben geprobeerd het hoofdkwartier van de PUK bij Dukan in te nemen, maar het is hun niet gelukt. Sinds twaalf jaar konden zij geen belangrijk succes meer oogsten. Meer dan 2.000 Iraaken, waaronder 1.200 officieren, vielen in handen van de peshmerga's. Irak is momenteel meer bezig met de Koerden dan met de Golfoorlog. Op het Iraaks-Iraanse front is het rustig. Wij hebben ook successen behaald. Dit jaar hebben de peshmerga's een klein dorp op 35 km van Arbil aangevallen en bevrijd. De residentiële villa van Saddam Hoessein is in brand gestoken".

David tegen Goliath?

"Wij zijn bereid ons op te offeren voor de vrijheid van ons land. Dit is onze kracht. Maar het is inderdaad moeilijk om de burgers te beschermen tegen de chemische oorlog: beschermingsmaskers worden gemaakt op maat van soldaten, niet voor b.v. kinderen. Dat is een probleem. Ook de schade aan het milieu is erg: de bomen, de planten, de dieren. Maar, de wereld zwijgt. Niemand verheft zijn stem tegen deze criminele oorlog. Dat is deprimerend".

Nadya DE BEULE

Iraakse oppositie verenigt zich

HET is minder bekend, maar Irak voert, naast de oorlog tegen Iran, ook strijd in eigen land - in Koerdistan. De bergen in het noorden - de achilleshiel van Irak - strategisch een belangrijk gebied, worden gekontroleerd door de peshmerga's (Koerdische guerrillero's) die voor autonomie van Koerdistan vechten. De jongste tijd is er een escalatie in de gevechten rond het 'bevrijd gebied' waar te nemen. Vorige vrijdag meldde Iran dat er 8.000 Koerden (kinderen en bejaarden) de grens waren

overgevlucht wegens de gevechten.

De Iraakse Koerden zeggen dat het verzet beter van de grond komt, sinds zij zich vorig jaar verenigden in één breed front. Dat leverde hen de massale steun op van de Koerdische burgers - waardoor ze nu 'echte' veldslagen kunnen leveren - in kollaboratie met Iran.

De Iraakse Koerden willen nu nog een stapje verder. Zij willen een nog breder front vormen met alle Iraakse oppositie-groepen die het regime van

Hoessein willen omverwerpen om een koalitieregering aan de macht te brengen waarin ook de Koerden hun vertegenwoordigers hebben en waarbij zij het recht op zelfbeschikking hebben.

Momenteel is in Teheran een conferentie aan de gang waar heel wat tegenstanders van Hoessein bijzitten om dat voorstel voor een nationaal front te bespreken. Deze zomer zou dan in Iraaks Koerdistan een kongres plaatshebben om het Iraaks oppositiefront uit te bouwen.



amnesty international

INTERNATIONAL SECRETARIAT
1 Easton Street London WC1X 8DU
United Kingdom

URGENT ACTION

EXTERNAL (for general distribution)

AI Index: MDE 14/04/88
Distr: UA/SC

UA 68/88

Death Penalty/Torture

16 March 1988

IRAQ: Najat Ahmad HUSSAIN
Sardar Hama Amin QADER
Ramadan 'Umar Karim SHAMAMKI
Zirar SIGARTAKANI
'Abd al-Rahman 'Aziz WASMAN
=====

Amnesty International has learned of the execution of the above five members of the banned Kurdistan Socialist Party-Iraq (KSP-I) between November 1987 and January 1988. All were executed in Arbil, reportedly without charge or trial. The bodies of four of them were said to have been returned to their families bearing marks of torture. The five were:

- Najat Ahmad Hussain, born 1965, from Qaraj in the province of Arbil. He was arrested on 27 August 1987 and executed on 3 December. According to reports, he was tortured before being executed and his body was buried secretly in a cemetery in Arbil.
- Sardar Hama Amin Qader, born 1964, from Arbil. He was arrested on 8 August 1986 and executed on 16 November 1987. His body was returned to his family on 18 December.
- Ramadan 'Umar Karim Shamamki, born 1964, from the village of Sa'adawa in the province of Arbil. He was arrested on 27 August 1987 and executed on 3 December.
- Zirar Sigartakani, born 1965, from Arbil plain. He was arrested on 27 August 1987 and executed on 3 December.
- 'Abd al-Rahman 'Aziz Wasman, born 1963, from the village of Pirdawud in the province of Arbil. He was arrested on 1 May 1986 and executed on 5 January 1988.

BACKGROUND INFORMATION

In August and November 1985, nine KSP-I members were executed, three of them in Abu Ghraib Prison near Baghdad. The government confirmed two of these executions in April 1986. In August 1986, five other KSP-I members were executed in Abu Ghraib Prison (at the time, 16 other party members detained in the same prison were said to be facing the death penalty). In July 1987, the government denied that these executions had been carried out.

In November and December 1987 hundreds of people, perhaps as many as 360, were reported to have been executed in seven separate incidents. Most were political prisoners reportedly executed without charge or trial or after summary and secret military hearings. Others were said to have been the victims of deliberate killings by government forces. Amnesty International received the names of 116 of those executed, all Kurds, among them 17 children between 14 and 17.

On 24 February, Amnesty International urged President Saddam Hussain to end all executions in Iraq and to investigate these reports, including allegations that some of the victims had been tortured before execution. At the time of writing, no response had been received.

Amnesty International opposes the death penalty in all cases as a violation of the right to life and the right not to be subjected to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, as proclaimed in the Universal Declaration of Human Rights.

RECOMMENDED ACTION: Telegrams/telexes/airmail letters:

- expressing concern about reports of the execution of five members of the KSP-I between November 1987 and January 1988, reportedly without charge or trial;
- urging the government to investigate reports that the five were tortured prior to execution.

SUITE

APPEALS TO:

President Saddam Hussain
Baghdad, Iraq

Telegrams: President Hussain,
Baghdad, Iraq
Telexes: 212299 alqasr ik

Tariq 'Aziz
Minister of Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Baghdad, Iraq

Telegrams: Foreign Minister,
Baghdad, Iraq
Telexes: 212201 miin fo a ik,
212213 akkharija ik

Samir Muhammad 'Abd al-Wahab
Minister of the Interior
Ministry of the Interior
Baghdad, Iraq

Telegrams: Interior Minister,
Baghdad, Iraq
Telexes: 21268 interior ik

Akram 'Abd al-Qader 'Ali
Minister of Justice
Ministry of Justice
Baghdad, Iraq

Telegrams: Justice Minister,
Baghdad, Iraq

COPIES TO:

Dr Riyad Aziz Hadi
President
Iraqi Human Rights Association
PO Box 6168
Baghdad, Iraq

and to diplomatic representatives of Iraq in your country.

PLEASE SEND APPEALS IMMEDIATELY. Check with the International Secretariat, or your section office, if sending appeals after 26 April 1988.

ARAB NEWS

21-03-88

Turkish troops step up anti-Kurdish campaign

ANKARA, March 20 (R) — Turkish forces have stepped up security in rugged areas near the Iranian, Iraqi and Syrian borders ahead of a possible "spring offensive" by separatist Kurdish rebels, official sources said today.

They believe the Marxist Kurdish Workers Party (PKK), seeking autonomy for Turkey's estimated eight million Kurds, might try to re-exert itself after a harsh winter, internal squabbling and an army crackdown that has reduced its ranks.

Extra security has been enforced at dams and oil wells in the southeast, and the army and paramilitary gendarmerie have boosted border controls to stop illegal crossings.

More than 900 people, including villagers and troops, have been killed since mid-1984 in the rebel campaign in Turkey, which does not recognize its Kurds as a separate ethnic group.

Some sources say the underground PKK has joined forces with Turkey's extremist Dev-Sol (revolutionary left) group, which was active before the 1980 army coup, following a drop in hard-core strength to around 250 people from upwards of 1,000.

Police in the southeastern city of Diyarbakir this weekend tore down a PKK-Dev-Sol placard which said: "Long live March 21 Nowruz Day. Long live the union of Turkish and Kurdish peoples."

Nowruz, the Iranian new year, traditionally has been the start of rebel activity with the onset of spring after the clearing of

snow which hampers covert cross-country movement.

Diplomats say Turkey's second army and gendarmerie forces have made big strides against the rebels but they face problems because of undulating terrain that provides good cover.

Interior Minister Mustafa Kalemli told parliament 53 rebels had been killed and 1,761 captured in the past six months in southeastern provinces. More than 100 guns, 12,000 rounds of ammunition and 45 bombs were confiscated.

Speaking before a state of emergency in eight provinces was extended for four months to July 19, he said 30 security force members and 100 civilians were killed in that time.

Hayri Kozakcioglu, regional governor in Diyarbakir, told the Anka news agency: "The terrorists are finding themselves facing security forces wherever they turn. They are on the run."

Turkey is replacing gendarmerie forces with better-equipped army units along borders with Iran, Iraq and Syria.

PKK leader Ocalan is believed based in Syria and some of the group's members operate in Iran and Iraq.

Official sources say the PKK central committee has been hurt by a dispute between Ocalan, codenamed 'Apo', and number two Duran Kalkan, known as Abbas.

Ocalan is reported to want fresh acts of violence, starting with a spring offensive, while Kalkan believes 1987 raids on mainly Kurdish villages, hampered recruitment by alienating potential members.

According to another report, a Turkish group said it would apply to the Interior Ministry next month to formally establish a Greens political party.

The party, with 30 founders, aims to preserve nature and ensure the rights and freedoms of all Turks.

Missile shadow falls on Iranian celebrations

NICOSIA, March 20 (R) — Iranians prepared warily for their new year celebrations today after the 100th Iraqi missile of the latest "war of the cities," crashed into Tehran on the eve of the holiday.

During past new year festivities in the 7-1/2-year-old Gulf war Iraq has mounted air strikes against Iranian cities, disrupting traditional family reunions.

A military spokesman in Baghdad said Iraq fired two missiles at Tehran last night, taking the total fired at the capital and other Iranian cities to 100 since the missile exchanges started three weeks ago.

Iraq says its strikes are aimed at making Iran accept a United Nations-ordered ceasefire.

Guerre du Golfe : l'inconnue kurde

En révolte contre Bagdad, les guérilleros kurdes irakiens jouent, dans ce conflit de sept ans, un rôle de plus en plus remarqué.

LE FIGARO 19.03.88

La guerre Irak-Iran s'est poursuivie, hier, sur trois fronts : dans le Golfe, trois bateaux - un méthanier panaméen, un superpétrolier norvégien et un pétrolier de Singapour - ont été attaqués par l'Iran. Un marin a été tué et dix-neuf blessés à bord du premier. Il s'agit des premières opérations iraniennes contre des navires desservant les ports arabes du Golfe depuis la reprise de la guerre des villes.

A Téhéran, huit personnes ont été tuées par un bombardement de missiles irakiens.

Le Parti démocratique du Kurdistan irakien de Massoud Barzani, allié à l'Iran, a accusé, hier, l'Irak d'avoir tiré des bombes au phosphore et à fragmentation contre des zones habitées proches d'Halabja, ville kurde irakienne tombée jeudi aux mains des forces iraniennes. Radio Téhéran affirme que cette ville a subi un bombardement chimique par l'aviation irakienne.

A défaut de la « grande offensive » promise année après année, l'Iran s'offre des victoires à la mesure de ses moyens limités par sept années de guerre.

Il les remporte au Kurdistan, c'est-à-dire loin de Bagdad et de Bassorah, les deux objectifs qui comptent vraiment pour le régime de Saddam Hussein. Les « cibles » pétrolières - qu'il s'agisse des richissimes gisements de Kirkouk ou des oléoducs irako-turcs - ne sont pas touchées par ce regain d'activité.

La prise de Khormal et d'Halabja (province de Suleymaniyeh) confirmée jeudi par Bagdad et la « libération » annoncée hier de la localité frontalière de Nowsud, annoncée par Téhéran, sont cependant des « bons points » pour le pouvoir irakien.

Quelle aubaine, en effet, pour les services de propagande, qui ont invité la population de Téhéran à monter sur les toits pour remercier Allah.

En outre, ces « coups de pique » obligent l'état-major irakien à étirer son dispositif et donc à alléger dans certains secteurs plus vitaux du front. Il y a encore deux ans, l'essentiel de la sécurité au Kurdistan irakien était assurée par l'« armée populaire », une sorte de milice. Bagdad a envoyé l'armée régulière au Nord-Est depuis qu'en 1986 les guérilleros kurdes de Jalal Talabani (chef de l'UPK-Union patriotique du Kurdistan) ont fait alliance avec Téhéran. Un second mouvement kurde irakien, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani, fils du célèbre mollah Barzani, faisait déjà cause commune avec l'Iran.

Ralliement

Le ralliement de Talabani à Téhéran soldait l'échec de deux ans de pourparlers avec Bagdad pour obtenir davantage de droits pour les Kurdes d'Irak. Ces relations ont permis aux partisans de Talabani d'améliorer considérable-

ment leur armement (canons à plusieurs tubes, missiles Sam-7, etc.). « Jusqu'à l'été 1985, les Kurdes d'Irak avaient un armement dérisoire », note un expert. Ainsi équipés, les combattants kurdes ont monté - avec ou sans les Gardiens de la révolution - des opérations de plus en plus fréquentes contre des objectifs irakiens.

Bagdad a réagi violemment. De nombreux villages ont été rasés : « Trois mille depuis 1976, notamment dans la riche plaine d'Erbil », affirme un spécialiste. Leurs populations ont été déplacées. Amnesty International faisait état le mois dernier d'exécutions en masse. A en croire Téhéran, qui a forcément tendance à exagérer, 8 000 Kurdes d'Irak auraient franchi la frontière en trois jours début mars à la suite de bombardements chimiques. Un rapport du Sénat des États-Unis confirmait dernièrement une « détérioration » du contrôle du gouvernement de Bagdad sur les provinces du Nord-Est.

La collaboration des Kurdes d'Irak avec Téhéran n'affecte apparemment pas leurs relations avec Ghassemlou, le chef du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran)... dont les forces combattent les Gardiens de la révolution ! Pour les Kurdes, ce peuple divisé par les frontières, il n'y a pas d'amitiés bien durables. Plutôt des alliances tactiques et provisoires.

Claude LORIEUX.

LE MONDE 19.03.88

Le conflit entre l'Iran et l'Irak

Bagdad reconnaît un important revers au Kurdistan

L'Irak a reconnu, le jeudi 17 mars, avoir subi un revers sérieux avec la chute de deux villes kurdes aux mains des forces iraniennes, et s'est déclaré déterminé à poursuivre la « guerre des villes » à outrance pour « imposer » la paix à l'Iran.

Engagée depuis cinq jours dans de très violents combats dans la province kurde de Suleimaniyeh, à moins de 300 kilomètres au nord-est de Bagdad, l'armée irakienne a dû se retirer de tout un secteur à la pointe orientale de cette province. Deux villes frontalières kurdes, Halabja (70 000 habitants) et Khormal, à une dizaine de kilomètres plus au nord, ainsi que plusieurs localités et villages de cette région, sont tombés aux mains des forces iraniennes. Un porte-parole militaire irakien a reconnu la chute de ces deux villes, mais l'a annoncée dans le cadre d'un « démenti » aux « allégations » iraniennes sur le déroulement des combats. « Il n'y a pas de combats, puisque l'armée irakienne a évacué Halabja et Khormal », a-t-il déclaré, en accusant l'Iran d'être en train de « détruire » Halabja.

Pour leur part, les Iraniens ont accusé les Irakiens d'avoir utilisé des armes chimiques dans la région, faisant des milliers de morts. Un porte-parole de l'Union patriotique kurde (UPK, mouvement indépendantiste allié de Téhéran) a, de son côté, affirmé que les rebelles kurdes avaient

enlevé Halabja dès mardi, avec l'aide des forces iraniennes.

Dans le Golfe, un marin japonais a été tué lors de l'attaque, jeudi soir, d'un cargo panaméen par des vedettes iraniennes.

Parallèlement, Téhéran a été évacuée par un grand nombre de ses habitants, notamment les femmes et les enfants, après la reprise, dimanche, des bombardements irakiens, rapportent des voyageurs en provenance de la capitale irakienne. Celle-ci, huit millions d'habitants, offre le visage d'une ville morte. « Les rues sont presque désertes », ont déclaré à l'AFP ces voyageurs, précisant que les autorités ont facilité l'accueil de ceux qui voulaient partir dans les villes et les villages autour de Téhéran. Dans un rayon d'un centaine de kilomètres, les mosquées ont été transformées en centres d'hébergement, et des distributions de nourriture sont organisées par la population locale. A Londres, le chef de l'UPK, M. Jalal Talabani, a accordé une interview à l'envoyé spécial du Monde.



« Nous ne négocierons jamais avec le président Saddam Hussein » déclare M. Jalal Talabani, chef du principal mouvement kurde irakien

LONDRES

de notre envoyé spécial

« Le génocide dont ont été victimes les Arméniens en 1915 est en train de se répéter au Kurdistan irakien. » De passage à Londres, M. Jalal Talabani, l'un des dirigeants historiques du mouvement nationaliste kurde et chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la principale organisation des Pechmergas du Kurdistan irakien, s'étonne du fait que l'opinion internationale ne s'émeuve pas outre mesure de ce qui se passe actuellement dans cette partie du monde.

« Nous assistons, dit-il, à une véritable destruction de tout ce qui est kurde dans nos régions. Au cours du seul mois en cours, les Irakiens ont eu recours aux armes chimiques à vingt-trois reprises. Il y a encore trois jours, plus de deux mille Kurdes, pour la plupart des civils, ont perdu la vie à la suite de bombardements à l'arme chimique » effectués par l'aviation irakienne dans la région de Halabja, occupée récemment par les forces de l'UPK.

Une « rupture irrévocable »

Dans ce contexte, M. Talabani approuve-t-il les propos de M. Amine Noshilwan, le secrétaire général adjoint de l'UPK, qui nous déclarait il y a près d'un an souhaiter « le démantèlement de l'Irak en plusieurs petits Etats, chiite, sunnite et kurde » (Le Monde du 16 avril 1987) ? Cette déclaration avait, à l'époque, suscité de vifs remous en Irak, y compris parmi les propres alliés de l'UPK qui y avaient vu une sorte de provocation maladroite.

Après quelques hésitations, M. Talabani répond vaguement : « Nous sommes pour l'autonomie du Kurdistan irakien et pour son autodétermination. Si un régime démocratique s'installe en Irak, nous sommes prêts à accepter avec lui une formule de fédération qui reste à définir. Mais si l'Irak reste une dictature, nous opérerons pour la création d'un Kurdistan indépen-

dant et démocratique. N'oublions pas qu'une partie de notre pays a été attribuée par l'impérialisme à l'Irak. »

« Nous sommes, dit-il, contre toutes les formes de dictature. En l'occurrence, nous sommes des victimes du pouvoir personnel du président Saddam Hussein. La rupture entre nous et le numéro un irakien est définitive et irrévocable. Nous le considérons comme un criminel de guerre, et même s'il change d'avis et nous propose une formule de fédération, nous rejetterons son offre. Il faut qu'il parte. Tous les crimes qui sont commis au Kurdistan irakien sont ordonnés par lui et par lui seul. Quoi qu'il arrive, nous ne négocierons jamais avec lui. »

Le chef de l'UPK affirme qu'il a reçu fin février une proposition de Bagdad lui demandant de reprendre les négociations qui avaient été engagées en décembre 1983 dans le but de réviser la loi d'autonomie du 11 mars 1974 qui régit les relations de Bagdad avec les Kurdes d'Irak. Après quatorze mois de discussions laborieuses émaillées de multiples incidents, les pourparlers avaient échoué en janvier 1985, au moment où ils étaient sur le point d'aboutir.

M. Talabani se livre à une sorte d'autocritique en admettant qu'il avait à l'époque cru en la bonne foi des négociateurs de Bagdad, alors que ces derniers, admet-il maintenant, ne cherchaient qu'à gagner du temps pour mieux pouvoir faire face au danger principal venant de Téhéran. Il reconnaît cependant que l'UPK souhaitait, à la même époque, une trêve pour permettre à ses unités, épuisées par la longue lutte qu'elles menaient presque sans interruption depuis 1975, de reprendre leur forces.

Il est prêt, ajoute-t-il toutefois, à dialoguer avec les Irakiens si le président est remplacé par « quelqu'un d'autre ». « Je suis disposé, dit-il, à reprendre les négociations interrompues en 1985 par exemple avec M. Izzet Ibrahim El-Douri (le vice-président du Conseil de la révolution souvent considéré comme le numéro deux du régime de Bagdad, car je suis fermement persuadé qu'il n'est pas d'accord avec ce qui se passe au Kurdistan irakien. »

M. Talabani souligne avec insistance que son hostilité à l'égard du président Saddam Hussein n'est pas dictée par un quelconque esprit de soumission à l'égard de Téhéran ni par l'alliance qu'il a conclue en octobre 1987 avec le régime de l'imam Khomeiny, qu'il considérait jusqu'alors comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde.

Après l'échec des négociations avec Bagdad, affirme-t-il, les Iraniens nous ont offert leur aide à la condition que nous débarrassions nos « territoires libérés » des différents mouvements kurdes d'opposition au régime de Téhéran. « Nous avons répondu que notre vocation n'était pas de combattre nos frères Kurdes, et il a fallu près de deux ans pour qu'ils se fassent à cette idée. »

Une alliance purement tactique

M. Talabani estime que l'alliance conclue entre l'UPK, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et les Iraniens est de nature purement tactique. « Nous avons, dit-il, le droit et le devoir de nous allier avec ceux qui combattent nos ennemis mais sans mettre en cause notre indépendance. Il est vrai que nous n'aidons plus nos frères Kurdes d'Irak qui combattent le régime de Téhéran, mais nous refusons de leur faire la guerre. »

Mais comment justifier une alliance, même tactique, qui nie le concept d'autonomie sous prétexte qu'il est incompatible avec l'islam ? M. Talabani répond évasivement en affirmant que le régime de Téhéran ne se livre à aucun excès anti-kurde comparable à ce qui se passe au Kurdistan irakien et que son mouvement garde une indépendance totale à l'intérieur même de l'Irak à l'égard des islamistes groupés au sein du Conseil suprême de la révolution islamique d'Irak mis en place par Téhéran.

« La seule organisation islamique avec laquelle nous collaborons, précise-t-il, est le mouvement des musulmans du Kurdistan irakien, une organisation sunnite indépen-

dante de Téhéran, qui reconnaît ouvertement le droit à l'autodétermination du peuple kurde. »

En conclusion, M. Talabani regrette amèrement que les autorités françaises ne lui aient pas accordé un visa d'entrée en France. Après tout M. Chirac n'est-il pas un très bon ami de M. Saddam Hussein ? dit-il en souriant. Il exprime aussi l'espoir que les rumeurs persistantes concernant la construction avec l'aide de techniciens français d'un nouveau réacteur atomique irakien, cette fois-ci au Kurdistan, à Karat-chouk, entre Kirkouk et Mehmour, ne correspondent pas à la vérité.

JEAN GUEYRAS.

LA CROIX

19.03.88

REVERS IRAKIEN AU KURDISTAN

L'IRAK ET L'IRAN SE SONT ENGAGÉS DANS UNE ESCALADE SANS PRÉCÉDENT SUR TERRE ET SUR MER

L'offensive iranienne « Aurore 10 » lancée mercredi dans la région du Kurdistan irakien de Suleimaniyeh s'est traduite jeudi par un grave revers pour Bagdad, avec la chute de deux villes kurdes : Halabja et Khormal, aux mains des forces iraniennes.

Pour la première fois depuis la chute de la ville de Fao (au sud du pays) et l'occupation d'une partie de la péninsule par l'armée iranienne en février 1986, l'Irak reconnaît avoir

essuyé une défaite. L'Irak annonce que les Gardiens de la révolution ont « libéré » au total 102 localités dans le secteur du Kurdistan irakien et occupent 800 km² du territoire irakien. Selon le communiqué, 8 000 soldats irakiens ont été mis hors de combat et 3 400 autres capturés depuis le début de l'offensive « Aurore 10 ». Téhéran affirme par ailleurs que 4 000 personnes ont trouvé la mort mercredi dans le bombardement à l'arme chimique par

l'aviation de Bagdad de la ville de Halabja.

Pour amener l'Irak à relâcher sa pression sur le front, l'Irak a poursuivi jeudi le bombardement des villes iraniennes dont Téhéran. La capitale iranienne, durement touchée depuis la reprise de la guerre des villes le 28 février dernier (81 missiles en 18 jours), a été évacuée par un grand nombre de ses habitants et offre désormais le visage d'une ville morte.

L'armée irakienne est invitée par Radio-Bagdad à transformer les frontières en un « grand cimetière iranien » et l'état-major irakien a indiqué qu'il poursuivrait ses tirs sur Téhéran en déclarant : « Nous verons bien laquelle des deux capitales, Bagdad ou Téhéran, survivra. »

Dans ces conditions, les appels très fermes du Conseil de sécurité des Nations Unies, exhortant les deux belligérants à mettre fin à la « guerre

SUITE

des villes », sont restés lettre morte. Le Conseil venait à peine de terminer sa réunion à New York que l'Irak manifestait son mécontentement en lançant au même moment son aviation bombardier huit villes iraniennes.

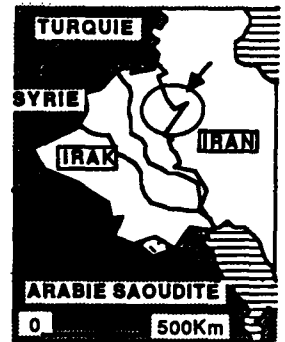
Une fois de plus, l'armée de terre iradienne a prouvé sa supériorité sur le terrain, tandis que l'Irak jouissant d'un avantage dans le domaine aé-

rien, accru récemment par l'acquisition de missiles sol-sol à longue portée pouvant atteindre Téhéran, conserve l'avantage dans le ciel.

Le troisième front, celui du Golfe, loin de s'être assoupi - Bagdad a fait état de six attaques de navires depuis le 28 février - a été le théâtre, dans la nuit de jeudi à vendredi de deux attaques de la part des vedettes rapides iradiennes contre un super-

pétrolier norvégien, le *Berge lord*. Cette attaque s'est déroulée dans le détroit d'Ormuz quelques heures seulement après l'attaque toujours par des vedettes iradiennes d'un Cargo panaméen, le *Maria 2*, qui a fait un mort et neuf blessés.

« Guerre des villes », guerre du Golfe, « Aurore 10 », la guerre Irak-Iran redouble d'intensité sur tous les fronts à la fois. S.J



MONTAGNE

21-03-88

LE MONDE 22.03.88

En trois semaines

L'Iran et l'Irak affirment avoir tiré 225 missiles

Vingt et un jours après le tir du premier missile iradien le soir du 28 février, l'Iran et l'Irak ont annoncé avoir tiré au total 225 missiles - soit 10 par jour en moyenne - selon un décompte arrêté samedi 19 mars. Dans cette nouvelle « guerre des villes », marquée d'une brève trêve de quarante-huit heures à la fin de la semaine dernière, l'Irak affirme avoir tiré 125 missiles - 34 sur Bagdad et 91 sur d'autres agglomérations, la plupart dans le sud du pays. Sur les 100 missiles dont l'Irak a annoncé le tir, 90 ont visé Téhéran, 8 la ville sainte chiite de Qom et 2 Ispahan. Les Irakiens ont d'autre part confirmé que 26 missiles avaient touché Bagdad.

Sur le front du nord, l'Iran a affirmé samedi que ses troupes poursuivaient leur avance dans la province de Suleimaniyah, contrôlant au total plus de 1 000 kilomètres carrés du Kurdistan iradien et accusé Bagdad d'avoir bombardé à l'arme chimique, ces trois derniers jours, plusieurs localités kurdes prises par les forces iradiennes dans la région de Halabja, de Khormal, de Tovailla et de Dujayla. La radio de Téhéran indique que les forces iradiennes sont occupées à « nettoyer » la région des effets chimiques. Elles ont évacué une partie de la population atteinte vers l'arrière

du front. Selon un communiqué militaire iradien, plus de 10 000 soldats irakiens ont été mis hors de combat depuis le début de l'opération, baptisée « Val Fajr 10 ».

Téhéran n'a pas, jusqu'à présent, mentionné la participation aux opérations de ses alliés kurdes irakiens, alors que M. Jalal Talabani avait affirmé dans l'interview qu'il nous avait accordée (*le Monde* du 19 mars) que l'attaque contre la région de Halabja avait été menée conjointement avec l'Union patriotique du Kurdistan, qu'il dirige et qui est fortement implantée dans la province de Suleimaniyah. M. Talabani a précisé qu'il existait entre les Gardiens de la révolution iradiens et les pechmergas kurdes une étroite coopération au stade de la préparation des offensives, mais que celles-ci étaient menées sur le terrain d'une manière indépendante par les différentes forces alliées, qui utilisaient chacune ses propres méthodes et styles de lutte.

La perte de Halabja et de sa région a été durement ressentie à Bagdad, où le ministre iradien de la défense, le général Adnan Khairallah, a menacé de recourir à « tous les moyens » pour défendre le territoire iradien.

CENTRE PRESSE

21.03.88

Aujourd'hui nouvel an iradien et kurde: le Newroz

Par delà les combats qui font rage entre les Iradiens et les Irakiens, est-il possible d'entrevoir une lueur d'espoir et de paix dans la célébration commune du Newroz, le Nouvel An qui coïncide avec le printemps, et qui sera fêté ce lundi au Toit du Monde, à Poitiers ?

Si le Kurdistan n'existe pas

comme Etat, il existe comme peuple et comme culture, actuellement répartis en 5 pays: la Turquie, l'Iran, l'Irak, la Syrie, l'URSS, représentant une population d'environ 25 millions d'habitants.

Si les origines légendaires de cette fête divergent selon les pays, le Newroz est l'occasion partout de réjouissances populaires qu'assombriront de part et d'autre les ravages d'une guerre absurde.

Souhaitons que cette année 1367 du calendrier persan soit celle de la paix pour tous.

IRAN-IRAK Les civils sous les missiles

L'Irak a annoncé, hier, une série de raids aériens en Iran et la presse iradienne souligne l'importance de l'opération militaire engagée contre les maquis kurdes, accusés d'être pro-iraniens.

SELON un porte-parole militaire iradien, les appareils irakiens ont lancé, samedi soir, des raids contre les villes de Borujerd (ouest), Qazvin (nord) et Arak (centre) et, hier matin, contre Dezful (sud-ouest) et Bakhtaran (ouest). Bagdad a été secouée, hier, à 0 h 30 heure locale par l'explosion d'un nouveau missile iradien, qui avait suivi l'annonce du tir du 100^e missile sur le territoire iradien, depuis le début de la « guerre des villes », le 28 février. L'explosion du missile iradien a fait des tués et des blessés civils à Bagdad, selon un communiqué iradien, qui a maintenu le black-out sur le lieu exact de l'explosion et le nombre des victimes.

Pour sa part, l'Iran, qui affirme que deux de ses missiles ont été tirés dans la nuit de samedi à dimanche, sur « deux centres militaires » de la capitale iradienne, avait indiqué que ces tirs étaient la réponse aux « mesures sauvages du régime criminel de Bagdad ».

Selon les communiqués iradiens, les missiles irakiens, tombés samedi soir, à Téhéran, ont fait de nouveaux morts et blessés civils, et les raids de l'aviation iradienne, menés samedi après-midi, en Iran, ont tué six personnes.

De leur côté, le quotidien *Al-Thawra*, porte-parole du parti Baas au pouvoir à Bagdad, et le quotidien *Al-Jomhouriya*, pro-gouvernemental, cités par l'agence iradienne d'information, ont affirmé que la « vaste opération » contre les maquis kurdes dans le nord du pays a matérialisé « l'union populaire contre une poignée de traîtres et d'agents de l'ennemi ».

L'Irak avait affirmé, samedi, que ses forces armées, en coordination avec les milices kurdes pro-irakiennes, ont monté une « attaque d'envergure »

contre les fiefs des « rebelles, agents de l'Iran », dans les régions de Sarcalou, Barcalou et Ziwa, situées dans la province de Suleimaniyah (nord-est de l'Irak).

Selon Bagdad, cette opération, commandée par le général Sultan Hashem, spécialiste de la lutte antiguérilla, a abouti à la chute du quartier général du chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani. L'Irak a accusé les partisans de M. Talabani d'avoir facilité la prise par l'Iran de localités frontalières au nord-est de l'Irak, dans la province de Suleimaniyah.

L'Irak avait annoncé, samedi, que ses troupes contrôlaient déjà 1.000 km² du Kurdistan iradien.

L'Irak avait reconnu avoir perdu des localités dans la province de Suleimaniyah, notamment Halabja (70.000 habitants), mais avait indiqué qu'il les avaient évacuées sans combat.

La « guerre des villes » s'est poursuivie sans discontinuer. Bagdad a annoncé qu'un missile iradien a frappé, hier, à l'aube, la capitale iradienne, et l'Irak a affirmé avoir tiré, hier matin, onze missiles sur Bassorah, principale ville du sud de l'Irak.

D'autre part, un communiqué militaire iradien, rapporté par l'agence iradienne d'information INA, a indiqué que 1.100 soldats irakiens ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche par les unités du deuxième corps d'armée iradien, déployé dans le centre du front.

Selon le communiqué, l'infanterie, les blindés et l'artillerie du deuxième corps d'armée ont mis en échec une attaque iradienne menée dans la nuit de samedi à dimanche, dans ce secteur, tuant 1.100 des assaillants et faisant des dizaines de prisonniers.

Iraq's Kurds talk about breaking away

Hazhir Teimourian

ONE OF the most powerful leaders of Iraq's rebellious Kurdish minority says he has taken time off from his nine-year war against Baghdad to be with his family. But as Jalal Talabani tours Europe it is clear he is pondering something more important: the declaration of a new country.

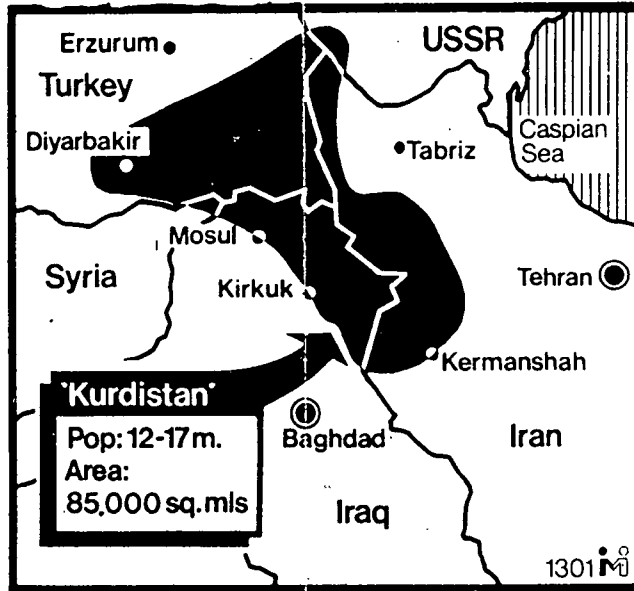
Talabani, a 55-year-old former lawyer, is head of the Patriotic Union, which claims the support of 30,000 guerrillas in Kurdish areas of Iraq. Talabani, who entered the Kurdish nationalist struggle in 1958 after the overthrow of the Iraqi monarchy, insists it would be easy for his supporters to capture the major towns of Iraqi Kurdistan.

The difficulty would be in the reaction of the Baghdad government, which he admits could retaliate with strength despite its preoccupation with its war against Iran.

Says Talabani: "Before Iran launches its next major assault on the south of Iraq, the Kurdish cities in the north could be bombed by the Iraqi Air Force. The medium-sized towns we hold are bombed every day."

The Kurds have accused the Iraqis of using mustard and nerve gas in their attacks. Filmed reports of the gruesome effects of the gas have been shown on British TV.

Although Iraq's four million Kurds have long sought autonomy for their region, Talabani's is the



Kurdish population in Turkey is estimated at 10m., with 5m. Kurds in Iran and 4m. in Iraq. (Gemini)

first major political group since World War II to openly talk of breaking free.

"Whatever happens in the Gulf War between Iran and Iraq we are going to have our own republic," he says. "But whether it will be an independent state or a federal part of the state of Iraq will depend on what happens in Baghdad.

"If President Saddam Hussein and his Ba'ath Party survive, we will have no alternative but to break away. He is determined to end the Kurdish entity in the north of the country. Over 3,500 Kurdish villages have been razed to the ground since the start of the war with Iran in 1980, and even pro-government villages do not escape. Their inhabit-

ants are either deported to the Arab south or forced to take refuge in our territory in the mountains."

TALABANI says he is "knocking on everyone's door" in search of support. "Unfortunately, no one seems to be interested in us but Iran."

Although Iran has its own troublesome Kurdish population, it has recently stepped up military support for Kurds in Iraq. The declaration of a breakaway state, even if it did not survive the resolution of the Gulf War, could help weaken the morale of the Iraqi Army.

Talabani says he has met with the Iranian Foreign Minister, Dr. Ali Akbar Velayati. "He had no objections to the Kurds of Iraq determining their own future. We wouldn't be surrounded on all sides by hostile states."

Teheran's accommodating attitude may be based on the assumption that the stalemated Gulf War is not going to end soon. Says Talabani: "Seven Iranian opposition groups broadcast into Iran from our territory, and we do not intend to give in to Iranian pressure to expel them."

Describing himself as a "revolutionary democrat," he claims to be open to support from any superpower: "I would like to have good relations with Moscow, Peking, Paris, London." To date, however, Teheran remains the closest thing to a friend. (Gemini News)

The MIDDLE EAST page is edited by Yehuda Litani.

TELEGRAMME DE BREST 23.03.88

Des Kurdes manifestent au Consulat d'Allemagne

13 des leurs sont emprisonnés en RFA. Quelques uns des 300 Kurdes « lorientais » ont exprimé leur inquiétude.

Ils seraient aujourd'hui environ 300 installés dans la région lorientaise. Kurdes mais de nationalité turque. Beaucoup vivent d'emplois dans le bâtiment. Les problèmes du Kurdistan, un pays peuplé de 10 millions d'habitants, partagé entre Turquie, Iran, Irak et Syrie, leur colent aux semelles. Ils sont en guerre depuis toujours et réclament leur indépendance.

Depuis peu, ils ont surtout maille à partir avec les Turcs et c'est l'Allemagne de l'Ouest qui sert de champ clos à ce différend.

Treize s'entre eux y sont emprisonnés, dont une femme qui a entamé une grève de la faim le 16 février et qui serait mal en point. Tous appartiendraient au PKK, le parti des travailleurs kurdes d'obédience marxiste et dont le

président est Abdullah Ocalan.

Hier matin, une demi douzaine d'entre eux se sont présentés au consulat d'Allemagne rue Eanoult-des-Châtelets pour y exprimer leur inquiétude, une action qui ne sera sans doute pas isolée et qui pourrait se répéter en France.

Ils réclament la libération de leurs compatriotes et protestent, dans un communiqué, contre l'attitude des autorités allemandes, lesquelles, selon eux, multiplieraient perquisitions et tracasseries à l'égard de leur communauté et qu'ils accusent de « poursuivre une politique de répression et de terreur depuis plus de deux ans. Durant cette période, une centaine de perquisitions ont été effectuées dans des locaux ou des appartements habités par des Kurdes ».

Dans un texte, en allemand

cette fois, ils ne craignent pas de comparer ce harcèlement à celui qui était de mise sous Hitler.

Ils ont été reçus par M. Horel, consul honoraire, qui n'ignore rien de leurs difficultés. Lui-même a été mis en garde par le gouvernement allemand.

Dans une lettre qui fait allusion au risque de décès de la gréviste de la faim, celui-ci écrit : « Au cas où elle décéderait, il est à craindre que les membres du PKK ne prennent sa mort comme un fanal et qu'il en résulte une radicalisation du mouvement qui pourrait entraîner des attentats de la plus grave espèce contre les institutions allemandes ».

Hier matin, la poignée de Kurdes brandissaient banderole et affiches en prenant soin de ne pas se laisser photographier.

F.M.

Des milliers de Kurdes victimes de bombardements chimiques

La guerre du Golfe prend un caractère de plus en plus sanglant. Les Irakiens ont bombardé à l'arme chimique la région de Halabja, dans le nord de l'Irak, enlevée la semaine dernière par les Kurdes, alliés des Iraniens, faisant des milliers de victimes. D'autre part, quatre seulement des cinquante-huit membres d'équipage des deux pétroliers iraniens, attaqués samedi 19 mars, près de Kharg, ont été retrouvés vivants.

Selon Téhéran, les bombardements sur la région d'Halabja, dans le Kurdistan irakien, ont fait cinq mille morts et autant de blessés dans la seule journée de vendredi dernier.

Un groupe de journalistes occidentaux emmenés sur les lieux a pu voir dans les rues et abris de Halabja et des localités avoisinantes des dizaines de cadavres d'hommes, de femmes, d'enfants et d'animaux qui avaient été indiscutablement victimes de produits chimiques.

Au cours d'une conférence de presse au siège des Nations unies à New-York, le représentant de l'Iran, M. Mahallati, a demandé une aide internationale pour soigner les blessés, dont un certain

nombre, a-t-il dit, ont été victimes de gaz innervants. Selon lui, les avions irakiens ont utilisé des bombes à fragmentation contenant aussi du gaz moutarde et du cyanide.

Le porte-parole de l'ONU a déclaré que M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'organisation, était « extrêmement préoccupé » par les informations qui lui avaient été transmises. Aux Nations unies, on rappelle que l'Irak a déjà été condamné à deux reprises par le Conseil de sécurité pour utilisation d'armes chimiques, la dernière fois il y a tout juste deux ans, le 21 mars 1986.

Les Kurdes de Dreux occupent la

Ils veulent ainsi manifester contre la répression de leurs compatriotes, notamment en R.F.A.

DREUX. — Une vingtaine de Kurdes, hommes, femmes et enfants, a occupé pacifiquement hier matin, pendant près de trois quarts d'heure, l'agence de la R.C. à Dreux, au moment même où se déroulaient des actions similaires au bureau de l'Agence France Presse à Strasbourg et à l'agence de presse ouest-allemande D.P.A. à Paris.

Se réclamant du Front de libération nationale du Kurdistan (E.R.N.K.), les manifestants souhaitaient attirer l'attention internationale sur la répression dont seraient victimes depuis plusieurs mois leurs compatriotes en Allemagne de l'Ouest. Ils réclamaient également la libération immédiate de treize d'entre eux actuellement détenus.

Selon l'A.F.P., ces derniers, originaires de Turquie, ont été arrêtés en février 1988. Ils sont soupçonnés de « participation à une organisation terroriste », le P.K.K., qui prône la lutte armée pour obtenir l'indépendance du Kurdistan turc.

A Dreux, comme ailleurs, l'oc-

cupation des organes de presse s'est terminée sans incident.

Le choix de Dreux peut s'interpréter par le fait qu'il s'agit d'une ville symbole en matière d'immigration, avec plus d'un quart de la population d'origine étrangère représentant un éventail de cinquante-cinq nationalités. Dans cette ville, les Kurdes sont environ quatre cents. Ils estiment être un millier en Eure-et-Loir et plus de 100.000 en France.

Ecartelés entre l'U.R.S.S., la Turquie et l'Irak, les Kurdes ne cessent de dénoncer les violences dont ils souffrent. Chaque jour, affirment-ils, plusieurs des leurs sont torturés et mis à mort par pendaison, en Turquie notamment.

Ailleurs, ce n'est guère plus brillant. Notre confrère « Le Monde » n'annonçait-il pas dans son édition d'hier de sanglantes représailles irakiennes à leur encontre avec des milliers de Kurdes victimes de bombardements chimiques.

M. M.

La guerre du Golfe vue de Bagdad

L'Irak, en intensifiant les hostilités, poursuit des objectifs à la fois stratégiques et diplomatiques

BAGDAD
correspondance

L'utilisation intensive de missiles dans la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran marque une grave escalade : entre le 29 février, début de la reprise des tirs, et le 10 mars, date du cessez-le-feu proposé par Bagdad, soixante-huit SCUD-B avaient atteint Téhéran et d'autres cités iraniennes et vingt et un la capitale irakienne. Depuis, les hostilités ont repris, et les belligérants ont échangé, au total, plus de deux cents missiles.

Cette intensification voulue par le commandement du parti Baas irakien s'explique par l'évolution de la situation depuis quinze mois. Sur le plan militaire, en effet, les offensives Kerbela lancées par l'Iran fin 1986-début 1987 visaient à faire tomber Bassora, couper la route de Koweït et empêcher la tenue du sommet islamique dans l'émirat; elles ont échoué, aucun de ces trois objectifs n'ayant été atteint.

Puis, aucune des grandes offensives annoncées par Téhéran ne fut déclenchée. Les Irakiens s'étaient plus spécialement mobilisés pour faire face à celle qui marque habituellement l'anniversaire de la chute de la dynastie Pahlavi les 10-12 février 1979: elle n'a pas eu lieu en 1988. Redoutant alors une « démobilisation » de leurs troupes et de la population civile, les dirigeants irakiens ont ravivé les hostilités.

D'autant que le Conseil de sécurité de l'ONU adopta, entre-temps, le 20 juillet, la résolution 598 recommandant un cessez-le-feu.

Bagdad ne tarda cependant pas à éprouver des déceptions : la 598 n'est toujours pas appliquée; le sommet du conseil de coopération du Golfe réuni récemment s'est montré moins ferme que celui d'Amman à l'égard de Téhéran; les événements de Cisjordanie et de Gaza ont éclipsé, dans l'opinion internationale, la guerre du Golfe qui retombe quasiment dans l'oubli.

C'est sur cette toile de fond que l'aviation irakienne effectua, le 27 février, un raid contre une raffinerie de pétrole, à 10 kilomètres de Téhéran. C'est le piège : l'Iran, le premier, envoie un missile auquel l'Irak riposte par des tifs massifs sur le centre de Téhéran, faisant de nombreux morts et d'importants dégâts. En revanche, les missiles iraniens qui visaient dans le passé le centre de Bagdad sont, cette fois, dirigés sur l'est de la périphérie, plus résidentiel — l'un d'eux est tombé non loin de la résidence de l'ambassadeur de France, M. Maurice Courage — et moins peuplé.

Un stock de SCUD-B

Les observateurs occidentaux estiment que les Irakiens disposent d'une quantité appréciable de SCUD-B : entre deux cent cinquante et cinq cents, selon les sources. Il s'agit d'engins relativement obsolètes dont ils ont constitué un stock au fil des ans et qu'ils ont allégés pour leur donner une plus longue portée.

La vie se poursuit normalement à Bagdad malgré quelques pénuries, mais les liaisons aériennes avec l'Europe ne sont plus assurées que par Iraqi Airways, les grandes compagnies internationales ayant suspendu leurs vols.

Les diplomates s'interrogent sur les prochains objectifs des Irakiens. Cherchent-ils à provoquer une offensive terrestre afin de profiter de leur supériorité aérienne pour obtenir sur le terrain un avantage marquant, sinon décisif ? Ont-ils voulu tester la capacité de résistance et de riposte de l'ennemi avant d'envisager la récupération de la presqu'île de Fao, occupée par trente mille Iraniens ?

Ces derniers temps, le président Saddam Hussein a fait souvent allusion, devant ses interlocuteurs étrangers, à cette « terre arabe ». Enlever cet atout à Téhéran ramènerait les positions respectives sur les frontières à ce qu'elles étaient *grosso modo* à la veille de la guerre, en septembre 1980. Une précédente tentative de récupération s'étant soldée par un échec, les experts considèrent que les Irakiens sont maintenant condamnés à s'abstenir ou à réussir. Mais une éventuelle victoire supposerait qu'ils soient prêts à sacrifier, estiment-ils, dix mille à quinze mille hommes. En attendant, les dirigeants irakiens semblent persuadés que l'intensification des hostilités est le meilleur moyen de convaincre le Conseil de sécurité d'intervenir efficacement pour obliger Téhéran à accepter la paix.

PAUL BALTA.

19

Απολογισμός ενός αντάρτικου

ΕΝΑΣ Τούρκος στρατιώτης σκοτώνεται κάθε μέρα στις κουρδικές επαρχίες της Τουρκίας, σε συμπλοκές στρατού με Κούρδους αντάρτες ενώ υπάρχει ένα τουλάχιστον μέλος κάθε κουρδικής οικογένειας που στηρίζει τον αγώνα του Εθνικοαπελευθερωτικού Μετώπου για ενιαίο και αδέσμευτο Κουρδιστάν.

Τον απολογισμό έκανε χθες με αφορμή την 4η επέτειο της ίδρυσης του Μετώπου και τη γιορτή Νεβρόζ, σύμβολο της Κουρδικής Εθνικής Αντίστασης, το Εθνικό Απελευθερωτικό Μέτωπο του Κουρδιστάν σε συνέντευξη στην αίθουσα Ανταποκριτών Ξένου Τύπου.

Σύμφωνα με αυτόν, πάνω από 1000 εθελοντές προσχώρησαν πέρσι στο αν-

τάρτικο. Διακόσια πενήντα (250) «προστάτες χωριών» — δωσίλογοι — εκτελέστηκαν με αποτέλεσμα ο αριθμός τους να μειωθεί από 25.000 σε 6.000. Ακόμη το 1987:

● Εγιναν 200 σαμποτάζ και καταστράφηκαν μηχανήματα αξίας 3 δις. τουρκικών λιρών.

● Καταρρίφθηκε ένα ελικόπτερο, καταστράφηκε ένα τρένο και αποκαλύφθη-

καν πολλά δίκτυα κατασκοπείας δασκάλων και ιμάμηδων.

● Το Μέτωπο έγασέ 70 αγωνιστές, μεταξύ των οποίων και τον Μ. Γιολντέμ, ηγέτη του Λαϊκού Στρατού.

Ο εκπρόσωπος του Μετώπου, υποστήριξε ότι την πολιτική παγώματος και ειρήνης που εφαρμόζει τώρα η Τουρκία στα ζητήματα με την Ελλάδα, την Κύπρο

και τη Βουλγαρία, υπαγορεύει η δύσκολη θέση της στο Κουρδιστάν. Κατηγόρησε τις κυβερνήσεις της Δ. Γερμανίας και της Γαλλίας γιατί συνεργάζονται με την τουρκική κυβέρνηση και τόνισε ότι ο αγώνας τους θα διαλύσει την ειδική νομαρχία και τον ειδικό στρατό που ίδρυσε πρόσφατα η τουρκική αποικιοκρατία σε 12 πολιτείες του Κουρδιστάν.

X. Z.



HERALD TRIBUNE 24.03.88

Iran-Iraq Tactics: Fighting for Political Advantage

By Alan Cowell
New York Times Service

NICOSIA — In sharp contrast to recent practice, the Iran-Iraq war has become focused on offensives far from the major battlefronts on land that Tehran views as decisive in determining the eventual victor.

Unlike the fighting since 1984, Western and Arab specialists say,

the war this year has been limited to relatively modest encounters on land and wider assaults on

NEWS ANALYSIS

Gulf shipping and on the warring nations' cities. The shift, they say, is designed more to produce diplomatic and political advantage than secure major territorial gain.

The result, Western diplomats

say, has been a setback for Western efforts to secure an arms embargo against Iran. The setback, they add, accompanies a sense that the war, which topped Arab agendas only a few months ago, had slipped in importance because of the Palestinian uprising in the Israeli-occupied West Bank and Gaza Strip.

For the last four years, the early

months of each year have seen major onslaughts by Iran on the southern front around the Iraqi port of Basra. The efforts had been depicted by Tehran as final onslaughts to overthrow the leadership of President Saddam Hussein in Baghdad.

After bitter fighting a year ago, Iraq reinforced its defenses around Basra, apparently in an-

icipation of an Iranian offensive this year. At the time, Baghdad offered a conditional acceptance of a UN Security Council ceasefire plan, but Iran raised objections.

In regional diplomacy, Iraq also appeared to be gaining the upper hand when the largely con-

forced to take such measures," said the official, Kamal Khorazi, adding that it depended on the will of the United Nations Security Council "in taking some measures against the use of chemical weapons" by Iraq.

Mr. Khorazi said that if the "deathly silence" continued in response to Iran's protests to international organizations, "then maybe we will be forced to do that, to defend ourselves."

Mr. Khorazi would not comment directly on reports from the Netherlands that Justice Ministry officials had seized a ship bound from the United States to Iran carrying 15,000 pounds of rocket fuel. The request to seize the ship was made by U.S. officials.

Artillery duels were still raging to the north and south of Lake Dar Bandi Khan when Western reporters traveled to Halabja under Iranian escort this week. Iraqi warplanes roared overhead, and random artillery shells gouged small craters into the adjoining fields as reporters toured Halabja, Dojaila and the tiny hamlet of Anap, where another 80 bodies of civilian gas victims had been heaped together on the roadside.

The bodies of dozens of dead Iraqi soldiers were strewn along the five miles of roadway between Halabja and Dojaila, where the heaviest fighting occurred last week.

Officials of the Iranian Revolutionary Guards who were in charge of the offensive said they captured several hundred Iraqi tanks, artillery pieces and thousands of support vehicles, in addition to prisoners.

Burned or bombed out Iraqi tanks and trucks attested to the battle. Thousands of spent artillery shells cluttered roadside emplacements and boxes of spent ammunition carrying markings from the

Jordanian Army — one of Iraq's suppliers — were stacked in supply areas.

But the starkest and most gruesome scenes of this distant battle set in a lush green valley guarded by flanking snow-capped peaks are the quiet faces of the noncombatant victims: four small girls in traditional local dress laying like discarded dolls by a trickling stream in Anap, two women cuddled in death by a flower garden, an old man in a turban clutching a baby on a doorstep.

Many of the Kurdish inhabitants of Halabja fled to nearby mountains, according to the handful of townspeople who have returned. But many others died in the subsequent and massive aerial bombing by Iraqi warplanes, they said.

Iran has estimated that 4,000 civilians died in Halabja either from gas poisoning or from the intensive bombing. This figure could not be independently verified.

A year ago, the population of Halabja was reported at 70,000, but thousands of residents had fled after an uprising against the Iraqi

military authorities last May, reducing the population by roughly half.

In Tehran, Iranian medical specialists treating Halabja survivors said the gas cloud contained a mixture of mustard and cyanide gases.

Hundreds of gas victims were evacuated to Tehran hospitals, where Western journalists found them suffering from chemical burns on their skin, eyes and tissue. Some of the victims included Iranian Revolutionary Guards who had just entered Halabja to accept the surrender of the Iraqi garrison whose supply lines had been cut off during the fierce four-day battle that began March 15.

Hamid Sohrabpour, an internist at Labbbi Nejah Hospital in North Tehran, said he had admitted 152 gas victims from Halabja, nine of whom had subsequently died.

In general, Iraqi officials no longer deny using chemical weapons and argue privately that they are used to blunt Iranian assaults. Nevertheless, any independent verification that Iran was responsible for the Halabja attack would

SUITE

have to examine the question of why Iraqi forces employed such weapons on the civilian population of Halabja after the battle for the city was over.

At the time of the surrender in Halabja, the front lines of Iranian attackers had pushed well east of the city, deeper into Iraq, and Ha-

labja was not being used by Iran as a base to support its forces.

The brutal assault on the town, if committed by Iraq, would tend to confirm other reports that Iraq has undertaken a systematic campaign to punish that part of the Kurdish population of northern Iraq that has united to assist Iran.

The surprise Iranian offensive was carried out in stages, according to Ali Shafii, one of the Revolutionary Guard commanders.

In the first stage, Mr. Shafii said, Kurdish guerrillas backed by Revolutionary Guards opened up with artillery. Simultaneously, Revolutionary Guards using a flotilla of

small boats came up the lake and stormed ashore behind the Iraqi forces that were facing the first wave of the attack.

HERALD TRIBUNE 24.03.88

Iran-Iraq Tactics: Waging War Far From Front

By Alan Cowell

New York Times Service

NICOSIA — In sharp contrast to recent practice, the Iran-Iraq war has become focused on offensives far from the major battlefronts on land that Tehran views as decisive in determining the eventual victor.

Unlike the fighting since 1984, Western and Arab specialists say,

the war this year has been limited to relatively modest encounters on land and wider assaults on

NEWS ANALYSIS

Gulf shipping and on the warring nations' cities. The shift, they say, is designed more to produce diplomatic and political advantage than secure major territorial gain.

The result, Western diplomats

say, has been a setback for Western efforts to secure an arms embargo against Iran. The setback, they add, accompanies a sense that the war, which topped Arab agendas only a few months ago, had slipped in importance because of the Palestinian uprising in the Israeli-occupied West Bank and Gaza Strip.

For the last four years, the early

months of each year have seen major onslaughts by Iran on the southern front around the Iraqi port of Basra. The efforts had been depicted by Tehran as final onslaughts to overthrow the leadership of President Saddam Hussein in Baghdad.

After bitter fighting a year ago, Iraq reinforced its defenses around Basra, apparently in an-

icipation of an Iranian offensive this year. At the time, Baghdad offered a conditional acceptance of a UN Security Council ceasefire plan, but Iran raised objections.

In regional diplomacy, Iraq also appeared to be gaining the upper hand when the largely con-

servative Arab nations of the Gulf rallied to Baghdad's cause late last year.

With sometimes bewildering speed, however, that lineup has become blurred and ambiguous. Iran failed to produce its widely forecast winter offensive, in part, according to Western diplomats in Baghdad, because it was not able to persuade enough Iranians to volunteer for the war.

And Iraq, frustrated and fearful of seeing the momentum of its recent diplomatic gains slip away, has pursued tactics that have blocked Western efforts to win Soviet backing for an arms embargo against Tehran, specialists in the Gulf region say.

The Iraq president has other

considerations, too, according to a Western diplomat in the Gulf. The loss of momentum offered the prospect of a continued stalemate, a situation that Baghdad sees as benefiting Tehran with its larger population and its need to bolster its armaments.

In late February, Iraq struck an Iranian refinery eight miles (13 kilometers) from the center of Tehran. Western diplomats in Iraq said Baghdad hoped to provoke Tehran into reopening the "war of the cities." The label refers to long-range missile and aerial offensives, which Western military experts say Baghdad is better equipped to fight.

Iran launched three missiles into Baghdad, enabling Iraq to unleash its previously unused long-range, surface-to-surface missiles. The

Iraqis say they build the missiles themselves, but Western military experts say they are Soviet-supplied Scud-B or SS-12 missiles with extended range.

"In a way the whole thing backfired," a Western diplomat said, because it enabled the Soviet Union to slip away from U.S. pressure to support an arms embargo against Tehran as a punishment for failing to accept the UN peace plan, which was presented in September.

"The Iraqis wanted to worry the international community," an Arab diplomat said. "They wanted to make sure that Iran was not going to get away with stalling."

Since Feb. 29, Iraq has launched 106 missile strikes against Tehran and other Iranian cities.

ALSACE 25.03.88

Iran-Irak Des bombes en Turquie

Des avions inconnus ont lâché six bombes, hier matin à deux reprises, près des postes frontaliers de Kapili et de Habour dans la province de Mardin (sud est de la Turquie limitrophe avec l'Irak) a annoncé le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, M. Inal Batu.

L'agence turque Anatolie a indiqué pour sa part que la défense anti-aérienne irakienne, qui se trouve au nord de l'Irak, près de la frontière turque, avait tiré sur les avions inconnus qui, selon l'agence, seraient des avions iraniens.

L'agence ajoute que les bombes lâchées à un kilomètre du poste frontalier de Habour (l'unique poste d'accès en Irak dans les territoires turcs) ont provoqué la panique parmi les routiers qui attendaient aux postes et brisé les vitres des installations douanières sans faire de victime.

Les combats continuent près de cette zone bombardée, au nord-est de l'Irak, dans la province kurde

de Suleimanigeh. Téhéran affirme que ses troupes ont progressé, ce que Bagdad a démenti.

Un porte-parole irakien a cependant implicitement confirmé les violentes opérations militaires dans la région. Il a indiqué que l'aviation, l'artillerie et les chars irakiens ont bombardé les positions iraniennes dans «la région nord» faisant des «milliers de morts». L'Irak a également indiqué avoir abattu dans le même secteur trois avions iraniens de type F-4 et deux hélicoptères.

D'autre part, la guerre des villes continue. Bagdad a lancé six missiles sur la capitale iranienne. Téhéran a riposté en lançant deux avions du même type sur Bagdad.

A Paris, le gouvernement français a exprimé sa «très grande préoccupation» à la suite des informations sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques dans la ville d'Halabja, au Kurdistan irakien, et réitéré sa «condamnation absolue» de cette pratique.

Le MRAP, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, a également condamné l'utilisation par l'Irak de gaz toxiques au Kurdistan irakien mais a dénoncé «l'implication de grandes puissances, y compris la France» dans la fourniture de matériels «pour de telles opérations».

Iran Charges Iraq With a Gas Attack And Its Grisly Toll

By Patrick F. Tyler
Washington Post Service

HALABJA, Iraq — More than 100 bodies of women, children and elderly men lay in the streets, alleys and courtyards of this now empty city, victims of what Iran alleges is the worst chemical-warfare attack on civilians in the more than seven years of the Gulf War.

Some victims hugged children in silent embraces, others sprawled in doorways. One family lay near a table set for lunch.

In another houses, the cellar became the death chamber for residents trying to flee the heavier-than-air cloud that seeped down into their refuge to kill them.

Outside, the streets were littered with the bloated corpses of cattle and sheep, cats and dogs, all trapped by the chemical burst near the city center.

Iraq denies responsibility for what happened in this valley 150 miles (245 kilometers) northeast of Baghdad on March 16 at 2 P.M. when a single warplane appeared from the west and dropped one or more chemical bombs sending a deadly yellow and white cloud through the city, killing hundreds and perhaps thousands of Iraqi residents.

Iranian military officials told Western journalists that two Iraqi pilots, whose jets were shot down during the battle, had acknowledged that Iraq was responsible for the chemical attack.

Halabja survivors said in interviews that they were certain the gas attack had come from an Iraqi warplane, because it had occurred after a fierce ground battle for the city was over and Iraqi ground forces had withdrawn or surrendered

to the Iranians.

Iranian officials asserted that Iraq's military command was punishing the Kurdish population of Halabja for its complicity with Iranian forces.

An Iraqi military communiqué said last week that Iraqi forces had long ago abandoned Halabja and did not consider the area important. Whatever happened, the communiqué asserted, was Iran's responsibility.

Yet the evidence that the Iraqi Army was in Halabja in strength is plentiful.

The gas attack came during a large military offensive by Iranian Revolutionary Guards and Kurdish guerrillas, who have penetrated 30 miles into Iraq and are now dug in along the shore of Lake Dar Bandi Khan, whose dam is a major hydroelectric power source for north-eastern Iraq.

Artillery duels were still raging to the north and south of the lake when Western reporters traveled to Halabja under Iranian escort this week. Iraqi warplanes roared overhead, and random artillery shells gouged small craters into the adjoining fields as reporters toured Halabja, Dojaila and the tiny hamlet of Anap, where another 80 bodies of

civilian gas victims had been heaped together on the roadside.

The bodies of dozens of dead Iraqi soldiers were strewn along the five miles of roadway between Halabja and Dojaila, where the heaviest fighting occurred last week.

Officials of the Iranian Revolutionary Guards who were in charge of the offensive said they captured several hundred Iraqi tanks, artillery pieces and thousands of support vehicles.

Burned or bombed out Iraqi tanks and trucks attested to the battle. Thousands of spent artillery shells cluttered roadside emplacements and boxes of spent ammunition carrying markings from the Jordanian Army — one of Iraq's suppliers — were stacked in supply areas.

But the starkest and most gruesome scenes of this distant battle set in a lush green valley guarded by flanking snow-crested peaks are the quiet faces of the noncombatant victims: four small girls in traditional local dress laying like discarded dolls by a trickling stream in Anap, two women cuddled in death by a flower garden, an old man in a turban clutching a baby.

LIBERATION 25.03.88

KURDISTAN

Les Kurdes irakiens avec Khomeiny contre Hussein

Les nationalistes kurdes d'Irak, alliés à l'Iran, sont prêts à tout pour se défendre contre Bagdad, y compris la menace contre les coopérants français, comme l'explique ici l'un de leurs dirigeants, Jalal Talabani.

Si nous capturons des techniciens français participant à la construction du nouveau centre nucléaire irakien de Karatchauk, au nord-ouest de Kirkouk, ils ne seront pas considérés comme de simples otages: ils seront jugés comme criminels de guerre. C'est le sort qui attend tous les techniciens français impliqués dans des activités militaires en Irak... Pour Jalal Talabani, secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), il ne s'agit pas là d'une menace, mais d'un avertissement: «Je veux réveiller le peuple français, pour lequel nous gardons notre amitié: si Chirac continue d'être l'ami de Saddam Hussein, il devra en supporter les conséquences...»

Agé aujourd'hui de 55 ans, Jalal Talabani, qui nous a accordé cet entretien à Londres, n'a guère changé depuis l'époque — c'était il y a un quart de siècle — où, considéré par le général Barzani comme son « fils », il était aussi l'un des « jeunes loups radicaux » du Mouvement national kurde irakien. Il dirige aujourd'hui l'un des deux principaux groupes de partisans du Kurdistan irakien, fort de plusieurs milliers de « peshmergas ».

Avocat des solutions extrêmes: il n'a pas hésité à forger une alliance avec l'Iran de Khomeiny, guidant à l'occasion les Gardiens de la révolution jusqu'à Kirkouk. Considérant désormais l'autonomie comme une formule dépassée, il prône l'autodétermination des Kurdes, sinon leur indépendance. Et il n'hésite pas à menacer le gouvernement français, coupable de « complicité avec les crimes de Saddam Hussein »...

Il a, enfin, l'intention de frapper son adversaire au cœur, à Bagdad même, où les étrangers ne seront pas à l'abri. Si on lui fait remarquer que ces menaces risquent de réduire la sympathie de l'opinion pour le peuple kurde, un de

ses collaborateurs intervient pour dire: «Nous en avons assez de cette pitié silencieuse... Ce n'est pas cela qui nous sauvera.»

Paradoxalement, la dernière offensive iranienne sur le front du Kurdistan, qui a permis la « libération » de trois villes kurdes, a accentué ce sentiment de désespoir irrémédiable avec les bombardements irakiens massifs, notamment aux armes chimiques des agglomérations de Halabja, Khormal, et Silouane ainsi que les camps de regroupement voisins. Rien n'a été épargné aux populations kurdes, dont les pertes s'élevaient à plusieurs milliers de civils tués (5 000 selon les sources iraniennes) pour les seules journées des 16-17 mars. «C'est une nouvelle preuve que nous sommes victimes d'un génocide», affirme Jalal Talabani.

Les déplacements de population au Kurdistan revêtent une ampleur sans précédent: Il ne s'agit plus de créer une « zone de sécurité » le long de la frontière: c'est pratiquement tout le nord du Kurdistan qui est systématiquement vidé de sa population: les villages sont rasés, les mosquées et les églises détruites, les écoles fermées ou détruites, les populations déportées et regroupées autour des grandes villes de Kirkouk, Erbil et Souleimania: au total, ce sont plus de 3 000 hameaux et villages kurdes qui ont ainsi été détruits — dont une dizaine d'églises et de monastères vieux de plus de mille ans, témoins d'une très ancienne présence chrétienne dans cette région du Moyen-Orient. Des centres urbains plus importants comme Koi-Sinjak (dont est originaire Jalal Talabani), Nergassour, Diana et Rouandouz seraient en train d'être rasés à leur tour.

C'est cette escalade impitoyable de l'arabisation et de la répression qui conduit Jalal Talabani à envisager de

couper tout lien avec l'Irak: après s'être longtemps battu pour l'autonomie du Kurdistan — en 1984-1985 encore il avait engagé des négociations avec le régime du président Saddam Hussein sur cette base — il revendique aujourd'hui ouvertement le droit des Kurdes à l'autodétermination: «Nous voulons une République du Kurdistan», déclare-t-il, péremptoire. «Si l'Irak devient un pays démocratique, notre République kurde pourrait avoir sa place dans un système fédéral, comme en Yougoslavie; évidemment, nous garderions nos «peshmergas» comme garantie pour l'avenir... Mais si l'Irak reste une dictature, alors nous nous séparerons.»

Cette République kurde ne sera pas si ridicule que cela, ajoute-t-il: avec ses cinq millions d'habitants, elle sera plus peuplée que la Jordanie et le Liban réunis, ou que tous les Etats du Golfe...

Et grâce à son pétrole, à ses autres ressources minérales, à son sol fertile et à l'ingéniosité de ses habitants, ce sera un pays riche et prospère. Certes, cette République kurde risque d'être confrontée à l'hostilité de ses voisins.

«Mais l'invasion turque — la pire des hypothèses — nous donnera la chance de réunir deux des parties du Kurdistan, et de mettre en commun notre expérience militaire et la masse de la population kurde de Turquie.»

En attendant, comme le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, Jalal Talabani joue à fond la carte de l'alliance avec l'Iran. Evoquant ces relations, Jalal Talabani estime qu'il s'agit pour l'instant d'une «coopération contre un ennemi commun, avec des intérêts communs, à un moment précis». Et ce n'est que s'il arrive à un accord avec les Iraniens sur le droit à l'autodétermination des

Kurdes et sur le futur politique de l'Irak que l'on pourra vraiment parler d'alliance».

Ces nouvelles relations ont déjà permis à l'UPK de recevoir des quantités importantes d'armes relativement lourdes — des mini-Katushas, des missiles Sam-7 et Saqr, des mortiers, des RPG-7 et des RPG-II. Après avoir mené pendant dix ans une guerre de guérilla classique, faite de petites escarmouches, l'UPK peut désormais mener une guerre de fronts: depuis le 26 février, plusieurs brigades de l'armée irakienne sont engagées, sans succès, dans une opération contre la zone dans laquelle se trouve le quartier général de l'UPK, dans le triangle Souleimania-Dokan-Chwarta, autour de Sarmaband.

De même, les combattants de l'UPK ont participé à la récente opération iranienne contre Khormal et Halabja, attaquant à partir de leurs positions à l'est de Halabja, tandis que les Iraniens attaquaient à partir du sud. Et c'est une unité de 1 250 peshmergas de l'UPK qui a pénétré la première dans Halabja, le 13 mars.

La prochaine étape dans l'escalade de l'activité des forces kurdes, c'est la libération des grandes villes du Kurdistan, en particulier de Kirkouk. Tout en reconnaissant que c'est inviter le gouvernement irakien à les détruire, comme il vient de le faire à Halabja, Jalal Talabani déclare, en faisant référence à l'«oncle Hô Chi Minh», qu'il est clair que le peuple kurde doit s'attendre à de longues souffrances. Mais, conclut-il, «nous lancerons cette opération quand l'ennemi irakien sera occupé ailleurs, par une offensive iranienne. Et nous sommes riches, nous avons du pétrole, nous reconstruirons nos villes».

Chris KUTSCHERA

Pluie de missiles sur Bagdad et Téhéran

L'Iran et l'Irak font état de bilans meurtriers à la suite des bombardements de missiles sol-sol, jeudi, dans les zones résidentielles des deux capitales. Les belligérants ont fait état, par ailleurs, de nouvelles opérations militaires sur le nord du front, dans la province kurde de Suleimaniyeh.

La « guerre des villes » s'est poursuivie jeudi avec l'annonce par l'Irak du tir de six missiles sol-sol sur Téhéran, et une riposte de l'Iran qui a lancé deux engins du même type contre Bagdad, alors que les deux belligérants ont fait état d'opérations militaires dans le nord du front. Le tir de six nouveaux missiles sur la capitale irakienne a été effectué peu avant dix heures du matin à la cadence d'un tir par minute, selon Bagdad.

Ces tirs ont fait 10 morts et 100 blessés, et détruit notamment deux hôpitaux, deux écoles, et deux mosquées. Il s'agit d'un des plus lourds bilans annoncés par Téhéran depuis le déclenchement de la « guerre des villes », le 28 février dernier. Bagdad a annoncé de son côté que soixante-dix civils, dont plusieurs enfants, ont été tués ou blessés dans l'explosion jeudi après-midi d'un missile iranien dans un « quartier populaire » de Bagdad.

La presse officielle irakienne a réaffir-

mé pour sa part la détermination de Bagdad à poursuivre ces tirs jusqu'à ce que l'Iran accepte d'appliquer le cessez-le-feu général exigé par la résolution 598 du Conseil de sécurité. L'Irak, qui a affirmé avoir tiré 99 missiles de sa propre fabrication, sur Téhéran, depuis le déclenchement de la « guerre des villes », huit sur la ville sainte de Qom et deux sur Ispahan, a accusé l'Iran de poursuivre le « bombardement sauvage » de ses localités frontalières, notamment Qurna et Bassorah.

Les deux belligérants ont fait état par ailleurs de nouvelles opérations militaires sur le nord du front, où l'Iran avait réussi une percée la semaine dernière, dans la province kurde de Suleimaniyeh (nord-est de l'Irak). Téhéran a indiqué que ces troupes avaient encore progressé et pris de nouvelles hauteurs dans la région de Khormal, dans la nuit de mercredi et jeudi, mettant hors de combat « un millier de soldats irakiens ».

Bagdad, qui avait reconnu la perte de l'importante ville de Halabja (70 000

habitants), située à environ 300 km au nord-est de Bagdad, a démenti le déroulement d'une nouvelle attaque irakienne. Elle a qualifié de « mensongères », les informations de Téhéran sur une nouvelle avance irakienne dans ce secteur. Un porte-parole irakien a cependant implicitement confirmé les violentes opérations militaires dans la région. Il a indiqué que l'aviation, l'artillerie et les chars irakiens ont bombardé les positions iraniennes dans « la région nord » faisant des « milliers de morts ». L'Irak a également affirmé avoir abattu dans le même secteur trois avions iraniens de type F-4 et deux hélicoptères.

A Ankara, un porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, a annoncé que trois avions non identifiés ont bombardé jeudi matin à deux reprises le territoire turc près de la frontière turco-irakienne).

La situation dans le secteur nord, où l'Iran a engagé depuis dix jours une nouvelle offensive, baptisée Val-Fajr 10

(Aurore 10), semble assez tendue pour que s'y succèdent les visites de hauts responsables irakiens dont celle du ministre irakien de la Défense, le général Adnane Khairallah. Saddam Hussein, le chef de l'Etat irakien, qui est également chef suprême des forces armées, avait personnellement inspecté le secteur nord du front le 14 mars dernier, et c'est notamment en représailles contre la nouvelle offensive irakienne dans le secteur qu'il avait ordonné la reprise des tirs de missiles sur Téhéran.

Le gouvernement français a exprimé jeudi sa « très grande préoccupation » à la suite des informations sur l'emploi par l'Irak d'armes chimiques dans la ville d'Halabja, au Kurdistan irakien, et réitéré sa « condamnation absolue » de cette pratique. Au Quai d'Orsay, on rappelle par ailleurs les « mesures de contrôle très strictes » prises par la France pour empêcher le détournement à des fins militaires de substances chimiques utilisées dans l'industrie civile. Il existe des contrôles à l'exportation sur les produits toxiques qui pourraient servir à la fabrication d'armes chimiques, ajoute-t-on.

D'après AFP

● Le MRAP, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, a condamné jeudi l'utilisation par l'Irak de gaz toxiques au Kurdistan irakien et a dénoncé « l'implication de grandes puissances, y compris la France » dans la fourniture de matériels « pour de telles opérations ».

LE MONDE 26.03.88

Le conflit entre Téhéran et Bagdad

Le nombre des victimes de la « guerre des villes » ne cesse de croître

Pour la première fois depuis le début de la « guerre des villes » qui oppose l'Iran et l'Irak depuis le 28 février, Bagdad a fourni le bilan des victimes de deux missiles irakiens tombés jeudi 24 mars sur la capitale irakienne : treize morts et près de soixante-dix blessés. Pour la première fois également, l'agence irakienne INA a diffusé un reportage décrivant les dégâts occasionnés par l'un de ces missiles - Téhéran a affirmé avoir lancé huit de ces engins jeudi sur l'Irak, tandis que Bagdad revendiquait le tir de six fusées sur l'Iran.

Selon l'INA, le missile iranien a détruit des habitations et fortement endommagé un hôpital pour enfants ainsi qu'une maternité, où plusieurs femmes et nourrissons ont été blessés par des éclats de verre. Passant brutalement du silence le plus complet sur les effets des missiles iraniens depuis près d'un mois à une abondance de détails, l'INA s'est longuement étendue sur les scènes d'horreur dans un quartier « populaire » de Bagdad. Et ce, au lendemain de la diffusion dans le monde entier d'images terrifiantes sur les ravages occasionnés dans le Kurdistan par des armes chimiques irakiennes qui, selon des bilans iraniens, ont fait quelque cinq mille morts dans la population civile kurde... irakienne.

Pour leur part, les Iraniens ont fait état de dix morts et cent blessés à la suite de la chute des missiles irakiens sur Téhéran jeudi. Des hôpitaux, des écoles, des mosquées, des habitations ainsi que des magasins ont été touchés.

Nouvelles condamnations

Plusieurs de ces missiles ont atteint la capitale au moment où le président de l'Assemblée, M. Hachemi Rafsandjani, dénonçait, lors d'une conférence de presse, la « politique sournoise et ambiguë » de l'Union soviétique. « Nous avons la certitude, a-t-il également dit, que l'URSS a fourni ces missiles [à l'Irak], et l'examen des quelques engins qui n'ont pas explosé nous a prouvé qu'ils ont été fabriqués en 1985 et en 1986, et que les pièces ayant servi à allonger leur portée ont été aussi fabriquées en URSS. » Toutefois, a souligné M. Rafsandjani, « nous ne désirons pas que cette question entraîne une tension dans nos relations avec Moscou ».

Le président du Parlement a, d'autre part, accusé la France et les Etats-Unis d'avoir fait obstacle à l'envoi d'une mission d'experts de l'ONU dans la région de Halabja (au Kurdistan irakien) pour consta-

ter les effets des bombardements chimiques irakiens. Washington, selon M. Rafsandjani, s'est opposé à l'envoi d'une telle mission, réclamé par Téhéran, sous le prétexte que « l'Iran avait également eu recours aux armes chimiques ». Accusations démenties par les autorités iraniennes. A New-York, le porte-parole de l'ONU a indiqué jeudi que la demande de l'Iran était « toujours à l'étude ».

L'utilisation par l'Irak d'armes chimiques au Kurdistan a continué à susciter des réactions dans le monde. Après d'autres pays, comme les Etats-Unis mercredi, la France a condamné cette utilisation, exprimant jeudi sa « très grande préoccupation » et réitérant sa « condamnation absolue de cette pratique en violation flagrante du protocole de Genève de 1925 ».

Le Parti socialiste s'est également élevé contre « le recours barbare aux armes chimiques », indiquant que « ces bombardements font suite à toute une série de très graves exactions contre la population des régions kurdes de l'Irak : déplacement de populations, exécutions sommaires, etc. ».

Enfin, des Kurdes résidant à Paris ont formé un « Comité de solidarité avec les victimes du massacre de Halabja », qui a réclamé jeudi une aide médicale pour les rescapés et « l'arrêt immédiat de l'aide militaire française à l'Irak ».

Iraqi gas attacks revive horrors of the Great War

THE IRAQ-IRAN conflict, grinding along well into its eighth year, has often been compared to the first world war because of the huge numbers of troops sacrificed for the sake of advancing, in some cases, not much more than a few yards.

Parallels are again being drawn with the 1914-18 conflict, but for a different, perhaps more sinister reason — the use of poison gases, banned by the international community in 1925 so that the horrors of earlier years would never be repeated.

They have been, in the unlikely setting of the remote Kurdish mountain town of Halabja in northern Iraq, some 15 miles from the border with Iran. Western correspondents who visited the town with the Iranians last week verified that hundreds of Iraqi Kurdish civilians, including entire families, were killed by chemical weapons.

Exactly how many people died is not yet known. Kurdish *peshmergah* guerrillas, allies of the Iranians, captured the town on March 16. The gas attacks happened before Iranian forces joined the guerrillas.

Tehran Kurdish rebels claim that as many as 5,000 Kurdish civilians and hundreds of guerrillas perished in the town, in normal times a thriving community of some

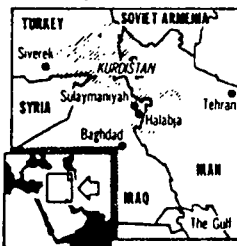
Jim Muir

KURDISTAN

70,000 people. The Iranians say that thousands more are suffering from the effects of the poison gases.

Dr Mohammed Al-Mashat, the Iraqi ambassador in London, last week denied accusations that it was Iraqi warplanes which dropped chemical bombs on Halabja. He accused the Iranians of responsibility for the killings.

But Iraq has never admitted



using poison gases in the past, even when the charges have been substantiated by independent investigators. In March 1986, a team of United Nations experts for the first time publicly named Iraq as responsible for using chemical weapons against Iranian forces "on many occasions"

during the Iranian attack on Iraq's Faw peninsula, at the southern end of the battle-front.

Even American officials — no friends of Iran — conceded that Iraq was the most likely culprit at Halabja. "In addition to the media reports, we do have some additional indicators that the massive attack was in fact carried out by Iraq," a state department official told *The Sunday Times*.

The spokesman added that there were "other indications" that Iran also used chemical shells in the same area, but he could not specify when, where, or what type of chemicals were involved.

By all accounts, a combination of mustard gas and other, more instantly fatal, chemical agents caused the massive carnage at Halabja.

The injured survivors that reporters saw being treated in hospitals in Tehran and elsewhere last week showed the classic symptoms of mustard gas poisoning — ugly skin lesions and breathing difficulties.

As well as progressively affecting the lungs and skin, mustard gas also impairs the bone marrow function. It often means a lingering and painful death, although some victims recover.

But many of those who died

instantly in or near their homes bore different traces. "The speed of their deaths would suggest something very quick-acting — nerve agents or one of the cyanide-based blood gases," said Don Kerr of the International Institute of Strategic Studies (IISS) in London.

Iranian officials in Halabja itself also believe that cyanide agents caused many of the deaths. Experts believe Iraq has at least three chemical weapon production centres — at Samarra, Rutbah and Salman Pak — and is producing the nerve gases Tabun, Sarin (both are phosphorous compounds), cyanotic agents and mustard gas.

Although it did not name Iraq as responsible, a team of UN experts first reported that mustard gas and Tabun had been used against Iran as early as March 1984. Since then, Iraqi use of chemical weapons has been reported every year except 1987, with varying degrees of success, against Iran's spring offensives.

Their use against the Kurds, however, is apparently a more recent thing. Rebel Iraqi Kurds say that Iraq first began using poison gases against their guerrilla bases and a number of Kurdish villages last April.

Kurdish guerrillas accused

the Iraqis of bombing Halabja out of spite, and to deter the population from joining the guerrillas.

Don Kerr of the IISS agreed that may have been one factor. "But this is also an action the Iraqis have taken before against the Iranians when in danger of losing — and they seem to have taken a beating at Halabja," he said.

"This is something that is going to be held against them [Iraq] for a very long time to come — and it's going to do nothing to ease their internal problem in the north," Kerr added.

Iranian leaders last week vowed to resort to chemical warfare if the UN Security Council fails to condemn Iraq. Experts say Iran is working on chemical weapons, but is lagging well behind Iraq, though American officials say Iranians have used chemical shells on "very limited occasions" over the past two years.

28.03.88

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

Iraq Stands Accused

Again, Iraq stands credibly accused of resorting to chemical weapons in its war with Iran. More than 100 Kurds — women, children and elderly people — were killed on March 16 in the Iranian-occupied city of Halabja. The instrument of their death arrived in a single warplane, almost certainly Iraqi, whose bombs dispersed a yellow-white cloud through the Kurdish Iraqi city.

The deed is in every sense a war crime. It is compounded by Iraq's lame official denials and unofficial alibis for using a dastardly weapon. The U.S. State Department properly denounced Iraq for its "particularly grave violation" of the 1925 Geneva protocol outlawing use of gas weapons.

Americans have no wish to see Iran prevail in the Gulf war, but it was not the ayatollahs who started it, bombed the U.S.S. Stark and escalated the "war of the cities," firing missiles into the center of civilian areas.

Iran bears the responsibility for prolonging this senseless war. If it now retaliates with its own gas weapons, the mullahs will have thrown away their moral advantage and edged the world closer to barbarism.

Churchill called mustard gas "hellish poison" when it was introduced by the Germans, then used by all sides routinely and hideously in World War I. So great was the loathing aroused by chemical warfare that

former belligerents joined in signing the 1925 protocol against use of a weapon "justly condemned by the general opinion of the civilized world." Iraq signed in 1931, and now it violates both the letter and the spirit of the treaty. The victims are not even Iranian soldiers but Iraq's own Kurdish citizens. The attack appears to be a grisly warning against an ethnic group that Baghdad accuses of collaborating with Iran.

Long before the Gulf war, sporadic violations were alleged against the Italians in Ethiopia in 1935-36 and Egypt in Yemen in 1963. But Iraq's violation has been repeated and flagrant, beginning in 1984. Baghdad's culpability was established by a United Nations inquiry, resulting in condemnation by the Security Council.

The United States and the Soviet Union have been negotiating a new Geneva agreement that would reaffirm the ban on use, outlaw production and call for destruction of stockpiles of chemical weapons. Agreement has been stalled in arguments over verification and what to do about proliferation of these weapons to states like Iraq.

In the meantime, Washington and Moscow have to get an urgent message to Baghdad now: Stop using these weapons or forfeit outside support.

— THE NEW YORK TIMES.

Η κυβέρνηση Οζάλ αναγκάζεται να μαλακώσει τη στάση της 28/Διεθνή Η Τουρκία «ανακαλύπτει» τους Κούρδους

ΑΓΚΥΡΑ, Μάρτιος.

Ο ΕΘΝΙΚΟΣ αγώνας των Κούρδων στην ανατολική Τουρκία ήταν πάντα πολύ σκληρός, επειδή η χώρα αυτή - η μόνη στο ΝΑΤΟ - δεν παραδέχεται ότι ζουν στο έδαφός της μειονότητες. Κάποιος διευθυντής του Σοσιαλιστικού Δημοκρατικού Λαϊκού Κόμματος, που βρίσκεται στην αξιωματική αντιπολίτευση, τόλμησε να σπάσει το «αίματό» που ισχύει εδώ και εξήντα χρόνια, προφέροντας μέσα στο Κοινοβούλιο το όνομα «Κούρδου». Και δέχθηκε αυτοστιγμεί τα δικαστικά πυρά όχι μόνον του κυβερνητικού κόμματος, αλλά και του ίδιου του αρχηγού του, του καθηγητή Ερνάλ Ινονού, που τον πέρασε γενεές δεκατέσσερις, υπενθυμίζοντάς του με τον εντονότερο δυνατό τρόπο ότι «στην Τουρκία υπάρχουν μόνον Τούρκοι».

Μέσα σε αυτό το γενικό κλίμα, δημιουργούν εύλογες απορίες οι πρόσφατες παραχωρήσεις της τουρκικής κυβέρνησης προς τους Κούρδους. Για πρώτη φορά δόθηκε άδεια στους συγγενείς των 2.000 περίπου Κούρδων, που κρατούνται στις στρατιωτικές φυλακές του Νταρφιντάρ, να μιλούν κατά τα επισκεπτήρια την κουρδική γλώσσα.

Η Κουρδική είναι γλώσσα απαγορευμένη διά ροπαλού στην Τουρκία. Σε κανένα σχολείο δεν διδάσκεται, κομμά εφημερίδα, έντυπο ή διδύλο δεν επιτρέπεται να κυκλοφορήσει γραμμένο στα κουρδικά, κι ως υπάρχουν 15 εκατομμύρια Κούρδοι στην Τουρκία, που δεν γνωρίζουν άλλη γλώσσα οι περισσότεροι. Και επειδή απαγο-



Η απεργία πείνας των Κούρδων φυλακισμένων ανάγκασε την τουρκική κυβέρνηση να κάνει ορισμένες παραχωρήσεις

ρεύεται ακόμη και να μιλήσει κανείς την Κουρδική σε δημόσιους χώρους, πολλοί χωρικοί έφθαναν στις φυλακές και αναγκάζονταν να συνεννοούνται με τους φυλακισμένους συγγενείς τους με... παντομίμα!

ΟΙ ΠΑΡΑΧΩΡΗΣΕΙΣ αυτές της τουρκικής κυβέρνησης δεν έγιναν βέβαια για λόγους ανθρωπιστικούς, αλλά έπειτα από

σκληρό αγώνα των φυλακισμένων. Εκατοντάδες κρατούμενοι έκαναν απεργία πείνας, και ένας από αυτούς, ο Μεχμέτ Εβίν Γιαβούζ, πέθανε. Υπήρξαν όμως και μερικές ακόμη δελτιώσεις: εγκαταστάθηκε τηλεφωνική συσκευή για να μπορούν οι κρατούμενοι να επικοινωνούν με τους συγγενείς και τους δικηγόρους τους. Ο χρόνος των επισκεπτηρίων διπλασιάστηκε. Καταργήθηκε το σύστημα

να αλυσοδέονται οι κρατούμενοι μεταξύ τους. Και οι φυλακισμένοι δεν είναι πλέον υποχρεωμένοι να φορούν τη στολή των φυλακών, αλλά ό,τι ρούχα θέλουν.

Η απεργία αυτή, που χαρακτηρίστηκε από αμερόληπτους παρατηρητές ως η πλέον επιτυχής στην ιστορία του τουρκικού έθνους, έδωσε το έναυσμα και για άλλες παρόμοιες απεργίες. Στις φυλακές Σαργκαμισλάρ, μόλις πρόσφατα, τελείωσε απεργία πείνας 76 κρατούμενων Κούρδων και Τούρκων, που έγινε χωρίς να ξεκαθαριστούν συγκεκριμένα αιτήματα. Και στο ίδιο το Νταρφιντάρ, 45 Κούρδοι ξανάκαναν απεργία πείνας για αρκετές ημέρες, ζητώντας να σταματήσουν οι μεταγωγές ομοφύλων τους, μια πρακτική που έχει αρχίσει να εφαρμόζει τώρα η κυβέρνηση με προφανή σκοπό τη διάσπαση της αγωνιστικότητας του κουρδικού κινήματος.

Ενας σημαντικός παράγων, που ασφαλώς συνετέλεσε πολύ στο «μαλάκωμα» της πολιτικής που εφαρμόζει η τουρκική κυβέρνηση για την αντιμετώπιση του κουρδικού προβλήματος, είναι οι ελπίδες για σύνδεση της χώρας με την ΕΟΚ. Τον Ιανουάριο η Τουρκία υπέγραψε τη Σύμβαση του Συμβουλίου της Ευρώπης για την κατοχύρωση των βασανιστηρίων και υποσχέθηκε ότι θα υπογράψει και ανάλογη σύμβαση του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Το κατά πόσον όμως θα δελτιωθούν οι απάνθρωπες συνθήκες που επικρατούν σε όλες τις τουρκικές φυλακές, έστω και με την υπογραφή των δύο αυτών συνθηκών, παραμένει μέγα ερωτηματικό.

PRESSE OCEAN 28.03.88

L'Irak veut «raser» l'Iran !

L'état-major a fait le «serment» de détruire les villes iraniennes

Un mois après le début de la « guerre des missiles » que se livrent aveuglément et sans répit l'Irak et l'Iran, l'état-major irakien a fait hier le « serment » solennel de détruire les villes iraniennes et de « semer la mort » dans les rangs iraniens.

Selon Téhéran, les forces iraniennes continuent à progresser en territoire irakien dans la province kurdje de Suleimaniyah après avoir occupé la ville de Halabja (70.000 habitants) et pris le contrôle de 1.000 km² dans ce secteur, à moins de 300 km de Bagdad.

L'Irak a reconnu entre-temps, en des termes à peine voilés,

qu'il avait recours aux armes chimiques, pour contrer l'« invasion » iranienne. Bagdad estime avoir le droit de recourir à « tous les moyens disponibles » pour se défendre.

L'Irak, accusé depuis plusieurs années d'avoir recours aux armes chimiques, ne l'avait jamais reconnu, jusqu'à présent, même quand il avait été condamné en mars 1986 par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Irak garde l'initiative

Selon Téhéran, le bombardement chimique de Halabja a tué 5.000 morts et 5.000 blessés.

D'autres victimes ont été dénombrées dans d'autres bombardements du même type et une mission des Nations-Unies est attendue lundi à Téhéran pour examiner les blessés iraniens.

Dans un geste sans précédent, l'Irak a dénoncé M. de Cuellar qui a condamné le recours aux armes chimiques. Il l'a accusé d'être « partial » et de s'occuper de questions secondaires au lieu de contraindre l'Iran à accepter une paix globale.

Cette accusation risque de mettre en péril les conversations sur une relance d'un ré-

glement de paix que M. de Cuellar doit avoir à New York avec un représentant du gouvernement iranien, puis avec le chef de la diplomatie irakienne.

Hier, manifestement pour montrer qu'il compte garder toute latitude d'action dans ses opérations militaires, l'Irak a tiré deux nouveaux missiles sur Téhéran et deux autres sur Isfahan, la deuxième ville iranienne. L'Iran a riposté comme d'habitude et tiré deux missiles sur la capitale irakienne en début de matinée puis deux autres l'après-midi sur Bassorah, la deuxième ville irakienne.

ΚΟΙΝΗ ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΗ ΕΞΟΝΤΩΣΗΣ ΤΟΥ ΚΟΥΡΔΙΚΟΥ ΛΑΟΥ ΑΠΟ ΤΟΥΡΚΙΑ, ΙΡΑΝ ΚΑΙ ΙΡΑΚ

ΕΙΚΟΣΙ εκατομμύρια Κούρδοι, της μεγαλύτερης σήμερα χωρίς πατρίδα εθνότητας στον κόσμο, γιόρτασαν στις 21 του Μάρτη, σε συνθήκες άγριας καταπίεσης και διώξεων, την εθνική τους μέρα, τη ΝΕΒΡΟΖ, τη μέρα της ελπίδας και της προμονής, αλλά και του αγώνα για λευτεριά και ανεξαρτησία.

Και τούτος ο φετινός γιορτασμός της ΝΕΒΡΟΖ, είχε ιδιαίτερη σημασία για τον κουρδικό λαό, καθώς εντεινόνται οι ενέργειες γενοκτονίας σε βάρος του από τις φασιστικές κυβερνήσεις της Τουρκίας και του Ιράκ και το θεοκρατικό καθεστώς του Ιράν.

Το διαμελισμένο Κουρδιστάν, μια περιοχή πλούσια σε πετρέλαιο και ορυκτά κοιτάσματα, αλλά και μεγάλης στρατηγικής σημασίας, καταλαμβάνει έκταση πάνω από 530.000 τετραγωνικά χιλιόμετρα (4 φορές μεγαλύτερη από την Ελλάδα) και καλύπτει τμήματα της Τουρκίας, του Ιράκ, του Ιράν και της Συρίας. Στις χώρες αυτές, ο αριθμός του Κουρδών είναι ως εξής μοιρασμένος: 10 εκατομμύρια στο τουρκικό Κουρδιστάν, 7 στο ιρακινό, 3 στο ιρακινό και 1 στη Συρία.



Με τις γκριζές κάθετες διαγραμμίσεις η περιοχή που κατοικείται από Κούρδους και επεκτείνεται μεταξύ Τουρκίας, Ιράκ και Ιράν.

Από τα βάθη της αρχαιότητας

Ο κουρδικός λαός είναι ένα από τα αρχαιότερα έθνη στην περιοχή και οι ρίζες του φτάνουν στο 4000 π.Χ., όταν τμήματα της Ινδοευρωπαϊκής φυλής μετακινήθηκαν από την Ευρώπη στην Ασία. Κούρδοι αγωνιστές πολέμησαν στο πλευρό του Μέγα Αλέξανδρου και των Μακεδόνων στην εκστρατεία κατά των Περσών, ενώ αργότερα η περιοχή δέχθηκε τις επιδρομές των Μογγόλων του Τσένγκις Χαν και των μουσουλμανικών ορδών. Το 1837 το Κουρδιστάν κατακτήθηκε και προσαρτήθηκε στην Οθωμανική και την Περσική αυτοκρατορία.

Από τότε, οι Κούρδοι δεν έπαψαν να αγωνίζονται για την εθνική τους ανεξαρτησία. Στις 21 Ιανουαρίου 1946, η κουρδική σημαία υψώθηκε για πρώτη φορά πάνω από το Κουρδιστάν, όταν δημιουργήθηκε η πρώτη Δημοκρατία του Κουρδιστάν στην περιοχή Μχαμπάντ του Ιράν. Η Δημοκρατία του Μχαμπάντ κράτησε μόνο 11 μήνες και διαλύθηκε βίαια από τον Σάχη της Περσίας, με τη βοήθεια του βρετανικού και του αμερικανικού ιμπεριαλισμού.

Το τρίγωνο της τρομοκρατίας

Από τότε, ο κουρδικός λαός αντιμετωπίζει μια κατάσταση διαρκώς εντεινόμενης καταπίεσης και τρομοκρατίας στις τρεις κυριότερες χώρες όπου ζει.

— Στο Ιράκ, μια τεράστια προσπάθεια γενοκτονίας του κουρδικού λαού με ταυτόχρονη επιχείρηση εξόντωσης τόσο των Κουρδών, όσο και της κουλτούρας, της γλώσσας και των παραδόσεών τους, βρίσκεται σε εξέλιξη. Πάνω από 7.000 Κούρδοι εξοντώθηκαν τα τελευταία 10 χρόνια από το φασιστικό καθεστώς του Σαντάμ Χουσεΐν, πάνω από ένα εκατομμύριο χωρικοί διώχθηκαν από τα σπίτια τους και μεταφέρθηκαν σε στρατόπεδα συγκέντρωσης ή σε ερμητικές περιοχές στα σύνορα με την Ιορδανία και τη Σαουδική Αραβία. Πάνω

από 1.500 αθώοι Κούρδοι χωρικοί, κυρίως γυναίκο-παιδα, σκοτώθηκαν από χημικά όπλα μόνο το διήμερο Μάιος-Ιουνιος 1987. Όπως δε κατηγορεί η Διεθνής Αμνηστία, μόνο τον Ιανουάριο του 1987 εξοντώθηκαν μαζί από τα ιρακινά στρατεύματα 130 μαθητές ηλικίας 13-17 χρόνων.

— Στο τουρκικό Κουρδιστάν, η καταπίεση είναι ίδια και χειρότερη. Οι Κούρδοι δεν υπάρχουν. επίσημα και αναφέρονται από τις τουρκικές αρχές σαν ...«τουρκική μειονότητα», ενώ είναι απαγορευμένο επί ποινή φυλάκισης να μιλάει κανείς και να γράφει στην κουρδική γλώσσα.

Του ΣΠΥΡΟΥ ΚΟΥΖΙΝΟΠΟΥΛΟΥ

Ιδιαίτερα μετά το στρατιωτικό πραξικόπημα του Σεπτεμβρίου του 1980 και την εγκαθίδρυση της χούντας Εβρέν, κορυφώθηκαν και οι διώξεις και η εξόντωση του κουρδικού λαού, στο πλαίσιο της γενικότερης πολιτικής της χούντας να εξοντώσει κάθε αντίδραση. Οι φυλές στο Ντιρζεκίρ και τις άλλες περιοχές του Κουρδιστάν είναι γεμάτες από χιλιάδες Κούρδους πολιτικούς κρατούμενους, οι εκκαθαριστικές επιχειρήσεις του τουρκικού στρατού

στο Κουρδιστάν συνεχίζεις. — Στο Κουρδιστάν του Ιράν, η ίδια κι εδώ καταπίεση από το καθεστώς των Μουλάδων της Τεχεράνης. Στη διάρκεια των 7 χρόνων που διαρκεί ο περσοιρακινός πόλεμος, οι κουρδικές περιοχές μεταβλήθηκαν σε πεδία μαχών δίνοντας έτσι την ευκαιρία και στις δύο χώρες να βρουν μια πρόσθετη δικαιολογία εξόντωσης των Κουρδών, που φέρονται τώρα σαν «θύματα του πολέμου».

«Ιερά συμμαχία» γενοκτονίας

Στη σοβινιστική καμπάνια ενάντια στον κουρδικό λαό προστέθηκε με τη συμφωνία ανάμεσα στο Ιράκ και την Τουρκία, με βάση την οποία τουρκικά στρατεύματα επιτρέπεται να μπαίνουν στο ιρακινό έδαφος, και η κατάδιωξη των Κουρδών αγωνιστών της ανεξαρτησίας, που πολεμούν για δική τους πατρίδα μέσα από τις γραμμές του Κουρδικού Εθνικοαπελευθερωτικού Μετώπου.

Ο ελληνικός λαός, που πριν από τρεις μέρες γιόρτασε για μια ακόμη χρονιά την επέτειο της εθνικής του ανεξαρτησίας, δεν μπορεί παρά να δει με συμπάθεια και να συμπαρασταθεί στον αγώνα του κουρδικού λαού για λευτεριά, εθνική ανεξαρτησία και προκοπή.



Χαρακτηριστική η αφίσα του τουρκικού милитарισμού, που όχι μόνο καταπατά τα δικαιώματα των Κουρδών, αλλά προβαίνει και σε συστηματική γενοκτονία σε συνεργασία με τις διπλανές χώρες.

28.03.88

ΕΞΗΜΕΡΗ ΕΠΙΣΚΕΨΗ ΤΟΥ ΤΟΥΡΚΟΥ ΠΡΟΕΔΡΟΥ ΣΤΙΣ ΗΠΑ

Συνάντηση Εβρέν με Ρόναλντ Ρήγκαν

ΑΓΚΥΡΑ, 27. Εξαήμερη επίσημη επίσκεψη πραγματοποιεί από σήμερα ο Τούρκος πρόεδρος Κενάν Εβρέν ύστερα από πρόσκληση του Αμερικανού προέδρου Ρόναλντ Ρήγκαν.

Ο Εβρέν βρίσκεται από χθες στις ΗΠΑ και συνοδεύεται από τον υπουργό Εξωτερικών κ. Μ. Γιλμάζ και τον υφυπουργό κ. Ν. Καντεμίρ. Ο Τούρκος πρόεδρος έχει συνομιλίες με τον πρόεδρο Ρήγκαν και επαφές με διάφορους πολιτικούς και οικονομικούς παράγοντες. Επίσης θα έχει συνάντηση με τον γενικό γραμματέα του ΟΗΕ, κ. Περές Ντε Κουεγιάρ, με τον οποίο θα συζητήσει το Κυπριακό.

Σχέσεις

Λίγο πριν από την αναχώρησή του ο Τούρκος πρόεδρος σε συνέντευξή του στην τουρκική

τηλεόραση δήλωσε ότι σκοπός της επίσκεψής του στις ΗΠΑ είναι να λυθούν κάποιες παρεξηγήσεις και να σταματήσουν ορισμένες προκαταλήψεις της Ουάσιγκτον απέναντι στην Τουρκία. Η επίσκεψη Εβρέν στις ΗΠΑ χαρακτηρίζεται ωστόσο από Τούρκους αξιωματούχους ως προσπάθεια πρόωθησης των δημοσιων σχέσεων της χώρας γιατί δεν μπορεί να έχει «κουσιστική σημασία» δεδομένου ότι ο πρόεδρος Ρήγκαν θα αποχωρήσει από τον Λευκό Οίκο μετά τις προεδρικές εκλογές του Νοεμβρίου.

Η επίσκεψη του Εβρέν στις Ηνωμένες Πολιτείες που είχε αρχικά προγραμματισθεί για περσι, αλλά τελικά ανεβλήθη λόγω της διασάφειας της Αγκυρας για τη συζήτηση που γινόταν τότε στο Κογκρέσο, σχε-

τικά με τη γενοκτονία των Αρμενίων και τη σύνδεση της αμερικανικής βοήθειας με το Κυπριακό, δεν πραγματοποιείται σε ομαλές συνθήκες. Πολύ περισσότερο μάλιστα που η Τουρκία ενοχλήθηκε φοβερά τον τελευταίο καιρό από δύο αμερικανικές ενέργειες που αφορούσαν το κουρδικό ζήτημα.

Εκθεση

Η πρώτη ήταν η τελευταία έκθεση για τα ανθρώπινα δικαιώματα του Στέιτ Ντιπάρτμεντ όπου γινόταν λόγος για την καταπίεση της κουρδικής μειονότητας και η δεύτερη ήταν η υποδοχή που έγινε πάλι από το Στέιτ Ντιπάρτμεντ στον ηγέτη των Κουρδών του Ιράκ, Τζελάλ Ταλαμπάνι, ο οποίος,

σύμφωνα με τον τουρκικό τύπο, έχει συνάψει συμφωνο συνεργασίας με την οργάνωση «Κόμμα των Κουρδών Εργαζομένων» (PKK) που αγωνίζεται τα τελευταία χρόνια για την ανεξαρτησία των κουρδικών περιοχών της Τουρκίας.

Η Αγκυρα είχε διαμαρτυρηθεί έντονα και για τις δύο αυτές ενέργειες αλλά δεν ανέβλεσε αυτή τη φορά την επίσκεψη γιατί, σύμφωνα με δήλωση αξιωματούχου, «η περσινή αναβολή κατέληξε σε όφελος των εχθρών της Τουρκίας». Σύμφωνα δε με δημοσίευση της εφημερίδας «Ντέιλι Νιους» οι εχθροί αυτοί είναι οι Έλληνες και οι Αρμένιοι, για την αντιμετώπιση της επιρροής των οποίων πραγματοποιεί τελικά την επίσκεψή του στις ΗΠΑ ο Εβρέν.

Wien: Schüsse aus Botschaft?

Von F. Hennerbichler

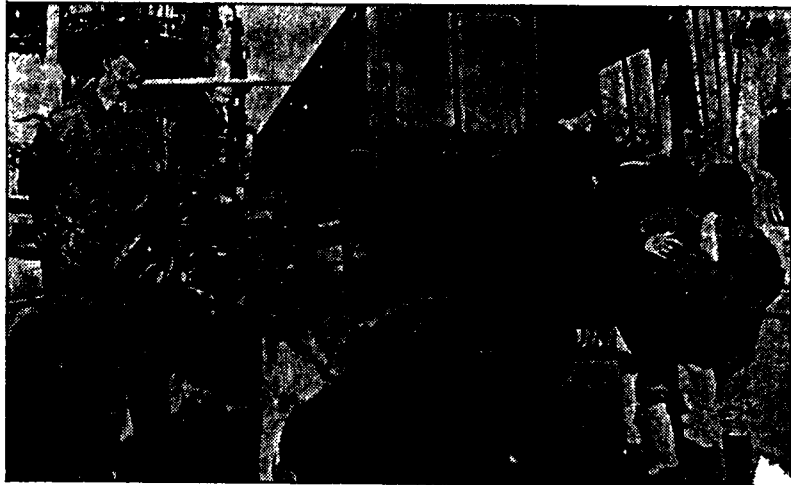
Erstmals sind gestern in Österreich Schüsse aus einer ausländischen Botschaft auf Demonstranten abgefeuert worden. Sicherheitskräfte der irakischen Botschaft in Wien haben nach Darstellung von Kurden auf kurdische Demonstranten das Feuer eröffnet. Die Iraker beschuldigen offensichtlich Kurden, geschossen zu haben. Die Kurden dementieren. Verletzt wurde niemand.

Zu den umstrittenen Vorfällen kam es, als gestern 60 bis 70 Kurden aus mehreren Straßen des Nahen Ostens in der Innenstadt in Wien eine Demonstration veranstalteten. Im irakischen Konsulat ein Protestschreiben überreichen wollten.

Die Vertreter der Kurden beschuldigten die Regierung in Bagdad darin, Massenmorde an den Kurden im Irak zu verüben und zuletzt mehr als 6000 Kurden in der Stadt Halabdscha an der irakisch-iranischen Grenze mit Zyanidgiftgasbomben massakriert zu haben.

Als sich die Iraker weigerten, den Protest entgegenzunehmen, begannen aufgebrachte kurdische Demonstranten das Gebäude der irakischen Botschaft zu stürmen. Dabei sollen von den Kurden auch Fensterscheiben eingeschlagen worden sein. Rund zehn Kurden gelang es auch, in die Botschaft einzudringen. Dabei kam es zu Handgreiflichkeiten zwischen kurdischen Demonstranten und Sicherheitskräften der irakischen Botschaft. Deren Verlauf ist zum Teil noch unklar. Darstellungen über die Vorgänge gehen auseinander.

Kurdische Augenzeugen sagen, sie wären aus dem Gebäude der irakischen Botschaft unter Beschuss gekommen. Es seien Schüsse abgefeuert worden, die wie MG-Salven geklungen hätten. Es



Kurdendemonstration vor dem irakischen Konsulat in Wien: Kurdische Kinder werden in Arrestantenwagen verfrachtet. Foto: ...

wäre aber auch nicht auszuschließen, daß mit Pistolen auf die Demonstranten gefeuert worden sein könnte. Einschläge würden jedenfalls den Einsatz von Waffen auf die Demonstranten bestätigen.

Der irakische Botschafter, Wahbi Razzak Al-Garaguli, übte an der geringen Polizeibewachung des Botschaftsgebäudes Kritik: „So können wir nicht arbeiten“, sagte er. Innenminister Karl Blecha brachte am Nachmittag gegenüber Al-Garaguli das Bedauern der Bundesregierung über den Vorfall zum Ausdruck.

Die Polizei in Wien hat bereits erste irakische Quellen ausgewertet und kurdische Demonstranten verhört. Ein vorläufiges Bild von diesen Ermittlungen zeichnete der Vizepräsident der Bundespolizeidirektion in Wien, Günther Marek. „Ich kann bestätigen, daß mit an Sicherheit grenzender Wahrscheinlichkeit Schüsse gefallen sind“, sagte Marek zur „Wiener Zeitung“.

Nach Mareks Worten gebe es allerdings zwei Versionen über den Einsatz von scharfer Munition. Auf der einen Seite würden Vorwürfe der

Kurden geprüft, die Iraker hätten aus der Botschaft auf Demonstranten gefeuert. Auf der anderen Seite gehe die Polizei Angaben der Iraker nach, die Kurden würden im Botschaftsgebäude selbst geschossen haben. Ergebnis dieser Ermittlungen liegt noch keines vor.

Ein Sprecher der Kurden dementierte jedenfalls entschieden, daß kurdische Demonstranten geschossen haben könnten, und betonte, die Kurden wären unbewaffnet gewesen und hätten eine friedliche Demonstration beabsichtigt. Die Polizei nahm mindestens 53 kurdische Demonstranten fest. Die meisten von ihnen wurden gestern bei Redaktionsschluss noch verhört.

Ein irakischer Botschaftsangehöriger wurde leicht verletzt. Unter den Demonstranten gibt es keine Verletzten.

Zahlreiche Kurden hatten in der Nacht auf Montag auch in London gegen die Giftgasangriffe des Irak auf kurdische Dörfer und Städte protestiert. Kurdische Manifestanten zogen vor die amerikanische Botschaft in London und trugen zum Zeichen

der Trauer brennende Kerzen.

An der Nordfront im Golfkrieg selbst ist die irakische Armee zum Gegenangriff auf vordringende Verbände der Kurden und der mit ihnen verbündeten Perser übergegangen. Die Kurden sind derzeit auf dem Vormarsch Richtung Universitätsstadt Sulaimaniya im irakischen Südkurdistan. Die Iraker haben einen Großangriff auf den strategisch wichtigen Darbandichan-Stausee südlich von Sulaimaniya begonnen. Die Perser versuchen in der Region Einheiten der Iraker einzukesseln.

Die Iraker haben Entlastungsangriffe begonnen. Dabei wurden nach Angaben der Perser allein gestern mehr als 300 Iraker im Kampf getötet oder verletzt. Im persischen Golf haben iranische Schnellboote den dänischen Supertanker „Karama Märsk“ angegriffen. Dabei brach an Bord ein Feuer aus. Opfer wurden nicht bekannt. Wenig später griffen die Iraker unweit davon auch den norwegischen Tanker „Golar Kansai“ an. Dabei entstand Sachschaden.

I-PROTI 29.03.88

ΔΙΑΔΗΛΩΣΕΙΣ ΚΟΥΡΔΩΝ ΣΤΗ ΒΙΕΝΝΗ ΚΑΙ ΟΥΑΣΙΓΚΤΟΝ ΓΙΑ ΤΑ ΧΗΜΙΚΑ

Μάχες Ιράν - Ιράκ

ΒΙΕΝΝΗ, 29. Κούρδοι τραυματίες από την ιρακινή επίθεση εναντίον της πόλης Χαλάμπαζα, για την οποία οι Ιρακινοί χρησιμοποίησαν χημικά όπλα, αναμείνονταν χθες βράδυ στη Βιέννη, προκειμένου να υποβληθούν σε ειδική θεραπεία. Πηγάς του Ιράν ανακοίνωσαν ότι περίπου 5.000 Κούρδοι σκοτώθηκαν σ' αυτήν την επιδρομή εναντίον της Χαλάμπαζα και χιλιάδες άλλοι τραυματίστηκαν. Περιμένοντας την άφιξη των συμπατριωτών τους περίπου 50 Κούρδοι συγκεντρώθηκαν χθες έξω από την ιρακινή πρεσβεία της αυστριακής πρωτεύουσας και κατήγγειλαν τη χρήση χημικών όπλων, φωνάζοντας συνθη-

ματα κατά της ιρακινής ηγεσίας. Η αυστριακή αστυνομία επενέβη με κλομπς και πυροβολισμούς στον αέρα προς εκφοβισμό, αλλά τα πυρά εξαγρίωσαν τους διαδηλωτές που άρχισαν να πετούν πέτρες και προσπάθησαν να παραβιάσουν τις πόρτες της πρεσβείας για να εισβάλουν σ' αυτήν. Αντίστοιχη διαδη-

λωση και μικροπεισόδια σημειώθηκαν και στην Ουάσιγκτον, έξω από την εκεί ιρακινή πρεσβεία. Τουλάχιστον δύο διαδηλωτές συνελήφθησαν.

Στον Περσικό, «πόλεμος των τάνκερ» συνεχίστηκε και χθες με την ίδια ένταση. Το Ιράν πλήξε το υπερδεξαμενόπλοιο «Καράμα Μάερσκ» με δανέζικη σημαία και λίγο αργότερα το υπό λιβεριανή σημαία πετρελαιοφόρο «Γκολάρ Κανσάι» σ' ανοιχτά των Ηνωμένων Αραβικών Εμιράτων. Δεν έγινε γνωστό αν υπήρξαν θύματα ή ζημιές. Το Ιράκ ανακοίνωσε κι αυτό αργότερα ότι πλήξε μεγάλο ναυτικό στόχο στον Περσικό. Σε άλλο στρατιωτικό ανακοι-

νωθέν της Τεχεράνης αναφέρεται επίσης ότι οι φρουροί της ιρακινής επανάστασης κατέλαβαν μια έκταση 1.400 τετραγωνικών χιλιομέτρων στο Β.Α. Κουρδιστάν και μετά από ολονύχτια μάχη σκότωσαν ή τραυμάτισαν τουλάχιστον 300 Ιρακινούς στρατιώτες.

Το Ιράκ εξαπέλυσε χθες τρεις πυραύλους εναντίον της ιερής ιρακινής πόλης Κομ, σε αντίποινα για τις ιρακινές επιθέσεις εναντίον ιρακινών πόλεων.

„Golfkrieg“ in Wien: Schüsse in Botschaft des Iraks

**Kurden stürmten das
Diplomatengebäude im
I. Bezirk und warfen
mit Steinen - Bewacher
begannen zu feuern.
Polizei nahm 64 fest**

„Golfkrieg“ in der Wiener Innenstadt: Zu dramatischen Zwischenfällen kam es während einer Protestkundgebung gegen den Einsatz von Giftgas am Persischen Golf. Als mehrere kurdische Demonstranten in die irakische Botschaft eindringen, zog ein Mann der irakischen Sicherheitstruppe plötzlich eine Schußwaffe und drückte sechs Mal ab. Glücklicherweise gab es keine Verletzten. Vierundsechzig Demonstranten wurden festgenommen.

Die irakische Botschaft liegt im Zentrum Wiens Ecke Lothringerstraße - Johannesgasse zwischen Stadtpark und Hotel Intercont. Um 10.30 Uhr hatten sich rund siebzig kurdische Demonstranten vor dem

Gebäude versammelt und demonstrierten mit Sprechchören und Transparenten gegen Iraks Einsatz von Giftgas.

Anlaß für die Protestkundgebung war der Abwurf von Napalmbomben und Senfgas auf die kurdische Stadt Halapdscha im Norden des Iraks am 16. März. Die Stadt war kurz zuvor von Khomeinis Truppen

VON CHRISTIAN HAUENSTEIN

erobert worden. Bei dem Vergeltungsschlag durch die irakische Luftwaffe dürften mindestens 5000 Zivilisten getötet und etwa ebenso viele verletzt worden sein. Montagabend trafen zahlreiche Giftgasopfer zur Behandlung in Wien ein.

Während der Demonstration begannen mehrere Kurden in die Botschaft zu stürmen. Direkt hinter dem Seiteneingang der Botschaft in der Lothringerstraße befindet sich ein mit Panzerglas gesichertes irakisches Wachzimmer, in dem ein wahres Waffenarsenal lagert. Es

kam zu Tumulten zwischen den Leibwächtern aus Bagdad und den Demonstranten. Plötzlich zog einer der Bodyguards eine Waffe. Ein Kundgebungsteilnehmer versichert, es wäre eine Maschinenpistole gewesen. Der Iraker begann wild um sich zu schießen. Sechs Projektilen blieben in einer Panzerglastür stecken. Die Kurden flüchteten auf die Straße.

Obwohl mittlerweile Spezialeinheiten der Polizei die Botschaft abzuriegeln begannen, zertrümmerten mehrere Demonstranten mit großen Steinen zahlreiche Fenster des Gebäudes. Mehr als hundert Polizisten drängten die Kurden in Richtung Hotel „Intercont“ ab. Vierundsechzig Männer, Frauen und sogar Kinder wurden festgenommen.

Die irakische Botschaft war schon mehrmals Schauplatz von Terroranschlägen: Am 20. September 1982 detonierte direkt am Fenstersims vor dem Leibwächterzimmer der Botschaft eine Bombe. Sogar das dicke Panzerglas wurde zertrümmert. Bei dem Attentat wurde niemand verletzt. Am 21. Juni 1986 gab es wieder Terroralarm in der Johannesgasse. Zwei Granatwerfer waren auf das arabische Diplomatengebäude gerichtet.



Kurden mit geballten Fäusten vor der irakischen Botschaft in Wien

29.03.88

**7ωρη μάχη
Κούρδων και
Τούρκων στα
σύνορα με
το Ιράκ**

ΝΤΙΓΙΑΡΜΠΑΚΙΡ, 19.

Η ΤΟΥΡΚΙΑ έστειλε χτες ενισχύσεις σε μια περιοχή κοντά στα ιρακικά σύνορα, όπου οι δυνάμεις ασφαλείας μάχονται με 75 περίπου Κούρδους αντάρτες, όπως δήλωσαν επίσης

μες πηγές.

Η μάχη με τους Κούρδους αντάρτες ξέσπασε γύρω στις 12.00 ώρα Ελλάδας και συνεχίστηκε επί επτά ολόκληρες ώρες, ανέφεραν οι πηγές συμπληρώνοντας ότι τελικά τραυματίστηκα έξι Τούρκοι στρατιώτες.

Ελικόπτερα «Πούμα» και επιλεκτικές μονάδες στάλθηκαν στο πεδίο των μαχών κοντά στο χωριό Ντερέλερ στη νοτιοανατολική επαρχία Σιρτ, πρόσθεσαν οι πηγές.

Σημειώνεται ότι αυτή ήταν η μεγαλύτερη μάχη από τότε που οι αντάρτες, οι οποίοι ζητούν την αυτονομία των οκτώ εκατομμυρίων Κούρδων που ζουν στην Τουρκία, ξανάρχισαν επιθέσεις στην περιοχή, ύστερα από διακοπή λόγω του σκληρού χειμώνα.

VOLKS



STIMME

29.03.88

Demonstranten aus Wiener Irak-Botschaft beschossen

WIEN. Ein Angehöriger der irakischen Botschaft schoß Montag mittag auf kurdische Demonstranten, die aus Protest gegen die irakischen Giftgasangriffe auf die kurdische Zivilbevölkerung in der Wiener Innenstadt demonstrierten und eine Delegation ins Botschaftsgebäude entsenden wollten.

Rund 60 kurdische Demonstranten wurden von der

Wiener Polizei zur Einvernahme festgenommen, während die Ermittlungsarbeiten im Botschaftsgebäude selbst vorerst nicht durchgeführt werden durften. Die irakische Auslandsvertretung war zu keiner Stellungnahme bereit. Augenzeugenberichten zufolge wurde mit einer Maschinenpistole rund eine Minute lang auf die Demonstranten geschossen.

Die Demonstration war Teil einer europäischen Solidaritätsaktion mit den im Irak lebenden und von der Regierung verfolgten Kurden. Allein der irakische Giftgasangriff auf die kurdische Stadt Halabjah forderte unter der Zivilbevölkerung 5000 Tote und 9000 Verletzte. Innenminister Blecha brachte gegenüber dem irakischen Botschafter sein Bedauern zum Ausdruck und kündigte bessere Schutzmaßnahmen an.

Demo gegen Giftgas: Schüsse auf Kurden

WIEN. Im Rahmen einer Demonstration gegen die irakischen Giftgasangriffe auf die Stadt Halabjah im irakischen Kurdistan vor der Botschaft des Irak in Wien kam es im Botschaftsgebäude zu einer Schießerei, deren Umstände bei Redaktionsschluss noch nicht geklärt waren. Der Grund: Die Wiener Polizei durfte im Botschaftsgebäude nicht ermitteln.

Rund 70 Demonstranten hatten sich an dem Tag, da in Wien wieder die Giftgasopfer aus dem Irak zur Behandlung eintreffen sollten, vor dem irakischen Botschaftsgebäude eingefunden, um gegen den Giftgasangriff irakischer Einheiten auf die Kurdenstadt Halabjah, bei dem es bis jetzt 5000 Tote und 9000 Verletzte gegeben hat, zu protestieren.

Die Aktion vor der Wiener Botschaft war Teil einer gesamteuropäischen Protestaktion gegen die irakische Regierung, die die von iranischen Einheiten besetzte

Stadt mit Giftgas bombardieren ließ. Ersten Augenzeugenberichten zufolge eine reine Vergeltungsaktion an der kurdischen Zivilbevölkerung.

Die Demonstranten vor der irakischen Botschaft wollten eine Delegation ins Gebäude schicken, wo dann die Schüsse fielen. Augenzeugenberichten zufolge hat ein irakischer Botschaftsangehöriger mit einer Maschinenpistole rund eine Minute lang geschossen.

Diesen Aussagen wollte sich die Polizei nicht anschließen; vom Büro des Wiener Polizeipräsidenten Bögl, der die Ermittlungen durchführt, wurden die Schüsse bestätigt. 60 Demonstranten wurden festgenommen und bei Redaktionsschluss zur Einvernahme noch immer festgehalten. „So lange wir nicht in die Botschaft hinein dürfen, können wir auch nicht sagen, wer geschossen hat“, wurde uns dazu vom Bögl-Büro erklärt. Das kurdische Informa-

tionsbüro in Wien hat Montagabend die Festnahmen verurteilt und für die nächsten Tagen weitere Demonstrationen, gemeinsam mit Kurden aus der Türkei und aus Syrien, angekündigt, um die Öffentlichkeit auf den Völkermord im Irak aufmerksam zu machen.

30.03.88

Ντοκουμέντο για τα χημικά του Ιράκ

ΗΝΟΜΕΝΑ ΕΘΝΗ, 28.

Η ΒΡΕΤΑΝΙΚΗ εφημερίδα «Ουζέρβερ» δημοσίευσε χτες, κατ' αποκλειστικότητα, δύο έγγραφα του ιρακινού στρατιωτικού επιτελείου που αποδεικνύουν τη χρήση χημικών όπλων εκ μέρους του Ιράκ. Τα έγγραφα βρισκούνται στην κατοχή του «Κουρδικού Δημοκρατικού Κόμματος» (PDK) στο Λονδίνο.

Το ένα έγγραφο είναι επίσημο τηλεγράφημα, από τον διοικητή του ιρακινού στρατού στην κομραδική επαρχία Ζάμα, όπου αναφέρεται ότι στο PDK αγόρασε 4.000 αντικαταρροβιολογικές μάσκες για να προστατευτεί από τα χημικά μας όπλα, όταν επιτιθέμεθα στις βάσεις της. Το δεύτερο είναι ένα τμήμα του Ιρακινού στρατηγού Αμπντούλ Ουαχάμ Ελάτ προς το Γενικό Επιτελείο της κομραδικής επαρχίας Αρμπίλ, με το οποίο δίνεται εντολή, να παραμείνει επί έξι μήνες στη διάθεση των μάχιμων μονάδων ένα απόθεμα χημικών και βιολογικών όπλων.

Σημειώνεται ότι το Ιράκ έχει απορρίψει επανειλημμένα τις ιρακινές κατηγορίες για χρήση χημικών όπλων. Στο μεταξύ, ομάδα ειδικών των Ηνωμένων Εθνών ετόνισε την ερχόμενη εβδομάδα στην περιοχή του Κόλπου για να εξετάσει τις κατηγορίες του Ιράν.

● Το Ιράν και το Ιράκ εκτόξευσαν χτες πυραύλους μεγάλου βεληνεκούς εναντίον διαφόρων πόλεων, σε μια αναζωπύρωση του «πολέμου των πόλεων» με πολλά θύματα εκατέρωθεν.

Το IRNA ανακοίνωσε ότι επαναστατικοί φρουροί ανάτυσαν και τραυμάτισαν 700 Ιρακινούς στρατιώτες στις βόρειες ακτές της Λίμνης Νταρμπαντίκαν στα κομραδικά όρη, κατέστρεψαν 20 τανκ και κατέλαβαν 15.

● Το Ιράν ανακοίνωσε ότι κατέρριψε το Σάββατο τρία αμερικανικά κατασκευής ιρακικά αεροπλάνα στο βόρειο τμήμα του περσο-ιρακινού μετώπου, αλλά το Ιράν έψυξε την πληροφορία.

● Ιρακινός κανονοφόρος πυροβόλησε ένα ινδικό πετρέλαιοφάρο χτες στα νότια του Κόλπου, τραυματίζοντας ένα μέλος του πληρώματος, ενώ το σκάφος φλέγεται, ανέφεραν ναυτιλιακές πηγές.

KURIER 29.03.88

Wien: Bei Demo gegen Giftgaskrieg

Scharf geschossen wurde Mohtag vormittag bei einer Kurden-Demonstration vor der irakischen Botschaft in der Wiener Innenstadt. Augen- und Ohrenzeugen zufolge, hat ein irakischer Sicherheitsmann aus einer MP eine Salve abgegeben.

Innenminister Blecha entschuldigte sich beim irakischen Botschafter für den Vorfall und versprach eine Untersuchung.

Etwa 70 Kurden fanden sich am Montag gegen 10.20 Uhr vor der irakischen Botschaft Ecke Johannesgasse/Lothringergasse ein. Grund des Protests: Der Giftgasangriff irakischer Militäreinheiten auf die von Kurden bewohnte Stadt Halabja, wo es 5000 Tote und

9000 Verletzte gegeben haben soll.

Angeblich hat eine Gruppe der Demonstranten einen Iraker verfolgt, vor der Botschaft niedergeschlagen und sei dann in die Konsularabteilung eingedrungen. Ein Augenzeuge schilderte den Vorfall allerdings anders:

„Es hätte eine Protestnote übergeben werden sollen. Plötzlich schöß ein irakischer Sicherheitsmann mit einer Maschinenpistole auf uns.“ Getroffen wurde Gott sei Dank niemand.

Zornerfüllt bewarfen die flüchtenden Kurden das Botschaftsgebäude mit Steinen. Fensterscheiben gingen zu Bruch.

Ein Großaufgebot der Polizei

sperrte die Umgebung der Botschaft hermetisch ab und nahm 64 Kurden (darunter Frauen und Kinder) für kurze Zeit fest.

Der Schütze und der Attackierte blieben vorerst unauffindbar. Bei der Botschaft stand auch die Polizei vor verschlossenen Toren, niemand wurde eingelassen.

Polizeisprecher Dr. Gerhard Schwabl zum KURIER: „Wir wissen von sechs Einschüssen in einer Tür beim Aufgang zur Konsularabteilung.“ Telefonisches Statement der Botschaft: „Es sind alle schon nach Hause gegangen.“

Am Montagabend kamen kurdische Giftgasopfer zur Behandlung nach Wien.

PETER GROLIG ■

AGENCE FRANCE PRESSE

PARIS, 7 Mars (AFP)- Des "installations militaires et économiques" de la ville de Mossoul, à l'extrême nord-ouest de l'Irak ont été bombardées lundi à 08H10 (05H40 en France) par l'aviation iranienne qui leur a "infligé des dégâts matériels importants" a annoncé Radio-Téhéran; captée à Paris.

Par ailleurs les forces maritimes des Gardiens de la révolution ont bombardé à l'artillerie la terminal pétrolier d'Al-Omaeh (extrême nord du Golfe); tandis que le port d'Oum Al Qasr, les villes de Bassorah; Al Amarah; Al Gounna et Al Aziz; au sud de l'Irak; ont été également bombardées par les forces terrestres des Gardiens de la révolution; a indiqué radio iranienne.

L'Iran a d'autre part annoncé un raid de l'aviation irakienne sur la ville d'Arak; au centre-nord du pays; à 12H40 (10H10 en France). Radio-Téhéran a également indiqué que la ville kurde iranienne de Marivan; proche de la frontière; avait été soumise à un pilonnage de l'artillerie irakienne pendant une dizaine d'heures dimanche. Elle n'a fourni aucune information sur d'éventuelles victimes.

PARIS, 13 mars (AFP) - Les forces iraniennes et les combattants kurdes irakiens (opposés au régime de Bagdad) ont lancé dans la nuit de samedi à dimanche une offensive, nommée Zafar-7, dans la région de Suleimaniyah (nord-est de l'Irak) libérant 40 kilomètres carrés du territoire irakien et mettant hors de combat 450 soldats de Bagdad, a annoncé Radio-Téhéran captée à Paris.

Cette offensive, lancée dans la région de Khormal, a permis aux forces iraniennes et kurdes de prendre le contrôle de 14 hauteurs et de 7 villages situés entre la frontière et la localité de Khormal, indique un communiqué de l'état-major iranien, cité par la radio.

Les combattants iraniens et kurdes ont capturé une centaine de soldats irakiens, ajoute le communiqué qui affirme que cette offensive a été lancée "en représailles aux récents bombardements irakiens, notamment à l'arme chimique, contre des villages du Kurdistan d'Irak, dans le nord de ce pays".

PARIS, 21 mars (AFP) - Le ministre iranien de l'Intérieur, l'hodjatoleislam Ali-Akbar Mohtachami, a affirmé que plus de 20.000 Kurdes irakiens s'étaient réfugiés en Iran, à la suite de bombardements irakiens à l'arme chimique, dans un message adressé lundi au Haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Jean Pierre Hocké.

Selon Radio-Téhéran captée à Paris, le ministre iranien précise que ces réfugiés, pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont été obligés de quitter leurs villages à la suite "des bombardements à l'arme chimique et des attaques des forces de sécurité irakiennes".

Le message demande au Haut commissariat de l'ONU de rendre visite aux réfugiés kurdes.

Les bombardements irakiens à l'arme chimique, les 17 et 18 mars, des localités kurdes irakiennes de la région de Halabja (nord-est), prises cette semaine par les forces iraniennes, ont fait 5.000 morts et 4.000 blessés, selon le ministre iranien des Affaires étrangères.

PARIS, 22 mars (AFP) - La trentaine de militants kurdes qui occupaient pacifiquement depuis mardi matin le bureau parisien de l'agence de presse ouest-allemande DPA, ont quitté les lieux vers 15H10, apprend-on auprès de l'agence.

Ces militants, qui se réclament du Front national de libération du Kurdistan (ERNK), demandent la libération de douze Kurdes originaires de Turquie, arrêtés en février dernier en RFA et soupçonnés de "participation à une organisation terroriste".

Ils sont accusés d'avoir formé cette organisation au sein de leur parti, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - de tendance marxiste) et auraient formé un "tribunal du peuple" près de Cologne où seraient jugés des opposants à la cause du PKK.

C'est la 3ème fois depuis le mois de novembre 1987 que l'agence était occupée par des militants kurdes.

PARIS, 22 mars (AFP) - Le bureau parisien de l'agence de presse ouest-allemande DPA est occupé depuis 10H30 mardi par une trentaine de militants du Front national de Libération du Kurdistan (ERNK), apprend-on auprès de l'agence.

C'est la 3ème fois depuis le mois de novembre 1987 que l'agence est occupée par des militants kurdes.

Ces derniers réclament la libération de douze Kurdes originaires de Turquie, arrêtés en février dernier en RFA et soupçonnés de "participation à une organisation terroriste."

Ils sont accusés d'avoir formé cette organisation au sein de leur parti, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK - de tendance marxiste) et auraient formé un "tribunal du peuple" près de Cologne où seraient jugés des opposants à la cause du PKK.

Le PKK prône la lutte armée pour obtenir l'indépendance du Kurdistan turc.

STRASBOURG, 22 mars (AFP) - Des Kurdes, sympathisants de l'ERNK (Front de libération nationale du Kurdistan), ont occupé pacifiquement mardi matin les locaux de l'AFP à Strasbourg et ceux de l'agence du quotidien "La République du Centre" à Dreux (Eure-et-Loir).

Les manifestants, qui dans les deux cas, sont une vingtaine d'hommes et de femmes accompagnés d'enfants, affirment vouloir ainsi protester contre "la politique de répression et de terreur contre le peuple kurde vivant en RFA". Ils demandent que "soient relaxés immédiatement leurs compatriotes détenus injustement et que les autorités ouest-allemandes déclarent publiquement les raisons de leur politique anti-démocratique contre les Kurdes".

En fin de matinée aucun incident n'avait été signalé à la suite de ces occupations de locaux.

PARIS, 22 mars (AFP) - Les forces de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak (UPK) maintiennent l'essentiel de leurs positions dans la région de Suleimaniyeh mais ont dû évacuer cette semaine certaines de leurs bases, à la suite de bombardements irakiens à l'arme chimique, a affirmé par téléphone, lundi, à l'AFP, un porte-parole de M. Talabani, qui séjourne actuellement à Londres.

Bagdad, rappelle-t-on, avait fait état le 19 mars d'une importante opération militaire contre les positions de l'UPK (alliée de l'Iran et dirigée par M. Jalal Talabani) dans la région de Suleimaniyeh et affirmé avoir pris d'assaut le quartier général du chef de l'UPK.

Démentant la version irakienne, le porte-parole a affirmé que les bombardements à l'arme chimique, les 17 et 18 mars, des bases de l'UPK à Barqalou et à Sarqalou, au nord-est du barrage de Dokan, à environ 80 km au nord-est de Kirkouk, a obligé les combattants kurdes à évacuer ce secteur, avant que le 19 mars les forces irakiennes s'en emparent. Cependant l'UPK maintient l'essentiel de ses positions, notamment dans la vallée de Jaffawati, au sud du barrage.

Selon le responsable kurde, au total l'UPK contrôle près de 30.000 km carrés du Kurdistan d'Irak.

PARIS - L'UPK a participé aux combats qui ont permis, jeudi dernier, la prise de la ville frontalière de Halabja (300 km au nord-est de Bagdad) par les forces iraniennes, selon le porte-parole.

La même source a précisé que Halabja avait été prise par les forces de l'UPK trois jours avant l'annonce par l'Iran de sa chute et elle est actuellement sous contrôle des combattants de l'UPK.

Sans expliquer le silence des communiqués iraniens sur la participation de l'UPK à ces combats, le porte-parole a indiqué que les péchemerga (combattants) de l'UPK coordonnent leurs opérations avec les Gardiens de la révolution, mais agissent de façon indépendante.

Selon cette source, 1.000 km carrés du Kurdistan irakien dans la région de Halabja ont été "libérés" cette semaine. Les forces de l'UPK poursuivront les combats. Cependant elles n'ont pas pour objectif la prise de la ville de Suleimaniyeh, capitale culturelle du Kurdistan, à environ 70 km au nord de Halabja. Car "dans ce cas, l'armée irakienne bombardera également cette ville, or nous voulons protéger la population", a déclaré le porte-parole.

Il a affirmé que l'aviation irakienne avait "intensément" bombardé à l'arme chimique, le 18 mars, Halabja et les localités voisines, faisant plus de 4.000 morts et 6.000 blessés. De nombreuses victimes ont été transférées en Iran.

PARIS, 23 mars (AFP) - Des divergences ont éclaté au sein du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) à propos de la politique que ce mouvement autonomiste kurde entend suivre à l'égard de Téhéran.

Quinze membres du Bureau politique et du comité central du PDKI ont en effet publié mercredi un communiqué "rejetant la politique menée par le groupe de M. Abder-Rahmane Gassemlou, chef du PDKI, visant à des négociations avec le régime de Khomeiny et à une réconciliation avec l'opposition anti-révolutionnaire".

Dans ce communiqué adressé à l'AFP, les 15 membres qui déclarent constitués la "Direction révolutionnaire du PDKI" accusent le groupe Gassemlou d'avoir conduit le parti "au seuil de la décomposition" et condamnent en outre "la violation par le groupe Gassemlou des principes de démocratie régissant la vie intérieure du parti".

Le communiqué est signé notamment de Hassan Rastegar, membre du Bureau Politique, et de huit membres du comité central (Jalil Gadani, Fatah Kaviani, Hussein Madani, Nabi Qaderi, Sadiq Babayi, Abou Bakr Rad, Usman Rahimi, Ali Kacheh Pour).

La "Direction Révolutionnaire" du PDKI réaffirme en outre son "soutien aux efforts internationaux visant à mettre fin à la guerre irako-iranienne".

Le représentant à Paris du PDKI, interrogé par l'AFP, a indiqué que "les personnes en question étaient bien membres des instances dirigeantes jusqu'au 8ème congrès du PDKI, tenu en janvier dernier, mais que leur mandat n'a pas été renouvelé". Il estime que la déclaration a été "dictée par les Moudjahidine du peuple", organisation de M. Massoud Radjavi, basé à Bagdad.

Le PDKI dément, en outre, toute négociation avec le gouvernement de Téhéran, et rappelle que les résolutions du 8ème congrès ont a nouveau constaté "l'impossibilité" d'un accord avec le régime iranien.

PARIS, 24 mars (AFP) - L'Organisation des Moudjahidine-Khalo a démenti jeudi le rôle qui selon elle lui est prêté par le PDKI dans la scission intervenue au sein du mouvement autonomiste kurde d'Iran.

"A chaque fois qu'un courant politique aboutit à l'impasse à cause de son opportunisme et des ses trahisons, il est d'usage d'attribuer la faute aux autres. Khomeiny impute aux Moudjahidine ses graves crises internes et lorsqu'une scission dégénère en affrontements armés au sein du groupe marxiste léniniste iranien au Kurdistan iranien, la faction battue ne manque pas d'en attribuer la responsabilité aux Moudjahidine", déclare le communiqué adressé à l'AFP par le mouvement de M. Massoud Radjavi depuis son bureau parisien de presse.

15 membres du Bureau politique et du comité central du PDKI ont dénoncé mercredi dans un communiqué "la politique menée par le groupe d'Abderrahmane

Suite

Ghassemlou, chef du PDKI, visant à des négociations avec le régime de Khomeiny et à une réconciliation avec l'opposition anti-révolutionnaire" et déclaré constituer la "Direction révolutionnaire du PDKI".

Le représentant à Paris du PDKI, interrogé par l'AFP, a indiqué que "les personnes en question étaient bien membres des instances dirigeantes jusqu'au 8ème congrès du PDKI, tenu en Janvier dernier, mais que leur mandat n'a pas été renouvelé". Il estime que la déclaration a été "dictée par les Moudjahidine du peuple", organisation de M. Massoud Radjavi, basé à Baadad.

SIIRT (Turquie), 29 mars (AFP) - Neuf civils ont été tués par des séparatistes kurdes dans la nuit de lundi à mardi dans le sud-est de la Turquie, a annoncé mardi l'agence turque Anatolie.

Des rebelles ont attaqué deux villages (Agizoumak et Kaltere) dans la province de Siirt, a précisé l'agence.

Cette attaque est une des plus meurtrières de la guérilla kurde depuis la levée de la loi martiale le 19 Juillet dernier dans les provinces de l'Anatolie orientale qui recouvrent les régions à majorité kurde et où, depuis, est en vigueur l'état d'urgence.

Les militants armés du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) sont très actifs dans ces provinces.

Les séparatistes kurdes ont tué 43 civils dans la seule provinces de Siirt depuis août dernier. Le chef-lieu de cette province est devenu depuis peu le principal théâtre des accrochages entre les forces de l'ordre et le PKK.

Plus de 1.000 personnes ont été tuées depuis la reprise des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984 dans cette partie orientale de la Turquie, selon les autorités.

BAGDAD, 29 mars (AFP) - L'aviation irakienne a lancé, mardi, des raids contre quatre villes iraniennes, Hamadan, Khorramabad, Salahi et Bakhtaran (ex-Kermenshah), situées à l'ouest de l'Iran, et contre l'île iranienne de Lavan, dans le sud du Golfe, indique un communiqué de l'état-major à Bagdad, cité par l'agence irakienne de presse INA.

(Radio-Téhéran a indiqué que neuf civils ont été tués et plusieurs autres blessés mardi, lors du bombardement par l'aviation irakienne des villes de Hamadan, Khorramabad, Bakhtaran, et Abddnan.)

Le communiqué irakien précise encore que les installations pétrolières de l'île de Lavan, ont été "bombardées et incendiées" par la chasse irakienne.

L'Irak avait annoncé avoir lancé un raid, dimanche soir, contre un pétrolier au large de Lavan. Cette attaque n'était toujours pas confirmée mardi.

Le communiqué irakien indique par ailleurs qu'une batterie de missiles sol-air Hawk (de fabrication américaine) a été bombardée dans le secteur nord du front, par les avions de combat irakiens.

Le texte souligne que tous les appareils irakiens ont regagné leurs bases sans dommage après avoir "mené à bien leurs missions".

(Radio-Téhéran a annoncé que deux avions irakiens avaient été abattus mardi par la DCA iranienne dans le Kurdistan irakien (nord-est du pays).

D'autre part, un porte-parole militaire irakien a démenti mardi soir les "allégations" iraniennes selon lesquelles les forces irakiennes auraient lancé une attaque dans la région de Fakkeh (centre du front), où stationne le 4ème corps d'armée irakien.

MANAMA, 31 mars (AFP) - L'Irak a décidé d'observer, à partir de Jeudi minuit (mercredi 23h00 en France), et pendant trois jours, une trêve dans la "guerre des villes", mais a annoncé entre-temps le tir de trois missiles sol-sol contre deux villes iraniennes, l'un sur la ville sainte de Qom (sud de Téhéran), et deux sur Ispahan (centre).

La trêve sera observée unilatéralement pendant la visite à Bagdad du Premier ministre turc, M. Turгут Ozal, qui avait réussi, il y a trois semaines, à amener les deux belligérants à accepter une trêve dans cette guerre qui n'avait duré que 48 heures. Cette nouvelle trêve devra prendre fin six heures après le départ de M. Ozal.

Par ailleurs, l'Irak a épargné pour la quatrième Journée consécutive la capitale iranienne où une mission de l'ONU enquêtait depuis lundi sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Les deux experts mandatés par les Nations-Unies ont quitté la capitale iranienne Jeudi matin, après avoir visité, durant leur séjour de trois jours, divers hôpitaux et rencontré, selon Téhéran, "des centaines de personnes blessées par les armes chimiques utilisées par l'Irak".

suivra

MANAMA - L'Iran affirme que son adversaire a utilisé massivement des armes chimiques au moment de la chute de la ville de Halabja (70.000 habitants) dans la province kurde irakienne de Suleimaniyeh.

Depuis la reprise de la "guerre des villes", le 28 février, l'Irak a affirmé avoir tiré 103 missiles sur Téhéran, alors que 12 missiles étaient tirés sur Qom et 9 sur Ispahan. L'Iran a tiré presque autant de missiles sur le territoire irakien et 31 engins ont touché Bagdad, selon les autorités irakiennes.

A l'issue de son séjour à Téhéran, M. Ozal avait qualifié ses entretiens avec le président iranien Ali Khomeini de "positifs". Selon Radio-Téhéran, M. Ozal avait affirmé que son pays "respecte les positions de l'Iran sur le



Suite

conflit Iran-Irak et espère qu'un terme sera mis à la guerre d'une façon honorable".

Pour Téhéran, ce conflit ne peut cesser que par l'"identification" de l'agresseur et sa "punition", alors que Bagdad réclame la mise en application "intégrale et, dans l'ordre, des clauses" de la résolution 598 du Conseil de sécurité, exigeant notamment un cessez-le-feu immédiat sur tous les fronts.

Les positions des deux belligérants ont d'ailleurs été rappelées respectivement par le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, mercredi à Athènes, et par son homologue irakien, M. Tarek Aziz, dans un message adressé au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, qu'il avait nommément accusé de "partialité" en faveur de l'Iran.

M. Perez de Cuellar avait fait part il y a une semaine de sa "condamnation irrévocable" de l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak avant de décider l'envoi d'une mission d'enquête à Téhéran.

PARIS, 31 mars (AFP) - L'Iran a accusé l'Irak d'avoir utilisé à nouveau, jeudi, des armes chimiques contre deux villages du Kurdistan iranien, selon Radio-Téhéran captée à Paris.

Selon la radio officielle iranienne, deux villages de la région de Marivan, dans le Kurdistan iranien, ont été jeudi matin la cible de bombardements chimiques irakiens qui ont fait trois tués et trois blessés.

Par ailleurs, des quartiers résidentiels des villes de Qom et Isfahan, situées toutes deux dans le centre de l'Iran, ont été la cible de plusieurs missiles irakiens qui ont fait des morts, des blessés et des dégâts matériels, a-t-on ajouté de même source, sans fournir d'autre précision.

Enfin, trois personnes ont été tuées, selon un premier bilan, à Dezfool (sud-ouest de l'Iran) et Hamadan (ouest), par des raids de l'aviation de Bagdad, a indiqué la radio.

En représailles à ces attaques, les forces iraniennes, toujours selon la radio, ont tiré trois missiles sol-sol contre des cibles industrielles et militaires de Mandali (est de l'Irak) et soumis à un pilonnage intensif de l'artillerie la plupart des localités irakiennes frontalières de l'Iran.

MANAMA, 30 mars (AFP) - Un accrochage armé entre l'Iran et le Koweït, le premier du genre depuis le début de la guerre irako-iranienne en septembre 1980, a ravivé mercredi les risques d'une confrontation généralisée dans le Golfe, alors que la "guerre des villes" se poursuivait entre les deux belligérants.

L'incident, qui a opposé des vedettes iraniennes et des unités koweïtiennes installées sur l'île stratégique de Bobyane (nord-ouest du Golfe), a été annoncé par le Koweït comme étant une "agression" iranienne.

Deux militaires koweïtiens ont été blessés, selon le Koweït, lorsque trois vedettes iraniennes ont ouvert le feu sur des positions militaires entraînant une riposte.

Le ministère de la Défense a publié un communiqué pour réaffirmer le droit du Koweït "de riposter contre n'importe quelle partie qui agresse son territoire ou porte atteinte à sa souveraineté", et le ministère des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires iranien pour "protester énergiquement" contre cette "agression".

Quelques heures plus tard cependant, le chef de la diplomatie koweïtienne, cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, a tenu à minimiser la gravité de l'incident en réaffirmant le souhait de son pays d'entretenir de "bonnes relations" avec l'Iran.

Trente fois moins peuplé et cent fois plus petit que l'Iran, le Koweït a toujours évité jusqu'à présent une confrontation directe avec son puissant voisin bien que son territoire ait été le théâtre d'une série d'attentats meurtriers, attribués à l'Iran, et la cible d'une dizaine de missiles en 1987. suivra

MANAMA - L'Irak s'est toujours présenté en effet comme le défenseur de son allié koweïtien et, à plusieurs reprises, a lancé son aviation bombardier des villes iraniennes pour "venger" le Koweït. "Les Koweïtiens sont nos frères privilégiés", a déclaré récemment le président irakien Saddam Hussein.

L'incident sur l'île de Bobyane démontre à nouveau la vulnérabilité du flanc sud de l'Irak. Cette île longe le bras de mer de Khor Abdallah, face à la péninsule irakienne de Fao, dont une partie du littoral est déjà occupée par les forces iraniennes depuis deux ans.

L'occupation complète de cette île par l'Iran aurait un double effet: rendre inutilisable la base d'Oum Qasr, la seule base navale irakienne encore opérationnelle, et empêcher l'Irak de pouvoir défendre le terminal désaffecté d'Al Amio, dans le nord du Golfe.

La prise de ce terminal, cible d'attaques régulières de la marine iranienne depuis un an, permettrait à l'Iran de contrôler la navigation dans le nord du Golfe, et surtout de pouvoir repérer les avions irakiens qui s'attaquent à ses pétroliers.

L'incident de Bobyane pourrait amener ainsi Bagdad à accentuer encore plus sa "guerre des villes" contre l'Iran et à intensifier ses opérations le long du littoral iranien, au nord-est du Golfe, pour assurer la défense de cette île dont la chute ferait de l'Irak une "enclave" sans aucun débouché maritime.

Suite

MANAMA - L'Irak s'est toujours présenté en effet comme le défenseur de son allié koweïtien et, à plusieurs reprises, a lancé son aviation bombardier des villes iraniennes et du Koweït. "Les Koweïtiens sont nos frères privilégiés", a déclaré devant le président irakien Saddam Hussein.

L'incident sur l'île de Bobyane démontre à nouveau la vulnérabilité du flanc sud de l'Irak. Cette île longe le bras de mer de Khor Abdallah, face à la péninsule irakienne de Fao, dont une partie du littoral est déjà occupée par les forces iraniennes depuis deux ans.

L'occupation complète de cette île par l'Iran aurait un double effet: rendre inutilisable la base d'Oum Qasr, la seule base navale irakienne encore opérationnelle, et empêcher l'Irak de pouvoir défendre le terminal désaffecté d'Al Amiq, dans le nord du Golfe.

La prise de ce terminal, cible d'attaques régulières de la marine iranienne depuis un an, permettrait à l'Iran de contrôler la navigation dans le nord du Golfe, et surtout de pouvoir repérer les avions irakiens qui s'attaquent à ses pétroliers.

L'incident de Bobyane pourrait amener ainsi Bagdad à accentuer encore plus sa "guerre des villes" contre l'Iran et à intensifier ses opérations le long du littoral iranien; au nord-est du Golfe, pour assurer la défense de cette île dont la chute ferait de l'Irak une "enclave" sans aucun débouché maritime. suivra

MANAMA - Trente minutes après l'incident de Bobyane, l'Irak a d'ailleurs tiré simultanément trois missiles sur la ville d'Ispahan, deuxième agglomération d'Iran, et son aviation a attaqué peu après un pétrolier chypriote, le Anax, transportant du brut iranien. L'Iran a riposté et tiré 14 missiles sol-sol sur les localités irakiennes de Zobir (sud) et Mandali (centre du front).

L'Irak, qui affirme posséder des missiles "illimités en nombre et en puissance", a déjà tiré 121 missiles sur les villes iraniennes, dont 103 sur Téhéran. Mais il a épargné mercredi, pour la troisième journée consécutive, la capitale iranienne, où une mission médicale de l'ONU enquête depuis lundi sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Une équipe belgo-néerlandaise de Médecins sans frontières (MSF) a confirmé pour sa part à Bruxelles, après son voyage dans le Kurdistan irakien, l'utilisation par l'armée irakienne de gaz moutarde et probablement de cyanogène, utilisation qui avait fait, selon Téhéran, 5.000 morts et 5.000 blessés à Halabja (ville kurde irakienne occupée par l'Iran le 17 mars dernier).

L'Irak, qui a déclaré dans un message au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, avoir le droit de recourir "à tous les moyens disponibles pour se défendre", a poursuivi ses violentes critiques à son égard.

Un ministre irakien a ainsi déclaré que M. Perez de Cuellar "est incapable de remplir ses obligations et n'est plus digne de confiance", remettant ainsi implicitement en question les prochains entretiens prévus à l'ONU pour une relance d'un règlement de paix. En principe, le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, doit rencontrer M. Perez de Cuellar lundi prochain à New York.

TERCÜMAN 2.03.88

3 terörist daha ölü ele geçirildi

DIYARBAKIR, (Tercüman)- Dicle ilçesinin dağlık kesiminde güvenlik kuvvetleri ile silâhli çatışmaya giren 3 terörist ölü olarak ele geçirildi.

Dicle'ye bağlı Kurudere köyü yakınlarında önceki gün operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri, dağlık kesimde 5 kişilik terörist grubu ile karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına terö-

ristlerin ateşle karşılık vermesi üzerine çatışma çıktı. Yaklaşık 7 saat süren çatışma sonucu 3 terörist ölü olarak, silâh ve teçhizatları ile birlikte ele geçirildi.

Öte yandan Olağanustu Hâl Bölge Valisi Hayri Kozakçıoğlu olay yerine giderek incelemede bulundu. Bölgede operasyon ve aramalara devam ediliyor.

TERCÜMAN 3.03.88

Alman polisi bölücü liderleri tutukluyor

BRÜKSEL, (A.A)- Federal Alman polisinin ülkesindeki bölücülere karşı açtığı mücadeleyi sürdürdüğü ve bazı militanların tutuklandığı açıklandı. son olarak Bozan Öztürk, Ali Saçık, Hasan Hayri Güler ve "Kürt İşçiler Kültür Teşkilatları Federasyonu" nun başkanı olduğu bildirilen İbrahim Korkmaz adlı militanlar tutuklandı.

Washington'da bulunan Türk Yüksek Yargı Heyeti, Dışişleri Bakan Yardımcısı William W. Miller'inle, "tepkili konuyu" görüştü

'Kürt' tartışması

Sedat ERGİN

WASHINGTON (Hürriyet) - Amerikan Hükümeti'nin davetlisi olarak Washington'da bulunan Anayasa Mahkemesi ve Yargıtay Başkanlarının da bulunduğu Yüksek Yargı Heyeti üyeleri, ABD Dışişleri Bakan Yardımcısı Büyükelçi Richard Schifter ile yaptıkları görüşme, Türkiye'deki insan haklarının durumu ve "Kürt sorunu"nu tartıştılar.

- Türk-ABD ilişkilerinde hassas bir durum yaratan insan hakları raporundaki işkence ve Kürtler'in durumuna ilişkin bölümlere, görevini yakında devredecek olan Anayasa Mahkemesi Başkanı Onar ile Yargıtay Başkanı Coşar, "Yanlış ve sağlıklı bilgilere dayalı" gerekçesiyle karşı çıktılar.
- Onar ve Coşar, sınırlarımızın korunmasını ABD'nin de çıkarına olduğunu belirttiler.

"Amerikan Haberler Merkezi"nin düzenlediği bir program çerçevesinde Washington'da bulunan Türk hukukçular heyetinde, Anayasa

Mahkemesi'nin görevi devredecek Başkanı Orhan Onar, Yargıtay Başkanı Ahmet Coşar, Cumhurbaşkanlığı Hukuk Danışmanı Semih Özmert ve

- ABD'li Bakan Yardımcısı Schifter de, işkence iddialarıyla bilgilerin, Türk gazetelerindeki haberlerden derlendiğini söyledi. Toprak bütünlüğü konusunda da, "Biz Romanya'daki Macar azınlığın durumunu da gündeme getiriyoruz. Ancak bu bizim Romanya'nın toprak bütünlüğüne karşı olduğumuz anlamına gelmez" derken, Kürtçe yasağının kalkması görüşünün gerekçesini de, Helsinki Nihai Senedi'ne bağladı.

İzmir Başsavcısı Melih Tart'ın yanı sıra, İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dekan Yardımcısı Prof. Sait Güran ile 1402 sayılı Sıkıyönetim Ya-

masıyla Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi'ndeki görevine son verilen Prof. Rona Aybay da bulunuyor. Türk Hukukçular Heyeti,

önceki günkü temasları sırasında, ABD Dışişleri Bakanı George Shultz'un insan haklarından sorumlu yardımcısı Büyükelçi Richard Schifter ve Türkiye'den Sorumlu Bakan Yardımcısı Vekili Tames Wilkinson ile görüştü. Alınan bilgilere göre, Schifter ile görüşmede ağırlık noktasını, ABD Dışişleri Bakanlığı tarafından geçen ay açıklanan ve Türk Amerikan

ilişkilerinde hassas bir durum yaratan insan hakları raporu oluşturdu. Anayasa Mahkemesi Başkanı Onar ve Yargıtay Başkanı Coşar, raporun özellikle işkence iddiaları ve Kürtler'in durumuna ilişkin bölümlerini eleştirdiler. Türk heyeti üyeleri, raporda yer alan işkence iddialarının yanlış ve sağlıklı olmayan bilgilere dayandığını belirttiler.

Büyükelçi Schifter ise raporu savundu ve özellikle işkence iddialarıyla ilgili bilgilerin, büyük ölçüde Türk gazetelerinde yer alan haberlerden derlendiğini bildirdi.

Yüksek yargı başkanları da, Schifter ile görüşmelerinde, bu konuyu açarak, Lozan Antlaşması'na göre, Türkiye'de bir "Kürt azınlığı" bulunmadı-

ğını, dış güçlerin Türkiye'yi zayıflatmak için bu konuyu "iştişmar ettiklerini" belirttiler ve "Türkiye'nin sınırlarını koruması, Türkiye'nin olduğu kadar ABD'nin de çıkarlarına değil midir?" sorusunu yönelttiler. Schifter, "Kuşkuuz. ABD'nin, toprak bütünlüğünden yana olmaması düşünülemez" karşılığını

verdi. Schifter, bununla birlikte, raporda Kürtler konusunda ifade edilen görüşlerden geri adımları ve "Biz Romanya'daki Macar azınlığın durumunu da gündeme getiriyoruz. Ancak bu bizim Romanya'nın toprak bütünlüğüne karşı olduğumuz anlamına gelmez" dedi.

"Öğretmenin cesedine ormanda ateş ettik"

ANKARA, (ANKA) - Bingöl'ün Genç İlçesi Doğanlı

koyu'nda Yüzbaşı Ali Şahin komutasında gerçekleştirilen bir operasyonda işkenceye uğratıldığı ileri sürülen öğretmen Sıddık Bilgin olayının tanığı bazı askerler bu iddiaları doğrular nitelikte ifade vermede devanı ediyorlar.

Olayla ilgili olarak operasyonda görevli bulunan ve sanık olarak yargılanan Onbaşı Suat Akova mahkemede ta-

nik olarak verdiği ifade, "Yüzbaşı Ali Şahin Ahmet Üstteğmen ve astsubayların, bildiklerini söylemesi için öğretmen Sıddık Bilgin'i dövdüğünü, Bilgin'in bayıldıktan, yaklaşık 10 dakika sonra da öldüğünü" söyledi. Akova'nın ifadesinin olayla ilgili bölümü şöyle: "Şahis, öldükten sonra bize Suveren mevkiindeki

ormanlık bölgeye gitmemiz söylendi. Biz oraya intikal ettik. Yarım saat sonra o şahıs getirildi. Orman girişine bırakıldı. Üzerine ateş etmemiz söylendi. Ateş ettik. Sonra durumu 'Telsizle kaçarken vurduk' diye Alay Komutanı'na bildirdik. Daha sonra bizlere, silaha el basmak suretiyle orada bulunan askerlere gördüğü-

muzu kimseye söylememiz hususunda yemin ettirdi. Soylediğimiz takdirde, vatan haini olduğumuzu söylediler. Daha sonra Suveren Karakolu'nun yakınında bir yerde bir çukur açtırdı. Şahis bir çuvala konulup çukura gömüldü."

"ABD, Kürt varlığı konusunda ısrarlı"

- Anayasa Mahkemesi Başkanı Onar ve Yargıtay Başkanı Coşar, "ABD Dışişleri çok yanlış bir tutum içinde Hem Türkiye'nin toprak bütünlüğünü savunduklarını söylüyorlar, hem de 'Kürtler'in mevcudiyetini öne sürüyorlar. Bu son derece tehlikeli ve çelişkili bir görüş tarzı" dediler.

Sedat ERGİN

WASHINGTON, (Hürriyet) - Amerikan Hükümeti tarafından düzenlenen bir davet çerçevesinde, Washington'da bulunan ve görevini bir süre sonra devredecek olan Anayasa Mahkemesi Başkanı Onar ve Yargıtay Başkanı Ahmet Coşar, ABD Dışişleri Bakanlığında yaptıkları temaslardan birinde ABD'nin Kürtler konusunda aldığı tutumu "tehlikeli" ve "çelişkili" gördüklerini bildirdiler.

Onar ve Coşar, Cumhurbaşkanlığı Kenan Evren'in Hukuk Danışmanı Semih Özmert, İzmir Başsavcısı Melih Tart, İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dekan Yardımcısı Prof. Sait Güran ve 1402 Sayılı Sıkıyönetim Yasasıyla Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi'ndeki

görevine son verilen Prof. Rona Aybay'ın da yer aldığı bir heyetle birlikte bir süre Washington'da bulunuyorlar. Amerikan yargı sistemini tanıtmaya yönelik program çerçevesinde, Türk hukukçular heyeti Kongre, Yüksek Mahkeme, Adalet Bakanlığı ve Beyaz Saray'da temaslarda yuruttu.

Türk heyetinin en tartışmalı görüşmesi ise ABD Dışişleri Bakanı George Shultz'un insan haklarından sorumlu yardımcısı Richard Schifter'le oldu. Yargıtay Başkanı Ahmet Coşar, "Hürriyet"e Schifter'la yaptıkları görüşmede aldıkları izlenimleri anlatırken, "Çok yanlış bir tutum içindeler. Hem Türkiye'nin toprak bütünlüğünü savunduklarını söylüyorlar, hem de Kürtler'in mevcudiyetini öne sürüyorlar. Bu son derece tehlikeli ve çelişkili bir görüş tarzı" dedi.

yetini öne sürüyorlar. Bu son derece tehlikeli ve çelişkili bir görüş tarzı" dedi. Anayasa Mahkemesi Başkanı Orhan Onar da Yargıtay Başkanı Coşar'ın bu görüşlerine katıldığını belirterek, "Türkiye'de Kürtler'in mevcudiyeti konusunda ısrarlı görüşüyorlar" şeklinde konuştu.

Onar ve Coşar, Amerikan yargı sistemine ilişkin gözlemlerini anlatırken de, Türk ve Amerikan sistemleri arasında büyük farklılıklar bulunduğunu belirttiler.

Yüksek yargı başkanları ilk kez geldikleri ABD'yi nasıl buldular? Anayasa Mahkemesi Başkanı Onar, "Öçütler çok fark" dedi ve ekledi.

"İnsanlarda fazla resmiyet olmaması dikkatimizi çektir. Amerikalılar ayrıca yardımsever insanlar..."

Yargıtay Başkanı Coşar ise ABD'yi tahminlerine kıyasla daha sorunlu bulunduğunu belirtti ve "Sistemim için eğitilmekten çekinmemeleri" dedi: Coşar, ABD'de kendisine en çarpıcı gelen olayın da "Gececeki sokakta yatan insanlar" olduğunu söyleyerek, "Ayrıca geceleri sokakların tenhahlığı dikkat çekiyor. Hürriyet ülkesinde sokaka çıkmanın pek rahat olmadığı anlaşılıyor" şeklinde konuştu.

SHP'li 3 milletvekilinden CEZAEVİ PROTESTOSU

ANKARA, (Hürriyet) - Diyarbakır Askeri Cezaevi'ndeki eylemler sırasında mahkûm aileleriyle birlikte SHP il binasında "Açlık grevi" yapan Mardin SHP Milletvekili Adnan Ekmen ve Kars Milletvekili Mahmut Alnak, bu kez aralarına Hakkari Milletvekili Cumhur Keskin'i de alarak, diğer cezaevleri konusunda iktidarı protesto ettiler.

Üçlü bildiride, "Avrupa ülkelerinde suçlu ve hükümlüye insan gözüyle bakılmaktadır. Özel İktidarın tutuklu ve hükümlülere insanlık dışı işkence, baskı ve zulüm uygulamasını protesto ediyoruz" denildi. Adnan Keskin, Mahmut Alnak ve Cumhur Keskin ortak açıklamalarında "Sermaye kesiminin diktatörlük kurduğunu" one sardular. "Özel İktidar, bu diktatörlüğün politik sözcüsüdür" dediler.

Iraklı Kürt lideri Talabani'nin çağrısı: "Kürt varlığını kabullenin"

- Irak Kürdistan Yurtsever Birliği lideri, Hürriyet'e verdiği demeçte, Türkiye'nin Kürtleri tanımasının, ulusal birliğine katkıda bulunacağını öne sürdü...
- Talabani, Ankara'nın "yanlış" politikaları nedeniyle PKK'nun eylemlerinin haklılık kazandığını da iddia etti...

LONDRA, (Hürriyet)- Irak Kürdistan Yurtsever Birliği örgütü lideri Celal Talabani, Türkiye'ye "Kürt varlığını kabul etmesi" çağrısında bulundu.

Özel bir ziyaret için İngiltere'nin başkenti Londra'da bulunan Talabani, örgütü ile Türkiye'deki yasa dışı PKK örgütü arasındaki ilişkilerin normalleşmekte olduğunu da söyledi. (Devamı 12. Sayfada)

Kürtlerin, kendi kaderlerini tayin hakkı için mücadele ettüklerini belirten Talabani, "Kürtlerin demokratik haklarının verilmesi, Türkiye'nin ulusal birliğine katkıda bulunacaktır. Halen uygulanmakta olan politika, Kürtleri isyana teşvik etmektedir" dedi. Irak Kürdistan Yurtsever Birliği örgütünün lideri, Cumhuriyet'in kurucusu Mustafa Kemal

Atatürk ile İsmet İnönü'nün başlangıçta, Kürtlerin varlığını kabul ettiklerini kaydetti. "Ancak daha sonra bu politika değişerek Kürtlerden 'dağ Türkleri' diye bahsedilmeye başlandı" dedi.

Sivil halka yönelik terör eylemlerini onayladıklarını belirten Talabani buna karşılık Türkiye'nin Kürtlere yönelik politikasının, silahlı mücadeleyi haklı kıldığını söyledi.

Talabani, geçtiğimiz yıllarda bazı konularda anlaşmazlığa düştükleri PKK ile ilişkileri hakkında şöyle konuştu:

"Biz başlangıçta tarafsız kalmaya çalıştık. Ama Türkiye, Irak rejimiyle işbirliği yaparak topraklarımızı bombaladı. Bu durumda bizim de başka çaremiz kalmıyor. Türkiye bizim düşmanlarımızla işbirliği yaptığına göre, biz de Türkiye'nin

düşmanlarıyla işbirliği yaparız. Eğer PKK, diğer gruplarla ilişkilerini düzeltir ve Irak taki kurtarılmış topraklara gelirse, onları kabul ederiz" dedi.

MİLLİYET 10.03.88

● Kürt lideri Talabani'den Türkiye'ye tehdit

ABD, bölücü raporda ısrarlı

● Temuçin TÜZECAN • LONDRA

- Ortadoğu'daki en güçlü Kürt örgütlerinden biri olan Kürdistan Yurtsever Birliği (PYK) lideri Celal Talabani, Türkiye'nin Irak'a girebileceği yolunda söylentiler olduğunu belirtti ve şöyle konuştu: "Türkiye'yi uyarıyoruz. Bu bölgeyi Vietnam'a çeviririz"
- "Türk Ordusu'nun işgalinden korkmuyoruz. Çünkü Türkler, Musul-Kerkük bölgesine en fazla 15 tümen gönderebilir. Bu ise yeni bir Vietnam yaratır. Irak, Kürdistanı, Türkiye'dekilerle birleştirir"
- Talabani, "Türk hükümetinin Bağdat ile işbirliğinin akılcı bir politika olmadığını" belirterek bu tutumundan vazgeçmesini istedi

'Güneyi, Vietnam yaparız'

■ Kıbrıs'ta çözüm: Kıbrıs konusunda Türk tezi istikametinde konuşan Derwinsky, çözümün Vasiliü:Denktaş görüşmeleriyle sağlanabileceğini belirtti

■ Evren'in gezisi: "Gecikmiş bir ziyaret. Evren'in ABD'de iyi karşılanacağını sanıyorum. Gezi, çok iyi bir gelişmeyi yansıtıyor"

■ "Davos ruhu": Papandreu-Özal diyalogunu değerlendiren Derwinsky, "Bence Özal'ın liderliğinde Türkiye çok olumlu ve etkili bir diplomasi örneği verdi" dedi

Yılmaz POLAT

WASHINGTON, (Tercüman)- ABD Dışişleri Bakanı'nin, içine Türkiye ve Kıbrıs'ı da alan Akdeniz-tadoğu bölgesinden sorumluyardımcısı Edward Derwinsky TERCÜMAN'a yaptığı özel açıklamada, dolaylı olarak, bakanlığının Kongre'sundaki insan hakları raporundaki kasıtlı "Kürt lümünü" benimsediğini dedi.

Dışişleri bakanının İnsan Haklarından Sorumlu Yardımcı Richard Schifter tarafından hazırlanan raporun Türkiye bölümünde yer alan paragraf, bölücülerin görüşle istikametinde satırlar yer aldı.

Raporda, Türkiye Cumhuriyeti'nin "Kürtler'in haklarını mayı reddettiği, asimilasyon politikasıyla Kürt kültürünü yok ettiği" iddia ediliyor. Aydınlar baskı yapıldığı idyö-TV'de eserlerinin yasak olduğu da öne sürülüyor. orda ayrıca, ABD'nin bölücü teröristlere karşı olduğu aydedilmektedir. Türkiye rapora tepki göstererek D'den açıklama istemiş, ak doyurucu bir karşılık namıştı.

Derwinsky bu konuda sorumuz bir soruya "Schifter'in yasa gereği her yıl Kongre'de bir İnsan hakları raporu nesni gerekir. Bu Schifter'in yapamayacağı bir görev. Raporda yer alan bilgiler İleri Bakanlığının incelemesine dayanır" karşılığını li.

ABD Dışişleri bakanı yardımcısı, Cumhurbaşkanı Kenan Evren'in, hazırlanan ABD'ye yapacağı gezi için "Çok iyi bir gelişme" dedi.

Derwinsky, sözlerine şöyle devam etti: "Gecikmiş bir ziyaret. Daha önce geleceğini umuyorduk. Evren'in burada iyi karşılanacağını sanıyorum. Evren'in Başkan Reagan ile yapacağı görüşmenin iki ülke iliş-

kilerini büyük ölçüde geliştireceğini sanıyorum."

TÜRK YÖNETİCİLERİ BİZİ ANLIYOR

Derwinsky, bir soruya karşılık, Türk hükümet yetkililerin ABD bütçesindeki zorlukların bilincinde olduğunu ve dolayısıyla Türkiye'ye yapılan kısıtlama ve kesintilerin sebeplerini farkettilerini bildirdi. Dışişleri bakan yardımcısı, Türk hükümetinin yapılan kesintilerden hayal kırıklığına uğradığını, ancak anlayışla gösterdiğini söyledi. Derwinsky, "Bu kısıtlamaları Türk hükümeti de biliyor ve anlıyor. Çok iyi niyetle gayret sarfetti ama güvenilir yardımında yapılan kesintilerden öteki ülkeler gibi Türkiye de etkilendi" şeklinde konuştu.

Konuşmasında Özal-Papandreu görüşmesine de değiren Derwinsky, iki görüşmeyi de çok olumlu bir gelişme olarak nitelendi. Derwinsky, "Bence Özal liderliğinde Türkiye çok olumlu ve etkili bir diplomasi örneği vermiştir. Bu ABD'de görülüyor ve takdir ediliyor" dedi.

KIBRIS'TA ÇÖZÜM

Dışişleri bakan yardımcısı, Kıbrıs'la ilgili bir soru üzerine de, Kıbrıs anlaşmazlığının Vasiliü ile Denktaş arasında veya daha alt düzeyde yapılacak görüşmelerle bulunacak formüle göre çözümlenmesi gerektiğini söyledi.

"Kıbrıs'ın yeni Cumhurbaşkanı Vasiliü iki toplumun Kıbrıs meselesinin topyekün çözümünü için görüşmeler yapmalarını sağlayacak bir çaba başlatmalıdır" diyen Derwinsky, "Kararı verileceği yer yine Kıbrıs'tır, karar dışardan verilemez" şeklinde konuştu.

Derwinsky, "Kıbrıs konusunda Amerikan politikası nedir?" yolundaki bir soru üzerine de Vasiliü'nün Denktaş ve diğer yetkililerle olumlu bir diyalog başlatmak için mesajla BM'nin teklif edeceği formül veya prosedürü kabul edeceğini umduklarını bildirdi.

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri**Talabani Ankara'yı uyardı:****• Kerkük, Musul'a müdahale etmeyin •**

Bu yörenin Türkiye için Vietnam'a dönüşebileceğini söyleyen Talabani, "Türkiye hükümeti, ordusunu 'Kürt Vietnamı'na sokarak iyi bir şey yapmış olmaz. Irak Kürdistanı bu durumda Türkiye'dekilerle birleşir" dedi.

• TEMUÇİN TÜZECAN • LONDRA

ORTADOĞU'daki en güçlü Kürt örgütlerinden biri olan Kürdistan Yurtseverler Birliği (PUK) lideri Celal Talabani, Türkiye'yi Kerkük ve Musul'a müdahale etmemesi için uyardı. Londra'nın güneyindeki dış mahallelerinden birinde, örgütünün İngiltere sorumlusunun evinde sorunlarını yanıtlayan Talabani, bu yörenin Türkiye için Vietnam'a dönüşebileceğini söyledi, "Türkiye hükümeti, ordusunu 'Kürt Vietnamı'na sokarak iyi bir şey yapmış olmaz" dedi.

Talabani, bir buçuk saat süren söyleşimizde, Türkiye'nin Bağdat rejiminin savaşta yenilmesi halinde Irak'a girebileceği yolunda bazı söylentiler olduğunu hatırlatıp şöyle konuştu:

"Ama bana inanın, Türk Ordusu'nun işgalinden korkmuyoruz. Nedenini açıklıyayım: Türkler, bölgeye Irak'ın gönderdiğinden daha fazla güç gönderemez. Türkiye'nin kendi sorunları var. Bulgar sınır, Yunan sınır, Kıbrıs, Sovyet sınır, İran. Türkiye, olsa olsa, Irak'ın gönderdiği 12 tünden biraz fazla, olsa olsa 15 tünden gönderebilir. Bu ise yeni bir Vietnam yaratır. Irak Kürdistanı, bu durumda Türkiye'dekilerle birleşir. Bu karşım Türkiye hükümeti için büyük sorun yaratır. Ben o zaman bağımsız ve birleşik bir Kürdistan'ın doğmasını görürüm."

"Dedğim şu, Türkiye, bu tür bir harekâta girişirse, kendi vatandaşlarını kaybeder. Bütün Arap dünyası Türkiye'ye karşı birleşir. İran, Sovyetler Birliği, Avrupa kamuoyu karşı çıkar. Belki de Amerika. O zaman biz, yapayalnız bir düşman ile karşı karşıya kalırız, birçok dostumuz olur. Oysa şimdi yalnız olan biziz. Bu ülkeler bizi destekleyecekler. Biz Türk işgalinden korkmuyoruz, ama davet etmiyoruz. Uyarıyoruz."

"AKILCI OLMAYAN POLİTİKA"
Türkiye hükümetine ve Türklerle, Milliyet aracılığı ile bir mesaj gönderen Talabani, Ankara'nın Bağdat ile işbirliği "akılcı olmayan bir politika" olarak nitelirken, bunun gereklerini şöyle açıkladı:

"Bu politika yalnızca bizi otuzmuş etkilediğinden değil, Irak'taki Türkmenler açısından da akılcı değil. Türkiye, Bulgaristan'daki Türkler hakkında konuşuyor sürekli. Türkiye, Kıbrıs'taki 100 bin Türk için askeri güç kullanıp Kıbrıs'ı işgal etti. Irak Kürdistanı'nda, 400 bin, belki de yarım milyon Türkmen var. Irak bu Türkmenlere, aynı Kürtlere olduğu gibi kötü davranıyor. Türkiye, 'Kürt yoktur, dağ Türkü vardır' diyor. Irak ise, geçen yıl, 'Türk yoktur. Ya Arap vardır, ya da Kürt' dedi. Iraklılar, Kerkük yakınlarındaki Sin Köyü'nde bir günde 99 Türk'ü kurşuna dizdiler. Biz Bağdat'ta faşist yönetimi ile savaşıyoruz. Türk yönetimi ise buna gözlerini kapatıp, Bulgaristan'daki Türkler konusunda konuşuyor her gün."

SADDAM'A BASKI

Türkiye'nin Irak sınırını aşp bölgede düzenlediği harekâtlar konusunda da konuşan Celal Talabani şunları söyledi:

"Türkiye'nin saldırıları, PKK ülerini bulmaya yönelik değildir. Çünkü PKK üsü yoktur, bizim kurtarılmış topraklarda üs olduğu iddiaları bahane dir. Türkiye, (Saddam Hüseyin rejimi ile Kürt Kurtuluş Hareketi'ni sindirmek için anlaştı. 1984-1985 yıllarında biz Bağdat yönetimi ile anlaşma şartlarını konuşurken, Türkiye, Saddam Hüseyin'e PUK ile anlaşmaması için baskı yaptı, sonuçta anlaşmaya varılmadı."

NEDEN BASKI?

Türkiye'nin kullandığı baskı araçlarını neler olduğunu ve baskının nedenlerini ise Celal Talabani şöyle özetledi:

"Petrol boru hattı birinci koldu. İkincisi, İran ile süren savaşta, Ankara, İran'ı destekleyeceğini söyledi. Üçüncüsü, Amerika bile, Saddam Hüseyin yönetimine baskı yapıp PUK ile anlaşmamasını sağlamaya çalıştı, çünkü Amerikan yönetimi Irak'ın Kürtlerle anlaşmaya varması halinde, bölgede dengelenmişliği diledi. Bu anlaşmanın tek koşulu, Komünist Parti ve PUK'ün iktidardaki BAAS ile iktidarı paylaşmasıydı. Bu tabii ki, Irak'ı doğuya biraz daha yaklaştıracaktı. Ayrıca Türkiye, Irak Kürdistanı'nın özerk olmasını, Türkiye Kürdistanı'na etkilerinden korkuyordu. Türkiye hükümeti ayrıca, bölgede NATO'una verdiği rolü oynuyor. Türkler, Saddam Hüseyin'in devrilmesinden korkuyor. Bu gerçekleşirse, Kürt halkı Irak Kürdistanı'nı kurtaracak, demokratik ve anti emperyalist bir güç olan PUK, bölgeyi denetleyecek. Bu Ortadoğu'da önemli bir gelişmedir. Türkler gelecekte neler olabileceğini kestirip bunun gerçekleşmesini engellemeye çalışıyorlar."

SOVYET YANLISI DEĞİLİZ

Celal Talabani, "Irak'ı NATO'nun ilgilendiği bir mesele haline getiren Sovyetler Birliği'nin bu dengedeki rolü ne o zaman?" şeklindeki sorumuza ise şu yanıtı verdi:

"Biz Sovyet yanlısı ve komünist değiliz. Bağımsız olmanın gurur duyan bir partiyiz. Sovyetler Birliği'nde Brejnev döneminin en büyük hatalarından biri, Irak gibi faşist rejimlerin kapitalist olmayan yolun desteklediği tezi ile güçlendirilmesiydi. Bu büyük bir hataydı. Saddam Hüseyin'i Ortadoğu'nun Castro'su diye bile tanımladılar. Biz, bunun acılarını biliyoruz. Gorbacov yolunda perestroika politikası daha Ortadoğu'ya ulaşmış değil. Sovyetler Birliği'nin bir süper devlet olarak varlığı, bir denge yaratıyor. Bize haritası değiştirme değil, hareket etme özgürlüğü veriyor. Ancak, Sovyetler Birliği, tüm kurtuluş hareketlerine karşı

sorumluluğu olmasına rağmen, bu alanda Kürt halkına karşı sorumluluğuna yerine getirmiyor. Gerekeni yapmıyor. Fikri desteklezip bu fikrin doğurduğu hareketi desteklemiyor."

Celal Talabani, Kürdistan İçişleri Partisi PKK ve Türkiye'deki diğer Kürt örgütleri ile ilişkileri üzerinde de uzun uzun durdu. PKK'yi diğer Kürt gruplarını yabancı ülkelerin aleti olmakla suçladığı için eleştiren Talabani, PKK'nin silahlı mücadele yöntemini onaylamadıklarını, ne olursa olsun, başta kadınlarla çocuklar olmak üzere sivillerin öldürülmemesi, onlara zarar gelecek şekilde davranmaktan kaçınmak gerektiğini belirtti. Abdullah Öcalan ile görüşmediğini belirten Talabani, PKK'ya karşı sabırlı davranışlarını belirterek, buna rağmen, PKK'nin mücadelesinin Kürt davasına olumlu etkileri olduğunu da belirtti. Talabani, "Bu sayede, Türkiye hükümeti bir Kürt sorunu olduğunu kabul etti" dedi.

Kürtlerin, buldukları ülkelerdeki gelişmelerden sorumlu olduğunu söyleyen Celal Talabani, partisinin diğer Kürt örgütlenmelerinin liderliğini üstlenmediğini, daha önce bu konudaki yaklaşımın hatalı olduğunu belirtti. Her Kürt grubunun bağımsız olduğunu bildiren Celal Talabani, bütün Kürtlerin tek bir bayrak altında toplanıp birleşmesini, şimdi ancak ufukta görünen ve gerçekçi olmayan bir hedef olduğunu söyledi. Talabani, bunu görmeye, kendi ömrünün vefa etmeyeceğini, bunun gelecek kuşakların sorunu olduğunu bildirdi. "BİZ KARDEŞİZ"

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani, Türklerle Kürtlerin kardeş olduğunu söylerken, tarihten örnekler verdi. Osmanlı döneminde, Kürtlerin Safavilere karşı Osmanlı ordusunun yanında olduğunu, Çarlık Rusyası ile yapılan savaşlarda hep Osmanlı ordusu içinde yer aldıklarını söyleyen Talabani, imparatorluğun son yıllarında, Osmanlı'nın yanında savaşan tek Müslüman gücün Kürtler olduğunu belirtti. "Şimdi, Keleş Evren ve Turgut Özal, İngilizlerle işbirliği yapan Arapların torunları ile çocukları ile yan yana" dedi. Talabani, yine bir kritik dönemde, Yunanistan'ın Anadolu'yu işgali sırasında Türklerle Kürtlerin Yunanlılara karşı yan yana savaşışıklarını söyledi. Talabani şöyle devam etti:

"Sonra ne oldu? Her şey bozuldu. Dar milliyetçilik hesapları yüzünden Mustafa Kemal Paşa, Atatürk, Sevr Anlaşması'nın öngörüsünden daha fazla toprak Kürtlere vereceğini söyledi. İsmet Paşa, Lozan'da 'Ben Kürtüm. Kürtler ile Türkler kardeşim' dedi. Türkler 'Pis Arap' der ama 'Pis Kürt' demez. Biz kardeşiz. Ortak bir geçmişimiz var. Kanımız karışmıştır. Türkiye'den birçok İsmail Beşikçi çıkacaktır. Türk halkının çıkaracağı sokratik, federal bir devlet kuracaktır. Kürdistan'ın da yer aldığı bu federal devlet diğer Kürtlerin ligisini çeker. Bölücülük sona erer."

KORUCULAR
AHMET KAHRAMAN

Köylüye göre işleri resmi muhbirlik

Doğu'da korucu korkusu

1984 Ağustosundan sonra Doğu ve Güneydoğu'da "koruculara gün doğdu" ya da "korucuların günü" başladı.

İşsizliğin geçilmesi topraklarda, işsizler, koruculuk kurumlarıyla hem iş buldular, hem de bu sayede, insanları kurtararak kişilik kazanmaya çalıştılar. Ağalık temelinde fiilen anlaşmazlıklar, kan davaları yumağına koruculuk oku getirilip saplandı. Koruculukla düşman taraflar güçlendirildi. Muhbirlik kurumlaştırdı. Korucular herkesin köşe bucağı kağıdı, sakıncılı resmi muhbirler sayıldı.

Koruculuk olgusuna en çok eski sabaikalılar, kan davaları, eski eşkiya, ağa ve aşiret liderleri ilgi gösterip, üstüne atıldılar.

Baş koruculuk, babadan-oğula, kardeşten kardeşe geçen bir meslek oldu. Örneğin Botan yöresinin ünlü korucu ağası Kel Memet, trafik kazasında ölüncü, aşiret içindeki yerini kardeşi İzo Ağa (İzzettin Olğaç) doldurdu. Ama İzo Ağa da bir operasyonda şaşamını yitirdi. Kim vurduya gitti anlayacağımsız. "Çatışmada öldü" dendi. Ailesi de "aynen öyledir" dedi.

Aşirete bağlı Koruculara Kömüta eden İzo Ağa da ölüncü, bu kez Kel Memet'in oğlu Hüso Ağa baş korucu oldu...

Bahattin Aktuğ (Babo Ağa) 1984'e dek "sınır ötesi ticaretle işgal" ediyordu. 24 köyün korucu sorumlusu göreviyle yüceltilince, kaçakçılığa bile müdahaleye başladı. Üstelik artık itibarlı bir müteahhittir. Yöre için astronomik bir rakam olan 70 milyon lirahik jandarma karakolunun yapımını da üstlenmişti...

1960'larda Doğu Anadolu'yu titreten üç eşkiya vardı: Hamido, Tilki Selim ve Koçero. Tilki Selim'le Koçero çatışmalarda öldürüldüler. Sayısız kişilerin katili diye aranan Hamido, gizlendiği tavuk kümesinde ele geçirilmişti. Yargılandı, bir süre cezaevinde kaldı. Sonra afla dışarıya çıktı. Hamido, yıllar sonra elinde devletlen silahı, üstünde Amerikalıların Vietnam'daki eski üniformasına benzer üniformayla korucu oldu.

Korucular, bazen akıllarına eseni de yapıyorlar. Devletin silahlarını kendi özel işleri, örneğin iş kazırında ya da özel düşmanlarına karşı da kullanıyorlar. Beylik silahla adam da vuruyorlar. Vurduk-

lanı adamlar genellikle "ferörist" oluyor.

Hüseyin Uluç adındaki baş korucu, düşmanlarını Sirt'te, çarşın ortasında, Nur Sineması'nun orada kıştırıp yakalıyor, dipçikle vura vura, "Söyle ulan Şükrü nerede?" diye bağırarak sürüklüyor. Uluç'un yanında koruculuk görevi amaçoğulları Kızam, İzzettin ve Mehmet Uluç, savaklı kayıtlarında, adlarının karşısında "aranıyor" diye yazılı kişiler.

Eruh ilçesinin 92 köyü, 32 mezarı var. 1983 yılında bu yerleşim birimlerinde 21 bin seçmen saptanmış. Aradan dört yıl geçtikten sonra, 1987 sonbaharında seçmen sayısı 17 bine indi. Bazı köy ve mezarlar tümüyle boşaldı. Eruh'ta, kahvehanede konuştuğumuz köylülerden biri, ötede duran iki kişiye gösterecek, "Hep bunlar yüzünden" diyor. "Bunlar" dediği, korucular. Köylü şöyle diyor:

"Bunlar huzur bırakmadılar bizde. Pis işler yapıyorlar. İşleri, güçleri muhbirlik. Yaranmak için birbirlerini bile ihbar ediyorlar. Bunları pls işleri yüzünden birçok kişi buralardan kaçıp gitti..."

Batman'ın eski adıyla "Kaniyamezin" köyünden 12 kişi, köyden kaçıp SHP ilçe binasına sığınmıştı. Köylüler, köylerinin yeni adını henüz ezberlemedişlerdi. Yeni ad konusunda kendi aralarında bir süre tartıştıktan sonra "bilemeyeceklerini" söylediler. Köylülerin hiçbir Türkçe bilmiyorları.

Kaniyamezinli Şükrü Yiğit:

"Birkaç yıl önce gelip silah istediler bizden. Yoktu silah. Veremedik. Onun için bütün köylüler topluca dayak yediler. Şimdi de gelip dayakla korucu yapmak istiyorlar..."

Köy kaçkanı Mehmet Yılmaz:

"Toprağımız yok. Yoksuluz. Yazın Çukurova'ya gidip çalışıyoruz. Korucu olunca köyden ayrılmayız. Bizi zorla korucu yapmak isteyince on iklimiz kaçıp buraya geldik."

Şükrü Yiğit konuştu:

"Ya korucu olacaksınız, ya da köyü terk edeceksiniz dediler. İki de ölümdür bizim için. Kaçıp buraya geldik. Ne olacak bilmiyorum..."

Köylerini terkedenler korku ve çaresizlik içinde kıvranıp duruyorlar.

● Örgüt, militan sıkıntısı çekiyor. Avrupa'ya kaçamayan militanlar ya teslim oluyor, ya da intihar ediyor. Kaçamayanlar öldürülüyor.

● Bir PKK yetkilisi örgütün önümüzdeki günlerde kendisini güçlü göstermek için "kanlı eylemler" düzenleyeceğini belirtti.

● Kamplar İran'a kaydırılıyor. APO'nun karısı Kesire Yıldırım, İran'daki hazırlıkları yönetme ile görevlendirildi.

APO'YA İSYAN

DİYARBAKIR (A.A.)-Doğu ve Güneydoğu Anadolu Bölgesi'nde 1984 yılından bu yana yaptıkları katliamlarla güvenlik görevlisi ile çoğu kadın ve çocuk birçok vatandaşımızı öldüren bölücü örgüt PKK'da başlayan hizipleşmenin, son zamanlarda büyük boyutlara ulaştığı bildirildi.

"Süreklilik eylem" politikasını benimseyen örgütün ikinci adamı (Abbas) kod adlı Duran Kalkan'ın da hizipler arasında yer alarak, Abdullah Öcalan'a başkaldırdığı belirtildi.

Edinilen bilgiye göre, Apo'nun (süreklilik eylem) stratejisinin başarıya ulaşmamasından sonra örgüt içinde huzursuzluk patlak verdi. Merkez Komite'de bulunan örgütün üst düzeydeki üyelerinin "süreklilik eylem" politikasıyla yöre halkının kendilerinden nefret ettiği, örgüte katılanların da azalmasına sebep olduğunu PKK Genel Sekreteri Öcalan'a bildirdik, bu politikadan vazgeçilmesini istedikleri öğrenildi. Ancak örgütte "Türk halkı benim" dediği bildirilen Öcalan'ın, bir süre önce yapılan toplantıda bahar ve yaz aylarında kırsal kesimlerde yine eylemler yapılmasını istediği kaydedildi.

Bunun üzerine örgütte hizipleşme başladığı ve

Apo'nun sağ kolu olarak bilinen örgütün ikinci adamı (Abbas) kod adlı Duran Kalkan'ın da Apo'ya başkaldırdığı ifade edildi.

Apo'nun süreklilik eylem politikasını benimseyen MK üyesi Ali Çetiner'in de, Avrupa'ya kaçtığı, başka alternatif bulamayan ve örgüt tarafından öldürüleceğini anlayan MK üyesi Ali Ömürca'nın ise, bir süre önce intihar ettiği bildirildi.

Hizipleşme ile örgütte dağınıklık meydana geldiği ve bazı militanların güvenlik kuvvetlerine teslim olduğu, bazılarının ise Avrupa'ya kaçtığı açıklandı.

Güvenlik kuvvetlerine teslim olan örgüt militanlarının verdikleri ifadelerle göre, özellikle yönetici kadrosunda çok sıkıntı çekildiği ve adam yokluğundan örgütte 3. sınıf kişiler olarak görülen Mardin bölge sorumlusu Mehmet Ermin Aslan ile Siirt-Hakkari bölge sorumlusu Cemil Bayık'ın bir süre önce yapılan kongrede MK üyeliğine getirildiği öğrenildi.

Yine teslim olan üyelerin ifadelerine göre, örgütte sempatizanların dışında 200-250 militanın kaçtığı öğrenildi.

Yetkililer, Siirt, Mardin ve Hakkari yöresinden geçen vaz kaçırılan vakıslık

90 kişiden 80'inin köylerine geri döndüğünü söylediler. Yetkililer, bu kişilerin aslında örgüt tarafından zorla kaçırılmadığını, sempati duydukları için militanlar tarafından kandırılarak götürüldüklerini, ancak örgüt militanlarının yanlarında kaldıkları bir-iki ay süre içinde, gerçekleri görüş evlerine geri döndüklerini ifade ettiler.

Adının açıklanmasını istemeyen bir yetkili de, örgütün, önümüzdeki aylarda kendisini güçlü göstermek için eylem yapabileceğini, ancak bunun fazla sürmeyeceğini söyledi.

Teslim olan militanlar ise, PKK'nın, peşmergelerle anlaşmadığını ve bu yüzden Irak'taki kamplarında rahat hareket edemediklerini anlattılar.

Militanlar, bu sebeple örgütün kamplarını Irak'tan İran'a kaydırmaya başladığını ve kamplarla ilgilenmesi için Apo'nun karısı Kesire Yıldırım'ın İran'a gönderildiğini bildirdiler.

LÜBNAN'DA SAHTE PARA

Öte yandan, gelir sağlamak amacıyla üyestürücü ve silah kaçakçılığına da ağırlık veren örgütün, sahte paraları Lübnan'da bastığı ve Kıbrıs Rum kesimi üzerinden birçok Avrupa ülkesine dağıttığı kaydedildi.

Kalemli: "Örgütler eyleme geçecek"

ANKARA, ÖZEL

OLAĞANÜSTÜ hal uygulamasının 9 ilde uzatılmasını dün TBMM Genel Kurulu'nda kabul edildi.

İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli baharla birlikte örgütlerin eyleme geçeceğini söylerken, SHP İstanbul Milletvekili Hama Fehmi Güneş koruculuk sisteminin kaldırılmasını istedi.

İstanbul, Tunceli, Elazığ, Siirt, Diyarbakır, Mardin, Hakkari, Van ve Diyarbakır illerinde olağanüstü hal uygulamasının 19 Mart tarihinden itibaren 4 ay daha uzatılmasına ilişkin hükümet teklifi genel kurulda ANAP'lı üyelerin oylarıyla kabul edildi.

Genel kurulda konuşan İçişleri Bakanı Kalemli, "Örgütlerin baharla birlikte eyleme geçeceği yapılan değerlendirmeden anlaşılmaktadır" dedi.

Bakan Kalemli, yurt dışına kaçan teröristlerin dışardan aldıkları destekle faaliyetlerini sürdürdüklerini ve toparlanma içinde olduklarını söyledi. Kalemli, Doğu ve Güneydoğu'da geçen dört ay içinde 61 saldırdı, 43 çatışma, 17 patlama, 3 soygun olayı meydana geldiğini ve bu olaylar sonunda 30 güvenlik görevlisi ve 100 vatandaşın hayatını kaybettiğini, 53 teröristin ise ölü olarak ele geçirildiğini açıkladı.

SHP Grubu adına söz alan Hama Fehmi Güneş ise, koruculuk sisteminin kaldırılmasını istedi. Güneş, "Oradaki polisler halkla birlikte bekler. Huzur ve sükunet fedasız olmaz. Ancak huzur ve sükunet bedelini demokratik olmalıdır" diye konuştu. Güneş koruculara verilen maaşlar ile öyleler ve iş yerleri açılmasını istedi.

Hainler bir öğretmeni asarak öldürdüler

GERCÜS, (hha) - Ayrılmış PKK militanları, Mardin'in Gercüş İlçesi'nde bir köy öğretmenini asarak öldürdüler.

Alınan bilgiye göre olay, dün köy öğretmenin kaldığı Aydıncı Köyü İlkokulu lojmanından dışarı çıkmaması üzerine ortaya çıktı. Köydeki ilkokulda öğretmenlik yapan 26 yaşındaki Hüseyin Aydemir'in lojmandan dışarı çıkmaması üzerine içeri giren öğrenciler, öğretmenlerini asılı durumda

buldular. Güvenlik kuvvetleri tarafından araştırılmaya göre, PKK militanlarının önceki gece geç saatlerde köye gelerek, öğretmeni kaldığı lojmanda Aydemir'iiple asarak öldürdükleri belirtildi. PKK'lı militanların, eylemden sonra olay yerinde bir de bildiri bıraktıkları ifade edildi.

Olayla ilgili soruşturma devam ederken, şehit edilen öğretmenin cenazesi de Sivas'a gönderildi.

B.Alman polisinin çökertme operasyonu

PKK'ya darbe: 22 bölücü tutuklandı

Hamza KOCAĞÖZ

KÖLN (Tercüman)-Federal Alman güvenlik güçlerinin yasadışı PKK'yı çökertme çalışmalarının başarılı bir şekilde devam ettiği bildiriliyor.

Batı Alman polisinden yapılan açıklamada, yakalanan 22 PKK militanından 11'inin Köln'de ele geçirildiği kaydedildi. Yakalanan 32 yaşındaki bir PKK militanının ise, örgütten ayrılanları cezalandırmak için kurulan "halk mahkemesi"nin yöneticisi olduğu bildirildi.

Batı Alman makamlarının bölücü örgüt PKK'yı çökertmek için giriştiği operasyonlar sonucu "Kürt Kültür Teşkilatları Federasyonu" Başkanı İbrahim Korkmaz, PKK üst seviye yöneticileri Salman Arslan, Hüseyin Celal ve İbrahim Lucke ile PKK'nın

● **Militanlar:** Tutuklanan 22 bölücü militandan 11'i Köln'de yakalandı. Aralarında "Halk Mahkemesi" yöneticileri de var

kurduğu "halk mahkemesi" üyeleri Yasemin Gedik ile 32 yaşında adı açıklanmayan bir diğer militan tutuklandı. Batı Alman polisi ayrıca, İbrahim Kadeh, Hasan Engizek, Ali Seçik, Bozan Öztürk ve Hasan Hayri Güler adlı PKK militanlarını da yakaladı.

HALK MAHKEMESİNİN CEZALARI

Federal Savcı Kurt Rebmann, Köln'de 11 PKK militanının tutuklandığını, bu sebeple de PKK'nın merkezinin de Köln'de olabileceğinin tahmin edildiğini belirtti. Federal Başsavcı, PKK'nın örgütten ayrılanları

cezalandırmak amacıyla "halk mahkemesi" kurduğunu, PKK militanlarının evlerine veya derneklerine yapılan baskınlarda bu mahkeme tarafından verilmiş birçok karar veya hükümanın ele geçirildiğini bildirdi.

Başsavcı Rebmann, PKK'dan ayrılanların bu mahkeme tarafından her defasında ölümlü cezalandırıldığını belirtti. Alman güvenlik makamları, 7 Ağustos 1984'te Rüsselsheim'de Zülfi Gök'ün, 20 Ekim 1987'de Çetin Günçör'ün Stockholm'de ve 3 Mayıs 1987'de Ramazan Adıgüzel adlı öğretmenin Hannover'de bu sebeple öldürüldüğünü bildirdi.

Sıddık Bilgin davasında TUTUKLAMA YOK

● Müdahil avukat Müjgan Bilgin, Sıddık Bilgin'e yapılan iki otopsinin usulsüz olduğunu iddia ederek, "Raporların hukukten delil olarak kullanılmamasını talep ediyoruz" dedi

● Mahkeme, Yüzbaşı Şahin'in tutuklanmasına ilişkin isteği reddetti

ANKARA, AA

OĞRETMEN Sıddık Bilgin'in, Bingöl'ün Genç ilçesine bağlı Doğanlı köyünde, "işkenecce yapılarak öldürüldüğü" iddiasıyla açılan davaya dün Ankara 2. Ağır Ceza Mahkemesi'nde devam edildi.

Çok kalabalık bir avukat topluluğundan hazır bulunduğu dünki duruşmada, Sıddık Bilgin'in amcası Mehmet Bilgin ile Ali Vatansever ve Ömer Ankan'ın talimatla alman

ifadeleri mahkeme dosyasına konuldu. Müdahil Avukat Müjgan Bilgin, Sıddık Bilgin'e yapılan iki otopsinin Ceza Muhakemeleri Usul Kanunu'na aykır olduğunu iddia ederek, "Bu raporlar buken rapor mahiyetinde değildir. Bu raporların hukukten delil olarak kullanılmamasını talep ediyoruz" dedi.

Mahkeme Yüzbaşı Ali Şahin'in tutuklanmasına ilişkin isteği reddederek, duruşmayı ileri bir tarihte erteledi.

PKK: Türkiye, Irak, İran ve Suriye'deki
35 il'e el koymak sevdasında

TERCÜMAN

Kanlı hayal!

17.03.88

**Katiller örgütü 6 eylem bölgesinde
50 kişilik gruplar halinde organize oluyor**

Türkiye'deki ilçe: Adıyaman, Ağrı, Bingöl, Bit-
lis, Diyarbakır, Elazığ, Erzincan, Erzurum, Gaziantep,
Hakkâri, Kahramanmaraş, Kara, Malatya, Mar-
din, Muş, Sirt, Sivas, Şanlıurfa, Tunceli ve Van

Büyük devletler: PKK, İran'dan Mahabab-
Ruziye, Irak'tan Musul-Kerkük-Duhuk, Suriye'den
Kamışlı-Amude bölgelerini de katarak 500 bin kilo-
metrekarelik bir alana hakim olmak hayalinde

**Bingöl, Bitlis, Diyarbakır, Elazığ,
Erzincan, Erzurum, Gaziantep,
Hakkâri, Kahramanmaraş, Kara,
Malatya, Mardin, Muş, Sirt, Si-
vas, Şanlıurfa, Tunceli ve Van.
İran: Mahabab, Sanandaj,
Mako, Ruziye.**

**Irak: Musul, Kerkük, Süley-
maniye, Hacumras, Zaha,
Duhuk.**

**Suriye: Kamışlı, Afrin, Hase-
ki, Kobani, Amude."**

Dört devletteki bu il ve ilçeleri gözönüne alındığında, PKK'nın hayalindeki devletin surları, Anadolu'da Kızılırmak, Seyhan nehrinin kolu Göksun çayı, Gavur da Aras ve Amanos dağları, Doğu'da Aras nehri, Kafkaslar, Hazar Denizi, Sovyet Ermenistanı, İran'da Zagros dağları, Güney'de de Arap nüfusun yoğunluk kazandığı çöller bölgesini içine alıyor.

Hüsamettin KARANFİL

SİRLİ (Devletmen) Önceye-
ju'da altı bölgeyi ilk hedef
seçen PKK, kurmayı hayal etti-
ği başımız devletin surları için-
de de Türkiye, İran, Irak ve Su-
riye'deki 35 il ve ilçeyi gösteriyor.
PKK'nın, "ARGK
Sevaçları" olarak tanımladığı
gözü dönmüş teröristleri 50 ki-
şilik gruplar halinde hedef böl-
gelere göndererek eylem yaptığını
tesbit edildi.

Teröristler, silahlı propaganda
yoluyla halkı sindirmek, daha
sonra da ayaklandırmak suretiyle,
"kartarımsız bölgeler" olu-
şturmaya çalışıyor.

HEDİF BÖLGELER

PKK'nın ilk planda eylem alanı
seçtiği bölgeler şöyle:

Botan alanı: Eruh, Şırnak,
Şemdinli, Beytüşşebap, Şenoba
ve bağlı yerleşim alanları.

Ağrı-Kars-Erzurum alanı:
Araklı, Susuz, Selim, Hanak,
İspir ve bağlı yerler.

Diyarbakır alanı: Hani, Dicle,
Silvan ve bağlı yerler.

Dersim-Bingöl alanı: Pülüm-
ür, Kiğı, Hozat, Tunceli, Nazi-
miye, Haktanır, Genç ve bağlı
yerler.

Mardin alanı: Midyat, İdil,
Nussaybin, Cizre ve bağlı yerler.

Gaziantep-Adıyaman alanı:

Kilis, Ulaklı, Küçükoluklu ve
bağlı yerler.

PKK'nın yayın organı "Ser-
kevin"de, Sivas ve Erzincan'ın
da ilk eylem bölgesi olarak seçil-
diği, ancak henüz buralara giril-
mediği bildirildi.

"NAMLUDAN KAÇIYORLAR"

Bir güvenlik yetkilisi, terör ör-
gütünün kanlı eylemlerini
"Namludan kaçıyorlar" şeklin-
de değerlendirerek, teröristlerin
öncelikle devlet yanlısı vatandaş-
ları sindirerek, kendi deyimleriyle
"semlerini sağlama çalışmalarına"
çalıştıklarını söyledi.

Yetkili, kanlı örgütün bu saf-
hadan sonra "halkta sıcağı
destekle" bu defa askeri hedef-
lere saldıracağını kaydetti.

KÜRDİSTAN'IN SINIRLARI

Markсист-Leninist görüşü ben-
imsiyen PKK'nın yayın organ-
larında, sık sık mücadelesini ver-
diğini iddia ettiği Kürdistan'ın
haritasına ve kapladığı alana da
yer veriliyor.

PKK'ye göre, 500 bin kilomet-
rekarelik alan ve 25 milyon nü-
fusu kapsayan "hayali devlet"
dört devletteki şu il ve ilçeleri
kapsıyor:

Türkiye: Adıyaman, Ağrı,

MİLLİYET 20.03.88

DİYARBAKIR DGM Savcılı-
ğı 45 kişiyi öldürdüğü öne sü-
rülen PKK davası sanığı Zi-
ver kod adlı Mehmet Bora için idam

cezası istedi.

Savcılığın 17 sayfalık iddianame-
sinde Mehmet Bora'nın PKK örgü-
tüne 1985 yılında katıldığı, Lübnan'daki
Helve kampında eğitim gördüğü,
Selim Hoca kod adlı Selahattin
Çelik'in grubuya Türkiye'ye sızdığını
ve çeşitli eylemlerde 45 kişiyi öldür-
düğü öne sürüldü. İddianamede,
Mehmet Bora ile birlikte yargılana-
cak olan 12 sanık hakkında da 5 yıl-
dan 15 yıla kadar değişen hapis ce-
zaları isteniyor.

Öte yandan Diyarbakır DGM'de
dün görülen 27 sanıklı PKK Diyar-
bakır Grubu Davası'nda Zehra Fi-
danay adlı genç kız tanık olarak din-
lendi. Zehra Fidanay, geçen yılın
Ağustos ayında PKK militanlarının
Hani ilçesinin Kerman mezarlarında-
ki evlerine saldırdıklarını, bomba at-
tıklarını, kendisinin de olayda yara-
landığını anlattı.

İdam İstemiyle
yargılanıyor
**PKK celladı
45 kişiyi
öldürdü**

HÜRRİYET

20.03.88

**Güneydoğu'da
kritik üç gün**

DİYARBAKIR, (hha)-
Başta PKK olmak üzere
çeşitli örgütlerce "Uluslara-
rası Irkçılıkla Mücadele
Günü" kabul edilen ve "Ne-
roz Bayramı" olarak kutla-
nan 21 mart günü ve arifesin-
de kan akmasını amacıyla
Güneydoğu başta olmak üzere
birçok bölgede güvenlik güçleri
alarmına geçirildi.

Güvenlik güçleri olan ey-
lemler konusunda daha dikkat-
li olmaları yolunda uyarılırken,
güneydoğu anadolu'daki stra-
tejik önemi bulunan birçok te-
sisteki koruma önlemleri de ar-
tırıldı.

HÜRRİYET 20.03.88

**PKK'nın yeni
taktiği**

● PKK'nın bir "kolu" olan
ERNK'nın temsilcisi Hüseyin
Yıldırım, yeni bir mü-
cadele başlatacağını
bildirdi ve 4 yıllık kanlı
bilançolarını savundu.

BRÜKSEL, (Hürriyet) -
PKK'ye bağlı "Kürdistan
Ulusal Kurtuluş Cephesi"
(ERNK) 4'üncü kuruluş yıldö-
nümünde, önümüzdeki günler-
de Türkiye'de yeni bir müca-
dele taktiği uygulayacaklarını
açıkladı. Brüksel'deki basın
toplantısında mücadelelerinin

İran- Irak savaşının sonucuna
bağlı olduğu yolundaki iddia-
ları yalanlayan ERNK temsil-
cisi Avukat Hüseyin Yıldırım,
mücadele bölgesinde
Türk Ordusu'nu çok güç du-
rumda bıraktıklarını ileri sürdü
ve, "Elli yıldır aşına alın-
mayan Kürt varlığı, müca-
delemiz sayesinde bugün en
üst düzeyde bile tartışılır
hale geldi" dedi.

Yıldırım, Türkiye'nin do-
ğusunda sürdürdükleri gerilla
hareketinin halkla bütünleşti-
ğini, 200'e yakın ekonomik se-
botaj eylemi düzenlediklerini,
400 eylemle de 344 asker ve
polis, 12 subay, 252 köy koru-
cusunu öldürdüklerini, 113 ki-
şiyi de yaraladıklarını açıkladı.

TERCÜMAN 22.03.88

**ANAP'lı Yılmaz'a
göre güzel bir olay**

**Kürtçe kasete
izin!..**

Diyarbakırlı Beşir Kaya'nın, içinde Kürtçe arabesk tür-
küler de bulunan kaseti, denetimden geçerek satışa
sunuldu.

Kültür ve Turizm Bakanlığı Fikir ve Sanat Eserleri Mü-
dürü Rahmi Çubukçu imzası ile "eser işletme belgesi" ve-
rilen "Hazanım" adlı kasetin, piyasaya çıktıktan sonra kısa
sürede tükenecek kadar ilgi gördüğü belirtildi.

Geçimini düşünlerde türköl söyleyerek kazanan Beşir
Kaya, kasetinin çok tutulmasından mutlu olduğunu be-
lirterek, "Şimdi Türkiye'de Kürtçe konuşulup konuşulma-
yacağı tartışılıyor. Biz bu ortamda Kürtçe şark türkülerini
nün yer aldığı bir kaset yaparsak, kimse bir şey demez. Si-
yasal olmayınca mesele yok" diyerek, kaseti hazırladıkları-
nı bildirdi.

Kaseti hazırlayan Ataman Bant Kayıt Stüdyosu sahibi
Ramazan Ataman da, düşüncesine başta kimsenin ilgi gös-
termediğini kaydederek, "Düşündüğümü yapmakta ka-

rarlıydım. Beşir Kaya teklifimi kabul etti. İyi kazanıyo-
ruz. Bu tür kasetler yapmaya devam edeceğiz" dedi.

KAYA, SİYASİ POLİSTE

Kaya, Nokta dergisine yaptığı açıklamada, kasetinin mi-
nibüs ve otobüslerde çalışmasından sonra Siyasal Polis'in
dikkati çektiğini, bu yüzden sorgulandığını söyledi.

Kendisinin, türkünün sözlerini tercüme etmesinin isten-
diğini anlatan Kaya, türkülerin "aşk-meşk"i anlattığı an-
laşıldı, serbest bırakıldığını belirtti.

ANAP'LI YILMAZ'DAN TEŞEKKÜR

Bu arada, ANAP Mardin milletvekili Nurettin Yılmaz,
rahatça arabesk denebilecek Kürtçe parçaların yer aldığı
bir kasetin serbestçe alınıp satılmasını olumlu karşılaya-
rak, "Son derece güzel bir olay" dedi.

Yılmaz, şöyle konuştu:
"Milyonlarca insanın Kürtçe konuştuğu Türkiye'de, in-
sanların kendi lisaniyle konuşması lazım. İnsanın evin-
de, arabasında kendi lisaniyle konuşması kadar ta-
bil ne olabilir? Demokratik bir ülkede insan haklarına
simgesi olabilecek haklı bir olaya engelenebileceğine ben
ihtimal vermiyorum. Bu düşünceme uygun olarak, kase-
tin yayılması engel olmadığı için, Kültür ve Turizm Bakan-
lığı'na şükranlarımı sunuyorum. Bu olumlu adım atıl-
masına, herhalde hükümetin de haberi vardır. Ayrıca en
azından Özal'ın da katkısı olduğunu tahmin ediyorum."

Özal'dan İran ve Irak'a sert uyarı: "Ateş açarız"

Muharrem SARIKAYA
Oğuz UÇAR

ABANT'IN (Bohu) (Hürriyet-İhha) - Abant'ta dinlenen Başbakan Turgut Özal, TBMM'deki muhalefet partilerine yeni bir ad buldu: "Eskiciler". Özal, Metris Cezaevi'nden kaçan 29 hükümlüyle ilgili araştırmaların sürdüğünü, artık hayali ihracattan söz edilemeyeceğini, bunun dünya ölçeğinde kaldığını, Türkiye'de bir daha askeri müdahalelerin yaşanmayacağını söyledi. Başbakan, "Molla'nın attığı kıvılcım" konusunda ise İran ve Irak'ı birlikte uyarak, bundan sonra her iki ülkenin uşaklarının da Türk hava sahasını ihlal etmeleri halinde gerekli önlemleri alacaklarını bildiren, "Bunu bilsinler, gerekirse ateş açarız" dedi.

Abant'ta, esi-je dinlenen Başbakan Turgut Özal, dün öğle saatlerinde Turban Otel'i'ne gelerek gazetecilerle sohbet etti. Başbakan Özal, Metris'ten kaçan 29 hükümlüyle ilgili bir soruyu yanıtlarken, araştırmaların sürdüğünü belirtti ve şöyle dedi:

"Şimdi herkes bir şey söylemesin. Araştırmalar yapılır. Nasıl yapıldığı meydana çıkar. Çünkü şu anda söylenen sözlerin çoğu, bir parça afaki gibi geliyor bana. Tünel kazarak mı kaçtılar? Başka bir yoldan mı kaçtılar? Meydana çıkar. Yalnız şu anlaşılır tabii. Bu işler, daha ziyade cezavleri, profesyonel insanlarla donatılmak. Yani geçici mahiyette, esas meseleği bu olmayan insanların idaresinde, bu gibi hadiseler olabilir gibi geldi bana. Tabii, her şeyde profesyonellik lazım."

Özal, erken yerel seçimlerin ertelenip ertelenmeyeceği konusundaki bir soruyu yanıtlarken de, "Bunun söz konusu olmadığını" bildirdi. Muhalefete bir formül getirdiklerini hatırlatarak, "Biz formülü getiriyoruz. İnşallah muhaleflerimiz de çekilmeden kabul ederler. Biz teklifi getirdik. Hepsini Anayasa'ya aykırı diye kaçtılar. Erken seçim diye bahsetmedik. Seçimin 5 yılda bir, ekim ayında yapılmasına dair ibaremi var. Doğrusu da budur. Anayasa'nun seçimlerle ilgili hükümü, esaslı bir hüküm. 1984'te hazırda diye hüküm varken, martta seçim yaptık. Türkiye'de seçim yapılabileceği en iyi ay, ekimdir. Bizim getirdiğimiz teklif de, seçimin 5 senede bir, ekim ayında yapılmasıdır. Bu, Anayasa'ya da uygun. Belki bir defaya mahsus Anayasa'ya uymayacak. Ancak başka çaremiz yoktur."

Özal, kamuoyu yoklamalarıyla ilgili bir soruya ise kamuoyu yoklamalarının, belirli bir kesti hata payıyla yanlışlığı belirterek şu yanıtı verdi:

"Bir iktidar 'Kamuoyu yoklaması' diye gösteriyor diye, hareketini tayin edemez. Bizim bir programımız vardır. Biz bu programı tatbikle mükellefiz. Çünkü milletten bu programı tatbik edeceğimize göre rey aldık. Bu program neyi içip ettiriyorsa, onu yaparız."

Özal, seçimler öncesinde muhalefetin "zam yağmur geliyor" iddiasında bulunduğunu, buna karşın seçimi kazandıklarını da sözlerine ekledi.

Özal, o dönemde "zam yapmayacağız" diye bir şey söylediklerini sözlerine ekledi ve "Tabii üyasetçi böyle konuşur. Kalkıp da şöyle zam yapacağız böyle zam yapacağız lafını söylemez" dedi.

ÜCRETİLERİ EZDIRMIYORUZ

Başbakan, ücretlileri hiçbir zaman enflasyonun altında ezdirmediklerini de belirterek, akaryakıtta yapılan zammın Avrupa fiyatlarını yakalamayı amaçladığını söyledi. Özal, Türkiye'de petrolün Avrupa fiyatlarının yüzde 30-40 eksikliğine satıldığını, bunun yanı sıra, petrol ve Tekel ürünlerinin Avrupa ülkelerinden daha fazla vergi alındığını bildirdi. Petrol fiyatlarındaki yükselmeye bir başka neden olarak da, tüketimin kısılma çabasının gösteren Özal, "Yılda 22 milyon ton petrol tüketiyoruz. Bunun 20 milyon tonunu çil dövize dışardan alıyoruz. Bunun fiyatının daha yukarıda olması lazımdır ki, herkes tasarrufla alsın" dedi.

Turgut Özal, yerel seçimlerde, genel seçimlerde aldıkları oydandan daha düşük bir oy almaları halinde iktidardan çekilip çekilmeyeceklerini soran bir gazeteciye ise "Biz mahallî seçimler için değil, genel seçimlerde bu oy aldık. Meclis'te ekseriyetimiz var. Bu işi de 5 sene götürmeye kararlıyız. İktidarların tabloları seçimde belli olur. Aradaki ahırını kesitler, alınan tedbirlerin doğruluğunu gösterir. Biz doğru tedbir almamız ki, birtakım tesisler olmuş. Hiç tedbir almamışız ki, sene durumumuz iyi gibi gözükürdü. Ancak 2 sene sonra 1978-79'lara geldik" diye konuştu.

Başbakan, istihdamın kötüye gittiği, yatırımların durduğu iddialarını yanıtlarken, bunları yalanlayarak, ihracatın arttığını, ekonominin daha iyiye gittiğini bildirdi. Özal, hayali ihracat konusunda ise artık Türkiye'de "döviz sıkıntısı" diye bir konunun bulunmadığını belirterek, şöyle dedi:

"İhracatta vergi iadesi oranı yüzde 50 oluncu, bu iş cazip oluyor. Biz bunu 84-86 döneminde düşürmeye çalıştık. Birçok teşvikleri kaldırdık. Hayali ihracat, kendi bünyesinde bütün dünyada olan bir hadisedir. Türkiye'de hayali dedikimiz olay, büyük çapta önemini kaybetmiştir. Diğer ülkelerde ne kadarsa, bizde de o kadardır. Bunun daha fazla üzerine gitmenin manası yoktur."

SABANCI'YA YANIT

Özal, ihracat konusunda dövize biraz daha teşvik şeklinde bir sistem düşündüklerini, bazı vergi iade teşviklerini de bu sene kaldırıp yerine başka bir sistem getireceklerini belirtti. Özal, İdam Sakıp Sabancı'nın "Trene fazla kömür verildiği" konusundaki sözlerini yanıtlarken de, sadece 1973'te, ödemeler dengesinin açık vermediğini, diğer yıllarda ödemeler dengesinin açık verdiğini, bunun kendi iktidarları dönemine kadar sürdüğünü belirtti. Başbakan Özal, Türkiye'de enflasyonist baskıların olmasına karşın, döviz sıkıntısının bulunmadığını da vurguladı.

Başbakan, son günlerde yoğunlaşan ara rejim tartışmaları konusunda ise "Gazeteleri açar, bakarsanız; onun meraklarının az olduğunu görürsünüz. Türkiye'de bunun olmasını isteyen insanlar vardır. Ama Türkiye'de bir daha asla böyle bir devreye gelinmeyecektir." dedi. Özal, Türkiye'de mücadelenin eskiden çok farklı olduğunu sözlerine ekleyerek, bundan sonra eski mücadelelerin olmayacağını belirtti.

"ESKİCİLER"

Başbakan, bir daha müdahaleye maruz kalmayacağını belirterek, muhalif partilerin de 1992 seçimlerinde, "hesaplarının görüleceğini" belirtti. Bu da hatırlatmak istiyoruz. Türkiye'nin demokratik sisteme geçtiğinin en belirgin misali, budur. Biz, işçi hakları konusunda hiçbir zaman kısıtlayıcı olmadık."

Özal, 1987 yılında yapılan grevler nedeniyle kağıt bedelinin sayısının 1979 yılında daha fazla olduğunu belirtti. Özal, "Haksız bir şekilde işçiyi tahrik ederlerse, biz de yetkilerimizi kullanırız" demekle yetindi.

MOLLA'NIN KIVILCIMI

Başbakan, İran uçaklarının Habur Sınır Kapısı'ndaki bir bölgesi bombalamalarıyla ilgili bir soruyu yanıtlarken de, gerek İran, gerek Irak uçaklarının, Türk hava sahasını ihlal etmemesi için her türlü önlemin alınacağını hatırlattı ve şöyle ekledi:

"Bu, bize karşı alınmış bir hareket değil. İki ülke savaş içinde birbirlerinin irtibat yollarını kesmeye çalışıyorlar. Burada olan hadise, bizim topraklarımızdan geçip bombanın topraklarımıza atılması olmasındır ki, bu hareketin yanlışlıkla yapılmış olduğunu tahmin ediyoruz. Bütün bunlara rağmen, protestoyu yaptık. Biz, hava sahasını ihlal eden uçaklara karşı tedbirler almamız da dahil olabilir."

Özal, her iki ülkenin Türkiye'yi savaşa çekme gayreti içinde olup olmadıkları konusundaki bir soruya yanıt verirken de, "Türkiye'yi kimse savaşa çekemez" demekle yetindi.

Başbakan, Türk İş'in eylemleri konusundaki sorulara ise sert tepki gösterdiği ve "Türk İş yöneticilerinin 'Eskiciler' olarak nitelendiği. Özal, Türk İş yöneticilerinin 1980-83 döneminde de yönetim bulduklarını, ancak o dönemde hiçbir şey yapamadıklarını vurgulayarak, "Ne Anayasa'ya, ne de çıkan kanunlara itirazda bulundular. Ama bütün bunlara rağmen, biz, bu kanunlarda işçi aleyhine olanlarda düzeltme yapmaya kararlıyız" dedi.

EVRENE "İSTİFA ET" DIYEN YOKTU

Özal, Cumhurbaşkanı Keenan Evren'in Türk İş yetkililerine yasalarda değişiklik sözü verdiğini belirtmesi üzerine de, yasaların TBMM'de değiştirildiğini hatırlattı. Başbakan, bugüne kadar işçi hakları konusunda kısıtlayıcı olmadıklarını, işçiyi grev hakkını verdiklerini de belirtti. 1980-83 döneminde Türk İş Genel Sekreteri'nin bakanlık yaptığını hatırlatan Başbakan, o dönemde Türk İş'in miting dahi düzenlediğini vurgulayarak şöyle devam etti:

"Türkiye'de demokratik bir sistem var. Mitinglerin de 'Özal istifa' diye bağırabilirler. Ancak 1980-83 arasında da miting yapıp Evren Paşa istifa' diye bağıramazlardı. Bunu da hatırlatmak istiyoruz. Türkiye'nin demokratik sisteme geçtiğinin en belirgin misali, budur. Biz, işçi hakları konusunda hiçbir zaman kısıtlayıcı olmadık."

Özal, 1987 yılında yapılan grevler nedeniyle kağıt bedelinin sayısının 1979 yılında daha fazla olduğunu belirtti. Özal, "Haksız bir şekilde işçiyi tahrik ederlerse, biz de yetkilerimizi kullanırız" demekle yetindi.

Güneydoğu'da terörün 8 aylık bilançosu: 189 ölü

● İçişleri Bakanı Mustafa Kalemli, laiklik ilkesine gölge düşürecek hiçbir duruma seyirci kalmayacaklarını söyledi.

ANKARA, (Hürriyet-İçişleri) Bakan Mustafa Kalemli, güneydoğu olaylarında son 8 ayda 21'i güvenlik görevlisi 112 yurttaşın hayatını kaybettiğini, 56 teröristin de ölü olarak ele geçirildiğini açıkladı. Bakan Kalemli, Olağanüstü Hal Bölgesi'nde çeşitli sektörlerde 1,5 trilyonluk harcama yapılacağını bildirdi. Yönergenin güvenlik görevlilerinin yanı sıra, araç-gereç yönünden de takviye edilmeyle devam edildiğini bildirdi.

TEMM Plan ve Bütçe Komisyonu'nda İçişleri Bakanlığı, Emniyet Genel Mü-

dürlüğü, Jandarma Genel Komutanlığı, Sahil Güvenlik Komutanlığı bütçeleri görüşüldü. İçişleri Bakanı Kalemli, idare amirlerinin ve güvenlik görevlilerinin Türkiye'nin laik olma özelliğine gölge düşürecek hiçbir kanunusuz duruma seyirci kalmayacağını söyledi. Güneydoğu olaylarında son 8 ayda 56 teröristin ölü ele geçirildiğini belirten bakan, 36'sı güvenlik görevlisi, 53 vatandaşın da yaralandığını, teröristlerce kaçırılan 131 kişiden, 64'ünün geri döndüğünü, diğerlerinin de kurtarılmasını içeren çalışmaların devam ettiğini bildirdi.

Diyarbakır'da Nevruz pankartı

● Yasadışı Dev-Sol tarafından asılan pankart bombasız olduğu bildirilerek, güvenlik güçleri tarafından indirildi

DIYARBAKIR, (İhha) - Çeşitli örgütler tarafından Uluslararası İrçlikle Mücadele Günü olarak kabul edilen ve yılın kultanacak Nevruz'da kan akmasını için güvenlik önlemleri sürdürülürken, Diyarbakır'da Dev-Sol tarafından pankart asıldı. Üzerine "Yaşamın Nevruz" ve "Kahrolsun faşizm" sloganlarının yer aldığı pankartın bombasız olduğu bildirilerek, güvenlik güçleri tarafından indirildi, adı açılmayan bir kişi gözaltına alındı.

Müdür Vekili Dilaver Saracın yönetiminde operasyon başlatıldı ve şube müdürleri karakol amirleri toplantıya çağırılarak, alınması gereken önlemler görüşüldü. Yetkililer, polis ve jandarmada izinlerin geçici olarak kaldırıldığını bildirdiler.

HÜRRİYET 25.03.88

Irak, tampon bölgeyi bombaladı

minir köylerinde de duyulan bombalama olayında ölü ve yaralı konusunda sağlıklı bilgi alınmadı.

Kuzey Irak'ta özerklik isteyen Celal Talabani'ye bağlı Irak Kürdistan Yurtsever Birliği'ne mensup Peşmergelerin desteği altında Süleymaniye bölgesinde önemli bazı stratejik noktaları ele geçiren İran birliklerinin esas amaçlarının Kerkük olduğu duyuruldu. Sınırlarımıza yakın bölgelerde dinlenen korsan yayın yapan Irak Kürdistan Demokratik Partisi'nin Sesi Radyosu, Kerkük'ü ele geçirmek için 20 bin Peşmerge'nin hazırlık içerisinde olduğunu bildirdi.

Bölgedeki ayrılıkçı güçlerin desteği ile Kuzey Irak'ta bazı noktalara hakim olan İran birlikleriyle Irak hükümet kuvvetleri arasındaki şiddetli çarpışmalar "Sorani" mıntıkasında bulunan Süleymaniye, Ser-

sinki, Hevler, Singaser kasabaları çevresinde devam ediyor. Bu arada sınırlarımıza yakın Kuzey Doğu Irak bölgesinde de "genel bir harekâta" girişen Irak hükümet kuvvetleri, "Destaberavgir" ve "Der-yeşör" mıntıklarındaki köyleri yoğun top ateşine tutuyor. Büyük kayıplar veren Peşmergelerin ise "gerilla" taktiği uygulayarak askeri tesislere sabotaj düzenledikleri öğrenildi.

Bölgeden gelen haberlere göre, çarpışmaların şiddetlenmesi üzerine Irak, 5'inci orduya bağlı zirhli birlikler ve helikopterleri de bölgeye sevk ederek, denetimi sağlamaya çalışıyor. Bağdat Radyosu Kuzeydoğu Irak'ta devam eden şiddetli çarpışmalara ilgili suskunluğunu sürdürürken, bu bölgede korsan yayın yapan İKDP Radyosu bölgenin halen Peşmergelerin denetiminde bulunduğunu iddia etti.

HÜRRİYET 25.03.88

Fransız rehberin mahkûmiyetine Yargıtay savcısından "bozma" talebi

Caraminot'un davası, dün Yargıtay 9'uncu Ceza Dairesi'nde ele alındı. Caraminot hakkında 6 Nisan'da karar verilebileceği öğrenildi.

Michel Caraminot'un, tutuksuz yargılanırken esrarengiz şekilde ortadan kaybolması ve daha sonra Fransa'da ortaya çıkması olayı, kamuoyunu günlerce meşgul etmişti. Daha sonra Başbakan Turgut Özal'ın, Caraminot'un Türkiye'den kaçmasına, Berlin'de Fransa Başbakanı Chirac'la yaptığı pazarlıktan sonra göz yumduğu iddia edilmişti.

Michel Caraminot'un avukatı Turgut Kazan, dün Yargıtay 9'uncu Ceza Dairesi'nde yapılan açık duruşmada suçun oluşmadığını, ortada işlenemez bir suçun olduğunu ve

"Kanunu bilmemek mazeret sayılmaz" hükmünün burada uygulanamayacağını söyledi, Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nin kararının bozulmasını istedi.

Caraminot davasının yerel mahkeme aşaması, Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'nin 17 Haziran 1987 tarihinde 5 yıl hapis cezasına karar vermesiyle sona ermişti. Ancak hem savunma tarafı, hem de Diyarbakır DGM Savcılığı kararı temyiz edince, dava Yargıtay 9'uncu Ceza Dairesi'ne geldi. Dün yapılan duruşmada Yargıtay Başsavcılığı da davanın Michel Caraminot lehine görülmesini istedi. 6 Nisan tarihinde yapılacak duruşmada son kararın alınabileceği öğrenildi.

MİLLİYET 23.03.88

● Füzeler, roket, top derken, savaş çığrından çıkıyor

Sıra zehirli gazda

DIŞ HABERLER SERVİSİ

IRAN-Irak arasında füze savaşı sürerken, İran Dışişleri Bakanı Ali Ekber Velayeti, BM Genel Sekreteri Perez de Cuellar'a başvurarak, Irak'ın 5 bin Kürt'ü zehirli gaz ile uyanarak öldürdüğünü, 4 bin Kürt'ün de zehirli gazların etkisiyle saf dışı bırakılarak Tahrir hastanelerinde tedaviye alındığını bildirdi.

İran resmi haber ajansı konuya ilişkin haberinde, Irak'ın, cephebinin kuzeydoğusundaki Süleymaniye bölgesinde İran birliklerinin eline geçen kesimlerde yaklaşık 5 bin Kürt'ü yok etmek için zehirli gaz niteliğinde kimyasal silah kullandığını öne sürdü.

Bu arada, tanker savaşı da tüm hızıyla sürüyor. Irak savaş uçak-

larının Haç Adası'na yaptıkları saldırı sırasında isabet alan Norveç ve Singapur bayraklı tankerlerde görevli 54 denizcinin öldüğü bildirildi.

İran'ın dün, biri İspanyol, diğeri ise Liberya bandıralı iki tankeri vurduğu kaydedildi.

Anadolu Ajansı, Bağdat'tan verdiği bir haberde, Irak'ın Tahrir'a bir füze daha attığını bildirdi. Bu füze savaşı başlayalı beri Tahrir'a düşen 33. Irak füzesi.

İran ise çünkü Irak hava saldırısında 25 sivilin öldüğünü açıkladı. Tahrir Radyosu, bu yoldaki haberinde, Irak uçaklarının batıdaki Hamadan ve Borucerd kentleri ile Dezful ve Bahteran kentlerini bombadıklarını da bildirdi.

MİLLİYET 23.03.88

Yıldırım: "Hedefimiz, Güneydoğu'daki devlet güçleri"

PKK'dan yeni eylem planı

● PKK'nın Avrupa sözcüsü Avukat Hüseyin Yıldırım, geçen yıl Güneydoğu'da önemli askeri ve siyasi mevziler kazanıldığını ileri sürerek, "yeni sezonu büyük yeniliklerle açacaklarını" bildirdi

● Geçen yılın bir bilançosunu yapan Yıldırım, "köy koruculuğu sistemini çöktürtiklerini" iddia etti, "köy korucularının bazıları bize katıldı, bazıları da bölgeden kaçtı" dedi

• Ahmet SEVER • BRÜKSEL

PKK'nın Avrupa sözcüsü Avukat Hüseyin Yıldırım dün Brüksel'de düzenlediği basın toplantısında, PKK'nın geçen yıl gerçekleştirdiği eylemlerin bir bilançosunu yaptı ve "Yeni sezonu büyük yeniliklerle açıyoruz. Hedefimiz Güneydoğu'daki Türk devlet güçleri" dedi.

Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi'nin (ERNK) 4'üncü mücadele yılına girdiği ve Türkiye'nin Güneydoğusu'nda geçtiğimiz yıl içinde önemli askeri ve siyasi mevziler kazanıldığını iddia eden Hüseyin Yıldırım, "Mücadelemiz sorunlarımızı halleden gündeme getirdi" diye konuştu.

Gerilla hareketinin halk ile bütünleştiğini ve gerilla savaşının en fazla yoğunlaştığı yerlerin Botan ve Mardin bölgeleri olduğunu ileri süren HÜ-

seyin Yıldırım, şöyle konuştu: "Geçtiğimiz bir yıllık süre içinde en büyük kazanımlarımızdan biri köy koruculuğu sistemini çöktürme oldu. Köy korucularına büyük bir kesimli slihtan tecrit edildi. Bazıları gerillaya katıldı, bazıları da bölgeyi terketmek zorunda kaldı. Türk sömürgeciliğini yaptığı resmi açıklamaya göre, sayıları 25 bin olan köy korucuları altı bine düştü."

EYLEMLERİN BİLANÇOSU

Türk devletinin ekonomik kurumlarına yönelik 200'ün üzerinde sabotaj ve üretimi durdurma eylemi gerçekleştirildiğini, askeri amaçlı yol yapımı çalışmalarının engellendiğini öne süren PKK Avrupa sözcüsü Yıldırım, iddialarını şöyle sürdürdü: "Geçen yıl içinde, yaklaşık 400 eylem yapıldı. Bu eylemlerde, 344 asker, polis ve özel görevli öldürüldü. 113 kişi yaralandı. Bir helikopter düşürüldü, bir tren tahrip edildi ve yaklaşık beş milyar Türk lirası değerinde araç ve malzeme kullanılmaz hale getirildi."

Gerillaların çeşitli baskın ve eylemlerde büyük çapta askeri malzeme ele geçirdiğini, Botan, Mardin, Dersim ve Ağrı bölgelerinde bin dolayında gencin gerilla birliklerine katıldığını söyleyen Hüseyin Yıldırım, "Mücadelemiz arasında 70 şehit verdik. PKK Merkez Komitesi üyesi ve Kürdistan Halk Kurtuluş Ordusu komutanlarından Mustafa Yöntem ve Haydar Karasungur şehit düştü" diye konuştu.

Uluslararası kuruluşlarda Türkiye'ye karşı tepkilerin giderek büyüdüğünü ve Türkiye'nin başmüttefiki ABD'nin bile Türkiye'yi uyarmak ve aklı vermek zorunda kaldığını öne süren PKK sözcüsü Yıldırım, gelecek döneme ilişkin hazırlıklarının tamamlandığını, ERNK'nın dördüncü kuruluş yılında kendi örgütünü genişleteceğini ve ordulaşmayı derinleştireceğini söyledi. Yıldırım, "Başta Botan ve Mardin bölgelerinde olmak üzere Türk devletinin askeri, siyasi hâkimiyetine son verici eylemlerimizi yoğunlaştıracağız. Genel valiilik ve özel kolorduların kurulmasını bertaraf edici karşı taktikler geliştireceğiz" şeklinde konuştu.

Dün sabaha karşı 2 defa Norveç tankeri Havglimt'e saldıran İran hücumbotları kurtarma teknelerine de ateş açtılar

Katliâma gözardı mı?

LEFKOŞE/NEWYORK/
AMMAN, (AP)- İran hücumbotları, dün sabaha karşı, Suudi Arabistan'dan Türkiye'ye gelmekte olan kimyevi madde yüklü bir Norveç tankerine iki defa saldırdılar. Irak'ın, İran tarafından ele geçirilen Halebce, Komal ve Duceyre kasabalarına sınır gazi attığı ve saldırıda 5 bin kişinin hayatını kaybettiği iddiaları BM'ye götürüldü.

TANKERE SALDIRI

İran hücumbotlarının, Singapur bayrağı taşıyan Norveç tankeri Havglimt'e dün sabaha karşı mahalli saatle 01.30 ve 02.00 dolaylarında arka arkaya iki defa roket ve makineli tüfek saldırısında buldukları bildiriliyor.

Saldırıda, mürettebattan iki kişi öldü, 10 kişi de yaralandı. Kimyevi madde yüklü olan Norveç tankerinin, Suudi Arabistan'dan Türkiye'ye gelmekte olduğu bildiriliyor.

Dubai'nin 12 mil açığında meydana gelen saldırıda 35 bin tonluk tankerin gövdesinde 40 kadar delik açıldığı ve sıvılaştırılmış gazın deliklerden dışarıya sızmakta olduğu kaydediliyor.

Bölgedeki denizcilik kay-

Sınır gazi: İran, Irak'ın, Halebce, Komal ve Duceyre kasabalarına sınır gazi attığını bildiren BM'ye başvurdu

nakları, İran hücumbotlarının Norveç tankerine düzenlediği bu son saldırı sırasında kurtarma teknelerine de ateş açılmasına dikkati çekerek, bu ülkenin gemilere yönelttiği saldırıların bundan sonra daha şiddetli ve "ısrarlı" hale gelebileceğini ifade ediyorlar.

SINIR GAZI

Bu arada, Genel Sekreter Cuellar'a başvuran İran'ın BM temsilcisi Büyükelçi Muhammed Cafer Mahallati, Irak'ın Halebce, Komal ve Duceyre kasabalarına düzenlediği sınır gazi sırasında 5 bin kişinin hayatını kaybettiğini belirtti.

Cuellar'dan bölgeye gözlemci heyeti göndermesini isteyen Büyükelçi Mahallati, Irak'ın saldırı sırasında hardal ve siya-

nid gazi kullandığını kaydetti.

Cuellar ile yaptığı özel toplantıdan sonra, Genel Sekreter'in bölgeye bir BM gözlemci heyeti gönderme konusunda karara varamadığını ifade eden Mahallati, "Kimyevi maddelerden etkilenen birçok Irak vatandaşını kendi hastanelerimize taşıdık ve BM heyetinin bu kişilerle derhal görüşebileceklerini Genel Sekreter'e ilettilim" dedi.

Saldırılan etkilenenlerin büyük çoğunluğunu siviller olduğunu vurgulayan Mahallati,

bunların yüzde 70'inin kadın ve çocuklar olduğunu sözlerine ekledi.

AMMAN'DA İSTEK

Amman'da devam etmekte olan İslâm Konferansı Örgütü

toplantılarına katılan İran temsilcisi Muhammed Ali Taşkurt, ülkesinin şehirler savaşına son verecek "gerçekçi bir elia" yardımını kabul etmeye hazır olduğunu belirtti.

Muhabirlerin sorularını cevaplayan Taşkurt, "Şehirler savaşının durmasını destekliyo-

ruz ve bu savaşı durdurmak isteyen gerçekçi bir elia yardımını kabule hazırız" dedi.

Taşkurt, ayrıca, İslâm Konferansı Örgütü'nden fütze savaşının farklı yanlarını ele alma sunu isteyeceğini de kaydetti.

HÜRRİYET 25.03.88

Bölücülerin lideri raporu "Senaryo" olarak değerlendirdi ABD'nin "Kürt Raporu", APO'ya da yaramadı

● PKK Örgütü'nün yayın organı "Berxwedan"da ABD'nin Kürt sorunu ve azınlık haklarına ilişkin raporuna yer verildi. Amerika'nın ilk kez bu düzeyde azınlık haklarından söz ettiği belirtilerek, bunun bir "senaryo" olduğu öne sürüldü.

İhsan DÖRTKARDEŞ

DİYARBAKIR (hba) - ABD'nin "Kürt Sorunu ve Azınlık Hakları" hakkındaki raporu, PKK Lideri Abdullah Ocalan'ı kızdırdı. PKK Örgütü'nün yayın organı "Berxwedan"da yer alan ve APO tarafından kaleme alındığı sanılan bir yazıda, Kürt sorununun gündeme getirilmesi "senaryo" olarak nitelenip asıl amacın "Kürt ıktırılığını palazlandırmak ve Kürdistan ulusal kurtuluş mücadelesini dar bir kültürel çerçeveye tasfiye etmek" olduğu iddia edildi.

PKK yayın organı "Berxwedan"da yayınlanan "Kürtler'in etnik azınlık hakları verilmelidir açıklaması ve arındaki nedenler" başlıklı yazıda, Hürriyet Gazetesi'nde yer alan ABD'nin Kürt Raporu hakkındaki görüşlere ve tepkilere yer verildi. Yazıda, Amerikan Hükümeti'nin şimdiye kadar ilk defa bu düzeyde, Kürtlerden ve azınlık haklarından söz ettiğine işaret edildi, konuyu Amerika'nın Sesi Radyosu ve Türk basınında da işlediği hatırlatıldı.

Bu açıklamaların, Başbakan Turgut Özal'ın Amerika ziyaretinden sonra yapıldı-

ğna dikkat çekilen yazıda, Amerika'nun durup dururken neden bu konuya el attığı sorularak, şöyle devam edildi:

"Kürdistan ulusal kurtuluş mücadelesini dar bir kültürel çerçeveye tasfiye etme çabaları, yeni değildir. Geç bile kalınmıştır.

"Ancak ABD'nin açıklamaları daha planlı bir amaçla yöneliktir. Aksi durumda halkların özgürlüğünün en büyük celladı ABD emperyalizminin, ne insan hakları, ne de etnik düzeyde bile olsa Kürt halkının sorunlarına ilgi göstermesi söz konusu olamaz."

TERCÜMAN 28.03.88

Adıyaman'da çatışma: 1 terörist öldürüldü

ADIYAMAN / ELAZIÇ- Adıyaman'da Güvenlik Kuvvetleri'yle silâhli çatışmaya giren iki teröristten biri ölü ele geçirildi. Elazığ'da da 3 terörist ile bunlara yardım eden 6 kişi yakalandı.

Olağanüstü Hal Bölge Vâkilliği'nden yapılan açıklamaya göre, Adıyaman'ın Kuyucak bucağına bağlı Çamlıca köyü yakınlarında operasyon yapan güvenlik kuvvetleri, iki teröristle karşılaştı. Güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağrısına ateşle karşılık verilmesi üzerine silâhli çatışma çıktı. Çatışmada ölü olarak ele geçirilen teröristin Kemal Özçak-

mak olduğu ve bu kişinin geçen yıl teröristlere yardım ve yataklık yapmak suçundan 2.5 ay cezaevinde yattığı belirlendi. Tahliye edildikten sonra yeniden teröristler arasına katıldığı anlaşılan bu kişinin üzerinde bir otomatik tüfek ile iki şarjör ve çok sayıda mermi bulundu. Çatışma sırasında karanlıktan yararlanarak kaçan ikinci teröristin yakalanması- na çalışılıyor.

ELAZIÇ'DA 9 KİŞİ

Öte yandan, Elazığ'da da 3'ü terörist, 6'sı teröristlere yardım ve yataklık eden 9 kişi yakalandı.

● Sınır kapısı yakınlarına 7 bomba atıldı

Habur'da panik

YURT HABERLERİ SERVİSİ

IRAN': ait olduğu sanılan uçakların Kuzey Irak'a saldırısı sırasında Habur sınır kapısı yakınlarına düşen yedi bomba, yörede paniğe neden oldu.

Dün saat 06.00 sıralarında, Habur sınır kapısı üzerinden geçen bir uçak görüldü. Türkiye'nin Ortadoğu ülkeleriyle karayolu bağlantısını sağlayan ve Irak'ın Avrupa ile tek bağlantısı olan Habur sınır kapısı üzerinden geçen bu uçağa Irak uçaksavarlarının ateş açıldı. Bu sırada uçaktan atıldığı sanılan iki bomba ile bundan 16 dakika sonra atılan beş bomba, kapının yakınlarına düştü.

Büyük sarımsı ve panik yaratan patlama sırasında, gümrük sahasındaki binaların camları kırıldı. Sıra bekleyen araç sürücüleri de, panik ve korku içinde binalara sığındı.

Dişileri Bakanlık Sözcüsü Bü-

● İran'a ait olduğu tahmin edilen uçakların Kuzey Irak'a saldırısı sırasında Habur sınır kapısına düşen bomba yüzünden çevredeki tüm binaların camları kırıldı, sıra bekleyenler korku içinde binalara sığındı

yüklü İnal Batu, dünkü haftalık basın toplantısında, çeşitli soruları yanıtlarken, olayla ilgili bilgi verdi. Batu, şöyle dedi:

"Hava sahasının ihlal edilip edilmediği konusunda yetkili makamlardan teyit ettiremedik, hatta, Irak sınırına yakınlarında Türk topraklarına düşen bomba haberleri aldık. Yöre makamlarından edinilen bilgiye göre, önce saat 05.50 sıralarında, Habur sınır kapısı yakınlarındaki Silepi, Gürümüş, Şenyurt karakolları civarına iki bomba düşmüştür. Daha sonra, saat 06.06'da, Kaplı Karakolu yakınlarına beş bomba düşmüş, bomba 2 metre derinliğinde ve 6 metre genişliğinde çukur aç-

mıştır. Can kaybı yoktur. Fakat, bu uçakların hangi ülkeye ait olduğuna, henüz tespit etmiş değiliz. Tespit edince, gerekli girişim yapılacaktır."

Bu arada, düşen bombaların, Türkiye'nin Ortadoğu ülkeleriyle karayolu bağlantısını sağlayan ve Irak'ın Avrupa ile tek bağlantısı olan Habur sınır kapısının yakınlarına düşmesi de, diplomatik gözlemler tarafından dikkat çekici bir gelişme olarak nitelendirildi.

Öte yandan, Başbakan Turgut Özal'ın, Irak'a yapacağı resmî gezinin tarihi kesinleşti. Başbakanlık Basın Merkezi'nden yapılan açıklamaya göre, gezi, 1-3 Nisan tarihleri arasında gerçekleştirilecek.

Habur'a 7 bomba atıldır İran'ı çok sert protesto ettik

ANKARA, (Tercüman)- Irak uçaklarının önceki gün hava sahasını ihlal etmesinden sonra, dün sabah da İran savaş uçaklarının Irak'a saldırısı sırasında, toplam 7 bomba Türk topraklarına düştü. Olay üzerine Türkiye İran'ı şiddetle protesto etti.

Habur sınır kapısı yakınlarına düşen bombaların patlaması sonucu gümrük sahasındaki binaların bütün camları kırıldı, olayda ölen veya yaralanan olmadı. Bombaların 6 metre derinliğinde çukurlar açtığı ve parçalarının çok geniş bir alana yayıldığı belirtildi.

Dişileri Bakanlık sözcüsü Büyükelçi İnal Batu, dün düzenlediği haftalık basın toplantısında, Türk topraklarını bombalayan uçakların kimliğinin henüz belirlenemediğini bildirdi. Ancak, Amman'da bulunan Türk Dişileri yetkililerinden edinilen bilgiye göre, Ankara'daki İran büyükelçisine "çok sert" bir protesto notası verildiği öğrenildi.

OLAY NASIL OLDU?

Yetkililerden alınan bilgiye göre, dün sabah saat 05.30 ve 06.06

sıralarında Habur sınır kapısı üzerinden geçen uçaklar görüldü. Bu sırada Irak uçaksavarları ateş açtı. Kısa süren saldırı sırasında İran uçağının attığı bombalardan yedisi sınırlarımız içinde düştü.

Uçaklardan ilki saat 05.50'de Silepi Şenyurt Karakolu yönünden yüksek irtifada gelip Habur kapısı civarına iki bomba attı.

Yaklaşık 16 dakika sonra, saat 06.06'da yine Habur kapısı yanına beş bomba atıldı.

Öte yandan Silepi yakınlarına savaş uçaklarından atılan bombalarla ilgili olarak İran ve Irak birbirlerini suçladılar. Irak Büyükelçisi Tank Abdülcebar Cevat, İran'a ait 3 F-4 tipi savaş uçağının Kuzey Irak'taki hava sahasını ihlal ettiğini belirtti.

İran Büyükelçiliği ise bomba atan uçakların Irak'a ait olduğunu, ayrıca Türkiye-İran demiryolunun geçtiği sınırdağı Kotur Köprüsü'nün dün sabah Irak savaş uçakları tarafından bombalandığını kaydetti.

Öte yandan Şemdinli'nin Amdag köyü mevkiinde 7 İran Devrim Muhafızı yakalandı. Güvenlik kuvvetlerinin "teslim ol" çağ-

ırısına silahla karşılık veren ve bir saat süreyle çatışmaya giren Devrim Muhafızları, sonunda güvenlik kuvvetlerine teslim oldular.

İLK AÇIKLAMA

Dişileri Bakanlık Sözcüsü İnal Batu, bombaların olayını doğrularak, uçakların hangi ülkeye ait olduğu konusunda gerekli teebbüslerin sürdürüldüğünü açıkladı.

Batu, şöyle konuştu: "Dün sabah teyide muhtaç hava sahasını ihlal ve bombala-

ma haberleri aldık. Saat 05.50'de kimliği tespit edilemeyen bir uçak Silepi, Gürümüş, Şenyurt karakolundan gelip yüksek irtifada Habur Kaplı Karakolu civarına iki bomba atmıştır. Baş bir tarlaya düşen bombalar can kaybına yol açmamıştır. Yine bu sabah saat 06.06'da, geliş istikameti belirlenemeyen bir uçak Kaplı Karakolu yakınına 5 bomba bırakmıştır. Bombalar iki metre derinliğinde, 6 metre genişliğinde bir çukur açmıştır. Civardaki binaların camları kırılmıştır. Can kaybı yoktur."

Midyat'ta PKK baskını

Köy öğretmenini astılar

MİLLİYET HABER MERKEZİ

MARDİN'in Midyat ilçesinde bir köyü basan PKK militanları, ilkököl öğretmenini asarak öldürdüler. Dargeçit bucağında da bir kadının ağaca asılı cesedi bulundu. Adıyaman'da ise bir terörist ölü olarak ele geçirildi.

ÖĞRETMENİ ASTILAR

Mil-Ha'nın Mardin'den verdiği habere göre, önceki akşam saat 21.00 sıralarında Midyat ilçesine bağlı Dargeçit bucağının Bağözü köyü, PKK militanlarının baskınına uğradı. Militanlar, köy ilkököl öğretmeni Muhammet Yıldız'ı lojmandan alarak köyün dışına götürdüler. Daha sonra öğretmeni Yıldız'ı ağaca asarak öldüren PKK militanları karankalıktan yararlanarak kaçmayı başardılar.

Öte yandan Mardin'in Midyat ilçesi Dargeçit bucağına bağlı Sarıova mezarında Sultka Esmer (25) adlı kadının, çocuğuyla birlikte kaldırıldığı belirtildi. Önceki akşam 50 dakika Esmer'in cesedi bir ağaca asılı olarak bulundu. Öldürülen Esmer'in çocuğunun daha sonra mezarına döndüğü bildirildi.

"Kürdistan Komitesi" ile "Mülteci ve Göçmenleri Avrupa Savunma Komitesi"nin "CDRI" önceki akşam Fransa'nın başkenti Paris'te ortaklaşa düzenledikleri basın

toplantısında, "PKK'nın Kürt ulusuna çıkarlarını temsil ettiği" ve bu örgüte "terörist demenia yazılı olduğu" öne sürüldü.

Mişel Periman'ın Paris'ten verdiği habere göre, "Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi"nin (ERNK) yazılı olarak dağıtılan bir bildirisinde, Irak savaş uçaklarının kimyasal silahlar kullanarak gerçekleştirdikleri bombardıman sonucu, İran'ın Kürt bölgesinde "10 binden fazla" kişinin öldüğü ifade edildi.

PKK ağırlıklı "Kürdistan Komitesi"nin bir sözcüsü Türkiye'nin gündeydoğusunda düzenledikleri silahsız eylemlerle ilgili "PKK'nın mücadelamı geliştirmek üzere önce köy korucularına karşı savaşmak zorunda olduğumuz" söyledi.

Bir soru üzerine Türkiye'de kendilerine "kültürel haklar verilse bile mücadelamı bırakmazlığa kadar sürdürüleceklerini" söyleyen sözcü, "1988'de çok önemli ayaklanmalar kaydedilecektir" öne sürdü.

7 TUTUKLAMA

Elazığ merkez ilçede bir süre önce güpüpe üzerine yakalanan ve aranlar listesinde bulunan TIKKO militanı Kalender Özen'in itirafında bulunması üzerine 3 Mart günü güvenlik kuvvetlerince Diyarbakır'ın Dicle ilçesi Kurudere köyünde operasyon düzenlenmişti. 2 gün süren

operasyon sonucu TIKKO militanları "Latif" kod adlı Seyfi Batır, "Kerim" kod adlı Hüseyin Babayigit ve "Cengiz" kod adlı Halil Kaya ölü olarak ele geçirilmisti.

Mil-Ha Elazığ muhabiri Faruk Canpolat'ın haberine göre itirafçı Özen, Palu ilçesi Erimli kasabası Belediye Başkanı Ömer Cengiz'i öldüreceklerini de belirtti.

Önceki akşam Elazığ Nöbetçi Cumhuriyet Savcılığı'na çıkarılan sanıklardan Kalender Özen, Hasan Hüseyin Er, Düzgün Bekir, Nizamettin Yakın, Senayit Kaya ve Yusuf Killman ile Ali Tok tutuklanırken, Alunoluk köyü muhtar Resul Gürbüz ile Mehmet Yavuz salıverildiler.

TERÖRİST ÖLDÜRÜLDÜ

Bu arada, önceki gece Adıyaman'ın Çamlıca köyü yakınlarında görülen iki terörist, güvenlik kuvvetlerinin "Teslim ol" çağırısına ateşle karşılık verdi. Bunun üzerine çıkan çatışmada Kenan Özçakmak adlı terörist ölü olarak ele geçirildi, öteki terörist ise karankalıktan yararlanarak kaçtı.

Diyarbakır'ın Kurudere köyü yakınlarında üç teröristin ölü olarak ele geçirilmesi olayı ile ilgili olarak bölgede yapılan araştırmalar sırasında da Elazığ'da üç terörist ile teröristlere yardım ve yataklık yapan altı kişi yakalandı.

Bir bölücü ölü olarak ele geçti

DİYARBAKIR (hha) - Diyarbakır'ın Çamlıca Köyü yakınlarında güvenlik kuvvetlerinin "teslim ol" çağırısına ateşle karşılık veren 2 PKK'lıdan biri, silahlı çatışma sonucu ölü olarak ele geçirildi. Elazığ'da düzenlenen operasyonda ise 9 TIKKO'cu sağ olarak yakalandı.

Nevroz kana bulandı

PKK, Eruh'ta 9 köylüyü boğdu

DIYARBAKIR (Tercüman)- 21 Mart'ta kutlanan "Nevroz"u kendilerince "özgürlük günü" ilan eden PKK kan içmeye devam ediyor. Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Yazıkonak köyünde son olarak katliam gerçekleştirilen gözüdünmüş eşkiya 9 masum vatandaşın evlerinden köy dışına çıkarıp boyunlarına ip geçirmek suretiyle boğarak öldürdü. Önceki gece bir grup PKK eşkiyası köye baskın yapıp yeni bir vahşet örneği verdi.

Daha önce eylemlerini saldırı şeklinde gerçekleştiren ve bu saldırılarında köylü vatandaşları otomatik silahlar, el bombaları ve roketatarlar kullanarak katleden PKK, bir süre ara verdikten sonra başlattığı eylemlerinde yeni bir strateji ve taktik uyguluyor.

Ocak sonu itibarıyla kan dökmeye ara veren PKK "Bahar hareketi" öncesi kısa bir toparlanma dönemi geçirdi. Daha sonra 24'er kişilik gruplar halinde Nusaybin-Cizre arasında yurda sızdı. Kiş hazırlığı yapan militanların önce bir keşif grubu göndererek kendilerine sığınak, barınak, yataklı, eylem yapacağı bölge arayışına girdikleri haber alındı. Militanlar bu hazırlık süresince Mardin bölgesinde yol ve köprüte-

re 21 Mart Nevroz bayramı ve PKK'nın askeri kanadını oluşturan ERNK (Kürdistan Ulusal Kurtuluş Cephesi) pankartları astı.

Gene Nusaybin'de bu defa ARGK (PKK'nın Ulusal Kurtuluş Ordusu) tarafından pankartlar asıldı. 21 Mart gecesi Mardin Devlet hastanesi yakılmak istendi. 23 Mart günü Siirt'in Şırnak ilçesine bağlı Kayaboyun köyü yakınlarında yola mayın döşeyen PKK buna basan 14 yaşındaki çoban Muzaf-

fer Baran'ın kör olmasına sebep oldu. En son 26 Mart günü Mardin'in Midyat ilçesine bağlı Boğazözü köyü öğretmeni Muhammet Yıldız kaldığı lojmandan militanlar tarafından dışarı çıkarılarak bir ağaca ipe asıldı.

PKK bahar atılımı adı altında ilkbaharda yapacağı kanlı eylemler için Avrupa'nın çeşitli ülkelerindeki militanlarından 500 kadını Suriye'deki Helvi kampı ile Bakaa vadisindeki Muhsun Korkmaz askeri akademisinde hızlı eğitime tabi tuttu. Nisan ayı itibarıyla, Türkiye'nin doğu ve güneydoğu sınırlarından sızmaya başlayacağı haber alınan militanlar gruplar halinde planladıkları eylem bölgelerine dağılacaklar.

Mahkemede, "Kürtçe savunma" eylemi

DIYARBAKIR, (A.A.)- Diyarbakır Askeri Mahkemesi'nde bakılan iki ayrı bölücü örgüt (PKK) davasında, savunmalarını Kürtçe yapmak isteyen dört sanık hakkında suç duyurusunda bulunuldu.

Askeri mahkemede önce 14 tutuklu sanığın katıldığı 45 sanıklı İdil Grubu davasının duruşması yapıldı. Bu davada, yasa dışı örgüte üye olmak ve bu amaçla faaliyetlerde bulunarak adam öldürmek suçlarından yargılanan 11 sanık hakkında idam cezası isteniyor.

Duruşmada savunma yapmak için söz alan sanıklardan İbrahim Malgir, savunmasını Kürtçe olarak hazırladığını ve bunu okuyacağını bildirdi. Mahkeme heyeti, sanığın siyasi propaganda yaptığı gerekçesiyle önce uyardı. Duruşma hâkimi, sanığı uyarak, savunmasını Kürtçe okumaya devam etmesi halinde dışarı çıkaracağını bildirdi.

İbrahim Malgir'in savunmaya Kürtçe devam etmesi üzerine, sanık mahkeme salonundan dışarı çıkarıldı. Bu sırada Malgir'in Kürtçe sloganlar attığı görüldü.

Askeri mahkeme, savcının talebi üzerine İbrahim Malgir hakkında Diyarbakır Devlet Güvenlik Mahkemesi'ne suç duyurusunda bulunulmasına karar verdi.

Kerkük'te iki kasabayı hedef aldılar

Irak'tan, kimyasal silaha devam

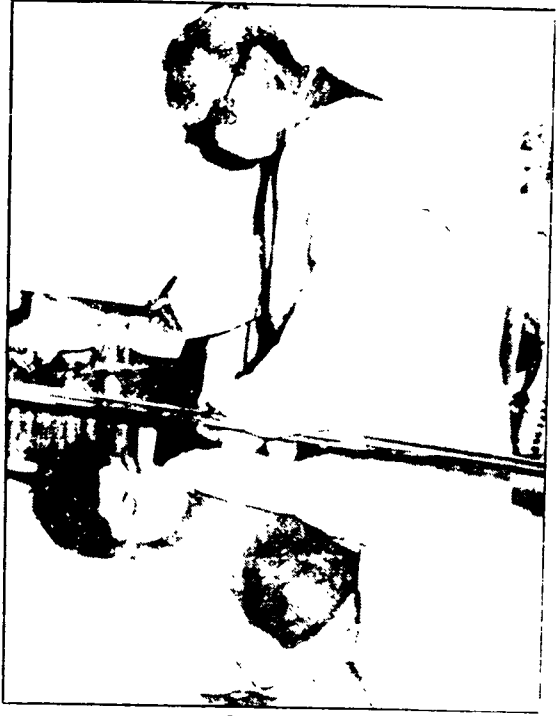
● Irak'ın, kuzeyde İran'a kapırdığı toprakları geri almak için, Kerkük'ün doğusundaki iki kasabaya karşı kimyasal silah kullandığı ileri sürülüyor.

LEFKOŞA, (Ajanslar)- İran tarafından; Halepçe, Düceyde ve İnan kasabalarında 5000 kişiyi sinir, hardal ve siyoni gazlarından oluşan kimyasal silahlarla öldürmekle suçlanan ve bir haftadan beri dünya basınında yer alan korkunç katliam görüntülerinin sorumlusu olan Irak'ın, öldürücü silahı kullanmaya devam ettiği öne sürülüyor. Irak dün ayrıca, İran kentlerine kimyasal silahlarla saldırı tehdidinde bulundu.

Irak resmi haber ajansı İNA'nın Kahire Bürosu Şefi Nuri Nayef, "Iraklı bir yetkilinin" kendisine, "İran'ı cezalandırmak için, bu ülkenin bazı kentlerine kimyasal bomba atacaktır" dediğini söyledi. Nayef, geçen hafta Irak Kürdistanı'na kimyasal bombaları İran'ın attığını da ileri sürdü.

İngiltere'de yayınlanmakta olan The Independent gazetesi de; Irak'ın, kuzey bölgesinde İran tarafından ele geçirilen topraklarını geri almak amacıyla yönettiği saldırılarda kimyasal silah kullandığını iddia etti. Gazete, İran kaynaklarına dayanarak bu kez Kerkük bölgesinin doğusundaki dağılık arazide iki kasabanın kimyasal silahlara hedef olduğunu kaydetti ancak kayıplar konusunda bilgi vermedi.

İran Meclis Başkanı Haşimi Rafsancani de dün Tahran Radyosu'na yaptığı açıklamada; Kerkük ve Süleymaniye'nin, İran topçusunun menzili içine girdiğini belirtti ve bu iki kenti istedi-



YAŞAMASI MUCİZE Irak'ın geçtiğimiz hafta kuzey bölgesindeki Halepçe kasabasına kimyasal silahlarla giriştiği saldırıdan sağ kurtulanların tedavisi sürüyor... Doktorlara göre, solumun yollarındaki rahatsızlık nedeniyle Tahran'da bir hastahane bakım altında olan küçük erkek çocuğun yaşaması mucize...

dikleri an, verilebilir edebileceklerini ileri sürdü. Rafsancani, "Bunun için Humeyni'den emir bekliyoruz" diye de ekledi.

İran resmi haber ajansı İRNA, İran Meclis Başkanı Haşimi Rafsancani'nin oğlu Yaser Rafsancani'nin de Irak'ın kimyasal silah saldırısı sonucu yaralananlar arasında bulunduğunu bildirdi. Ajans, İran Başsavcısı Emir Muhammedi Homeniha'nın oğlunun da kimyasal silah saldırısı sonucu yaralandığını belirtti.

Bu arada Halepçe saldırısında yaralanan 30 Kürt'ün; dün tedavi için uçakla; Viana, Londra, Frankfurt ve New York'a gönderildikleri

bildirildi. Fransız Ulusal Öğrenci Federasyonu UNEF, Irak'ı kimyasal silah kullandığı için kınarken, Parislileri protesto gösterisi yapmaya çağırdı. UNEF, kimyasal bombaların, Fransız yapısı Mirage savaş uçakları ile atıldığına dikkati çekerek de Fransız Hükümeti'nden, Irak'ı durdurmasını istedi.

Irak askeri sözcüsü tarafından dün yapılan açıklamada, Irak savaş uçaklarının önceki gece Körfez'in kuzeyinde İran açıklarında seyreden iki süpertankere saldırı yaptıkları öne sürüldü. Açıklamada, savaş uçaklarının saldırıdan sonra kayıp vermeden uşerine, dondukları iddia edildi.

Adıyaman'da operasyon 4 PKK'lı öldürüldü

Adıyaman'da operasyon 4 PKK'lı öldürüldü

KUYUCAK mahiyesi. Çamlıca köyüne bağlı Bahçe mezarının dağılık kesimlerinde güvenlik kuvvetleri ile çatışmaya giren 4 PKK militanı ölü olarak ele geçirildi.

Bölgede operasyonlarını sürdüren güvenlik kuvvetleri, Bahçe mezarının 3 kilometre kuzeybatısında bir grup bölücü PKK militanı ile karşılaştı. Dün akşam saat 18.00 sıralarında güvenlik kuvvetleri ile karşılaşarak çatışmaya giren 4 terörist de ölü olarak ele geçirildi. Silah ve bazı örgütsel dokümanlarla birlikte ölü ele geçen teröristlerin İmam Akgün, Hikmet Kolay, Mehmet Alagöz ve İsmet Çetlik oldukları belirlendi. Bölgedeki operasyonlar devam ediyor.

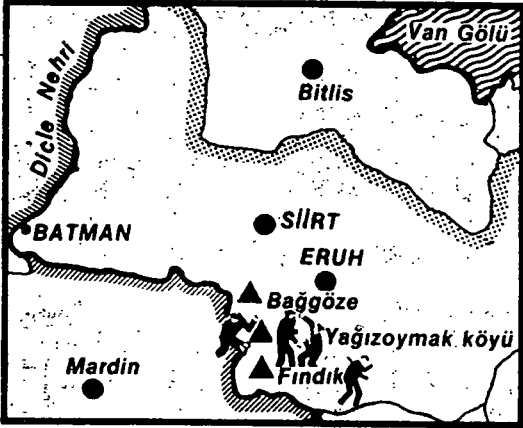
Adıyaman'ın Çamlıca köyü yakınlarında önceki gün bir terörist ölü olarak ele geçirilmiş, bir terörist de yaralı olarak kaçımayı başarmıştı.

"PKK-TIKKO ORTAK EYLEM YAPTI"

Öte yandan, Diyarbakır DGM Savcısı Kemal Ayhan'ın 28 sanıklı bir dava için hazırladığı 27 sayfalık iddianamede PKK ve TIKKO/Partizan örgütlerinin bazı eylemleri ortaklaşa gerçekleştirdikleri belirtildi.

1 KAÇAK YAKALANDI

Eylem alanı Doğu



PKK'nın 9 bölge baskınına sahne olan Yağızoymak köyü, Eruh'un Bağgöze ve Fındık bucakları arasında yer alıyor.

PKK'dan yine KATLIAM

Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Yağızoymak köyünde üç eve baskın düzenleyen PKK militanları 9 kişiyi telle boğarak öldürdüler

SIIRT MİL-HA

PKK, uzun bir aradan sonra ilk büyük eylemini Siirt'in Eruh ilçesine bağlı Yağızoymak köyünde yaptı. Köyde üç ayrı evi basan PKK militanları 9 kişiyi telle boğarak; 350 koyunu da bıçakla öldürdü.

Edinilen bilgilere göre bir grup PKK militanı, Bağgöze ve Fındık bucakları arasında yer alan Yağızoymak köyüne bağlı Kavaklıçeşme mevkiine önceki akşam geldiler. PKK militanları ilk baskın yaptıkları evde 4, ikinci bir evde de 3 kişiyi telle boğarak öldürdüler. Daha sonra, Yağızoymak'a iki kilometre mesafede, tepé üzerinde kurulu üçüncü bir eve giden PKK militanları, buradaki iki kişiyi de dışarı çıkararak yine telle boğarak öldürdü. Militanlar, ağıldardaki 350 koyunu da bıçak darbesiyle delik deşik ettiler.

Yetkililer, Yağızoymak köyünde yaklaşık 3 yıldır iyi örgütlenmiş korucular ve bir karakol bulunduğunu, PKK militanlarının köy yakınındaki evlerde bu nedenle silah değil boğma teli kullandıklarını sanıldığını belirttiler. Öğrenildiğine göre Yağızoymak, Eruh'un büyük toprak sahiplerinden Mehmet Olğaç'ın köyü.

Bu arada, PKK militanlarının yakalanması için bölgede başlatılan operasyon sırasında bir jandarma erinin mayına basarak ağır yaralandığı ve hastanede tedavi altına alındığı öğrenildi.

Kavaklıçeşme'de öldürülenler: Abdullah Pişkin (46), Hüseyin Pişkin (40), İbrahim Pişkin (24), Ömer Pişkin (23), Ömer Kızılaslan (25), Abdullah Kızılaslan (23), Ahmet Dalan (32).

Yağızoymak köyünde öldürülenler: Emin Eroğlu (39), Mehmet Tekin (28).

Yağızoymak köyü baskını, PKK'nın silahlı kanadı HRK'nın (Kürdistan Kurtuluş Ordusu) komutanı Agdi kod adlı Mahsun Korkmaz'ın 28 Mart 1986 tarihinde güvenlik güçlerince ölü olarak ele geçirildiği çatışmanın yıldönümüne rastlıyor.

BÖLÜCÜLERİN YURT DIŞINDAKİ İŞGALLERİ

Öte yandan PKK yanlısı 30 kişilik bir grup, dün Federal Almanya'nın başkenti Bonn'daki Alman haber ajansı DPA'yı bastı. Türkiye karşıtı pankartlar taşıyan göstericilerin eylemi, polis'in işgalcileri sürükleyerek dışarı çıkarmasıyla son buldu.

Hollanda'nın başkenti Amsterdam'da da yine 30 kişilik bir grup, Federal Alman Konsolosluğu'nda iki saat süren oturma eylemi düzenledi.

Tokay GÖZÜTOK

Metris Askeri Cezaevi'nden kaçan 29 hükümlü ve tutukludan müebbet hapse mahkum Şaban Özbek İstanbul'da yakalandı.

Öteki firarilerin yakalanması için operasyonlar sürdürülüyor.

Soruşturmayı yürüten asker ve sivil güvenlik birimlerinin yaptıkları ilk araştırmalara göre, cezaevinden kaçış TKP-ML/TIKKO örgütünün merkezi Tunceli'de

bulunan "Doğu Grubu" planlandı. Cezaevindeki örgüt mensupları ile bağlantılı hareket eden ve henüz belirlenemeyen bir kanaldan firarın yapılacağı günü tesbit eden TKP-ML/TIKKO örgütü, kaçıştan sonra 29 firariden kendi mensubu 19 militanın büyük bir bölümünü Doğu'da etkin oldukları bölgelere götürdüler.

İlgililer, TKP-ML/TIKKO'nun şaşırtma eylemleri yapabilmek için örgüt militanlarından birkaçını İstanbul'da sakladıklarını, firariler içinde kendilerine iltihak etmek isteyen diğer örgüt mensuplarını da bünyelerine aldıklarını tahmin edildiğini belirttiler ve "Bize göre esas hedef Doğu'dur. İstanbul ve çevresinde ancak şaşırtma eylemleri düzenleyebilirler" şeklinde konuştular.

İLK HEDEF ORDU DEPOLARI VE ADLI EMANETLER

Yapılan ilk araştırmalara ve yetkililerin tahminlerine göre, TKP-ML/TIKKO örgütü, özellikle kırık bölgede sürekli eylem planını uygulayabilmek için silaha ihtiyaç duyuyorlar. Bu arada para için soygun da düzenleyebileceklerine dikkat çeken yetkililere göre, ilk etapta askerî depolar ile adli emanet büroları TKP-ML/TIKKO için birinci hedef niteliği taşıyor. Zira ellerinde bol miktarda para olsa dahi silah temini için zamana ihtiyaçları var. Oysa örgüt, özellikle cezaevinden firar eylemi gibi büyük bir eylemi gerçekleştirdikten sonra, varlığını koruyabilmesi ve sempatican zampalayabilmesi için en kısa zamanda ve büyük sansasyon yaratacak nitelikte eylem koymak zorunda bulunuyor.

Nitekim, firarın basına intikaldinden sonra gazetemize telefon eden ve kendisinin örgüt sözcüsü olduğunu bildiren kişi, bu konuya değinmiş ilk etapta kırık

Orgütün İki grubu: TKP-ML/TIKKO iki grup oluşuyor: "Doğu Grubu" Tunceli bölgesinde en etkili örgüt. Bu grup büyük eylemler düzenlerken, merkezi İstanbul'da bulunan "Batı Grubu"nun silahlı soygunlar düzenleyebileceği belirtiliyor

kesimde sürekli ve düzenli eylem planladıklarını söylemişti. Aynı hedefin ordu, karakollar ve ajanlar olduğunu da bildirmişti.

EN ETKİN GRUP DOĞU GRUBU

İstihbarat ve güvenlik birimleri yetkilileri, 12 Eylül hareketinden sonra yurt dışına kaçan TKP-ML Merkez Komitesi eski üyelerinin bugünkü yöneticiler tarafından tasfiye edildiğini ve yeni yöneticilerin sürekli ve etkili eylem taraftarı olduğunu bildiriyorlar.

Eski yöneticiler ile yeni yöneticiler arasındaki çatışmanın Sitteler Karakolu baskını ile su yüzüne çıktığına dikkat çeken ilgililer, "Şimdi TKP-ML/TIKKO örgütü iki ana gruptan oluşuyor. Bu grupların en etkili TKP-ML/TIKKO Doğu Anadolu Grubu'dur. Bu grubun merkezi Tunceli'dir. Ve bu bölgede özellikle sıkıyönetim kalkmasından sonra illegal örgütler içinde en etkili bir örgüttür. Örgütün, merkezi İstanbul olan Batı Anadolu Grubu ise ikinci sırada gelmektedir" şeklinde konuşuyorlar.

DİKKAT EDİLECEK HUSUSLAR

İlgilere göre TKP-ML/TIKKO örgütünün Doğu Grubu'nun bundan sonra ilk etapta bol miktarda silah temin edecek, devletin prestijini sarsacak eylemlere başvuracakları tahmin ediliyor. Bunlar kendilerinin de ifade ettiği gibi orduya, karakollara, ajanlara, adli emanetlere ve güvenlik birimlerindeki görevli kişilerin toplu katliamlarına yönelik olacak.

Merkezi İstanbul'da olan Batı Anadolu Grubu ise, karakol ve güvenlik birimlerinin yanısıra örgüte para temini için soygun ve öldürme tipi eylemlere kalkışacak. İlgililer, bankaların, işadamlarının, adli emanetçilerin, evinde ve işyerinde fazla para bulunduranların dikkatli olmalarını istedikler.

Polisin gereken bütün tedbirleri aldığını ilâve eden yetkililer, vatandaşın da bu konuda dikkatli olmalarını, şüpheli hareket ve kişileri emniyet yetkililerine bildirmelerini istedikler.